

Université de Montréal

La politique au camping

Analyse comparée des rapports au politique des classes populaires en France et au Québec

Par

Antoine Mazot-Oudin

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur
en science politique

Mai 2020

© Antoine Mazot-Oudin, 2020

Université de Montréal

Département de science politique, Faculté des arts et des sciences

Cette thèse intitulée

La politique au camping

Analyse comparée des rapports au politique des classes populaires en France et au Québec

Présentée par

Antoine Mazot-Oudin

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes

Laurence Bherer
Présidente du jury

Pascale Dufour
Directrice de recherche

Alexis Spire
Codirecteur

Fabien Desage
Codirecteur

Éric Agrikoliansky
Membre du jury

Nina Eliasoph
Examinatrice externe

Nicolas Sallée
Représentant du doyen

Résumé

Victoire inattendue de Donald Trump aux États-Unis lors de la campagne présidentielle de 2016 ; succès du camp du Brexit au Royaume-Uni la même année ; disparition des deux partis de gouvernement au deuxième tour de la campagne présidentielle en France lors de l'élection de 2017 ; victoire majoritaire d'un tiers-parti, la Coalition Avenir Québec, lors de l'élection provinciale de 2018 au Québec : des deux bords de l'Atlantique, d'importantes recompositions des scènes partisanes et des résultats électoraux inopinés agitent les analyses politiques, médiatiques et pour partie universitaires. Ces phénomènes sont parfois interprétés au travers du prisme de la « montée des populismes ». Certains travaux pointent du doigt le « peuple » et sa propension à se laisser séduire, voire berné, par des leaders « populistes ». L'explication, souvent sur la base d'enquêtes de sondage, serait à trouver dans le vote, pêle-mêle, des « perdants de la mondialisation », des classes populaires ou encore du monde ordinaire des zones rurales. Le constat d'un champ politique apparemment chamboulé par les franges dominées du monde social s'accompagne du paradoxe de pauvres votant contre leurs intérêts supposés.

En France, ces questionnements s'inscrivent en partie dans des débats autour du vote des classes populaires dans un contexte d'effacement du clivage gauche-droite comme référent politique. Au contraire, au Québec, la scène partisane est présentée comme de plus en plus polarisée autour de ce clivage en raison du moindre attrait de la cause souverainiste tandis que la notion de classes populaires n'est pas aussi centralement mobilisée par les analyses politiques. En comparant ces deux cas distincts, ce travail de recherche vise à éclairer sous un jour qualitatif les rapports à la politique et au politique des classes populaires en France et au Québec.

Sur la base d'une enquête ethnographique dans deux campings populaires dans le Pas-de-Calais et dans la partie sud de la région de Québec, ce travail étudie par le bas et dans une perspective comparée les représentations et les attitudes politiques de campeuses et de campeurs saisonniers dans des contextes de loisirs. Je mobilise comme données d'enquête une campagne d'une cinquantaine d'entretiens, des observations ethnographiques réalisées pendant deux saisons estivales dans ces deux campings et dans d'autres espaces de loisirs.

En analysant les représentations ordinaires des sphères partisanes et les sens sociaux du vote auprès des enquêté-e-s rencontré-e-s, ce travail souligne une même distance soupçonneuse vis-à-vis du champ politique auprès de groupes sociaux aux propriétés sociales comparables. Le vote y apparaît comme une information politique équivoque et parfois difficilement interprétable. A rebours des seuls schèmes savants de compréhension du jeu politique, ce travail souligne la mobilisation parmi les classes populaires françaises et québécoises d'outils profanes comparables, les indices et les rumeurs, qui observés *in situ* illustrent la pluralité des modes d'appréhension de la politique.

Pour partie faiblement connectées aux enjeux du champ politique, souvent en écho à des expériences personnelles, les attitudes politiques des classes populaires nécessitent d'être étudiées dans une perspective plus large. Ces rapports au politique se comprennent davantage en réinscrivant ces représentations politiques et du monde social dans les relations qu'entretiennent ces enquêté-e-s à l'État et dans les frontières identitaires et de classe qu'ils et elles mobilisent pour se situer socialement. Cette recherche souligne ainsi les divergences et les effets de trajectoires sociales et de lieu dans les visions du monde que mobilisent les classes populaires dans ces deux espaces nationaux.

Ma contribution vise donc à éclairer sous un autre jour les recompositions des scènes partisans en France et au Québec en abordant la question au travers des rapports ordinaires à la politique des classes populaires. Elle esquisse une sociologie politique des classes populaires au Québec et prend position dans les débats portant sur la droitisation des classes populaires et sur la « montée des populismes » en France et au Québec en proposant une contribution méthodologique à l'ethnographie du politique.

Mots-clés : Classes populaires, Vote, Camping, Ethnographie du politique, Comparaison, Clivage gauche-droite, France, Québec.

Abstract

Donald Trump's unforeseen victory in the U.S's 2016 presidential campaign. The unexpected Brexit in the U.K. the same year. The disappearance of the two governing political parties in France at the 2017 elections. The electoral success of a third party, the Coalition Avenir Québec, during the provincial elections in 2018 in Quebec. On both sides of the Atlantic, unpredicted electoral results and a large reshuffling of partisan scenes are upsetting political, media and academic analyses. These phenomena are sometimes summed up as part of the "rise of populism". Some works single out the "people" and their habit of being seduced, sometimes of being fooled, by "populist" leaders. The (jumbled) causes – built through statistical explications – are usually found with the "losers of the globalization", the popular social classes or with ordinary people of rural regions. The observation of a political world turned upside down by the more dominated margins of society is usually brought up with the paradox of poor people voting against their supposed interests.

In France, these reflections are part of the larger debate concerning the voting habits of the popular classes in the context of the slow demise of the right-left divide as the main political reference. On the contrary, in Quebec, the partisan sphere is seen as being more and more polarized around this divide, as the question of sovereignty loses its significance. At the same time, the notion of popular social classes is not as centrally used by analysts in Quebec. Comparing these two cases allows this research to shed – a qualitative – light on the popular classes' relations to politics and political sides in France and in Quebec.

This work is based on an ethnographic fieldwork in two lower class campgrounds in Pas-de-Calais (in France) and in the south of the "region of Québec". It is a study, from the bottom-up and in a comparative perspective, of the representations and political attitudes of seasonal campers in a leisurely context. My analysis is based on around fifty interviews and a set of ethnographic observation made during two summer seasons in two campgrounds and in other spaces of leisure.

In my analysis of the research participants, ordinary representations of the political parties and of the social significance of voting underlines a suspicious distance from the political realm that is common to socially comparable groups. Voting habits appear to give ambiguous political information that is often difficult to interpret. Far from the erudite patterns of understanding the political game, my work emphasizes common secular tools used by popular classes in France and in Quebec. When such tools, like the use of clues or of rumors for instance, are observed *on site*, they illustrate the plurality of the participants' understanding of and relationship to the political.

The political attitudes of the popular classes are very loosely connected to the issues of the political realm and are usually rooted in personal experiences. They thus need to be studied in a larger perspective. These relationships to the political are better understood when they are connected to the participants' relationship to the State and to their own mobilization of identities which allows them to situate themselves socially. My work therefore underscores the divergences and effects of diverse social and spatial trajectories on the social representations and world visions that the popular social classes muster in these two distinct national spaces.

My work consequently aims at shedding a different light on the reshuffling of the partisan scenes in France and in Quebec by orienting the debate towards the ordinary relationships of the popular classes to the political. This thesis points at a political sociology of popular classes in Quebec. It also takes a stand in the debates on the shift to the right of these lower classes and on the "rise of populism" in France and in Quebec. This stand is rooted in a methodological contribution to the ethnography of the political.

Keywords: Popular classes, Vote, Campsite, Political ethnography, Comparison, Right-left cleavage, France, Quebec.

Table des matières

RÉSUMÉ	I
ABSTRACT	III
TABLE DES MATIÈRES	V
LISTE DES FIGURES	V
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	XI
REMERCIEMENTS	XV
INTRODUCTION	1
DE LA DROITISATION DU VOTE AUX RAPPORTS AU POLITIQUE DES CLASSES POPULAIRES, UNE COMPARAISON FRANCE-QUÉBEC	3
ANNONCE DU PLAN DE LA THÈSE	8
CHAPITRE 1. LES CLASSES POPULAIRES ET LES RECOMPOSITIONS DES SCÈNES PARTISANES DES DEUX BORDS DE L'ATLANTIQUE	13
INTRODUCTION	13
1. Le diagnostic d'une moindre importance de l'appartenance de classe dans la détermination des comportements électoraux	14
2. Des intérêts politiques insuffisamment éclairés ?	15
I. TROIS EXPLICATIONS DES POSITIONNEMENTS POLITIQUES DES CLASSES POPULAIRES	16
A. <i>Le succès de mouvements néo-populistes : des classes populaires « perdues »</i>	17
B. <i>L'approche culturelle par les valeurs : des classes populaires « conservatrices » et « autoritaires »</i>	20
C. <i>La compétence politique : des classes populaires « non-éclairées »</i>	23
II. ÉCLAIRER LES RAPPORTS AU POLITIQUE DES CLASSES POPULAIRES PAR LE BAS : UNE APPROCHE COMPARÉE QUALITATIVE ET ETHNOGRAPHIQUE.	25
A. <i>Des lignes de clivage dans l'appréhension du populaire en France et au Québec.</i>	25
B. <i>Concilier une approche à la fois comparative et qualitative.</i>	28
1. Les angles morts des enquêtes par sondage	29
2. Une analyse par le bas des rapports au politique	31
CONCLUSION	34
CHAPITRE 2. LE CAMPING : TERRAIN D'OBSERVATION PRIVILÉGIÉ DES CLASSES POPULAIRES EN FRANCE ET AU QUÉBEC	36
INTRODUCTION : LE CAMPING COMME HÉTÉROTOPIE	36
I. CAMPING ET CLASSES POPULAIRES	40
A. <i>Vous avez dit « camping » ? À la recherche d'un terrain populaire</i>	40
B. <i>Des campeurs et campeuses aux profils sociaux hétérogènes.</i>	45
1. Le camping des palmiers au Québec	45
2. Le camping du Bois en France	51
II. DES ESPACES SOCIAUX POPULAIRES	60
A. <i>Le camping comme espace social aux fort ancrages populaires.</i>	61
1. Des sociabilités collectives aux ancrages populaires	61
2. Une mise en avant paradoxale d'une recherche de « tranquillité »	67
3. Entre semi-loisirs et « bricole », des vacances actives	71
B. <i>Un entre soi populaire choisi</i>	78
1. Une « communauté familiale » ? Réseau d'entraide et capital d'autochtonie.	78
2. Une juxtaposition de scènes d'observations publiques et privées.	83
CONCLUSION :	87
CHAPITRE 3. LA POLITIQUE COMME « ESPACE IMPOSÉ ». ÉCUEILS ET DÉFIS INTERPRÉTATIFS DE L'ÉTUDE DES RAPPORTS À LA POLITIQUE DES CLASSES POPULAIRES.	89
INTRODUCTION	89
I. DES DISCOURS ÉQUIVOQUES ?	94

A. <i>Opiner à l'ombre du champ partisan</i>	94
B. <i>Clivage gauche-droite, entre indifférentisme et contre-lectures</i>	106
II. LA NON-ÉVIDENCE DU VOTE	124
A. <i>Le vote comme énigme</i>	127
1. Les contours flous d'une pratique faiblement idéologisée.....	128
2. L'énigme comme stratégie de dissimulation du vote.....	138
B. <i>Se démettre ou s'en remettre : le mythe de l'égalité formelle des citoyen-ne-s face aux urnes</i>	143
1. L'impossible production d'une opinion personnelle.....	144
2. Les déterminants sociaux de l'expression de la remise de soi	148
CONCLUSION :	155
CHAPITRE 4. L'INDICE ET LA RUMEUR : DEUX MÉCANISMES D'APPRÉHENSION POLITIQUE EN MILIEU POPULAIRE	159
INTRODUCTION	159
I. LA LOGIQUE INDICIAIRE DES RAPPORTS POPULAIRES À LA POLITIQUE	161
A. <i>« Parce qu'il y en a toujours qui sont pour la politique » : le rejet par des campeurs et campeuses de la collecte d'indices</i>	164
B. <i>« Je regarde le bonhomme » : une tactique du redimensionnement à soi</i>	170
II. LES RUMEURS COMME MODALITÉ D'APPRÉHENSION DU POLITIQUE	181
A. <i>La rumeur comme pratique sociale</i>	184
1. Mobiliser la rumeur comme registre explicatif de la politique.	184
2. La rumeur comme mise en lumière d'un rapport défiant partagé à la politique.	188
3. La rumeur comme ressource de justifications de pratiques.	192
B. <i>Cens caché et « texte caché »</i>	197
1. La rumeur comme épreuve publique	198
2. Un accès partiel aux coulisses de l'appréhension de la politique	200
3. Le « pouvoir de » contre le « pouvoir sur » : Une lecture politique du paranormal ?	204
CONCLUSION :	206
CHAPITRE 5 –ENTRE RESENTIMENT ET RÉSIGNATION, DES RAPPORTS AU POLITIQUE MÂTINÉS PAR LE CONTEXTE NATIONAL	212
INTRODUCTION	212
I. « C'EST PAS LOGIQUE ». DES RAPPORTS AU POLITIQUE MAJORITAIREMENT MARQUÉS PAR LE RESENTIMENT ..	216
A. <i>Les « trous-de-cul » du haut et les « trous-de-cul » du bas, des pressions sociales opposées mais convergentes</i>	221
B. <i>« Les deux France »</i>	229
II. DES RAPPORTS AU POLITIQUE ÉQUIVOQUES ET DIVERS	240
A. <i>Contextualiser socialement et nationalement le rapport au politique</i>	240
1. Des oppositions à des « autres sociaux » parfois équivoques	241
2. Des affinités électives entretenues avec un certain ethos populaire	242
3. Un rapport au politique à réinscrire dans les contextes nationaux	244
B. <i>Des modes d'appréhension pluriels du politique</i>	254
CONCLUSION	263
CONCLUSION	266
UNE APPROCHE RELATIONNELLE DE L'ÉTUDE DU POLITIQUE	266
PISTES POUR UN FUTUR AGENDA DE RECHERCHE	269
<i>Ordinaire ou populaire ?</i>	269
<i>L'État et le monde d'en haut</i>	271
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	276
ANNEXES 1. LISTE DES ENQUÊTÉ-E-S PRINCIPAUX	I
ANNEXES 2. GRILLES D'ENTRETIEN	VIII

Liste des figures

Figure 1. L'entrée du camping (la « <i>gate</i> ») comme frontière au <i>camping des Palmiers</i> au Québec.....	39
Figure 2. « On n'attend pas Patrick ? » (Camping 2006).....	42
Figure 3. Plan du <i>camping des Palmiers</i>	46
Figure 4. Plan du <i>camping du Bois</i>	54
Figure 5. La course de canots en carton au <i>camping des Palmiers</i>	64
Figure 6. Des « bazous » stationnés avant la course.....	65
Figure 7. Patio en bois et four en pierre au <i>camping des Palmiers</i>	72
Figure 8. Un terrain bien entretenu. Décorations extérieures et activités de jardinage en avant des mobile-homes au <i>camping du Bois</i>	73
Figure 9. Un terrain en chantier en début de saison au <i>camping des Palmiers</i> . Mai 2016.....	74
Figure 10. Devant l'entrée du <i>camping du Bois</i> , à l'ombre d'un transformateur électrique, un graffiti politique « Nique le FN !! ».....	93

Liste des sigles et abréviations

BEP : Brevet d'Études Professionnelles
CAF : Caisse d'Allocations Familiales
CAQ : Coalition Avenir Québec
CAP : Certificat d'aptitude professionnelle
CD : Centre Démocrate
CDD : Contrat à Durée Déterminée
CDI : Contrat à Durée Indéterminée
CEGEP : Collège d'enseignement général et professionnel
CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail
CMU : Couverture Maladie Universelle
CNESST : Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CPS : Catégories socio-professionnelles
CROUS : Centre régional des œuvres universitaires et scolaires
CSST : Commission de la santé et de la sécurité du travail
DDASS : Direction Départementale Des Affaires Sanitaires et Sociales
DESS : Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées
DEP : Diplôme d'Études Professionnelle
FFCC : Fédération française des campeurs, caravaniers et camping-caristes
FN : Front National
FNHAP : Fédération Nationale de l'hôtellerie de plein air
INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques
J.E. : Journalisme électronique
LREM : La République En Marche
PCS : Professions et catégories socioprofessionnelles
PLQ : Parti libéral du Québec
PQ : Parti québécois
PUMA : Protection Universelle Maladie
RACL : dispositif de Retraite anticipée pour carrière longue
RATP : Régie autonome des transports parisiens
RN : Rassemblement National
ROC : Rest of Canada
RSA : Revenu de Solidarité Active
RPR : Rassemblement Pour la République
SEPAQ : Société des Établissements de Plein Air du Québec
TDA : Troubles de Déficit d'Attention
TVA : Téléviseurs Associés
TOQ : Trouble Obsessionnel Convulsif
UKIP : United Kingdom Independence Party
UMP : Union pour un Mouvement Populaire
UN : Union Nationale
UPR : Union Populaire Républicaine

À Circo.

Et à toi que j'aime déjà.

Remerciements

Je n'aurai pas pu mener à bien ce travail de recherche sans l'aide, le soutien, l'implication et la patience de nombreuses personnes que je souhaite ici remercier très chaleureusement.

Tout d'abord, je souhaite remercier l'ensemble des personnes que j'ai rencontrées dans les deux campings où j'ai mené mes terrains de recherche. Olivier Schwartz écrit à propos de ses enquêté-e-s : « Ils m'ont beaucoup donné. Je leur ai beaucoup pris ». Ils et elles m'ont aussi beaucoup appris. Je souhaite toutes et tous les remercier de leur confiance, de m'avoir fait un si bon accueil, de m'avoir donné de leur temps et de s'être ouvert à moi. J'ai une pensée particulière pour eux en cette période de pandémie mondiale, qui touche particulièrement toute la fragile économie des campings saisonniers et celles et ceux qui y travaillent ou y séjournent.

Les terrains de recherche ont ceci de particulier que leurs souvenirs sont entretenus par l'écriture d'un carnet, par le fait de revisiter ces moments partagés des années durant au cours de l'analyse puis de l'écriture. Drôle d'impression de retrouver des années plus tard un enquêté qu'on a pourtant l'impression d'avoir quitté la veille à tant réécouter son entrevue. Cette thèse n'existerait tout bonnement pas sans ces protagonistes qui – anonymisation oblige – ne peuvent être remercié-e-s nommément. Merci à Luigi et à Maryse de ne pas avoir trouvé louche de me confier la séance d'aquagym du samedi matin à la piscine du *camping des Palmiers*. Merci à la famille Dubois, à Laurent et à Adrien, de leur grande générosité, de m'avoir offert ce stage au *camping du Bois*, de m'avoir hébergé gracieusement tout un été et pour toutes ces conversations précieuses autour d'une bière sous le chapiteau. Merci à Jeanne et à son mari Marcel pour ces soirées à jouer au Skip-Bo, à vous présenter ma ville natale sur Google Maps ; à Marianne et Philippe de m'avoir si bien intégré au sein du camping ; à la famille Berthiaume à qui je pense à chaque fois que j'entends l'Ave Maria de Gounod. Merci à Danny, Vanessa, Christopher et Audrey pour ces barbecues partagés dans la fraîcheur des premières nuits d'automne.

Je tiens également à remercier ma directrice et mes deux directeurs de thèse, Pascale Dufour, Alexis Spire et Fabien Desage. Tout au long de mon parcours doctoral, j'ai pu bénéficier de leur soutien sans faille, de leurs conseils et de leurs relectures toujours avisées qui m'ont énormément aidé à y voir plus clair dans la réalisation de ce travail de recherche. Je me suis senti infiniment privilégié d'avoir été aussi bien triplement accompagné tout au long de mon parcours. Le doctorat étant plus qu'une thèse, j'ai aussi beaucoup appris à leur contact de ce beau métier qui allie enseignement et recherche.

Merci à Pascale Dufour de m'avoir appuyé et soutenu dans les moments critiques de ma scolarité doctorale et de ma rédaction, de m'avoir encouragé à finir cette thèse quand il le fallait. Ses conseils de terrain, d'analyse, de lectures m'ont été d'une aide très précieuse. J'ai aussi eu le bonheur de travailler avec elle dans le cadre de l'excellent cours POL1008. Je suis très chanceux qu'elle ait accepté d'encadrer mon travail. Merci à Alexis Spire de m'avoir soufflé l'idée de ce projet de thèse, de m'avoir poussé à découvrir des méthodes d'enquête que je ne soupçonnais pas. Son pragmatisme a été une indispensable boussole à différents moments charnières de mon parcours doctoral. Merci à Fabien Desage pour son soutien tout au long de la thèse, pour m'avoir poussé et accompagné à communiquer dans le cadre d'un colloque, publier dans une revue

scientifique, organiser une section thématique, bref, pas mal apprendre le métier. Et bien sûr pour m'avoir fait découvrir la ligue des Cravates !

J'ai bénéficié de la bourse de terrain du feu Collectif de Recherche Interdisciplinaire sur la Contestation, de la bourse de mobilité CABRI de l'Université de Lille ainsi que du soutien financier de la DAI et de l'ESP de l'Université de Montréal. Ces différents soutiens financiers m'ont permis de supporter la précarité trop souvent associée au doctorat.

Je remercie mes compagnons et ami-e-s, collègues de bureaux, confrères et consœurs rencontré-e-s au cours de mon doctorat. Ma réflexion, et parfois mes atermoiements, ont toujours été accueillis avec bienveillance et intelligence dans le cadre des rencontres organisées avec mes camarades à Montréal comme à Paris. J'ai aussi passé de longues journées à la Bibliothèque Nationale ou à la bibliothèque Marc Favreau avec une équipe informelle et mouvante dont je tairai le nom mais dont les membres se reconnaîtront. Un grand merci à Grégoire pour l'ensemble de son œuvre et sa relecture sagace de mes chapitres les plus *alambiqués* ; à Islam avec qui j'ai partagé ce marathon intellectuel depuis le début ; à Anne-Laure dont la somme des conseils ferait un excellent vadémécum du doctorat ; à Jean-Vincent que j'attends de pied ferme à la pataterie ; à Clément pour sa curiosité et son enthousiasme communicatif et à tous les autres que je n'oublie pas. Merci aussi à Camille et à sa mère de m'avoir prêté du matériel de camping !

En ces temps de débat terminologique autour de la « distanciation », je souhaite remercier également ma famille, mes parents et ma sœur qui m'ont soutenu pendant toutes mes années d'études.

Finalement, depuis mes premières observations dans un camping au Québec il y a bientôt cinq ans, Marilou a toujours été là pour me soutenir et m'accompagner, que ce soit dans les plus beaux mobile-homes de la région Haut-de-France, au bord des plus charmants cours d'eau de France et du Québec ou dans mes périodes de doutes. Marilou est présente dans toutes les pages de ce travail. Elle apparaît parfois discrètement dans mes données d'enquêtes. Elle n'est jamais très loin dans mes analyses. Je lui suis infiniment reconnaissant pour son soutien inestimable et je compte bien lui rendre la pareille pour les prochaines décennies.

Ce travail doit énormément à toutes ces personnes que je tiens à remercier vivement à nouveau. Il va sans dire que je suis le seul responsable de ses scories.

Introduction

À l'été 2015, je travaille comme surveillant de baignade au *Camping des Palmiers* au sud de la ville de Québec afin d'y observer les attitudes politiques de campeurs et de campeuses séjournant dans cet endroit bien mystérieux. En effet, la littérature académique, les analyses politiques et médiatiques, peinent à y expliquer les votes bien plus à droite qu'ailleurs dans la province parmi les comtés de la ville de Québec et ses environs (Pinard et Rafail 2007 ; Villeneuve et al. 2007 ; Daoust 2017).

C'est l'un des premiers samedis soir que je passe au camping. Il est passé vingt heures et je suis encore malhabile en installant le robot-nettoyeur dans la piscine que je surveille durant la journée. Je m'apprête à retrouver ma tente sur un terrain proche de l'entrée du camping que les propriétaires me laissent occuper. En passant dans les allées, je remarque que l'emplacement voisin de Dan, chauffeur de taxi et d'Isabelle, infirmière, est particulièrement animé. Toute la famille est venue leur rendre visite pour fêter un anniversaire. Des tables de pique-nique sont installées autour des tentes-roulottes. Des haut-parleurs diffusent de la musique populaire québécoise. Je m'approche et suis rapidement intégré autour du rond de feu. Frédéric, le neveu de Dan', un jeune adulte proche de la vingtaine que je vois pour la première fois, vient me saluer spontanément et me propose une bière. « *J'en ai déjà une* ». Frédéric insiste : « *C'est pas grave !* ». Et le voilà parti me chercher une canette de *Coors Light* dans une grande glacière. Je me rends compte par la suite de ma compréhension un peu littérale de sa question qui était surtout une invitation à discuter.

Je lui explique ma situation inhabituelle de Français au doctorat passant l'été dans un camping de région au Québec pour y réaliser mon terrain de recherche. Frédéric, quant à lui, travaille dans une boulangerie dans une ville limitrophe de Québec. Il a appris le métier sur le tas, sans formation particulière, auprès de son patron. Commencée en faisant des petits remplacements tout en séchant les cours du secondaire 5, cette activité est depuis devenue « *sa job* » à temps plein. Il n'appréciait pas vraiment l'ambiance en classe, dans un cursus spécialisé pour les élèves en difficulté d'insertion. Je sens sa fierté à décrire la boulangerie (« *C'est artisanal, c'est pas une chaîne genre Pain Doré* »), toutes les techniques qu'il a apprises pour faire différentes sortes de pains. Il me propose même de venir y travailler. Lorsque je décline l'invitation en pointant le fait que je ne suis pas sûr d'être particulièrement compétent, il me dit que ce n'est pas un problème,

que tout le monde peut y arriver : « *Tu pourrais le faire aussi mais faudrait que t'apprennes, si t'es courageux. Pas comme les " ti-counes¹ " qu'on a parfois, trop maigres, pas capables de rouler un pain* ». C'est un travail manuel exigeant, accessible à tous sauf pour ceux « *qui sont sur l'alcool et le pot² à longueur de journée* ». Se rendant compte que nous buvons au moment même des bières, il précise qu'il parle de « *ceux qui savent pas faire la différence entre la semaine et la fin de semaine* ». Lorsqu'il me demande d'où je viens, il rit quand je lui explique que j'habite au Québec depuis deux ans à Montréal. « *Oui mais Montréal, c'est pas le Québec* », tout en ajoutant, sur la réserve, sans que je comprenne immédiatement « *mais je ne suis pas raciste* ». Frédéric m'explique que selon lui, à Montréal, « *il y a trop de races* ». Il n'a rien contre eux, me précise-t-il, mais il est surtout choqué que les cabanes à sucre soient fermées sur l'heure du souper pour qu'« *ils* » puissent prier³. Lorsqu'il me demande où j'habite à Montréal, je ne suis pas sûr de sa réaction à l'évocation de Parc Extension, l'un des quartiers de la ville les plus divers culturellement. Mais ce quartier ne lui dit rien. Il ne connaît que la station de métro Crémazie par laquelle il était passé lors de sa seule visite à Montréal pour assister au salon de l'automobile il y a quelques années.

Au cours de notre échange, je commence à évoquer prudemment des thématiques plus directement liées à la sphère partisane ou à la politique institutionnelle (un nom de parti, les enjeux de la campagne fédérale à venir). Mais Frédéric reprend très rapidement le contrôle de la conversation et me coupe avec des propos généraux et consensuels (« *Tu vas voir, c'est très sympa le camping* », « *J'espère que tu te plais au Québec* »). Il est bien plus à l'aise à me parler du rap français, dont il connaît plusieurs groupes, qu'il trouve « *plus poétique* » par les possibilités offertes par l'usage du verlan et un lexique qu'il considère plus soutenu. Un peu sur le mode de la mise en garde amusée, Frédéric me distingue d'autres Français qu'il juge arrogants à leur manière de parler

¹ Expression familière québécoise employée pour désigner de manière dépréciative une personne jeune et sans expérience.

² Le « *pot* » est l'un des termes utilisés au Québec pour parler du cannabis.

³ Au Québec, la cabane à sucre, lieu où l'on fabrique et consomme les produits de l'érable, se trouve parfois à proximité d'une érablière. Un restaurant peut s'y adjoindre, servant des plats traditionnels québécois comprenant de l'érable et parfois du porc (comme les fameuses « oreilles de crisse » à base de lard grillé). Frédéric fait ici sans doute référence à une nouvelle de la fin des années 2000, restée dans certaines mémoires au camping. Lors des débats sur les « accommodements raisonnables » à la fin des années 2000 au Québec, à propos des droits et facilités à accorder aux minorités culturelles, l'exemple de cabanes à sucre ayant cessé le service en table pour permettre à des groupes de musulmans de prier avait défrayé la chronique médiatique. Voir par exemple « Des accommodements raisonnables à la cabane à sucre », TVA nouvelles, 19 mars 2007. <https://www.tvanouvelles.ca/2007/03/19/des-accommodements-raisonnables-a-la-cabane-a-sucre>

; le pire impair à commettre pour un Français étant de sacrer⁴, comble du ridicule ... Dan m'agrippe par les épaules pour me présenter sa grand-mère. Frédéric de conclure : « *Toi, je vais devoir t'apprendre le Québec* ». Nous avons le temps de nous ajouter sur un réseau social. Lorsque je le recontacte à la fin de l'été pour lui proposer de réaliser un entretien plus formel dans le cadre de ma thèse, il accepte en premier lieu la proposition mais ne donne pas suite à mes relances par la suite.

Le soir-même, en écrivant mon carnet de terrain, je me souviens avoir pensé que cette conversation, aussi riche et dense qu'elle avait pu me paraître sur le moment pour que je la prenne en note au cours de la fête et par la suite, n'éclairait que de côté ma question de recherche. Comment étudier les attitudes politiques conservatrices des classes populaires sans avoir réussi à évoquer le champ politique lui-même ? Qu'était-il possible d'interpréter de ces éléments épars touchant à la fois aux sphères du travail, aux représentations de l'espace-social, aux goûts culturels ? Peut-être étais-je pris également d'une réserve du fait que les propos de Frédéric n'étaient pas « dans la boîte », dûment enregistrés dans le cadre d'un entretien semi-directif et en réaction aux débats politiques préalablement sélectionnés avec soin et compilés dans ma grille d'entretien. Au moment où j'écris ces lignes, je trouve bien davantage que cette reprise de mon carnet de terrain illustre pour partie le travail et les résultats de ma recherche. Car ces réticences méthodologiques, ces problèmes épistémologiques et ces interrogations quant à mon sujet de recherche lui-même ont évolué au cours de mon parcours doctoral. Frédéric se garde à bonne distance du jeu politique, du moins dans notre interaction. Toutefois, loin d'être apathique, il mobilise au contraire des visions du monde mêlant des manières de se situer dans l'espace social, des formes de valorisation du travail qui informent grandement sur ces représentations politiques et du monde social. Aussi, avant de présenter le plan de la thèse, il me semble intéressant de le contextualiser en revenant rapidement sur les évolutions et les glissements que ce travail a pu connaître.

De la droitisation du vote aux rapports au politique des classes populaires, une comparaison France-Québec

Intéressées par la thématique de la droitisation du vote des classes populaires (De Waele et Viera 2011), les premières formulations de mon projet de recherche se concentraient sur le

⁴ Sacrer fait référence aux jurons québécois mobilisant un champ lexical souvent associé à l'église catholique : « Ostie », « Câlce » ou encore « Tabarnak », dérivé du meuble liturgique le tabernacle.

paradoxe de populations dominées socialement et votant contre leurs intérêts (de classe) au profit de formations politiques à droite ou à l'extrême-droite. Cette réflexion, entamée dans le cadre d'un mémoire de maîtrise portant sur la réception des discours politiques sur l'assistanat en France, notamment en milieu populaire⁵, rentrait en écho avec des discours médiatiques pronostiquant la bascule des classes populaires en faveur du Front National en France. Cette problématique s'inscrivait dans certaines controverses scientifiques dans le champ académique français – déjà anciennes – sur le « gauchisme » (Perrineau 1995) ou sur « l'ouvriérisme » (Mayer 1999). La focale de ces analyses sur la propension d'anciens électeurs communistes ou de la classe ouvrière à se tourner vers le parti de Jean-Marie Le Pen était toutefois critiquée. Car les électeurs et électrices du FN, très divers socialement, se décrivent bien davantage comme un conglomerat de groupes sociaux disparates qu'un électorat populaire homogène socialement (Gaxie 2017). Ne fallait-il pas y voir davantage un rapport des intellectuels au peuple qui aurait changé plus qu'une bascule électorale de groupes sociaux pourtant éloignés du jeu politique ? De « cause à défendre », les classes populaires seraient devenues « un problème à résoudre » (Collovald 2004).

Cette problématique de recherche initiale recoupait également une littérature aux États-Unis⁶ qui interrogeait plus centralement ce paradoxe au regard de l'explosion des inégalités sociales ces dernières décennies (Bartels 2008). Comment expliquer l'alignement des préférences des électrices et des électeurs les moins favorisés en matière de redistribution sur les positions plus conservatrices des classes supérieures favorables à une faible intervention de l'État, quand bien même celles-ci bénéficieraient bien plus directement de telles politiques sociales (Kelly et Enns 2010) ?

Toutefois, ce puzzle de recherche initial n'était pas sans soulever certaines objections, pointées par ailleurs par la littérature scientifique et que je cherchais à discuter dans mon projet de recherche. La construction de ce paradoxe n'est-elle pas tributaire de représentations trompeuses du fonctionnement du champ politique, et des démocraties représentatives, en suivant la métaphore d'une demande politique qui rencontrerait ou non sa bonne offre ? Penser comme paradoxal ou problématique le vote à droite des classes populaires – ou des groupes sociaux les moins dotés

⁵ Cf. Mazot, Antoine. 2012. « Du vrai travail au faux chômage : contribution à une sociologie de l'individualisation de la perception sociale des causes du chômage ». Mémoire de master en science politique. Université de Lille.

⁶ Ma candidature au doctorat à l'Université de Montréal est d'ailleurs initialement présentée sur la base d'un projet de thèse portant sur « l'analyse du vote des catégories populaires en France et aux États-Unis ».

socialement – peut prêter à la critique d’une « conception intellectualistes des intérêts des classes populaires, en prétendant savoir mieux qu’elles ce qu’elles devraient penser » (Beaumont, Challier et Lejeune 2018, 11). De plus, les interrogations quant à la « droitisation » du vote des classes populaire n’hypostasient-elles pas la demande politique institutionnelle de ces groupes sociaux ? Tout en fantasmant parfois un lien historique entre classe ouvrière et vote à gauche (Gougou 2007), ce questionnement masque le fait que les classes populaires, en France comme de l’autre côté de l’Atlantique, s’abstiennent davantage qu’elles ne votent à droite (Fassin 2017). Au Québec également, la participation électorale dépend en grande partie de déterminants socio-économiques comme le niveau de diplôme et de revenus (Gélineau et Morin-Chassé 2009).

Si ce travail de recherche cherche bien à éclairer ce puzzle initial, il a toutefois évolué au cours de mon parcours doctoral sous l’influence de la construction de ma comparaison de recherche et des choix méthodologiques qui en ont découlé. Le choix du Québec comme pendant comparatif au cas français a sans doute d’abord été motivé par un mélange de considérations pratiques et d’intérêt pour l’espace social et politique dans lequel j’avais immigré pour entamer mon doctorat. Toutefois, il s’est avéré être un miroir comparatif riche et éclairant. Initialement dans le but d’étudier la droitisation des attitudes politiques des classes populaires, la comparaison s’est construite autour de deux points d’entrée : 1/ une moindre mobilisation des lectures classistes et de la notion de classes populaires au Québec par rapport aux usages scientifiques et politiques en France. 2/ Une structuration différente des scènes partisans et des constats opposés quant aux évolutions de l’importance du clivage gauche-droite.

Les représentations et catégorisations de l’espace social au Québec, notamment dans leur dimension de classe, y sont en effet plus labiles qu’en France. Là où le champ académique français se démarque par son regain d’intérêt pour la notion de « classes populaires » ces dernières années (Siblot et al. 2015), son usage est quasi-absent dans la littérature scientifique québécoise, notamment appliquée à l’explication du comportement électoral. Produit de l’histoire sociale d’une province majoritairement francophone et parfois pensée au regard du reste du Canada anglophone (ROC) (Rocher 2019) mais aussi de traditions scientifiques faisant davantage la part belle aux méthodes quantitatives et à des représentations plus atomistes du monde social dans l’étude des rapports à la politique, les perspectives sur le monde social ancrées dans des rapports de classe, ou utilisant spécifiquement le concept de « classes populaires », s’y font bien plus rares (Dietrich-

Ragond et Leloup 2015). Ce sont bien davantage des clivages territoriaux (Forest 2014) ou soulignant des stratifications sociales sur des bases davantage linguistiques (Langlois 2003) que mettent en avant les analyses politiques, notamment à propos du comportement électoral des québécois. Ces manières distinctes de se représenter le monde social (et ses électeurs et électrices) – en privilégiant davantage des lignes d’opposition entre Montréal et « les régions » ou entre les Francophones et les non-Francophones⁷ – s’accompagnent d’une structuration divergente de sa scène partisane provinciale.

En France, l’opposition politique entre la gauche et la droite a pu être historiquement présentée comme le grand clivage structurant le jeu politique et ce depuis la fin du XIX^e siècle. Toutefois, les interrogations se multiplient quant à son déclin, dès la fin des années 1990 (Mayer et Boy 1997) jusqu’aux toutes dernières élections présidentielles de 2017 (Tiberj 2017a). Il est en effet diagnostiqué comme brouillé, rendu confus par le personnel politique lui-même et suscitant des formes de défiance voire de rejet de la part des classes populaires (Mauger 2014 ; Mauger 2017a). Au contraire, dans un mouvement opposé, la scène politique provinciale québécoise s’est historiquement polarisée – notamment à partir des années 1970 et lors des deux expériences référendaires de 1980 et de 1995 à propos de l’indépendance du Québec – autour du clivage politique souverainisme/fédéralisme (Hudon 1976 ; Nadeau et Bélanger 2009). Tandis que certains auteurs s’interrogent quant au crépuscule de ce clivage à propos de la souveraineté ces dernières années (Langlois 2016 ; Mahéo et Bélanger 2018), c’est au contraire l’opposition gauche-droite qui est présentée comme en réémergence, notamment à la suite des succès électoraux de tiers-partis comme le parti de droite la Coalition Avenir-Québec (CAQ) (Boily 2018), actuellement au pouvoir au Québec après plus de quarante années ininterrompues d’alternance entre le Parti québécois (PQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ).

Ces deux premiers points d’entrée de la comparaison ont participé du jeu existant entre mon projet de recherche initial et la version actuelle de la thèse. Tout d’abord, la moindre prévalence de discours publics, de travaux scientifiques, sur les classes populaires au Québec m’a amené à

⁷ Ces clivages sociaux territoriaux (Montréal/Québec/Reste du Québec) et linguistiques (Francophones/Non-Francophones) sont également ceux routinièrement mobilisés par les instituts de sondage au Québec. À l’inverse du cas français ou c’est en partie le découpage social grossier par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), utilisé par les instituts de sondage, qui permet de manière contestable empiriquement de mettre de l’avant l’attrait du Rassemblement National parmi la catégorie des « ouvriers ».

rechercher un terrain de recherche comparable original dans ces deux espaces nationaux pour accéder à des groupes sociaux aux propriétés sociales semblables. Le choix d'une entrée de terrain de recherche via le terrain de camping pour accéder aux classes populaires en France comme au Québec (chapitre 2), d'abord pensé initialement principalement comme un lieu de recrutement potentiels d'enquêté-e-s pour mener à bien une campagne d'entretiens, a en fait eu des conséquences méthodologiques importantes. En y occupant également une position salariée au Québec (Mazot-Oudin 2019) ou de stagiaire en France, ma présence continue sur les deux terrains de camping m'a offert la possibilité d'adjoindre à mes données récoltées en entretiens des observations de pratiques culturelles et des conversations confiées sur un mode plus informel. Parallèlement à des lectures de recherches mobilisant des approches qualitatives et ethnographiques de l'étude du politique qui ont pu m'inspirer (Eliasoph 2010 [1998] ; Pudal 2011), cette entrée de terrain a ainsi contribué à ajouter une dimension ethnographique plus importante à ma collecte de données.

J'ai mené dans ces deux campings une campagne d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs. Ces entretiens ont des durées moyennes d'environ une heure et demie : les plus courts durant une quarantaine de minutes, certains s'étendant parfois du début d'après-midi jusqu'à l'apéritif de début de soirée. Toutefois, les données ethnographiques que j'ai récoltées m'ont à plusieurs reprises permis de contextualiser les discours tenus au cours des entretiens par les campeurs et campeuses que je rencontrais, voire de les compléter plus centralement et ont été particulièrement précieuses dans mon travail d'analyse postérieur. Un peu comme dans la conversation en exergue avec Frédéric, l'étude des rapports à la politique en milieu populaire peut parfois être brouillée par des formes de distance apparente au jeu politique qui pourrait renvoyer l'analyste à de seuls constats d'apathie ou d'incompétence subie. Or, ces rapports proprement politiques affleurent parfois bien davantage, à la fois dans des récits d'expériences personnelles (Gaxie 2002) et dans ce que vivent et disent les enquêté-e-s de leur travail, de l'école, de la répartition du travail domestique (Misset et Siblot 2019), des thématiques que j'ai pu observer assez largement auprès de mes enquêté-e-s hors des seuls contextes d'entretiens.

De plus, malgré des scènes politiques partisanes aux trajectoires par certains aspects opposées, je me suis confronté à des enquêté-e-s tenant des discours politiques et sur la politique en France comme au Québec en plusieurs points semblables sur mes deux terrains de recherche, et

parfois tout autant ancrés dans leurs expériences de loisirs au camping que dans les débats des campagnes politiques à venir⁸. Ces similitudes dans les deux espaces nationaux, en dépit des différences des scènes politiques évoquées plus haut, ont souligné encore davantage l'intérêt d'analyses situées socialement mais aussi la faible inscription et les formes de porosité toute relatives des rapports politiques des classes populaires aux seuls enjeux du champ politique lui-même.

Je reviens rapidement sur ces éléments dans la mesure où ils justifient le parti-pris de ce travail de recherche. Ce cheminement m'invite tout d'abord à questionner les sens sociaux que l'on peut accorder au vote, notamment comme l'expression reine d'une opinion politique. Par conséquent, ce travail s'écarte des analyses qui trop mécaniquement font découler des comportements électoraux ou des attitudes politiques, notamment en milieu populaire, de ce qui se joue (ou est perçu comme central) dans (et par) le champ politique lui-même. Au contraire, je défends l'idée que l'étude des comportements électoraux et plus largement des rapports à la politique gagne à développer des approches relationnelles et localisées, contextualisées au sein des espaces sociaux desquels elles sont issues, et qui ne peuvent faire l'économie d'une étude des rapports au politique, des visions et des représentations du monde social que mobilisent ces enquêtés⁹.

Annnonce du plan de la thèse

Dans un premier temps, je reviens sur les transformations contemporaines des scènes politiques françaises et québécoises aux prises avec d'importantes recompositions de leurs bases partisans. Face à ces changements d'ampleur comparables – victoires électorales de formations politiques n'ayant jamais gouverné et effacements voire effondrements électoraux des partis historiques de gouvernement – les questionnements et interrogations divergent en partie dans les deux espaces nationaux. Crépuscule du souverainisme et de son parti historique, le Parti québécois, au Québec (Mahéo et Bélanger 2018) ? Effacement du clivage gauche-droite en France (Tiberj

⁸ Mon terrain de recherche à l'été 2015 au camping des Palmiers au Québec se déroule quelques semaines avant puis pendant la campagne des élections fédérales canadiennes d'octobre 2015. Mon terrain de recherche à l'été 2016 en France a lieu quelques mois avant la campagne présidentielle de 2017 et précède de quelques semaines l'organisation de la primaire de la droite et du centre.

⁹ Ce parti-pris n'est d'ailleurs pas restrictif à l'étude des rapports à la politique des classes populaires et garderait toute sa pertinence, même auprès de groupes sociaux aux plus forts sentiments d'habilitation à parler de politique institutionnelle ou aux plus grandes proximités avec le jeu politique partisan.

2017a) ? En France, ces enjeux sont bien davantage connectés qu'au Québec aux controverses à propos des attitudes politiques des classes populaires. Là où depuis plusieurs décennies, le champ académique en France – comme dans d'autres pays en Europe - interroge l'enjeu du vote populaire et de sa possible droitisation, inspiré pour partie des controverses états-uniennes en la matière, la thématique est cependant moins centralement mobilisée au Québec du fait de la plus grande invisibilisation des classes populaires dans les travaux académiques sur le sujet, notamment des études en comportement électoral (chapitre 1). Pourtant, je montre également que dans ces deux espaces nationaux, j'ai pu observer en milieu populaire des groupes aux caractéristiques sociales analogues et partageant des styles de vie semblables dans deux campings dans des territoires ruraux (chapitre 2). Tout en formant un ensemble hétérogène, traversé par de petites différences de statut social, ces enquêté-e-s dans les deux espaces nationaux occupent des positions sociales similaires du fait qu'elles sont marquées par des formes variables de vulnérabilité économique et par des positions dominées dans la sphère du travail. Ces enquêté-e-s partagent également de mêmes distances à la culture légitime et des pratiques de loisirs comparables aux forts ancrages sociaux populaires. Ce constat établi, qu'en est-il de leurs attitudes politiques ?

Par la suite, je souhaite explorer certaines caractéristiques d'un rapport populaire au politique, circonscrit tout d'abord aux appréhensions les plus légitimes de la politique partisane. Marqué par des faibles sentiments d'auto-habilitation à parler de la politique, une connaissance relativement faible, bien que variable, des enjeux et débats propres au jeu politique (chapitre 3) mais aussi des formes de réappropriations, de détournement et la mobilisation d'outils profanes afin d'opiner politiquement (chapitre 4), ce rapport populaire à la politique se retrouve assez largement tant parmi les campeurs et campeuses en France et au Québec rencontré-e-s lors de mon enquête. Loin de présupposer d'un rapport savant et compétent des classes supérieures en France comme au Québec, ces chapitres insistent sur les similitudes inter et intra groupes entre mes deux corpus d'entretiens et d'observations. Ils soulignent que parmi des groupes sociaux occupant dans les deux espaces nationaux des positions sociales relativement dominées, la production des opinions et des attitudes politiques est pour partie désinscrite des débats et des enjeux du champ partisan. En effet, la formation de ces opinions répond à des appréhensions et des investissements sociaux du monde parfois difficilement lisibles à l'aune des seules lunettes légitimistes.

En soulignant un même rapport populaire à la politique majoritairement partagé par mes enquêté-e-s français-e-s et québécois-e-s et un nécessaire pas-de-côté épistémologique et méthodologique pour les appréhender plus finement, cette partie de mon travail doctoral vise à éclairer les débats sur la « droitisation » des classes populaires, et plus largement la question des rapports à la politique « en bas à droite » (Beaumont, Challier et Lejeune 2018) tel que débattu notamment dans le champ académique français. Cet enjeu peut revêtir deux phénomènes qui ne sont pas tout à fait équivalents selon que l'on observe plus centralement les seules scènes électorales et leurs résultats ou selon que l'on s'attache à saisir plus largement les visions du monde qui structurent les rapports au politique des agent-e-s¹⁰, qu'ils et elles votent ou non pour des partis de droite ou d'extrême-droite. En établissant des rapports à la politique en grande partie désinscrits des scènes partisans parmi des enquêté-e-s issus d'espaces politiques nationaux distincts, cette partie répond aux approches électoralistes décrivant la supposée bascule électorale des classes populaires du Parti Communiste vers le Front National où présentant univoquement le FN comme la caisse de résonance de préoccupations populaires. Elle éclaire également d'un sens plus riche et nuancé des discours politiques parfois tenus par ces enquêté-e-s et qui, tout en pouvant faire écho à des thématiques mobilisées par des partis politiques à droite ou à l'extrême-droite, n'en sont pas cependant ni le décalque mécanique, ni la marque d'une adhésion idéologiquement stable ou électorale. Ces discours ne se comprennent pleinement qu'à la condition de les réinscrire dans les rapports profanes au politique, les expériences ordinaires et les trajectoires sociales que partagent ces enquêté-e-s.

En soulignant les ressemblances entre mes deux cas, cette partie s'inscrit également dans les débats et les représentations du monde social mobilisés au Québec à l'heure d'étudier les comportements politiques en soulignant l'importance de situer socialement de telles études et l'intérêt de combiner les approches méthodologiques pour produire des données empiriques ancrées socialement. En justifiant de la pertinence d'une lecture de classe, basée sur des données empiriques issues d'enquête de terrain pour mieux comprendre les rapports à la politique, cette

¹⁰ Les manières de qualifier les individus en sciences sociales ne sont pas neutres et renvoient à la fois à des traditions scientifiques mais aussi à des conceptions épistémologiques. Ainsi, les termes « agent », « acteur », « sujet » et « auteur » sont loin d'être interchangeables pour parler de ses enquêté-e-s (Dubar 2007). Dans mon travail de recherche, je privilégie le terme d'agent social car je m'inscris pour partie dans un cadre d'analyse inspiré des travaux de Pierre Bourdieu. L'emploi de ce terme ne signifie pas que les personnes que j'ai rencontrées sont dénuées de capacité d'action. Celles-ci sont toutefois circonscrites et le produit d'un système social plus large. Les dispositions à agir sont variables socialement et sont à analyser à l'aune des conditions sociales des agents.

partie défend l'intérêt de prendre un pas de côté vis-à-vis des approches quantitatives plus atomistiques des comportements politiques, davantage dominantes au Québec.

Dans le dernier chapitre, je poursuis ce travail comparatif de mes deux cas en insistant davantage sur les dissemblances entre les enquêté-e-s rencontré-e-s et les deux cas nationaux choisis. Ce chapitre débouche ainsi sur l'étude des attitudes et des discours politiques avec une notion plus ouverte de politique, c'est-à-dire aux rapports entretenus à « d'autres formes officielles de pouvoir » (Collovald et Sawicki 1991, 10). L'étude des rapports au politique dans une conception élargie ne s'arrête pas à la définition stricte de la politique entendue comme l'activité du jeu politique de la sphère partisane. Au contraire, elle ouvre la focale aux rapports politiques plus large à l'État, notamment à l'État social, aux sphères du monde du travail et à ses représentations, aux imaginaires sociaux nationaux, etc. Ainsi donc, cette dernière partie s'inscrit dans un programme de recherche plus ample qui ambitionne de « considérer ensemble les prises de position politiques et les visions du monde » (Beaumont, Challier et Lejeune 2018, 18) afin d'éclairer les attitudes politiques des classes populaires en France et au Québec.

Tout d'abord, l'analyse porte sur les différences intra-groupes entre fractions des classes populaires étudiées. Elle explore des rapports au politique distincts selon de petites différences sociales entre répondant-e-s et dépendamment de leurs trajectoires sociales. Ce chapitre fait ainsi plus directement écho aux recherches qui soulignent l'hétérogénéité des classes populaires tant conceptuellement dans la définition large de cette grande catégorie opératoire (Schwartz 2009) que dans leurs attitudes politiques (Peugny 2015). En explorant la diversité du populaire dans ces deux espaces nationaux, je distingue deux rapports au politique parmi mes enquêté-e-s, en France comme au Québec, en les rattachant à leurs trajectoires sociales. L'un de ressentiment (Cramer 2016) est marqué par une plus forte tripartition de la conscience sociale des agent-e-s, qui se représentent tout à la fois opposés au bas et au haut de l'échelle sociale (Collovald et Schwartz 2006), ainsi que par des formes d'attachements et de défiance vis-à-vis d'un État jugé injuste et insuffisamment protecteur. L'autre de résignation est caractérisé bien plus par une mise hors du jeu politique, un plus fort fatalisme face aux injustices sociales et à la marche du monde.

En mettant en lumière que dans des espaces politiques nationaux aux structurations partisans, aux débats publics et aux clivages politiques différents, il est possible d'établir à nouveau parmi les campeuses et campeurs rencontrés des rapports au politique divers mais

comparables, ce chapitre vient étayer encore davantage empiriquement l'importance d'une lecture du politique située socialement et la relative désinscription des attitudes politiques populaires des scènes politiques nationales et du jeu socialement construit comme fermé et élitare de la rhétorique politique. De plus, l'analyse comparée porte également sur les différences inter-groupes, c'est-à-dire les différences nationales entre les enquêté-e-s de milieu populaire rencontré-e-s pour une part en France et pour une autre part au Québec. L'ouverture de l'étude des rapports politiques à des espaces sociaux moins cloisonnés socialement que les seules scènes politiques, aux perméabilités plus grandes avec les groupes sociaux étudiés, permet également de clore la comparaison en soulignant les différences nationales inter-groupes populaires entre mes répondant-e-s français-e- et québécois-e-s. Je montre ainsi que ces attitudes politiques, ces représentations du monde social, bien que comparables et situées en bas de l'échelle sociale, restent tributaires des espaces nationaux desquels elles sont le produit, tant quant à la structuration des États sociaux que dans les imaginaires nationaux qu'elles mobilisent.

Chapitre 1. Les classes populaires et les recompositions des scènes partisans des deux bords de l'Atlantique

« La vieille supposition que plus quelqu'un a d'argent, moins il est en faveur de la redistribution des richesses, et que plus quelqu'un est pauvre, plus il est en faveur d'une intervention gouvernementale n'est plus vrai désormais. Être riche et de gauche ou être un ouvrier conservateur est désormais normal. » (Marietta 2012, 77, ma traduction)

Introduction

En Amérique du Nord comme en Europe, la question du vote des classes populaires, ou des franges les plus dominées de l'espace social, alimente une importante controverse politique et scientifique ces vingt dernières années. A rebours du principe canonique de science politique établissant que l'on pense et vote politiquement comme on est socialement (Lazarsfeld, Berelson et Gaudet 1944), la relative adéquation entre une appartenance sociale ouvrière ou populaire et un vote à gauche questionne les grands organes partisans sociaux-démocrates¹¹ mais aussi les analyses politiques contemporaines. Au-delà des luttes politiques partisans pour s'arroger ou pour se détourner de la représentation des classes populaires, la controverse s'étend au champ scientifique. La littérature académique s'échine en effet à interpréter les transformations des scènes partisans contemporaines et se polarise autour de la question d'un basculement des bases électorales traditionnelles des partis.

Les recompositions les plus récentes et apparemment spectaculaires des scènes partisans suscitent intérêt, attention et controverses en France comme au Québec (Mahéo et Bélanger 2018 ; Dolez et Laurent 2018). En France, ces recompositions s'illustrent par exemple autour de la figure du vote ouvrier, historiquement décrit comme communiste ou socialiste, et parfois présenté comme ayant basculé à droite, voire à l'extrême-droite (Mayer 1999). Toute une littérature discutée et contestée (Collovald 2004) porte ainsi entre autres sur les évolutions du comportement électoral

¹¹ À titre d'illustration, on peut penser par exemple en France à une publication de stratégie électorale du Think Tank *Terra Nova* (2011) proche du Parti Socialiste en France peu avant l'élection présidentielle de 2012, qui avait fait débat. Celle-ci pronostiquait, face à la crise de la social-démocratie en Europe, la fin d'une « coalition historique » entre un socle électoral ouvrier traditionnel et les partis de gauche du fait d'un changement de valeurs entre les reliquats d'une classe ouvrière conservatrice et les nouvelles aspirations culturelles de la social-démocratie. Pour gagner électoralement, le PS devait désormais s'adresser à une « nouvelle coalition en voie de structuration » comprenant les jeunes, les diplômés, les minorités et les femmes. Cette stratégie électorale de renoncement à une représentation politique d'intérêt de classe sur une base économique au profit de la mise en avant de valeurs culturelles rentre en écho avec les théories post-matérialistes appliquées à l'étude du comportement électoral (Inglehart et Norris 2016).

des classes populaires et sur leurs affinités potentielles avec le vote Front National¹² (Perrineau 2017; Mauger et Pelletier 2017). Ces questionnements se font d'autant plus vifs suite à la présence du Rassemblement National (RN) au deuxième tour de la dernière élection présidentielle de 2017 face à un parti, La République en Marche (LREM), fondé une année seulement auparavant. Au Québec, le moindre attrait électoral de la cause souverainiste portée historiquement par le Parti québécois, le renouvellement générationnel de votants plus éloignés de ce clivage (Mahéo et Bélanger 2018) et l'effritement des soutiens péquistes en faveur d'un tiers-parti de droite – la Coalition Avenir Québec (Pelletier 2014 ; Bastien, Bélanger et Gélinau 2014) – interrogent d'autant plus suite à la victoire majoritaire de cette formation politique lors de la dernière élection provinciale en 2018, manquée par les instituts de sondage (Durand et Blais 2020).

Ces transformations des scènes politiques font écho plus largement au constat, parfois accompagné d'une dénonciation de la « montée » ou de la « dérive » des populismes en France (Algan et al. 2019) comme au Québec (Bernier Arcand 2013) ; l'évocation du « populisme » opérant dans les deux systèmes partisans comme une explication magique de succès électoraux inattendus de nouvelles formations politiques (Mazot-Oudin 2017).

1. Le diagnostic d'une moindre importance de l'appartenance de classe dans la détermination des comportements électoraux

Ce vif intérêt de recherche auprès de la discipline scientifique recoupe au moins deux entrées principales qui touchent à la sociologie politique et électoral des groupes sociaux dominés. D'une part, les classes populaires seraient devenues un électorat à saisir. Cette perspective souligne la remise en cause au détour des années 1980 du « lien privilégié établi entre l'électorat ouvrier et les partis de gauche » (Mayer 2011). De nombreux travaux relèvent la moindre prégnance d'un vote de classe populaire à gauche, notamment au travers de l'indice d'Alford¹³, tant en Amérique du Nord qu'en Europe ces dernières décennies. Ces questionnements font écho aux analyses qui insistent sur la moindre prévalence de la variable d'appartenance de classe dans la détermination

¹² Ce parti politique se nomme depuis 2018 le Rassemblement National. Je conserve l'appellation Front National lorsque je fais référence à des travaux ou des périodes historiques précédant cette date.

¹³ L'indice d'Alford ou indice du vote de classe (Gougou 2007) est une procédure proposée par Robert Alford dans le courant des années 1960 afin de mettre en lumière l'intensité du lien entre appartenance ouvrière et vote à gauche. Il consiste à soustraire à la proportion de votes à gauche parmi les ouvriers, occupant un travail manuel, la proportion de vote à gauche parmi les autres groupes sociaux (1967, 80). Son large usage dans les années 1990 pour établir le constat opposé de la fin de la pertinence de la variable de classe en comportement électoral est critiqué du fait de son caractère trop rudimentaire (Houtman et Achterbergperr 2010).

des attitudes politiques (Dogan 2004). Si les classes sociales ne seraient pas mortes, leur signification politique aurait quant à elle significativement diminué (Clark, Lipset et Rempel 1993). Parallèlement à ceux-ci, d'autres travaux mettent au contraire en lumière le caractère multidimensionnel de la formation des opinions politiques. Celles-ci ne seraient pas déterminées en dernière instance par la seule appartenance de classe mais par un ensemble de variables sociodémographiques et d'influences diverses, dressant le portrait de « *cross-pressured citizens* » (Therriault, Tucker et Brader 2011).

Si le seul usage de l'indice d'Alford est par ailleurs en lui-même critiquable du fait qu'il limite la question de l'espace du populaire à la seule appartenance ouvrière, cet intérêt de recherche pour une forme de rupture socio-historique ne doit cependant pas masquer la présence au long cours d'un électorat ouvrier conservateur dès l'immédiat après-guerre (Capdevielle et Mouriaux 1983), notamment en France parmi les franges les plus catholiques de la classe ouvrière (Michelat et Simon 1977). De plus, il s'agit de ne pas escamoter, tant le travail de construction symbolique de ce lien privilégié par les partis politiques aspirant à représenter la classe ouvrière, notamment en France le Parti communiste (Pudal 2006), que les stratégies rhétoriques des droites révolutionnaires, notamment dans l'entre-deux guerres afin de rallier à leurs causes la classe ouvrière (Sternhell 1978).

De plus, ce lien politique et symbolique entre organes partisans de gauche et classes populaires a pu être à la fois en partie fantasmé, en partie construit stratégiquement. En France, sa moindre prévalence est surtout associée au double mouvement d'invisibilisation des classes populaires, de moins en moins représentées dans l'espace public (Beaud et Pialoux 1999) ainsi que de la transformation disqualifiante de leurs représentations sociales, de « l'homme de marbre » idéalisé au « beauf » conquis (Mauger 2013).

2. *Des intérêts politiques insuffisamment éclairés ?*

Un autre intérêt de recherche, plus objectiviste, porte quant à lui son attention sur la question des intérêts (de classe), notamment quant aux positionnements de dominés sur le plan économique soutenant des programmes politiques accentuant le démantèlement des systèmes de protection sociale et l'accentuation des inégalités. Ces travaux s'inscrivent dans une histoire intellectuelle plus large qu'on pourrait retracer jusqu'à la notion de « fausse conscience » d'ouvriers soutenant un

système les exploitant (Lukàcs 1960 [1923]). Ils font écho à l'ambition de la sociologie critique d'analyser les effets de la « violence symbolique », c'est-à-dire de schèmes d'intelligibilité dominant mobilisés pourtant par les franges les plus dominées (Bourdieu 1997).

Pour reprendre l'image de l'essayiste Thomas Frank, dont les ouvrages ont toutefois pu être discutés (Bartels 2006) ou présentés comme des sources d'inspiration (Hochschild 2016), par la littérature scientifique, il s'agit d'interroger le comportement d'« une masse de travailleurs envahissant les quartiers riches, pancartes à la main, brandissant le poing face à des millionnaires apeurés, réfugiés derrière les portes closes de leurs maisons cossues pour ne pas entendre le slogan de protestation qui leur est destiné : " Laissez-nous vous aider à baisser vos impôts ! " » (Frank 2008 [2004]). De façon plus nuancée, la littérature interroge également autour de cet objet la thématique de l'intérêt non-éclairé (*unenlightened self interest*). Ainsi formulé, l'objet d'étude vise à éclairer le paradoxe voulant que :

« Des millions de citoyens croient que le gouvernement fédéral devrait dépenser plus d'argent dans une large variété de programmes, qu'on demande aux riches de ne pas payer assez d'impôts, que l'augmentation des inégalités économiques est une mauvaise chose. Mais simultanément, ils soutiennent des politiques publiques dont l'effet principal est de réduire le fardeau fiscal des riches, de contraire le financement des programmes publics et exacerbent l'accroissement des inégalités économiques. » (Bartels 2008, 181, ma traduction)

Pour situer cette question de recherche, je propose de distinguer trois approches employées par la littérature pour traiter de cet enjeu. Ces approches ne sont pas mutuellement exclusives ni nécessairement contradictoires entre elles et peuvent parfois se combiner.

I. Trois explications des positionnements politiques des classes populaires

Ces approches partagent le fait de chercher à éclairer les rapports à la politique, souvent sous un prisme électoral, de groupes sociaux dominés les moins dotés socialement. Pour ce faire, ces travaux peuvent faire référence à la classe ouvrière, aux « *economic have nots* » (Inglehart et Norris 2016), ou encore caractériser ces groupes sociaux par leur faible niveau de diplôme et/ou de revenus dans les approches les plus atomistes du monde social. Dans le cadre de ce travail, je privilégie la notion de « classes populaires », davantage mobilisée dans le champ académique français. Ce concept lie à la fois des dimensions de vulnérabilité sur le plan économique mais aussi des propriétés culturelles spécifiques marquées par des formes de séparation culturelles mêlant

altérité et distance à la culture légitime (Schwartz 2009). Cette notion souple de classes populaires rassemble des groupes sociaux qui tout en partageant ces caractéristiques sociales n'en sont pas moins hétérogènes. Elle permet ainsi de soulever plus centralement dans une perspective sociologique l'enjeu de la domination sociale, vécue à la fois par les plus pauvres et les plus précaires (les exclus, les désaffiliés) mais aussi par des groupes sociaux parfois davantage intégrés, aux trajectoires sociales et professionnelles parfois plus stables. Cette notion, par une attention aux dimensions culturelles dépassant la seule objectivation du niveau de diplôme, se donne également les ambitions de restituer plus finement les styles de vie et les visions du monde dans lesquelles s'inscrivent ces attitudes politiques que l'on cherche à comprendre.

A. Le succès de mouvements néo-populistes : des classes populaires « perdues »

En Europe comme en Amérique du Nord, cet objet de recherche s'inscrit sur la toile de fond d'un intérêt non démenti ces dernières décennies pour le « retour du populisme » ou encore pour la « tentation populiste ». Pour Pascal Perrineau, « depuis le début des années 1990, la poussée électorale des extrêmes-droite dans le monde ouvrier, jusqu'alors chasse gardée de la gauche sociale- démocrate et communiste, a été générale en Europe » (Perrineau 2002, 609). Ainsi, populisme et « droitisation » de la classe ouvrière iraient de pair et participeraient d'un même mouvement au long court ces dernières décennies recomposant diamétralement l'espace politique et partisan occidental.

En Italie, la reconfiguration partisane du début des années 1990 à la suite de l'opération Mani Pulite voit l'émergence de la figure populiste de Silvio Berlusconi valorisant et s'appuyant électoralement sur les catégories populaires (Surel 2003). Peu importe qu'il s'attaque parallèlement la taille jugée excessive de l'État par des baisses massives d'impôts accordés aux plus riches, ces positionnements lui permettent cycliquement de « pénétrer la classe ouvrière » comme lors des élections de 1994 et 2001 (Belluci et Roux 2011). En Angleterre, le « populisme autoritaire » de Margaret Thatcher aurait bénéficié électoralement de sa capacité à traduire politiquement le ressenti par de nombreux travailleurs, ceux formant le cœur de l'électorat travailliste traditionnel, de la dimension sociale de l'État comme une contrainte bureaucratique (Hall 2008), tout en sapant les fondements de l'État social Beveridgien mis en place à la fin de la seconde guerre mondiale. Aux Etats-Unis, l'impact du mouvement du Tea Party sur le rapport de force électoral a pu susciter

également une attention toute particulière (Karpowitz et al. 2011, Hochschild 2016). Plus généralement, les stratégies électorales de la « nouvelle droite » américaine depuis les années 60 ont fait l'objet d'analyses présentant ses programmes comme usant de « leviers populistes » (Sionneau, 2012). L'élection de Donald Trump lors de la dernière élection présidentielle de 2016 n'a fait qu'amplifier l'apparente évidence de ce constat et de l'usage de ce prisme d'analyse (Kazin 2016).

En France, depuis le début des années 1980 et les premiers succès municipaux du Front National, les succès de formation ou de leaders populistes sont associés à un « malaise démocratique » (Mény et Surel 2000, 25), à une crise (Dorna 1999, 11) économique liée « aux effets désintégrateurs de la mondialisation sauvage » (Taguieff 2007, 83) ou encore « identitaire », voire au « résultat de blessures narcissiques éprouvées par une majorité de la population » (Logier 2013, 43). Ces perspectives variées partagent toutefois le fait d'envisager les rapports à la politique selon un prisme majoritairement électoraliste.

Ce contexte social tourmenté serait propice à des mobilisations politiques, principalement sur la seule scène partisane, fomentées par des leaders charismatiques jouant du désarroi, notamment des classes populaires, afin de s'attirer des votes, notamment ceux du Rassemblement National. Ces personnalités politiques joueraient d'oppositions entre le « nous », le « peuple », incarné par le leader et les autres, le « eux ». Le charisme du leader et l'attrait qu'il exerce sur les masses sont parfois présentés comme le succès de « sauveurs-bonimenteurs », un phénomène relevant de la « magie politique » (Taguieff 2007). L'opposition canonique théorisée par Pierre André Taguieff distingue ainsi un populisme *contestataire* convoquant un peuple *démos*, confronté aux élites d'un système corrompu et sourd à leurs attentes, à un populisme *identitaire* s'appuyant sur un peuple *ethnos* opposé en France à une immigration post-coloniale majoritairement musulmane. Ces usages au sein du champ académique français ont pu être appliqués dans une perspective internationale et certains de ces travaux sont présentés comme ayant participé à la diffusion internationale de la notion (Hubé et Truan 2016), notamment les publications d'Yves Mény et d'Yves Surel ou encore ceux de Pierre-André Taguieff, que l'on retrouve par ailleurs dans les références mobilisées au Québec (Boily 2008).

Au Québec, si l'explication « populiste » et le schème du déclassement ont pu être conjointement mobilisés, notamment dans les années 70, afin d'expliquer les succès électoraux des

mouvements du Crédit Social¹⁴ (Pinard 1971), ses usages contemporains sont plus récents et marginaux qu'en France (Mazot-Oudin 2017), notamment suites aux premiers succès électoraux inattendus du parti de droite l'Action Démocratique du Québec (ADQ) au début des années 2000. Le concept de populisme est par ailleurs généralement mobilisé au sein de cet espace académique afin de qualifier des discours « à droite », conservateurs (Boily 2010), néo-libéraux (Piotte et al. 2003), nationalistes identitaires (Piott et Couture, 2012). La notion connaît toutefois un nouvel intérêt médiatique et politique ces dernières années (Bernier Arcand 2013), notamment pour qualifier les succès et l'ampleur prise par la formation politique de droite, la Coalition Avenir Québec sur la scène politique provinciale (Bernatchez 2019 ; Boily 2018). La plupart des importateurs de cette notion au Québec qualifie l'électorat séduit par des discours populistes sur des bases davantage territoriales et linguistiques (Boily 2008, 91 ; Mazot-Oudin 2017). D'autres travaux soulignent plus marginalement le succès de stratégies rhétoriques « néo-populistes » auprès d'une « *lower middle class* » en prise avec un « malaise » tant socio-économique que culturel (Marcoux et Tremblay 2005).

En France davantage qu'au Québec, ces interprétations contestées de ce phénomène social présentent généralement ce soutien électoral de classes dominées comme l'expression d'une « relégation sociale », d'un « déclassement » (Peugny 2009) de « perdants de la mondialisation » (Perrineau 2013). Les catégories populaires se droitiseraient car elles seraient « perdues » dans un contexte de crise et d'insécurité économique, politique, et même « culturelle » (Bouvet 2015). Cependant, lier des formes de « droitisation » des classes populaires à une résurgence de phénomènes politiques populistes aux Etats-Unis ou en Europe pose assez largement problème. De fait, cette analyse présente des classes populaires jugées « peu réflexives et peu éduquées » séduites et/ou bernées par la magie charismatique de nouveaux porte-paroles les montant contre les élites politiques d'un système qu'elles rejettent. Elles n'interrogent qu'à la marge les rapports multiples à la politique des classes populaires, marqués par de la remise de soi, du rejet, du conformisme ou du consentement (Mariot 2010). De plus, ces perspectives de recherche ne se basent généralement

¹⁴ Le Ralliement créditiste du Québec était un parti politique provincial dirigé par Camil Samson qui connut quelques succès électoraux au cours des années 1970. Parfois qualifié de réactionnaire, il a été catalogué comme « populiste » par G. Gagnon parce qu'il était un « mouvement politique québécois protestataire, important surtout en milieu rural et dans les villes situées en dehors de la zone métropolitaine de Montréal, dont l'implantation et les succès électoraux ont fait depuis les années trente un rival sérieux des vieux partis et, depuis 1970, du Parti québécois indépendantiste » (Gagnon 1976, 23). Notons par ailleurs le prisme territorial employé afin de le définir.

pas sur de solides données empiriques – voire parfois sur des présupposés non questionnés étayés par quelques sondages d’opinion (Boily 2015 ; Bouvet 2015). En creux, ces analyses s’appuient sur ce qui s’apparente à un prêt-à-penser théorique expliquant l’extrémisme des catégories populaires par la « frustration », le « déclassement » ou des formes de « malaise social » liés à des situations économiques dégradées.

De fait, les critiques de cette approche soulignent quant à elles son absence d’ancrage empirique (Collovald 2004), ses tendances homogénéisatrices (Rivière et Ripoll 2010), les difficultés méthodologiques qu’elle soulève, notamment quant à l’objectivation d’un vote populaire souvent très changeant (Lehingue 2003) ; tout comme le fait que les trajectoires politiques de droitisation peuvent également être le fruit de relative ascension sociale des franges les plus stables des catégories populaires (Girard 2017), ou encore que des trajectoires de déclassement peuvent être davantage associées à des formes d’engagement à l’extrême gauche (Johsua 2013).

Finalement, notons qu’historiquement, « le schème du déclassement est une antienne de l’analyse de l’extrémisme politique depuis les années 1930, voyant dans le radicalisme en politique le point de rassemblement des “inquiets” et des “laissés-pour-compte” de la modernisation économique et sociale » (Collovald 2004). Cette boîte à outils fut d’ailleurs fortement remise en cause par les historiens du nazisme et invalidé par la sociologie des mobilisations (Pierru 2005). Comme le souligne Annie Collovald, « si la frustration sociale (et donc la crise économique) était réellement à la source de la “protestation” politique, alors on devrait s’étonner de l’extrême faiblesse du vote FN et non de son ampleur » (Collovald 2004). Dès lors, il s’agit d’interroger le lien généralement établi entre frustration, sentiment de déclassement et des formes contestataires de protestation politique par le vote ; de la même manière qu’il apparait nécessaire de rompre par exemple avec le lien causal direct entre émeutes et pauvreté urbaine ou racisme d’État (Poupeau 2012).

B. L’approche culturelle par les valeurs : des classes populaires « conservatrices » et « autoritaires »

Dans la continuité de cette approche, la question des « valeurs », notamment morales et de leurs influences sur les comportements électoraux des classes populaires est un autre prisme explicatif important mobilisé par la discipline.

Dès les années 1960, certains travaux font le diagnostic d'un autoritarisme particulièrement marqué parmi les classes populaires afin d'expliquer leur relative adhésion à des programmes politiques à la droite ou à l'extrême droite des échiquiers politiques. Inspirée des travaux de Théodor Adorno sur la personnalité autoritaire (2008 [1950]), la notion de *Working-class Authoritarianism* (Lipset 1959) se veut une réponse élaborée après-guerre afin d'expliquer notamment l'émergence des mouvements fascistes en Europe. Teintée d'une approche culturelle, celle-ci « souligne que la culture ouvrière est faite de souci du concret et du présent, de méconnaissance de la tradition et des références à l'histoire passée, tous traits qui ne favoriseraient pas l'attachement aux valeurs démocratiques et libérales » (Bréchon 2011). Vision négative, voire essentialisant la classe ouvrière, les ouvriers sont présentés comme plus enclins à adopter des « lectures manichéennes et raciales des problèmes sociaux et, donc, à être particulièrement vulnérables aux sirènes des mouvements autoritaires et des partis radicaux » (Geisser 2008).

Parallèlement à ces approches, l'écho rencontré par l'ouvrage séminal de Thomas Frank, *What's the matter with Kansas ?*, portant ainsi directement sur l'énigme du vote conservateur d'un des états les plus pauvres du pays, a largement stimulé ce débat Outre-Atlantique et en France. Selon l'auteur, le paradoxe de « pauvres qui votent à droite » se résout plus précisément au travers des stratégies et des rhétoriques politiques propres à la « Grande Réaction », c'est-à-dire à la Révolution Conservatrice qui, incarnée par les gouvernements de Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou encore de Ronald Reagan aux Etats-Unis, associa au détour des années 1980 un libéralisme économique mâtiné d'un fort conservatisme moral.

Sous couvert de défendre des valeurs morales chères aux classes populaires, la révolution conservatrice occulterait les dimensions économiques et sociales de programmes politiques républicains leur étant fiscalement plus défavorables. Faisant l'économie de la « boîte noire » du charisme, du flou propre à l'usage du terme « populisme » et aux mouvements qu'il prétend recouper, l'interprétation suggérée par Thomas Frank fait davantage la part belle à une stratégie électorale gagnante des tenants de la réaction par l'usage et la défense d'un « univers moral » conservateur trouvant grâce aux yeux de certaines franges des cols-bleus américains. Celui-ci recouperait la défense de principes religieux, de la valeur du travail et du mérite et critiquerait le laxisme d'une gauche jugée trop libérale en matière sociétale. Dès lors, la critique de l'imposition des revenus du travail et du patrimoine, de l'État social et de sa protection dont les cols-bleus

bénéficient pourtant davantage économiquement que les cols-blancs, n'en serait que plus justifiée. Ainsi, ce serait la victoire des républicains sur le terrain de la guerre culturelle et le terreau d'un relatif conservatisme des classes populaires qui expliquerait ce phénomène social.

Cependant, l'enquête journalistique menée par Thomas Frank ne présente ni l'ampleur empirique, ni la rigueur scientifique nécessaire afin d'épuiser et de trancher cette question. L'une des difficultés principales de l'ouvrage réside dans le constat d'un vote à droite des classes populaires en s'appuyant principalement sur les seuls discours politiques les interpellant ou sur des trajectoires d'individus de milieu populaires eux-mêmes politisés et impliqués au sein du parti républicain. Quid des rapports à la politique des électeurs populaires du Kansas non politisés, et de leurs opinions ? Au-delà des échos qu'il a pu susciter au sein des intellectuels et du champ académique, son travail empirique ne porte finalement que marginalement sur les classes populaires elles-mêmes mais vise davantage à étudier les stratégies rhétoriques les visant. Il fait d'ailleurs l'objet de critiques méthodologiques, dont la plus aboutie est celle présentée par Larry Bartels considérant selon un point de vue statistique et quantitatif que les cols-bleus ne sont pas plus conservateurs qu'il y a trente ans et qu'ils se positionnent toujours autant selon des considérations socio-économiques (Bartels, 2006). Notons d'ailleurs que certains travaux soulignent bien au contraire la faible influence des thématiques morales dans le positionnement des électeurs et électrices aux États-Unis à cette même période (Hilligus, Shields, 2005).

Cette thématique de la primauté des valeurs morales peut également parfois être directement liée au diagnostic d'une « montée des populismes » présenté plus haut. Par exemple, Laurent Bouvet en France propose comme facteur explicatif aux succès du Front National un sentiment « d'insécurité culturelle » parmi les classes populaires (Bouvet 2015) qui permettrait d'expliquer « pourquoi les électeurs, issus des catégories populaires en particulier, choisissent davantage le FN que le Front de Gauche, alors que leurs programmes économiques sont assez proches » (Bouvet 2015, 138). On peut aussi penser aux analyses inspirées des théories post-matérialistes qui soulignent, parmi les « *economic have nots* » une plus grande propension à se tourner vers des formations et des leaders politiques populistes, comme pêle-mêle Donald Trump aux États-Unis, le UKIP favorable au Brexit au Royaume Uni ou le Front National en France. Sur la base d'enquêtes de sondage internationales, ces analyses concluent que ces formations politiques seraient les plus à même de trouver un écho électoral favorable auprès de ces groupes sociaux du

fait qu'elles se feraient les caisses de résonance de thématiques qui leur seraient chères, comme par exemple la mise en avant de valeurs morales conservatrices, ou encore des réticences vis-à-vis de l'immigration et des mouvements progressistes (Inglehart et Norris 2016).

C. La compétence politique : des classes populaires « non-éclairées »

Une troisième approche, loin de faire le constat d'une offre électorale populiste répondant à une demande politique populaire conservatrice, vise bien davantage à souligner le paradoxe d'électeurs et d'électrices situés en bas de l'échelle sociale et votant apparemment contre leurs intérêts politiques. Elle revisite la notion de compétence politique, structurante dans l'étude des comportements politiques en Amérique du Nord comme dans le champ académique français depuis un demi-siècle (Blondiaux 2007). Le constat d'un très faible niveau de sophistication des électeurs et des électrices a été largement documenté de manière constante aux États-Unis depuis l'article séminale de Converse (1964). En France, ce même constat, parfois présenté suivant la métaphore d'un « cens caché » (Gaxie 1978), insiste davantage sur l'enjeu des inégalités sociales face au vote et sur ses composantes subjectives d'auto-habilitation à opiner politiquement.

De nombreux travaux soulignent l'importance de la prise en compte des niveaux de compétences politiques très inégaux, notamment parmi les électeurs et électrices en bas de l'échelle sociale. Ainsi, les cols-bleus aux États-Unis, notamment les moins informés, soutiendraient des politiques fiscales plus favorables aux foyers les plus aisés, desservant par là même leurs intérêts économiques les plus objectivables (Bartels 2005). Les franges les moins sophistiquées des classes populaires seraient les plus à même de soutenir des programmes politiques de démantèlement des systèmes de protection sociale dont elles bénéficient par ailleurs (Delli Karpini et Keeter, 1997). La question des inégales capacités à estimer ses propres intérêts et à les traduire dans une prise de position électorale interroge ainsi le scrutin électoral comme dispositif politique efficace. Par exemple, les travaux portant sur la simulation statistique d'un haut niveau d'information proposent d'étudier les effets d'une information politique répartie de manière plus homogène parmi les votants (Althus 1998). Les électeurs les moins dotés socialement et mal informés, s'ils votaient comme les électeurs aux caractéristiques sociales semblables mais informés, pourraient ainsi changer le résultat d'un scrutin électoral (Bartels 1996)

L'ouvrage de Larry Bartels, *Unequal Democracy* (2008), peut se lire comme une réponse mobilisant les thématiques liées à la compétence politique pour contester les controverses autour des attitudes morales et conservatrices projetées sur la classe ouvrière aux États-Unis, notamment suscitées par l'ouvrage de Thomas Frank. Bartels démontre que les votes des cols-bleus n'ont pas basculé auprès du camp républicain. Ceux-ci ne se prononceraient pas principalement sur des questions de valeurs morales et prioriseraient davantage les enjeux économiques. L'auteur reformule le paradoxe - non plus de classes populaires ayant basculé à droite - mais plutôt de franges dominées économiquement et n'ayant pourtant pas basculé à gauche malgré l'aggravation des inégalités sociales par les politiques républicaines. Pour résoudre ce paradoxe, celui-ci compile et analyse tant des données économétriques que des résultats électoraux et des données de sondage. Il démontre qu'une explication à ce phénomène peut se trouver notamment dans des manières mal informées de produire ses opinions politiques. Par exemple, en matière budgétaire, les électeurs populaires républicains seraient frappés de « myopie » au moment de voter en ne se basant que sur la dernière année précédant le scrutin et non l'ensemble de la mandature. Les électeurs populaires soutenant les programmes fiscaux républicains les desservant se baseraient sur des conceptions erronées, notamment leurs propres rapports à l'impôt, au moment de se prononcer (Bartels 2008).

Si ces démarches de recherche permettent de mettre l'accent sur des inégalités sociales dans l'accès au jeu politique institutionnel, le prisme de la compétence politique a toutefois été critiqué du fait qu'il peut reconduire des biais intellectualistes. Par l'emploi de ce prisme d'analyse, ne risque-t-on pas de scotomiser des opinions et des comportements politiques qui ne s'appuieraient pas sur des bases idéologiques ou ne reposeraient pas sur les seuls critères de la compétence socialement construite comme légitime¹⁵ ? Comme le souligne Romain Pudal, il s'agit de « rester très prudent dans l'emploi et le maniement de catégories de notre entendement professionnel (dépolitisation, incompetence, désintérêt, indifférentisme...) » (2011, 941) et de ne pas naturaliser des catégories savantes considérées comme légitimes de l'appréhension compétente de la politique en milieu populaire.

¹⁵ L'évaluation de la compétence politique est d'ailleurs souvent pensée (et sans doute vécue par les enquêté-e-s) sur le mode de l'évaluation scolaire. Comment ne pas s'étonner par exemple avec Michel Offerlé et Pierre Favre du fait que les meilleurs répondants aux tests de compétence politique transmis à une cohorte d'étudiants soient les enfants d'enseignants (Offerlé et Favre 2002) ?

Ces dernières années, inspirées à la fois de travaux historiques et sociologiques, l'étude de l'informalité en politique (Le Gall, Offerlé et Ploux 2012), des rapports ordinaires au politique (Buton et al. 2016), insistent au contraire sur l'importance de porter le regard sur tout ce qui pourrait passer sous le radar de l'analyste et/ou « rejetées » par les agents prescripteurs du champ politique car considérées comme illégitimes, les manières non-savantes, profanes de produire de l'opinion politique. Ces rapports « ordinaires », s'ils seraient ultra-majoritaires (Mariot 2010) parmi des citoyen-ne-s très majoritairement « incompetents », pourraient toutefois prendre des formes très diverses selon les milieux sociaux étudiés, notamment en milieu populaire. En d'autres termes, cette dernière approche invite à considérer les distances au champ politique qu'entretiennent les classes populaires en France comme au Québec tout en restant attentifs aux manières et aux stratégies concrètes qu'elles emploient pour se positionner politiquement.

Dans une prochaine sous-partie, je souhaite explorer en quoi cette ambition analytique nécessite de mettre en place un protocole méthodologique qualitatif capable de saisir des rapports ordinaires au politique ce que le tamis des grandes enquêtes quantitatives peut plus facilement invisibiliser.

II. Éclairer les rapports au politique des classes populaires par le bas : une approche comparée qualitative et ethnographique.

J'ai présenté brièvement une revue de littérature que je distingue en trois grandes approches mobilisées pour analyser ce phénomène ainsi que leurs intérêts et leurs limites. Après avoir rappelé les objectifs de la thèse, je souhaite désormais la situer dans le cadre d'une comparaison entre la France et le Québec, justifier de la pertinence d'une approche méthodologique qualitative et comparative et par là même en creux mon propre positionnement de recherche.

A. Des lignes de clivage dans l'appréhension du populaire en France et au Québec.

En France, bien que les débats autour de la droitisation du vote des classes populaires puissent parfois la situer également hors des villes, en milieu péri-urbain (Guilly 2011 ; Lévy 2003) ou en milieu rural (Pierru et Vignon 2008), le cadrage principal de ce phénomène électoral au Québec a été problématisé de manière distincte. L'enjeu de populations se démarquant électoralement par leur sur-vote à droite n'y est pas principalement soulevé en mobilisant des

lectures de classe. Au contraire, la littérature scientifique y souligne bien davantage la « réémergence d'une géographie électorale assez typée » aux comportements électoraux situés territorialement (Bélangier et Nadeau 2009) et ce notamment à propos des votes à la droite de l'échiquier politique.

Ainsi, il existerait des effets significatifs de la distance au centre-ville sur l'expression d'un vote à droite périurbain tant sur les scènes fédérales que provinciales (Villeneuve, Jodoin et Thériault 2007). De même, il serait possible de distinguer un électorat bleu, davantage conservateur, qui tant sur les scènes provinciales et fédérales, se démarquerait par son vote dans la banlieue de Québec et hors de Montréal (Lawlor et Bélangier 2013). Si se rejoue ici l'opposition entre Montréal et les « régions » du Québec, c'est même plus spécifiquement une énigme davantage territorialisée encore – celle du « mystère de Québec » (Daoust 2017) – qui agite la littérature scientifique. Depuis la fin de la Révolution tranquille¹⁶, les comtés électoraux de la capitale provinciale, Québec, et de ses alentours, votent davantage à droite que le reste de la province. Les succès électoraux de l'Union Nationale, du Crédit Social (Gagnon 1976) puis de l'Action Démocratique du Québec ont alimenté des recherches aux conclusions contradictoires. Cet électorat dont on cherche à expliquer le comportement est parfois envisagé de manière relativement homogène. Ainsi, certaines recherches soulignent par exemple, de façon un peu tautologique, que ces résultats électoraux surprenants sont liés à un électorat qui serait davantage conservateur que dans le reste de la province, car bien plus opposé aux syndicats ou encore à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe (Pinard et Rafail 2007). Ce sont parfois des enjeux générationnels ou liés au retrait de l'activité professionnelle qui sont avancés pour expliquer ces différences de résultats. Ainsi, la sur-représentation de retraités dans ces régions pourrait expliquer la moindre prévalence du vote en faveur du référendum de 1995 dans ces comtés (Gagné et Langlois 2002).

¹⁶ La « Révolution tranquille » fait référence aux années 1960 au Québec, notamment marquées par d'importantes réformes de l'État d'inspiration keynésienne menées par le premier ministre Jean Lesage du Parti libéral du Québec (1960-1966). Elle est caractérisée par l'expansion des domaines d'intervention étatique (dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture) et la progression du mouvement souverainiste. Cette période est souvent opposée dans l'historiographie québécoise à la « Grande Noirceur », associée à la dénonciation des politiques menées par le gouvernement de Maurice Duplessis, premier ministre du Québec de 1936 à 1939 et de 1944 à 1959 et chef du parti provincial conservateur Union Nationale. En contraste avec la « Révolution Tranquille » présentée comme une modernisation du Québec, la « Grande Noirceur » est associée à des politiques marquées par un fort conservatisme social, une imbrication importante du politique et du religieux et la persistance d'une forte emprise de l'église catholique. Ces deux termes, chargés de sens normatifs (« noirceur ») renvoient tout autant à un découpage historique qu'à un mythe identitaire politique (Bouchard 2005).

Lorsque certains travaux mettent de l'avant des effets de position sociale dominée, celle-ci est parfois présentée comme un facteur explicatif en soi. Ainsi, ces populations, notamment celles aux moindres revenus et les moins scolarisées (Drouilly 2003) – les « déclassés » de ces comtés (Daoust 2017) – voteraient plus à droite que ceux de l'ensemble du Québec, sans qu'il ne soit toujours possible de l'expliquer. Comme le relève Jean-François Daoust, « les plus pauvres sont autant à droite que les plus riches dans la région de Québec, ce qui est assurément intrigant » (2017, 152) ou encore « les mécanismes qui expliquent la tendance conservatrice de la région de la capitale nationale restent difficiles à cerner » (2017, 155).

Autrement dit, au Québec, la question de la droitisation du vote ne mobilise pas de façon aussi centrale qu'en France la position sociale des enquêtés. En fait, cet enjeu est assez représentatif de l'absence de mobilisation et de conceptualisation des « catégories populaires » dans cet espace académique (Dietrich-Ragon et Leloup 2015), et plus largement de la moindre prise en compte des rapports de domination dans l'appréhension savante des groupes sociaux au Canada (Brodie et Jenson 1988). Si en France, le pronostic d'un « retour des classes sociales » (Chauvel 2001) a pu s'accompagner ces dernières décennies d'un regain d'intérêt important pour la notion de classes populaires en science politique (Siblot et al. 2015), le Québec se distingue par des représentations politiques et sociales davantage construites et polarisées depuis le début des années 1970 par le clivage fédéralisme/souverainisme. Comme le relève Claude Martin :

« Parce qu'au Canada et au Québec, la question « nationale » est au cœur du débat politique, les questions concernant la stratification sociale sont souvent fortement liées à des hypothèses de convergence ou, au contraire, de spécification de la situation québécoise francophone au regard du Canada anglophone » (Martin 2004, 16).

Les stratifications sociales sont tant l'objet de catégorisations ordinaires (Boltanski et Thévenot 1983 ; Deauvieu et al. 2014) que de constructions scientifiques différentes selon les espaces nationaux et renvoient également à des traditions d'analyse de la statistique publique. En France, l'outil de statistique nationale des catégories socio-professionnelles formalisé par l'INSEE (CSP), en visibilisant les ouvrier-e-s et les employé-e-s, a longtemps été la principale grille de lecture des inégalités en France permettant de rendre compte d'une « communauté de destins sociaux » (Pierru et Spire 2008, 476). Au contraire, au Canada et au Québec, une toute autre histoire statistique de la stratification sociale a laissé une plus grande place aux expérimentations soulignant

la communauté de destin de groupes pensés principalement comme linguistiques ou nationaux (Langlois 2003).

Pourtant, les populations ciblées par la littérature québécoise portant sur le mystère de Québec sont parfois caractérisées par des propriétés socio-démographiques proches des classes populaires françaises (pour le dire vite un stock de capitaux économiques et culturels moindres). Mais la plupart de ces recherches, par leur seul prisme méthodologique quantitativiste, n'ont pas les moyens de réinscrire ce phénomène électoral dans les espaces sociaux dont il est issu et peinent parfois à le comprendre. En fait, comme le relève Frédéric Parent, qui se démarque au sein du champ académique québécois par une approche ethnographique du politique en milieu rural au sein de ce qu'il appelle le « Québec invisible » (2015) :

« Des études sociographiques manquent cruellement au Québec et les productions culturelles ne semblent pas plus s'intéresser aux "classes populaires", si cette expression veut encore dire quelque chose. L'invisibilité "positive" (dans l'analyse par exemple de leurs conditions d'existence) des "classes populaires" et des populations rurales en particulier n'empêche pourtant pas les uns et les autres de les définir de façon essentialiste par des attributs tels que le "conservatisme" ou le "traditionalisme". » (Parent 2015, 246)

La comparaison entre la France et le Québec se justifie donc aussi au creux de cette ligne d'opposition quant aux outils d'analyses majoritairement mobilisés par deux espaces académiques distincts à propos de deux phénomènes sociaux pourtant proches. Elle souligne par ailleurs des lignes de clivages quant aux usages scientifiques (et politiques) des lectures de classe en France et au Québec. Par le contraste entre ces deux cas, cette comparaison vise à affiner l'usage de la notion de classes populaires dans ces deux espaces nationaux, notamment en ce qui concerne leurs rapports à la politique.

B. Concilier une approche à la fois comparative et qualitative.

Afin d'approcher la question plus spécifique de la production des opinions politiques, la méthodologie principale employée, basée sur la réalisation d'observations ethnographiques et d'entretiens auprès de groupes populaires vise à réinscrire les rapports au politique des enquêté-e-s ciblé-e-s par cette littérature dans des contextes sociaux ainsi que dans des trajectoires sociales et professionnelles (Girard 2013), des rapports aux institutions et aux valeurs. Pour ce faire, je défends la pertinence d'une approche qualitative, ethnographique et comparée.

1. *Les angles morts des enquêtes par sondage.*

La capacité d'une recherche à limiter les effets d'imposition de problématique - à écouter et à entendre - se joue en partie dans les méthodologies qu'elle emploie. Or, bon nombre d'enquêtes quantitatives, dans ce qu'elles offrent comme possibilités de montée en généralité sur la base de traitements statistiques, perdent par construction les dimensions relationnelles propres à la formation des opinions politiques. En effet, celles-ci les traitent sur un mode similaire aux scrutins électoraux eux-mêmes, c'est-à-dire « comme une simple somme d'opinions individuelles, recueillies dans une situation qui est au fond celle de l'isoloir » (Bourdieu 1973).

Au-delà de la seule critique d'approches quantitatives aux tendances atomistiques (Braconnier 2010), des réserves similaires peuvent être soulevées à propos de l'ambition comparatiste de travaux se basant par exemple sur les grandes enquêtes internationales en sciences sociales. À titre d'illustration, sans dénier aux travaux comparatifs sur les « valeurs » des Européens (Bréchon 2014) leur capacité à dresser un diaporama synthétique à l'échelle d'un continent de représentations politiques et morales de groupes sociaux et nationaux distincts, que peut-on retenir des données d'enquêtes de l'*European Social Survey* (ESS) administré dans plus de vingt pays ? De la même façon que l'atomisme quantitativiste peut se rendre aveugle à l'inégale diffusion sociale des usages et des sens des enjeux débattus dans le champ politique - ou plus largement des grands clivages politiques qu'il mobilise (comme par exemple l'opposition gauche-droite) - le comparatisme international quantitativiste se confronte lui aux risques des illusions terminologiques nationales, de la comparaison de faux-semblants, de notions polysémiques et fourre-tout (le « salaire minimum », « L'État-Providence ») sans restituer les processus sociaux et historiques nationaux à l'œuvre (Schultheis 1989).

En d'autres termes, de la même façon que faire réagir des groupes sociaux éloignés du jeu politique à des catégories ou des thématiques qui y renvoient très directement consiste à se rendre aveugle à la pluralité des modes d'appréhensions politiques, diversement réparties dans l'espace social, « le principal problème que posent ces comparaisons internationales est qu'elles s'appuient sur des variables et des modalités qui ne renvoient pas à des entités homogènes d'un pays à l'autre. Les termes de protection sociale, de fonction publique ou de redistribution recouvrent des réalités et donc des significations très différentes d'un espace national à l'autre » (Spire 2016, 150).

D'autres approches méthodologiques, par leur attention plus grande aux contextes, par leur compréhension de l'appréhension du politique, non pas seulement comme la somme d'opinions que l'on pourrait enregistrer puis compiler de façon neutre mais aussi comme des rapports sociaux à observer et à comprendre *in situ*, proposent des stratégies d'approches différentes. Que ce soit au travers de l'organisation de focus-groups (Gamson 1992), par la multiplication de sites et de contextes d'observations ethnographiques (Eliasoph 2010 [1998]), ces enquêtes proposent souvent des réponses plus contrastées aux thématiques de l'apathie ou encore de l'incompétence politique. En s'attachant à décrire les processus de co-construction d'opinions politiques sur différents thèmes d'actualité, William Gamson souligne que les citoyen-ne-s ne sont ni « stupides », ni « passifs » (1992, 4) mais au contraire sont capables collectivement de faire preuve d'attitudes délibératives cohérentes. De la même façon, Nina Eliasoph montre les effets de lieux et de contextes dans la production et l'expression de discours politiques. Ses travaux soulignent notamment que « l'évitement du politique » dans les situations publiques, y compris dans les lieux associatifs pourtant liés depuis les analyses canoniques d'Alexis de Tocqueville à la vitalité démocratique (Tocqueville 1981 [1840]), ne coïncide pas avec l'absence de politique, observable dans d'autres contextes d'énonciation. Comme elle l'écrit à propos de ces implications méthodologiques :

« Les sondeurs d'opinion ont raison d'être attristés par la surprenante profondeur de l'ignorance politique. Mais celles et ceux mobilisant des entretiens ont également raison d'insister sur le fait que l'ignorance n'est pas basée sur la stupidité et n'est pas inévitable » (Eliasoph 1998, 151, ma traduction).

Si les approches chiffrées du politique permettent des montées en généralité, des éclairages à des échelles nationales qu'un travail de recherche localisé et ethnographique ne pourrait prétendre apporter, j'insiste dans la construction de mon protocole méthodologique sur la nécessité d'ajuster, au-delà d'analyses statistiques parfois trop descriptives, l'influence des déterminants macro-sociaux aux rapports ordinaires qu'entretiennent les agents à la politique. Je m'inspire notamment du travail de Paul Willis portant sur la culture anti-école ouvrière (2011 [1977]).

Sa recherche consiste en une analyse dynamique et créatrice de l'impact de la culture populaire partagée par les adolescents issus de milieux ouvriers et réfractaires à l'école dans leur orientation volontaire vers les positions professionnelles les plus pénibles et les moins rémunératrices. Au travers d'une enquête ethnographique sur la sortie précoce du système scolaire des adolescents issus de la classe ouvrière, Paul Willis est toutefois amené à étudier les autres

scènes de l'activité sociale car toutes celles-ci ne peuvent être appréhendées séparément mais doivent faire l'objet d'une analyse d'ensemble participant d'un même « style de vie ». Comme il le souligne :

« On ne peut pas se contenter de supposer que les formes culturelles sont le résultat mécanique de macro-déterminations telles que l'appartenance de classe, la région d'origine ou le background éducatif. Il ne fait pas de doute que ces variables sont importantes et ne doivent pas être négligées, mais comment affectent-elles le comportement, la parole et l'attitude ? Nous avons besoin de comprendre comment les structures deviennent des sources de significations et des déterminants de comportements dans le milieu culturel à son propre niveau » (Willis 2011 [1977], 292).

En d'autres termes, il s'agit de « comprendre comment les structures deviennent des sources de significations et des déterminants de comportements dans le milieu culturel à son propre niveau » (Willis 2011 [1977]) et d'étudier comment « ces situations vécues peuvent participer à la formation de logiques de perception, de classement et d'interprétation du monde social, structurantes car génératrices de pratiques » (Johsua 2013, 854). Autrement dit, l'étude des rapports à la politique gagne à ne pas faire l'économie des rapports au travail, à l'État (notamment dans sa dimension sociale et redistributrice), aux rapports de genre, etc.

2. Une analyse par le bas des rapports au politique

Au-delà de ce seul clivage opposant l'étude des grandes déterminations sociales des opinions politiques sur une base quantitative aux perspectives plus compréhensives et qualitatives visant à restituer l'intelligibilité des sens sociaux accordés individuellement à une attitude politique, l'objectif méthodologique vise donc à étudier les « médiations à travers lesquelles les déterminations sociales opèrent » (Gaxie 2002, 148) en conservant une attention particulière aux contextes sociaux, aux trajectoires sociales dans lesquelles ces opinions politiques sont produites et exprimées.

En effet, comme le souligne Romain Pudal à propos de son terrain ethnographique portant sur les rapports à la politique parmi des sapeurs-pompiers, les apports les plus riches de son enquête ont pu être recueillis précisément lorsque les conversations n'étaient pas orientées directement sur des objets politiques ou lorsque l'attention du chercheur n'était pas focalisée sur des attentes de raisonnements ou d'argumentaires ancrés dans des connaissances théoriques politiques (Pudal 2011). Pour aller plus loin, l'étude des comportements et des attitudes politiques, afin de dépasser

les seuls constats d'indifférentisme politique ou ne pas seulement réitérer les analyses constatant l'inégale compétence politique des citoyens, doit rompre avec le modèle individualisant d'atomes sociaux réalisant un choix délibéré et réfléchi que le chercheur viendrait expliquer a posteriori. Je privilégie une analyse partant des catégories d'entendements et des pratiques politiques des personnes rencontrées au cours de l'étude. Pour ce faire, je mobiliserai la boîte à outil et les conseils pratiques des travaux attachés à l'étude de l'ordinaire du politique (Buton et al. 2016) ou de l'informalité en politique (Le Gall, Offerlé et Ploux 2012) cités plus haut.

Dans le cadre de mon travail, j'emploie deux méthodes complémentaires d'enquête: l'observation ethnographique dans un espace social – le camping – que l'on peut attacher en France comme au Québec au pôle populaire des goûts et des pratiques de loisir, et l'entretien-semi directif. Je présente et j'analyse en détail le choix du camping comme terrain de recherche dans le chapitre suivant (chapitre 2).

L'observation ethnographique au camping m'a permis de rencontrer des enquêté-e-s au sein de milieux sociaux et nationaux dont j'étais à plusieurs égards distant et de créer un lien de confiance propice à la réalisation par la suite d'entretiens approfondis. Plus centralement, elle offre la possibilité d'étudier *in situ* des interactions populaires spontanées, sans que celles-ci aient été provoquées ou imposées par le chercheur. De plus, si les difficultés (Mariot 2010) comme les mérites (Benzecry et Baiocchi 2017) d'une ethnographie de la citoyenneté ou du politique ont été largement documentés, il n'en demeure pas moins qu'une approche davantage immersive de l'étude permet de pallier un écueil propre aux méthodes tant qualitatives par entretien que quantitatives. Chacune, au-delà de l'objectif de dénombrement du questionnaire, repose sur un biais déclaratif invitant les informateurs à porter une parole sur des pratiques politiques parfois envisagées de façon plus routinières, conformistes, voire impensées (Mariot 2010). L'observation ethnographique est ainsi une donnée précieuse pour restituer la place qu'occupe la politique dans les conversations et dans la vie des personnes rencontrées, au-delà d'un moment suspendu imposé par le chercheur, qu'il délivre un questionnaire ou qu'il ouvre un espace de parole par la méthode de l'entretien semi-directif.

De plus, j'ai mené en France et au Québec une campagne d'entretiens semi-directif individuel ou de couple organisés en deux parties. Dans un premier temps, l'entretien, attentif à la trajectoire biographique des enquêté-e-s rencontré-e-s, était structuré en s'appuyant sur la

méthodologie d'enquête dite des « récits de vie ». Une seconde partie consistait en une discussion plus ouverte sur les enjeux politiques du moment. Ce dispositif permet de saisir les effets de trajectoire sociale dans la constitution des opinions politiques. Le recours à des entretiens permet également de corroborer nos observations sur les dynamiques sociales d'interaction propices à l'expression d'opinions politiques en comparant le champ du dicible dans le contexte de l'entretien et ceux rencontrés dans les différents espaces sociaux observés dans les campings.

Ces méthodes qualitatives sont les plus calibrées afin d'étudier finement les liens et parfois les décalages entre les systèmes de valeurs, les univers moraux et les préférences politiques des agent-e-s car elles permettent de saisir ce que le large tamis d'une enquête quantitative d'envergure ne saisirait que difficilement, par l'analyse plus fine des catégories ordinaires de perception et d'appréciation du monde. En réinscrivant la question de la formation des opinions politiques dans les contextes sociaux desquels elles sont issues, je cherche à étudier « les formes d'ajustement de ces structures mentales aux structures sociales qui les ont produites » (Poupeau 2012) afin de saisir de façon à la fois compréhensive et critique la cohérence mobilisée par les agent-e-s et dépasser par là même l'apparente aporie d'opinions politiques « paradoxales ». En d'autres termes, il s'agit d'étudier des processus sociaux de constitution d'opinions politiques au concret en s'intéressant à l'appréhension du politique au travers des mobilisations sociales quotidiennes que font les individus.

En résumé, cette approche au concret des rapports à la politique des classes populaires nécessite d'être attentif à trois dimensions :

1/ Une dimension structurelle visant à étudier qualitativement les influences des trajectoires et mobilités sociales, des déterminants sociaux et de la distribution des capitaux, sur la formation des attitudes, des opinions et des représentations politiques.

2/ Une dimension culturelle visant à réinscrire ces opinions politiques dans des représentations plus larges du monde social, des « visions du monde », elles-mêmes empreintes d'ethos de classe, tout en se gardant de toute forme de culturalisme ou d'essentialisation.

3/ Une dimension interactionniste. Depuis les travaux historiques de l'équipe de Columbia sur les « leaders d'opinions » (Katz et Lazarsfeld 1955), l'étude de la formation des attitudes et des comportements politiques a porté régulièrement son intérêt quant à l'influence des pairs et des

groupes de proches, par exemple sur la participation politique (Mutz 2000) ou encore électorale (Cutts et Fieldhouse 2009). De plus, les effets contextuels des formes d'expressions politiques, notamment de résistance à la domination en coulisse, ne sont pas à déconsidérer (Scott 2009 [1990] ; Goffman 1973). En d'autres termes, quelles sont les interactions sociales propices ou non à l'expression (Eliasoph 2010 [1998]), au partage ou à la formation des opinions politiques en milieu populaire ?

Conclusion

En Europe comme en Amérique du Nord, la discipline scientifique souligne une recomposition des bases électorales traditionnelles des partis politiques, voire des scènes partisanes. Ces transformations du champ partisan sont parfois reliées au basculement ou à l'évolution des comportements politiques de groupes sociaux situés au bas de l'échelle sociale et présentés comme davantage portés à voter pour des formations politiques conservatrices ou encore « populistes ». Perdants de la mondialisation et perdus dans un contexte de crise, ces électeurs et ces électrices seraient tentés de se tourner vers de nouveaux leaders charismatiques. D'autres approches insistent sur l'importance de valeurs morales conservatrices davantage répandues en milieu populaire qui rentreraient en écho avec ces plateformes politiques ou encore sur l'inégale répartition de la compétence politique parmi la population. Les électeurs les moins informés et sophistiqués seraient les plus à même de se positionner en faveur de programmes politiques allant à rebours de leurs intérêts, voire de leurs préférences. Cependant, ces travaux pèchent parfois par la distance qu'ils entretiennent à la production au concret des opinions et des comportements politiques. La sociologie politique des classes populaires souligne ainsi que ces membres présentent des rapports à la politique qui peuvent davantage relever de l'évitement ou de la soumission conformiste.

L'objet de la thèse est donc de proposer un terrain de recherche qualitatif au travers d'une comparaison France-Québec afin d'étudier par le bas les rapports à la politique des classes populaires en inscrivant cette analyse dans les contextes sociaux et nationaux, les styles et les trajectoires de vie des enquêté-e-s rencontré-e-s. Si la notion de « classes populaires » est plus répandue en science politique dans le champ académique français, ce constat est moins valable au Québec où l'usage du concept de classes populaires y est moins structurant. La comparaison de ces

deux cas permet donc de les éclairer mutuellement. Ce travail permet de souligner l'intérêt de mobiliser ce concept de classes populaires au Québec en montrant comment il nous informe sur la sociologie politique d'électeurs et d'électrices dans des circonscriptions présentées comme des mystères électoraux irrésolus. De plus, il permet d'éclairer les débats français à propos de la « droitisation » du vote des classes populaires en contestant les analyses trop homogénéisantes le réduisant à un vote de crise de populations marginalisées ou ne comprenant la sociologie politique de ces groupes sociaux qu'à l'aune des débats qui animent le jeu politique lui-même.

Dans le prochain chapitre, je présente plus en détails les deux campings dans lesquels j'ai réalisé mes terrains de recherche. Tout en montrant en quoi le terrain de camping est un lieu d'observation particulièrement privilégié d'observation des classes populaires en France comme au Québec, je montre comment j'y rencontre des enquêté-e-s aux caractéristiques sociales, aux goûts, aux pratiques culturelles pour partie comparables. Tout en justifiant de la pertinence de l'importation du concept de classes populaires au Québec, ce chapitre souhaite également poser les jalons d'un ethos populaire qui nous informe déjà par la bande de représentations politiques plus larges en milieu populaire.

Chapitre 2. Le camping : Terrain d'observation privilégié des classes populaires en France et au Québec

Pourquoi aller au camping pour étudier les rapports à la politique ? Et surtout, en quoi le camping est-il une bonne entrée de terrain pour mener à bien une comparaison entre la France et le Québec à propos des « classes populaires » ? Ce chapitre de présentation de mes terrains de recherche vise à exposer ma démarche de recherche, les données que j'ai pu recueillir et leur contexte de production. Il a également pour objectif de défendre l'idée que le camping, en France comme au Québec, est un lieu de sociabilité aux ancrages populaires propice à l'observation ethnographique. Par là-même, la présentation de mes terrains justifie de la pertinence du terrain de camping comme terrain de recherche afin d'étudier les classes populaires. Il fait également la démonstration de l'intérêt de ce concept en France comme au Québec, quand bien même celui-ci est plus faiblement employé dans la littérature scientifique québécoise.

Introduction : Le camping comme hétérotopie

En cherchant à rompre avec des représentations dépréciatives du camping comme objet de recherche mineur ou comme « forme d'aliénation des masses ouvrières », Gilles Raveneau et Olivier Sirost cherchent à réhabiliter cet espace de vacances et de loisirs en insistant sur le fait qu'il serait marqué par une « utopie égalitaire, hédoniste et communautaire » (Raveneau et Sirost 2001, 678). Les auteurs en appellent même à l'*Utopie* de Thomas Moore. Le camping comme « meilleure des républiques » y est présenté comme un espace collectif en retrait du monde et fondé sur « un temps hors du temps » et une morale épicurienne en rupture avec la logique utilitaire du travail et des intérêts marchands. Sans doute pourrait-on souligner aussi qu'à rebours de ces représentations les plus enchantées et idéalisées, le camping représente également un lieu de sociabilité et de festivité particulièrement encadré et contrôlé, notamment sous l'autorité des propriétaires des lieux. En témoignent entre autres choses au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers* où se sont déroulés mes deux terrains de recherches en France et au Québec les ragots sur les expulsions passées de campeurs par les différents propriétaires. En fait, l'espace borné du camping, notamment au Québec, présente des caractéristiques que l'on pourrait rapprocher davantage, non de l'utopie, mais bien de l'hétérotopie dont l'une des dernières manifestations soulignées par Michel Foucault à la fin des années 60 était d'ailleurs le village de vacances (Foucault 1984a).

Lors de mes premières prospections au Québec, j'ai contacté de nombreux campings dans la région de Québec et visité plusieurs d'entre eux tout en déposant mon CV avant d'être finalement embauché au *camping des Palmiers*. L'un des premiers campings que j'ai visités se situait au bord de l'autoroute, à proximité de la ville de Québec. La propriétaire m'accueille dans les travaux de réfection des bâtiments collectifs encore en chantier et me propose de me faire visiter le camping en kart de golf. Si elle semble intéressée, voire surprise, à la fois par ma démarche et le décalage entre les postes auxquels je candidate et mon niveau d'études, elle me fait surtout part de son inquiétude, par ailleurs légitime, quant à ma capacité à être un « *gars de terrain* ». Lors de notre visite en kart, j'essaye cependant d'en apprendre davantage sur le camping, notamment à recueillir le plus d'informations quant à ce qu'elle estime être les positions sociales des campeurs et des campeuses. La propriétaire, tout en conduisant, m'explique qu'au camping, « *il y a des riches, il y a des pauvres. C'est toute la société au complet en plus petit* ». Cette représentation du camping comme microcosme, comme reflet de la société dans son ensemble, défendue par ailleurs par certains professionnels du secteur en France, est également le fil conducteur de la visite que propose Jackie Pigeon, directrice du camping éponyme, aux nouveaux arrivants dans le film *Camping Sauvage* réalisé par Sylvain Roy et Guy A. Lepage en 2004.

« On a un quartier gay, un arrondissement gay, je devrais dire, là, depuis les fusions. Ça, c'est l'arrondissement chinois, qu'on appelle aussi pâté chinois. Au camping Pigeon, côté ethnies, on n'est pas raciste. Et j'en suis très fière. C'est sûr, leurs mangers sentent bizarres un peu, là. Mais ça ... C'est eux autres qui le mangent. Ça, c'est le nouveau quartier, le quartier des riches : Agents d'assurances, vendeurs d'auto, que de la haute société ! Mais ils sont pas snobs par exemple, ils ont bien trop besoin de nous autres. » (Camping Sauvage 2004)

Cette relation spéculaire que le camping entretiendrait avec le monde social au complet, fait écho à la définition d'hétérotopie entendue comme des lieux qui, à la manière d'une scène de théâtre, auraient « le pouvoir de juxtaposer en un seul lieu réel plusieurs espaces, plusieurs emplacements qui sont en eux-mêmes incompatibles ». Ainsi, ces « contre-emplacements » représenteraient, non pas des utopies comme non-lieu idéal et imaginaire mais des « sortes d'utopies effectivement réalisées dans lesquelles tous les autres emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés » (Foucault 1984a, 47).

La dimension hétérotopique du camping, illustrée ici par les commentaires de cette gérante de camping rencontrée lors de mes premières recherches ou dans la production culturelle

québécoise, se retrouve parfois matérialisée dans la gestion de l'espace à l'intérieur du terrain de camping lui-même. Aussi, la présidente du Club Social au camping des palmiers, Marthe, m'explique amusée un soir que je suis invité à prendre un apéritif sur son terrain, que ses voisins de camping – son père « Dédé » sur le terrain mitoyen et son beau-frère, Joe Robert que tout le monde appelle « Bob » sur le terrain adjacent – sont également ses voisins dans la ville où ils habitent en banlieue de Québec ; l'emplacement des terrains dans l'allée du camping et les relations familiales de voisinage qu'elle facilite n'étant que le décalque fidèle de l'organisation spatiale de leurs propres résidences principales à une soixantaine de kilomètres de là. Le camping comme hétérotopie se retrouve également plus largement dans son découpage propre du temps, son hétérochronie, celui de la saison estivale. En sus des activités hebdomadaires organisées par le Club Social, le rythme de la saison estivale au camping est également marqué par la reprise des fêtes et des célébrations du calendrier de l'année civile. Ainsi, le Noël des campeurs, célébré le 25 juillet juste au milieu de la saison durant le climax des fêtes de la construction, voit le camping des palmiers se réveiller avec des chants de Noël diffusés dans les haut-parleurs sur l'ensemble du site. Dans l'après-midi, les mascottes habituelles de la parade du samedi, derrière lesquelles courent de nombreux enfants surveillés par leurs parents, sont rejointes par un employé du camping déguisé en père Noël. De même, durant l'Halloween des campeurs à la fin du mois d'août, les campeurs et campeuses se déguisent en sorcières, en citrouilles et accompagnent leurs enfants dans leur quête de bonbons le long des allées parfois décorées pour l'occasion avant de se retrouver à la salle des fêtes pour l'une des dernières soirées venant marquer symboliquement la fin de la saison. Pourtant, l'hétérochronie du camping, tout en reprenant les grands marqueurs du déroulement de l'année civile pour illustrer le déroulement de la saison estivale en est aussi, de fait, une représentation inversée et contestée. Pour le comprendre, il suffit de s'imaginer le visage dégoulinant de sueur du Père Noël sous un soleil de plomb au bord de la piscine bondée d'enfants en maillots de bain. Le temps du camping n'est pas le temps ordinaire.

Finalement, comme toute hétérotopie, le camping présente également, « un système d'ouverture et de fermeture qui, à la fois, [l']isole et [le] rend pénétrable » (Foucault 1984a, 46). La « *gate* » au Québec, ou la « *barrière* » en France vient tout à la fois filtrer les entrées et les sorties des campeurs saisonniers et des visiteurs en les distinguant et permettre la licence que les campeurs s'y autorisent une fois passée son seuil (« *Dès que je passe la gate, ça a plus d'allure* » m'explique en riant Marcel Boisvert, un des campeurs du camping des palmiers pour illustrer le relatif

sentiment d'autorisation au laisser-aller, notamment quant à la consommation d'alcool, dans l'entre-soi du camping).



Figure 1. L'entrée du camping (la « gate ») comme frontière au *camping des Palmiers* au Québec

Cette parenthèse du camping comme hétérotopie, comme miroir du monde social, est une idée séduisante qui alimente à la fois les représentations de l'industrie culturelle et les pratiques ordinaires au camping. Cependant, je la mobilise ici pour interroger plus précisément ce que serait son reflet, ses frontières et ses conditions sociales de production. En effet, l'ambition totalisante du camping comme représentation de la « *société au complet en plus petit* » est assez largement invalidée, en France comme au Québec, tant par le recrutement populaire de ses résident-e-s que par les sociabilités et les ancrages sociaux qu'y s'y jouent. Autrement dit, le camping n'entretient une relation spéculaire qu'avec une petite partie du monde social. Analyser ce reflet, c'est porter le regard sur certaines franges relativement établies des classes populaires blanches en France et au Québec. Le camping se prête particulièrement à une telle entreprise par la multiplicité des points d'observation qu'il offre et la densité des relations interpersonnelles qu'y s'y nouent.

I. Camping et classes populaires

L'un des enjeux de la construction de mon dispositif d'enquête comparatif a été le concept même de classes populaires et les conditions d'accès à de tels milieux sociaux en France et au Québec. Quels lieux, quelles entrées de terrain me permettraient de dépasser les distances nationales et de classes me séparant des milieux populaires dans ces deux espaces nationaux, dont l'un discute de sa pertinence dans le cadre du moindre intérêt pour la classe ouvrière dans les travaux les plus contemporains (Siblot et al. 2015) et dont l'autre se démarque par l'absence de la mobilisation de cette notion dans sa littérature scientifique en science politique (Dietrich-Ragon et Leloup 2015) ? Quels terrains de recherches présenteraient des caractéristiques d'équivalents fonctionnels propices à une comparaison là où la question des classes sociales est très largement tributaire des représentations, des traditions académiques (Borges Pereira et Siblot 2017) et des statistiques publiques nationales (Penissat et Siblot 2017) ? Si le choix du terrain de camping comme terrain de recherche a d'abord été envisagé principalement comme un moyen de recrutement de répondant-e-s aux caractéristiques sociales comparables, il s'est par la suite avéré être un espace social particulièrement propice pour mener à bien un terrain de recherche qualitatif associant observations ethnographiques et entrevues semi-directives.

A. Vous avez dit « camping » ? À la recherche d'un terrain populaire

L'usage de la notion de « populaire », de par sa charge symbolique se réclamant du peuple mais aussi de par la géométrie variable de ce concept, nécessite d'interroger les conditions sociales de production de ses frontières (Bourdieu 1983). Par exemple, l'association d'idées à l'origine de mon dispositif d'enquête qui mène à penser le camping comme un lieu de vacances populaires fonctionne par ailleurs de manière routinière comme un cliché dans la production culturelle et dans la littérature scientifique depuis la constitution du camping comme industrie de loisirs de masse (Sirost et Raveneau 2000). Ainsi, pour Pierre Sansot, si tous « les gens de peu » ne sont pas des campeurs, le camping tient cependant une place de choix dans son ouvrage « parce qu'ils s'y regroupent et parce qu'ils y révèlent, pour partie, leur manière d'être » (Sansot 2009 [1991], 165).

À titre d'exemple, les films *Camping* de Fabien Onteniente sorti en France en 2006 et *Camping Sauvage* de Sylvain Roy et Guy A. Lepage sorti au Québec en 2004, qu'un usage relâché de la notion ne s'interdirait pas de classer comme « populaires », s'en font l'illustration par les

similitudes dans leur construction narrative. Dans *Camping*, Michel Saint-Josse, chirurgien esthétique parisien, se trouve immobilisé à la suite d'une panne de son véhicule de luxe et se retrouve contraint de séjourner plusieurs jours avec sa fille dans le camping des Flots Bleus. L'intrigue se noue notamment dans les interactions entre ce chirurgien toujours en costume interprété par Gérard Lanvin et un ouvrier au chômage, Patrick Chirac, habillé d'un débardeur rose et d'un slip de bain, interprété par Franck Dubosc, qui l'accueille gracieusement sous sa tente. Dans *Camping Sauvage*, Pierre-Louis Cinq-Mars interprété par Guy A. Lepage, à la tête d'une banque d'affaire lucrative qui porte son nom, souffre d'un TOC et ne peut s'empêcher de reprendre compulsivement les fautes de grammaire. Après avoir été témoin d'un accident de la route impliquant un membre du crime organisé, il est pris en charge par le programme de protection des témoins qui lui propose de se cacher au camping Pigeon géré par Jackie Pigeon, interprétée par Sylvie Moreau. Dans ces deux films, le comique burlesque naît de l'opposition entre des personnages à la distribution très inégale en capitaux. Et si ces deux productions peuvent également être interprétées comme des exemples de représentations d'un « populaire négatif », notamment en France au travers de la figure du « beauf¹⁷ » (Mauger 2013), le camping y est le terrain de rencontre fictionnel privilégié entre des personnages issus des classes dominantes, ici des franges les plus aisées des professions libérales, et des personnages situés bien plus bas dans l'espace social.

¹⁷ Abréviation de « beau-frère » en France, le « *beauf* » comme figure familiale repoussoir incarnant le « populaire » peut être associé au Québec au « *mononcle* », expression désignant à la fois l'oncle mais aussi dans son acception péjorative une personne ringarde, dépassée voire vulgaire.

La construction de mon dispositif méthodologique a donc été initialement construit sur cette prémisse que le camping serait un lieu de villégiature populaire et suffisamment comparable en France comme au Québec. Pourtant, si le camping a bien été le lieu privilégié de l'encadrement du tourisme de masse de la classe ouvrière au cours des trente glorieuses (Sirost 2011) et s'il a pu être présenté à raison comme un lieu de sociabilité et de villégiature de vacances privilégiés des classes populaires, voire des « gens de peu » (Sansot 1991), les terrains de camping connaissent en France comme au Québec des recompositions de leurs offres commerciales et de leurs clientèles. En France, si les campeurs des années 1960-1970 sont en très grande majorité issus du monde ouvrier (Bertrand 1978) - l'enquête de l'INSEE de 1977 établie même que plus de 47%



Figure 2. « On n'attend pas Patrick ? » (Camping 2006)

des chefs de ménage en séjour d'été au camping sont ouvriers – les profils sociaux des campeurs et des campeuses sont aujourd'hui présentés par les travaux scientifiques (Sirost 2001) ou dans la presse nationale comme bien plus divers. Les études commanditées par les professionnels du secteur en France insistent ainsi sur des profils sociaux de campeurs plus hétérogènes. Les employé-e-s et ouvriers-ères ne seraient plus que 39% des campeurs et des campeuses en France¹⁸. Et le camping serait une opportunité confortable et à moindre coût de profiter d'un « *laboratoire de vivre ensemble* » marqué par sa « *mixité sociale*¹⁹ ». Au Québec également, la pratique du camping se transforme et monte en gamme dans certains secteurs. Si les campeurs saisonniers, qui

¹⁸ Plusieurs enquêtes par sondage soulignent une telle tendance. Cependant, les traitements statistiques les plus récents proposés par l'INSEE à propos des campings privilégient les données envoyées par les gérants à propos de leur clientèle, notamment leur origine géographique nationale (INSEE 2017). On peut donc regretter la difficile comparaison entre ces différentes données. Par exemple, la rusticité du découpage social entre CSP- et CSP+ privilégiée par les études de sondages rend ces enquêtes difficilement interprétables. À redécouper de la sorte les données, on pourrait également mettre en avant le fait qu'il y avait 32,1% de chefs de ménages appartenant aux CSP+ parmi les campeurs et campeuses en 1977, soit davantage qu'en 2013 ... De plus, on ne possède pas d'informations sur les profils sociaux des inactifs aux campings.

¹⁹ Du moins à en croire les cadrages employés par les associations professionnelles de campings dans leur documentation interne ou dans la presse, comme par exemple la Fédération française des campeurs, caravanners et camping-caristes (FFCC). La revendication du « vivre ensemble », de « la mixité sociale », tout en reprenant des mots d'ordres de l'action publique (Genestier 2010), s'apparente à une opération commerciale de « montée en gamme », d'extension de cadre (Benford et Snow 2012) afin d'attirer une clientèle plus nombreuse et plus nécessairement populaire. Voir à titre d'illustration : « Vacances en mobil-home : le camping coté luxe », Les Échos, 2 juin 2014. <https://www.lesechos.fr/2014/06/vacances-en-mobil-home-le-camping-cote-luxe-284185>

louent un terrain pour toute une saison estivale, se distinguent des campeurs voyageurs et du reste de la population québécoise par des plus faibles niveaux de diplôme et de revenus (Chaire de tourisme Transat 2013), la pratique du camping, notamment dans ceux associés au réseau de la Société des Établissements de Plein-air du Québec (SEPAQ) s'adapte à une plus grande demande de confort (Brosius 2013). Le *glamping*, mot-valise pour *glamorous camping*, entend quant à lui répondre à la demande d'une clientèle urbaine et fortunée à la recherche d'une expérience touristique alternative et écologique. Si cette association entre camping et populaire ne va donc pas de soi, d'autres travaux, notamment en France l'ethnographie dans un camping en banlieue parisienne menée par Gaspard Lion, mettent en lumière que le camping représente aussi un pis-aller locatif, une « bouée de sauvetage » avant la rue pour certains résident-e-s à l'année de mobile-homes ne trouvant pas les moyens financiers de se loger (Lion 2016).

Suivant cette prémisse de recherche, j'ai réalisé deux séjours d'observations ethnographiques durant deux saisons estivales en France et au Québec. J'ai cependant été attentif à la diversité des campings et des campeurs et campeuses y séjournant. Au-delà de la contingence propre à chaque recherche d'entrées de terrains, deux critères ont guidé mes démarches auprès de campings : le contexte politique et électoral local dans lesquels ceux-ci s'inscrivaient ainsi que la qualité et le luxe des installations des campings visités, objectivés notamment par les échelles de certifications nationales.

Pour ce faire, j'ai postulé à des postes d'emplois estivaux dans différents campings en banlieue de Québec et dans les régions Centre-du-Québec et Chaudière-Appalaches ainsi que dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais en France. Ces choix régionaux étaient en partie motivés par les contextes politiques et électoraux locaux. En France, la figure mythique de l'ancien ouvrier communiste converti au vote Front National est notamment située localement dans les anciens bastions socialistes du Nord de la France tant par le traitement médiatique des succès électoraux du FN dans la région que par certains travaux académiques. Ainsi, selon Pascal Perrineau défendant sa notion de « gauchio-lepénisme » et d'une bascule d'une partie de l'électorat ouvrier pour le Front National, « lors des élections régionales de décembre 2015, c'est dans les terres du Nord-Pas-de-Calais-Picardie que le Front national a atteint son niveau le plus élevé (40,6 %). Dans ces anciennes terres de gauche que sont Calais, Liévin, Lens, Maubeuge ou Dunkerque, le Front national terrasse littéralement la gauche » (Perrineau 2017, 62). Parallèlement, au Québec,

plusieurs travaux ont souligné quant à eux le conservatisme inexpliqué des régions en périphérie de la ville de Québec, notamment sous le nom de « mystère Québec » (Villeneuve, Jodoin et Thériault 2007). Celui-ci est parfois présenté comme l'illustration d'un vote conservateur des milieux les plus défavorisés dans cette région (Daoust 2017).

Contrairement à la stratégie adoptée par Olivier Sirost afin de rencontrer le « populaire » (2001), j'ai également privilégié, notamment en France, les campings distants des plages et de la Côte d'Opale ainsi que les campings recueillant moins de deux étoiles sur l'échelle de certification nationale. Les deux campings dans lesquels j'ai mené mes observations sont par ailleurs situés à l'intérieur des terres et à une cinquantaine de kilomètres de grandes agglomérations urbaines.

Au Québec lors de l'été 2015, j'ai travaillé comme surveillant de baignade une saison dans le *Camping des Palmiers*. Je participais également les fins de semaine à l'animation du camping comme mascotte et en animant les samedis matin un atelier d'aquaforme. J'ai par la suite été accueilli au *Camping du Bois* au cours de l'été 2016 en France en stage, hébergé et invité à mener à bien mon étude en échange de menus services rendus aux propriétaires du camping. J'étais ainsi chargé du nettoyage des sanitaires, de l'accueil des campeurs, et j'ai pu aussi participer à l'organisation des activités festives et d'animation au camping les fins de semaines. Au cours de ces différents terrains, j'ai sympathisé avec un certain nombre des campeurs et de campeuses et j'ai réalisé une campagne d'une quarantaine d'entrevues semi-directives auprès d'une cinquantaine de participant-e-s. J'ai également mené à bien de nombreuses observations au terrain de camping et en dehors en retrouvant certains de mes enquêté-e-s par la suite hors saison, à leur domicile ou lors d'autres activités de loisir (fêtes de village, courses de voitures).

Au cours de mes deux terrains de recherche, j'ai cherché à être attentif à l'hétérogénéité des classes populaires. À ce propos, de nombreux travaux soulignent les enjeux définitionnels de ce concept, grande catégorie classificatoire, qui « ne peut être déterminé empiriquement avec précision » (Schwartz 2011). Loin de représenter un groupe social homogène, les classes populaires se distingueraient par leur position dominée, des formes de séparation culturelle, sans que ces caractéristiques ne préjugent de l'homogénéité de cette catégorie. Ainsi, certains travaux soulignent en France notamment la pluralité des comportements électoraux des classes populaires, notamment quant à leur participation au scrutin (Peugny 2015). D'autres soulignent la diversité des trajectoires scolaires des élèves de milieux populaires (Caouette-Remblière 2015). Or, du fait de leur

recrutement lui-même hétéroclite, les profils sociaux des campeurs que j'ai pu rencontrer, tout en partageant des positions relativement dominées dans le champ économique et par exemple des faibles niveaux de diplômes, présentaient une relative diversité et des oppositions autour de petites différences sociales ou de recrutement au sein du camping.

B. Des campeurs et campeuses aux profils sociaux hétérogènes

1. Le camping des palmiers au Québec

Le camping des palmiers au Québec se situe dans la partie sud de la « région de Québec », à environ 45 minutes en voiture de la capitale, le long d'une rivière qui borde un certain nombre de ses emplacements. Après avoir quitté la bonne sortie d'autoroute sur l'axe majeur reliant Québec à Montréal, on rejoint Chavilles, le village le plus proche. Au carrefour le plus central de la commune, une succursale de la banque Desjardins, un des deux restaurants de la ville, l'ancienne gare et une église en bois de la fin du XIX^{ème} siècle. Après être passée devant une usine de plastique, anciennement *Alu-Chavilles*, une fonderie d'aluminium, la route qui mène au camping est par la suite bordée de champs agricoles et il faut finalement s'engager sur plusieurs centaines de mètres sur un chemin par moment rocailleux avant de trouver l'entrée. Seule une pancarte au croisement de ce chemin et de la route indique sa présence aux visiteurs. Une cabane de bois bordée par deux voies pour les voitures, dont l'une fermée par une barrière, fait office d'accueil. Passée la « *gate* », le chemin se sépare entre les allées « *du haut* », sur lesquelles se trouvent les terrains les plus anciens et qui longent la salle des fêtes et les sanitaires ; et les allées « *du bas* », plus proche de la rivière adjacente et à proximité de la piscine et d'un lac artificiel où il est possible de se baigner.



Figure 3. Plan du camping des Palmiers.

Le camping présente environ 200 emplacements dont une très grande majorité louée à des saisonniers qui l’occupent de la fin du mois d’avril à la mi-octobre, principalement durant les fins de semaine hors des mois de juillet-août, et pour beaucoup de manière continue durant les deux semaines des vacances de la construction dans la deuxième partie du mois de juillet. La très grande majorité des saisonniers habitent dans un rayon qui ne dépasse pas la cinquantaine de kilomètres. Rares sont ceux, comme Hugues Lemelin, 61 ans, employé d’un magasin franchisé de pharmacie à Montréal, à effectuer plus d’une heure de route pour se rendre au camping²⁰. Certain-e-s d’ailleurs habitent à seulement quelques minutes en voiture du camping, à Chavilles. Il est tenu depuis 1997 par Luigi et Maryse Tremblay, un couple dans la soixantaine, issu du monde ouvrier. Luigi et Maryse ont travaillé tous deux dans des usines de fabrication de pièces de moteurs d’avions avant de prendre leur retraite à 55 ans. D’abord en parallèle de leur travail puis désormais à temps plein, ils gèrent le *camping des Palmiers* qu’ils ont très largement étendu et agrandi en procédant au cours

²⁰ J’apprendrai par ailleurs au cours de l’année 2017 qu’Hugues a finalement déménagé avec sa compagne à une soixantaine de kilomètres du camping. Ce projet de déménagement est déjà à l’ordre du jour au moment de mon enquête. Hugues me l’explique à l’époque car il veut se rapprocher du camping mais aussi pour s’éloigner de ce qu’il ressent comme un climat d’insécurité en périphérie de Montréal. « Il y a eu pas mal de cambriolages dans le coin. Les gens sont désagréables ».

des dernières années à de lourds investissements (installation d'une deuxième piscine, aménagement de nouveaux terrains au bord de la rivière adjacente) après l'avoir racheté à un membre de leur famille éloigné pour 60 000\$. Le camping était alors dans un état proche de l'abandon. Passé de 47 emplacements à plus de 200 terrains, ce camping a ainsi été primé en 2013 par l'organisme de certification *Camping Québec* du « prix de l'excellence des bâtisseurs ». Luigi estime de manière informelle auprès de moi à plusieurs reprises que le camping vaudrait plus d'un million de dollars désormais. La politique entrepreneuriale d'expansion et de montée en gamme du camping est également notable de par l'évolution des prix proposés, les terrains historiques en haut de la rivière étant loués à des prix jusqu'à deux fois inférieurs comparés à ceux des nouveaux terrains en contre-bas au bord de la rivière. Cette évolution du camping et de son offre se traduit par une forme de division des campeurs dont plusieurs enquêté-e-s, notamment du « haut », me font part, s'opposant à ceux du bas, nouvellement arrivés et composés selon eux de « *péteux de broue* », comme l'exprime Josiane, campeuse du « haut ».

Josiane Déry (66 ans, retraitée, ancienne employée comme cuisinière en maison de retraite) :

La haute classe. **Ils font la haute classe.** T'es mal à l'aise en ce temps-là. (...) Bah leur façon de parler. La façon de se vanter toujours, ci, ça, j'ai payé ci, j'ai payé ça. Moi, ça, non. Je suis comme je suis. Je suis ben simple. Et puis je suis pas une pauvre parce que j'ai rien qu'une petite affaire et je suis bien comme ça. C'est ça qui est important.

Ici, c'est moins hautain de ce côté-là du camping ?

Josiane Déry : Oui. Oui, on se tient tout **du monde simple comme moi.** C'est vraiment ... On va dire, des péteux de broue. Ça veut dire des personnes qui se vantent. « Nous autres, on est ci. Nous autres, on est ça. On va en voyage ».

Gerry Legaré, également campeur « *du haut* » lorsqu'il rend visite à sa mère au camping, évoque quant à lui des « *frais-chier* ».

Gerry Legaré (26 ans, employé dans un dépanneur) : Avant qu'ils construisent les nouveaux terrains autour du lac, c'était frais-chier. Les gens parlaient pas. Ils participaient pas aux activités. Mais là, on l'a vu avec la parade de Noël. Il y avait crissement du monde. Là, ils ont beaucoup participé. J'ai vu une bonne différence par rapport à avant. Parce qu'avant, le monde autour du lac, ils restaient là. Ils participaient pas aux activités.

_ : Mais qu'est-ce qui se passe autour du lac ?

Gerry Legaré : Bah de un, le monde a changé. C'est plus les mêmes qu'avant. Il y a beaucoup de personnes qui viennent au camping pour avoir du fun. Pas ... Il y en a qui venaient au camping pour profiter du beau temps, relaxer dans le silence. Tsé, avec les enfants, c'est pas une place pour ça. (...) Le monde a beaucoup changé depuis les premières années. Tsé, ma mère, ça fait ... cinq six ans qu'elle était icitte. Et la première année, je venais ici pratiquement toutes les fins de semaine (...)

_ : Et les gens, ils ont changé comment ? C'est quoi les nouvelles personnes ?

Gerry Legaré : Bah des nouveaux saisonniers. Et puis, il y en avait plusieurs qui étaient icitte qui auraient été mieux d'aller se louer un chalet dans le bois. Parce qu'ils voulaient être ici tout seul, avec pas personne (...).

— : *Et là, tu dis : " C'est des gens frais-chier " ?*

Gerry Legaré : Ouais, c'est une expression, si on peut dire. C'est du monde ... Je peux pas dire que c'est tout le monde autour du lac. Mais dans le temps ... Là, je sais plus. Ça fait quand même un bout bout'. Je suppose que du monde a changé. Même que du monde autour du lac sont super le fun que je connais. Mais dans le temps, il y en avait beaucoup qui se promène le menton levé. Et puis, pas de sourire. Ils parlent à personne. Ils font leurs affaires. Le monde qui se promène avec la tête levée, qui essaye de se montrer ... « Je suis meilleur que toi », des affaires de même, aux autres ... Je trouve ça frais-chier.

Cette division, au-delà des classements pratiques des campeurs opposant les « *frais-chier* » à la sociabilité présentée comme bienveillante et festive des autres campeurs et campeuses, s'inscrit aussi dans de petites différences de statuts sociaux entre campeurs du haut et du bas. Celles-ci permettent de mieux comprendre la critique de l'arrogance ou du sentiment de supériorité de certains campeurs portées par Gerry, Huguette et d'autres campeurs et campeuses « *du haut* ». Sans tracer de frontières trop exclusives au sein du camping, il est ainsi cependant possible de relever certaines tendances. Les campeurs du haut, avec lesquels j'ai le plus sympathisé, (sans doute en partie du fait de ma propre position géographique sur le terrain de camping dans un emplacement plus proche de leurs rangées) occupent des emplois variés mais qu'on pourrait assez largement associés aux « classes populaires » de par leur position subalterne ou d'exécution et parfois la plus grande instabilité de leurs trajectoires professionnelles. Pour les hommes, ils sont pour une part des ouvriers agricoles de la région (certains travaillent dans des exploitations d'élevages porcins de la région à proximité du camping), des retraités ayant travaillé dans la construction, des mécaniciens, des employés de service (dans des dépanneurs, des chaînes de pharmacies) ; pour les femmes ayant une activité professionnelle, des employées de service également (dans des restaurants, des dépanneurs), des préposées aux bénéficiaires²¹, mais aussi des travailleuses autonomes qui ont ouvert à leur domicile des services de garde d'enfants ou de coiffure par exemple. Les campeurs et campeuses « *du bas* » occupent pour certain-e-s des positions professionnelles plus avantageuses et appartiennent à des franges plus établies sur le marché du travail. Les hommes y sont davantage des ouvriers qualifiés dans la construction et bénéficient à ce titre d'avantages sociaux professionnels non négligeables et des niveaux de rémunérations plus élevés. Les femmes occupent des positions professionnelles plus qualifiées et avec de plus hauts niveaux de responsabilité. Dans le soin aux personnes, elles occupent des

²¹ L'équivalent fonctionnel des préposées aux bénéficiaires en France serait les auxiliaires de vie, profession de « care », genrée et associée aux classes populaires, qui peut s'exercer en milieu hospitalier, en maison de retraite ou aux domiciles des personnes. Voir pour ce dernier point l'ouvrage en France sur les « aides à domicile » de Christelle Avril (2014).

positions nécessitant des niveaux de qualification plus élevés, plus proches du secteur médical (massothérapeutes, ostéopathes) ou éducatif (éducatrice spécialisée en CPE auprès d'enfants autistes). Que l'on se trouve en « *bas* », et plus particulièrement en « *haut* », rares sont les répondant-e-s rencontré-e-s à avoir poursuivi leurs études au-delà du secondaire.

Ces frontières, géographiques et sociales, sont également inscrites et réalisées par des pratiques de sociabilité qui viennent rompre avec l'égalité formelle qui prévaut entre les campeurs et campeuses. À rebours des événements comme le Bingo du vendredi ou les soirées du samedi ouverts à tout le monde, les critiques « *du haut* » visent également les événements collectifs qu'organisent des groupes de campeurs « *du bas* » entre eux et leur non-participation aux événements du camping.

Extrait de carnet de terrain.

Au domicile de Céline et Guy Massicotte. 18 mai 2016.

Après l'entrevue avec Guy, je retourne avec lui et Céline devant la télévision. Devant la *game* de Hockey, nous parlons entre autres choses du camping. 20 nouveaux terrains ont été bâtis, notamment « en bas », mais ce sont des terrains pour certains plus cher, 2100 dollars contre 1400 pour le terrain de Denis et Mélanie. D'après ce qu'en décrivent Guy et Céline, ces terrains sont plus beaux, plus carrés, plus plats, proches de la rivière, bien que certains soient insuffisamment ombragés à leur goût. Je leur demande si ce sont des gens différents qui viennent sur ces terrains. Mélanie me dit qu'elle les trouve plus snob, moins fêtard. « *Ils viennent pas le samedi fêter à la salle* ». C'est plus calme. Ce sont des campeurs plus âgés également. « *Si tu veux aller au camping pour pas avoir de bruit et être au calme, bah faut que t'aïlles en bas* » en substance. Je réponds, « *Autant ne pas aller au camping* », ce qui fait bien rire Mélanie car la pratique du camping pour elle est celle d'un espace de festivité et de sociabilité. Je la relance un peu là-dessus. Elle les trouve hautains, ils les regardent de haut. « *En haut, on se parle, on se connaît. En bas, c'est comme s'ils nous regardaient de haut* ». « *Il y a comme les riches et les pauvres* ». Denis surenchérit. « *Le haut pour les BS, le bas pour les riches. Enfin, des faux riches pour une part* ». Mélanie réaborde le sujet avec moi et m'en reparle cinq minutes après. Ce qui la fâche le plus, c'est que les campeurs du bas organisent un méchoui entre eux, pour lequel il faut payer un billet (c'est donc un événement qui sort de la seule sociabilité privée sur les terrains de chacun) mais les campeurs du haut ne sont pas mis au courant. « *Ils privatisent une rue et se font un méchoui entre eux* » tandis que ceux du haut peuvent aller au méchoui du camping à la salle, qui lui, est annoncé au micro ...!

Quelques rares campeurs rencontrés au camping des palmiers présentent des parcours professionnels atypiques et se distinguent par les positions d'autorité et de responsabilité qu'ils ont pu occuper au cours de leur carrière. Ainsi, Frédéric Gagnon, la soixantaine, qui m'accorde une entrevue en deux parties tant il est prolix à l'heure d'évoquer son parcours, a gravi un à un les échelons de son entreprise jusqu'à devenir un cadre important au moment de prendre sa retraite

après avoir commencé à travailler en usine à 14 ans. Similairement, « Mononcle Pierre », un ami de Marcel Boisvert et de Jeanne Francoeur, un couple de campeurs avec qui je sympathise particulièrement au cours de l'été 2015, m'est présenté par Jeanne comme « *l'ancien directeur du journal de Québec* », ce qui suscite initialement ma surprise et ma curiosité. Ces campeurs sont cependant tous des transfuges de classe au sens où leur forte ascension sociale n'effacent pas nécessairement le fait qu'ils partagent avec d'autres campeurs des dispositions plus populaires acquises au cours de leur enfance et de leur adolescence.

Extrait de carnet de terrain.

Camping des palmiers. 25 mai 2016.

Jeanne Francoeur m'avait parlé assez rapidement de son voisin Pierre, « Mononcle Pierre » lorsque je lui avais initialement proposé une entrevue. Elle m'avait dit que des personnes intéressées par la politique, il y en avait, des plus intéressées et intéressantes qu'elle, comme Pierre, l'ancien directeur du Journal de Québec. Son sentiment d'illégitimité à parler de politique était ici renforcée par le décalage entre sa perception de ses propres connaissances en politique et celles estimées de « Mononcle Pierre » à l'aune de son ancienne activité professionnelle. A tort, cela m'avait fait tiquer l'été dernier. Je me demandais comment justifier de ma stratégie de rencontrer des classes populaires au camping avec une telle hétérogénéité, un tel fractionnement du recrutement social des campeurs.

Vers 23h, alors que nous discutons sur le patio, Marcel Boisvert, le compagnon de Jeanne, part chez Pierre et sa compagne sur le terrain immédiatement opposé au leur. Jeanne et moi les rejoignons quelques minutes plus tard. Ensemble, nous parlons de choses et d'autres, notamment de la fin de la carrière professionnelle de Marcel au Journal de Québec en perte de vitesse dans le contexte de numérisation grandissante de l'information. Je me rends compte cependant que, comme Frédéric Gagnon, le cadre de grandes entreprises à la retraite en vacances au camping, Maurice est un transfuge de classe. Son père était bedeau de curé. Il est issu d'une famille de 16 enfants (il insiste à raison). « *Il ne gagnait pas plus de 100\$ par semaine. Il travaillait 7 jours sur 7, 10 heures par jour, de 6h du matin à 6h le soir tous les jours* ». Ce qui me marque le plus sur le moment, c'est comment le récit familial de Pierre rentre en écho avec celui de Marcel. Celui-ci continue la conversation, visiblement en phase avec l'expérience familiale que vient d'évoquer Pierre. Marcel, lui, est aussi issu d'une fratrie nombreuse, de 9 enfants. « *C'est pour ça qu'on a pas continué à l'école* ». Il fallait payer pour « *ceux qui suivent* » et aider leurs parents « *et c'était bien normal* ». « *Chez nous, fallait pas gâcher la nourriture. Ma mère, je l'avais jamais vu jeter de la nourriture de toute sa vie. Et on mangeait bien!* ».

Pierre a fait toute sa carrière au sein du journal de Québec. Il a, comme Marcel, arrêté ses études vers l'âge de 15-16 ans. Il voulait compléter l'équivalent d'un DEP Photographie Lithographie qu'il n'a pas pu compléter par manque de moyen. Il a finalement trouvé du travail au sein du journal de Québec pour développer les photos. Petit à petit, il est monté dans les échelons, est devenu cadre et a finalement été à la tête d'une équipe de « 80 personnes », en ayant seulement validé son secondaire.

Ces parcours professionnels de campeurs au camping des palmiers peuvent être rapprochés de celui de Daniel Morel, 72 ans, au *camping du Bois* en France. Celui-ci m'est rapidement présenté

par plusieurs autres campeurs et campeuses comme une personne de référence pour discuter de politique (Monique Caron, 79 ans, retraitée, ancienne ouvrière dans des usines textiles, « *T'as pas été voir Daniel encore ? Il faut y aller. Ah, il faut y aller !* » ; Roger Catteau, 62 ans, ancien chaudronnier à la retraite en après son entrevue, « *Moi, ça a duré une demi-heure, une heure. Tu vas voir avec Daniel, ça sera trois heures au moins* »). Ancien assureur en profession libérale aujourd'hui à la retraite, son parcours professionnel détonne avec celui de la plupart des autres campeurs. Il a cependant commencé à travailler dès 14 ans dans une usine de métallurgie de la région (« *Mon seul diplôme, c'est le CEP* »). Il partage par ailleurs avec les autres campeurs des distances avec la culture légitime. Il a par exemple regardé sur internet avant notre entrevue ce qu'était la sociologie, la discipline que j'ai mise de l'avant pour lui expliquer plus largement – et visiblement dans un premier temps sans succès – ma démarche de recherche afin de suspendre le malentendu initial voulant que je travaille dans le secteur médical.

2. *Le camping du Bois en France.*

Le camping du Bois en France se situe le long d'un canal, à Lemarre, dans un hameau à quelques kilomètres d'une ville d'une dizaine de milliers d'habitants dans le département du Pas-de-Calais. À l'entrée de cette commune, une grande surface et son imposant stationnement font face à une succession de terres agricoles de l'autre côté du canal. Il est parfois plus rapide de couper à travers champs pour accéder au camping. Celui-ci est traversé de long en large par un petit ruisseau qui isole une dizaine de ces cinquante emplacements. Autour du camping, on retrouve également plusieurs grandes usines de métallurgie et de verre – dont l'importante *Cristallerie d'Arcques*²² non loin de là. Une de ces usines, de la firme *Giez*, à quelques kilomètres seulement de l'emplacement du camping, marque encore de son emprise à la fois le paysage urbain du village à toute proximité mais aussi les espérances d'emplois de certains résidents du camping. Je rencontre

²² Fondée en 1825, la verrerie-cristallerie d'Arcques, située dans la ville éponyme du Pas-de-Calais connaît un succès grandissant et devient l'un des fleurons industriels du Nord de la France. Elle développe au cours du XX^{ème} siècle des techniques innovantes de production de verre et de cristal et des politiques paternalistes, menées par la famille Durand – propriétaire de l'entreprise depuis 1916 – qui marquent la région au-delà de la seule commune. Ses marques *Luminarc*, *Arcopal* s'exportent à l'international. Au plus fort de l'activité, l'entreprise emploie jusqu'à 13 000 personnes dans la région au détour des années 1990. À partir des années 1980, les stratégies d'internationalisation voient la production se délocaliser d'abord aux États-Unis puis en Chine et en Russie au début des années 2000. L'entreprise devient *Arc International* et multiplie les licenciements et les plans de départs volontaires sur son site historique. 5000 personnes sont encore salariées en 2019 à Arcques. Plusieurs campeurs et campeuses, dont la famille Dubois, ont travaillé ou connaissent des proches ayant travaillé à la Cristallerie. Laurent Dubois a quitté son emploi salarié à la Cristallerie en 2010. Sa conjointe y travaille toujours en CDI. Adrien Dubois y a déjà travaillé en intérim.

en cours de saison Laurent Barry, la cinquantaine, extrudeur de matière plastique, qui s'est installé quelques nuits en tente pour effectuer des réparations dans un logement qu'il possède dans le village le plus proche. Il évoque le plan de la commune limitrophe de Lisoedul et son cadastre entièrement façonné par l'emprise *Giez*, une importante usine de métallurgie. Certains enquêtés qu'on rencontrera dans les prochains chapitres sont d'ailleurs des ouvriers en déplacement venus travailler quelques semaines sur le site de *Giez* et louant des mobile-homes du *camping du Bois* pour se constituer une petite épargne sur le défraiement de leur déplacement professionnel.

— : *Tu disais, ton ... père et ton grand-père, ils bossaient ...*

Laurent Barry : À *Giez*. C'était pour moi mon destin, ouais. Bah ouais. Mais bon, il y avait pas de boulot. Et là, j'ai vu un gars justement ce midi - j'ai été mangé à Lisoedul. On a parlé de *Giez*. Et il m'expliquait que ça avait pas arrêté de changer pour des - je sais pas - des allemands, pour des belges.

— : *Les propriétaires ont changé régulièrement ?*

Laurent Barry : Il y a eu beaucoup de choses de modifier, quoi. Ce qui fait que déjà il y a trente ans ... Attends, je calcule ... Bah il y a presque trente ans, c'était déjà le début de la fin, on va dire. Voilà. Je croyais rester là mais au bout de quatre ans, ils m'ont dit : « Merci Au revoir ».

— : *Et ta mère, est-ce qu'elle travaillait ?*

Laurent Barry : Non. Bah tu sais, en ce temps-là, souvent, les femmes, elles restaient au foyer. Là, c'était des corons d'ouvriers. En fait, Lisoedul, c'est mort parce que l'usine, elle va plus. Mais avant, ça tournait bien. Je veux pas dire de conneries. Mais je crois bien qu'il y avait au moins 6000 employés, **une ville dans la ville**, quoi.

— : *Oui, c'est clair.*

Laurent Barry : Je sais pas si tu as déjà vu le plan de Lisoedul. L'usine, elle est aussi grande que Lisoedul.

Le camping a été créé au début des années 1980 par un petit entrepreneur local de la région, « Pierre-Luc », qui installe avec succès sur d'anciens terrains familiaux une boîte de nuit et un restaurant, *La Baraque*. Devant l'achalandage des lieux qui dépassent rapidement les seuls villages aux alentours, d'autres terrains sont convertis en un terrain de camping. Le souvenir de ce passé festif est encore très largement mobilisé par les campeurs les plus anciennement établis mais aussi par des campeurs visiteurs venus plusieurs années plus tard quelques jours sur le terrain de camping. Laurent Barry est venu s'installer au *camping du Bois* car il connaissait le terrain de par sa fréquentation, jeune adulte, de *La Baraque*.

— : *Mais lui, c'était un gars connu dans le coin, Pierre-Luc ?*

Laurent Barry : Ah bah là, ah bah c'était le roi. C'était le roi.

— : *Mettons, avant qu'il lance la discothèque et le restaurant, enfin je sais pas si tu sais pas dans le fond ...*

Laurent Barry : Non non, il était connu. Mais je sais pas. J'étais jeune. Il y a longtemps de ça. Ouais, avant, je sais pas. Je l'ai connu avec la discothèque. C'était le patron.

— : *Et ça marchait bien ?*

Laurent Barry : (*rires*). Oh oui ! Oh oui !

__ : *C'était comme les jeunes du coin qui venaient ?*

Laurent Barry : Ah ouais, tout du coin, Aire, Saint-Omer. Ils faisaient des bouteilles de Jenlain pas cher et voilà ! Ouais ouais, c'était bien. Le week-end, on se donnait même plus rendez-vous au canal ou ailleurs. C'était direct à La Baraque.

A la mort de ce dernier, c'est ce camping d'une cinquantaine d'emplacements qui est racheté en 1994 par un ouvrier de la Cristallerie d'Arques située à une vingtaine de kilomètres de là tandis que le restaurant-discothèque est revendu à un autre propriétaire qui le transforme l'année suivante en club privé échangiste, l'*Extase*, toujours ouvert au moment de l'enquête malgré les changements de gérance.

__ : *À cette époque-là, c'était Pierre-Luc qui tenait le camping ?*

Roger Catteau : Ah oui, il était bien. Et l'ambiance, il la mettait. Ah oui, je te dis, même dans le temps, ici, il y avait des vigiles. Il y avait des vigiles ici. Tellement il y avait du monde, pour ne pas avoir d'histoires ...

__ : *Avec la discothèque ?*

Roger Catteau : Exactement. Avec des chiens et tout. J'ai connu ça, moi.

__ : *Et comment ça se passait ? La discothèque, elle était juste à côté du camping, donc ...*

Roger Catteau : Elle était au fond.

__ : *Est-ce qu'il y avait des frictions ou des ... ? Des « ça fait trop de bruit ».*

Roger Catteau : Non. Nous, on était juste à côté. Tu prends l'habitude. Tu prends l'habitude. Je te dis. On jouait aux boules jusqu'à des 1h le matin. On mettait des lampes dans les arbres. Parce qu'avant, c'était rempli d'arbres, ici. Il y avait rien que des arbres ici. Je ne sais plus combien on en a abattu avec Laurent [Dubois]. Je sais pas si on en a pas abattu 200 ou 300. Il y avait jamais de soleil. C'est ça. Pas de soleil. S'il y avait du vent, t'avais pas froid. Bah ouais ! Ouais, c'est vieux.

__ : *Là, la discothèque, c'est devenu dans le fond un club échangiste ?*

Roger Catteau : Oui oui oui, c'est un club échangiste. C'est fait exprès pour les patrons.

__ : *Pour les patrons ?*

Roger Catteau : Bah oui, faut un abonnement à l'année. T'as pas le droit d'aller comme ça. Bah non, il y a un abonnement. C'est pas pour rien.

__ : *Du coup, c'est cher ?*

Roger Catteau : Bah c'est des riches. Les voitures que tu vois-là, regarde le vendredi soir, tu vas voir.

__ : *C'est ?*

Roger Catteau : Des voitures de luxe. C'est des patrons. Ils vont faire leur tour là-bas. Ils vont faire leur tour là-bas. Ils vont avec leurs secrétaires. Bah oui, c'est pas un ouvrier qui va aller là. Je sais pas à combien il est, l'abonnement mais ...

__ : *Mais la discothèque, quand elle existait ...*

Roger Catteau : Tu payais ton entrée.

__ : *Je veux dire, c'était pour tout le monde, la discothèque ?*

Roger Catteau : Ils faisaient la discothèque le soir. La journée, c'était thé-dansant pour tout le monde. Et elle faisait du repas. T'avais le droit d'aller manger et tout. Il y avait le repas, tout ça. Et après, l'après-midi, c'était réservé pour tous les gosses. T'avais les baby-foot, t'avais les billards. Il y avait tout. Bah oui, il y avait des jeux dehors et tout.

__ : *C'était vraiment ouvert tout le temps.*

Roger Catteau : C'était ouvert. Tous les jours.

__ : *Là, tu dis que le club, c'est pour les patrons. C'est que des gens qui sont pas trop du coin dans le fond ?*

Roger Catteau : Non, c'est des riches, des gens qui viennent de loin. Mais ils ont une carte d'abonnement. Je sais pas combien ça coûte à l'année, 100 euros, 200 euros. C'est l'abonnement. Et après, tu payes en rentrant. Et la bouteille de champagne là-bas, elle est à 200 euros. Ah bah oui ! C'est un club comme ça, privé. Il y a pas de manger. Il me semble pas. C'est rien que de la boisson, des champagnes, tout ça. Et puis tous les trucs. J'ai jamais été voir là-dedans (*rires*). Bah de toute façon, de là, tu vas les voir, tu rentres pas. Ils te demandent la carte, tu rentres pas.

_ : *Même si on voulait y aller ...*

Roger Catteau : Il y a un carreau qui s'ouvre. Tu dois montrer ta carte. Sinon, la porte, elle s'ouvre pas. C'est privé. C'est un truc privé.



Figure 3. Plan du camping du Bois

travaille également avec lui à temps plein depuis deux ans au moment de l'enquête. Locataire d'une maison à une quinzaine de kilomètres du terrain de camping, il a pour projet au moment de l'enquête de s'installer définitivement au camping en faisant construire une yourte sur un terrain resté inoccupé.

Passé la barrière nouvellement automatisée située à quelques dizaines de mètres d'un pont au-dessus du canal, un petit parking entoure l'accueil du camping, construction en bois attenante à l'atelier des propriétaires. Un peu plus loin, un chapiteau en toile est monté pour accueillir les événements collectifs et les repas en fin de semaine. Un chemin circulaire circonscrit la majorité

Laurent Dubois, qui rachète le terrain de camping à cette époque, le rénove en parallèle de son activité professionnelle, avec l'aide de sa famille. Il bénéficie d'indemnités de départ en quittant la cristallerie lors d'un des plans sociaux de l'entreprise en 2010. Reprenant des études en CAP²³ cuisine, il se consacre dès lors entièrement à la gestion du camping. L'un de ses fils, Adrien, après avoir obtenu un master en management du Tourisme, y

²³ Le Certificat d'aptitudes professionnelles (CAP) est un diplôme français d'études secondaires et d'enseignement professionnel. Il est délivré après deux ans d'études dans un lycée professionnel.

des emplacements. Une dizaine d'entre eux sont cependant séparés par un ruisseau qui traverse le terrain de camping et le long duquel est installée une aire de jeu pour enfants. Si le *camping du Bois* est bien plus restreint en termes d'emplacements avec seulement 50 terrains disponibles, il connaît pourtant lui aussi une grande variété de profils sociaux de par un recrutement très variable des campeurs et des campeuses présent-e-s sur le site. Une moitié des emplacements est occupée par des saisonniers, certains présents au camping depuis son ouverture qui viennent ponctuellement au camping de mai à octobre et plus régulièrement durant la pleine saison.

La plupart sont à la retraite et ont occupé des postes dans les usines des environs (textiles, chaudronnerie) ou comme employé-e-s dans des grandes entreprises de la région (La Redoute, Carrefour). Quelques couples d'actifs sont également présents comme saisonniers avec leurs enfants et occupent des positions d'emplois plus diversifiées (ouvriers dans le bâtiment ou la construction pour les hommes, caissières ou aides à domicile pour les femmes ayant une activité professionnelle). Bien que l'on puisse aussi y voir un effet générationnel pour une grande partie des répondant-e-s rencontré-e-s au camping, aucun n'a poursuivi d'études universitaires ni de cursus général au secondaire. Plus rarement, quelques enquêté-e-s ont occupé des emplois dans la fonction publique ou assimilée.

Finalement, certains occupent leur mobile-home à l'année comme résidence principale et présentent des trajectoires locatives très proches de celles analysées par Gaspard Lion (2016). Gaspard Lion souligne que le camping peut représenter un dernier recours pour se loger pour bon nombre de résidents à l'année de milieux populaires ne trouvant pas de logement sur le marché privé. Au *camping du Bois*, ce sont généralement des hommes qui y établissent leur résidence principale. Pour la plupart à la retraite, ils ont connu des ruptures dans leurs trajectoires professionnelles ou sentimentales qui les ont amenés à quitter leur ancien domicile brutalement, notamment des divorces. Luc Rousseau a pu acheter un mobile-home avec ses économies à défaut d'acheter à nouveau une maison après s'être séparé de son ancienne épouse. D'autres campeurs sont hébergés à l'année dans des mobile-homes appartenant à des proches après avoir négocié leur présence durant l'hiver avec le propriétaire du camping.

L'autre moitié des emplacements, réservée pour le passage, est occupée pour de courtes périodes par des touristes anglais ou néerlandais s'arrêtant sur leur chemin pour une nuit mais également pour de plus longues périodes par des ouvriers en déplacement, français ou étrangers

(principalement portugais), notamment sur des missions temporaires dans l'usine d'acier à quelques kilomètres du camping dans la ville voisine.

Si l'offre commerciale du *camping du Bois* est plus homogène et segmente moins davantage socialement les campeurs et les campeuses qui y séjournent qu'au *camping des Palmiers*, le camping en France est toutefois également traversé lui aussi par des formes de hiérarchisations sociales entre résidant-e-s. Celles-ci renvoient pour partie à la raison de l'occupation du terrain – résidence principale, lieu de séjour estival pendant les vacances ou au contraire moyen de limiter ses frais de déplacement sur son lieu de travail – mais surtout à la capacité de maintenir publiquement une façade respectable et de se maintenir à distance des stigmates associés aux « mauvais » pauvres. La respectabilité sociale se juge par exemple dans l'attention portée aux enfants. Le camping y est un lieu d'injonctions contradictoires. À la fois espace de liberté retrouvée entre adultes dans ce qu'il permet de laisser les enfants circuler librement dans les allées, il est aussi un espace saturé de rappels à l'ordre de ne pas laisser ses enfants sans surveillance, surtout s'ils sont bruyants. On entend souvent des commentaires concernant le grabuge provoqué par des enfants présentés comme laissés à l'abandon, ou des exclamations de parents dont on se demande si elles sont adressées aux enfants ou à leurs voisins (« *Jouez pas comme des fous !* »). Par exemple, Danny Ferrand, qui travaille en déplacement dans la surveillance d'un chantier à proximité du camping, est à plusieurs reprises inquiet du bruit des pleurs de sa toute jeune fille et de ce que pourrait en penser les voisins au cours des différents repas que nous partageons ensemble au camping au cours de l'été.

L'enjeu est notamment de ne pas se faire cataloguer comme un « *cas social* ». Ainsi, un des mobile-home est occupé par un couple avec une adolescente. De ce ménage, je n'apprendrai rien. Ils me sont présentés par Adrien Dubois au début de mon séjour au camping comme « *ceux qui causent pas* », les « *cas soc'* », et sont régulièrement mis/se mettent à l'écart des activités festives organisées au camping. Ils refuseront par ailleurs à plusieurs reprises de participer à mon enquête.

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. Mercredi 6 juillet.

Dans l'après-midi, je suis le témoin d'une altercation violente entre deux femmes à l'entrée du camping tandis que nous réalisons des travaux pour installer une guérite. Justine, la quarantaine, « *celle qui cause pas* », en vient aux mains devant la guérite du camping avec une autre femme qui repart brusquement en voiture après qu'Adrien Dubois les ait séparée. Sous le choc, il me commente la scène. « *Paye tes cas soc'. C'est vraiment des débiles, j'en ai marre de ces cas soc'* ». Quelques minutes plus

tard, il revient sur le sujet. « *Tu connais la mini-série les Kassos sur Youtube ? Ça reprend des personnages de dessin animé de notre jeunesse. Oui-oui, c'est devenu Ouais-ouais. Il a son petit-auto rouge et il est fan de tunning [Il surjoue l'accent ch'ti²⁴]* ». Cette dévalorisation de pratiques de loisirs populaires ici décrites s'accompagne d'un regard dépréciatif sur cette fraction du monde populaire présentée comme « beauf » (Mauger 2013). Ce regard, marqué notamment par l'inflexion d'Adrien de l'accent local, est toutefois équivoque et circonstanciel. Quelques dizaines de minute plus tard, un ami de la famille, Jean, présenté comme très manuel, vient nous aider pour les travaux. Il a accent très prononcé et je peine à la comprendre. Adrien, lui, s'ajuste et emploie avec naturel des formulations teintées de ch'ti avec lui (« *A la caisse, il y avait cheu d'gens* »).

Ces enjeux de catégorisations entre campeurs et campeuses sont particulièrement saillants dans cet extrait de l'entretien que m'accordent Martine Thery et Laurent Gabet. Martine est une ancienne employée d'un Restaurant Universitaire à Lille aujourd'hui à la retraite et passe l'été au *camping du Bois* avec son conjoint, Laurent, qui a travaillé une grande partie de sa carrière comme ouvrier dans les travaux publics avant de travailler « *dans le nettoyage* » pour bénéficier de conditions de travail moins pénibles. Si elle n'est pas la plus ancienne des campeuses, Martine possède un mobile-home qu'elle loue depuis plus de deux décennies au *camping du Bois*.

Martine Thery : [À propos d'un campeur arrivé la semaine passée proche de leur terrain] Il y en a un en face, c'est pas encore pareil. Mais lui, il mange français.

Laurent Gabet : Il fait pas le ramadan.

Martine Thery : Il fait pas le ramadan, lui. Il me l'a dit.

Laurent Gabet : Il me l'a dit. J'ai parlé avec lui.

Martine Thery : Par contre, il était bien. Il était bien.

_ : *Le gars en face ?*

Laurent Gabet : Qui a loué là en face.

Martine Thery : Ils sont venus manger.

Laurent Gabet : Ils sont venus manger.

Martine Thery : Quand Monique [*Caron, campeuse saisonnière installée sur le terrain jouxtant le leur*] a dit : « Venez manger. Il reste de la paella pour vous ».

Laurent Gabet : Bah, il a mangé. Il fait pas le ramadan.

Martine Thery : Il fait pas le ramadan.

Laurent Gabet : Il m'a dit qu'il était ... Un algérien.

_ : *Oui, on a parlé ... On a parlé ensemble.*

Martine Thery : Alors, tu vois, il parle bien.

Laurent Gabet : Alors, tu sais à peu près son ... comment dire ? Son pedigree.

_ : *Oui, il m'a un peu raconté ...*

Martine Thery : Je t'ai vu à la soirée lui parler.

Laurent Gabet : Il est bien. Il est bien. J'ai parlé avec. Il est très sympa. Donc, ils sont bien.

Martine Thery : Très sympa. Pas vulgaire du tout.

Laurent Gabet : Pas comme les autres à côté. J'espère que t'as pas été les voir, eux. C'est pas intéressant. C'est pas intéressant [*Les deux familles bruyantes, dont un des parents avait des dreadlocks*].

²⁴ Le ch'ti est un dialecte du picard, notamment dans le bassin minier du Pas-de-Calais où se déroule mon terrain de recherche. Les conversations en français sur le terrain de camping du Bois peuvent ainsi, selon les interlocuteur-ice-s impliqué-e-s, se mâtinier de prononciations ou d'expressions empruntées au ch'ti.

Martine They : Ils sont partis, eux ? Monique, elle m'a téléphoné.

Laurent Gabet : Ils se traitent !

Martine They : Ils étaient mal-élevés.

Laurent Gabet : Ils se traitent ! Ils se traitaient. C'est grave de se traiter.

Martine They : La honte pour les enfants.

Laurent Gabet : C'est des cas soc'.

Martine They : De toute façon, je l'avais dit à Laurent [*Dubois, le propriétaire du camping*]. Je l'avais dit à Laurent. Quand j'ai entendu les gamines parlaient déjà, rien qu'en descendant ... Quand ils sont revenus, ils ont dit : « C'est nul à chier ici. Il y a rien ». Quand j'ai vu ça déjà quand elles sont descendues, je me suis dit : « Mais c'est quoi, ça ».

Laurent Gabet : Et ils se traitaient. Ils commencent à se traiter.

Martine They : Mais c'est quoi ?

Laurent Gabet : Nous, on est partis le lendemain.

Martine They : Patrick [*Leduc, campeur saisonnier installé sur un terrain limitrophe*], il en avait marre.

_ : *Il m'a dit. Il m'a dit.*

Laurent Gabet : Mon dieu, mon dieu !

Martine They : Tu sais que du dimanche matin quand on est partis, à 6h, ils commençaient à faire le bordel. On a dû appeler Adrien [*Dubois*] quand on est rentrés. Parce que nous, c'est vrai que c'est calme. Ils ont mis la musique à fond. Monique [*installée sur le terrain voisin*] me dit : « La musique est fond. Ils vont faire chier encore cette semaine ».

Laurent Gabet : Mais bon, on avait ...

Martine They : Bah du repas, à Laurent. Adrien a dû venir.

_ : *Oui, il m'a dit. Mais tu disais que c'était des cas soc' ?*

Laurent Gabet : Bah c'est pas intéressant. Quand tu vois des gens parler comme ça.

Martine They : Juste quand tu les vois parler comme ça, c'est pas bon. C'est pas bon, Antoine, c'est pas vrai. On va pas dire des gros mots comme ils font. Ça se fait pas vis-à-vis de tout le monde.

Laurent Gabet : Et puis, je te dis pas. Ils ont un patois ...

Martine They : Moi, je te dis, j'étais outrée.

Laurent Gabet : Mais moi aussi !

_ : *Ils parlaient ...*

Laurent Gabet : Vulgaire ! Vulgaire envers les enfants.

Martine They : Il y a pas que les enfants.

Laurent Gabet : Il y a pas que les enfants. On entendait tout : « Dans le trou ».

Martine They : (*chuchote*) « Je m'en bats les couilles » devant les gosses.

Laurent Gabet : C'est vulgaire. On va avoir ça ...

Martine They : À 6h30, 6h15, du dimanche où j'étais parti ...

Laurent Gabet : Moi, j'ai appelé Laurent.

Martine They : T'as du en entendre parler ?

Laurent Gabet : T'as du en entendre parler ? De la vulgarité.

Martine They : Ils sont partis. Je sais pas s'ils devaient partir samedi ...

Laurent Gabet : Oui, ils devaient partir samedi.

_ : *Ils sont partis hier après-midi.*

Martine They : Quel soulagement. Tout le monde a du faire ouf. Surtout Patrick.

Laurent Gabet : Lui, il était à côté.

Martine They : Lui, il était juste derrière. C'est comme nous. C'est juste à côté.

Laurent Gabet : Nous, on est à côté.

Martine They : À 6h15, un dimanche ...

Laurent Gabet et Martine They considèrent que leurs nouveaux voisins sont des « *cas soc'* » parce qu'ils sont trop vulgaires, surtout en présence des enfants, et par-dessus tout trop bruyants. Au contraire, ils apprécient leur nouveau voisin algérien, Dylan Kadrin, agent de sécurité dans la région, car il s'est montré sociable en acceptant l'invitation de leur voisine à partager un repas et qu'il « *mange français* ». Cet extrait d'entretien est toutefois particulièrement intéressant, non pas seulement dans les schèmes de hiérarchisation mobilisés entre campeurs et campeuses, mais dans ce qu'il souligne de l'importance de ce travail de classement informel. Au cours de l'entretien, je prends conscience que Martine a été particulièrement attentive à ce nouveau venu mais aussi à mes interactions avec lui (« *Je t'ai vu à la soirée lui parler* »). Laurent, quant à lui, cherche également à en apprendre davantage sur Dylan et à me soutirer des informations supplémentaires (« *Alors, tu sais à peu près son ... comment dire ? Son pedigree* »). Quant aux « *cas soc'* », je suis rappelé à l'ordre et invité par le couple à ne pas socialiser avec eux (« *J'espère que t'as pas été les voir, eux* »).

Cet extrait d'entretien souligne également la figure incontournable du propriétaire du camping dans la gestion des conflits entre résident-e-s. Si les campeurs saisonniers ou habitant à l'année sont la plupart du temps propriétaires de leurs mobile-home, ils louent le terrain auprès du camping et sont bien moins protégés que dans le cadre d'un contrat de location ordinaire d'un bien immobilier (Lion 2016). Le propriétaire du camping devient une ressource centrale pour faire respecter l'ordre – Laurent et Adrien sont appelés par téléphone et interpellés sur le terrain de camping à plusieurs reprises pour régler la situation. Dans les deux campings en France comme au Québec, la question des expulsions de résident-e-s est d'ailleurs un sujet sensible sur lequel reviennent tant Laurent Dubois que Luigi Tremblay auprès de moi lors de conversations informelles.

Bien que distincts par leur taille, ces deux campings sont par plusieurs aspects assez semblables. En France comme au Québec, loin de se situer dans les régions les plus touristiques, ces deux campings s'inscrivent dans des espaces principalement ruraux mais connaissant également une activité industrielle persistante (Gagné et Goffette-Nagot 2008). Produit de projets entrepreneuriaux comparables de deux familles ouvrières en France comme au Québec, ces deux campings rassemblent par ailleurs des campeurs et des campeuses aux propriétés sociales similaires. Au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers*, les campeurs et les campeuses

rencontrées font partie pour la plupart des franges relativement établies des classes populaires blanches. On peut d'ailleurs relever à ce propos que parmi la cinquantaine de répondant-e-s à mes entrevues, seul un d'entre eux est racisé. Le coût engendré par la location d'un emplacement saisonnier est aussi une entrave financière suffisante pour écarter en grande partie du spectre du camping les franges les plus précarisées des classes populaires. Cependant, ce portrait à grand trait des campeurs et campeuses rencontrées ne doit pas masquer l'hétérogénéité de leur recrutement, tant générationnel, de genre que social. J'ai pu insister également sur l'importance que pouvait prendre, au sein d'un même camping, de petites différences de statut social entre campeurs.

Si le camping a dans un premier temps été envisagé comme une simple porte d'entrée sur un monde populaire auquel je n'avais pas directement accès du fait de mon relatif éloignement social et national, et comme le lieu de recrutements de répondant-e-s issus de milieux populaires, il s'est par la suite révélé être un terrain de recherche ethnographique et un cadre d'interaction particulièrement riche à observer, notamment quant à l'étude des classes populaires en France et au Québec.

II. Des espaces sociaux populaires

Par de nombreux aspects, le camping, en France comme au Québec, représente un espace de vie collectif populaire. Par l'analyse et la comparaison des pratiques culturelles, des calendriers des activités sociales qui y sont proposées, du rapport au travail et au loisir mais aussi de la structuration des réseaux amicaux et familiaux de ces membres, il est possible de retracer les ancrages populaires des deux campings où j'ai mené à bien mes terrains de recherche dans les deux espaces nationaux et de souligner toute la richesse de ce lieu d'observation. Par là même, le détour par le camping révèle également des formes situées de structurations de l'espace des goûts et des pratiques du moins comparables en France et au Québec. Plus qu'une simple opportunité de recrutement de répondant-e-s, le terrain de camping justifie ainsi de l'intérêt d'un usage comparé de la notion de classes populaires, en France comme au Québec.

Cette approche n'est pas sans risques ni sans limites. Les mises en garde associées aux observations *in situ* insistent sur le leurre de l'illusion topocentrique qui consisterait à « réduire l'existence des acteurs au lieu étudié, voire à prétendre l'en déduire » (Chauvin et Jounin 2012, 162). En effet, retracer les ancrages populaires d'un lieu ne permet pas en soi d'en déduire les

caractéristiques sociales des membres qui y évoluent. Les acteurs sociaux sont « pluriels » (Lahire 1998). Et ceux-ci peuvent tout à la fois multiplier des rôles sociaux distincts dans différentes scènes d'observations²⁵, c'est-à-dire ne se montrer au regard de l'observateur que sous une seule facette apparemment congruente. Voilà pourquoi au-delà des seules observations des sociabilités festives collectives organisées au camping, on s'efforcera également de porter le regard sur les pratiques et des comportements plus individuels dans et aussi hors du camping lorsqu'il a été possible de suivre, à leurs domiciles ou dans d'autres activités de loisirs, les campeurs en France et au Québec.

A. Le camping comme espace social aux forts ancrages populaires.

1. Des sociabilités collectives et culturelles populaires

Au-delà des seules occupations professionnelles ou de la simple objectivation de la position sociale par le revenu ou le niveau de diplôme, la définition des « classes populaires » ne se limite pas seulement à une simple position dominée dans l'espace économique mais aussi à des propriétés « culturologiques » (Schwartz 2011). L'espace des positions sociales se caractérise également par l'espace des goûts et des pratiques, notamment culturelles (Bourdieu 1979). Et si depuis la publication de la *Distinction*, de nombreux travaux ont pu souligner les recompositions des pratiques culturelles des classes populaires (Coulangeon 2011), marquées par la massification culturelle, la démocratisation scolaire (Beaud 2003), et des formes d'attraits pour les univers culturels des classes moyennes parmi certaines franges urbaines des classes populaires (Thibault 2013), les classes populaires se démarqueraient toujours pour autant en France par des formes persistantes de distance et d'autonomie face à la culture légitime. Là où certains travaux ont pu souligner en France l'affaiblissement des structures d'encadrement collectif des classes populaires ces dernières décennies (Pudal 2009) et des formes de replis sur la sphère privée ou de quant-à-soi domestique (Schwartz 2012 [1990]), plusieurs enquêtes soulignent quant à elles la permanence d'espaces collectifs aux forts ancrages populaires, que ce soit des clubs sportifs (Renahy 2005 ; Rougier 2016), des harmonies municipales (Dubois, Méhon et Pierru 2009), etc.

²⁵ A titre d'exemple, la consommation d'alcool, très largement tolérée, voire encouragée passée la barrière du terrain de camping, est bien plus encadrée voire refusée lorsque je suis invité au domicile principal de bon nombre de mes participants.

Comme on a pu le décrire plus haut, le *camping du Bois* comme le *camping des Palmiers* accueillent des campeurs et des campeuses, qui tout en occupant pour la plupart des positions sociales qu'on pourrait assimiler aux « classes populaires » telles que définies en France, n'en sont pas moins hétérogènes. Cependant, un peu à la manière du club de sport des Alouettes étudié par Cyril Rougier qui voit son ancrage populaire renforcé par la relative diversité sociale de ses membres (2016), le camping en France comme au Québec s'organise autour de sociabilités et de pratiques culturelles et de consommation aux ancrages populaires marqués et par certains aspects comparables. Ces remarques n'ont cependant pas pour but d'écarter la variété des goûts et des pratiques culturelles des campeurs et des campeuses eux-mêmes. Certains campeurs et campeuses présentent des profils culturels divergents. Tous ne participent pas d'ailleurs aux activités organisées au camping et celles-ci peuvent faire l'objet de débats, voire de conflits parmi les campeurs et les campeuses.

J'ai réalisé pour une part mes observations publiques au terrain de camping au travers de la participation aux activités de loisir organisées en commun par les campings. Celles-ci se déroulent principalement chaque fin de semaine. Au *camping des Palmiers*, cette séquence en rupture avec le moindre encadrement des sociabilités durant la semaine, s'ouvre avec le bingo du vendredi soir organisé par le Club social. Il est animé principalement par Paul Berthiaume, la cinquantaine, dessinateur industriel dans une usine à proximité et membre du Club social. Tous les samedis soir, une fête est également organisée dans la salle des loisirs et structurée autour d'un thème prévu à l'avance (« Soirée Travesti », « Soirée Country », « Soirée Karaoké », « Soirée Beach Club », etc.). Finalement, régulièrement les dimanche après-midi, des tournois de jeux d'habileté organisés également par Club social (poches, fers, « washer²⁶ ») se déroulent sur un terrain au bord de la piscine. La piscine, ouverte de fin juin à début septembre, et le restaurant du camping, géré par un traiteur de la région et ouvert toutes les fins de semaine et en continue durant les deux semaines de la construction, sont également des lieux publics privilégiés permettant l'observation de conversations et d'interactions entre campeurs. En France au *camping du Bois*, les activités collectives sont davantage prises en charge par les propriétaires du camping qui organisent également des repas communs sous le chapiteau le dimanche suivis d'activités collectives. On y retrouve là encore des choix d'activité semblables : le bingo, des compétitions sportives de jeux

²⁶ Ou en français le jeu du lancer de la rondelle.

d'habileté (la pétanque, des jeux traditionnels du Nord de la France) et des repas préparés par Laurent Dubois et servis par sa famille venue en renfort.

Dans les deux campings de mon enquête, on retrouve la centralité de pratiques culturelles souvent associés aux goûts populaires. La pétanque, les jeux de fers et de poche sont souvent associés au pôle populaire des pratiques sportives. Le « goût du hasard » et des jeux sont également associés aux goûts des classes populaires en France (Weber 2009 ; Siblot et al. 2015), notamment dans leur capacité à créer des sentiments d'appartenance à un collectif, à une scène partagée.

« Ce type de jeu remplit parfaitement l'exigence d'égalité dont j'ai décelé la présence dans les scènes sociales ; Y jouer comme les autres, avec les autres, c'est affirmer son appartenance commune à une scène – la scène de voisinage, dans le cas de la fête du quartier comme dans le cas du loto dans le bureau de tabac, où discussions et plaisanteries réactivent l'interconnaissance pendant les longues files d'attente. Personne n'est eu par personne au jeu de la chance ; les dés sont pipés. Outre qu'ils y "rejouent" leur vie toutes les semaines, les ouvriers apprécient dans le loto (par exemple) l'inverse du jeu social où ils n'ont aucune chance et qu'ils vivent comme une tromperie permanente. Soi-disant égaux devant la loi, devant l'école, sur le marché du travail, ils savent bien que là, les jeux sont déjà faits » (Weber 2009, 203).

Au *camping des Palmiers*, le plaisir du bingo, jeu dont les résultats ont déjà été réglés en amont lors de la distribution des cartes à jouer, se noue dans la révélation à un rythme assez lent des différents numéros gagnants. Au fil de celle-ci, les tables se crispent et retiennent leur souffle. Au *camping des Palmiers*, les participant-e-s crient : « *J'ai ma chance. J'ai ma chance* » pour signaler aux autres membres de sa table qu'il ne leur manque qu'un seul numéro pour gagner. Surtout, on se console en blâmant le caractère aléatoire du jeu si l'on a perdu. « *C'est le hasard, tu sais ...* ». La montée de l'importance de l'enjeu à mesure que la révélation du gagnant s'approche s'accompagne en même temps de sa dépréciation, de la mise en lumière de son caractère arbitraire, une fois que l'on a perdu. Cet *illusio*, croyance dans la valeur du jeu en soi, participe de la mise en avant d'une appartenance commune. Certaines campeuses me rappellent, des semaines, voire des années plus tard, le gain réalisé lors d'une de ces soirées de bingo. Au *camping des Palmiers*, un certain nombre des campeuses et parfois des campeurs sont par ailleurs des joueuses de bingo en dehors du camping à l'image de Marthe, la présidente du Club Social, qui participe au bingo organisé dans sa commune chaque jeudi soir, la veille de celui au camping. Ce goût pour les jeux de hasard, jeu où « *les jeux sont déjà faits* » (Weber 2009, 203) peut aussi se retrouver dans la consommation, voire l'addiction aux jeux à gratter parmi certains campeurs rencontrés. Comme ici

auprès de Jérémy Declercq, ouvrier dans la construction que je rencontre au *Camping du Bois* avec sa conjointe, Nathalie Lannoy, assistante maternelle.

Jérémy Declercq : Mais c'est vrai que j'ai tendance à flamber. Surtout les jeux à gratter. C'est une sale manie. Ça va, je me suis calmé. Mais quand j'ai commencé à travailler, je travaillais avec mon père, pareil ... les jeux à gratter, je savais prendre, je sais pas, je vais dire 20 ou 30 euros de jeux par jour. C'est énorme quand tu calcules à la fin du mois ... Il y a cinq jours dans ta semaine au boulot. Enfin, 4 fois 5 = 20. 20 fois 20 euros. Ça pique.

Nathalie Lannoy : C'est pas comme ça que tu vas devenir riche (*rires*).

Jérémy Declercq : Après, t'as des moments où t'as de la chance. Ça m'est déjà arrivé ... Là, j'essaye de me limiter. Là, c'est les vacances. Mais quand je suis au boulot, j'essaye de me limiter, je sais pas, je vais dire une connerie, 10 ou 15 euros de jeux par mois. Et il y a des moments, ça sourit. Tu prends 15 euros de jeux et tu repars avec 400 balles, voilà, tu te dis que c'est cool. Et à des moments, tu les joues et tu les perds. C'est comme ça.

Parallèlement, au *camping du Bois*, j'ai pu observer que la mise en scène du refus de cet *illusio* permet à certains membres de la scène de se distancier de cette pratique et de son groupe lors de l'organisation du bingo. Ainsi, Franck, le beau-frère d'Adrien Dubois, venu donner un coup de main pour servir les repas sur l'heure du midi, multiplie les signes d'agacement (soupirs, lève les yeux au ciel) une fois que le bingo est finalement lancé. Après quelques minutes à observer le déroulement du jeu, il quitte précipitamment le chapiteau, me lance un « *sois fort* », et salue les participant-e-s du bingo par un « *que le meilleur gagne* », là où précisément, nul ne peut être « *meilleur* », ce qui fait rire jaune certaines participantes.



Figure 5. La course de canots en carton au *camping des Palmiers*

On peinerait à relever tous les autres exemples d'ancrages populaires dans les activités collectives organisées au camping, dont certains peuvent également être retracés dans les affinités qu'ils entretiennent par exemple avec la « culture ouvrière traditionnelle » que suscitent certains événements rituels. Par exemple, chaque année est organisée au *camping des Palmiers* une course de canots

durant les semaines de la construction. À la mi-saison, les campeurs et campeuses s'organisent en

équipe pour construire des embarcations à partir de rouleaux de cartons et de rouleaux de papiers adhésifs achetés par le Club Social. Dans la salle des fêtes, toute la matinée, les équipes s'affairent et discutent à propos de la forme que devrait prendre la structure du canot. Les campeurs rivalisent d'inventivité pour réaliser dans un temps limité - qui la barque, qui le bateau, qui le radeau - le plus étanche et le plus rapide tout en déployant « cette aptitude à manier les objets, à entrer dans leur langage, à les combiner dans des relations inventives » (Schwartz 2012 [1990], 326). Une fois la construction des radeaux terminés, chaque équipe embarque sur le lac l'après-midi et tente de parcourir la plus longue distance en restant le plus longtemps sans couler tandis que la majorité du camping s'est réunie sur la plage pour observer la course.

J'ai également pu participer à d'autres événements aux ancrages populaires et nécessitant un goût pour l'inventivité manuel et impliquant un certain nombre des campeurs que j'ai rencontré en dehors du camping lui-même. À la fin de la saison au *camping des Palmiers*, je suis invité par Philippe Langlois et Marianne Blanchet, un couple de campeurs avec qui j'ai davantage sympathisé, à venir assister à une « *course de bazous*²⁷ » à laquelle Philippe, ouvrier mécanicien au chômage au moment de l'enquête, participe. De vieilles automobiles sont retapées, remises en état par les compétiteurs, le temps de courses aux confrontations parfois secouantes sur un autre terrain de camping à proximité. Là encore, les manœuvres parfois intrépides des pilotes se partagent



Figure 6. Des « bazous » stationnés avant la course

le spectacle avec la capacité des équipes en amont à faire rouler ces épaves impropres à la conduite sur route et à parfois transformer ces automobiles de manière spectaculaires : montages de carrosserie improbables, tuyaux d'échappements extérieurs. Le désajustement avec toute rationalité économique dans cette pratique et les investissements en temps et en argent qui lui sont consacrés – bon nombre des automobiles terminant souvent à la casse après

la course – apparaît ici comme un cas-limite de ce que décrit Eric Darras à propos par exemple de la pratique du tuning en France en milieu populaire (Darras 2012). Par ailleurs, je retrouve sur

²⁷ Un bazou au Québec fait référence à une voiture ancienne, usagée, en mauvais état.

place, sans l'avoir prévu ni anticipé, de nombreuses connaissances du *camping des Palmiers* : ma collègue de travail saisonnière et son conjoint, le couple avec qui j'ai partagé durant tout le mois d'août le terrain sur lequel j'avais planté ma tente, certains de mes enquêtés ayant accepté de réaliser des entrevues avec moi au cours de la saison, etc.

Une différence importante distingue cependant les deux campings. Au Québec, la majorité des activités sont mises en place par le Club Social du camping, notamment au travers son comité des fêtes, un groupe de campeurs et de campeuses qui une fois élu-e-s, s'affairent à planifier et à organiser la plupart des événements festifs de la saison (Allen 2007). Tandis qu'en France, du fait sans doute de sa taille plus restreinte, les activités proposées par le camping sont celles pensées et choisies par les propriétaires, notamment Adrien Dubois qui s'implique particulièrement dans l'animation et l'organisation des événements de la fin de semaine. Cette différence organisationnelle accentue au *camping du Bois* de petits désajustements entre les goûts et les attentes des campeurs et des campeuses et la projection que s'en fait Adrien Dubois au moment d'organiser les événements. Par exemple, celui-ci me fait part au début de la saison, en fin de semaine, du fait qu'il n'a pas encore fini de réaliser un quiz pour le lendemain à proposer aux campeurs et campeuses pour animer l'un des repas. Il évoque à plusieurs reprises tout au long de la journée le « quiz » qui n'avance pas et qu'il n'arrive pas à entamer. Il passe finalement une partie de la soirée à chercher des questions, des citations ou des chansons adaptées au public venu participer à l'activité. Ces formes de désajustement se retrouvent aussi dans des choix aussi classants culturellement que ceux de la musique à diffuser au cours des événements de la fin de semaine. Ainsi, lors du « *pot de bienvenue* » au début de la saison, Adrien me lance en mettant de la musique tandis que je prépare les assiettes de saucisson : « *C'est la play-list "feel good music", on va voir si ça va leur plaire* ». Quelques minutes plus tard, il me fait part, mi-inquiet, mi-amusé que le reggae finalement diffusé n'a pas l'air d'avoir le succès escompté. Si ces difficultés de projection des goûts des campeurs et des campeuses sont liées également à la différence générationnelle, au fait qu'une partie non négligeable des campeurs et campeuses assidu-e-s aux événements sont à la retraite, elles font cependant écho également à la propre trajectoire sociale d'Adrien Dubois.

Encadré n°1. « On est un peu en mode beauf » : la classe au camping.

Adrien Dubois a 29 ans au moment de l'enquête. Il est en concubinage avec Laure, également présente au camping les fins de semaine pour donner un coup de main et qui travaille dans un bureau d'études pour accompagner les agriculteurs dans leurs démarches juridiques auprès de la préfecture. Il travaille depuis deux ans avec son père au camping à temps plein, sans pouvoir pour le moment en retirer un revenu stable. Il s'occupe notamment de l'animation au camping mais aussi du développement du site. Il souhaite réaliser les travaux nécessaires à l'obtention d'une troisième étoile. Il s'est également chargé de créer le site internet du camping.

Il a poursuivi des études en sciences des organisations dans un master recherche à Montpellier et par la suite obtenu un master en tourisme dans la région après avoir un moment hésité à poursuivre son parcours universitaire en thèse. Par ailleurs, mon entrée sur le terrain a sans doute été en partie facilitée par ces affinités dans nos trajectoires scolaires. Lors de ma première visite au camping, Laurent Dubois, s'il est intéressé par l'idée que je réalise un stage au camping pour soulager les propriétaires d'une partie de la charge de l'accueil des campeurs visiteurs, s'en remet cependant à son fils pour me donner une réponse définitive. Son implication dans l'entreprise familiale et son ambition de la développer avec profit sont cependant contrariées par de fortes contraintes structurelles qui pèsent, par exemple, sur les possibilités d'agrandissement du camping. Malgré de nombreuses démarches, les Dubois n'ont pas été en mesure de racheter les terrains avoisinants.

À plusieurs reprises, Adrien Dubois me fait part de son sentiment de désajustement avec les campeurs et les campeuses et le style de vie du camping (« *Barbecue ce midi, après-midi pétanque et ce soir foot, on est un peu en mode beauf* » me lance-t-il avant d'installer le chapiteau pour accueillir les campeuses et campeurs venus regarder la finale de l'Euro 2016). Un soir, lors d'une conversation informelle autour d'une bière sous le chapiteau du camping, il évoque également plus largement cette dissociation avec le monde ouvrier de la Cristallerie d'Arques dans laquelle a longtemps travaillé son père et où travaille toujours sa mère. Il a lui-même travaillé quelques mois à la Cristallerie pour financer sa poursuite d'études et préférerait à l'époque cacher à ses collègues son niveau d'études (« *C'est un peu une mentalité ras-de-la-ceinture* ». « *Moi, je leur disais plus mon niveau d'études. Parce que ça crée des attentes aussi* »). Il me raconte également le sentiment d'écartèlement qu'il ressentait à l'époque en travaillant à l'usine à mi-temps tout en étudiant à l'université (« *Ça tournait dans ma tête comme en spirale. J'étais en train d'étudier à Lille 1 le taylorisme, la rationalisation du travail sur des chaînes de montage. Et je le voyais chaque jour au boulot* »). Tout en m'expliquant cela, il mime sur le comptoir du bar les mouvements répétitifs des mains sur la chaîne de montage dans l'emballage des verres.

2. Une mise en avant paradoxale d'une recherche de « tranquillité »

Ces ancrages populaires dans l'organisation collective de la sociabilité au camping se retrouvent également dans l'analyse des pratiques au niveau plus individuel au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers*. Là où les discours sur le camping, portés à la fois par la littérature scientifique et par certains campeurs eux-mêmes en entrevues, le présentent majoritairement comme un espace de calme et de détente, l'observation et l'analyse des activités des campeurs et des campeuses et de certains discours tenus, par exemple à propos des tâches ménagères, le révèlent comme un espace tendu entre la recherche de la tranquillité mais aussi le refus des activités passives. En mobilisant notamment la littérature académique élaborée principalement en France

sur le sujet, il est ainsi possible de retracer au camping en France comme au Québec un style de vie populaire comparable marqué par le « gout de l'activité » (Weber 2009).

De fait, si l'on a pu questionner précédemment l'association entre le camping et le populaire, celui-ci reste également souvent pensé en opposition au travail et à ses contraintes. La description du camping comme l'espace « [d]es plaisirs simples d'un quotidien libéré des soucis du travail » (Raveneau et Sirost 2001) se retrouve à la fois dans la littérature scientifique à propos du camping mais aussi dans les représentations et les justifications que mobilisent certain-e-s campeurs et campeuses à propos de leur propre séjour. Sans libérer néanmoins les campeurs et surtout les campeuses du travail domestique, le terrain de camping serait envisagé comme le moyen d'y maximiser son temps de loisir (Allen 2007). La perspective idyllique d'un temps au camping « ponctué de moments de repos et de loisirs, d'imprévus, d'animations et de soirées » ne serait seulement ternie que par l'observation du travail des groupes de saisonniers (Raveneau et Sirost 2001, 4). Parmi les campeurs et campeuses eux-mêmes que j'ai pu rencontrer, la recherche de la « tranquillité » est souvent mise en avant pour justifier de leur présence au terrain de camping, comme pour Roger Catteau au *camping du Bois* : « La tranquillité. T'as pas les gosses. Tu peux les laisser aller. Bon, ils doivent faire attention pour les voitures. C'est tout (...) On jouait aux boules jusqu'à des 1h le matin ». Sa fille, Stéphanie Hachim, 29 ans au moment de l'enquête, souligne également son goût pour le calme et la tranquillité, permettant un encadrement parental distinct de son ordinaire en appartement en banlieue parisienne : « ici, j'aime bien aussi. C'est agréable. C'est calme. C'est reposant. Même pour les enfants, ça leur fait du bien ». Monique Caron souligne elle-aussi le « calme » et « l'ambiance assez familiale » au *camping du Bois*. Jean-Pierre Perrin, ancien ouvrier dans la sidérurgie aujourd'hui arrêté suite à plusieurs opérations liées à son exposition à l'amiante évoque en des termes similaires son goût pour le camping « pour passer des temps de vacances, des temps de repos. Ici, on est vraiment tranquille ». Didier Mercier met lui aussi en avant le calme des lieux.

Didier Mercier : Bah, il y avait un moment que je passais devant. Et puis, c'est pas mal comme camping, à voir. Et puis, un coup, je suis tombé sur Laurent, quoi. Et puis, je suis venu tout de suite. Voilà. C'est bien comme camping, c'est calme. C'est bien.

De la même manière, au *camping des Palmiers*, lors d'une de mes rares baignades dans la piscine, Philippe m'explique qu'il préfère venir au camping la semaine parce que « c'est plus

tranquille ». Pour Guy Massicotte, c'est encore cette thématique qui est mise en avant, bien que le fort encadrement collectif de la sociabilité ne réponde pas nécessairement à ses propres attentes.

_ : *Mais du coup, l'ambiance au camping Tropical, tu la trouves mieux, plus sympa que dans l'autre camping où t'étais avant ?*

Guy Massicotte : Ouais. Un peu mieux. On connaît plus de monde-là. C'est un peu plus le fun. Moi, j'aimerais bien un chalet dans le bois (*rires*).

_ : *Qu'est-ce que tu préférerais dans le chalet par rapport au camping, mettons ?*

Guy Massicotte : Bah moi, j'aimerais ça ma tranquillité. Je veux dire, avec quelque chose pas loin où tu peux aller pêcher, faire du barbecue.

On pourrait multiplier encore les exemples à ce propos présentant le séjour au camping comme la possibilité, réalisée ou souhaitée, d'un relâchement des contraintes temporelles ordinaires, d'une tranquillité et d'un calme rompant avec les exigences du travail salarié ou domestique (« *on jouait aux boules jusqu'à des une heure du matin* », « *aller pêcher, faire du barbecue* »). Au-delà de la seule recherche du calme, le camping constitue aussi pour certains campeurs un lieu « en marge », en rupture avec un quotidien parfois marqué par la vulnérabilité professionnelle ou financière. Le « repos », loin d'être la seule absence d'activité ou un simple relâchement, peut dès lors également se comprendre comme la sensation d'une maîtrise temporaire, retrouvée ou espérée, face aux contraintes des réalités matérielles et d'un ordre social que l'on subit. Lorsque je lui demande s'il souhaite ajouter quelque chose à la fin de notre entrevue, Christopher Biernat, ancien ouvrier dans la construction actuellement agent de maintenant contractuel dans un collège, âgé de 29 ans au moment de l'enquête, précise ce qu'il entend par « *des vacances reposantes* » au *camping du Bois*. Il présente le camping comme un espace convivial et surtout en marge de ses inquiétudes liées à son instabilité professionnelle.

Christopher Biernat : Juste pour conclure la chose, de tout ce qu'on a parlé depuis le début, ma situation professionnelle, et pour finir le camping tout ça, ouais je voudrais conclure par ... Voilà, malgré avec tout ce qui se passe dans le monde, on arrive à faire quand même nous, en tout cas moi, pour ma part, ma femme et mes enfants, un juste milieu. **Pour pouvoir, avec les peu de moyens qu'on a, quelque part, bah tu vois, profiter de petites vacances reposantes malgré tout ce qui se passe dans le monde**, tout ce qu'on entend de politique, la guerre, les attentats, **ou le travail tout simplement**. Bah voilà, on arrive quand même à faire profiter nos enfants d'un petit moment convivial en famille dans un petit camping. Et voilà, et connaître des bonnes personnes comme toi, ta femme, Danny [Ferrand, un autre campeur], tu vois. C'est ça. Et se reposer sur ça. Reprendre une bonne reprise s'il y a du boulot (*rires*). Si le contrat ...

Ceci explique sans doute en partie également l'insatisfaction de Guy Massicotte au *camping des Palmiers*. Malgré ses investissements en bricolage sur son terrain privé, il s'interroge sur le fait de rester au camping par crainte de se « faire crisser à la porte » par les propriétaires.

Guy Massicote : Je gâte 1500 par année et je me construis quand même un patio, une galerie. Un chalet, je suis capable d'en faire autant (...). Ça reste pas à toi. Enfin, ça reste à toi d'une façon. Mais en tout cas, s'ils veulent te faire crisser ton camp de là, ils te crissent à la porte. Et tu perds toute, tu perds toute. Enfin, c'est une façon de parler.

Cette mise en avant de la recherche du calme et de la tranquillité peut se retrouver, au mot près, dans les explications apportées par les participants de l'enquête d'Olivier Schwartz sur « les espaces privés masculins » à propos de leurs loisirs. Ainsi, évoquant la pratique de la pêche, « la réponse de mes interlocuteurs est toujours la même : “ Là, t'es tranquille ”, “ t'es au calme “, “ t'es dans la nature” » (Schwartz 2012 [1990], 327). Pourtant, comme le précise l'auteur, cette mise en avant de la recherche du « calme » dans ces activités de loisir est de prime abord paradoxale car « le mot loisir est associé à l'idée d'une détente, d'une relâche des forces, alors qu'une part notable du domaine qui s'ouvre ici à nous met en jeu des personnages tendus, mobilisés, concentrés sur leur objet » (Schwartz 2012 [1990], 325).

De la même manière, cette représentation du camping associée à la tranquillité et au calme tranche paradoxalement avec tout un ensemble de discours mais aussi de pratiques et d'usages qui soulignent l'importance d'être et de rester actif et qui permettent par là-même de se distancier de l'anathème de la fainéantise. Ainsi, lors de notre entrevue, Jérémy Declercq, ouvrier dans la construction âgé de 33 ans au moment de l'enquête, insiste longuement sur son goût pour le camping qu'il associe entre autres au fait de rester autonome dans la prise en charge du travail domestique. Opposé à la « *pension complète* », le camping permet une rupture réglée avec les contraintes ordinaires à son domicile principal. (« *Tu fais tes lessives, tu fais tes courses et tout. Après, tu prends l'air. Tu respirez* »).

Jeremy Declercq : Moi, je préfère faire un truc de camping plutôt qu'un truc où tu as tout. Tu fais plus rien ou une pension complète, je sais pas quoi. C'est pas la même chose. Je vais pas dire. Peut-être que tu prends plus de plaisir. Moi, perso, je l'ai jamais fait. Mais après, peut-être que tu prends plus de plaisir à plus rien faire, plus tes lessives, plus ta bouffe. Voilà, à juste te payer ton loyer entre guillemets et après, voilà ... Non, je trouve pas. En même temps, tu restes avec ta vie de famille entre guillemets. Et tu fais tes lessives, tu fais tes courses et tout. Après, tu prends l'air. Tu respirez ! Là, c'est un peu ce que j'ai retrouvé. Ça fait plaisir.

L'importance qu'il accorde au fait de ne pas se laisser aller à ne « *plus rien faire* », même en congés, est à comprendre à l'aune des propos dépréciatifs qu'il porte avec sa compagne, Nathalie Lannoy, quant à l'absence de participation aux tâches ménagères de sa belle-fille et de son petit-ami. Ceux-ci n'ont pas débarrassé la table du petit-déjeuner suite à leur visite au camping la fin de semaine précédente. Cette démonstration d'un relâchement est à la fois l'objet d'un jugement moral

et interprétée comme l'illustration d'une fainéantise décriée (« *Sa fille, c'est partisan du moindre effort* »). Jérémy et Nathalie multiplient auprès de moi autant de « rappels à l'ordre (...) au principe de conformité » (Bourdieu 2016 [1979], 279) à ce sujet.

Nathalie Lannoy : Ma fille, elle sait pas encore. Ils sont partis en appartement. A deux, ils font rien. C'est un peu le binz. Ils font tout trainer.

Jérémy Declercq : Ils vont avoir des bonnes et tout !

Nathalie Lannoy : Je leur dis : " Bah dis donc, plus tard, ça va être dur ".

Elle est aussi une source d'inquiétude pour Nathalie quant à la capacité future de sa fille à s'ajuster à des choix de vie plus « raisonnables » (« *Ils vont tout cramer* », « *Faut pouvoir assurer derrière* »).

Jérémy Declercq : Tu verras que s'ils restent dans cette optique-là, ils vont vite se foutre dans la merde. Ils vont rien comprendre.

Nathalie Lannoy : Ils vont tout cramer.

Jérémy Declercq : Ils vont tout flamber. Eux, ils se voient déjà sûrement avec un putain d'appart'. Faut pas leur parler d'un HLM ou pas.

Sylvie Mercier, aide à domicile d'une cinquantaine d'année, met l'accent quant à elle sur « *la mentalité du camping* ». Le redoublement du terme (« *camping camping* ») vient souligner l'importance pour elle d'un lieu de villégiature et de vacances au confort rudimentaire et dont la simplicité implique de ne pas être prise en charge par autrui.

Sylvie Mercier : Non, moi, je, je ... Camping camping. Même ici, c'est camping camping. On ne se prend pas la tête. On va faire la vaisselle là-bas à l'évier. Même qu'on va mettre l'eau, on va faire la vaisselle là-bas à l'évier. C'est ... la douche là-bas. Sanitaire. Ça reste camping camping. Enfin pour moi.

3. Entre semi-loisirs et « bricole », des vacances actives

On a pu l'esquisser plus haut ; bon nombre des activités de loisirs aux campings se positionnent du côté du pôle populaire des goûts. Au Québec, la rivière au bord du *camping des Palmiers* est régulièrement arpentée par des campeurs venus pêcher seuls ou en famille. Je suis moi-même invité à pêcher avec mon collègue surveillant de baignade et son père à plusieurs reprises. Ceux-ci me prêtent pour toute la saison une canne à pêche, m'offrent même une boîte à leurre et supportent ma maladresse lorsque je me joins à eux. Bon nombre des campeurs sont également des chasseurs, voire s'impliquent ou se sont impliqués activement dans des associations locales de chasse à l'image de Marcel Boisvert. En France, je suis également invité à des parties

de pêche au *camping du Bois* par Christopher Biernat. Plusieurs campeurs en effet ont pris l'habitude à chaque saison d'organiser de telles sorties ensemble. Je refuse cependant poliment suite à mes insuccès québécois en la matière.

Mais ce rapport tendu à la possibilité du relâchement s'inscrit également dans des forts investissements dans des pratiques de semi-loisirs (Dumazedier 1962), ou a minima de loisirs actifs aux deux campings étudiés. Ainsi, en France comme au Québec, les terrains privés des campeurs



Figure 7. Patio en bois et four en pierre au *camping des Palmiers*

et des campeuses, loués à la saison, sont l'objet de forts investissements de bricolage, de jardinage et d'aménagements de décorations. On retrouve ici ce que Gaspard Lion souligne quant aux nombreuses formes d'auto-construction dans le camping qu'il étudie en France (Lion 2016, 165). Au début de la saison au Québec, le camping se transforme d'ailleurs en un vaste chantier, à la

fois en raison de son développement propre (constructions de nouveaux terrains, de nouveaux aménagements) mais surtout du fait des nombreux travaux que réalisent les campeurs sur leurs propres terrains. Marcel Boisvert me raconte à plusieurs reprises les travaux d'aménagements de son terrain et la construction de la terrasse en bois qu'il a réalisé autour de sa tente-roulotte, accompagné de campeurs venus l'aider et de quelques caisses de bières.

Extrait de carnets de terrain.

Camping des Palmiers. 20 mai 2016.

Je découvre en venant plus tôt dans le déroulement de la saison au *camping des Palmiers* une nouvelle illustration de ce flou dans les frontières entre le travail et le loisir dans un contexte que je n'ai pas connu au camping l'année passée, celui suivant plus immédiatement l'ouverture du camping aux saisonniers. Les vacances de la construction et la fin de la période scolaire sont encore loin, la piscine n'est pas ouverte. Et les travaux bruyants ne sont pas encore interdits encore sur le camping. J'arrive un vendredi en fin d'après-midi afin de rencontrer Jeanne Francoeur qui m'a proposé de m'héberger dans sa tente-roulotte pour la fin de semaine. Après m'être garé à l'entrée pour parcourir les allées à pied, je constate que sur quasiment tous les emplacements, tout le monde est au travail. Le terrain de camping s'est agrandi d'environ 15 à 20 nouveaux terrains depuis mon départ en juin dernier. Des arbres ont été coupés. Et comme le soulignait Céline Massicotte chez qui j'ai dormi l'avant-veille, le camping cherche des volontaires parmi les

campeurs pour poser la tourbe. Ceux-ci sont dédommagés à hauteur de 10\$ de l'heure. Certains adolescents sur le terrain de camping sont visiblement tout affairés à cette activité mais aussi des adultes, comme par exemple Luc Bellemare. J'entends ainsi plusieurs « avis » dans les haut-parleurs du camping au cours de mon crochet pour inciter les campeurs à déposer de la tourbe : « *Rendez-vous demain 8h à la gate* ». Je croise Luigi Tremblay, le propriétaire du camping, que je salue. Il aide lui-aussi des campeurs à poser de la tourbe sur les terrains après que la neige a asséchée les pelouses. Gilles, un campeur que je rencontre dans l'allée, m'offre une bière et nous observons ce spectacle. Il m'explique qu'il a préféré ensemercer car c'était moins cher. Je poursuis ma promenade. Le samedi matin, je traverse le camping à nouveau. Bob, le beau-frère de Marthe, la présidente du Club Social, est debout sur le toit d'une roulotte en train d'installer de l'isolant. Paul et Christine Berthiaume qui ont déménagé d'emplacement depuis la saison passée pour avoir un terrain plus grand et plus ensoleillé, sont en train de finir d'installer tous les deux leur patio sur le nouveau terrain. Il reste de la peinture et beaucoup de travail pour ramasser toute la terre. Nous nous arrêtons avec Julie quelques minutes pour discuter avec eux. Julie toute la fin du vendredi se plaint des bruits de scies à bois de son voisin qui installe le patio (« *J'ai hâte au 24 juin* »). L'année précédente, je n'avais rien observé de tout cela. J'étais précisément arrivé le 25 juin de l'année passée pour entamer mon terrain de recherche.



Figure 8. Un terrain bien entretenu. Décorations extérieures et activités de jardinage en avant des mobile-homes au camping du Bois

Les aménagements décoratifs extérieurs et leur entretien, les activités de jardinage, occupent également les campeurs et aussi les campeuses des terrains au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers* tout au long de la saison. En France, les collections de nains de jardin en céramiques installées autour des mobiles-homes rivalisent avec les modèles en bois de moulins à vent ou les statues en plâtres de lions à l'entrée des

terrasses en bois installées autour des mobile-homes. Là où Anne Lambert peut ainsi décrire la décoration intérieure comme une source de fierté, notamment féminine auprès des couples des classes populaires établies qu'elle étudie en France (2016), c'est tout autant l'aspect extérieur du terrain qui peut faire l'objet de la fierté ou des projets des campeurs et des campeuses, en France comme au Québec. Didier et Sylvie Mercier semblent même se justifier en partie auprès de moi lors de notre entrevue du fait de la faible valorisation de leur terrain. Ils ne sont pas venus beaucoup cette saison au camping et mettent en avant leur ambition d'améliorer l'aspect extérieur de l'emplacement.

Didier Mercier : Cette année, on a amélioré un petit peu. On a fait une terrasse. Et puis l'année prochaine ...

Sylvie Mercier : Ça sera mieux.

Didier Mercier : D'ici deux ans, je vais acheter un ...

Sylvie Mercier : On va lazurer, tout ça.



Figure 9. Un terrain en chantier en début de saison au *camping des Palmiers*. Mai 2016

Loin d'être seulement l'espace privilégié des « plaisirs simples », le camping peut donc aussi s'interpréter comme un lieu marqué par le « goût de l'activité » et le « refus des occupations passives » (Weber 2009). Ou du moins est-il marqué par des formes encadrées de relâchement. De plus, contrairement aux observations réalisées par Olivier Sirost et Gilles Raveneau dans leur étude, la

présence du travail est loin d'être limitée à celles des saisonnier-ère-s dans mes deux terrains de recherche. En effet, de nombreux campeurs travaillent dans et en dehors du camping pendant leur séjour.

De fait, les frontières séparant le camping et le travail sont bien plus poreuses que ne le présente la littérature académique sur le sujet. Au *camping des Palmiers* au Québec, la pratique du camping saisonnier du mois de mai au mois d'octobre a pour effet que les campeurs sont, la plupart du temps, en activité professionnelle parallèlement à leur séjour au camping. Si une part des campeurs et campeuses à la saison rencontré-e-s en France au *camping du Bois* sont à la retraite, ce phénomène y est pourtant amplifié par le fait qu'un bon nombre des campeurs installés dans les mobile-homes sont des travailleurs en déplacement sur des chantiers avoisinants. Ainsi, lorsque je rencontre Danny Ferrand et sa compagne, Vanessa Tibot au camping dans le courant du mois d'août, Danny travaille la journée afin d'assurer la sécurité sur un chantier tout proche dans l'ancienne usine *Giez* qui a depuis changé de nom. S'il est venu avec sa femme et leur jeune fille âgée d'un an, c'est entre autres dans l'incertitude de pouvoir partager avec elles des congés dans le

futur. Le séjour au camping se partage pour eux entre le travail de Danny et les « *semi-vacances* » en famille.

Vanessa Tibot : Même là, on s'est dit, ça nous donne l'occasion de venir au camping. Parce qu'on sait pas finalement si on l'aurait pas fait avant trois ou quatre ans. Là, du coup, **ça nous fait des semi-vacances** et puis de profiter.

Pour les adolescent-e-s au camping du palmiers au Québec, leur séjour au camping représente parfois leur première expérience de travail. Un nombre non négligeable d'entre eux sont ainsi affairés certaines matinées au travail de jardinage et de désherbage des terrains collectifs du camping durant la saison. Ils participent également avec d'autres campeurs adultes à la pose de la tourbe et à la remise en l'état des pelouses au début de l'été. Ces travaux sont à la fois une possibilité d'accumuler un premier petit capital mais aussi une forme de socialisation aux futures injonctions du marché du travail. Là aussi, ils sont autant de rappels à l'ordre des adultes aux plus jeunes et participent d'une stratégie de transmission d'une éthique du travail (« *Ici, si tu veux quelque chose, tu travailles* » ; « *Mais c'est ça, il faut travailler* »).

Extraits du carnet de terrain.

Camping des Palmiers. Juillet 2015.

Je réalise une entrevue avec Luc Bellemare, qui travaille dans une porcherie à proximité du terrain de camping, sur la terrasse en bois de sa tente-roulotte en fin de matinée. Alors que l'entrevue se termine, Luc reçoit un appel sur son téléphone portable de Nick, son fils de 13 ans, qui l'appelle précisément de la porcherie pour qu'il vienne le chercher. Luc m'explique que Nick travaille fort cet été, trois jours à la porcherie mais aussi deux jours au camping pour tondre la pelouse. Mais Luc insiste sur le fait que c'est supportable car il commence tôt le matin, vers 7h et finit vers midi, ce qui lui laisse la journée pour s'amuser. Sa compagne, Valérie, nous rejoint. Elle me rappelle que j'ai gagné au Bingo la semaine passée. " *Ça paye la fin de semaine !* ". Je réponds que oui. Je lui demande si elle a gagné. Pas elle, mais sa fille Marla, 11 ans, qui a gagné 100 dollars il y a deux semaines. " *Elle était toute contente. « Maman, je vais pouvoir m'acheter du linge* ». « *Là, elle économise pour son Iphone* ». Caroline précise cependant : « *Ici, tu veux quelque chose, tu travailles* ». Elle me raconte que Marla a acheté son billet d'avion pour Cuba 450 dollars pour aller rejoindre sa marraine en vacances. Nick voudrait y aller aussi l'été prochain. Mais il devrait payer un billet adulte à 800 dollars. C'est dans cet objectif qu'il travaille cet été pour récolter cette somme.

Camping des Palmiers. Août 2015.

Vendredi soir. C'est la soirée Bingo dans la salle des fêtes. Je suis installé à ma table devenue habituelle, au fond de la salle, avec les membres organisateurs du Club Social. Il y a Marthe, la présidente, son conjoint et sa fille Caroline et d'autres membres impliqués activement dans l'organisation de la soirée. Tandis que les numéros du tirage sont égrenés par Paul Berthiaume, Caroline demande si Mélanie, la fille de Bob, ne pourrait pas la remplacer au travail. Elle a un contrat d'une quarantaine d'heures par semaine pendant l'été dans la même usine de fabrication de chocolats pour économiser assez d'argent pour se payer le permis. Bob s'engage à en parler à sa fille pour qu'elle la remplace le jeudi et que Caroline puisse ainsi venir au camping plus tôt avec ses parents. Caroline profite de la conversation et se plaint du travail monotone à

l'usine de fabrication de chocolats, notamment du fait qu'elle a mal au dos. Marthe coupe court à la conversation : " *Mais c'est ça, il faut travailler (...) Personne se lève le matin en se disant : « ah ouais, je vais travailler »* ". Autour de la table, son conjoint et Will, un autre membre du Club Social, approuvent !

Cette mise en avant de l'éthique du travail, d'un soi « discipliné », y compris dans un contexte de vacances et de loisirs, parmi les adultes aux campings, fait écho à la comparaison qu'a pu mener Michèle Lamont auprès d'ouvriers en France et aux États-Unis. Celle-ci souligne que des deux côtés de l'Atlantique, « les travailleurs français ressemblent à leurs homologues américains en ce qu'ils utilisent l'éthique du travail comme mesure du caractère moral » (Lamont 2002, 216). Similairement, la mise en avant, tant de son activité que plus largement de son goût pour le travail, se retrouve similairement au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers* et participe dans les deux espaces étudiés, d'un « mode privilégié de présentation de soi », marque de sa dignité et de sa respectabilité sociale. Cette mise en avant régulière de son goût pour le travail, notamment lors de soirées festives au camping, tranche à nouveau avec la représentation parfois idéalisée du camping comme un lieu « libéré des soucis du travail ».

Ainsi, lors d'une des soirées organisées le samedi soir au *camping des Palmiers*, je discute avec Marcel Boisvert le long de la route qui encadre la salle des fêtes. Celui-ci m'explique qu'il préfère le « camping dans le bois, la nature ». Il insiste sur le fait qu'il travaille entre 50 heures et 60 heures par semaines. « *C'est une maladie. C'est parce que je veux pas manquer de rien. Quand je commence à manquer de quoi, je recommence à travailler* ». Similairement, lors de la soirée consacrée à la thématique d'Halloween, je rencontre Will, un charpentier-menuisier membre du Club social, parmi les fumeurs à l'entrée de la salle des fêtes, qui entonne un des hymnes informels du camping : la chanson de country québécoise interprétée par Julie Daraiche « La vie est dure pour les cowboys du Québec ». Ce n'est pas la première fois que je surprends Will chanter cette « *toune* ». Il aime la faire passer sur son terrain privé avec ses amis, l'a même fait apprendre par cœur à ses enfants. Lorsque je l'interroge sur son goût pour cette chanson, il met également en avant son goût, présenté comme presque pathologique, pour le travail :

« Ça me représente. C'est mes racines. Mes arrières grands-parents, mes grands-parents, c'étaient des cultivateurs. À 6 ans, on allait à la ferme et on aidait aux récoltes, dans les champs. Et depuis, j'ai le goût du travail. **Je suis pas capable de pas travailler.** Je peux pas me lever dans l'après-midi et rester dans mon canapé. Faut que je travaille ».

Au *camping du Bois*, je suis également régulièrement témoin de la mise en avant d'une éthique du travail et d'un soi discipliné, notamment lors des banquets de fin de semaine (« *Dans la vie, faut être bosseur* »).

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. 9 juillet 2016.

C'est le déjeuner couscous au *camping du Bois*. Daniel Morel arrive sous le chapiteau avec sa compagne et salue Dominique, une autre campeuse. « *Déjà levée ?* ». « *Bah oui, on était levé à 8h* ». « *Moi à 8 heures, c'est rare. C'est plutôt 6 heures, parfois 5 heures. Et même que je me couche à minuit ...* ». Dominique de surenchérir : « *Bah mon mari, c'est pareil. Avec le boulot ...* ». Elle insiste sur le fait que les habitudes de travail ne se perdent pas. Daniel de poursuivre : « *Parfois, le matin, je me met dans mon fauteuil électrique. Je regarde la télé et parfois, je redors une demi-heure ou une heure. Le monde appartient aux gens qui se lèvent tôt* » et part en riant.

Je remarque que les injonctions à travailler, ou à « *aller travailler* » sont constantes parmi les campeurs aux membres de la famille Dubois et parfois même entre eux, sur un mode qui relève plus de l'appréciation et de la taquinerie. Le matin-même, Martine Thery me voit revenir avec de la vaisselle pour préparer le repas du midi. Je suis gratifié d'un : « *Ah, le courageux* ». Puis, en milieu d'après-midi, tandis que je retourne dans mon mobile-home alors que le couscous n'est toujours pas terminé pour me reposer un peu : « *Hé là, c'est pas fini. C'est pas le moment d'aller se reposer ... Non, je rigole* ». Ces blagues sont très récurrentes, toujours sur le ton de l'humour mais peuvent susciter des crispations et sont tout de même significatives d'un rapport assez particulier au travail et au repos de la part de retraités au camping ou d'actifs en vacances.

Plus tard, au cours du repas, Philippe, le petit frère d'Adrien Dubois, boit son verre en terrasse durant un moment plus calme du service. Il discute avec deux amis de Laurent Dubois, le propriétaire du camping, rencontrés au club de photographie, en polo et chemise. Fred, le fils de Roger Catteau, 37 ans, peintre en carrosserie en banlieue lilloise, lance à Philippe : « *Va travailler un peu* ». Philippe lui rétorque qu'il est bénévole au camping et qu'il peut bien prendre une pause. Fred se reprend. « *Tu travailles dans quoi ?* ». Philippe, « *Moi, je suis chomiste, chomiste pur et dur* ». Le regard de Fred s'assombrit, sur un ton plus grave :

« *_ Franchement, t'as pas trouvé de travail ? Il y en a plein dans le coin !*

« *_ Mais pas dans mon domaine.*

« *_ C'est dans quoi que tu cherches ?*

« *_ Environnement.*

« *_ Ah ouais ... Et tu savais pas quand tu as commencé ?*

« *_ Bah non, je m'en suis plus rendu compte quand j'ai commencé à faire des stages. Il y a rien ...*

« *_ Et dans le nucléaire ? Il embauche dans le nucléaire et puis ça paye super bien* ».

Philippe répond qu'il sait bien, qu'il connaît une amie qui a travaillé dans ce domaine pour faire les relevés de radioactivité et que c'était super bien payé. Mais il faudrait qu'il reprenne ses études depuis le début car il n'est pas parti dans le bon domaine. Sur ce compromis – Philippe a fait un choix d'orientation peu professionnalisant mais, contrairement à ses premières affirmations bravaches, ne démerite pas – la conversation s'arrête sur un froid.

Similairement, lors des événements festifs au *camping du Bois*, bien qu'une bonne partie des campeurs et des campeuses participant aux activités la fin de semaine soient à la retraite, la présentation d'un soi toujours discipliné par le travail reste de mise parmi bon nombre de campeurs.

Je suis dans un premier temps surpris par l'aspect quasi phatique de ces interactions, par exemple, quant à la question de l'heure du réveil. Je suis ainsi souvent chambré par Laurent Dubois ou Adrien, qui me quittent régulièrement après ces repas de fin de semaine en me lançant un ironique « *6 heures du mat', demain* ». Si ces blagues ou ces remarques sont également présentes parmi les campeurs et les campeuses, elles peuvent faire parfois l'objet de tensions, notamment lorsqu'un des membres de la scène refusent de se faire « *chambrer* », ou refuse le « travail de figuration » consistant à se présenter comme effectivement volontaire (« *Je suis un chomiste, un chomiste pur et dur* »).

B. Un entre soi populaire choisi

1. Une « communauté familiale » ? Réseau d'entraide et capital d'autochtonie.

Dès les premières minutes à mon arrivée au *camping des Palmiers*, celui-ci m'est présentée par Claudie Chevrier, chargée de l'accueil, comme une « *petite famille* », installée tout de même sur plus de 250 terrains ... Si cette métaphore familiale peut être interprétée comme l'indice d'une forte densité des relations sociales au terrain de camping, on peut aussi la prendre dans un premier temps au pied de la lettre. Le *camping des Palmiers*, tout comme le *camping du Bois* en France sont d'abord des aventures entrepreneuriales familiales basée sur un réseau d'entraide important entre ses différents membres.

Dans la lignée du tableau que dépeint Hoggart des familles ouvrières anglaises des années 1930 marquée par le familialisme et le localisme (Hoggart 1971), de nombreux travaux ont pu souligner en France des formes de familialisme ouvrier et populaire (Verret 1995 ; Schwartz 2012 [1990]), entendues comme de forts investissements sociaux au sein de l'univers familial et la constitution de structures familiales plus précoces et plus larges (Siblot et al. 2015). Par exemple, la respectabilité sociale se juge, notamment chez les femmes issues de milieux populaires, à l'aune de leur accomplissement en tant que mère dévouée (Skeggs 2015 [1997]). La famille en milieu populaire a pu être également présentée comme une source d'entraide, parfois vitale (Siblot et al. 2015). L'appui sélectif sur les ressources familiales est parfois nécessaire pour assurer sa stabilité professionnelle ou accéder à de petites ascension sociale (Cartier et al. 2008). Or, que l'on étudie le camping comme activité économique des propriétaires ou comme lieu de villégiature des campeurs, on y retrouve des relations sociales marquées par de forts investissements familiaux.

Ainsi, au *camping des Palmiers*, Pierre, « *l'homme à tout faire* » que j'attends en arrivant au *camping des Palmiers* pour qu'il me montre où se situe mon terrain, est le beau-père du propriétaire du camping et donne un coup de main à chaque saison. Sa compagne, Jeannette, la mère du propriétaire, passe également la saison au camping. Les filles de Luigi m'accompagnent à chaque parade du samedi en mascotte et travaillent bénévolement au camping afin d'assurer certaines animations auprès des enfants. Cette même entraide familiale se retrouve dans la gestion du *camping du Bois* en France. Si le fils de Laurent Dubois, Adrien, s'implique désormais à temps plein (et sans être rémunéré faute de bénéfices suffisants) depuis deux ans dans la gestion et l'organisation du camping, les autres enfants de Laurent Dubois ainsi que son épouse sont régulièrement présents les fins de semaine pour assurer le service lors des repas sous le chapiteau. Ses parents séjournent également durant la saison sur le terrain de camping. Le père de Laurent Dubois, André, a d'ailleurs participé aux travaux de rénovation des infrastructures suite à son rachat en 1995.

_ : *Et du coup vous vous êtes arrivés au camping il y a combien de temps à peu près ?*

André Dubois : Moi je suis venu, Laurent, il a repris ce camping et il était triste. C'était vraiment un triste camping et puis un beau jour il est venu l'année où j'étais en retraite. Il est venu à la maison et il a dit : « Papa, tu veux pas venir me donner un coup de main ? J'ai envie de tout foutre en l'air dans les sanitaires, couper le bâtiment et le relever de deux pas si tu pouvais venir me donner un coup de main » (*rires*).

_ : *Ça peut prendre un coup de main pour faire ce genre de truc*

André Dubois : Et puis pour finir on est venu ici combien de temps ? Un mois tous les 3-4 ans et toutes les matinées toute l'après-midi ça prenait. Parce que Laurent, il faisait équipe. Ça prenait un coup le matin et la semaine d'après c'était l'après-midi et il fallait donner un coup de main ici au camping

_ : *Parce que cette époque-là il continuait à travailler à côté ?*

André Dubois : Oui, il travaillait et on a relevé le bâtiment et tout l'intérieur des sanitaires a été refait. Tout ça, ça a été mis à neuf et puis après il y avait ... C'est pour ça que ça s'appelait le *camping du Bois*. Il y avait 100, 120 ... On en a coupé 120 ... Des peupliers et puis au bout d'un moment comme c'était la dernière il y en a un qui est mal tombée et après il n'a plus voulu faire. Il a attrapé peur et c'est une entreprise qui est venu finir il en restait encore une vingtaine et c'est une entreprise qui est venu finir

Parallèlement à l'implication de la famille élargie des propriétaires dans la gestion des deux campings en France et au Québec, la sociabilité des campeuses et campeurs eux-mêmes est très largement le produit de forts investissements au sein de l'univers familial. On a d'ailleurs déjà pu revenir sur les discours de justification présentant le camping comme un lieu de vacances « *familiales* ». Si l'intérêt de la discipline a pu se porter sur les « portraits de familles » dans ce qu'ils permettent comme fine comparaison sociologique, notamment au sein des fratries (Beaud 2018), le camping, étant donné l'inscription locale et familiale de ses réseaux de sociabilité et de

solidarité est également une opportunité de terrain particulièrement intéressante pour mener à bien une recherche attentive aux histoires et aux trajectoires familiales. De fait, de nombreux campeurs et campeuses sont en France comme au Québec entouré-e-s de leurs familles, parfois sur deux, voire trois générations, au sein même du terrain de camping sur différents terrains privés. Cette opportunité de terrain permet ainsi de retracer de manière extensive des histoires familiales et de situer au-delà de ce que les enquêté-e-s en disent en entrevue leur trajectoire sociale de manière plus fine.

Ainsi, à titre illustratif tant on pourrait multiplier les exemples, au *camping du Bois*, Roger Catteau, installé depuis bientôt trente-six ans de manière continue, a cédé son premier mobile-home à ses deux-filles et séjourne désormais sur un nouvel emplacement. De plus, je réalise par son entremise une entrevue avec sa plus jeune fille, Stéphanie Hachim. Christopher Biernat est arrivé au camping l'année précédant mon terrain de recherche sur les conseils de son grand-frère, aujourd'hui expulsé par les propriétaires suite à des querelles de voisinage, et de sa mère, toujours présente quant à elle. L'entrevue que m'accorde Jérémy Delercq et Nathalie Lannoy, les voisins de Christopher, est un préalable pour gagner la confiance du père de Nathalie, Claude, installé à une dizaine de mètre du mobile-home de sa fille. Au *camping des Palmiers*, Philippe séjourne au camping avec sa conjointe et ses enfants à quelques dizaines de mètres du mobile-home de sa mère et de son conjoint mais aussi de ses grands-parents installés sur le terrain au bord de la piscine, Hélène et Sylvain Brodeur. Fanny Chevrier, qui m'accorde une entrevue suite à notre partage du terrain privé sur lequel je me suis installé le temps de la saison estivale avec ma tente, se révèle être par la suite la fille de Claudie Chevrier, l'employée du camping chargée de l'accueil des visiteurs.

Ces réflexions quant au familialisme font parfois écho à la notion de capital d'autochtonie (Retière 2003 ; Renahy 2010). Dans la continuité des travaux de Michel Verret et suivant un legs critique à la structuration des classes sociales et des capitaux telle que développée par Bourdieu (1979), les travaux mobilisant le capital d'autochtonie le présentent comme une forme de capital social populaire, basé localement et « dont la valeur deviendrait obsolète à l'extérieur du marché franc » que constitue son ancrage local (Retière 2003). Un usage rigoureux de cette notion souligne ainsi que le capital d'autochtonie hiérarchise et différencie des populations selon leur intégration dans les réseaux de sociabilité populaires de références. De fait, si les travaux classiques en la

matière ont pu par exemple souligner la chasse comme une ressource d'autochtonie (Bozon et Chamboredon 1980), le camping peut également s'interpréter comme la capacité de ces groupes populaires d'avoir « prise sur leur espace de résidence à partir de leur implication dans les sociabilités » (Siblot et al. 2015). L'investissement dans les denses relations sociales que permet et encadre l'espace mi-clos du camping permet d'en retirer des gratifications à la fois symboliques et matérielles – notamment au travers des réseaux d'entraides et d'échanges entre campeurs et campeuses. Au contraire, la mise à l'écart, voire l'expulsion du camping, peut représenter un douloureux ostracisme et alimente les craintes et les ragots des établi-e-s.

Dans son mémoire sur les campings au Québec, Catherine Allen souligne ainsi la forte densité des interactions sociales au camping (Allen 2007), constat partagé par l'étude ethnographique menée dans des campings en Bretagne par Gilles Raveneau et Olivier Sirost (2001). A titre illustratif, un des répondants de Catherine Allen souligne sa crainte d'aller chercher du pain hors du camping avant les repas car traverser l'allée lui prendra parfois plus d'une heure du fait des nombreux arrêts à chacun des emplacements de ses voisins. J'ai également pu constater cette densité des relations interpersonnelles nouées entre campeurs et campeuses dans les multiples invitations que j'ai pu recevoir sur les terrains privés des résident-e-s au cours des deux saisons estivales mais aussi au travers de leurs remarques qu'ils ont pu m'en faire. Ainsi, au *camping du Bois*, Laurent, le propriétaire et son fils Adrien, se charrient ainsi mutuellement de faire leur « *petit tour* » lorsqu'ils sont invités à plusieurs reprises sur les emplacements des campeurs au milieu de leur journée de travail. Daniel Morel illustre quant à lui cette forte densité des relations sociales au camping au travers de ses pérégrinations avec son chien dans les allées :

Daniel Morel : Bah oui. C'est petit. Donc, tout le monde se connaît. Quand j'allais me promener avec mon chien, j'allais là-bas me promener. Je revenais deux heures après. Parce que les uns et les autres, on discutait d'un tas de trucs. »

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. 16 juillet 2016.

Tandis que je cherche sur l'heure du midi Adrien pour lui prendre les clefs des sanitaires afin de les nettoyer, je le retrouve en train de faire « *son tour* » du camping. Il passe sur les emplacements pour prévenir les campeurs de la soirée pétanque et barbecue du soir et prend un Ricard sur le patio de Dom' et de son mari. Celui-ci m'invite à les rejoindre.

« *Cette fois, on arrivera pas à l'heure. La dernière fois, on arrive à midi pile ... Personne. Mais c'est à cause de Martine (Il chuchote son nom)* ». Martine Thery avait lourdement insisté auprès d'eux sur le fait qu'il fallait arriver à l'heure là où l'usage veut que l'horaire ne soit qu'indicatif ... Le mari

de Dom' continue de commenter le « *tour* » du camping : « *La dernière fois, Laurent, il a pas fait 100 mètres qu'il s'est retrouvé chez Luc. Je lui ai fait le signe à Laurent* ». Adrien d'abonder également sur le fait que lui aussi ne peut pas faire 100 mètres sans s'arrêter prendre un coup sur beaucoup d'emplacements ce qui arrivera d'ailleurs puisqu'il mettra près d'une heure à faire son petit tour de camping au complet.

Je suis moi-même rappelé à l'ordre par certains enquêté-e-s si je manque de les saluer comme le fait Monique Caron, une campeuse au *camping du Bois*, une fin de semaine (« *C'est un bon jour Antoine aujourd'hui ? Parce que Samedi dernier, tu étais là et t'es pas venu me dire bonjour une seule fois* »). Au moment d'évoquer la « peur » de certains de ses participants d'être invités à discuter au détour d'un déplacement dans le camping, Catherine Allen se demande si ses enquêté-e-s n'exagèrent pas un peu l'ampleur des relations sociales au camping. Pourtant, la moindre implication dans les sociabilités au camping peut avoir des effets statutaires importants. À l'image de Stéphane Thery, employé dans une entreprise de nettoyage industriel, le fils de Martine Thery qui vient chaque année passer deux semaines au *camping du Bois* dans le mobile-home de sa mère avec ses enfants. Celui-ci m'explique qu'il « *n'apprécie pas l'ambiance camping* », notamment en raison des « *querelles de voisinages* ». Moindrement inséré dans les réseaux de sociabilité, il est par ailleurs fustigé par d'autres campeurs et par le propriétaire Laurent Dubois comme un « *beau-parleur* », voire « *un mytho* » (« *Tu mettras ça dans ta thèse que t'as galéré à te farcir un mytho* » commente Vanessa Tibot à son égard). La colère publique de Luc Rousseau sous le chapiteau à la suite du fait qu'il n'avait pas été prévenu du banquet de fin de saison s'accompagne de son lot de commentaires et de commérages entre campeurs la semaine suivante (« *T'étais pas là au dernier repas ? Luc, il s'est énervé parce qu'il avait pas été prévenu du repas ... C'était chaud* »).

Pour les campeurs et les campeuses les plus établi-e-s au sein du camping, que ce soit au *camping des Palmiers* du fait de l'implication dans les événements collectifs ou en raison de coup de main apporté au Club Social ou que ce soit au *camping du Bois*, l'inscription dans ces formes de sociabilité peut s'accompagner de la participation à un réseau d'échange et d'entraide plus ou moins informel. Dans une perspective un peu enchantée, c'est ce que me présente Sylvie Mercier également sous le même syntagme de la mentalité « *camping camping* ».

Sylvie Mercier : Tu vois quelqu'un qui arrive pas à monter sa tente, tu vas lui donner un coup de main. Si la personne, elle a pas pour aller faire ses courses, tu vas faire ses courses. Enfin, l'entraide. Normalement, c'est comme ça. Ici, je sais pas. Avec les voisins, on a pas encore ...

Son mari, Didier Mercier, qui a longtemps tenu un petit garage comme « travail à côté » (Weber 2009) de son emploi principal comme chef d'équipe pour une entreprise spécialisée dans le tirage de câble est régulièrement pris à partie au camping par d'autres campeurs pour qu'il jette un coup d'œil ou répare à moindre frais leurs véhicules. La mise en scène de sa propre inscription dans ces échanges de « *coups de main* » est aussi l'occasion pour Laurent Gabet de souligner, par exemple, sa proximité avec le propriétaire du camping.

Laurent Gabet : Thierry est là ?

_ : *Thierry. Bah je l'ai vu ce matin.*

Laurent Gabet : Il devait travailler pour moi aussi.

_ : *Pour changer un robinet ?*

Laurent Gabet : Un lavabo. Il travaille pour moi. Il travaille souvent pour moi. Et moi, je l'aide. Je lui donne un coup de main.

Au *camping des Palmiers*, je suis moi-même directement au cœur de ce réseau d'échange. Arrivé sans doute insuffisamment équipé, une fois reconnu comme le surveillant de baignade de la piscine, je me vois prêter tout un ensemble d'objets pour améliorer mon confort en tente : un réchaud électrique par la mère de Philippe, une guitare par Marianne. La mère du propriétaire, Jeannette, m'apporte des couvertures supplémentaires en kart de golf, puis une bâche à installer au-dessus de ma tente ; et après avoir vérifié que j'avais bien installé la bâche comme recommandé, deux bâches supplémentaires dont je ne trouverai pas d'utilité malgré mes efforts ...

Le camping, en France comme au Québec, s'apparente donc à un entre soi populaire choisi. Les formes de solidarité et le réseau d'échange et de coups de mains qu'on y observe sont ainsi à comprendre comme autant de marques de reconnaissance d'appartenance un même groupe social. Ceci explique notamment les forts enjeux autour de la respectabilité individuelle des campeurs et campeuses, perpétuellement (ré)évaluée par le groupe, objet de commérages et de ragots et finalement garantie par la figure omnipotente en la matière du propriétaire, capable d'exclure les saisonniers trop bruyants. De plus, cette densité des relations sociales y est encore accentuée par l'entremêlement d'espaces publics et privés au camping.

2. *Une juxtaposition de scènes d'observations publiques et privées.*

Le camping comme lieu semi-public présente ainsi une alternance de scènes collectives et publiques mais aussi intimes et privées au sein d'un même espace. On a pu revenir sur les événements de sociabilité festive organisés. Cependant, le terrain de camping est également la

somme des terrains au camping qui sont autant d'emplacements familiaux, autant de scènes privées, sur lesquelles d'autres formes d'interactions sociales de discours et de pratiques peuvent être recueillies au sein de l'espace familial ou amical plus proche. Au Québec, ces scènes privées sont matérialisées par le « *rond de feu* » installé sur chaque terrain. C'est autour des « *ronds de feu* » que se déroulent plus librement encore tout un ensemble de pratiques (la drague) et de discours (parfois politiques, souvent sur des sujets jugés sensibles ou difficiles à aborder publiquement) réservées à son réseau amical et familial le plus proche. Le « *rond de feu* » est le lieu de l'élection de sa sociabilité, des confidences et de l'expression de goûts et d'opinions plus personnels.

Au *camping du Bois*, c'est le patio installé devant chaque mobile-home qui remplit cette fonction d'espace de sociabilité privé. Il rend possible d'inviter à prendre un apéritif sur son terrain sans nécessairement recevoir dans l'intimité de son intérieur. Il est là-aussi le lieu où les conversations politiques les plus sensibles sont menées, comme lorsque Christopher Biernat, ancien ouvrier dans le bâtiment de 29 ans et actuellement agent de maintenance contractuel dans un collège, évoque auprès de nous sur la terrasse de Danny Ferrand sa crainte d'une troisième guerre mondiale ou d'une guerre civile en France.

Extraits de carnet de terrain.

Camping des Palmiers, le 4 juillet 2015.

La fête se termine vers 23h30. Les lumières des néons s'allument dans la salle des fêtes. Le groupe de musique a cessé de jouer. Un rassemblement de fumeurs se forment devant l'entrée. Kim, la fille de Lyse puis Marianne discutent devant l'entrée de la salle. Marianne, une campeuse avec laquelle je sympathise plus particulièrement, la quarantaine, qui au moment de l'enquête travaille comme décoratrice d'intérieur à son compte à Québec, me propose de les rejoindre autour d'un feu qu'elles vont partir derrière leur roulotte. Nous marchons ensemble dans une des allées du camping, éclairée par les ronds de feu qui à intervalles réguliers, accueillent des campeurs prolongeant la soirée. Sur le chemin, Bob et Lyse se tiennent par la main. « *Maman, j'espère que cette fois, tu vas pas mettre les break* » lui dit Kim. « *Tu devrais remercier sa fille* » dit Marianne à Bob. Le feu sur le terrain de Marianne est déjà allumé. Philippe, son mari, un mécanicien actuellement au chômage, se tient davantage en retrait. Il vient baisser la musique pour ne pas attirer l'attention de la gardienne qui patrouille dans les allées. Alors que Lyse part chercher un chandail dans sa roulotte, Bob en profite pour mettre de l'avant auprès de Marianne toutes ses bonnes intentions envers elle.

Camping des Palmiers, le 10 juillet 2015.

Devant la salle des fêtes, après le bingo du vendredi, les joueurs et les joueuses rentrent sur leur campement. Alors que je suis sorti fumer une cigarette à l'entrée de la salle des loisirs, Marianne me propose de rejoindre un groupe de campeurs pour le feu. On y écoute du Bernard Adamus, puis du Coco, un chansonnier que Marianne connaît de Québec. Elle passe beaucoup de CD, Cat Stevens, Léonard

Cohen (« *C'est mon artiste préféré. Celle-là, c'est ma chanson préférée* »). Philippe me prête un CD des Black Tabous (Il chante avec Nick et Dom, ses deux adolescents, certaines punchlines particulièrement « vulgaires »). Philippe me propose de m'emmener « *quand il aura le permis* » (bien que je l'ai vu conduire cette semaine) dans sa Mustang dont Marianne me montre une photo, ainsi que celle d'un ski-doo. Tandis que j'évoque le fait que je rentre à Montréal prochainement pour quelques jours et que je pourrai leur amener le CD de Bashung dont je leur ai parlé la semaine passée, Marianne me rappelle d'emporter ma guitare. « *Tu joues bien ? Je cherche un prof* ». On convient du fait que je lui montrerai quelques accords. Marianne me demande où travaille « *ma blonde* ». Je lui explique qu'elle travaille dans les Laurentides et qu'elle organise la campagne d'un député qui se présente aux élections fédérales. " *Donc, elle est dans la politique* ", commente Marianne sans plus de réactions. Je préfère ne pas trop mobiliser cet élément qui a jeté un froid. Le silence au coin du feu en écoutant des chansons.

Marianne évoque par la suite le fait qu'une « *dame sur le BS* » a laissé sa fille en maillot de bain au bingo. Cela la choque car la nuit était en train de tomber et il faisait froid : « *Tu peux pas rhabiller ta fille ?* ». Je lui demande de préciser par rapport au B.S. « *Tu connais pas ? c'est le bien-être social*²⁸ ». Elle m'explique qu'elle ne sait pas si cette personne vit sur l'aide sociale mais qu'elle en avait le look : « *grosse* », les cheveux rasés poivre et sel. Elle m'explique que ces comportements là l'enrage : « *Parce que c'est nous qui payons pour eux autres* ». Je souligne qu'enrager, c'est un verbe fort. Elle précise. « *Ça me fâche* ». Venir au camping et payer la saison, pour eux, « *c'est un luxe* ». Et Marianne s'insurge du fait qu'elle ne trouve pas ça normal que des gens qui ne travaillent pas puissent se le payer aussi. Selon elle, beaucoup travaillent mais au noir et vivent à la fois du BS et de leurs revenus non déclarés. D'autres font beaucoup d'enfants pour toucher un maximum d'allocations familiales mais ne s'en occupent pas. Patrick souligne qu'il a un ami à Montréal qui a 13 enfants et qu'il touche près de 6000 dollars pour s'en occuper (« *Il faut les nourrir avec ça, c'est vrai* »). Quoi qu'il en soit, tous pourraient travailler. « *Des noirs, des chinois, quand ils arrivent ici, ils font des métiers plates mais ils trouvent du travail* ». Les gens sur le BS, je comprends dès lors les québécois blancs sur le BS « *veulent des grosses jobs alors qu'ils ont pas de diplômes* ». Ce sont des « *lâches* ». Philippe insiste sur le fait que la police aurait même arrêté des gens sur le BS qui partaient en vacances à l'aéroport. Marianne, quant à elle, connaissait à Québec un couple proche de chez eux qui avaient de nombreux enfants dont ils ne s'occupaient pas. Ils s'achetaient par contre beaucoup de caisses de bière. Un des enfants était allé frapper chez la voisine car il avait faim. Tout le monde autour du rond de feu désapprouve. « *C'est pour ça que la politique, ça ne m'intéresse pas ...* » conclut finalement Marianne.

Dans ce dernier extrait de carnet de terrain, la révélation de l'emploi de ma compagne, à l'époque très directement encastré dans la scène politique fédérale canadienne, jette un froid puis finalement ouvre une conversation assez longue avec Marianne et Philippe sur leur rejet de la politique, entendue assez largement comme le rejet notamment des assistés sociaux et des politiques sociales dont ils bénéficient. Si cette conversation sur le rejet de « *la politique* » se base initialement sur la mobilisation d'une expérience sociale très quotidienne (Gaxie 2002) au camping – la négligence supposée d'une mère de famille - elle me semble particulièrement révélatrice de plusieurs éléments pertinents quant aux possibilités ouvertes par la juxtaposition de scènes multiples. Il nous a été possible ce soir-là à la fois d'observer la scène publique du bingo (la mise

²⁸ Le « bien-être social » est une expression familière employée pour désigner les programmes d'aides sociales au Québec. Abrégé sous la forme « B.S. », cette expression peut également désigner de manière dépréciative les bénéficiaires de l'aide sociale, « les B.S. ».

en scène d'une appartenance à un même collectif occupé à une même activité propre à une « exigence d'égalité ») mais également de recueillir les « discours cachés » que certains campeurs portent sur cette scène (et le rejet de certains des membres du groupe jugés « lâches » ou accusés d'être « assistés »). Ces mêmes discours cachés et ce contexte particulier d'observation sont aussi l'opportunité de saisir l'ampleur du ressentiment de Marianne et de Philippe envers « *la politique* », sujet qu'ils préfèrent habituellement ne pas aborder et quand bien même ceux-ci éviteront par ailleurs soigneusement toutes mes relances au cours de la saison pour mener à bien une entrevue sur le sujet. Je développe ces différents enjeux dans les prochains chapitres.

Ces sociabilités sur les terrains privés des campeurs et des campeuses s'organisent de manière informelle mais n'en sont pas moins centrales au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers*. Au Québec, c'est notamment suite à mon insertion dans le « *rond de feu* » de Marianne, au début de la saison, que je sympathise avec une part non négligeable des campeurs « *du haut* », dont certains accepteront par la suite de m'accorder des entrevues. En France, ces espaces sont également des lieux où sont commentés en mon absence mon « *étude* » et par lesquels je suis progressivement recommandé de campeurs en campeurs.

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. 30 juillet 2016.

Jérémy a accepté de m'accorder un entretien. Il est le conjoint depuis peu de Nathalie, la quarantaine, qui est là depuis sur enfance sur le terrain de camping. Adrien m'en parle comme de quelqu'un qu'il ne connaît pas beaucoup. « *Mais attention à ne pas demander qu'aux gars. Parce que ça va se savoir* ». Je lui fais remarquer que Daniel m'avait posé des questions sur mes entrevues comme s'il en avait entendu parler. « *Bah les deux premiers jours où tu as commencé les entrevues, tout le monde était au courant* ».

Ainsi, Daniel Morel, sa femme, Monique Caron et le couple formé par Laurent Gabet et Martine They se retrouvent tous les vendredi-soirs pour prendre l'apéritif. Je réalise au cours de l'été des entrevues avec l'ensemble des participant-e-s à ce rendez-vous hebdomadaire qui se tient depuis plus de dix ans. L'entrevue avec Laurent Gabet et Martine They prend fin en raison de l'arrivée imminente de Monique, de Daniel et de sa femme pour « *l'apéro* ». L'entrevue avec Monique Caron est interrompue quelques minutes par l'arrivée impromptue de Daniel Morel et de sa femme qui viennent prévenir de leur arrivée au camping. Je suis par ailleurs recommandé par Monique Caron auprès de Daniel Morel et d'un autre campeur, Roger Claes. Elle a par ailleurs

commenté son expérience d'entrevue, notamment auprès de Daniel, en lui donnant quelques astuces afin d'« y revendiquer un moi acceptable » (Goffman 1973), ou a minima de le maintenir. Daniel me le confie, malicieusement, à la fin de l'entretien qu'il m'accorde en revenant sur l'expression : « *c'est pas logique* » que Monique Caron comme lui ont pu employer régulièrement au cours de nos échanges et sur laquelle j'avais relancé Monique précédemment afin de mieux en comprendre le sens.

Daniel Morel : Non, je pense que ce que j'ai dit, c'est ce que je ressens. Et bon, non, je changerais pas d'avis. Ce qui est bien est bien. Ce qui est mauvais est mauvais. C'est tout. C'est pas ... C'est ... Faut pas dire que c'est « logique ».

_ : *Pourquoi faut pas dire que c'est logique ?*

Daniel Morel : Parce que Nicole m'a dit : « J'ai dit plusieurs fois c'est logique ». Il m'a dit : « Pourquoi vous dites toujours c'est logique » (*rires*).

_ : *Ah oui, elle m'a dit aussi ...*

Daniel Morel : C'est pour ça. Je le dis exprès.

La sociabilité informelle, tenue au sein des terrains privés entre réseaux familiaux et amicaux plus resserrés de campeurs, est la partie immergée de l'iceberg social présenté initialement que représente le camping comme espace collectif de villégiature et de loisir. Comme on le verra par la suite, c'est parfois au prix ou au détour de la comparaison entre observations publiques et privées qu'il est possible de donner du sens à certains discours politiques ou tenus sur « la politique ».

Conclusion

Ce panorama des deux campings étudiés souligne qu'en France comme au Québec, avec des réussites variables, ces deux campings sont d'abord des entreprises familiales, une tentative réussie au Québec, ou contrariée en France, d'ascension sociale pour des ouvriers devenus patrons et propriétaires en reconversion professionnelle. Sur ces terrains se côtoient en France comme au Québec des campeurs aux caractéristiques sociales qu'on pourrait rapprocher de la définition de « populaires » mais également diverses. On a pu justifier également des ancrages populaires qu'on peut retracer en France comme au Québec au sein des deux terrains de recherche observés. La mobilisation d'un corpus académique – à la croisée de la science politique et de la sociologie politique - principalement élaboré dans le champ académique français, nous a permis de mieux comprendre les pratiques et les discours de deux groupes sociaux en France et au Québec qu'on aurait beau jeu de réduire à la « classe moyenne » en congés ou au « monde ordinaire ». De plus,

là où d'autres terrains d'observations des classes populaires ont pu se caractériser par une dimension très genrée – on peut penser par exemple à des observations au terrain de football (Renahy 2005), par le prisme initial de l'école auprès de jeunes garçons (Willis 2011 [1977]) ou de femmes (Skeggs 2015) ou encore à l'entrée par une profession : les pompiers par exemple (Pudal 2011) ou encore les aides à domicile (Avril 2014) – le terrain de camping offre la possibilité de rencontrer tant des hommes que des femmes ainsi qu'une relative diversité générationnelle et professionnelle. Il se caractérise surtout par des petites différences de statut social au sein de ces mondes populaires, lié aux offres commerciales et aux évolutions historiques des différents campings étudiés. Ces deux campings sont toutefois très homogènes au regard du très faible nombre de campeurs ou de campeuses racisées.

De plus, par la densité des relations interpersonnelles qu'y s'y nouent et du fait de la juxtaposition de scènes à la fois publiques, semi-publiques et privées, le terrain de camping apparaît bien davantage qu'un simple espace propice à la réalisation d'une campagne d'entrevues mais bien davantage comme un rare lieu privilégié d'observations ethnographiques en milieu populaire. On pourrait d'ailleurs défendre que ce dispositif d'enquête, au-delà du seul intérêt de recherche pour le camping, puisse se prêter à d'autres enquêtes sur d'autres objets de recherches (sociologie des rapports de genre, de la famille, du hors-travail) notamment quant à l'étude de ces milieux sociaux populaires, et ce en France comme au Québec.

Ce chapitre méthodologique, s'il justifie la pertinence de la notion de classes populaires au Québec et l'intérêt du terrain de camping comme terrain de recherche, pose également des jalons précieux pour comprendre les rapports au politique des enquêté-e-s rencontré-e-s. Dans ces deux campings, ceux-ci partagent majoritairement un même ethos populaire marqué par des formes de valorisation du travail – pour certains du travail manuel – comme moyen de faire la démonstration de sa valeur morale (Lamont 2002). Les pratiques de loisir au camping sont également l'illustration d'une exigence de stricte égalité entre les pairs, parfois également associée à un ethos de classe en milieu ouvrier (Weber 2009). Dans les prochains chapitres, notamment le chapitre 5, je chercherai à montrer comment ces dimensions morales, ancrées socialement, permettent de mieux comprendre leurs rapports au politique, et notamment à l'État social.

Chapitre 3. La politique comme « espace imposé ». Écueils et défis interprétatifs de l'étude des rapports à la politique des classes populaires.

Introduction

Que comprendre des données de sondage présentant en France le Rassemblement National comme le parti récoltant le plus de votes parmi les ouvriers aux dernières élections européennes de mai 2019 (Ipsos 2019) ? Doit-on en conclure que « l'audience électorale et l'influence idéologique frontistes sont aujourd'hui du même ordre que celles qui firent la puissance du Parti communiste des années 1950 à la fin des années 1970 dans le monde ouvrier » (Fourquet 2017, 4) ? Que retenir des succès électoraux du parti de la Coalition Avenir Québec au Québec lors de la dernière élection provinciale en octobre 2018 ? Doit-on y voir la réussite de ce parti « à se brancher solidement sur le Québec moyen, ce qui a assuré sa victoire éclatante » (Rivest 2018) ?

En France, et de manière plus marquée encore au Québec, les études des comportements électoraux scrutent principalement les rapports au politique à travers la loupe de l'isoloir. En témoignent, au Québec, les titres des ouvrages de référence : *Le comportement électoral des québécois* (Bélanger et Nadeau 2009), ou encore *Les québécois face aux urnes* (Bastien, Bélanger et Gélinau 2014). De nombreuses analyses médiatiques, politiques et pour partie issues du monde académique s'inscrivent dans l'apparente évidence de sens commun voulant que le vote soit l'expression/traduction *d'opinions politiques*. Dès ses premiers soubresauts, la « science du vote » a considéré ces données électorales comme « un moyen de recensement des opinions » (Dupoirier 2001, 939). Les travaux fondateurs en la matière d'André Siegfried (1913) ont participé activement à l'institutionnalisation du clivage politique gauche-droite dans le but de les interpréter (Crapez 1998). Des théories économiques de la démocratie²⁹, aux représentations idéalisées de la démocratie représentative³⁰ le vote est largement considéré par les professionnels de la politique comme une information de premier choix pour interpréter les opinions des citoyens. Ce travail interprétatif s'appuie principalement sur les critères d'appréciation légitimes du champ politique lui-même. Cette prémisse libérale et individualiste du vote comme « l'acte d'exprimer son opinion » est d'ailleurs parfois présentée comme un obstacle à la connaissance des conditions

²⁹ Popularisées par les travaux d'Anthony Downs (1957), celles-ci filent la métaphore du marché et présentent le vote principalement comme la rencontre entre une offre et une demande électorale.

³⁰ Et de citoyens éclairés participant à la vie publique avec discernement par leurs choix électoraux (Lecomte 2003).

sociales de la formation et de la (non)-expression des opinions politiques (Bourdieu, 2001). L'intérêt académique pour les explications de vote, produit de la demande politique, se confronte ainsi régulièrement au constat de taux toujours plus élevés d'abstention ou encore sur l'aporie d'un fonctionnement démocratique reposant sur des comportements électoraux de citoyens majoritairement peu compétents politiquement (Blondiaux 2007).

À titre d'illustration, le modèle multi-niveau que proposent Richard Nadeau et Éric Bélanger pour expliquer le comportement électoral des québécois mobilise centralement le concept de clientèle partisane. Il conduit à établir des profils d'électeurs et d'électrices et à les distribuer selon des enjeux de long et de court termes. Ainsi, à suivre les analyses d'Éric Bélanger et de Richard Nadeau, « les électeurs du PLQ logent surtout à droite et se démarquent par leur adhésion massive au fédéralisme. Les partisans de la CAQ se situent aussi majoritairement à droite, mais sont beaucoup plus partagés sur la question nationale » (Bélanger et Nadeau 2014, 197). En France, si les difficultés d'interprétations des votes pour le FN puis pour le Rassemblement National ont été largement débattues ces dernières décennies (Gougou 2015), certaines analyses récentes affirment que « la classe ouvrière ou ce qu'il en reste, a massivement quitté la gauche pour désertier la scène électorale ou se rallier aux droites et particulièrement au Front national » (Perrineau 2017, 142) ou encore que « le programme du Front national (...) [met] en œuvre un ensemble de mesures qui " parlent " aux ouvriers et aux employés » (Perrineau 2017, 145).

Au-delà des difficultés déjà exposées d'objectivation statistique d'un groupe électoral, notamment à propos du vote Front National particulièrement volatile (Lehingue 2011), à quelles conditions peut-on affirmer qu'un vote serait la démonstration d'un lien direct entre un parti et des électeurs, auxquels le programme de ce dernier parlerait ? La thèse de l'ouvrage séminal *Le cens caché* (Gaxie 1978) soulignait l'exclusion des groupes sociaux les plus dominés du jeu électoral mais soulevait également la question du sens social prêté au vote : « Les votes subissent ainsi une sorte de transmutation du fait des appropriations dont ils sont l'objet. Les électeurs du Parti socialiste deviennent – nuance importante – des électeurs socialistes » (Gaxie 1978, 10).

De plus, si l'interprétation sociologique à accorder aux résultats électoraux n'est pas transparente, à rebours des attentes du champ politique et médiatique, la question de la possible « droitisation » des votes des classes populaires achoppe, entre autres choses, sur le fait que bon nombre d'entre eux ne participent pas au scrutin, que ce soit par abstention, par « mal-inscription »

sur les listes électorales (Braconnier et Dormagen 2007) ou car n'ayant pas le droit de vote. Le constat de classes populaires ayant basculé à droite est tout autant le produit de techniques sondagières que le résultat d'une appropriation de ces votes par le personnel politique, les commentateurs et les analystes du champ politique et parfois du champ académique. Par cette opération, la présidente du parti du Rassemblement National peut par exemple se présenter durant la campagne présidentielle de 2017 comme la candidate « des ouvriers et des travailleurs » ; et de manière plus subreptice et trompeuse encore, un vote Rassemblement National est interprété comme un ralliement à ce parti et à son programme.

Or, comme je le montrerai ensuite, l'une des premières difficultés de mon travail d'enquête fut bien au contraire le décalage entre mes premières grilles d'entretiens d'observations ethnographiques – construites pour partie en m'inspirant de débats dans le champ politique – et les discours sur la politique que je pouvais recueillir auprès de la majorité des enquêté-e-s que je rencontrais. En effet, pour la plupart d'entre eux, la production de discours sur la politique et la justification de leurs opinions politiques ne se fondaient pas principalement sur les thématiques débattues par les professionnels du champ politique et, dès lors, ne se comprenaient que faiblement en mobilisant les grands clivages et schèmes de compréhension du politique employée par les analyses médiatiques ou par certains pans de la littérature scientifique.

Depuis les travaux sur la compétence politique de Philipp Converse (2006 [1964]), de nombreuses analyses pointent le fait que la très grande majorité des électeurs se positionnent électoralement avec une information et une compréhension des enjeux très limitées. Tout un pan de la littérature s'est ainsi attaché à étudier ce décalage entre la représentation idéale d'un citoyen averti et informé, et des rapports plus ordinaires à la politique, marqués par des formes de distance, des constats d'incompétence (Delli Carpini et Keeter 1997), d'évitement (Eliasoph 2010 [1998]), voire de rapport oblique³¹. Ces éléments liminaires invitent donc à interroger les représentations libérales les plus apparemment évidentes entourant le moment électoral (Bourdieu 2001) et à « rompre avec la convention de sens commun qui voudrait que le vote exprime le “ choix ” d'un

³¹ Inspirée de la notion d'« attention oblique » chez Richard Hoggart à propos des pratiques de consommation culturelle des classes populaires au Royaume-Uni (Hoggart 1970, 296), la notion fait écho à une forme de nonchalance, au fait de ne prêter une attention « que d'un œil » au jeu politique, voire à des formes de cynisme lorsqu'il s'agit d'y réagir. Ce mélange de distance et de défiance se retrouve dans les rapports à la politique de bon nombre des campeurs et campeuses rencontré-e-s dans les deux campings étudiés.

programme et de représentants politiques et que, de ce fait, les électeurs pensent ce que pensent leurs représentants qui, eux-mêmes, expriment leur point de vue » (Mauger et Pelletier 2017, 11).

Forts du constat largement étayé à travers le temps que la majorité des individus ne se positionne pas politiquement sur des bases idéologiques (Kuklinski et Peyton 2007 ; Eribon 2009), notre approche s'inscrit dans un programme de recherche - mobilisant des méthodes davantage qualitatives (Cramer 2016) ou ethnographiques (Parent 2015) - qui ambitionnent de jeter un regard complémentaire sur les rapports au politique moins centré sur ses seules acceptions électorales (Weisbein 2017). Étude de la « politique informelle » (Le Gall et al. 2012), des « rapports profanes au politique » (Buton et al. 2016), ces travaux s'efforcent de se tenir à distance du biais légitimiste, voulant que les catégories d'analyse dominantes mobilisées routinièrement par les professionnels de la politique soient nécessairement les plus opérantes pour éclairer les relations ordinaires qu'entretiennent bon nombre d'électeurs et d'électrices avec la politique.

La sociologie des rapports ordinaires au politique souligne la focalisation trop exclusive des analyses du comportement électoral sur le vote et insiste sur le fait que le rôle social du citoyen-électeur n'est qu'un rôle fugace et parfois difficile à saisir. Comme le soulignait Olivier Schwartz à propos de son étude sur le monde privé des ouvriers, « l'ouvrier citoyen ne s'est guère dévoilé, et ses formes de détermination restent pour nous une boîte noire » (Schwartz 1991, 85). Toutefois, elle ne se désintéresse pas, ni des rapports au vote, ni des rapports à la politique (Buton et al. 2016). En effet, étudier des rapports ordinaires à la politique, c'est-à-dire les rapports majoritaires des « profanes³² », socialement construits comme les moins informés et saisis dans des contextes qui apparaissent comme les plus quotidiens et les moins associés aux logiques et aux temporalités de la compétition politique (ici des lieux de villégiatures et de loisir) révèle aussi en négatif – dans l'attention pour « ce qui va de soi pour l'acteur social » – tout ce qui ne va pas de soi dans la détermination du vote et dans les rapports à la politique institutionnelle.

Si les données que j'ai pu recueillir lors de mes deux séjours sur des terrains de camping en France et au Québec rejoignent classiquement le constat de discours peu politisés sur le vote, marqués par des formes de remise de soi, d'indifférentisme et d'auto-exclusion, elles n'en sont pas

³² La notion de « profane » en science politique est parfois opposée au « savant ». Son histoire intellectuelle la renvoie à une analyse du religieux (sacré/profane), notamment chez Émile Durkheim (2014 [1912]). Les profanes sont étymologiquement celles et ceux restés devant le temple. Toutefois, l'usage de la notion de « profane » peut prêter à confusion (Blondiaux 2008). Loin de constituer un groupe social de profanes bien trop disparates, elle renvoie ici à un rôle social de subordination dans le travail de division politique.

moins riches quant aux critères d'appréciation profanes de la politique en milieu populaire, notamment des élites politiques. Ces éléments soulignent ici tout l'intérêt d'une démarche d'ethnographie du politique (Benzecry et Baiocchi 2017). Ne pas se limiter à une définition légitimiste de la politique et ouvrir la porte aux frontières poreuses et aux sens sociaux multiples que les enquêté-e-s accordent au politique, entendu dans un sens plus large, permet d'éclairer autrement les relations qu'ils et elles entretiennent au champ politique.

Dans un premier temps, je propose ici une analyse comparée des rapports ordinaires à la politique partisane et au vote dans ce qu'ils peuvent recéler pour les agent-e-s eux-mêmes d'indétermination, de flou ou de dissimulation – et pour le chercheur de risques de mésinterprétations ou d'incompréhension. Loin d'être une information transparente et chargée, comme d'évidence, d'un sens univoque, l'acte de voter y apparaît ainsi comme une opération généralement faiblement investie par les agent-e-s sociaux, parfois oubliée, et dès lors illisible pour le chercheur s'il s'appuie sur les opérations de division et de classements présumées rendre compte de ces comportements. Les discours *ex-post* sur le vote n'en sont pas moins riches de sens politiques à la condition de les saisir en faisant un pas de côté.



Figure 10. Devant l'entrée du *camping du Bois*, à l'ombre d'un transformateur électrique, un graffiti politique « Nique le FN !! ».

I. Des discours équivoques ?

Les discours sur la politique et sur le vote, notamment parmi les groupes sociaux les plus éloignés de la compétition politique, ne peuvent s'interpréter qu'à condition de les réinscrire dans les logiques sociales ayant prévalu à leur production, souvent très éloignées de celles mobilisées au sein du champ politique. J'illustre ici ce point à propos des appréhensions ordinaires des scènes partisans et plus spécifiquement encore en analysant leur compréhension et leur usage d'une opposition politique centrale à la question de recherche : le clivage gauche-droite.

A. *Opiner à l'ombre du champ partisan*

Les opinions politiques que j'ai pu récolter sur mes deux terrains de recherche étaient bien souvent assez éloignées des enjeux débattus sur les scènes partisans et parfois faiblement compréhensibles à l'aune des critères de classement et de division socialement construits comme légitimes pour étudier la politique. Cependant, le relatif éloignement ou la méconnaissance du champ politique ne signifient pas que les campeurs et campeuses que j'ai rencontrées se construisent et se positionnent politiquement de manière totalement hétéronome par rapport au champ politique. Pour qualifier cette attention oblique des classes populaires à l'égard du politique, on peut citer Jean-Claude Passeron, et sa préface de l'ouvrage classique de Richard Hoggart :

« La structure même de la logique dont usent les classes populaires, tout particulièrement lorsqu'elles doivent entrer en relation avec des réalités qui n'appartiennent pas à leur environnement quotidien, logique qui les rend capables d'user alternativement et selon les besoins du moment de schèmes fortement incompatibles, leur permet d'adopter à l'égard des affirmations [du champ politique] une attitude d'adhésion à éclipses, fort comparable à celle qui les fait adhérer sans en être jamais dupes complètement, aux croyances superstitieuses de type traditionnel. » (1991, 23)

Les formes « d'adhésion à éclipses » ou encore d'« attention oblique » des classes populaires au jeu politique signifie qu'elles sont tout à la fois distantes mais pas imperméables à ce qui s'y trame. De fait, la plupart de mes enquêté-e-s, tout en étant apparemment désinformés, ou ne réagissant que faiblement à bon nombre des thématiques politiques proposées par ma grille d'entretien, sont souvent bien au courant d'éléments de débat public ayant davantage percolé car faisant plus directement écho à leurs expériences personnelles ou à leur situation sociale et professionnelle. Ces perméabilités aux discours publics sont par ailleurs variables parmi les

enquête-e-s rencontré-e-s. Voilà pourquoi je cherche en premier lieu à illustrer les degrés d’ancrages des discours politiques des enquête-e-s rencontré-e-s aux enjeux de la politique institutionnelle – majoritairement faibles bien que divers. Cette analyse permet également de porter un regard attentif aux différentes formes de lectures et d’outils profanes mobilisés par mes enquête-e-s pour comprendre le jeu politique institutionnel.

Si ma stratégie d’entretien initiale visait à faire réagir les enquête-e-s de mes deux terrains de recherche à propos de sujets d’actualité largement débattus dans les deux espaces nationaux étudiés, j’ai rapidement dû réorienter mon approche et enrichir mes grilles par des reformulations plus ouvertes tenant compte de mes observations, ou en étant attentif à la dimension proprement politique de discours tenus en marge de ma grille d’entretien. Cette première difficulté rencontrée est d’ailleurs relevée par d’autres enquêtes qui mettent par exemple de l’avant que :

« Le thème la politique – abordé dans le guide d’entretien sous l’angle des pratiques électorales, des engagements politiques et des positionnements dans l’espace social qui y sont associés – n’est pas toujours développé dans les monographies, mais affleure quand les enquête-e-s parlent du travail, de leurs stratégies scolaires ou de la répartition du travail domestique ». (Misset et Siblot 2019, 6)

A titre d’exemple, au Québec, le projet de « charte des valeurs québécoises » notamment défendu lors de l’élection provinciale de 2014 par le Parti québécois avait été longuement débattu dans l’arène politique et médiatique l’année précédant mon terrain de recherche. Comprenant notamment le projet d’interdire le port de signes religieux chez les fonctionnaires, il me semblait être une excellente porte d’entrée pour évoquer à la fois les thématiques autour de la laïcité et du multiculturalisme³³ au Québec. Or, la grande majorité de mes enquête-e-s ne se souvenaient pas en avoir jamais entendu parler. Janie Viau, 31 ans au moment de l’enquête, employée dans une chaîne de restauration rapide en banlieue de Québec, ne trouve ainsi matière à discuter de politique ni dans ma question, ni dans ma relance portant sur les débats à propos des « accommodements raisonnables³⁴ ».

³³ Le multiculturalisme fait ici référence à un ensemble de principes et de politiques publiques de gestion et d’encadrement de la diversité culturelle au Canada, comme par exemple la reconnaissance du bilinguisme (anglais-français) au Canada, des droits des autochtones mais aussi de droits propres aux minorités culturelles. Notamment développée par le gouvernement libéral de Pierre Elliot Trudeau au cours des années 1970-1980, le multiculturalisme est inscrit dans la Charte Canadienne des droits et libertés. Sa traduction académique peut se lire par exemple dans les travaux du philosophe Will Kymlicka (2017).

³⁴ Le terme au Québec fait notamment référence à la mise en place en 2007 d’une commission de consultation dirigée par le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor portant sur les « accommodements raisonnables » pouvant être accordés aux minorités religieuses et culturelles au Québec. Cette *Commission de consultation sur les*

Janie Viau : Non, ça, j'ai pas vraiment suivi ça. Ça m'intéresse pas vraiment non plus. C'est pas que ça m'intéresse pas. J'en ai pas trop entendu parler.

_ : *C'était un peu dans la lignée des accommodements raisonnables. Je sais pas si ça, t'en avais plus entendu ?*

Janie Viau : Non, ça non plus. Quand ils parlent de ça aux nouvelles, je change de poste (*rires*). Je change de poste ! Ça m'intéresse pas.

_ : *C'est même que ça te désintéresse vraiment.*

Janie Viau : Oui, ça m'intéresse pas pantoute (*rires*).

De la même façon, Paul Berthiaume, la cinquantaine, dessinateur industriel dans une entreprise proche du *camping des Palmiers*, s'il en a entendu « *un peu* » parler, ne se considère pas suffisamment au courant pour l'évoquer en entrevue : « *Ouais. Je l'ai entendu un peu. Mais pas trop trop. Je suis pas trop trop au courant de ça. Ça me touchait pas* ». On retrouve ici sans surprise de faibles sentiments d'auto-habilitation à parler de politique (Claude Lannoy, 76 ans, menuisier à la retraite au *camping du Bois* : « *Je ne m'occupe plus de rien, moi. Je sais pas... Je peux pas mettre mon nez là-dedans.* »), voire de rejet en bloc (« *Quand ils parlent de ça aux nouvelles, je change de poste* »). Cependant, ce manque (d'informations sur les luttes et enjeux du champ politique, de goût à parler de la politique en situation d'entrevue) peut difficilement s'interpréter comme une simple forme d'apathie, de désintérêt ou la seule manifestation d'une incompétence. En effet, ces enquêté-e-s se montrent bien plus volubiles, intéressé-e-s, affecté-e-s lorsqu'ils discutent avec moi d'enjeux tout autant politiques mais plus proches de leurs expériences personnelles (comme à propos de leurs trajectoires professionnelles, du maire de leur commune, du chômage et de son indemnisation, ou encore du port de signes considérés comme religieux).

Ainsi, Claudie Chevrier, la cinquantaine, travaille à l'accueil du *camping des Palmiers*. L'entrevue qu'elle m'accorde se déroule à la « *gate* », un soir moins occupé de la semaine. Au moment de l'enquête, elle reprend une activité professionnelle après un long congé maladie et après s'être occupée plusieurs années de ses enfants. Plus jeune, elle a également multiplié les emplois

pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, aussi appelée Commission « Bouchard-Taylor », cherchait à répondre à un ensemble de débats publics autour du pluralisme religieux au Québec. La mise en place d'un « code de conduite » en janvier 2007 par la municipalité d'Hérouxville, un village rural de la Mauricie, qui rappelait pêle-mêle l'interdiction de l'excision ou de la lapidation des femmes, avait notamment fait l'objet d'une importante controverse publique. Cette commission a rendu un rapport au cours de l'année 2008, qui préconisait entre autres l'autorisation du port des signes religieux par les agents de l'État, à l'exception de certaines positions d'autorité (magistrats, policiers) et le retrait du crucifix installé à l'Assemblée Nationale à Québec. Ce rapport a fait l'objet de discussions, notamment suite au projet de loi 60 à propos d'une charte des valeurs québécoises porté par le Parti québécois en 2014 ou encore lors de l'adoption de la loi 21 sur la laïcité de l'État de la Coalition Avenir Québec.

dans la restauration, ou dans des emplois de service faiblement qualifiés, comme dans une entreprise de ménage ou dans des garderies privées.

_ : *Et est-ce que tu avais suivi un peu le débat qu'il y a eu sur la charte des valeurs québécoises ? Il y a comme deux ans, là.*

Claudie Chevrier : Non, j'ai pas ...

_ : *C'était ...*

Claudie Chevrier : *V'là deux ans, je suivais pas grand-chose. J'étais en traitement puis tout. Ce qui fait que ...*

_ : *En gros, c'était une charte du PQ. Et puis, ils voulaient ... [interruption d'un client]. Bah en fait, le débat sur la charte des valeurs, c'était un peu dans la continuité des accommodements raisonnables et tout ça.*

Claudie Chevrier : Ok. Non, je n'ai pas rien suivi de ça.

_ : *... C'était pas mal autour de la question du port des signes religieux dans la fonction publique.*

Claudie Chevrier : Oh, ça, ça m'énerve en maudit. Là, je vais être encore radicale.

Dans un premier temps, Claudie Chevrier ne réagit ni à ma question portant sur la charte des valeurs québécoises, ni à ma relance sur le débat à propos des accommodements raisonnables. Si elle évoque sa maladie pour justifier qu'elle n'est pas au courant de la charte, elle ne semble pas plus informée des débats autour des accommodements raisonnables survenus plus d'une décennie plus tôt. J'insiste cependant, en évoquant de manière plus ouverte la question du port des signes religieux dans la fonction publique, dans des termes moins exclusivement employés dans le champ politique. Cette ultime relance suscite finalement une très vive réaction de sa part, contrastant avec son apparente apathie initiale. L'évocation moins restreinte, notamment des « *signes religieux* » ouvre une discussion très animée de plusieurs dizaines de minutes sur ses perceptions plus globales de l'immigration au Québec et du multiculturalisme. On aura l'occasion de revenir plus tard en détail sur ce qui « *énerve en maudit* » Claudie Chevrier.

De fait, comme déjà relevé quant au rapport à la politique des classes populaires, la justification des opinions politiques se base non sur une appréciation générale, qui pourrait être recueillie par des questions fermées relatives à des enjeux labellisés du débat public, renvoyant à des catégories propres au jeu politique, mais plutôt sur des expériences personnelles ordinaires (Gaxie 2012, 459 ; Gamson 1992), parfois relatées sous la forme de récits, d'anecdotes (Aldrin 2003) ou en réaction à des événements touchant à sa propre expérience. Si ces manières d'opiner politiquement ne sont pas propres aux classes populaires (Agricolianski 2014, 2016), notons que ces discours politiques, ici situés socialement, résistent davantage aux méthodes de production de données les plus standardisées et ne peuvent qu'imparfaitement être restituées par des techniques de sondage d'opinion. L'un des enjeux d'enquête réside dès lors dans la capacité, non pas à faire

réagir *ex situ* des enquêté-e-s – éloigné-e-s du jeu politique – sur des débats publics, même les plus médiatisés, mais bien à saisir les espaces de jeu entre le terrain de la politique partisane et les expériences sociales ordinaires de ces agent-e-s sociaux.

Un extrait d’entrevue au Québec et un extrait de carnet de terrain en France illustrent ce nécessaire pas-de-côté interprétatif. Céline Massicotte, 43 ans, ayant travaillé quelques années comme préposée aux bénéficiaires avant de cesser son activité professionnelle pour s’occuper de ces deux filles, me répète à plusieurs reprises qu’elle est « *zéro puis une barre en politique* ».

— : *Là, il y a les élections fédérales qui s'en viennent à l'Automne. Est-ce que t'as un peu suivi ? Là, ça a juste commencé.*

Céline Massicotte : Je suis pas ça pantoute. Zéro puis une barre. Moi, quand qu'ils marquent le fédéral ou le provincial ou le libéral prônent pour le chantier Davie, faire travailler les gars du chantier, mon conjoint, là je l'écoute. C'est le seul bout' que j'écoute. Là, il y en a un, je peux même pas te dire lequel, il travaille fort pour qu'on ait un bateau de guerre [en construction]. Mais je peux même pas te dire c'est qui. J'ai vu passer ça hier. À LCN, c'est les nouvelles en continu. Et dans le bas, c'était marqué qu'il y avait quelqu'un qui voulait donner les bateaux de guerre, de ravitaillement.

— : *Sur le chantier ?*

Céline Massicotte : Oui, qu'il voulait le faire sur le chantier. Mais c'est la chose que je suis. **Je connais rien. Je suis zéro puis une barre en politique.**

— : *Et est-ce qu'aux élections précédentes, tu as voté ou pas ?*

Céline Massicotte : Les dernières, j'ai pas voté. Parce que je trouvais que c'était tout' la même merde. J'écoutais un peu et puis je me disais : « Ils disent toute la même affaire, à des versions ». Ils changent quelques mots dans un, quelques mots dans l'autre. Et puis ça se ressemble tout'. Et puis peu importe pour qui je vais voter, de toutes manières, on se fait baiser de tous les bords. Fait que... j'ai pas voté.

La fois d'avant, j'avais voté ... Parti québécois, je pense. Quelque chose comme ça.

— : *La fois d'avant, tu te souviens à quelle élection c'était ?*

Céline Massicotte : Non. Non.

Sa faible maîtrise du fonctionnement du champ politique peut se lire dans l'indétermination avec laquelle elle présente à la fois les différents paliers de gouvernements³⁵ et des orientations partisans (« *le fédéral ou le provincial ou le libéral* »). Elle n'a pas voté aux dernières élections, se souvient (« *peut-être* ») d'avoir voté dans le passé pour le Parti québécois (« *quelque chose comme ça* »). Son attention à l'actualité politique, sans être soutenue, est cependant attisée par les débats portant très directement sur les conditions de travail de son conjoint, Guy Massicotte, manutentionnaire au chantier naval Davie³⁶.

³⁵ L'expression « palier de gouvernement » est d'usage au Québec pour faire référence aux différentes échelles – ou échelons – administratifs et politiques : Le palier municipal, le palier provincial (Québec) et le palier fédéral (Canada) ; ces deux derniers étant législateurs et ayant le pouvoir de produire des lois. Ces enjeux d'imbrication et d'enchevêtrements de ces paliers, aux scènes politiques structurées distinctement, ont une incidence notable sur la difficulté d'appréhension du jeu politique, notamment au Québec.

³⁶ Le Chantier Davie est un important chantier naval au Québec, situé à Lévis en banlieue de la ville de Québec. Plus de 700 navires sont sortis de ces cales. Fondé en 1832, on y construit des traversiers (« *ferrys* ») et des cargos

Si au moment de cette entrevue, Céline Massicotte ne se souvient plus précisément de la personnalité publique défendant les commandes pour le chantier Davie, nous en parlons également quelques jours auparavant en présence de son conjoint, Guy, sous l'aubert de leur tente-roulotte, au détour d'une conversation sur leurs expériences partagées des guichets de l'aide sociale au Québec.

_ : Et comment ça se passait avec ... l'aide sociale ? Est-ce qu'il y avait des démarches à faire ? Des affaires de même ?

Guy Massicotte : Oh !

Céline Massicotte : Bah faut que tu te présentes là-bas. Et là, faut que tu expliques pourquoi tu fais ta demande. Bah t'es sûre que t'as pas d'autres opportunités. Et qu'il y a pas quelque chose d'autre que tu peux faire pour améliorer ton sort. Ça finit plus. Il y a 48 000 feuilles à remplir, papiers, des déclarations.

Guy Massicotte : Des numéros de caisse.

Céline Massicotte : Faut que tu donnes ton numéro d'assurance sociale. Faut qu'ils savent combien d'argent tu as dans ton compte. Toutes sortes d'affaires de même.

Guy Massicotte : Ouais ouais ouais ! (...)

Céline Massicotte : Non non. Et puis ils s'en vont pas là et puis te dire : « Bonjour, on est contents ».

Guy Massicotte : Ils t'accueillent pas avec le sourire.

Céline Massicotte : Non non. Pas du tout !

Guy Massicotte : Toi, tu vas pas là non plus ... T'es pas content d'aller là non plus.

Céline Massicotte : Moi, je leur disais : « Pensez-vous que je trouve ça drôle de venir ici là ? Ça me tente pas ». Fait que ...

Guy Massicotte : Le gouvernement Harper³⁷, c'est rien que l'Ontario. Et puis le Québec, on dirait, là, c'est de la marde pour lui, on dirait.

_ : Pardon. J'ai pas suivi.

Guy Massicotte : Le gouvernement Harper, Stephen Harper.

Céline Massicotte : Lui, il n'y a rien que l'Ontario. Il veut rien que de s'occuper de l'Ontario.

Guy Massicotte : Parce qu'on parle pas anglais [au Québec].

Céline Massicotte : Il est beaucoup sur ...

_ : Là, il s'occupe pas du Québec.

Céline Massicotte : Non, pas pantoute.

Guy Massicotte : On en voit, des gros contrats de bateaux. Et ils passent à côté de nous autres.

Céline Massicotte : Plutôt que de les passer ici au Québec, où c'est qu'il y a le plus gros chantier naval du Canada, bah il s'en va,. Il aime mieux les donner à l'Ontario, les contrats. Et nous autres, on a la *bullshit*.

Guy Massicotte : Les petits contrats.

Céline Massicotte : Ce qui reste. Lui, il veut vraiment... Il minimise nous autres pour l'Ontario.

Guy Massicotte : Il nous donne les réparations de la garde côtière ...

_ : D'accord.

Céline Massicotte : Tu vois les petits contrats. C'est juste des réparations.

_ : Et c'est Harper ou tous ceux ...

Céline Massicotte : Bah Harper, il est pas mal contre nous autres.

commerciaux tout au long du XIX^{ème} siècle. Depuis la première guerre mondiale, il s'y construit également des navires militaires. Le chantier est donc pour partie dépendant de la commande publique.

³⁷ Stephen Harper a été le premier ministre du Canada de février 2006 à novembre 2015. Il était à la tête du Parti conservateur du Canada, la formation politique de droite majeure sur la scène fédérale, produit de la fusion à la fin de l'année 2003 de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur.

Guy Massicotte : Le gouvernement, il est rien que contre nous autres. Il y a une gang qui sont pour nous autres, bah la gang qui reste par ici, les conservateurs.

Céline Massicotte : Oui, les conservateurs, ils veulent nous donner de l'ouvrage. Mais ...

_ : *Les conservateurs ici ?*

Céline Massicotte : Oui.

_ : *C'est qui, les conservateurs ici ?*

Guy Massicotte : Blaney, Blaney ...

Céline Massicotte : Oui, dans notre coin, c'est Blaney. Comment il s'appelle, son nom ?

Guy Massicotte : Je sais pas. Stephen Blaney !

Céline Massicotte : Stephen.

Si je suis initialement désarçonné par ce que je perçois comme un changement brutal de sujet, on peut aussi interpréter cet extrait d'entretien en s'attachant à saisir la cohérence des propos de Guy et Céline. Ceux-ci évoquent ici de manière fluide un même sentiment de ne pas être assez soutenu par l'État fédéral, en mobilisant deux expériences sociales, tant dans leurs relations au guichet de l'aide sociale que dans l'environnement de travail de Guy.

L'État, incarné par les agents de première ligne de l'aide sociale, est présenté comme intrusif (« Céline Massicotte : « *Faut qu'ils savent combien d'argent tu as dans ton compte. Toutes sortes d'affaires de même* »), et surtout insensible à leurs difficultés, notamment financières (« Guy Massicotte : « *Ils t'accueillent pas avec le sourire* »), tout comme l'attitude du gouvernement, et de son premier ministre Stephen Harper, quant à la commande publique offerte au chantier où travaille Guy (« *Lui, il veut vraiment... Il minimise nous autres pour l'Ontario* », « *Harper, il est pas mal contre nous* »). Ce sentiment de déconsidération de l'État, incarné alternativement par les guichetiers de l'aide sociale ou par le gouvernement lui-même est présenté sur un même plan. Guy et Céline sont heureusement soutenus par « *une gang qui reste par ici* », les conservateurs, incarnés par un homme politique dont Guy a retenu le nom, « *Stephen Blaney* ». Peu importe que Steven Blaney, le député de leur circonscription, soit du même parti politique conservateur que le premier ministre de l'époque Stephen Harper. Loin d'être lecture partisane qui associerait Steven Blaney au parti politique auquel il appartient, c'est davantage la lecture personnalisée d'un élu politique proche et qui les défend qui est retenu par Guy et Céline.

Ici, la justification du possible vote de Céline Massicotte pour le Parti québécois sur la scène politique provinciale dans le passé est quasi-inexistante. Elle évoque surtout son abstentionnisme, marquée par son sentiment d'un offre partisane indistincte (« *Ça se ressemble toute* »). La seule identification partisane dont elle fait part avec son conjoint est en faveur des « *conservateurs* », tout en critiquant fortement le premier ministre... conservateur. Cette identification est reliée aux

enjeux de commande publique concernant le chantier naval où travaille Guy. La lecture partisane que propose Céline Massicotte est ainsi encadrée dans l'univers professionnel auquel est confronté son mari et attachée à la valorisation du travail (« *Les conservateurs, ils veulent nous donner de l'ouvrage* »). Pourtant, Céline rejette fortement à la fois le gouvernement de l'époque, lui-même conservateur. Une lecture légitimiste des propos de Guy et Céline pourrait se limiter à constater leur incompétence politique, leur faible niveau d'information en matière de politique et leurs éventuelles contradictions. Leurs discours donnent faiblement écho aux élections fédérales qui allaient pourtant se tenir quelques semaines plus tard et sont difficilement intelligibles selon les principes de division des partis politiques sur la scène fédérale au Canada. Encadrés dans les expériences ordinaires de travail auxquelles sont confrontées cette famille, ils peuvent cependant également être compris comme la contestation par Guy et Céline du sentiment d'être déconsidérés par l'État et ses institutions et faire ainsi l'objet d'une lecture politique car touchant aux rapports de pouvoir, aux critères du juste et de l'injuste, à l'organisation commune de la cité et à la revendication de sa propre place au sein de cette organisation.

Ces désajustements quant à l'usage des schèmes d'appréhension politique légitimes, s'ils ont pu me désarçonner initialement, sont également parfois propices aux mésinterprétations, comme lors d'une longue conversation avec deux campeurs au *camping du Bois*. Yannick Pruvost et Dominique Cuvelier sont deux collègues qui travaillent comme intérimaires en maintenance industrielle, en déplacement sur un chantier tout proche du *camping du Bois* dans la commune de Lisooul. Dominique, le plus âgé, a 47 ans. Yannick, titulaire d'un Bac professionnel logistique, a 22 ans. Passionné de moto, il m'a déjà parlé lors de notre première rencontre au détour d'un repas organisé sous le chapiteau de ces longues balades qu'il entreprend avec un groupe de motards, dépensant parfois jusqu'à 200 euros d'essence par semaine. Les deux habitent Moimesan, une ville de l'Avesnois à une heure et demie de route du camping et de leur lieu de travail actuel.

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. Dimanche 17 juillet 2016.

Un peu avant 22 heures, en attendant trois équipes d'ouvriers portugais censés arriver dans la soirée, nous prenons une bière avec ma conjointe Marilou à l'intérieur du mobile home. Yannick et Dominique klaxonnent pour nous signifier leur retour, tandis que les phares de leur voiture éclairent brièvement notre terrain. Après avoir fermé les mobile homes réservés et finalement laissés inoccupés, nous passons devant le terrain de Yannick et Dominique pour prendre de leurs nouvelles. La porte du mobile home ouverte, Yannick mange des chips, assis sur le perron. « *Tu sais pas ce que nous a fait notre patron ?* » me lance-t-il, à peine ai-je posé le pied sur son terrain. Leur patron

leur avait refusé de faire « *le pont* » du 14 juillet, qui tombait un jeudi. Le vendredi matin, après être rentrés de Moimesan pour revenir travailler, ils apprennent que le chantier est presque à l'arrêt. « *On me dit que je suis payé pareil. Mais bon, payé à rien foutre ...* ». Et le soir, un collègue leur apprend qu'ils ne travailleront pas le samedi... La conversation se poursuit sur leurs conditions salariales, debout devant le mobile-home en fumant. Yannick veut quitter ce chantier et a recherché d'autres offres auprès de sa boîte d'intérim. Dominique, qui a été gravement brûlé lors d'un incendie à son domicile quelques années auparavant, m'explique que si ça continue, il va se taper sur sa prothèse au genou pour la déplacer et pouvoir justifier d'un accident du travail. Yannick mitige son point de vue : « *Mais les déplacements, il n'y a rien de plus payant* ». Dominique insiste lui aussi sur le bon accueil d'Adrien Dubois au camping et, qu'au vu de leur défraiement, c'est leur meilleure option comparée aux hôtels qu'avaient recherchés Yannick sur internet, à 80 euros, voire 120 euros la nuit. « *Parce qu'ici, avec le mobile-home, la bouffe et l'essence, après, il me reste 5 euros. Après, je touche à la paye. Mais c'est pas pour le chantier. C'est pour la famille* ». Yannick est en CDD jusqu'au 19 août et Dominique est en CDIC, en CDI de chantier. Je l'interroge sur ce statut d'emploi : « *C'est un contrat à durée indéterminée* » mais sur le chantier seulement, ce qui permet aux entrepreneurs de mettre fin au contrat de Dominique s'ils abandonnent ou terminent le chantier. Yannick commente. « *En gros, c'est de l'intérim sans les avantages de l'intérim. Par contre, s'il part sur un autre chantier, il doit être embauché. C'est l'avantage du CDIC* ». Yannick ironise sur l'appellation « CDI » pour qualifier une relation salariale précaire et circonscrite. « *De toute façon, tout veut plus rien dire en France. Avant, le CDI, c'était le sésame. Mais il y en a plus des CDI. Regarde combien il y a d'offres de magasiniers sur Maubeuge ...* ».

Yannick commente la *loi Travail* qui fait à l'époque la une de l'actualité et mobilise contre elle un large mouvement de contestation sociale : « *Ils pourront licencier en cas de baisse de l'activité. Donc en gros, il y aura plus de licenciements économiques* ». Dominique approuve. Sur ce sujet, ils sont tous les deux d'accord. Dominique poursuit dans la même lignée : « *J'ai vu aussi que maintenant, les gens aux RSA qui refuseront trois offres d'emploi, ils perdront tout* ». Yannick de nuancer : « *Ouais mais ça, je suis d'accord. C'est normal* ». Dominique me parle alors d'un « *algérien* » à Moimesan, proche de chez lui, qui aurait 5 enfants et roulerait en Mercedes. « *Il change sa voiture tous les quatre mois* ». Il insiste également sur les « *fille-mère* » qui touchent les allocations. « *Elles se font faire un môme* » et puis vivent des aides de l'État « *tandis que toi, tu dois bosser et tout* ». Yannick abonde dans son sens : « *Il y avait une émission à la télé là-dessus l'autre jour. Un sénégalais qui est venu en France avec ses deux femmes, alors que la polygamie est interdite en France. Il a déclaré ses deux femmes en mairie avec 18 enfants. Ils vivent dans un plain-pied à 21. Ils touchent 6500 euros par mois de la CAF* ». Cependant, il cherche à s'excuser auprès de moi des propos de Dominique sur « *les arabes* » tout en les justifiant : « *Il est pas raciste. Il est pas raciste. Mais c'est vrai qu'à un moment, on en a marre. Tout le monde...* ». Dominique continue dans la même veine en m'interpellant. Yannick de le reprendre, mi-ironique : « *Non Dominique, tu peux pas dire ça, c'est raciste. C'est pas bien* ».

La conversation se poursuit. Il fait maintenant nuit noire. Quand soudain, Dominique me fait une confidence : « *Moi, tout ce qui est politique ... Je fais partie d'un groupe. J'ai pas de honte à le dire, je fais partie d'un groupe politique* ». Yannick murmure à Dominique « *Front National ...* » puis se tourne vers moi : « *Moi aussi, j'ai ma petite idée là-dessus en politique mais j'en parle pas* ». Dominique m'explique que depuis trois ans, il fait partie d'un « *groupe* ». « *C'est même pas Front National. C'est ni droite ni gauche. On prend les idées à droite, des idées à gauche* ». D'après ce qu'en raconte Dominique, sur la scène municipale, le « *groupe* » se mobilise pour des questions locales : une friterie déplacée de manière inique par la mairie, une lutte (sans succès) pour maintenir une usine menacée de fermer, la rénovation de la gare fermée de Moimesan pour en faire une médiathèque, etc. À la tête du groupe, un certain Stéphane Joly, un « *prof de français* » qui parle bien, « *pas comme le maire. Je les connais le maire de Moimesan, de [une autre commune*

frontalière]. À chaque fois, ils sont là, “ Moimesan gnagnagna ”. » Intrigué, je lui demande si son groupe est un parti politique. « Oui oui, on a des partis politiques, socialistes, communistes ». Je lui demande s’il a des élus. « Non, pas encore. À la prochaine élection peut-être ». Mais Stéphane Joly est « maire adjoint » (sic) car il est dans l’opposition³⁸. Je lui demande comment il a rejoint le groupe. Il me dit avoir « été approché » car il est très impliqué localement, notamment dans le club de foot de la commune. Il participe d’ailleurs dans deux semaines à une réunion. « Il y a beaucoup de débats ».

Après les avoir quittés, nous rentrons au mobile-home. Suivant le commentaire de Yannick, les propos ouvertement racistes de Dominique et sa revendication d’un « ni-droite ni-gauche » peu assumé, je me demande si Dominique n’était pas gêné de m’avouer qu’il appartient à la section Front National de Moimesan. Après quelques vérifications sur internet, je prends conscience de ma possible méprise en retrouvant des informations sur Stéphane Joly, tête de liste Front de Gauche aux municipales de 2014, à la tête de la section locale du Parti Communiste et conseiller municipal de Moimesan.

Cette longue conversation avec Yannick et Dominique concentre de nombreux éléments propres au rapport populaire à la politique, partagé par de nombreux campeurs et campeuses rencontrés sur mes deux terrains de recherche : dénonciation de la sophistication de la parole publique des élus (« À chaque fois, ils sont là : “ Moimesan, gnagnagna ” »), labilité de la mobilisation des grands clivages structurant les scènes politiques nationales (« C’est ni droite ni gauche. On prend les idées à droite, des idées à gauche »). Yannick et Dominique, partant de la mobilisation ordinaire, personnelle, d’une expérience au travail – ici, la corvéabilité de leur position d’ouvriers en déplacement – développent également un discours politique et critique structuré par des formes d’adhésion à éclipses, de perméabilité sélective aux enjeux de la compétition politique partisane et du débat public. S’ils sont très informés des enjeux juridiques associés à leurs propres statuts d’emploi, critiques d’une loi Travail qu’ils fustigent à juste titre comme une libéralisation du marché du travail, ils mobilisent centralement au cours de la conversation davantage des histoires, des anecdotes, des indices pour justifier de leurs opinions politiques. Par exemple, l’indice de la marque de voiture (« une Mercedes ») d’une connaissance algérienne, présentée selon la forme énonciative de la rumeur, permet d’appuyer la critique d’un État social jugé trop prodigue envers les étrangers et pas assez envers les nationaux. Là où Dominique et Yannick semblaient jusqu’alors unanimes dans leurs dénonciations de la Loi Travail, ce qui n’allait pas sans une

³⁸ Stéphane Joly est conseiller municipal de la ville de Moimesan mais faisant partie de l’opposition, il n’est pas « maire adjoint » comme le prétend Dominique. Cette confusion souligne encore davantage l’appréhension politique floue que Dominique porte à la scène politique municipale, et le fait qu’il s’engage activement dans une activité politique (et partisane) sans la lire nécessairement à l’aune des critères politiques pertinents pour les professionnels de la politique eux-mêmes.

certaine volubilité, l'évocation par Dominique des politiques d'activation des demandeurs d'emplois et des assistés sociaux esquisse un possible désaccord (« *Ouais mais ça, je suis d'accord, c'est normal* »). En mettant en avant l'indice de la marque de voiture, Dominique vient finalement donner du crédit aux réserves qu'émet Yannick et réoriente la conversation sur une thématique qu'ils partagent davantage, leur indignation face à la supposée prodigalité de l'État envers les étrangers.

Yannick fait davantage preuve de prudence à mon égard en évoquant ces sujets (« *Moi aussi, j'ai ma petite idée là-dessus en politique mais j'en parle pas* »). Il multiplie notamment les précautions oratoires et cherche à se distancier des propos les plus ouvertement racistes de Dominique, tout en les soulignant et en les justifiant parfois (« *Il est pas raciste. Mais c'est vrai qu'à un moment, on en a marre. Tout le monde ...* »). Il endosse le rôle du médiateur à plusieurs reprises (« *Dominique, tu peux pas dire ça, c'est raciste* »), voire du traducteur en me soufflant le nom du Front National lorsque Dominique décrit de manière très générique et imprécise son engagement politique au sein de sa commune (« *Je fais partie d'un groupe. J'ai pas honte de le dire, je fais partie d'un groupe politique* »).

En effet, Dominique peine à classer son engagement dans les grandes catégories opératoires utilisées pour décrire généralement le champ politique. Comme il ne nomme pas clairement le « *groupe* » dans lequel il s'implique, sur le moment, j'ai du mal à savoir s'il décrit un engagement au sein d'un parti politique, au sein de la sphère associative. De plus, bien qu'il se défende mollement d'être membre du Front National (« *C'est même pas Front National* »), ces commentaires à propos de l'État social font écho aux agendas politiques de « *chauvinisme social* » (Andersen et Bjorklund 1990, 212) souvent associés aux programmes ethno-nationalistes des partis d'extrême-droite (Keskinen, Norocel et Bak Jorgensen 2016). Or, en suivant moi-même l'indice le plus objectif de l'engagement de Dominique – le nom de Stéphane Joly, la personne à la tête « *du groupe* », j'écarte finalement l'interprétation que m'avait soufflée Yannick. Stéphane Joly est en effet à la tête de la section locale du Parti communiste de sa commune, sans que ce parti politique ou son positionnement à gauche ne soit jamais avancé par Dominique, qu'il l'ignore et/ou qu'il en fasse peu de cas.

Ces premiers éléments empiriques mettent en lumière l'équivocité de nombreux discours que j'ai pu recueillir dans les deux campings étudiés, notamment en faisant réagir les enquêté-e-s

à propos de leur vote ou de leur orientation partisane et/ou politique. En réalité, la proximité scotomisée de Dominique Cuvelier avec la section locale du parti communiste de sa commune n'est que faiblement explicative de ses propos sur la politique. L'opposition de Céline et de Guy Massicotte au gouvernement conservateur de Stephen Harper sur la scène fédérale ne les empêche pas de se sentir soutenus localement par « *les conservateurs* ». De prime abord, ces contradictions apparentes peuvent prêter à la confusion. Une analyse partisano-centrée, attachée à lire leurs propos en s'appuyant principalement sur les logiques dominantes des acteurs et actrices du jeu politique, pourrait même les taxer d'incohérence ou d'incompétence. Or, développer une analyse ouverte aux diversités des modalités d'appréhension du monde social permet de mieux en saisir le sens. L'ambiguïté de ces discours politiques peut notamment se comprendre à l'aune du fait qu'ils sont tenus sous l'ombre portée par le champ partisan, duquel ils et elles sont à distance.

D'une part, ces propos couvrent en partie les thématiques, les enjeux, les schèmes de classement et de division du champ partisan. Comme je l'ai souligné, Céline et Guy évoquent les « *conservateurs* » pour justifier de leur attention sélective à l'actualité politique nationale. Yannick me souffle le nom du Front National pour décrire l'implication sur la scène politique locale de Dominique. D'autre part, ces propos n'évoque que partiellement le champ politique lui-même, champ dont ces répondant-e-s maîtrisent peu les logiques internes de fonctionnement et d'appréhension. Céline se justifie et insiste d'entrée de jeu sur le fait qu'elle est « *zéro puis une barre* » quant à ce qui touche la politique. Elle écarte ensuite bon nombre de mes questions. Yannick et Dominique, s'ils sont disposés à se laisser emporter ponctuellement sur le terrain politique au détour d'une conversation informelle dont le thème lui-même nous échappe en partie, sont par ailleurs très réticents à *me* parler de politique. Ils refuseront par ailleurs de se prêter au jeu plus formel de l'entretien, malgré mes sollicitations.

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. 26 juillet 2016.

Je retrouve Yannick et Dominique en fin d'après-midi après avoir aperçu la voiture de Yannick. Passant devant leur mobile-home, celui-ci me fait signe de rentrer. Dominique me prend à partie car la télévision ne fonctionne pas très bien, le signal est parfois mauvais. En testant les chaînes, nous captions subrepticement BFM-TV. Yannick m'interpelle. « T'as vu ce qui s'est passé à Rouen ? ». Un attentat vient d'être commis dans une église de Saint-Etienne du Rouvray. Mais nous n'en reparlerons pas. Dominique zappe rapidement pour me montrer la mauvaise réception. Yannick me demande si j'ai des cigarettes industrielles. Finalement, il m'offre une cigarette tubée : « Je fume quand même 6-7 paquets par semaine. Ça revient vite cher ». Les deux sont fatigués. Ils travaillent

cette semaine de nuit, de 22h à 6h du matin et sont pressés d'en finir. Il reste deux semaines à leur contrat.

Un peu pressé par le temps, je décide de revenir auprès de Dominique sur son groupe, en espérant lui proposer une entrevue : « Du coup, tu vas pouvoir aller à la réunion de ton groupe ? ». Il n'en est pas sûr à cause du travail. À peine ai-je prononcé la question que Yannick me fait un signe de la main, s'éloigne de nous et part sans un mot voir un autre collègue, en tente sur l'emplacement à côté. Dominique, lui-aussi, est soudainement silencieux. Il attend que Yannick se soit suffisamment éloigné et me lâche : « Il aime pas parler de politique ». Je lui fais part de mon intérêt pour sa réunion : « Bah oui, on devait parler du plan vigipirate en centre-ville. Stéphane va m'envoyer le compte rendu ». Dominique a maintenant les mains croisées derrière le dos. Nous regardons tous les deux le gazon et celui-ci s'éloigne lentement pour rejoindre Yannick sans me saluer. Ce n'était visiblement pas le bon moment pour parler de politique.

Les discours politiques dans leur acception légitimiste se font souvent par allusions (« *T'as vu ce qui s'est passé à Rouen ?* »), à travers la mobilisation d'histoires ou d'anecdotes, et s'apparentent pour partie à des excursions « hors-piste », sur un terrain peu familier et d'autant plus risqué qu'il est ici – j'y reviendrai - co-construit avec un doctorant en science politique.

Aussi, l'appréhension des rapports à la politique, loin d'un recensement d'opinions idéologiques stables et reproductibles indépendamment du contexte, est ici défendue dans une approche relationnelle. Donner du sens à ces interactions nécessite donc préalablement de les situer socialement : dans un jeu d'échelles d'abord entre le local et le national, dans des oscillations ensuite entre des manières et catégories savantes de dire la politique et des formes profanes que les enquêté-e-s mobilisent routinièrement et, enfin dans les rapports qu'entretiennent ces agent-e-s avec d'autres espaces sociaux que ceux de la politique partisane, et notamment le monde du travail.

B. Clivage gauche-droite, entre indifférentisme et contre-lectures

Pour éviter tant les mésinterprétations que les procès en incompétence politique, l'étude des attitudes politiques des classes populaires nécessite d'être attentif à la diffusion ou non, au sein de ces groupes sociaux, des catégories d'analyse légitimes du politique, qui peuvent circuler entre les champs académique, médiatique et politique. Je concentrerai ici mon analyse principalement sur le clivage gauche-droite, car il occupe une place centrale dans l'économie même de la comparaison de la thèse.

D'une part, la question de la « droitisation » des classes populaires peut se comprendre comme une énième remise en question de la pertinence du clivage canonique de classe opposant

bourgeoisie et classe ouvrière (Lipset et Rokkan 1967 ; Franklin 2016). Cet enjeu renvoie aux différentes stratifications sociales, en France et au Québec, abordées dans la partie précédente. En effet, en lien avec la constitution du mouvement ouvrier à la fin du XIX^{ème} siècle, le clivage gauche-droite s'est en partie défini autour de la question sociale et des inégalités, notamment en France. Dans cette perspective, gauche et droite renvoie à une opposition d'intérêts de classe (entre prolétariat et bourgeoisie) et aux moyens d'expression politique de ces intérêts ; bien qu'au Québec, l'opposition soit aussi formulée sous un jour national et linguistique. Aussi, la moindre association entre classes populaires et partis de gauche parfois présentée par certains travaux scientifiques (Clark, Lipset et Rempel 1993) ou au sein du jeu politique lui-même (Terra Nova 2011) peut donc aussi se lire à l'aune de la mort si souvent annoncée « de la politique des clivages » (Evans 1999), et questionne la pertinence d'une lecture de classes des rapports à la politique.

D'autre part, comme on a pu le souligner précédemment, le clivage gauche-droite, à la fois savant et de sens commun, suscite l'intérêt des professionnels de la politique et des commentateurs tant en France qu'au Québec selon des modalités divergentes. Au Québec, la phase de réaligement électoral de la scène politique provinciale est présentée comme un possible glissement d'un système partisan articulé autour de l'enjeu de la souveraineté à un axe gauche-droite moins spécifique (Bastien, Bélanger et Gélinau 2014, 16). D'autres auteurs soulignent au contraire la prééminence du clivage gauche-droite comme « méta-clivage » et son entremêlement historique avec celui de la question nationale (Noël 2014). Au contraire, en France, la moindre prégnance du clivage gauche-droite fait l'objet d'un débat ces dernières décennies (Michelat et Tiberj 2007). D'aucuns ont pu la lier à la moindre prétention des partis « de gauche » à représenter politiquement la classe ouvrière (Lefebvre et Sawicki 2007 ; Beaud et Pialoux 2015) ou à la conversion au néolibéralisme du Parti socialiste (Mauger 2014). La victoire présidentielle de La République en Marche (LREM) et d'un candidat se déclarant « de gauche et de droite » face à une candidate du Rassemblement National se déclarant « ni de droite, ni de gauche » interroge également la littérature scientifique quant à savoir si ce clivage survivra à la séquence électorale de 2017 (Tiberj 2017a). Gérard Mauger relève ainsi la probable incidence de l'effritement de ce clivage sur la formation des opinions politiques : « la confusion s'est installée – pour longtemps sans doute – dans le champ politique français. “ La gauche ” et “ la droite ” qui communient dans le credo néolibéral, sont devenues à peu près indiscernables pour les profanes » (Mauger 2018, 145). Parallèlement, nombreux sont les travaux convoquant l'émergence de « nouveaux clivages », à

base socio-territoriale notamment, pour expliquer les recompositions du vote populaire : « espaces métropolitains » contre « France périphérique » (Guilluy 2011), « gagnants *versus* [...] perdants de la mondialisation » (Fourquet 2019). Cependant, ceux-ci n'ont pas démontré empiriquement de manière convaincante que ces nouvelles oppositions, mobilisés surtout au sein des espaces partisans et surtout médiatiques, structurent les rapports ordinaires à la politique des classes populaires. Pour une part issues d'auteurs aux positions académiques marginales, ces recherches dont les conclusions font débat (Girard 2017 ; Gintrac et Mekdjian 2014), s'appuient principalement sur des données de sondages et/ou des postures essayistes (Guilluy 2011).

Surtout, en France et au Québec, les groupes sociaux que nous étudions sont présumés voter davantage à droite (ou à l'extrême-droite), sans que ne soit le plus souvent interrogé le sens pratique de ces catégories de classement pour les agent-e-s eux-mêmes. Par exemple, certaines analyses de politistes, notamment au sein du sous-champ de l'étude du comportement électoral, soulignent à propos de la région de Québec capitale une piste explicative du sur-vote à droite en l'imputant aux « déclassés » et aux plus pauvres de la région :

« Les données ne laissent entrevoir aucune explication systématique intéressante, à l'exception du positionnement subjectif plus à droite et d'une opposition plus marquée en matière de redistribution (...). Une partie de l'explication se trouve dans le fait qu'à Québec, la classe sociale plus pauvre n'est pas idéologiquement plus à gauche que l'ensemble des électeurs » (Daoust 2017, 155).

Le lien qui est ici réalisé entre un auto-positionnement subjectif sur le clivage gauche-droite et des contenus politiques flous (« la redistribution »), ne prennent pleinement leur sens qu'à l'aune de ce clivage lui-même et de ses usages savants. L'argument tient donc sur la présupposition d'un sens partagé à propos de la notion de clivage gauche-droite entre le chercheur et les répondant-e-s au sondage. En ce sens, elle prête le flanc à la critique d'ethnocentrisme intellectuel, de la « complaisance populiste qui accorde au peuple la connaissance infuse de la politique » (Bourdieu 1979, 463).

En attribuant des contenus nécessairement idéologiques à des votes pour des formations de droite de groupes sociaux pourtant les plus éloignés du jeu partisan – sans interroger cette opération interprétative –, cette analyse attribue aux profanes les goûts, les formes de compétences, les catégories d'appréhension du jeu politique des professionnels de la politique ou des savants eux-mêmes. En associant cet auto-positionnement à une opposition plus marquée à la redistribution (association construite par le biais de sondages), elle n'interroge pas davantage les sens politiques

et sociaux de telles affirmations ou mêmes des notions convoquées pour ces répondant-e-s. A l'inverse, on pourrait chercher à comprendre et situer cette opposition discursive à la redistribution par le bas en la restituant dans les expériences sociales des agents, leurs trajectoires, leurs rapports aux structures de l'État social. On verra ainsi dans le chapitre 5 de la thèse comment des expressions d'opposition à des politiques redistributives peuvent aussi être lues, paradoxalement, comme le signe d'un attachement à l'État et à une exigence de plus d'égalité, qu'il serait dès lors tout aussi cohérent de classer « à gauche ».

En fait, ce paradoxe se noue dans des lectures à la fois légitimistes et substantialistes du clivage gauche-droite. En lui accordant une forme de stabilité et un substrat idéologique constant, dans le temps et dans l'espace social, ces approches peuvent le présenter comme une opposition et une matrice politique devenue universelle. Ainsi, Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, tout en soulignant des variations entre grandes zones culturelles soulignent, en se basant sur les grandes enquêtes quantitatives internationales, que « dans l'ensemble, les résultats du *World Values Survey* incitent à penser que partout dans le monde, les répondants comprennent les notions de gauche et de droite et sont capables de les appliquer pour interpréter leur propre position » (Noël et Thérien 2010, 58). Cette approche s'expose également à la critique d'un biais intellectualiste. En effet, l'analyse risque « de projeter les propriétés générales des positions composant le champ politique sur les dispositions politiques que manifesteraient individuellement les agents sociaux » (Le Digol 2012, 16).

Ces perspectives sont aussi affaire de méthodes d'enquête et, souvent, la conséquence d'artefacts liés à la seule mobilisation de données quantitatives issus de sondages (Gaxie 2012 : 450). Au contraire, je défends ici l'idée que les conditions d'usages et de circulation de ses notions et/ou affiliations sont à saisir *in situ*, en les interprétant selon les modalités d'appréhension propres aux espaces sociaux dans lesquels elles sont mobilisées. Les approches les plus substantialistes du clivage gauche-droite défendent l'idée qu'il existerait « une structure dans nos désaccords, un vocabulaire et une grammaire qui les [rendraient] intelligibles à tous » (Noël et Thérien 2010, 15). Au contraire, mes données d'enquête mettent en lumière que, bien souvent, les mots pour le dire selon les règles de la grammaire savante manquent aux enquêté-e-s les plus éloigné-e-s du champ politique. Pour les autres, les plus dotés parmi les campeuses et campeurs rencontrés, les conditions mêmes d'usages (et parfois de mésusages) de ces notions et/ou catégories sont à rapporter à des

trajectoires sociales ascendantes et/ou à des excursions sur les scènes politiques, notamment municipales.

Quand on compare les usages profanes du clivage gauche-droite en France et au Québec, la différence la plus frappante – « décalque » en partie des histoires politiques distinctes de ces deux espaces nationaux – réside sans doute dans l'absence de l'opposition gauche-droite comme schème d'appréhension spontané parmi mes enquêté-e-s québécois-e-s. C'est bien souvent davantage l'opposition historique autour de la question de la souveraineté qui, sans être nécessairement centrale ou informée, guide plusieurs de mes répondant-e-s québécois-e-s dans leur lecture du champ partisan.

Ici, tout en soulignant sa (mise à) distance du jeu politique partisan (« *Les affaires du gouvernement, je deviens choquée. Je ne veux rien savoir* »), Jeanne Francoeur présente les déterminants de son vote de manière changeante, presque imprévisible (« *Ça dépend de comment je feele le matin* », « *Je fais un X quelque part et c'est bien correct*³⁹ »), à l'exclusion du seul parti qu'elle nomme, le Parti québécois.

Jeanne Francoeur : Tout ce qui est ... c'est ça, les affaires du gouvernement, je deviens assez choquée. Je ne veux rien savoir, là. Et puis même, il y a des élections, des fois, je ne sais pas pour qui voter, je fais un X à quelque part et c'est bien correct.

Muriel Lampron : (*rires*)

— : *Au hasard ?*

Jeanne Francoeur : Oui, des fois. Oui, des fois. Ou bien alors, c'est qu'il y en a un que j'aime pas, t'sais. Et je fais un X à l'autre. Ça dépend de comment je feele le matin. J'y vais parce qu'il faut que j'exerce mon droit. Ou soit que j'en ai un ... une gang que j'aime pas. Mettons qu'il y a trois partis. Et il y en a un que j'aime moins. Comme là, moi, c'est le Parti québécois. Je suis pas pour ça. L'indépendance du Québec, je suis pas pour ça. Ce qui fait que je vais y aller rien que pour voter contre eux autres. Les deux autres, je m'en sacre.

Cette opposition est également centrale parmi un groupe de campeurs au *camping des Palmiers*. Paul Aubin et Jean Côté sont ouvriers dans la construction, la quarantaine. Quelques semaines avant l'entrevue, j'avais passé la soirée avec Paul et sa compagne, Danièle Côté, et un

³⁹ « Faire un X » signifie au Québec « voter blanc ». L'expression est liée aux technologies électorales propres aux scrutins (et aux bulletins de vote) au Québec. En France, les électeurs et électrices choisissent un bulletin nominatif (ou de listes selon le mode de scrutin) parmi un ensemble de bulletins avant de se rendre dans l'isoloir. Au Québec, le choix se fait, non dans la sélection du bulletin, mais sur le bulletin parmi l'ensemble des propositions qui y sont inscrites. Au lieu de cocher la case correspondant au candidat choisi parmi l'ensemble des personnes se présentant au scrutin, il est possible de « faire un x » sur le nom du candidat lui-même ou à plusieurs endroits du bulletin. Une même rature sur un bulletin français entrainerait d'ailleurs sa même invalidation.

Voir à ce propos le manuel de dépouillement proposé par Élections Canada : <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=loi/jud&document=p5&lang=f>

deuxième couple d'amis sur le terrain des Côté après le traditionnel bingo du vendredi. Je reviendrai plus tard sur le dénouement inattendu de cette soirée.

Extrait de carnet de terrain.

Camping des Palmiers. Juillet 2015.

À la sortie de la séance hebdomadaire de Bingo du vendredi soir, Will, charpentier-menuisier avec qui nous partageons la table de jeu, me propose d'aller prendre une bière sur son terrain pour poursuivre la soirée. À l'entrée de son *patio*, nous sommes accueillis par un grand drapeau québécois. Nous prenons quelques bières au réfrigérateur et nous rejoignons autour du rond de feu leurs voisins sur le terrain en face, presque au bord de la rivière. Paul et Danièle Côté boivent des bières avec l'épouse de Will, Diane. Danièle est éducatrice spécialisée et travaille en garderie avec des enfants autistes. Paul est charpentier-menuisier dans la construction. Diane est employée des douanes. Au cours de la soirée, alors que l'on m'interroge initialement sur le niveau d'imposition en France, je leur demande s'ils considèrent payer trop d'impôts. Approbation générale du groupe. Will, tout autant outré que le groupe lance : « *C'est sur nos impôts qu'ils payent les élections, et ça coûte 500 millions de dollars.* Diane le tance : « *Mais c'est la démocratie, Will.* [Stephen Harper, premier ministre canadien, conservateur] *a pas déclenché les élections 18 mois après avoir été élu comme ta Pauline* [Marois, ancienne première ministre du Québec, péquiste] ». Paul de rectifier : « *Ouais mais ils étaient pas majoritaires* ». Diane met brutalement fin à la conversation qui s'engage sur la prochaine élection à venir : « *Attention, on va commencer à parler de politique. Et on avait dit qu'on parlait plus de politique* ». Je lui demande pourquoi : « *Parce qu'on a de l'expérience, on sait comment ça se passe. On se chicane. Il y a ici des personnes qui ont des opinions politiques très divergentes* ». Diane fait référence notamment à la question de la souveraineté du Québec et à son désaccord avec Will. Madame Loyal de la conversation, elle la clôt tout en s'assurant auprès de Paul qu'il va bien voter comme elle aux prochaines élections fédérales : « *Donc, on est d'accord. On vote conservateur ?* ». Paul d'acquiescer : « *On est tout à fait d'accord* ». L'évocation même de l'enjeu électoral met fin à une conversation de groupe jugée trop sensible, ce qui ne facilite pas mes observations. Paul est moins catégorique : « *Moi, j'aime ça, parler de politique* ». Je profite de l'occasion pour lui proposer une entrevue à un autre moment.

De la même façon que Yannick et Dominique au *camping du Bois* ne peuvent (me) parler de politique qu'à la condition de ne pas souligner trop vivement des désaccords entre eux, la conversation ici engagée entre ces campeurs et campeuses au Québec cesse dès qu'est évoqué un sujet qui fâche (« une chicane »), ici la campagne électorale fédérale et le souverainisme de Will. Loin de l'idéal démocratique délibératif, le débat politique est surtout perçu comme un danger qui pourrait miner la cohésion du groupe, amené à se côtoyer régulièrement au camping, constat qui n'est pas sans rappeler les travaux dans d'autres espaces sociaux de Nina Eliasoph sur l'évitement du politique (1998 [2010]). Je reviendrai dans le chapitre suivant sur les outils profanes – notamment la rumeur – de réaffirmation d'un rapport partagé à la politique, précondition aux échanges en la matière.

Par ailleurs, l'interaction entre ce groupe de campeurs québécois se situe sur les terrains en bas de la rivière – les plus couteux à la location –, qui accueillent les « *campeurs du bas* » que j'ai pu présenter précédemment comme les plus dotés économiquement au *camping des Palmiers*. Diane et Danièle se démarquent aussi par leurs niveaux d'éducation plus élevés et leur plus grande proximité avec les savoirs scolaires que le reste des campeurs et campeuses que j'ai pu rencontrer. Diane notamment, douanière, fonctionnaire fédérale donc, pose clairement au cours de l'échange les frontières du dicible et de l'indicible et reprend à plusieurs reprises Will, tant sur ses fautes de français (« *Traumatisé, pas dromatisé, Will !* ») qu'en matière politique (« *Mais c'est la démocratie, Will* »). Danièle est éducatrice spécialisée et travaille en garderie auprès d'enfants autistes. Elle se démarque de la plupart des autres campeurs et campeuses rencontrées « *sur les terrains du haut* » puisqu'elle est titulaire d'une technique en éducation spécialisée qu'elle a obtenu dans un CEGEP⁴⁰ de la région. Paul Aubin, charpentier-menuisier, a quant à lui arrêté ses études après le secondaire 5. Il mobilise au cours de la conversation des éléments d'informations touchant directement à la politique provinciale québécoise (« *Oui mais ils étaient pas majoritaires* ») à propos du gouvernement péquiste de Pauline Marois) et s'accorde avec Diane sur son vote futur aux élections fédérales. Il me fait part également de son intérêt à parler de politique. Cependant, il reporte à plusieurs reprises l'entrevue envisagée. Celle-ci n'aura lieu qu'après que j'ai rassuré la compagne de Paul, Danièle, qui me prend à partie en marge d'une soirée, un samedi du mois d'août (« *Mon mari a l'anxiété qui lui monte au plafond* »). L'entrevue se déroule sur la terrasse en bois de son ami Jean Côté, entre deux parties de poches⁴¹. Paul se prête volontiers au jeu de mes sollicitations sur des thèmes d'actualité. Informé notamment de l'actualité politique internationale, il me demande par exemple, au cours de l'entrevue, mon avis sur la crise de la dette grecque (ce à quoi je réponds d'ailleurs très péniblement tant je maîtrise mal ce sujet technique). Si ces enquêtés sont donc tout à fait prompts à discuter d'enjeux politiques et sociaux, mêmes les plus inattendus, les interroger sur le clivage gauche-droite rappelle l'importance de se départir d'un rapport trop légitimiste aux catégories d'appréhension de la politique.

— : *Souvent, quand on parle de débats politiques ... c'est pas mal autour de la gauche et de la droite.*

Paul Aubin : Ok !

⁴⁰ Collège d'Enseignement Général et Professionnel (CEGEP). Les CEGEP sont des établissements d'enseignement qui s'intercalent entre la fin des études secondaires et l'entrée à l'université au Québec (post-secondaire et pré-universitaire). Des enseignements en philosophie et en sciences sociales y sont prodigués.

⁴¹ Un jeu d'habileté populaire au Québec consistant à jeter à bonne distance des sacs de tissus dans les trous d'une structure en bois afin de marquer des points. Son mode de fonctionnement ressemble par ailleurs au jeu populaire flamand de la grenouille, fonctionnant sur le même principe mais avec des palets.

_: *Mais vous, est-ce que ça vous parle, cette opposition-là ?*

Paul Aubin : Nous autres, ici, c'est plus ... indépendantistes ... Euh, indépendantistes et fédéralistes.

Jean Côté : Indépen ...

Épouse de Jean ? : Indépendistes ?

Jean Côté : Indépendistes ? Séparatistes peut-être ?

Paul Aubin : Comment ? Indépendantistes. In-dé-pen-dan-tistes.

Jean Côté : Là, on est en train de faire une interview ! Donc, s'il vous plaît ! (*rires*).

Paul Aubin : C'est ça. Indépendantistes ?

Danièle Côté : Indépendantisse.

Paul Aubin : Tiste ? Tisse ? En tout cas, c'est entre séparatistes et fédéralistes. Nous autres, c'est plus ça, la gauche puis la droite. Enfin qu'on entend parler.

_: *Et pour vous, est-ce qu'il y a des partis que vous associez à la gauche ou à la droite ?*

Paul Aubin : Pour moi, non.

Jean Côté : Moi non plus.

_: *Et par exemple, à l'automne, il y a les élections fédérales qui s'en viennent !*

Paul Aubin : Oui !

_: *Est-ce que vous suivez un petit peu ça déjà ?*

Paul Aubin : Moins qu'au provincial. Le fédéral ...

_: *C'est plus lointain ?*

Paul Aubin : Oui, c'est ça. En tout cas, pour moi.

Jean Côté : Et moi encore moins que lui (*rires*).

Paul Aubin : Je vais même pas voter, moi.

Jean Côté : Moi, je vais voter. Mais ...

_: *Toi, tu sais qu'en Octobre, t'iras pas voter déjà ?*

Paul Aubin : Moi, au fédéral, je vote pas.

_: *Tu votes jamais au fédéral ?*

Paul Aubin : Non.

La confrontation de cet extrait d'entretien avec l'extrait du carnet de terrain rédigé suite à la soirée sur le terrain des Côté met tout d'abord en lumière les effets propres aux différentes techniques de production de données d'enquête qualitative (Weller 1994). Paul, qui s'était accordé avec Diane sur le fait de voter conservateur dans quelques semaines, m'explique en face à face qu'il n'est pas intéressé par la politique canadienne et vote jamais aux élections fédérales. Frédéric Parent, dans son enquête ethnographique sur un village tout proche du *camping des Palmiers* relève lui aussi auprès de ses enquêté-e-s que « la politique fédérale ne soulève pas de passions à Lancaster, comme si elle était encore une affaire extérieure au milieu local » (Parent 2015, 224).

De plus – faut-il y voir la conséquence d'une entrevue vécue sur le mode de l'interrogation scolaire ? – Paul et Jean apparaissent démunis lorsque je les questionne sur l'opposition gauche-droite. Ils me proposent une opposition plus structurante à leurs yeux autour de la souveraineté du Québec, tout en peinant collectivement à trouver les mots pour le dire. Mais de la même façon que leurs difficultés à s'accorder sur les termes consacrés « indépendantiste » ou « séparatiste » ne signifient pas que la question de la souveraineté du Québec ne soit pas structurante dans leurs

échanges entre amis sur la politique, le fait qu'ils ne puissent associer aucun parti politique à la gauche ou à la droite n'écarte nullement le fait que la question de l'égalité (ou des inégalités) ne soit pas centrale dans leur rapport au politique. Ces éléments nous indiquent surtout que ces enquêté-e-s, éloigné-e-s des termes légitimes et consacrés pour parler de ces enjeux, en discutent avec leur propre langage politique. Cette absence de lecture d'un champ partisan structuré autour d'un axe gauche-droite invite ainsi à ne pas plaquer des adhésions univoques à des programmes idéologiques dans l'expression d'un vote ou d'une attitude politique, et suggère plutôt d'ouvrir l'étude de leurs rapports au politique de manière plus large.

De fait, loin de pouvoir s'appuyer sur l'auto-positionnement subjectif des agent-e-s sur le clivage gauche-droite pour éclairer leurs attitudes politiques, la plupart de mes enquêté-e-s québécois ne comprenaient pas le sens métaphorique de cette opposition. À l'image de Luc Bellemare, 42 ans, employé dans une exploitation agricole d'élevage porcins au Québec, qui s'étonne de mon emploi du terme gauche-droite – qu'il entend pourtant parfois à la radio – dans une acception politique.

Luc Bellemare : Ouais. Il y en a ici qui se disent de la gogoche. Je sais pas c'est quoi, de quoi tu parles. Je me suis jamais informé non plus. Mais ... Je sais pas pantoute c'est quoi, la gauche et la droite. Je pourrais pas te dire.

_ : *Mais la gogoche, ça veut dire quoi ?*

Luc Bellemare : Bah, ils parlent des gauchistes, de la gauche. Mais je sais pas. Ils disent ça souvent à la radio, les gogoches. Mais peut-être bien pour rire d'eux-autres aussi. Je sais pas (*rires*). Mais c'est sûr, je sais pas pantoute. Je sais pas quoi te dire là-dessus pantoute.

_ : *Mais disons, la gogoche, est-ce que tu sais qui ça vise quand ils en parlent ?*

Luc Bellemare : Non non. Bah c'est ça. Souvent, ils disent le monde de la gauche, de la gogoche⁴². Mais je sais pas de quoi ils parlent (*rires*).

Parmi mes enquêté.es les plus distants du jeu partisan, l'usage de ces termes s'accompagne même parfois de contre-discours, insistant bien davantage sur l'indifférenciation des partis politiques et sur des représentations homogénéisantes de la classe politique. Cette dernière est ainsi envisagée comme un bloc uniforme et socialement lointain, dans des accents proches du « je-m'en-fichisme » analysé par Richard Hoggart (1970, 334). Fanny Chevrier, dans la trentaine, la fille de Claudie Chevrier, a travaillé comme préposée aux bénéficiaires, l'équivalent québécois d'auxiliaire

⁴² Le terme de « gogoche » est notamment mobilisé de façon dépréciative pour fustiger les partis de « gauche », entre autres sur les radios à la ligne éditoriale conservatrice et de droite – les « radios poubelle » (Marcoux et Tremblay 2005) – diffusées dans la région de Québec. Toutefois, Luc Bellemare n'emploie pas ce terme avec une connotation péjorative et semble surtout se surprendre que je reprenne moi aussi ce terme.

de vie, pendant quelques années et a récemment cessé son activité professionnelle pour s'occuper de ses enfants. Installée au camping avec son conjoint et ses trois enfants depuis le début de la saison, elle confie qu'en la matière, « *c'est tout' mêlé* ».

_ : En France, beaucoup de débats politiques, c'est autour de la gauche et de la droite. Mais ici, j'ai comme l'impression qu'au Québec, la gauche et la droite ... Ça serait quoi, un petit peu ?

Fanny Chevrier : Qu'est-ce que tu veux dire ?

_ : Des partis qui seraient à gauche, des partis qui seraient à droite ?

Fanny Chevrier : Ok, non. Il me semble qu'ici, c'est tout' mêlé. C'est pas ... Ça va vraiment être individuel et chacun apporte quelque chose de différent. Il me semble qu'il n'y a pas quelque chose qui soit ... qu'ils veulent faire une affaire et l'autre d'autres choses. Ils sont comme pas reliés, comme à deux groupes différents. C'est vraiment tout individuel, d'après-moi.

_ : Mettons, toi, par exemple, tu te dis pas : " Ah, ça, c'est un parti de gauche , ou ça ... " .

Fanny Chevrier : Non, pas du tout. Tel parti, c'est tel parti. Il a ça à apporter. Tel autre, c'est telle autre chose. C'est vraiment ... Non, je divise pas ça en deux groupes, rien.

Parmi les enquêté-e-s plus âgé-e-s, ou se référant à des souvenirs familiaux, c'est parfois l'opposition entre « bleu » et « rouge » (Bernier Arcand 2018) qui est mobilisée pour donner du sens aux scènes partisanes lorsqu'est évoqué le clivage gauche-droite, reprenant le slogan historique de l'église catholique au Québec de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'à la « Grande noirceur » : « le ciel est bleu et l'enfer est rouge! » (Gauthier 2002). Cependant, les associations de couleur sont souvent confondues, peut-être suivant la convention états-unienne associant la couleur rouge au Parti républicain et la couleur bleue au Parti démocrate⁴³. Et la lecture qu'en font les enquêté-e-s recoupe pour partie, non des orientations politiques, mais des niveaux d'échelles politiques (provincial vs. fédéral). Ainsi, Josiane Déry, 66 ans au moment de l'enquête, qui a travaillé toute sa vie comme employée en cuisine dans le secteur hospitalier puis en maison de retraite, se surprend de mon emploi des termes gauche-droite pour décrire les scènes partisanes.

_ : En France, on oppose souvent la gauche et la droite en matière politique. Toi, est-ce que ça t'évoque de quoi ?

Josiane Déry : Non. J'ai déjà entendu la gauche et la droite. Mais ... C'est côté quoi que ... ? Vous dites pour quoi la gauche et la droite ? C'est les deux partis ?

_ : Il y a comme des partis qui sont à gauche et des partis qui sont à droite.

Josiane Déry : Ah, ah ok ! Nous, ici, c'est le rouge. Ils disent : « On est bleu ou rouge ». Aussi conservateur supposément. Indépendant ... En tout cas.

_ : Mais bleu et rouge, ça fait référence à quoi ?

⁴³ Tandis qu'au Canada, c'est bien le bleu qui est associé au Parti conservateur et le rouge au Parti libéral sur la scène fédérale. Mais comme on le verra par la suite, bon nombre d'enquêtés associent le conservatisme au rouge et le libéralisme au bleu comme aux États-Unis. Cette convention de couleur états-uniennes est d'ailleurs récente et s'impose seulement au début des années 2000. Voir par exemple : « When Republicans Were Blue and Democrats Were Red », *Smithsonian Magazine*, 31 octobre 2012. <https://www.smithsonianmag.com/history/when-republicans-were-blue-and-democrats-were-red-104176297/>

Josiane Déry : C'est une partie ... Le libéral, c'est bleu. Je sais que libéral, c'est bleu. Conservateur, je sais pas. Le rouge, bah c'est le Canada.

_ : *L'opposition, c'est plus bleu ou rouge ?*

Josiane Déry : Oui, beaucoup plus.

_ : *Toi, est-ce que tu t'identifies à bleu ou à rouge ?*

Josiane Déry : Non. Seulement à ce qu'il dit ou ce ... Quand c'est le temps [des élections], je vais voir ma fille. " Qu'est-ce que tu penses que c'est, le meilleur ? " .

Si Josiane Déry ne comprend pas l'opposition gauche-droite dans une acception politique, elle me propose une autre grille d'appréhension fondée sur l'opposition rouge-bleu. Elle reprend cette opposition mais se trompe en associant les partis libéraux à la couleur bleu alors que leur couleur politique est le rouge sur les scènes tant provinciales que fédérales (« *Le libéral, c'est bleu* »). « *Le rouge, bah c'est le Canada* ». Elle mobilise cependant également cette opposition avec prudence pour lire le jeu partisan, reconnaissant ne pas savoir quelle est la couleur politique du Parti conservateur (« *Conservateur, je sais pas* »). Josiane y mêle à la fois des considérations partisans et d'échelle territoriale (« *Le rouge, bah c'est le Canada* »), peut-être en écho au clivage politique à propos du souverainisme au Québec. Cet extrait souligne à nouveau les lectures plus ardues du champ politique au Québec qui nécessitent de se repérer sur plusieurs échelles de gouvernement, avec différentes scènes partisans structurées par des systèmes partisans distincts mais pour partie imbriqués⁴⁴.

Bien que Josiane Déry mentionne l'opposition rouge-bleu dans le contexte de l'entrevue, cette opposition n'est ni structurante de son rapport à la politique, ni éclairante quant à la formation de ses préférences politiques. D'ailleurs, elle s'en écarte lorsque je l'interroge à propos de son propre positionnement politique. Josiane m'explique finalement s'en remettre à sa fille au moment d'aller voter.

Josiane Déry : C'est ma fille qui m'éduque un peu.

_ : *Ta fille, elle t'explique des trucs ou quoi ?*

Josiane Déry : Elle est pas pire là-dedans. Elle sait s'il est bon, s'il est pas bon, ce qu'il nous offre. Elle me le dit un peu. Et elle me dit pour qui voter. « Lui, c'est le meilleur ».

_ : *C'est elle qui te ...*

Josiane Déry : Oui, parce que sans ça, j'irais pas voter de mon côté. Je connais pas ça ! J'ai jamais connu ça. Questions de ... de quoi? Elle ne complète pas? C'est dommage, ce serait intéressant! D'éducation, de parcours de vie, de profession?..

Christine Berthiaume, la compagne de Paul Berthiaume, la cinquantaine au moment de l'enquête, secrétaire comptable dans une clinique médicale de la région, tout en ayant déjà entendu

⁴⁴ Par exemple, bien que ces deux formations politiques soient distinctes, on retrouve bien un Parti libéral du Québec sur la scène provinciale et un Parti libéral du Canada sur la scène fédérale.

ces termes appliqués au champ politique, qu'elle réinterprète (« *Moi, je pensais, côté droit, c'est celui qui est élu. Et côté gauche, c'est l'opposition. Mais c'est pas nécessairement ça ?* »), se réfère également à l'opposition « rouges » vs. « bleus », selon l'usage qu'en faisait son père (« *Comme mon père, il me disait souvent qu'il était pas bleu mais rouge* »). Elle associe ainsi le rouge au fédéral et le bleu au Québec, situant ce clivage selon les différents échelons de gouvernement. Tandis que son mari privilégie une association du rouge au Parti conservateur et du bleu au Parti libéral. Sans qu'ils mobilisent par ailleurs ce *distinguo* pour se positionner eux-mêmes :

Christine Berthiaume : Mais t'sais, c'est un peu comme nous autres, le monde ... C'est plus : « Toi, t'es-tu bleu ? Ou si t'es rouge ? ». Bleu, c'est plus ... le Québec. Rouge, c'est plus ...

Paul Berthiaume : C'est plus ... c'est fédéral. Rouge, c'est conservateur.

Christine Berthiaume : C'est fédéral.

Paul Berthiaume : Il y en a un, c'est conservateur.

Christine Berthiaume : Ouais, c'est ça.

Paul Berthiaume : Bah t'avais deux partis. C'était conservateur et fédéral. Mais ... C'est pas gauche-droite, les deux.

_ : *Du coup, bleu-rouge, j'ai pas ...*

Paul Berthiaume : C'est parce qu'il y a un parti politique que sa couleur, c'était bleu. Et l'autre parti politique, sa couleur, c'était rouge. Dans le fond, les conservateurs, c'était rouge. Et les libéraux, c'était bleu. Dans le fond, c'était ça, les bleus et les rouges.

Christine Berthiaume : Comme mon père, il me disait souvent : " Je suis pas bleu. Je suis rouge ". T'sais, je sais pas si on peut comparer ça de même avec droite et gauche.

Cet usage descriptif et pour partie dépolitisé de l'opposition historique rouge-bleu s'apparente à ce qu'en décrit également Frédéric Parent sur son propre terrain de recherche. Le recours à des symboles passés, et en partie désinvestis de sens, permet ainsi « d'expliquer les différends » – et ici pour Josiane, Paul et Christine d'exposer à ma demande leur compréhension des différences politiques partisanes – « sans recourir aux luttes fratricides » (Parent 2015, 232) et sans nécessairement se positionner eux-mêmes. Si Paul Berthiaume évoque au cours de l'entretien les succès électoraux de la formation politique de droite l'Action Démocratique du Québec (ADQ) dans le courant des années 2000 ou encore le parti de gauche souverainiste Québec Solidaire (QS), ils ne les classent jamais selon un clivage gauche-droite qui n'a pas pour lui de signification politique.

L'un des seuls enquêtés québécois à mobiliser le clivage gauche-droite dans une acception clairement politique, Frédéric Garon, âgé de 65 ans, se distingue nettement des autres campeurs par son importante ascension sociale. Issu d'une famille ouvrière de la région, entré à l'usine à 14 ans, sorti du système scolaire sans diplôme du secondaire, il est au moment de l'enquête à la retraite

après avoir été gérant de différentes entreprises. Parmi les enquêté-e-s les plus prolixes⁴⁵ — il se présente auprès de moi comme un autodidacte. Il se distingue par son fort intérêt pour l'actualité politique, notamment provinciale. S'il est doublement compétent politiquement, au sens où il mobilise à la fois un important niveau d'information en matière politique et un sentiment élevé d'auto-habilitation à parler de politique, son rapport à la politique partisane est cependant loin d'être savant. En effet, à rebours des classements dominants des professionnels de la politique, Frédéric classe le Parti conservateur comme « à gauche » sur la scène politique fédérale et le Parti libéral comme « à droite ».

Frédéric Garon : C'est sûr que libéral, libéral, eux autres, ils sont dans les dépenses par dessus la tête. Eux autres, c'est dépenser, dépenser, dépenser, faire plaisir, dépenser, dépenser. L'autre, [le Parti conservateur] la gauche, lui, c'est plus de retourner aux anciens ... aux anciennes valeurs ou aux anciens principes. Et puis, se retirer du reste du monde un peu. Fait qu'on est bien, on est tranquille. On n'énerve pas personne⁴⁶. On ne participe pas beaucoup. Comme ça, on s'éloigne des guerres et des chicanes. Et puis libéral, bah eux autres, c'est plus foncé. C'est plus vers la droite un petit peu.

Cependant, loin d'être une complète méprise, son mésusage manifeste des termes « gauche » et « droite », qu'il semble intervertir, s'arrime pourtant à des conceptions normatives de ce clivage qui rejoignent par plusieurs aspects ce que l'on peut retrouver à ce propos dans la littérature académique. Ainsi, Frédéric mobilise pour définir ce qu'il entend par « gauche » pour décrire le Parti conservateur des conceptions de la politique qui, par plusieurs aspects, rejoignent ce qu'écrit par exemple l'anthropologue Emmanuel Terray à propos de la droite (2012). Terray associe les conceptions de la politique de droite à un réalisme, une activité « modeste » et limitée attachée à une stabilité traditionnelle. De la même façon, Frédéric insiste en creux sur l'attention de la « gauche » à ne pas trop « *dépenser* » pour « *faire plaisir* », à la retenue de son action (« *On est tranquille (...) On participe pas beaucoup* ») et à son attachement à la tradition (« *retourner aux anciens ... aux anciennes valeurs ou aux anciens principes* »). Il compare par ailleurs à un autre moment de l'entretien le Parti conservateur au mouvement catholique intégriste des « bérêts blancs » des Pèlerins de Saint Michel, usant d'une référence politique et historique à un groupe inspiré du créditisme social et classé par ailleurs par certains travaux à (l'extrême-)droite (Geoffroy et Vaillancourt, 1998).

⁴⁵ Frédéric Garon m'accorde une deuxième entrevue, tant nous avons revisité sa trajectoire personnelle et professionnelle au cours de notre première rencontre.

⁴⁶ Frédéric Garon emploie ici une double négation, tournure syntaxique courante au Québec, qui lui permet de mettre de l'emphase sur son propos. Il faudrait comprendre en France qu'« on n'énerve personne ».

Contrairement au *camping des Palmiers*, les campeurs et campeuses au *camping du Bois* dans le Nord de la France comprennent unanimement le clivage gauche-droite comme une opposition politique associée à des principes de division des scènes partisanes. Pourtant, cette différence notable ne doit pas masquer le fait que dans les deux espaces nationaux, par son absence ou par son utilisation pour le moins labile, le clivage gauche-droite est rarement le produit de positionnements idéologiques, ni ne guide généralement les agent-e-s dans leur capacité à opiner politiquement. Ce clivage, à l'exception d'une poignée de répondant-e-s, n'est d'ailleurs que ponctuellement mobilisé pour s'auto-définir politiquement ou pour justifier de son vote. Cette précaution –prudence à se compromettre en matière politique – est notamment palpable dans l'interaction entre Nathalie Lannoy, la quarantaine, qui a longtemps travaillé comme caissière dans une grande surface et qui est aujourd'hui assistante maternelle, et son conjoint Jérémy Declercq, 33 ans, ouvrier dans le bâtiment, lors de l'entrevue qu'ils m'accordent au *camping du Bois*.

Nathalie Lannoy : De toute façon, moi, je dis, ces choses-là, ils font un peu ce qu'ils veulent quand même.

_ : *Tu veux dire, les politiques ?*

Nathalie Lannoy : Ouais.

Jérémy Declercq : Je sais pas. J'avais entendu parler que c'était même pas le Président qui prenait les décisions. C'était plutôt le gouvernement. C'était pas spécialement lui qui ...

Nathalie Lannoy : C'est gauche ou droite. Quand ils ont des trucs comme là au Grand Palais à Lille, il m'avait dit, mon ex. Ils mangent ensemble et tout. Ils se parlent ensemble. Faut pas croire.

Jérémy Declercq : Ah bah bien sûr. Ça reste de la politique. Tu vas pas faire la guerre non plus.

Nathalie Lannoy : Que ce soit gauche ou droite. Ils sont ensemble quand même.

Jérémy Declercq : Et ceux qui sont pas aimés, c'est le Front National. À part eux, la droite, la gauche, ils ... (...)

_ : *Tu disais que la gauche et la droite, ils mangent ensemble. Ils se font des bouffes et tout. Mais est-ce que toi, ça t'évoque quelque chose, gauche-droite ? Est-ce que tu te dis que t'es plus de droite ou plus de gauche ?*

Nathalie Lannoy : (*silence*). Par rapport à ça, je sais pas.

Jérémy Declercq : Bah, quand tu votes, tu votes bien pour un parti ? C'est pas fou. Tu votes pas au pif. Tu prends pas un bulletin. " Oh, je vais prendre celui-là ".

Nathalie Lannoy : Bah non. Bah non.

Jérémy Declercq : Lui, il a une bonne bouille. Il rigole bien. Je vais prendre celui-là. C'est un bon vivant (*rires*). Elle, elle est mignonne. Je vais voter pour elle. Le truc de fou. Non mais ouais, quand tu votes, c'est parce que t'as des opinions que tu partages. Et puis voilà.

Nathalie Lannoy : Peut-être plus de droite ... Après, chacun son parti (*rires*).

Jérémy Declercq : C'est clair.

_ : *Mais tu dis ça un peu ...*

Nathalie Lannoy : Quoi ?

_ : *Je sais pas. Comme si ...*

Jérémy Declercq : Elle a l'air gênée de le dire.

Nathalie Lannoy : Non.

Jérémy Declercq : Si si.

... : Mais t'as le droit. C'est correct ! Mais est-ce que toi, gauche-droite, ça t'évoque des trucs aussi ?
Jérémy Declercq : Moi, je suis à droite.

Dans un premier temps, Nathalie Lannoy mobilise une anecdote davantage proche d'elle socialement – le récit que lui a fait son ex-conjoint d'élus locaux de différents bords politiques mangeant ensemble. Elle l'interprète comme la confirmation que « *ce soit gauche ou droite, ils sont ensemble quand même* », qu'*in fine*, « *ils font un peu ce qu'ils veulent* ». Le rejet de la classe politique, perçue comme un bloc uniforme, s'accompagne du rejet de son clivage le plus directement associé et revendiqué. Elle mobilise d'ailleurs bien davantage une lecture d'un champ partisan indifférencié accompagnée d'une opposition des élus aux « *petits ouvriers* » (« *Bah ouais, t'en as marre de tout ça. Faut voter, faut voter ... Mais bon. Tu vois que certains trucs ne marchent pas. (...) Qui est-ce qui prend à chaque fois ? Les petits ouvriers, les classes moyennes (rires). Non mais c'est vrai* »). Jérémy Declercq, quant à lui, se présente davantage sous le jour des représentations idéalisées du citoyen et prend ses distances au cours de l'entretien avec sa conjointe (« *Le truc de fou (...) quand tu votes, c'est parce que t'as des opinions que tu partages* »). Sans être nécessairement lui-même particulièrement informé, il la rappelle à la norme de l'expression légitime d'un vote (« *Tu votes pas au pif* »). Poussée dans ces retranchements, Nathalie prend finalement le pli de se positionner prudemment, « *peut-être plutôt à droite* ».

Loin de l'entendre comme une grammaire politique rendant intelligible des oppositions politiques et permettant de se positionner, la plupart de mes répondant-e-s en France mobilisent en fait ce clivage pour souligner leur perception indifférenciée du jeu politique, que ce soit pour le rejeter en bloc ou pour proposer des critères de perception et de choix davantage indiciaires, basés sur l'évaluation personnelle des élus⁴⁷. Ainsi, pour Christopher Biernat, filant lui aussi la métaphore spatiale, « *si on irait du côté gauche ou du côté droit, ça changerait rien non plus* ». Laurent Barry, la cinquantaine, salarié dans une usine comme extrudeur de matière plastique dans la région, précise que « *de toute façon, quand on me dit droite ou gauche, pour moi, c'est les mêmes. Dès qu'ils sont au pouvoir, c'est fini* ». Roger Catteau, 62 ans, ancien chaudronnier à la retraite de s'offusquer : « *La différence, il y en a pas. Que ça soit d'un côté ou de l'autre ... Même que les uns, ils passent. Ou que les autres, ils passent. C'est tous pareil, je t'ai dit. Je les mets tous dans le même sac* ». Monique Caron, 79 ans, retraitée, ancienne ouvrière dans des usines textiles, écarte

⁴⁷ J'y reviendrai par la suite dans le prochain chapitre.

l'opposition gauche-droite, elle aussi, mais insiste davantage sur l'évaluation personnelle des élu-e-s politiques :

Monique Caron : Si jamais il y en avait un de la droite qui présentait quelque chose de formidable ou bien de la gauche, et bah on dirait ... Moi, je me souviens quand on votait à Croix [ville proche de Roubaix], on avait un maire socialiste. Bah, je votais pour l'homme. Je votais pas pour ... le parti. **On votait pour l'homme parce que c'était un bonhomme formidable.** L'année d'après, quand il est décédé, c'est son neveu qui s'est présenté. J'ai pas voté pour le neveu. Parce que le bonhomme, je le connaissais. Il ne me plaisait pas.

Pareillement, Sylvie Duval, 61 ans, qui a occupé plusieurs postes d'employée de bureau, tout en se déclarant « *plutôt de gauche* » rejette finalement la pertinence de ce clivage, évoquant par exemple avec admiration les figures du secrétaire général du parti communiste Georges Marchais et du Général de Gaulle, qualifiées par elle et son conjoint également comme des « *bonhommes* » un peu plus tôt dans l'entrevue : « *Qu'est-ce qu'on s'en fout de droite et de gauche du moment qu'ils mènent la France là où il faut* ».

Les mobilisations de ce clivage sont cependant variables, plus fréquentes parmi les enquêté.e.s ayant été eux-mêmes engagés au sein d'organisations politiques partisans. Celles-ci ne sont cependant pas mécaniques – comme a pu l'illustrer l'exemple précédent de Dominique – et restent circonscrites à des prédispositions sociales et familiales et à un contexte d'encadrement politique qui leur donnent du sens.

André Dubois, le père de Laurent Dubois propriétaire du camping en France, a 78 ans au moment de l'enquête. Après avoir arrêté l'école à 14 ans, il entre d'abord comme apprenti mécanicien dans une filature de la région puis, après son service militaire, prend des cours du soir pour obtenir un CAP de tourneur. Promu au sein de l'usine de machinerie où il travaille tout le reste de sa carrière professionnelle, il y termine sa carrière comme contremaître, quelques années avant la fermeture définitive de l'usine. Délégué du personnel CFDT pendant une décennie, il est aussi membre pendant plusieurs années du parti Centre démocrate (CD) et membre du Conseil municipal de sa commune. Il s'inscrit ainsi dans un héritage familial politique – son père, travailleur social à la filature, étant lui-même membre du CD et ancien conseiller municipal de la commune. Évoquant cette période et son engagement partisan de l'époque, il mobilise à la fois le clivage gauche-droite (« *On reste au centre ... Mais on s'en va pas avec la droite* ») et se situe politiquement, tout comme il situe les formations politiques de l'époque par rapport à ce clivage.

André Dubois : Moi, j'étais au Conseil municipal à Sailly. J'ai été pendant 12 ans conseiller et pendant 6 ans adjoint au maire. Et puis après, on a été battus. Alors là, j'ai dû arrêter. Mais j'étais longtemps au Centre-démocrate. À un moment, ils ont quitté ... Centre-démocrate a quitté pour former Les réformateurs et s'allier avec la droite. Alors là, j'ai quitté. J'ai arrêté. J'ai dit non. Ou on reste au centre ... Mais on s'en va pas avec la droite.

_ : *C'était avec quel parti de droite ?*

André Dubois : Avec le RPR. Alors là, j'ai arrêté. J'ai abandonné.

_ : *Parce que droite pour toi ?*

André Dubois : Bah ouais, ouais. Moi ... J'étais pas... La gauche socialiste, je les aime pas. Parce que pour moi, depuis toujours, je me rappelle très bien de la quatrième république. J'étais jeune (...) C'était toujours l'un qui prenait le gouvernement le temps que ça allait.

Cependant, interrogé par la suite sur ses votes les plus récents lors des dernières élections et moins en prise avec le jeu et les enjeux du champ partisan, il se range lui aussi au fait de « voter selon le bonhomme », déclarant avoir finalement voté pour le candidat du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle de 2012 et avoir voté nul au deuxième tour, en glissant plusieurs bulletins dans son enveloppe.

André Dubois : Non non. **Moi, maintenant, je vote selon le bonhomme**, celui qui se présente. On se demande pour qui on va voter... Et il m'arrive même à ce moment-là, au deuxième tour de mettre tout le monde dans le même machin, dans la même enveloppe.

Que retenir de l'absence au Québec ou du rejet en France du clivage gauche-droite ? Tout d'abord, le fait que ce clivage, loin d'être universellement partagé, n'a rien d'évidemment politique au sens savant du terme, ni en France, ni au Québec. Pourtant, l'absence au Québec ou la défiance en France semblent traduire des rapports populaires comparables à la politique partisane la plus instituée, parfois marqués par des formes de défiance, souvent par une relative indifférenciation du champ partisan. Ces lectures dominées du jeu politique institutionnel en milieu populaire, non sans analogies, sont également marquées par des formes de (mise à) distance d'un jeu politique codifié et distant, qu'on peut sans doute lire parfois comme l'intériorisation de sa propre exclusion (Christopher Biernat : « *Déjà qu'on nous prend pour des pions* »).

Loin d'être uniquement le produit mécanique de positions sociales relativement dominées, à la fois culturellement et économiquement, ces lectures politiques sont paradoxalement aussi la conséquence de la désagrégation des structures partisanes traditionnelles d'encadrement politique des classes populaires, et l'écho des propres discours des professionnels de la politique en France (Mauger 2018, 158) comme au Québec. Les propos de Vanessa Tibot, 28 ans, au *camping du Bois* en témoignent :

Vanessa Tibot : Et ce que je remarque, c'est que plus ça va, et moins il y a de gauche. Et moins il y a de droite. C'est trop le bordel. C'est trop le bordel en fait. Parce que t'en as de gauche qui vont avoir des propos de droite. T'en as de droite qui vont avoir des propos de gauche. Et t'as des gens de gauche qui vont défendre la droite ».

Et comment s'étonner que ça soit « *trop le bordel* » ou « *tout' mêlé* » quand en France, les deux candidats à la dernière élection présidentielle ont pu se présenter pour l'un « *de droite et de gauche* », pour l'autre « *ni de droite, ni de gauche* », tout en appelant à dépasser ce clivage (Mauger 2017a) ? Ou quand au Québec, le candidat de la CAQ, à la dernière élection provinciale de 2019, ait pu présenter son parti en précisant que « *ce n'est pas une question de gauche ou de droite, ce n'est pas une question non plus de souverainistes ou de fédéralistes* » ? Ainsi, les discours des professionnels de la politique eux-mêmes, ainsi que l'affaiblissement des structures d'encadrement participent indubitablement à rendre ces repères plus flous.

Bien que le clivage gauche-droite soit présenté comme en réémergence au Québec (Boily 2018), les termes gauche-droite sont majoritairement dissociés de l'explication de la politique au Québec. Ce sont davantage des oppositions entre paliers de gouvernement, faisant référence au clivage autour de la souveraineté du Québec, ou des oppositions autour de couleurs politiques (Rouge/Bleu) qui sont mises de l'avant par les campeurs et campeuses au Québec. De la même façon que le clivage gauche-droite renvoie à l'histoire politique nationale française – à la Révolution Française souvent présentée dans une perspective mythique comme la conjoncture critique ayant permis son émergence (Le Digol 2018) – le clivage rouge-bleu renvoie au Québec à une histoire politique provinciale, à une historiographie québécoise associée à la Grande Noirceur, et sans doute aussi à d'autres pendants comparatifs politiques que la France. S'il n'est pas possible de l'établir avec certitude, la confusion fréquente dans l'emploi de ce clivage fait sans doute écho à la mobilisation d'une opposition bleu-rouge inversée aux États-Unis pour qualifier la dualité partisane entre parti démocrate et républicain.

Souligner l'ambivalence des discours profanes sur la politique, la faible appropriation par mes enquêté-e-s des grandes catégories opératoires pourtant habituellement mobilisées par les professionnels de la politique, invite à étudier différemment les rapports des classes populaires aux questions sociales et politiques, débarrassé de ces schèmes d'interprétation et d'identification de plus en plus hétéronomes. Dans une seconde partie, je souhaite mobiliser ces prérequis analytiques

dans l'analyse de l'expression « reine » des opinions politiques, pour les commentateurs et les politologues : le vote.

II. La non-évidence du vote

Je rencontre Sylvie et Didier Mercier à la fin de mon séjour au *camping du Bois* en France, à la fin du mois de septembre 2016, pour une entrevue dont nous avons discuté quelques semaines auparavant. Mais installés comme campeurs saisonniers depuis la saison passée, ils n'ont pas encore totalement aménagé leur terrain et ne viennent que ponctuellement. Approchant tous les deux la cinquantaine, Sylvie est aide-à-domicile dans la région et Didier Mercier travaille comme salarié sur des chantiers de construction, notamment de tirage de câbles. Il est devenu depuis quelques années chef d'équipe. L'entrevue se déroule avant un repas, auquel Sylvie et Didier m'ont convié et tandis que Didier installe la télévision dans la caravane attenante. Alors que je l'interroge sur la campagne présidentielle à venir, Sylvie m'explique qu'elle n'est pas « *Marine à 100%* » mais qu'il faudrait « *faire un coup de nettoyage dans tout* ». Elle évoque le problème du chômage. Mais « *en politique, c'est compliqué* ». Elle insiste également sur le fait qu'il faudrait « *refermer les frontières* ».

Sylvie Mercier : Mais je veux dire, cadrer ! Remettre les choses en place un petit peu à plat et puis déjà refermer les frontières. Parce que comme ils disaient, c'est pareil. Je suis allé dans ... dans un camping. Quand tu sais qu'il y en a plein qui parlent pas français⁴⁸ ! T'es en France ! T'as pas à ...
_ : *Des campings dans le coin ?*

Sylvie Mercier : En Ardèche ! Et on était les seuls, les seuls ... T'avais que des hollandais, des machins. [*Elle règle avec son fils la télévision*]. Non mais après, c'est ... On refera pas la monde. On refera pas le monde. Mais c'est vrai que refermer les frontières, faire un bon coup de ménage en France.

Lorsque je le la relance sur son intérêt pour les discours de Marine Le Pen, Sylvie m'explique qu'elle a régulièrement voté « *à gauche* » dans le passé, et qu'elle envisage pour la première fois de voter pour la candidate du Front National :

Sylvie Mercier : **Moi, dans les années 90, j'étais gauche gauche. J'étais ouvrier partageur (rires). Que pour l'ouvrier.**

_ : *Qu'est-ce que ça veut dire " gauche gauche, ouvrier partageur " ?*

⁴⁸ Ces propos font par ailleurs aussi écho à sa propre expérience au *camping du Bois*. Celui-ci est lui-même traversé de telles frontières nationales entre les travailleurs détachés au camping dont bon nombre d'entre eux sont de nationalité étrangère, notamment portugaise.

Sylvie Mercier : Euh, bah c'est une communauté, l'ouvrier. Mon père était mineur [de fond]. On ... Classe moyenne ensemble. C'est ça. L'ouvrier, entre ouvriers. Le patron qui pète plus haut que son cul, c'est pas ça. Mais bon ...

_ : *Est-ce que ça se ressentait dans ... ce que t'allait voter ou ... ?*

Sylvie Mercier : (*silence*) Bah on a toujours voté, enfin moi j'ai toujours voté gauche. Il n'y a que la dernière fois que j'ai pas voté. J'étais en train de déménager justement. Et puis ça s'est pas ...

_ : *Mais donc par exemple, en 2007, t'avais plutôt voté à gauche de ce que je comprends ?*

Sylvie Mercier : Bah oui. Bah oui. Et aux prochaines élections, je vais ... je vais voter Marine. C'est ça, Marine.

_ : *Donc, c'est quand même un changement.*

Sylvie Mercier : Oui oui. C'est un changement. Mais on s'enfoncé. En tant qu'ouvrier, si on reste à gauche, on s'enfoncé.

_ : *Qu'est-ce que tu veux dire par là ?*

Sylvie Mercier : Bah ils font plus rien pour nous. Je veux dire, ils font plus rien pour nous. Quand je vois à 50 ans ce que je dois faire, ce que je dois ramer pour gagner trois sous, quoi. C'est ... C'est affreux. C'est affolant. On est en France, quoi. À la base, on est dans un pays ... Si on rame pas, on mange pas. Alors que t'as les migrants qui passent. Dès fois, tu te dis : " Je vais me mettre un machin, une djellaba ".

Didier Mercier : (*Soupir*)

Sylvie Mercier : Bah quoi ? Je le dis des fois. Je le ferai. Je mettrai une djellaba, une grande robe et puis voilà. Vu qu'en France, on nourrit plus, je vais me faire nourrir.

Les propos de Sylvie Mercier illustrent la désagrégation du sentiment d'appartenance collective à la classe ouvrière (« *C'est une communauté, l'ouvrier* ») ou encore la tendance à l'ethnicisation des identités et des rapports sociaux (Cartier et al. 2008 ; Hamidi 2010). Pour décrire son appartenance passée à la communauté des « *ouvriers partageux* », Sylvie Mercier convoque la figure repoussoir et rassembleuse du « *patron qui pète plus haut que son cul* » et une opposition de classe centrée autour des rapports de travail. Au contraire, parlant de sa situation actuelle, face à l'abandon ressenti par « *la gauche* », Sylvie Mercier met en scène son opposition à un « eux » associé davantage aux « *migrants* ». Si elle ne s'exclut pas de toute identification de classe (« *En tant qu'ouvriers, si on reste à gauche, on s'enfoncé* »), ses intérêts sont davantage pensés au sein d'une communauté nationale et adressée à l'État (« *je vais me faire nourrir* »). Non sans une once de provocation, qui suscite d'ailleurs les réticences publiques de son mari, elle dit envisager de porter une djellaba afin d'être soutenue et de ne plus « *ramer pour gagner trois sous* ». Associant ainsi la figure du migrant à celle du musulman, mais aussi ces figures à une assistance fantasmée.

Les discours rétrospectifs, notamment en situation d'entrevue, sont à prendre avec précaution et font nécessairement l'objet de reconstructions, de mise en scène et en cohérence de soi (Bourdieu 1986). Sans qu'elle ne l'aborde centralement au cours de notre entrevue, la revendication d'une appartenance à une histoire familiale de mineurs, d'une communauté ouvrière dans laquelle s'inscri(vai)t, les propos de Sylvie peuvent aussi se lire à l'aune de sa propre

trajectoire familiale. Suite à un accident de travail de son père, Sylvie est « *placée à la DASS* » dès l'âge de deux ans et ne retrouve ses parents biologiques qu'une fois adulte.

Cependant, les propos de Sylvie détonnent surtout nettement du reste des enquêté-e-s - comme on a pu le souligner plus tôt dans sa mobilisation du clivage gauche-droite comme schème pertinent d'appréhension de la politique - mais aussi dans ce qu'elle décrit de son rapport au vote. La bascule que décrit Sylvie Mercier à ce propos semble être une illustration quasi idéal-typique des thèses du « gauchisme » (Perrineau 1995) présentant un transfert des votes ouvriers de la gauche, notamment communiste, vers l'extrême-droite. Or, pour bon nombre des campeurs et campeuses, en France comme au Québec, loin d'être un moyen de mise en cohérence de soi et de sa trajectoire sociale et politique, ou plus simplement l'affirmation d'opinions politiques, le retour sur sa pratique électorale est souvent bien davantage le produit de la remise de soi, de l'indifférence, l'expression d'un conformisme démocratique et/ou d'un rejet général de la classe politique. De telle sorte qu'il est parfois bien difficile d'établir le sens politique de l'expression d'un vote, voire d'établir avec certitude le vote lui-même. Sylvie Mercier ne cite d'ailleurs pas le nom de candidats de gauche pour qui elle aurait voté dans le passé. On peut donc s'interroger quant à savoir si son affirmation bravache d'une conversion est une indication claire de l'évolution dans le vote.

Si le vote et ses rituels peuvent être pensés comme une modalité d'expression de ses convictions politiques personnelles, une perspective historique et davantage constructiviste tend à le considérer comme une « technologie sociale et politique » (Lehingue 2011), technologie de « l'intimisation » et de la vertu électorale (Garrigou 1988, 45), ayant plus ou moins percolé le long de l'échelle sociale et qui vise tout autant à façonner un électeur modèle ainsi hypostasié.

Ces analyses du vote insistent sur le fait que ses usages, les sens sociaux qui lui sont attribués, sont pluriels. Par exemple, étudiant le vote blanc, non « comme une réponse à une offre politique déterminée, mais aussi comme une pratique aux usages et appropriations plurielles » (2017, 1155), Jérémie Moualek souligne par exemple la diversité des usages qui peuvent être conférés à une même pratique électorale, notamment selon l'origine et la trajectoire sociale. Cette attention aux usages pluriels peut même se porter sur l'abstention, comme le soulignent les exercices typologiques distinguant ses différentes formes (Muxel 2007 ; Amadieu et Framont 2015, 79-80). Bien que les membres des classes populaires soient les moins portés à se déplacer pour voter, une pratique abstentionniste – ou plus souvent de vote par intermittence parmi un grand

nombre de mes enquêté-e-s – n'exclut pas l'intérêt d'étudier les discours qui l'accompagnent, la justifient ou encore révèlent son impensé.

En étudiant au concret cette double opération de l'objectivation de la pratique électorale elle-même par le chercheur et du sens politique social qui lui est prêté, je souhaite ici mettre en lumière la non-évidence du vote, entendu à la fois comme le fait d'avoir voté ou non, la formation politique – et/ou la personne - pour laquelle on a voté et plus largement le sens social attribué à cette activité. Pour ce faire, je mobilise ici plus centralement, dans une première sous-partie, des matériaux d'enquête qui soulignent à nouveau les limites d'une appréhension du vote en milieu populaire au travers des seules lunettes savantes et font du vote parfois une énigme à déchiffrer. Par la suite, je reviens sur des cas-limites de discours d' « exit » ou de remise de soi, qui interrogent le mythe de l'égalité formelle des citoyen-ne-s face aux urnes et plus généralement cette modalité d'expression de leurs opinions politiques. Ainsi sorti des appareillages statistiques et des représentations enchantées de la démocratie représentative, le vote se révèle être un objet politique plus trouble qu'attendu et parfois difficile à interpréter.

A. Le vote comme énigme

Pratique « intimisée », confinée à la confrontation solitaire de l'électeur et de l'électrice à leurs bulletins et largement représentée comme l'expression d'opinions gardées secrètes (Garrigou 1988), le vote s'observe difficilement. Et qu'il soit étudié sur la base de questionnaires ou au travers des propos récoltés dans le cadre d'entretiens ou d'observations ethnographiques, les données produites n'en demeurent pas moins sujettes au biais inhérent du déclaratif. À ce propos, dans leur étude au protocole méthodologique innovant par la mixité des techniques d'enquête employées (observation ethnographique de longue durée associée à une étude exhaustive localisée des listes électorales), Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen relèvent à propos de l'abstention que « si les individus peuvent dissimuler consciemment leurs comportements, ils peuvent aussi, et peut-être surtout, les oublier. La mémoire du vote étant particulièrement courte, notamment parmi ceux – très nombreux – qui ne s'intéressent pas à la politique, ce n'est que grâce aux listes d'émargement que l'on peut reconstituer des itinéraires de participation, en l'occurrence particulièrement fiables » (Braconnier et Dormagen 2007, 14). Cependant, si les listes d'émargements permettent d'objectiver la participation électorale au-delà des déclarations *a posteriori*, elles ne concernent

bien que l'enveloppe (ou son absence) et laissent le flou entier quant au choix réalisé et au sens attribué à ces pratiques électorales.

Ainsi, pour une partie des enquêté-e-s que j'ai interrogée sur leur vote en France comme au Québec, ce dernier s'est parfois révélé une énigme. Pour des agents sociaux à la fois très distants du jeu partisan (compétence objective) et se sentant faiblement habilités à parler de la politique (compétence subjective), les discours à propos du vote semblent difficiles à formuler et à interpréter (pour le chercheur) mais aussi, pour certains d'entre eux, notamment en France à propos du Rassemblement National, volontairement ambigus et laissant prise au sous-entendu.

1. Les contours flous d'une pratique faiblement idéologisée

Lors de notre première entrevue avec Jeanne Francoeur en présence de sa mère, Muriel Lampron, Jeanne indique qu'elle ne se souvient plus précisément du parti pour lequel elle a voté lors des précédentes élections. Si elle ne fait pas mystère de sa proximité avec le député conservateur local, qu'elle connaît personnellement, elle n'est pas fermée à l'idée de voter pour le candidat du Parti libéral, Justin Trudeau, lors des prochaines échéances, quelques semaines plus tard.

Sa mère, quant à elle, affirme dans un premier temps qu'elle n'a pas voté puis se ravise et précise qu'elle a voté « *conservateur* » aux dernières élections, ravivant le souvenir de sa fille (Jeanne : « *Je pense que c'est ça que j'ai pris moi aussi* »). Cependant, Muriel exprime également son vif rejet du leader conservateur à l'élection fédérale passée et à venir, Stephen Harper (« *Je le veux vraiment pas* »), le Premier ministre sortant du Canada qui est annoncé comme reconduit à son poste en cas de victoire conservatrice au parlement. Alors que je la questionne davantage, elle n'est finalement plus certaine d'avoir voté pour le Parti conservateur, semble davantage se rappeler avoir voté aux élections provinciales plus récentes. Elle se souvient surtout d'avoir voté pour une femme « *très intelligente* », qu'elle distingue des autres candidats par la clarté de son expression à rebours du registre habituel du discours politique assimilé à un bêlement (« *Elle fait pas toujours : "bêêê... "* ») et par le fait qu'elle « *s'appelle comme un nom de garçon* » :

— : *Te souviens-tu pour qui tu avais voté ? ... ou est-ce que tu te souviens plus ?*

Jeanne Francoeur : Non. Je m'en souviens plus.

Muriel Lampron : Moi, je n'avais pas voté.

Jeanne Francoeur : C'était qui donc ? Renouvelle-moi donc. Je vais le savoir.

Muriel Lampron : Moi, j'ai voté conservateur.

Jeanne Francoeur : Oui, moi, je pense que c'est ça que j'ai pris moi aussi.

Sa nièce : C'est quoi conservateur ?

Muriel Lampron : Bah, conservateur, c'est plus ... on serait plus pays s'en allant vers le ... peut-être pas Harper par exemple. Je le veux vraiment pas...

Jeanne Francoeur : Ah ! Moi, je sais pas...

Muriel Lampron : Il y avait toutes sortes... La madame qui était très intelligente. Je ne me souviens plus de son nom.

_ : *La madame très intelligente, c'était ?*

Muriel Lampron : Je sais plus. Je m'en souviens pas.

_ : *C'était quoi son prénom ?*

Muriel Lampron : Elle est-tu intelligente ! Elle est-tu intelligente !

_ : *Elle est de quel parti ?*

Muriel Lampron : Bah c'est pas conservateur ?

_ : *Bah je sais pas. Euh ...*

Muriel Lampron : C'était-tu aux élections ?

_ : *Au provincial ?*

Muriel Lampron : Oui.

Jeanne Francoeur : C'était il y a pas longtemps. T'étais peut-être par ici ?

Muriel Lampron : Mais, elle est tellement intelligente ! Elle s'appelle comme un nom de garçon.

_ : *Françoise David ?*

Muriel Lampron : Oui ! Oui !

Jeanne Francoeur : Ayoye ...

Muriel Lampron : Moi, je trouve qu'elle est calée.

Jeanne Francoeur : Moi, je trouve pas.

Muriel Lampron : Oh bah oui.

Jeanne Francoeur : Mais je verrais William en politique par exemple, mon gars.

Muriel Lampron : Mais toi, avais-tu voté pour Françoise David du coup ?

Muriel Lampron : (*plus bas*) oui.

_ : *Elle te paraissait ?*

Muriel Lampron : Elle était intelligente. D'abord, elle s'occupe pas des autres, ce qu'ils vont dire. Elle dit son fond de pensée. Si je me souviens... Je peux pas embarquer. Mais je pense que moi, j'aimais sa façon de voir les choses. Moi, je suis pas comme toi (*à sa fille*). Mais toi, ça te disait rien ?

_ : *Françoise David ? Oui, je vois qui c'est.*

Muriel Lampron : Bah moi, j'ai voté pour elle. Parce que j'ai dit, peut-être, ça va changer de quoi, nous apporter d'autres choses. Elle fait pas toujours : " bêêê " [bê].

_ : *Mais Françoise David, elle est au Parti conservateur ?*

Muriel Lampron : Il me semble. Je ne suis pas certaine, par exemple. Mais j'avais voté Françoise David. Ça, c'est ça.

_ : *Elle est pas à Québec Solidaire, Françoise David ?*

Muriel Lampron : Québec Solitaire. Solidaire !

Jeanne Francoeur : C'est pas conservateur, d'abord.

Muriel Lampron : Non, c'est pas conservateur. Il a raison.

Jeanne Francoeur : Bon bah moi, j'ai pas voté pour Québec Solidaire. Parce que quand ça parle de séparation, moi, oublie ça.

Muriel Lampron : Ah ok.

Sur la base de ces informations, notamment du « *nom de garçon* », je lui propose le nom de l'ancienne candidate aux élections provinciales du parti de gauche et souverainiste Québec

solidaire, Françoise David. Muriel affirme dès lors avec assurance qu'elle a bien voté pour Françoise David sans être certaine cependant – et à raison – qu'elle ait été candidate pour le Parti conservateur (« *Je ne suis pas certaine, par exemple. Mais j'avais voté Françoise David. Ça, c'est ça* »). Muriel se souvient avoir voté pour Françoise David principalement sur la base de l'appréciation de ses qualités personnelles, tandis que Jeanne se refuse à voter pour des partis souverainistes car « *quand ça parle de séparation, moi, oublie ça* ». La révélation du vote de Muriel pour Québec Solidaire met également en lumière une ligne d'opposition politique entre la mère et la fille (« *C'est pas conservateur, d'abord* »).

Toutefois, pour Muriel comme pour sa fille Jeanne, le souvenir du vote est pour le moins précaire. Sa détermination, bien que faiblement informée, s'appuie à la fois sur des critères d'appréciation personnelle des candidat-e-s (Jeanne à propos de Justin Trudeau : « *Oui, je trouve qu'il a l'air de s'impliquer plus que les autres* ») et pour Jeanne en mobilisant le clivage politique souverainisme-fédéralisme.

Cependant, établir ce que Jeanne, et surtout Muriel, ont voté au cours de l'entrevue repose, au mieux sur une maïeutique bien employée, au pire sur un pur artefact d'enquête créé par mon insistance et mes suggestions. Muriel Lampron, notamment, se repère difficilement entre les différentes scènes partisans (elle renomme avant de se reprendre Québec Solidaire « *Québec Solitaire* ») et peine à exprimer dans les catégories légitimes du jeu politique les réminiscences de son vote. Elle déclare finalement avec conviction avoir voté pour QS, mais sur ma suggestion du nom de la candidate de ce parti que je devine sur la base des informations – faiblement politiques – dont elle se souvenait. Cet extrait d'entrevue peut à juste titre interroger quant à la qualité des informations qui auraient été recueillies à propos de son vote dans le cadre d'une enquête administrée de manière plus fermée. Il interroge également quant à l'interprétation que l'on peut en faire *ex-post*. Il est en effet à la fois possible (mains indéterminable) que Muriel Lampron ait voté aux élections fédérales pour les conservateurs, tout en rejetant son leader, et pour Québec Solidaire – aux antipodes sur le plan idéologique et programmatique – aux élections provinciales. Son vote reconstitué relève en ce sens presque davantage de l'onomastique (David est bien le nom de famille de Françoise et un prénom de garçon) que du recueil de données d'enquêtes sur sa perception du jeu politique partisan et sur ses opinions politiques.

Le même aspect flou et incertain des discours profanes et populaires sur le vote se retrouve par exemple dans l'entrevue que m'accordent Guislain et Annick Gignac au Québec. Au moment de l'enquête, Guislain et Annick ont respectivement 64 et 58 ans. Annick a commencé à travailler à 16 ans comme employée dans une buanderie durant cinq ans. Par la suite, elle et son conjoint de l'époque, ouvrier dans la construction, déménagent en Ontario. Elle y élève durant une dizaine d'années leurs (combien?) enfants. Revenue au Québec, elle y occupe par la suite différents emplois de service (ménage, employée dans garderie). Aujourd'hui mariée avec Guislain Gignac, elle a cessé de travailler. Guislain, quant à lui, a fait toute sa carrière dans la construction comme « *boilermaker* » (chaudronnier). À la suite d'un lourd accident du travail, il touche une indemnité de remplacement de revenu (IRR) après avoir été déclaré incapable d'occuper à nouveau un emploi. Ceux-ci partagent par ailleurs comme Jeanne et Muriel des faibles niveaux d'auto-habilitation à parler de la politique, dont ils font part dès que j'évoque les élections fédérales à venir.

_ : Pis je sais pas si vous avez un peu suivi ça, mais y a les élections fédérales qui se sont lancées ?

Guislain Gignac : Ouais, ouais ! M'en occupe pas ben ben des affaires de même.

Annick Gignac : Moi non plus, je connais encore ben moins ça. Lui, peux-tu en parler un peu ?

Guislain Gignac : Pas ben ben...

Annick Gignac : Pas ben ben ... Y a tellement ...

Guislain Gignac : C'est tous des mange-marde.

Annick et Guislain, peu informés politiquement, faiblement diplômés, se rapprochent par leurs positions sociales du groupe des abstentionnistes « hors-jeu » pour lesquels l'abstention est à la fois le produit d'une trop grande distance avec le champ politique et de sa contestation (Muxel 2007). Leur faible appétence politique s'accompagne d'une perception indifférenciée du jeu partisan (« *c'est tous des mange-mardes* ») et de l'offre politique sur le marché électoral (« *Les autres sont pas mieux que ceux qu'on a* »). Cependant, à rebours de la typologie proposée par Anne Muxel, ils font figure d'abstentionnistes intermittents. Annick se souvient d'avoir voté à plusieurs reprises depuis sa majorité. Guislain, qui participe davantage aux scrutins, explique que « *ça lui arrive* » mais qu'il « *ne ferai[t] pas un voyage pour aller voter* ».

Toutefois, leurs participations électorales s'éloignent de la norme démocratique de citoyens avertis et engagés, faisant ainsi prévaloir une « opinion » informée. Annick et Guislain ne présentent pas le moment électoral comme un espace de choix libre parmi des programmes politiques qui s'opposent. Au contraire, l'opposition centrale qu'ils retiennent à propos des élections est davantage l'objet d'une confrontation univoque avec l'État, incarné par « *le*

gouvernement ». Annick est ainsi la plus prolixe à dénoncer la malhonnêteté du « *gouvernement* », sans que celui-ci ne soit rattaché par ailleurs à aucune formation partisane ou à aucune personnalité politique en particulier. Elle associe davantage son évaluation morale à des confrontations ordinaires plus large à l'État, à ses institutions ou, plus précisément encore, à certains agents de première ligne (le souvenir d'une conversation avec un policier qu'elle jugeait corrompu, les difficultés que rencontre une amie proche à faire valoir ses droits sociaux, ses craintes de ne plus toucher sa retraite dans le futur, etc.).

Annick Gignac : Ouais, regarde ... le gouvernement là, va falloir qu'il m'en montre plus que ça pour croire en eux-autres ! Pour que j'aie retourné voter. Parce que pour l'instant, ils ne nous avancent pas. Ils calent le monde tout le temps (...) Moi, tant que le gouvernement prouvera pas, va falloir qu'il prouve. Parce qu'on se ferait manger la laine [sur le dos] en maudit.

_ : *Mais on pourrait dire ... je dis ça ...*

Annick Gignac : Oui oui, t'as droit à ton opinion !

_ : *C'est même pas tout à fait mon opinion, mais on pourrait dire qu'on peut changer le gouvernement en allant voter pour d'autres ?*

Annick Gignac : Ben parce que les autres sont pas mieux (*rires*) ! C'est ça que mon beau-frère me dit !

_ : *Qu'est-ce qu'il dit ?*

Guislain Gignac : Les autres sont pas mieux que ceux qu'on a.

Par ailleurs, comme nous l'étudierons par la suite plus amplement, Annick et Guislain justifient également leur participation électorale intermittente par leurs doutes quant à la sincérité du scrutin. Annick notamment évoque par la bande le fait que les votes seraient, selon elle, truqués : « *Je sais que c'est du crosse⁴⁹ dans ça premièrement. Les votes sont pas... sont pas... y' a du trucage* ». Le rejet en bloc du « *gouvernement* », d'une classe politique jugée trop homogène, couplé à des doutes soulevés par Annick quant à de possibles fraudes électorales, ne participent guère de leur foi dans la politique (« *va falloir qu'il m'en montre plus que ça pour croire en eux-autres !* »).

Pourtant, au cours de l'entretien, Guislain et surtout Annick parlent assez longuement d'une candidate locale aux élections qu'ils jugent unanimement « *solide* ». Suspendant sa mise à distance du jeu politique, Annick, enthousiaste et grave à la fois, insiste : « *si elle serait croche⁵⁰, elle nous*

⁴⁹ La « crosse », ici employée par Annick au masculin, est un québécoisisme signifiant dans ce contexte la trahison, la duperie. Le « crosseur » fait donc référence à une personne malhonnête, à un fraudeur, un tricheur. Il est d'ailleurs parfois indistinctement employé au *camping des Palmiers* par certains de mes enquêtés pour évoquer le personnel politique et les bénéficiaires de l'aide sociale.

⁵⁰ L'adjectif croche est un québécoisisme signifiant de travers ou de manière figurée pouvant faire référence à quelque chose fait n'importe comment ou de manière irrégulière.

décevrait énormément cette femme-là ... Énormément ... ! ». Ces propos suscitent particulièrement mon intérêt du fait qu'ils se distinguent du reste de l'entretien en faisant directement écho au jeu partisan, tout en rompant avec un rejet jusqu'alors partagé et univoque de la classe politique et des justifications de leur abstention. Je les relance plusieurs fois sur cette candidate. Cependant, ni Annick, ni Guislain ne se souviennent de son nom.

Annick Gignac : Regarde, t'sais ... Euh ... Celle ... Elle est-tu rentrée, celle qui jouait dans *J.E*⁵¹ ? comment qu'elle s'appelle ?

Guislain Gignac : Louise euh...

Annick Gignac : C'est pas Louise... Parce que tu connais pas ça l'émission *JE* toi...

_ : *C'est quoi ?*

Annick Gignac : C'est des choses, ben qui des fois ça arrive au gouvernement. Ils vont voir dans les compagnies où il y a des choses croches. Fait que là, la télé, *JE* ...

_ : *Fait que c'est une journaliste ?*

Annick Gignac : Ouais c'est une journaliste, ils ont déjà aussi été pour des affaires de gouvernement, des papiers que le monde n'avait pas. Comment je t'expliquerais bien ça ...

Guislain Gignac : Ils font des enquêtes sur des enquêtes ...

Annick Gignac : Comment qu'elle s'appelle ... ? Elle, personnellement en tout cas, si ça serait croche cette femme-là, elle me décevrait, pas à peu près ... Comment elle s'appelle ... ?

Guislain Gignac : Louise Deschâtelets !

Annick Gignac : Non, c'est pas Louise !

_ : *Mais elle, est-ce qu'elle est candidate à quelque chose ?*

Annick Gignac : Oui, elle est candidate, je sais pas c'est lequel... C'est peut-être pour ça, pour les dernières élections, elle est peut-être dedans ! Oui, elle c'est une femme ... je verrais qu'elle aurait du potentiel beaucoup. Je te dis, si elle serait croche, elle nous décevrait énormément cette femme-là ... Énormément ... !

_ : *Mais sais-tu pour quel parti elle s'est présenté ?*

Annick Gignac : La pancarte bleue, il me semble. Je sais pas si c'est PQ ...

Guislain Gignac : Libéral ?

Annick Gignac : Libéral ? Ben non bleu, c'est pas libéral ! C'est rouge libéral ! Pas pire malgré tout parce que je vais pas voter ! (*rires*)

_ : *C'est conservateur, bleu ?*

Guislain Gignac : Je sais pas ...

Annick Gignac : Tu vois comment qu'on connaît pas ben ben ça ... Ça fait longtemps, m'a te dire..

Guislain Gignac : C'était le Parti québécois...

Annick Gignac : C'est vrai que si on se donnait tous la main... C'est là qu'on verrait peut-être s'il y a de la crosse énormément dans les votes.

Le schème principal d'appréhension de la politique institutionnelle qu'utilisent Annick et Guislain est là encore l'opposition « rouge-bleu ». Mais son usage ne leur permet pas de retrouver, ni le nom de cette personnalité politique, ni à situer sa candidature sur une scène ou un échiquier politique. Annick se souvient d'une pancarte bleue, couleur qu'elle associe – à raison – au Parti

⁵¹ J.E. (pour « Journalisme électronique ») est une émission de télévision de journalisme d'enquête diffusée sur la chaîne TVA depuis 1993. Elle a notamment été animée par Jocelyne Cazin de ses débuts jusqu'à 2001.

québécois. Guislain, après avoir hésité avec le Parti libéral, se rallie à la proposition incertaine de sa conjointe après que celle-ci lui rappelle que la couleur du Parti libéral est le rouge (« *C'est rouge libéral ! Pas pire malgré tout parce que je vais pas voter ! (rires)* »). Sur la base de ces rares indices, je suis également incapable de retrouver la seule personnalité politique ayant les faveurs d'Annick au cours de l'entrevue. Pensant dans un premier temps qu'il est question d'une candidate aux élections fédérales toutes proches, je les relance sans succès pour savoir si la pancarte bleue était une pancarte du Parti conservateur du Canada⁵², en campagne au moment de l'enquête. En effet, je m'appuie sur des découpages, certes mobilisés routinièrement pour décrire les scènes partisans, mais peu opératoires auprès de mes enquêté-e-s. Par ailleurs, je ne maîtrise pas l'un des prérequis à la résolution de cette énigme, qui consiste à avoir une bonne connaissance du paysage audiovisuel québécois des années 1990. En fait, Guislain confond ici Louise Deschâtelets, une actrice québécoise, avec Jocelyne Cazin, une journaliste qui a présenté l'émission d'investigation J.E. dans les années 1990 et qui a effectivement été candidate pour la CAQ lors de l'élection provinciale partielle de juin 2015, quelques mois avant l'entrevue, dans la circonscription de Chaveau au nord de la ville de Québec. Jusqu'à la défaite de Jocelyne Cazin lors de ce scrutin, cette circonscription, proche du lieu où réside Annick, était considérée comme un fief adéquiste puis caquiste depuis la fin des années 2000.

Une lecture rapide des propos de Guislain et Annick ou des techniques d'enquête plus fermées – de type sondages d'opinion – pourraient conclure alternativement au récent ralliement caquiste d'Annick à la suite de la candidature de Jocelyne Cazin ou se limiter à établir un faible niveau de compétence politique de Guislain, évoquant comme personnalité politique une actrice québécoise. Or, si le flou ménagé autour de cette information – illustration de la grande distance séparant ce couple de la politique partisane – est en soi une donnée d'enquête, établir le nom de cette candidate est également une information pertinente quant à leur rapport et à leurs critères d'appréciation de la politique. En effet, c'est parce que Jocelyne Cazin, ancienne journaliste politique, n'est pas identifiée par Annick et Guislain comme faisant partie de la classe politique qu'elle échappe à la catégorisation dépréciative de « *mange-marde* », malgré sa candidature à une élection. Sur la base de ses connaissances de l'émission d'investigation J.E. qui visait à enquêter

⁵² Le Parti québécois sur la scène provinciale comme le Parti conservateur du Canada, et le Bloc Québécois sur la scène fédérale, ont des couleurs politiques bleues, ce qui rend assez imprécise la seule catégorisation politique par cette couleur. Depuis 2018, le logo du parti provincial souverainiste de gauche, Québec Solidaire – jusqu'alors entièrement orange – est désormais orange et bleu.

sur « *des choses croches* » qui parfois « *arrive [ici, s'intéresse] au gouvernement* », Annick considère surtout que la candidate de Chaveau présente des gages de probité morale face à la « *malhonnêteté* » du gouvernement qu'elle dénonce et qui la distingue du reste de la classe politique qu'elle rejette. Surtout, lorsqu'Annick et Guislain s'avancent à produire une opinion qui s'écarte du rejet en bloc ou de la mise à distance d'un jeu politique jugé pipé ou de dupe, c'est sur la base d'un raisonnement faiblement idéologique et désinscrit de toute affiliation partisane ou programmatique. C'est bien davantage en mobilisant des connaissances qui font écho à ses propres expériences, à sa propre situation sociale qu'Annick justifie son opinion : l'appréciation personnelle de la valeur morale/probité d'une personnalité publique. Le corollaire de cette affirmation étant qu'afin de mieux comprendre le rapport à la politique d'Annick, les savoirs compétents sur la politique québécoise sont d'une moins grande utilité qu'une bonne connaissance du paysage audiovisuel québécois des années 1990.

Lors de l'entrevue que m'accorde Roger Catteau, 62 ans, ancien chaudronnier à la retraite depuis un an et demi, au *camping du Bois* en France, celui-ci me fait part assez rapidement lui-aussi de son rejet de la politique partisane (« *la politique, j'ai pas confiance* ») qu'il connecte très directement aux récentes réformes des retraites. Ayant commencé à travailler dès l'âge de 14 ans, il espérait partir en retraite anticipée du fait de sa longue carrière dès l'âge de 55 ans. Mais il voit sa demande rejetée et apprend à cette occasion qu'il doit finalement travailler jusqu'à 60 ans. Ayant beaucoup évolué depuis son entrée en vigueur en 2003, le dispositif de retraite anticipée pour carrière longue (RACL) est particulièrement complexe (Denayrolles et Guilain 2015). S'il a été assoupli à la suite de l'élection de François Hollande en 2012, et bien que Roger Catteau ait sans doute vu sa première demande de départ refusée suite à la réforme de 2010 portée par le gouvernement Fillon, celui-ci personnalise les difficultés qu'il a rencontrées pour partir en retraite et les associe au Président alors en exercice – François Hollande au moment de l'enquête – sans le nommer pour autant (« *Quand lui, il est passé, il me l'a refusé* », « *Celui qui est maintenant* »).

Roger Catteau : Je devais avoir ma retraite à 55 ans. Quand lui, il est passé, il me l'a refusé. J'avais fait tous les papiers. Quand j'ai amené les papiers, " non, c'est passé à 60 ans ".

__ : *Quand lui, il est passé, tu parles de ... ?*

Roger Catteau : Celui qui est maintenant.

__ : *François Hollande ?*

Roger Catteau : Oui, il l'a mis à 60 ans.

Roger Catteau présente ce qu'il perçoit comme un « mensonge » du Président en exercice au moment de l'enquête comme l'élément déclencheur de son abstention systématique aux élections depuis lors (« *Il a menti. Et j'ai dit : "C'est tous des menteurs maintenant". Ah oui ! C'est pour ça que je veux plus voter et je voterai plus* »). Alors qu'il se décrit comme un électeur régulier, à la « bonne foi » politique durant sa carrière professionnelle (« *Au début, je croyais* ») – sans nécessairement s'identifier à des figures ou des partis politiques en particulier –, les difficultés personnelles qu'il rencontre à l'époque pour partir en retraite viennent conforter son rejet de la politique partisane et justifient une perception indifférenciée et entachée d'hypocrisie du jeu politique :

Roger Catteau : Pour moi, c'est pareil. Que ça soit l'un ou l'autre, maintenant, c'est tout un groupe ensemble. Ah oui, tu les vois s'engueuler. Tu les vois discuter. Et quand tu les vois dans les fêtes, ils sont en train de se serrer la main. Ils s'embrassent. Oh non ! Ah oui, tiens, après, ils vont bouffer, là ...

Lorsque je l'interroge sur sa pratique électorale passée, Roger Catteau peine cependant de nouveau à citer nommément des personnalités politiques pour lesquelles il aurait voté.

_ : *Dans le fond, tout à l'heure, tu me disais qu'il y a 5 ans, t'as arrêté de voter, pas mal d'un coup. Tu te souviens d'hommes ou de femmes politiques pour qui t'aurais pu voter avant d'arrêter de voter ?*

Roger Catteau : (*silence*) Quand j'ai arrêté de voter, c'est quand il est passé au gouvernement. Non, c'était même pas il y a 5 ans. Et ça rigole ... Une fois qu'il est passé au gouvernement, il a pris une femme et il s'est séparé. Et après, ils se battent ... Ségolène, c'est ça ?

_ : *Ségolène Royal et François Hollande ?*

Roger Catteau : Oui, c'est ça.

_ : *Par exemple, à cette élection-là, est-ce que t'avais déjà arrêté de voter ou ... ?*

Roger Catteau : Non, j'avais voté pour lui. C'est là, j'étais allé voter pour lui. Mais pas pour elle. Pas pour elle ! Et encore, et après, j'ai arrêté de voter parce que, elle, elle s'était remis après. J'ai pas voté qu'elle a failli passer.

_ : *Ségolène Royal ?*

Roger Catteau : Oui oui, elle a failli passer avec le bazar qui s'est passé.

Sa femme : François Hollande ?

Roger Catteau : François Hollande ! Elle a failli passer.

_ : *Mais Ségolène Royal, elle, elle s'était présentée contre ... Sarkozy, non, en 2007 ?*

Roger Catteau : Oui oui, Sarkozy.

_ : *Et toi, du coup, t'avais pas voté pour Ségolène Royal ?*

Roger Catteau : Non, j'avais voté pour Sarkozy. Et c'est après, avec son mari.

_ : *Et après, t'as voté pour son mari ?*

Roger Catteau : Non non. J'ai pas voté pour son mari. Et quand il est passé, après, il s'est retrouvé avec l'autre. Après, ils étaient pas ensemble.

_ : *Parce qu'il sortait avec une autre fille qui est partie aussi ?*

Roger Catteau : Voilà ! Bah Sarkozy, il a fait le même aussi.

_ : *C'est vrai que ...*

Roger Catteau : Ils ont des histoires bizarres ! Il y en a beaucoup qu'on ne savait pas. Et peut-être avant aussi !

_ : *Quand on l'avait vu avec son casque de moto... Mais de ce que je comprends, en 2012, t'avais pas voté pour François Hollande. Est-ce que t'avais revoté pour Sarkozy ?*

Roger Catteau : Sarkozy. J'avais voté.

_ : *Lui, ce gars-là, est-ce que tu trouvais que c'était quelqu'un de ...*

Roger Catteau : Quelqu'un de bien ! Oui, voilà. Parce que tout ce que l'autre avait promis, on l'a pas eu. Ah oui, et puis d'un seul coup, les retraites, les augmentations. Et ça, on l'a vu. Et Sarkozy, il l'avait baissé, lui. Il avait tout baissé. Même les retraites, les impôts, il avait tout baissé. L'autre, il les a augmenté. Lui, il a pas fait de cadeaux. Qu'est-ce qu'il avait promis, il l'a pas fait. Il a menti. Et j'ai dit : « C'est tous des menteurs maintenant ». Ah oui ! C'est pour ça que je veux plus voter et je voterai plus. Bah oui ! Ils ont même sorti, je crois que c'est l'année passée, ils vont forcer à tout le monde de voter. Les gens, ils vont pas vouloir !

Se repérant difficilement quant à l'arène politique nationale, il se souvient surtout d'éléments relatifs à la vie privée – ici une rupture conjugale suivi d'un début de relation en cours de mandat – d'un président pour lequel il aurait voté (« *Une fois qu'il est passé au gouvernement, il a pris une femme et il s'est séparé* », « *J'avais voté pour lui* ») et de son fort rejet de « *Ségolène* » Royal, l'ancienne compagne de François Hollande, qu'il évoque par ailleurs familièrement par son prénom. Sur la base de ces informations, qui touchent bien davantage à la vie privée et intime des candidats et candidates qu'à des contenus politiques, je cherche à retrouver pour quel président ayant connu une séparation conjugale Roger Catteau a pu voter. Or, cette information peut renvoyer tout autant à François Hollande qu'à son prédécesseur Nicolas Sarkozy.

Les discours de Roger Catteau sur le vote, ses représentations de la politique, sont pour partie difficilement lisibles car peu informés et souvent factuellement contradictoires. À la suite de plusieurs relances et demandes de clarification de ma part, Roger Catteau confirme qu'il a en fait voté pour Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2007. Loin d'alimenter ses perceptions dépréciatives de la classe politique, le président du parti de droite de l'époque l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) est au contraire présenté comme « *quelqu'un de bien* » et ayant tenu ses promesses. Cette vision morale plus que politique évalue davantage Nicolas Sarkozy lui-même plutôt que son action en tant qu'ancien président de la République, ou son bilan. Le jugement de Roger Catteau est surtout mal-informé. Un peu à la manière des électeurs américains ordinaires, favorables à une réforme des droits de succession qui ne bénéficiera pourtant qu'aux plus riches parce qu'eux-mêmes se considèrent comme trop taxés (Bartels 2005), la condamnation sans appel de François Hollande par Roger Catteau, et son appréciation positive du président précédent Nicolas Sarkozy, s'appuient tout à la fois sur la perception d'une injustice et sur une

mauvaise attribution des responsabilités quant aux réformes successives des retraites qui se sont succédées au détour des années 2010. Ce faible niveau d'informations politiques n'est cependant pas seulement caractérisé par le manque mais s'accompagne également de la mobilisation de catégories d'appréciation et de classements politiques propres, basées notamment dans cet extrait d'entretien sur la vie privée et intime du personnel politique (« *Ils ont des histoires bizarres* »), qui peuvent être propices aux malentendus ou aux mauvaises interprétations de ses propos par le chercheur.

2. *L'énigme comme stratégie de dissimulation du vote*

Loin d'être exclusivement le produit d'appréhensions plurielles et partielles des joutes électorales, la dimension énigmatique des discours sur le vote de certains enquêtés rencontrés est parfois bien davantage intentionnelle. Non plus « chose difficile à comprendre », les énigmes sont alors des informations volontairement voilées, exprimées sur le mode de l'implicite. En parlant de leur vote sans trop en dire, en l'évoquant à demi-mots ou dans les coulisses de l'entretien, ces enquêtés peuvent ainsi jouer le jeu de la discussion politique sans pourtant s'y compromettre et s'exposer symboliquement. Ces précautions, plus ou moins appuyées, s'accompagnent de réserves, de relations d'enquête prudentes au moment de l'entretien et parfois d'une reprise du contrôle de l'enregistrement négocié au préalable.

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. Août 2016.

Lors de ma prise de rendez-vous avec Patrick Leduc, celui-ci m'avait prévenu qu'il donnerait un coup de klaxon devant mon mobile-home en revenant le lendemain en début d'après-midi. Ancien ambulancier aujourd'hui à la retraite, il habite à l'année longue au camping et part régulièrement sur l'heure du midi avec son « combi » rejoindre sa femme, auxiliaire de vie⁵³ dans la région, proche de son lieu de travail pour déjeuner avec elle. Au coup de klaxon, sous la bruine, je le rejoins à son mobile-home. Depuis la fenêtre de celui-ci, il me propose un café : « *Finis ta clope parce qu'on fume pas chez moi. Tu fumes ! J'aurais pas pu faire tout ce que j'ai fait si j'avais fumé* ». Patrick fait référence à sa passion coûteuse des Harley Davidson. Il en a conduit pendant 28 ans et a participé à de nombreux rassemblements de motards.

Une fois à l'intérieur, je lui présente l'entrevue, ses conditions en conformité avec les prescriptions éthiques de mon certificat, le « formulaire de consentement » et je lui demande si ça le dérange d'être enregistré. « *T'as pas pris de quoi noter ? Je pensais que t'aurais un grand cahier* ». Patrick se montre méfiant, notamment vis-à-vis de mon questionnaire : « *Je peux regarder tes questions ?* ». Il prend ma grille d'entrevue, que j'ai réécrite à la main à la suite d'adaptations en cours de terrain, et lit à haute voix une à une toutes les questions, en proposant une réponse sommaire. « *Ça, c'est politique. Ça m'intéresse*

⁵³ L'auxiliaire de vie est l'équivalent fonctionnel en France des préposées aux bénéficiaires au Québec.

pas la politique ». « *Est-ce qu'on paye trop d'impôts, oui* ». « *Manuel Valls propose d'interdire le voile à l'université. Je suis d'accord* ». Par moment, il me demande de lui déchiffrer les questions lorsqu'il n'arrive pas à me lire. Me voyant un peu inquiet de la manière dont se déroule l'entretien, il tente de me rassurer : « *T'en fais pas, on va reprendre ça après. On va en parler après* ». Avant que ne débute l'entretien, il me parle assez longuement du travail de sa fille, assistante sociale dans le Calais⁵⁴ : « *Donc ça, on en parlera pas. On en parlera pas. Ça me bouffe* ». Après avoir passé en revue toutes les questions, il accepte finalement que j'enregistre l'entretien.

Au bout de quelques minutes, tandis qu'il me parle de ses conditions de travail comme ambulancier, du régime social minier très favorable dont il bénéficie, il me demande : « *éteins-le, éteins-le* », pour évoquer la fonction publique. Ce jeu de l'entretien enregistré et exploitable et, pour reprendre l'expression journalistique consacrée, du « *off the record* » – discussion informelle et ne devant pas être reproduite⁵⁵ – se poursuit ainsi durant tout l'entretien à propos par exemple du volet assistanciel de l'État social mais aussi de l'immigration post-coloniale, du port du voile ou de la thématique de l'insécurité.

J'ai l'impression notamment de gagner en partie sa confiance, ou *a minima* de lever des inquiétudes quant à sa crainte de ma réprobation morale, suite à une discussion informelle, hors enregistrement, portant sur les documentaires télévisés « *Enquête Exclusive* » diffusés sur la chaîne M6 et mettant régulièrement en scène le travail des forces de l'ordre. Alors qu'il m'explique les regarder régulièrement, je lui parle d'un de ces reportages, réalisé à propos du quartier Lille-Sud, quartier que je traverse par ailleurs à vélo pour aller à l'Université. Sans évoquer plus qu'il ne faut mon propre point de vue sur le traitement misérabiliste et anxiogène du reportage, ce partage d'un seul goût télévisuel, dans ce qu'il pourrait peut-être charrier d'opinions politiques également partagées, me semble ouvrir un espace de parole plus libre par la suite. Patrick Leduc, tout en continuant à me demander de couper le dictaphone plusieurs fois, joue dès lors sur des implicites que nous pourrions partager sans les expliciter, notamment à propos de sa pratique électorale (« *Tu t'en doutes* »).

Patrick Leduc se présente comme un électeur régulier (« *Quand je dois voter, j'y vais. Si je suis là, je vais voter. Si je suis là !* »), et surtout attaché à la respectabilité sociale conférée à la participation au scrutin. Il évoque par exemple spontanément une anecdote d'un contrôle routier lors d'une de ses sorties à moto, plus jeune, au cours duquel les gendarmes le laissèrent repartir, bien qu'il ne soit « *pas trop à jeun* », car il possédait dans son portefeuille sa carte d'électeur (« *C'est bien tchiot⁵⁶, t'as l'carte d'électeur, c'est qu't'as rien à t'reprocher* »). Il insiste également, comme plusieurs autres enquêté-e-s, sur sa crainte que les listes d'émargement soient consultées, notamment localement par les administrations municipales.

Patrick Leduc : si tu votes pas, c'est écrit. Le maire, il voit que tu votes pas. Dès fois, ça peut ... Si jamais un jour tu as besoin de quelque chose. Et puis il dit : « Tu votes pas et tu viens nous demander quelque chose » ... C'est mal perçu. C'est très mal perçu.

⁵⁴ Dans la région se trouvent depuis le début des années 2000 plusieurs campements informels de réfugié.e.s souhaitant pour partie émigrer au Royaume-Uni (la « jungle de Calais ») dont les conditions de vie et les expulsions successives par l'État ont défrayé la chronique locale, nationale et internationale.

⁵⁵ Nous nous limitons ici d'ailleurs à révéler les thématiques abordées lors de ces entretiens informels sans revenir plus spécifiquement sur les contenus des propos tenus par Patrick hors de l'entretien enregistré.

⁵⁶ « Tchiot » dans le patois du Nord de la France signifie petit, ici évoquant une forme de bienveillante familiarité.

Lorsque je l'interroge plus précisément sur ses préférences politiques, il se montre réticent à évoquer nommément la formation politique de son choix. Son nom ne sera jamais cité mais à plusieurs reprises évoqué sur le mode du sous-entendu et de l'implicite (« *Tu t'en doutes* »). C'est donc suspendu à la validité de ce doute raisonnable que je considère Patrick Leduc comme un électeur régulier du Rassemblement National. Cette conjecture s'appuie sur les rapprochements politiques qu'il propose pour caractériser le parti de son choix, qu'il ne juge « *pas assez préparé* » pour l'exercice du pouvoir, en mobilisant des comparaisons internationales⁵⁷ (« *un peu comme aux États-Unis avec Donald Trump* »). Elle se base également sur ses affinités avec certaines thématiques de cette formation politique, comme son rejet de l'immigration post-coloniale (« *Ça fait des années que [ce parti] m'attire. J'ai toujours eu un problème avec ... certains ... européens ... d'Afrique du Nord (rires)* »).

__ : *Et est-ce qu'il y a un parti ou un groupe politique qui attire plus ton attention que d'autre ?*

Patrick Leduc : Bah j'en ai un mais tu t'en doutes. On passe à autre chose.

__ : *Je m'en doute. Qu'est-ce que tu veux dire ?*

Patrick Leduc : Tu t'en doutes. On passe à autre chose (rires).

__ : *Qu'est-ce que ... Dans le fond, on va passer à autre chose mais ... Je sais pas trop comment.*

Patrick Leduc : Oui, c'est ça ! Allez, on passe à autre chose.

__ : (rires). *Dans le fond, que tu veuilles pas me le dire ...*

Patrick Leduc : Bah tu le sais.

__ : *Oui, je le sais. Mais mettons, t'as l'impression que c'est mal perçu ?*

Patrick Leduc : Non, c'est pas mal perçu. Je pense pas que ça soit mal perçu. J'aimerais bien qu'ils passent. Mais il y a certaines personnes à leur tête, ils sont pas capables de diriger ... le pays. C'est ça qui me fait peur.

__ : *Tu penses qu'ils sont pas assez préparés ?*

Patrick Leduc : Pas assez préparés, ouais. C'est un peu comme aux États-Unis avec Donald Trump, avec ses idées à la con ... Et puis, il risque de passer, ce con-là. Alors que je rejoins plus ces idées à lui que l'autre. Mais un gaillard comme ça, il fait peur quand même.

__ : *Oui, Donald Trump, parfois ...*

Patrick Leduc : Il fait peur quand même (rires).

__ : *Bon ...*

Patrick Leduc : C'est pas la France ! C'est pas la France.

__ : *Oui, on le sent. Et est-ce que ... Est-ce que c'est un groupe qui ... Mettons, est-ce que ça fait longtemps que tu suis ce groupe-là ?*

Patrick Leduc : Ah non, je suis pas ... Non non, je suis pas ... Je suis personne. J'ai du mal à marcher tout seul et je suis personne.

__ : *Donc tu t'es un peu ...*

Patrick Leduc : Non, ni investi, ni renseigné. J'ai mes idées et puis c'est tout. Je vote parce qu'il faut voter et puis c'est tout.

__ : *Et est-ce que ça fait longtemps que c'est plus cette formation-là qui ... qui attire ?*

⁵⁷ Notons à ce propos que Patrick se positionne sans les mêmes réserves sur d'autres scènes nationales jugées moins sensibles, comme à propos du futur président des États-Unis (« *Je rejoins plus ces idées* »).

Patrick Leduc : Ça fait des années que ça m'attire. J'ai toujours eu un problème avec ... certains ... européens ... d'Afrique du Nord (*rires*).

Si, dans la perspective tracée par Richard Hoggart, le vote Front National a pu récemment être présenté comme une « quête de respectabilité » en milieu populaire – assise sur la dénonciation et la mise à distance des « mauvaises classes populaires », les « cas sociaux » ou encore « la racaille » (Mauger 2017b) – ce parti a parallèlement mis en place, dès les années 1990 et plus avant ces dernières années, des stratégies politiques de normalisation – ou de « dédramatisation » pour reprendre le terme consacré (Dézé 2015) – qui visaient également à « se respectabiliser ». Car, jusqu'à récemment, c'est plutôt une identification partisane « honteuse », vécue sur le mode du stigmat, que pointait la littérature consacrée aux militant-e-s du Front National au début des années 2000 (Roussel 2003). On le verra plus tard, si des thématiques politiques portées par le Rassemblement National font parfois l'objet d'appropriations visant à se distinguer socialement de plus bas que soi – quelle que soit par ailleurs son orientation partisane déclarée – l'évocation du vote, notamment pour le RN, n'en est pas moins prudente parmi la plupart des enquêté-e-s rencontré-e-s en France. A l'image de Jeremy Declercq, qui se positionne clairement « à droite » mais parle de son vote pour le Front National au premier tour de la présidentielle de 2012 sans le nommer explicitement (« *autre chose* »), à l'instar de Patrick.

Jérémy Declercq : Moi, je suis à droite.

_ : *Donc mettons, par exemple, en 2012, est-ce que vous aviez voté pour le candidat de droite aux présidentielles ? Ou ...*

Jérémy Declercq : Si, moi si. J'ai voté à droite.

Nathalie Lannoy : C'est moins pire.

Jérémy Declercq : Et après, au deuxième tour, quand il a fallu voter autre chose, j'ai voté autre chose. Mais ...

Si Jérémy Declercq, après avoir mobilisé un mode d'énonciation implicite⁵⁸, clarifie son vote après l'une de mes relances plus tard dans l'entretien (« *Ouais. Ouais. Ça fait un moment que je vote pour le Front National* »), l'expression réticente et faite de stratégies d'évitement de Patrick Leduc s'apparente davantage aux modes de gestion et du contrôle de l'information du stigmat tel que décrit par Erwing Goffman (1973). En d'autres termes, « il s'agit bien d'une [préférence] *indicible* » (Roussel 2003, 254) pour un vote FN qui ne peut être dévoilée qu'à demi-mots et sous

⁵⁸ Qualifier un vote pour le Front National à « droite » est peut-être également ici une stratégie d'euphémisation de sa part.

certaines conditions. Patrick Leduc, circonspect, ne se laisse aller à le suggérer qu'après que je lui ai fait part d'un documentaire sur l'insécurité que nous avons tous les deux vu.

De la même façon, Stéphane Thery, employé dans une entreprise de nettoyage industriel et présent pour quelques jours dans le mobile-home inoccupé de sa mère, Martine Thery, se montre assez prudent au cours de notre entrevue, entre autres au moment de discuter de « *contre qui [il] vote* ».

Stéphane Thery : Au niveau du vote, oui, je vais voter. Et je vote pas blanc. Pas du tout. Un vote blanc, c'est un vote qui va être de l'autre côté. Et ça, c'est pas dans ton intérêt. Je ne dis pas contre qui tu votes. Ça, c'est chacun qui est dans son droit. Mais c'est clair que ... Qu'est-ce que tu vas voter pour Le Pen ? Pff, c'est une merde. Tu prends ton *pen*, tu le mets à la poubelle. Franchement.

S'il multiplie des informations partielles à propos de sa pratique électorale, écartant tout à la fois le vote blanc comme le vote pour le Rassemblement National, il justifie cependant le fait de ne pas le révéler (« *Je ne dis pas contre qui tu votes. Ça, c'est chacun qui est dans son droit* »). Parmi mes enquêtés, il est celui qui, le plus clairement, m'oppose son vote comme une énigme à résoudre. Au cours des coulisses de l'entretien, Stéphane justifie à nouveau son refus de me dire pour qui il a voté, en m'expliquant qu'il parle toujours à mots couverts de son vote, comme par exemple auprès de ses collègues de travail. Il m'explique que sans jamais prononcer le nom de la formation politique, ou encore du candidat ou de la candidate pour qui ils ont voté, ceux-ci se comprennent pourtant. Au moment de nous quitter, il me met au défi de « *lire entre les lignes* » et de retrouver pour qui il a voté, en m'annonçant que je possède toutes les informations requises pour le faire sur la base de notre entretien, exercice interprétatif périlleux auquel je n'ose pas me livrer en toute rigueur.

Produit d'inégales proximité avec le champ politique, d'approches plurielles et profanes des scènes partisans parfois difficiles à interpréter au seul prisme des appréhensions savantes de la politique, ou plus rarement de stratégies conscientes de dissimulation d'une opinion politique que l'on ne souhaite partager qu'à demi-mots, les discours sur la pratique électorale en milieu populaire, en France comme au Québec, sont à mille lieux de la simple logique déclarative qui caractérise majoritairement les enquêtes quantitatives et les sondages d'opinion. Ces enquêtés-e-s, caractérisés-e-s tout à la fois dans leurs rapports à la politique par de plus ou moins grandes distances entretenues avec les enjeux qui animent les sphères partisans et par des formes de rejets de l'activité politique institutionnelle elle-même, sont les plus sujets à commettre des erreurs

d'attribution d'objets politiques, à se faire prendre par les effets de fermeture créés par l'interrogation politique elle-même ou à la refuser via la dissimulation ou l'évitement. Cette reformulation que je propose, autour de la forme de l'énigme, s'inscrit ainsi plus largement dans la continuité des analyses soulignant les inégalités sociales propres à la maîtrise du langage politique légitime et tout ce qu'il en coûte, dès lors, de revendiquer une opinion personnelle en matière politique. Or, comme le relève Pierre Bourdieu, cet enjeu n'est pas seulement strictement méthodologique mais bien plus largement politique :

« En proposant au choix plusieurs énoncés et en demandant de prendre position sur du déjà énoncé, l'enquête d'opinion, comme les consultations politiques, tient pour résolu le problème même de la politique, c'est-à-dire la question de la transmutation de l'expérience en discours (...) et se prive du même coup, par une pétition de principe inconsciente, de la possibilité de recueillir l'information qui commande la signification susceptible d'être accordée à toutes les informations directement recueillies » (Bourdieu 2016 [1979], 338)

La non-évidence du vote, que l'on a pu établir, dans sa caractérisation parfois incertaine ou dissimulée, l'est tout autant du point de vue du sens politique et social que l'on peut lui prêter. Loin d'être une pratique sociale principalement idéologique, la rencontre entre une offre et une demande politique ou, encore, l'expression claire d'opinions politiques auxquelles on « adhérerait », le vote est, bien souvent, davantage le produit d'une remise de soi, que ce soit au travers de la confiance que l'on accorde à un proche – jugé plus compétent politiquement – ou dans son expression la plus radicale, au hasard. Le « logocentrisme de l'enquête politologique » (Bourdieu 2016 [1979], 338) est donc plus globalement celui du fonctionnement des démocraties représentatives qui, tout en excluant majoritairement les classes dominées de la participation électorale, est pourtant fondé sur le mythe trompeur d'une égalité (formelle) des citoyens quant à leur capacité à exprimer leurs préférences politiques en déposant un bulletin dans l'urne.

B. Se démettre ou s'en remettre : le mythe de l'égalité formelle des citoyennes face aux urnes.

Qu'elle soit le produit du champ politique lui-même ou pour une part du champ académique, l'une des prémices de l'interprétation des résultats électoraux voit dans le vote – informé, compétent ou non – la concrétisation d'une opinion personnelle. Mais loin d'être un invariant social, la revendication d'une telle opinion est, elle-même, le produit de conditions sociales particulières. Pour les plus démunis face au scrutin, le bulletin de vote peut être au contraire une coquille programmatique vide, que l'on remplit à la dernière minute d'allégeances

familiales (Lehingue 2011) ou de ressentis divers. Les sens sociaux du vote peuvent ainsi davantage se comprendre comme « la démission pure et simple, reconnaissance résignée de l'incompétence statutaire, ou la délégation totale, remise de soi sans réserve » (Bourdieu 2016 [1979], 306). Cependant, la mise en avant de sa démission, loin d'être univoque, est parfois davantage l'expression d'une réserve à s'exposer politiquement que l'absence d'opinions politiques et pourrait davantage être rapprochée d'un biais de désirabilité sociale que d'une réelle indétermination.

1. L'impossible production d'une opinion personnelle

Parmi la famille Chevrier au *camping des Palmiers* au Québec, Claudie la mère comme Fanny la fille, font état de rapports au vote apparemment désengagés et de processus de prises de décision au moment de se prononcer parfois proches du hasard. Si Claudie, la cinquantaine, qui travaille comme employée à la « *gate* » du camping, insiste sur le fait qu'elle vote de manière très assidue, elle décrit dans un premier temps sa participation électorale comme un examen auquel elle pourrait dès lors échouer (« *Donc, je vote toujours. Mais correctement... ça veut pas dire que je vote toujours correctement* »). L'annulation de son vote est aussi la reconnaissance de l'impossibilité pour elle de faire un choix (« *J'ai pas été capable de faire de choix* »).

_: *Est-ce que toi, tu votes aux élections ?*

Claudie Chevrier : Toujours. Toujours ! Toujours ! Je te dis pas que je vote toujours correctement. Mais je vote toujours. C'est pas dur, des fois. Quand tu dépasses la coche, ton vote est annulé. Ou bien tu coches à deux places, ton vote est annulé. Donc, je vote toujours. Mais correctement ... ça veut pas dire que je vote toujours correctement.

_: *Ça veut dire que parfois, tu votes pour deux partis ?*

Claudie Chevrier : **Dès fois, je vais m'arranger pour que mon vote ne soit pas bon. Si tu votes à deux places, c'est sûr que ton vote sera pas bon.**

_: *Tu t'arranges pour que ton vote soit pas bon ?*

Claudie Chevrier : Oui. Parce que j'ai pour mon dire que j'ai fait mon devoir de citoyen pareil. Mais je savais pas ce que je voulais. Donc, j'ai rendu ma réponse comme je la pensais. **Je le sais que c'est pas correct. Mais j'ai pas été capable de faire de choix. Fait que j'ai fait ma job pareil. Sauf qu'elle a pas été rendue correctement.**

La justification de l'annulation de son vote peut cependant également se lire comme une précaution à parler de politique et à révéler son vote (« *J'ai même pas peur de le dire* »). En effet, certaines de ses réponses à des relances plus précises, à la fin de notre entretien, soulignent que Claudie, loin du seul refus des exigences formelles et procédurales du scrutin, se positionne bien au moment de voter sur des bases pour partie politiques, notamment en écartant de son choix les

partis souverainistes. Alors que je la relance plus précisément à propos des élections fédérales de 2011, Claudie lâche ainsi qu'elle avait en fait voté pour le Parti conservateur.

Claudie Chevrier : Oh, j'avais voté conservateur. Regarde, j'ai même pas peur de le dire. Ouais, parce que je voulais pas... le PQ... Voyons, le Bloc Québécois, ce que j'aime pas, comme je te disais, c'est trop ... séparatiste. Eux autres, en temps normal, moi, je suis pas mal PQ. Ouais, moi, je suis bleu. En temps normal, on appelle ça être bleu. C'est vraiment... Bloc Québécois puis toute ça, je suis assez forte là-dedans. Mais à cause de leur séparation, qu'ils reviennent tout le temps à la charge, ils commencent à me perdre pas mal. Ça, j'ai pour mon dire que c'est pas ça qu'on veut. **Ce qu'on veut, c'est vraiment être notre propre Québec, si tu veux, mais pas séparé.**

Sans être en mesure de revenir sur « *les affinités* » qui l'avaient incitée à voter pour ce parti, Claudie relie pourtant son vote à la moindre séduction politique qu'exerce sur elle le projet politique de souveraineté du Québec. De même, sans se souvenir nécessairement, ni du nom du candidat, ni de la formation politique pour laquelle elle a voté lors de la dernière élection provinciale, elle se rappelle d'avoir porté son choix sur un tiers-parti et son candidat - « *le gars qui a pas vraiment rapport* » - et de s'être ainsi écartée du clivage politique autour de la souveraineté du Québec : « *ça ferait peut-être du bien d'avoir un tout autre gouvernement, changer totalement d'affaires. Plus de PQ et plus de ...* ».

Claudie Chevrier : J'ai dû avoir des affinités avec un, là. Ou il y en avait un qui avait les yeux plus beaux que l'autre (*pires*). Non, c'est ça. Je pense que j'ai encore voté conservateur par exemple. (...) Oh non, c'est vrai. La dernière fois, j'ai voté pour le petit clin-clin, le dernier petit clin-clin. Tu sais, il y a tout le temps un gouvernement ... Un qui a pas vraiment rapport avec les autres, il vient juste se présenter là pour faire le clown. Donc, je pense que j'ai voté ça la dernière fois.

Elle insiste à ce propos notamment sur la forte politisation de son univers familial autour de cet enjeu lorsqu'elle était enfant (« *C'était très très très fort* ») au détour des années 1970-1980, dans un contexte de convergence des contestations sociales autour du projet nationaliste québécois (Dufour et Traisnel 2009). La question politique de la souveraineté du Québec culmine lors des deux référendums de 1980 et de 1995⁵⁹. Sa revendication d'être « *bleue* », couplée à un rejet du Bloc Québécois, se comprend donc bien davantage à l'aune de son propre héritage politique familial (« *Mon père, ça a toujours été bleu* »), que comme la seule expression d'opinions politiques. Ses parents étaient les propriétaires et gérant de l'épicerie de Chavilles dans les années 1970.

Claudie Chevrier : Les bleus et les rouges, c'était comme si tu veux les Canadiens et les Nordiques [équipes de Hockey sur glace rivales, de Montréal et de Québec]. Bah c'était carrément ça dans ces

⁵⁹ Ce dernier référendum de 1995 à la formulation portant plus directement sur la souveraineté du Québec que celui de 1980 est d'ailleurs perdu de peu par le camp du oui, avec 49,42% des participant-e-s se prononçant en faveur de la souveraineté et une participation record de 93,52% des inscrit-e-s.

années-là. C'était très très très très fort, les bleus puis les rouges. C'est vraiment de l'opposition. Et ça amenait même des bagarres dans les familles. Ah oui oui ! C'était quelque chose dans ces années-là. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus mou. Parce qu'on... Je pense qu'on s'en fout un petit peu plus. C'est vrai, comme je disais aussi, c'est qui qui compterait pas la plus grosse menterie pour remporter ? Fait que ... Mais mon père, ça a toujours été bleu (*rires*).

Claudie Chevrier, tout en présentant parfois son vote comme le produit d'une incompétence résignée (« *J'ai pas été capable* »), évoque toutefois la détermination de celui-ci, lors des derniers scrutins, en référence à un souhait de s'émanciper du clivage relatif à l'indépendance du Québec. Cependant, dans les deux cas, l'explicitation de ses prises de positions comme de ses refus de choisir en matière politique sont mâtinés par des formes de cynisme (« *le clown* », « *le petit clin-clin* ») et de débrouillardise (« *je vais m'arranger pour que mon vote ne soit pas bon* »), autant « d'attitudes populaires qui constituent une manière efficace de se protéger contre le monde des "autres" » (Hoggart 1970, 327), ici, de la politique. Au cours de l'entrevue, Claudie insiste d'ailleurs bien davantage sur sa méfiance envers le personnel politique (« *J'ai même pas l'impression qu'ils sont là pour nous aider* ») que sur la mise en avant de ses préférences politiques personnelles.

Sa fille, Fanny Chevrier, qui travaillait comme préposée aux bénéficiaires avant de cesser son activité professionnelle, pour s'occuper davantage de ses jeunes enfants, souligne son faible intérêt pour la politique (« *Les élections, tout ça, je suis pas vraiment ça. Ça passe à la TV dès fois et je change de poste* ») et de son évitement au moment de choisir. Elle ne se souvient pas avoir voté aux dernières élections. Repoussant jusqu'à la dernière minute un choix rendu impossible par la trop grande distance entretenue avec le champ politique (« *La plupart du temps, j'arrive. Je sais même pas les noms qu'il y a de marqué* »). Fanny décrit son vote lorsqu'elle se déplace le jour du scrutin comme le produit d'une décision davantage marquée par l'urgence (« *dernière minute* ») et la résignation. Contrairement à sa mère, la seule option disponible reste de ne pas prendre de décision, qu'elle se déplace pour aller voter ou qu'elle s'abstienne. L'absence de socialisation politique primaire à au moins un clivage politique structurant au sein de l'univers familial, contrairement à sa mère, participe des difficultés que rencontre Fanny pour se positionner au moment du vote.

__ : *Et la dernière fois que tu avais voté, c'était ... Est-ce que tu te souviens quand c'était ?*

Fanny Chevrier : Non, pas du tout. Comme je te dis, je suis vraiment ... Je suis pas vraiment ça. Donc, je peux pas vraiment te dire ... Moi, j'arrive. C'est le temps de voter.

__ : *Et c'est là que tu prends la décision ?*

Fanny Chevrier : Oui, c'est ça. C'est un peu comme, dernière minute. C'est là que je prends ma décision. Comme je dis, j'annule. Je vais voter mais j'annule mon vote.

_ : *Ça t'arrive souvent d'annuler ton vote quand tu vas voter ?*

Fanny Chevrier : C'est arrivé quelques fois, oui. Parce que, justement, je savais pas ... Pas pour voter pour un que je savais pas ce qu'il allait apporter.

_ : *Et là, il y a les élections fédérales qui s'en viennent.*

Fanny Chevrier : Ok (*rires*). Je suis pas au courant.

Pour les participant-e-s aux scrutins les plus démuni-e-s face au vote, l'impossibilité de prendre une décision politique personnelle peut donc se résoudre dans l'alternative entre l'annulation de leur vote ou la remise de soi, c'est-à-dire la confiance absolue dans la décision d'un proche. Comme le résume Fanny Chevrier : « *Moi, quand il est temps de les élire, je demande à quelqu'un qu'est ce qui est quoi, qu'est ce qui fait quoi, et c'est là que je décide un peu. Sinon, j'annule complètement mon vote* ».

Cette même alternative est également celle à laquelle se confronte Marie-Hélène Dubois au *camping du Bois* en France. Mère de Laurent Dubois, le propriétaire du camping, elle a travaillé de 14 à 21 ans comme ouvrière dans la même filature que celle où travaillait son père et son futur époux, André. Après son mariage, elle cesse son activité professionnelle à l'usine, s'occupe plus centralement de l'éducation de ses trois enfants et s'implique bénévolement au sein du Secours Catholique. Lors de la deuxième partie de notre entretien portant sur des thématiques politiques, Marie-Hélène botte en touche à plusieurs reprises (« *Je me rappelle plus (rires)* ») et me renvoie à l'expertise de son mari jugé plus compétent, Gérard, qui a été conseiller municipal de sa commune pendant plusieurs années (« *J'ai pas suivi beaucoup (rires). C'est peut-être plus Gérard mais moi, non* »).

Si elle ne participe plus aux scrutins, Marie-Hélène se positionne politiquement, principalement contre le parti communiste en mettant en avant son identité religieuse catholique. Tant par ses pratiques d'engagement bénévole que par ses rejets partisans, le rapport à la politique de Marie-Hélène Dubois recoupe ainsi par certains aspects ce qu'analysent Guy Michelat et Michel Simon à propos du groupe des « catholiques déclarés » (Michelat et Simon 1977). Dès la fin des années 1970, la revendication d'une telle appartenance religieuse parmi la classe ouvrière y était corrélée à des forts rejets du parti communiste et des votes plus marqués à droite. Cette prise de position « en tant que catholique » (Michelat et Simon 2004) (« *Bah nous, on est plus ... Plus un pays catholique* ») s'accompagne cependant du même balancement entre démission et remise de soi au moment de voter. Tout en ayant opté pour la démission ces dernières années (« *Moi, je vote*

*plus. J'ai déjà voté les deux bulletins ensemble (rires) »), Marie-Hélène s'en remet à l'avis d'autrui lorsqu'elle se prononce politiquement – ici dans son rejet du parti communiste (« *Moi, je demande conseil* »).*

Marie-Hélène Dubois : Moi, j'irais pas vers le parti communiste.

_ : *Qu'est-ce qui t'irrite ou te dérange par rapport à ce parti-là ?*

Marie-Hélène Dubois : Je suis pas très ... Enfin, moi, je demande conseil.

_ : *Tu demandes conseil à ... ?*

Marie-Hélène Dubois : Enfin, j'irais pas non plus voter pour ... le parti communiste ou ... Non !

_ : *Est-ce qu'il y a d'autres partis, tu sais que t'irais jamais voter pour eux ?*

Marie-Hélène Dubois : Bah Mitterrand non plus ! (...)

_ : *Et par exemple, sans être indiscret, est-ce que tu te souviens ce que tu avais voté comme par exemple en 2012 ?*

Marie-Hélène Dubois : Moi, je vote plus. J'ai déjà voté les deux bulletins ensemble (*rires*).

_ : *Donc, c'est une sorte de vote blanc, quoi.*

Marie-Hélène Dubois : Bah oui !

_ : *Et quand tu votes les deux bulletins ensemble, c'est quoi le truc ? Qu'est-ce qui se passe ?*

Marie-Hélène Dubois : Bah parce qu'on est pas d'accord. De toute façon, c'est nul.

_ : *C'est-à-dire ?*

Marie-Hélène Dubois : Bah c'est des pas capables pour moi. Ou c'est pas nos idées aussi.

_ : *" C'est pas nos idées ", tu penses à quoi ? Entre tes idées et leurs idées ... ?*

Marie-Hélène Dubois : (*rires*). Bah nous, on est plus ... Plus un pays catholique, hein. Alors, c'est pas pour ça que ... qu'ils sont peut-être mauvais non plus, pas tous.

2. Les déterminants sociaux de l'expression de la remise de soi

Si la question de la détermination interpersonnelle, voire familiale, du vote renvoie classiquement aux critiques de l'atomicisme social porté par les travaux fondateurs de Paul Lazarsfeld (Lazarsfeld, Berelson et Gaudet 1944) et les approches contextuelles de la participation électorale (Braconnier et Dormagen 2007), les travaux portant sur la remise de soi soulignent plus largement sa dimension privée et, surtout, faiblement idéologique, comme par exemple à propos des votes Front National des conjointes au sein de couples populaires (Marchand-Lagier 2015).

Ainsi, pour un certain nombre des enquêté-e-s rencontré-e-s, et en particulier les femmes, le vote est remisé principalement à une expérience de délégation, notamment au sein du cercle familial. En France comme au Québec, quel que soient les pratiques réelles de détermination du vote parmi l'ensemble des campeuses et campeurs participant aux scrutins, la mise en avant d'une telle remise de soi est plus courante parmi des enquêtées appartenant aux franges les moins établies des classes populaires, que ce soit du fait de leur situation locative, de leur plus grande précarité

d'emploi et de leur plus faible niveau d'études. Parmi les enquêté-e-s appartenant aux franges supérieures des classes populaires, la remise de soi est plus rarement évoquée, et davantage sous couvert de la mauvaise conscience politique qu'elle procure. Ces enquêté-e-s partagent cependant elles et eux-aussi des rapports de distance vis-à-vis de l'activité politique institutionnelle, une faible appétence et des sentiments d'auto-habilitation peu prononcés à parler de la politique. Les entrevues qu'ils et elles m'accordent sont d'ailleurs souvent de plus courte durée (allant d'une demi-heure pour la plus courte à une heure d'entretien environ là où certains de mes entretiens, se transformant parfois en apéritif, durent plusieurs heures, voire près de cinq heures pour la plus longue).

Janie Viau, 31 ans au moment de l'enquête, enchaîne les contrats précaires dans les enseignes de restauration rapide de sa région. Comme Fanny Chevrier, elle « *change de poste* [de chaîne] » quand « *ils parlent* » de la politique. Mère de deux jeunes enfants, locataire, elle vote de façon intermittente. Si elle s'est toujours déplacée aux élections municipales, elle se souvient avoir voté à une occasion pour le Parti conservateur, sans cependant savoir pour quel palier de gouvernement.

_ : *Et cette année-là, qu'est-ce qui s'est passé pour que tu y ailles par rapport aux autres années ?*

Janie Viau : Bah il y en avait plein qui m'avaient dit d'aller voter pour tel. Fait que moi, t'sais, j'ai comme ... Je sais pas trop c'est qui, voter qui. Fait que j'avais voté pour le monde, qu'est-ce qu'ils m'avaient dit (*rires*).

_ : *Ah oui, ok. C'était comme des amis, des proches ?*

Janie Viau : Ouais, la famille, les proches, un peu tout le monde. À la job, ils parlaient de ça. Fait que j'ai décidé de voter ...

_ : *Pour le parti qu'ils t'avaient un peu conseillé ou quoi. Est-ce que tu te souviens ce qu'ils disaient un petit peu par rapport à l'élection, un peu ?*

Janie Viau : Ils disaient que eux autres allaient forcer plus pour les familles, donner plus d'argent pour les familles. Et j'avais voté pour eux autres, dans l'fond.

_ : *Est-ce que tu te souviens c'était qui qui allait forcer plus pour les familles ?*

Janie Viau : Bah moi, j'ai voté conservateur. Fait que c'est eux autres ... Je sais pas si c'est eux autres qui ont penché ... Parce que là, on a de l'argent en plus, tant par mois qu'ils nous donnent sur nos allocations, pour nous donner de l'aide de plus pour payer les affaires des enfants dans l'fond. Et là, on a de l'argent en plus. Mais je sais pas trop si c'est eux autres qui ont vraiment décidé. Ou si c'était le Parti québécois qui a décidé finalement.

_ : *Qui a décidé finalement ...*

Janie Viau : Mais eux m'avaient dit de voter plus pour eux autres parce qu'ils parlaient plus des affaires d'enfants, côté enfants. T'sais, dans l'fond, ma base, c'est mes enfants (*rires*).

Lors de cette élection, Janie s'en remet aux jugements de sa famille et de ses collègues de travail sur la base de critères d'évaluation larges (« *donner plus pour les familles* ») – non sans

rappeler par ailleurs certaines lignes de communication politique – qui font cependant écho à sa propre situation (« *Ma base, c'est mes enfants* »).

Au *camping du Bois*, Stéphanie Hachim, la fille de Roger Catteau, 29 ans au moment de l'enquête, vient passer ses vacances depuis qu'elle est enfant. Elle a obtenu un CAP en maintenance d'entretien et un BEP en Bioservices, une formation technique préparant à des métiers de préparation et de distribution des aliments, que ce soit dans des grandes surfaces, des usines agro-alimentaires ou des services de restauration collectifs. Après ses études, elle rencontre son époux, Noham Hachim, et s'installe avec lui en banlieue parisienne. Ils sont parents de quatre enfants, dont le dernier de quelques mois. Sans formation, Noham est actuellement au chômage après s'être fait licencié de l'entreprise de nettoyage dans laquelle il avait gravi les échelons et était devenu contremaître. Stéphanie, quant à elle, n'exerce pas d'activité professionnelle et prend à sa charge une part importante du travail domestique. Stéphanie s'informe peu, voire évite l'actualité politique (« *À chaque fois, même là, on entend Sarkozy qui ... se représente. Olala ... J'écoute plus* »). Si elle n'est pas au courant de la plupart des thèmes proposés par ma grille d'entretien, elle évoque cependant spontanément son désaccord avec l'ancien Président de la République alors qu'il vient de se déclarer candidat à la « primaire de la droite et du centre ». Celui-ci avait notamment soutenu l'interdiction par certaines communes de la tenue de plage appelée burkini⁶⁰ (« *Mais il parlait du ... comment on appelle ça ? Le burka ...* »). Là encore, de la même façon que Céline Massicotte réagissait plus spécifiquement sur la question des commandes publiques concernant le chantier naval où travaille son mari (cf. *supra*), la relative perméabilité de cette controverse auprès de Stéphanie renvoie à ses expériences sociales personnelles. Ici, Stéphanie – qui s'est convertie à l'islam il y a quelques années – porte ponctuellement un hidjab, notamment au camping, ce qui suscite des commentaires en coulisses de la part d'autres campeurs et campeuses :

Stéphanie Hachim : Ouais, le burkini. Mais après, les gens, ils font ce qu'ils veulent sur la plage. Moi, je trouve ça... C'est... Ils ont fait voir des bonnes sœurs. Elles sont habillées pareil et elles vont à la plage aussi. Après, on s'habille comme on veut. Et il disait, lui : « Non, faut qu'on l'interdise. Je suis pour les maires ». Après, moi, je trouve ça... Ceux qui vont faire la plongée, ils sont bien habillés

⁶⁰ Une controverse qui avait d'ailleurs circulé jusqu'au Québec, mobilisée notamment par François Legault, le chef de la CAQ, qui avait déclaré ne pas « *aimer le burkini* ». Cette prise de position avait pu alimenter alors les comparaisons asymétriques au Québec, moins avec le champ politique français dont elle était issue et par exemple Nicolas Sarkozy, mais bien davantage avec le voisin étatsunien et son futur président, Donald Trump. Voir à ce propos : « Legault accusé de « trumperie », *Le Devoir*, 30 août 2016. <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/478824/burkini-et-egalite-homme-femme-legault-accuse-de-trumperie> ; ou encore : « La CAQ imposerait un "test des valeurs" aux immigrants pour bloquer le burkini, *Le Soleil*, 29 août 2016. <https://www.lesoleil.com/actualite/politique/la-caq-imposerait-un-test-des-valeurs-aux-immigrants-pour-bloquer-le-burkini-57423625592a5dd6baaa28e63361208b>

aussi. C'est tout des trucs, mais (moi?) je vois pas le rapport. Ils interdisent ça. Après, ils vont interdire ça, ça, ça. Et après, ça va être... Ça va plus en finir. C'est tout. Après... Je sais pas.

Si Stéphanie prend peu part aux scrutins des élections intermédiaires, elle se déplace notamment lors des élections présidentielles. Lors de sa première participation en 2007, elle avait voté pour Nicolas Sarkozy. Non parce qu'elle soutenait alors son programme ni même parce qu'elle était intéressée par ce candidat mais parce que ce nom lui avait été soufflé par sa mère, quelques minutes avant de glisser son bulletin dans l'urne.

__ : *Est-ce que tu te souviens pour les élections présidentielles en 2007 si t'avais aussi participé ?*

Stéphanie Hachim : Moi, j'ai 29. Bah ça devait être ma première, ouais. J'ai voté Sarkozy.

__ : *Ah ouais ?*

Stéphanie Hachim : (*Rires*). Ouais, bah c'était mon premier ... C'était lui qui avait été élu. Mais ouais, j'avais voté pour lui. Mais ça serait à refaire ...

__ : *Tu le referais pas ?*

Stéphanie Hachim : Ah non (*rires*). En plus, j'avais suivi mes parents. C'était mon premier truc. J'étais allé avec ma mère. Et ...

__ : *Tu dis que t'avais suivi tes parents. Comment ça s'était passé un petit peu ?*

Stéphanie Hachim : Bah j'avais été, moi, avec ma mère. On avait été ensemble. On était partis là-bas. Et puis, on avait été chacun... J'avais dit à ma mère : " Tu votes qui ? ". Je savais pas trop. Et... Bah j'avais fait comme elle.

__ : *Mais donc, le jour même. Dans le bureau de vote dans le fond.*

Stéphanie Hachim : Bah ouais, parce que moi, je savais pas trop.

Les personnes à qui ces enquêtés-e-s se remettent, loin d'être toujours des « *civic educators* » (Lupia, 2015), sont cependant souvent jugées plus compétentes, au moins plus à même d'établir un jugement politique sur lequel on peut se reposer, à défaut d'en produire un plus personnel. Marie-Hélène s'en remet ainsi à son conjoint qui, ayant été conseiller municipal de sa commune, présente des proximités avec la politique institutionnelle plus grande que le reste de son entourage. Josiane Déry, dont on avait vu plus haut qu'elle votait suivant les conseils de sa fille, lie ainsi son choix de s'en remettre à son jugement (« *elle est capable de juger par elle-même* ») à la fierté qu'elle éprouve envers sa trajectoire sociale ascendante. Rentrée comme guichetière au sein des Caisse Desjardins, sa fille a connu de successives promotions, bénéficié de formations professionnelles et a rencontré sur son lieu de travail son futur époux, actuellement planificateur financier.

Josiane Déry : [*sans ma fille*] j'irais pas voter de mon côté. Je connais pas ça ! J'ai jamais connu ça. Questions de ...

__ : *Et ta fille, ça l'intéresse depuis longtemps ?*

Josiane Déry : Oh bah oui ! Par rapport à son métier, oui et non. Mais oui, elle suit beaucoup. Elle est pas pire là-dedans.

_ : « *Par rapport à son métier* » ?

Josiane Déry : Bah c'est parce qu'elle, elle est dans le ... aux Caisses Desjardins, pour les prêts hypothécaires. Et son mari, lui, il est planificateur financier. Fait qu'ils suivent pas mal les affaires de bourse et de tout ce qui se passe. Un qui est bon, un qui est pas bon, ils suivent ça beaucoup.

Ce groupe d'enquêtées, des femmes, présentent leur remise de soi comme évidentes, et la justifient par la grande distance les séparant du jeu politique et de ses enjeux. Au contraire, les campeurs et campeuses plus doté-e-s et n'affichant pas d'opinions politiques personnelles pour justifier leur vote évoquent davantage cette délégation sous la forme d'un aveu ou d'un repentir.

Jean Côté, déjà rencontré dans la section précédente, est campeur saisonnier dans les allées « du bas » du *camping des Palmiers* au Québec. Approchant la quarantaine, il a quitté l'école au secondaire 3. Après avoir multiplié les formations professionnelles, notamment aux États-Unis, dans le secteur de la construction, il revient au Québec, obtient ses cartes de monteur d'acier de structure et travaille depuis lors dans ce domaine d'activité. Il fait partie des franges les plus établies des classes populaires rencontrées, dispose d'une relative aisance financière et d'un accès privilégié à l'emploi. Interrogé sur sa pratique de vote, celui-ci insiste principalement sur la dimension morale et le sentiment de devoir civique qu'il lui associe (« *Je vais toujours voter quand même. Je fais mon choix parce que je fais mon devoir. Mais ... Non, je suis pas vraiment ... La politique m'intéresse pas beaucoup* »), une variable souvent présentée comme l'un des déterminants centraux de la participation électorale (Blais 2000). Pourtant, interrogé plus directement sur la nature de son vote, Jean Côté rechigne à en parler.

_ : *Et mettons, est-ce que tu votes toujours la même chose ou est-ce que ça varie ?*

Jean Côté : Je vais te dire la vérité. Pour vrai, comme je te disais, je suis pas vraiment ça, la politique. Mais quand c'est le temps de voter, je vais voir mon père. Je m'assieds avec. Et on discute de ça un peu. Et je me guide avec mon père avec ça un peu. C'est ça ...

Évoquant à la fois son désintérêt pour la politique et son regard, à la fois distant et uniforme sur le jeu partisan (« *Ça serait Pierre ou Jacques, ça va être quand même pareil* »), il explique finalement, presque sur le ton de la confiance (« *Je vais te dire la vérité* ») que loin de l'image idéale de l'électeur qui « *fai[t] son choix* », il s'en remet à chaque élection au vote de son père pour se déterminer.

Camille Berthiaume est la fille de Paul et Christine Berthiaume au *camping des Palmiers*. Camille, la seule enquêtée à m'avoir proposé de son propre chef – par l'entremise de sa mère – de

participer à cette enquête, est la plus diplômée de sa famille. Elle connaît une importante ascension sociale en comparaison des positions occupées par son entourage familial, que ce soit ses parents ou son conjoint. Sa mère est secrétaire comptable dans une clinique tandis que son compagnon, après avoir quitté l'école au secondaire 3, est ouvrier saisonnier dans les usines de construction de portes et fenêtres de la région. Diplômée d'un DESS, comptable agréée depuis peu, Camille est en passe d'acquiescer une maison à proximité de celle de ses parents, à une dizaine de kilomètres du camping. Cependant, comme par hystérésis, elle dispose d'un rapport à la politique peu informé et distant, par certains aspects comparables à celui de bon nombre de campeurs et campeuses. Comme Fanny Chevrier ou Stéphanie Hachim, elle indique par exemple éviter les informations politiques lorsqu'elle écoute la radio.

__ : *Ok ok, c'est cool ! Alors du coup, j'ai tout un tas de questions un peu autour de thèmes d'actualité. Il y a pas de troubles si ça te parle pas ou si ...*

Camille Berthiaume : Je suis pas très ... pas très informée.

__ : *C'est-à-dire ?*

Camille Berthiaume : Bah t'sais, on dirait que ... Moi, le matin, la radio dans mon char, j'ai pas envie qu'ils me parlent des nouvelles. Je veux juste écouter de la musique. Je suis pas ... T'sais, je suis pas inculturée. Mais... mettons, la politique... Je sais que toi, t'étudies en politique. Mais moi... Je sais même pas pour qui je vais voter. Je sais même pas si je vais voter. Je suis pas une bonne citoyenne. Je suis pas une citoyenne modèle. (...) Depuis que j'ai 18 ans, toutes celles qu'il y a eu [les élections], je suis allée voter par exemple. Mais t'sais, je suis allée voter. Mais ... dans le fond, j'arrivais icitte et puis je disais à mes parents - on allait voter ensemble - Vous allez voter pour qui ? Et là, ils me disaient, mettons : « on va voter conservateur ». Ok ! Moi too, je cochais ça sur mon papier. (*rires*).

C'était pas vraiment mon opinion. J'y allais avec ...

__ : *Mais à chaque fois, tu suivais plus l'opinion de ...*

Camille Berthiaume : Oui, de mes parents.

__ : *Ok ok !*

Camille Berthiaume : Là, ça va peut-être être la même affaire. Je vais arriver icitte pour aller voter avec eux autres. Et ils vont me dire : « On vote libéral ». Ou bien « on vote conservateur ». Ou bien : « on vote NPD ». Et je vais faire la même chose que ça. Parce que t'sais, écouter le débat des chefs ... Je sais même pas ce que chaque parti a à offrir.

__ : *Là, par exemple, tu l'as pas trop écouté jeudi ? L'as-tu regardé ?*

Camille Berthiaume : Non non ! C'est ça, je suis vraiment pas au courant.

__ : *Mais tu votes comme tes parents ? Tu te dis que ...*

Camille Berthiaume : Je me dis qu'eux, ils sont plus au courant. Fait que je ...

__ : *Parce que parfois, dans les familles, on peut être en désaccord avec ...*

Camille Berthiaume : Non mais on dirait que mes parents, c'est comme mes modèles. Fait que je les écoute.

__ : *Tu te dis que s'ils votent ça, c'est la bonne affaire.*

Camille Berthiaume : **J'ai l'air d'une nunuche qui a pas d'opinions (*rires*).**

Elle indique elle aussi s'en remettre à l'avis de ses parents au moment de voter. Mais là encore, cette remise de soi n'est pas le produit d'échanges politiques informés, d'un débat familial, mais bien présenté comme un pis-aller face à l'impossibilité, quelques minutes avant le scrutin, de

se prononcer (« *C'était pas vraiment mon opinion* »). Cependant, loin de présenter ses écarts à la norme démocratique comme de la débrouillardise (« *Je fais pas mon devoir de citoyenne à écouter les débats* »), Camille intériorise bien davantage les injonctions à un modèle de citoyenneté informé (« *Je suis pas une bonne citoyenne. Je suis pas une bonne citoyenne* ») et présente cette pratique de détermination de son vote comme une inconduite honteuse à avouer dans le cadre d'un entretien (« *J'ai l'air d'une nunuche qui a pas d'opinions* »).

Camille Berthiaume : C'est plus au travail. Bah dans le fond, c'était une collègue de travail. C'est plus au travail. Mais comme je te disais, quand ça en parle, je m'implique pas. Mettons si on en parle sur l'heure du diner, je prends mon téléphone et je fais mes affaires sur mon téléphone. J'embarque pas sur le sujet... de conversation. Et justement, ma collègue de travail, elle trouvait ça dont épouvantable que je sois pas au courant. « Bah là, faut que tu passes ce test-là, ça va un peu t'orienter ». En tout cas, elle trouvait ça dont épouvantable que je sois pas au courant.

_ : *Mais elle t'a dit... qu'elle trouvait ça ... Ou c'était ton impression sur le moment ?*

Camille Berthiaume : Non, elle a pas dit épouvantable. Mais elle a dit : « Bah là, Roxanne. Il faut que tu saches pour quel parti voter. C'est important, gnagna ». Et puis j'ai fait : « ouais ouais ouais ».

Son désintéret pour la politique institutionnelle lui est par ailleurs rappelé sur le mode du stigmatisme dans d'autres espaces sociaux, notamment professionnels, ou ses nouveaux collègues l'agacent lorsqu'ils « *en parlent* ». Elle s'y fait également rappeler à l'ordre (« *Il faut que tu saches pour quel parti voter* »), celui d'un fonctionnement démocratique idéal où chacun peut exprimer – et se doit d'exprimer – son opinion politique, en « conscience ».

La question de la remise de soi – et à qui s'en remettre – souligne ici une dimension genrée de l'analyse. Ce sont davantage les femmes qui mettent en avant de tels comportements politiques (bien que certains enquêtés masculins me l'avouent, mais davantage sur le mode de la confession). Celles-ci s'en remettent majoritairement à des hommes, et parmi eux généralement à ceux les plus diplômés ou au statut social les plus élevés, à qui l'on prête le plus aisément une compétence politique. Par exemple, Camille Berthiaume s'en remet, non à son conjoint, mais à son père à la position sociale plus élevée, afin de déterminer son vote au moment des scrutins.

Toutefois, des remises de soi plus silencieuses encore ressortent moins clairement de mon travail de terrain, bien qu'elles recourent également cette même dimension genrée. Dans le cadre de mes campagnes d'entretien dans les deux campings étudiés, j'ai souvent été amené à réaliser des entretiens de couple. Cette situation était parfois proposée par les enquêtés-e-s eux-mêmes ou s'imposait de fait par la présence du conjoint ou de la conjointe dans un moment d'abord pensé

comme un échange convivial. Ces entretiens de couple ont souvent été particulièrement riches, notamment dans leur capacité à « enrayer la spirale du silence » (Braconnier 2012, 66) ; des enquêté-e-s moins disposé-e-s à se livrer dans le cadre d'un l'entretien à propos de la politique se prenant au jeu dans le cours d'échanges animés également par leur conjoint (et moins souvent leur conjointe) ou leurs proches. J'ai toutefois rencontré à plusieurs reprises des difficultés à faire circuler de manière équilibrée la parole entre conjoints, parce que les femmes étaient parfois en charge au moment de l'entretien par exemple de la surveillance parallèle des enfants ou en raison d'un silence que je n'ai pas su enrayer.

Je mène ainsi plusieurs entretiens auprès d'enquêtés en présence de leur conjointe sans réussir à faire participer suffisamment ces dernières, qui de fait n'apparaissent pas dans cette enquête, comme par exemple les conjointes de Daniel Morel et Roger Catteau. Leur silence, jusqu'ici invisible puisque j'analyse principalement des discours que j'ai pu observer ou enregistrer, peut s'interpréter en partie comme une forme de remise de soi au cours de l'entretien, le travail de répondre à mes questions étant en très grande partie délégué à leur conjoint. Il peut surtout s'interpréter comme une difficulté que j'ai rencontrée dans la conduite d'entretien et que je n'ai pas toujours su dépasser.

Conclusion

Dans ce chapitre, j'ai cherché à démontrer que les rapports à la politique institutionnelle, comme son expression la plus consacrée – le vote –, pouvaient prendre des formes floues, incertaines, difficilement interprétables au sein de milieux populaires davantage distants du jeu politique. C'est bien parce que les rapports à la politique des classes populaires renvoient faiblement aux enjeux du jeu politique lui-même que le vote, loin d'être l'expression reine d'opinions politiques est, bien au contraire, une donnée fragile. La récolte d'informations pertinentes à propos des rapports à la politique des classes populaires est loin d'être assurée en mobilisant des techniques d'enquête trop standardisées, ou aux protocoles de recherche trop directement inspirés des seuls enjeux consacrés du champ politique. De plus, l'interprétation de ces données est un exercice périlleux. En ce sens, conclure sur la base de résultats d'enquête de sondages à l'(extrême)-droitisation des classes populaires apparaît tout aussi trompeur que d'établir un constat univoque d'apathie politique au regard de l'évolution des taux d'abstention de ces groupes sociaux.

Produit pour l'essentiel d'une même (auto-)exclusion de ces groupes sociaux du jeu politique institutionnel, les rapports à la politique des classes populaires dans les deux campings étudiés en France et au Québec s'accompagnent, dans les deux cas, pour partie de rejet, de mise à distance et de reconnaissance de sa propre incompétence. Et ce malgré les différences notables de structuration de ces deux espaces partisans. Ainsi donc, une division du travail politique similaire en France comme au Québec produit des effets de mise à distance et des rapports à la politique semblables, auprès de populations aux propriétés sociales comparables.

Une fois ce constat établi, que retenir de ces silences, de ces propos parfois imprécis, de ces contradictions internes et de ces réticences ? Tout en soulignant par moments comment ces discours sur la politique se mâtinent, le plus souvent, d'expériences sociales ordinaires que vivent ces agents dans d'autres espaces sociaux qu'ils et elles traversent, j'ai davantage insisté pour le moment sur le manque. À propos de contradictions apparentes émergeant de discours sur la politique d'agent-e-s issu-e-s des classes populaires, Pierre Bourdieu pouvait ainsi écrire dès la fin des années 1970 : « s'il est fréquent que les membres des classes dominées tiennent un discours en contradiction avec lui-même (...), c'est qu'ils doivent parler politique sans détenir la propriété des instruments de production de leur discours, sans posséder, comme on dit, *leur langue politique*⁶¹ » (Bourdieu, 1979).

Et pourtant, bien que cette propension – on l'a vu – soit inégalement répartie parmi mes enquêté-e-s, ils et elles « *en* » parlent. Autrement dit, au-delà de l'objectivation de la production d'un discours politique en terrain miné, d'une analyse qui aurait beau jeu de se limiter à se surprendre des seuls désajustements, des impairs et des gaffes, mon travail de recherche cherche également à mettre en lumière que cette dépossession, ce manque, cette absence de maîtrise du langage politique savant s'accompagne précisément d'un langage politique permettant la production de discours. Langage profane, ordinaire, parfois difficilement saisissable au regard des catégories d'analyses les plus légitimes, il rejoint la définition de la politique « informelle » telle que proposée par les auteur-ric-e-s de l'ouvrage collectif *La politique sans en avoir l'air*, c'est-à-dire :

« Les formes, les pratiques, les activités, les expressions qui, faute de bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents

⁶¹ Nous soulignons.

du champ, sont “rejetées” en dehors de ce champ quand bien même elles participent, pleinement ou accessoirement, à sa constitution » (Le Gall et al. 2012, 16)

Or, c’est précisément parce que ces rapports plus informels à la politique nécessitent de se défaire de fausses évidences ou d’impensés partagés qu’ils sont souvent invisibilisés par la science politique. C’est ce que j’ai notamment tenté d’illustrer dans ce chapitre à propos des sens politiques du clivage gauche-droite parmi mes enquêté-e-s. Afin de saisir désormais de manière plus spécifique le « plein » – i.e. les outils et les manières ordinaires des agent-e-s d’appréhender la politique –, je m’inspire de la notion de « péri-politique » défendue par Philippe Aldrin. Celui-ci nous invite à nous « dépendre de la définition dominante du politique, essentialiste et particulariste, qui reste aveugle à ces tactiques ordinaires ou leur dénie toute résonance politique » (Aldrin 2003, 199). Il souligne notamment les « ruses pratiques » des non-spécialistes pour déjouer leurs lacunes, faire bonne figure ou s’approprier cet espace politique imposé qu’ils maîtrisent mal.

« Les acteurs sociaux préfèrent à l’actualité « officielle », les anecdotes, historiettes et rumeurs qui jalonnent la compétition. Manière amusante d’adopter un point de vue sur l’événement, mais surtout technique d’information peu contraignante en comparaison des efforts et de l’inconfort qu’impliquerait la recherche d’une opinion décentrée et dialogique. » (Aldrin 2003, 202)

Suivant ces prescriptions et mes propres données d’enquête, je distinguerai notamment deux outils privilégiés d’appréhension du politique que sont les mobilisations d’indices (Pudal 2011) et de rumeurs. À saisir ces outils par le bas, dans leurs dimensions contextuelles et relationnelles, je cherche à souligner comme « au concret, “l’électeur” ressemble assez peu à son *alter ego* statistique construit par et pour la sociologie électorale » (Aldrin 2003, 203). Au-delà de la seule critique du désajustement des catégories savantes et ordinaires d’appréhension du politique (Le Digol 2012), le prochain chapitre ambitionne ainsi de revisiter les débats portant sur les raccourcis cognitifs sous un jour moins instrumental. Il illustrera également les manières ordinaires des enquêté-e-s, rencontrés en France et au Québec, d’opiner politiquement, et les outils profanes qu’ils mobilisent pour s’orienter et produire des discours politiques à propos d’un champ partisan souvent méconnu.

Chapitre 4. L'indice et la rumeur : deux mécanismes d'appréhension politique en milieu populaire

Introduction

Dans ce chapitre, je souhaite étudier plus précisément deux outils « péri-politiques » – l'indice et la rumeur – mobilisés à des degrés divers par les enquêté-e-s des classes populaires en France et au Québec afin de comprendre les scènes partisanes et, plus largement, de se positionner politiquement. La notion d'indices appliquée à la production d'opinions ou de discours politiques n'est pas nouvelle et renvoie à la notion de « *political cues*⁶² » dans la littérature anglo-saxonne ou plus marginalement aux travaux en France sur les lectures indiciaires du politique (Pudal 2001 ; Pudal 2011). Par *indices*, j'entends cette somme de détails, ces petits éléments cognitifs non nécessairement reliés au débat politique lui-même mais, plus souvent, aux caractéristiques perceptibles des candidat-e-s et des élu-e-s réelles ou présumées. La rumeur, quant à elle, consiste en l'évocation d'une information politique au contenu à la fois scandaleux et incertain, que l'on échange presque davantage pour ce qu'elle cristallise – un rapport de défiance partagé à la politique – que pour ses qualités informatives douteuses.

L'intérêt de ce chapitre ne réside cependant ni dans l'association des indices et des rumeurs à la production de discours politiques, encore moins dans leur étude appliquée aux classes populaires. Si l'étude de la mobilisation de ces outils profanes d'appréhension de la politique – entendue à la fois comme le jeu de la compétition politique partisane (*politics*) et le cours de l'action publique (*policies*) – participe du tableau de citoyen-ne-s assez éloigné-e-s de ce qu'en disent bon nombre de travaux en science politique ou de commentateurs de la vie publique, ce n'est pas lié à la nature de ces outils eux-mêmes. En effet, on pourrait retrouver ces outils dans bon nombre d'approches de sociologie électorale. Ainsi, ces deux dernières décennies, les études en comportement électoral ont abondamment traité la question des « *short cuts* » ou des « *cues* », entre autres comme un raffinement des théories du choix rationnel appliqué au vote (Popkins 1991 ; Lupia 2016). De la même façon, ces dernières années, la science politique a porté un intérêt renouvelé aux croyances dans les rumeurs à propos notamment de l'étude des « théories complotistes » (Uscinski, Klofstad et Atkinson 2016). Renouvelant les approches devenues

⁶² Cette notion n'est pas nouvelle. On peut retracer des traces de l'usage de la notion de « *cues* » appliqué à la formation des opinions politiques jusqu'aux travaux fondateurs de l'école du Michigan, notamment dans l'ouvrage canonique *The American Voter* (Campbell et al. 1980 [1960]). Des états de l'art sont d'ailleurs établis dès le début des années 1980 (Conover 1981).

classiques portant sur le « style paranoïaque » en politique (Hofstadter 1967), de nombreuses enquêtes soulignent aux États-Unis comme en France le rôle de la diffusion de croyances dans de telles théories (Miller, Saunders et Farhart 2016 ; Renard 2015). Portées par des débats politiques, médiatiques et parfois académiques sur la « post-vérité » (Keyes 2004), ou sur la diffusion de fausses nouvelles par la presse voire le personnel politique lui-même, ces thématiques agitent le débat public et sont par exemple en France l'objet de politiques publiques à destination des jeunes de classes populaires⁶³ ou de l'attention de *think tanks* (Fondation Jean Jaurès 2019). C'est bien davantage dans l'étude de l'usage qu'en font les enquêté-e-s, dans la contextualisation de la mobilisation de tels indices *in situ* que ce chapitre apporte une contribution.

D'une part, il a pour ambition de critiquer les lectures les plus instrumentales des approches indiciaires du politique, parfois présentées par des auteurs inspirés des théories du choix rationnel comme des stratégies de production de savoir politique à moindre frais. D'autre part, il souhaite interroger le présupposé que l'énonciation d'une rumeur politique, et de sa dimension scandaleuse ou complotiste, vaudrait croyance sincère (Berinsky 2017). Au contraire, loin de chercher à établir si les gens croient ou ne croient pas à ce qu'ils disent, cet objet d'étude permet de revisiter la question de la croyance politique dans ce qu'elle peut avoir d'indéterminé, d'« entre-deux » (Veyne 2003) d'ajustable selon les contextes et les situations d'énonciation et d'interaction.

De plus, cette tentative n'est pas sans nécessiter des précautions préalables quant au travail d'interprétation de ces matériaux particuliers, afin d'éviter de tomber dans l'écueil dominocentrique (Aldrin 2010). En mobilisant ce matériau empirique, il ne s'agit pas de reconstruire une culture populaire envisagée comme homogène, dont la mobilisation d'indices ou de rumeurs serait la caractéristique spécifique. Cette perspective peu fidèle, tant à l'hétérogénéité des classes populaires qu'à la pluralité de leurs comportements politiques (Peugny 2015), pourrait charrier en creux des principes d'une division contestable entre un rapport à la politique populaire envisagé comme malhabile, façonné par des croyances douteuses et un rapport savant et informé propre aux classes supérieures éduquées. Or, si les classes dominantes sont sans doute moins directement l'objet de telles études, leurs rapports à la politique sont également marqués par des

⁶³ Comme par exemple le programme *InterClass'*, créé en réaction aux attentats de 2015, au travers duquel des journalistes de Radio France organisent des sessions d'éducation à l'information à destination de collèges et de lycées des banlieues populaires visant à permettre aux jeunes de ces établissements scolaires d'apprendre à « déconstruire les théories du complot » et à « favoriser la compréhension des valeurs de la République » auprès de ces publics (pensés comme davantage rétifs ?). Voir à ce propos l'article de Sophie Eustache : « Quand les médias rééduquent les lycéens », *Le Monde Diplomatique*, Février 2020.

formes de croyances, de raccourcis cognitifs et de relative incompétence (Agrikoliansky 2014). La mobilisation d'indices ou de rumeurs est loin d'être l'apanage des seules classes populaires. Les rumeurs sont en grande partie mobilisées et diffusées par des groupes sociaux bien plus larges, comme dans le champ journalistique (Taïeb 2006) ou encore dans le champ politique⁶⁴. La mobilisation d'indices est parfois même présentée par la littérature en science politique comme une forme d'invariant quasi-universel de la mise en sens du monde, produit de l'évolution biologique (Lupia 2016, 47). Là encore, c'est à nouveau dans la contextualisation de leurs usages en milieu populaire qu'il est possible d'éclairer sous un jour nouveau leur rôle dans les rapports obliques à la politique institutionnelle qu'entretiennent ces groupes sociaux. Je chercherai donc à comprendre les sens sociaux attribués à ces indices, en les rattachant aux propriétés sociales des agents qui les utilisent (ou non) et à la nature des interactions sociales qui s'y prêtent.

I. La logique indiciaire des rapports populaires à la politique

« Ainsi la modération du prince (...) sert à fonder une sorte de pacte entre le gouvernant et les gouvernés ils peuvent bien lui obéir, lui qui est maître de soi » (Foucault 1984b, 192-193).

Dans son approche ethnographique du rapport à la politique des pompiers, Romain Pudal souligne ainsi comme l'un de ces invariants une forme de lecture indiciaire. La compétence politique, loin d'être seulement adossée à un stock de ressources informationnelles « est ici arrimée à une capacité d'analyse des indices donnés, bon gré mal gré, par les hommes et les femmes politiques » (2011, 934), comme par exemple leurs lieux de vacances, leurs hexis corporelles, leurs attitudes générales au cours d'une entrevue. Faite d'attention aux détails concrets, qu'on cherche à interpréter dans des mimiques, des attitudes, des façons d'être du personnel politique, cette lecture se déploie au-delà des enjeux dont ils et elles débattent. Ainsi, « il ne s'agit plus dès lors de discuter des options politiques en présence mais de déchiffrer, et parfois très finement, les signes que chaque homme ou femme politique envoie » (Pudal 2011).

⁶⁴ Certaines figures politiques les plus contemporaines en France comme à l'étranger ont pu mobiliser lors d'échéances électorales récentes des registres de discours s'appuyant sur des rumeurs. Du « cabinet noir » responsable selon François Fillon, le candidat à l'élection présidentielle de 2017 en France, de ces déboires judiciaires en passant par la dénonciation par le président des États-Unis Donald Trump et son administration des « *fake news* » et des « *alternative facts* ».

Cette dimension indiciaire n'est d'ailleurs pas nouvellement associée aux rapports à la politique des classes populaires et pouvait déjà être présentée par Pierre Bourdieu comme l'une des modalités de jugement des agent-e-s les moins dotés en capitaux :

« Et il ne reste souvent, pour échapper à l'ambivalence ou à l'indétermination devant le discours, que de se fier à ce que l'on sait apprécier, le corps plutôt que les mots, la substance plutôt que la forme, la " bonne gueule " plutôt que les " belles paroles " ». (Bourdieu 2016 [1979], 340-341).

Par sa focalisation sur les propriétés personnelles des professionnels de la politique, sur les individus davantage que sur les enjeux politiques discutés, cette lecture indiciaire du politique fait par ailleurs écho, dans une perspective moins instrumentale, à la notion de « *leader heuristics* ». Inspirée de la psychologie sociale et des théories du choix rationnel, la perspective des « *shortcuts* » (raccourcis) souligne ainsi qu'en « transférant le jugement concernant les personnalités politiques pertinentes sur les politiques publiques auxquelles elles sont associées, les individus sont capables de minimiser l'étendue de leurs ressources cognitives tout en produisant des jugements politiques relativement bien ancrés » (Mondak 1993, 188, ma traduction). Les citoyens raisonnaient ainsi par « raccourcis cognitifs⁶⁵ » (Popkins 1991; Lupia, 1994), afin de comprendre le monde social et de se positionner, quitte parfois à se méprendre (Bartels 1996).

Ces raccourcis cognitifs sont souvent présentés comme davantage mobilisés par les personnes les moins « sophistiqués politiquement », possédant le moins d'informations politiques (Bartle 2005) et qui les utiliseraient comme pis-aller au moment de se prononcer politiquement. D'autres travaux présentent au contraire ces « *leader heuristics* » comme bien plus sollicités par les individus suffisamment compétents pour prendre conscience qu'ils ne le sont pas assez pour se déterminer en suivant les canons idéaux du citoyen éclairé (Clarke et al. 2013). De fait, les travaux s'intéressant plus spécifiquement aux élites ou à la bourgeoisie, notamment à son pôle économique, mettent en lumière également des lectures de la politique – et des professionnel-le-s de la politique

⁶⁵ Ces raccourcis peuvent prendre différentes formes et s'appuyer sur la confiance que l'on prête à un porte-parole ou un représentant dans le champ politique, des stéréotypes, des éléments de sens commun, voire à des détails apparemment insignifiants et sans lien direct avec les enjeux politiques débattus. A titre d'exemple, Samuel L. Popkins ouvre son ouvrage, *The Reasoning Voter*, en prenant comme illustration d'un raccourci cognitif un incident culinaire. Le faible soutien de l'électorat mexicano-américain pour Gerald Ford durant la campagne présidentielle de 1976 pourrait être relié à une gaffe, largement médiatisée. Au cours de sa campagne, celui-ci croque dans les feuilles de *tamales*, qui ne se consomment pas, d'un plat de cuisine tex-mex (Popkins 1991, 2). L'étude classique d'Arthur Lupia porte quant à elle sur une réforme de l'assurance automobile en Californie. Les électeurs peu informés mais au courant des propositions soutenues par un collectif d'avocat de défense des automobilistes étaient capables de se prononcer de manière similaire aux électeurs informés quant aux enjeux de cette réforme (Lupia 1994).

– qu'on pourrait tout autant qualifier d'indiciaires ou d'obliques (Agrikoliansky 2014 ; 2016). Comme le relève Arthur Lupia, en mobilisant son exemple personnel, cet usage politique des indices est par ailleurs largement répandu parmi les professionnel-le-s de la politique eux-mêmes, qu'ils et elles soient associé-e-s à la production des lois ou à l'analyse du champ politique (Lupia 2015).

Que ce soit de manière réfléchie et revendiquée ou de manière plus latente, un certain nombre des campeurs et campeuses que j'ai rencontré-e-s dans le cadre de cette enquête de science politique, mènent leur propre enquête sur le personnel politique. Ces enquêtes sont d'ailleurs parfois déconnectées de toute appréciation politique, comme par exemple dans le cadre de stratégies de préparation aux concours d'accès à la fonction publique. Christopher Biernat, 29 ans, est campeur saisonnier au *camping du Bois*. Il a longtemps travaillé comme ouvrier dans le bâtiment et il travaille actuellement comme agent de maintenance contractuel dans un collège. Il cherche au moment de mon terrain de recherche, en septembre 2016, à se faire recruter comme agent d'entretien titulaire pour obtenir une plus grande sécurité d'emploi. Sur les conseils d'une connaissance ayant réussi à se faire titulariser, Christopher a accumulé de nombreuses informations biographiques sur le président du Conseil Général pour se préparer à un possible entretien.

Christopher Biernat : Parce qu'en fait, ce qu'il faut savoir dedans, c'est que comme je te l'ai dit, c'est vachement politique. Donc eux, au lieu de te poser des questions non seulement sur ce que tu sais faire, sur tes compétences vis-à-vis du travail, ils te posent aussi des questions pour savoir si tu t'intéresses à tout ce qui est politique. Donc déjà, par exemple, le président du conseil départemental du Haut de France, parce que maintenant, ça s'appelle comme ça, Michel Dagbert, d'accord, bah tu dois en savoir un peu plus dessus : Qu'est-ce qu'il a fait de tel à tel année.

_ : Je savais même pas son nom.

Christopher Biernat : Donc voilà, je sais que ... bon, je pourrais plus te dire exactement les dates. Mais il a été maire à Barlin, donc une ville qui est pas très loin d'ici. Je sais qu'il a ... trois enfants. Si je me trompe pas, c'est trois garçons. Après, son parcours professionnel, bah, je pourrais plus te dire comme ça. Parce qu'on m'a demandé d'aller m'informer un peu dessus, tu vois.

_ : Mais tu t'étais préparé en ce sens-là ?

Christopher Biernat : Bah ouais, carrément, parce que j'ai eu mon collègue qui a eu son entretien. Et justement, c'est lui qui m'a dit : " Fais attention, parce qu'ils prennent des points à ce niveau-là aussi ". Donc, je me suis dit : " Bon bah c'est tout, je vais me documenter sur ça ".

Je circonscrirai toutefois mon analyse à la mobilisation d'indices par des campeurs et des campeuses pour étayer leurs jugements politiques, voire leurs positionnements électoraux. Toutefois, loin d'établir un rapport au politique des classes populaires spécifiquement indiciaire, mon travail souligne que les franges les moins établies parmi les enquêté-e-s se distinguent par l'absence de mobilisations de tels indices, voire le refus de la collecte d'indices, sur le personnel

politique. Cependant, en identifiant au sein de mes données d'enquête les mobilisations de tels indices parmi les campeurs et les campeuses rencontrées, je souhaite étudier plus spécifiquement les conditions sociales de leur extrapolation et ce qu'ils nous apprennent des modalités et des formes de représentations du champ politique parmi les classes populaires et de ce qui détermine leur vote.

A. « *Parce qu'il y en a toujours qui sont pour la politique* » : le rejet par des campeurs et campeuses de la collecte d'indices.

Fils d'un couple d'agriculteurs de la région (Haut-de-France), Jean-Pierre Perrin a travaillé une trentaine d'années comme chaudronnier dans l'industrie sidérurgique après avoir obtenu son CAP à l'âge de 17 ans. Au moment de l'enquête, il est arrêté depuis neuf ans, atteint d'une maladie professionnelle liée à l'exposition à l'amiante. Sa femme, Marie Perrin, a travaillé quelques mois comme femme de ménage puis dans un abattoir de poulets avant de rencontrer Jean-Pierre et de « *soigner [ses] gosses* ». Dans la soixantaine, le couple, résidant près de la ville portuaire de Dunkerque, est installé au *Camping du Bois* depuis le début de la saison. J'ai d'ailleurs assisté à leur installation, le premier jour de mon arrivée sur le terrain de camping. Leurs deux enfants travaillent également dans la chaudronnerie. Durant l'entrevue qu'ils m'accordent, Jean-Pierre est plutôt volubile et se distingue de bon nombre des participant-e-s rencontré-e-s par son insistance à s'inscrire dans le registre des discours et du débat d'idées (« *Il y a certains discours qui m'intéressent. Certains discours de l'UPR⁶⁶ m'intéressent* », « *C'est un parti qui m'intéresse par certaines idées. Marine Le Pen, par exemple, elle a certaines idées qui sont pas mal. Mais je n'ai pas confiance* »). « *Plutôt à droite* », bien qu'ayant voté pour François Mitterrand en 1981, ses réserves à voter pour le Rassemblement National sont également justifiées, non par la seule appréciation personnelle de sa candidate Marine Le Pen, mais par le renvoi à des controverses publiques passées et aux discours négationnistes de l'ancien président du Front National Jean-

⁶⁶ L'Union Populaire Républicaine (UPR) est un parti politique français fondé en 2007 par François Asselineau, un ancien haut-fonctionnaire, candidat à l'élection présidentielle en 2012 et 2017. Il obtient à la dernière élection 0,92% des suffrages exprimés. Classé à droite, voire parfois à l'extrême-droite de l'échiquier politique, ce parti se présente « au-dessus » de ce clivage et met plus centralement de l'avant un programme de souveraineté nationale défendant une sortie de la France de l'Union Européenne (Frexit) et de la zone Euro. (Voir à ce propos par exemple : « France 5 épinglée par le CSA pour avoir présenté l'UPR comme un parti d'extrême droite », *Le Parisien*, 30 octobre 2018. <http://www.leparisien.fr/culture-loisirs/tv/france-5-epinglee-par-le-csa-pour-avoir-presente-l-upr-comme-un-parti-d-extreme-droite-30-10-2018-7931646.php>).

Marie Le Pen⁶⁷. Assez informé de l'actualité politique et de la structuration de la scène partisane – il s'est intéressé à la plateforme politique de l'UPR au moment de l'enquête, soit un peu moins d'un an avant les présidentielles de 2017 –, il ne mobilise des jugements sur les attitudes du personnel politique qu'à propos de la scène politique municipale de son village, c'est-à-dire aussi la moins encadrée dans les logiques d'oppositions classiques du champ politique (Vignon 2005). Ainsi, il désapprouve l'attitude de la nouvelle mairesse, qu'il oppose au côté « aimable » de l'ancien maire sortant : « *il était aimable. Il disait bonjour à tout le monde. Si, il était beaucoup plus convivial* ». Pour le reste, Jean-Pierre joue le jeu de l'entrevue, en rebondissant sur les thématiques d'actualité que je lui soumetts (« *le problème de Calais a été aussi le problème de la politique anglaise*⁶⁸ »), mobilisant également des références à la statistique nationale (« *on est, d'après les statistiques l'un des pays où il y a le plus de fonctionnaires par rapport aux autres pays* ») ou à des arguments d'autorité de figures politiques (« *je pense que Monsieur Rocard avait une bonne position là-dessus* »), qui démontrent son sentiment d'habilitation à parler de politique. S'il est relativement bien informé, sa compétence n'est cependant pas experte, dans la mesure où il se fonde à plusieurs reprises sur de « fausses nouvelles »⁶⁹, parfois diffusées sur des sites internet d'extrême-droite, pour justifier de ses prises de position.

Au contraire de son conjoint, Marie Perrin se distingue par sa grande réserve. Elle est silencieuse durant une grande partie de l'entrevue. Tandis que nous parlons avec Jean-Pierre sur le patio, elle multiplie les allers-retours dans la caravane, sert les boissons, va chercher son tricot, surveille et parle au chien au bord du terrain et je peine à contrer ses manœuvres d'auto-exclusion. Mes questions formulées sous les formes les plus légitimes sont par ailleurs accueillies par des refus sur le mode apparent de l'indifférentisme.

La question gauche-droite, est-ce que ça t'évoque des trucs ou pas vraiment ?

Marie Perrin : *(Silence)* Ça m'intéresse pas.

_ : *Ça t'intéresse pas ? (silence) Ok.*

⁶⁷ Jean-Pierre Perrin n'est d'ailleurs pas le seul campeur à se distancier de Jean-Marie Le Pen notamment en raison de ses déclarations négationnistes répétées au cours de sa carrière politique et ayant fait l'objet de plusieurs condamnations judiciaires, en 1987 ou encore plus récemment en 2016. Il avait réitéré lors d'un entretien l'année précédente ses propos qualifiant les chambres à gaz du système concentrationnaire nazi de « détail de l'histoire ». (Voir à ce propos : « Jean-Marie Le Pen condamné pour ses propos sur les chambres à gaz », *Le Monde*, 6 avril 2016. https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/04/06/jean-marie-le-pen-condamne-pour-ses-propos-sur-les-chambres-a-gaz_4897050_823448.html).

⁶⁸ Jean-Pierre et Marie Perrin habitent proche de Dunkerque, ville portuaire à toute proximité de Calais. La question des exilé-e-s, traitée dans la presse nationale, a pour bon nombre des enquêté-e-s que je rencontre au *camping du Bois*, une visibilité locale, et fait même parfois écho à des expériences personnelles.

⁶⁹ Comme par exemple l'imposition de l'apprentissage de l'arabe à l'école sur une soi-disant proposition de la ministre de l'Éducation nationale de l'époque, la socialiste Najat Vallaud-Belkacem (« *Madame Belkacem* »)

Au détour d'une nouvelle relance et en toute fin d'entrevue, elle s'exprime soudainement plus longuement, notamment à propos de ses manières de se déterminer au moment de voter, un peu sur le mode de la provocation (« [S'adressant à son mari] *Et le jour qu'il va aller voter, Jean-Pierre, il va penser à moi.* »)

_: *Et toi dans le fond, tu me disais que la politique, ça t'intéressait pas trop ?*

Jean-Pierre Perrin : *(souponne)*

Marie Perrin : De toute façon, on est venus sur la terre, c'est pour un passage. De toute façon, on va mourir un jour. Et après, on sait plus. Alors pourquoi se casser la tête ?

Jean-Pierre Perrin : *(rires).*

_: *Et toi, est-ce que ça t'arrive d'aller voter ?*

Marie Perrin : Si, moi, je vote, hein !

_: *Et du coup, comment tu fais pour te positionner au moment du vote ?*

Marie Perrin : Je fais comme ça, au nul.

_: *Tu fais comment ?*

Jean-Pierre Perrin : *(rires).*

Marie Perrin : Je fais comme ça. Je prends une feuille. " C'est bon ? ".

_: *Au hasard dans le fond ? Dans l'isoloir, tu te ...*

Jean-Pierre Perrin : *(rires).*

_: *Mais donc, ça t'arrive parfois de voter pour des gens ... Tu sais pas qui c'est ?*

Jean-Pierre Perrin : C'est un phénomène extraordinaire !

_: *Mais c'est important pour toi d'aller voter quand même dans le fond ?*

Marie Perrin : *(hausse la voix)* Bah non, ça me fait chier ! Mais je vais quand même y aller *(rires).*

Jean-Pierre Perrin : *(rires)* On aura tout entendu.

_: *C'est pas mal.*

Marie Perrin : Ah, c'est pas mal, hein ? Parce que si je vais demander quelque chose à la mairie, s'ils regardent sur le machin si j'ai été voté et j'aurai rien du tout !

_: *Tu penses que la mairie, ils surveillent ce genre de trucs ?*

Marie Perrin : Ouais, je crois ! Mais comme je ne demande jamais rien *(rires).*

Jean-Pierre Perrin : *(rires).*

_: *Mais si un jour tu demandes ...*

Marie Perrin : C'est juste que ça me fait chier d'y aller.

_: *Et est-ce que vous parlez de politique entre vous parfois ?*

Marie Perrin : Oh non ! J'aime pas ça !

Jean-Pierre Perrin : Elle aime pas.

Marie Perrin : J'aime pas ça.

Jean-Pierre Perrin : Elle aime pas. Elle aime pas la politique.

_: *Si tu commences à en parler, la conversation se poursuit pas ... ?*

Jean-Pierre Perrin : Bah, disons que non mais comme elle aime pas, comme elle s'intéresse pas, elle a pas beaucoup de connaissances.

Marie Perrin : C'est pas la peine d'en parler à moi *(rires).*

_: *Qu'est-ce qui t'intéresse pas là-dedans ?*

Marie Perrin : Ça m'a jamais intéressé. Jamais.

_: *Par exemple, il y a des gens qui sont dégoutés de la politique.*

Marie Perrin : Avec tout ce qu'on voit ? Moi, je crois que c'est ça. Il y a des migrants qui touchent 40 euros par jours. Et d'autres qui ont rien du tout (...). Et moi, j'ai une copine, elle n'a qu'un euro trente par jour pour manger. Tu crois que c'est normal, ça ? *(silence).*

Cet extrait d'entrevue de couple souligne tout d'abord l'intérêt de cette situation d'enquête, permettant l'observation de dynamiques conversationnelles pour partie autonomes entre/selon les répondant-e-s (Braconnier 2012). Contrairement à son conjoint, Marie Perrin ne cherche aucunement à se présenter auprès de moi sous le jour flatteur d'une citoyenne avertie et investissant d'un sens politique l'acte de voter. Son vote est décrit comme une opération aléatoire, déchargée de toute opinion et très faiblement idéologisée (« *Je fais comme ça. Au nul* »). S'il nous informe d'un contenu politique, ce n'est pas en référence aux enjeux débattus sur la scène partisane au moment de l'élection mais de manière plus large, quant à ses craintes vis-à-vis de la mairie (« *si je vais demander quelque chose à la mairie, s'ils regardent sur le machin si j'ai été voté et j'aurai rien du tout* »). L'adhésion au rôle de citoyenne qu'elle endosse est davantage distante que sincère (Goffman 1961) et adressée à la puissance publique bien davantage qu'elle ne me l'est. Jean-Pierre, quant à lui, semble gêné par cette révélation. Il soupire, rit à de nombreuses reprises et se distancie des motifs moins respectables du vote que décrit son épouse (« *C'est un phénomène extraordinaire !* », « *On aura tout entendu* »). Les deux s'accordent sur le fait que Marie « *n'aime pas la politique* ». Ce « je-m'en-fichisme » (Hoggart 1970) apparent de Marie Perrin (« *Pourquoi se casser la tête ?* ») n'est pourtant pas exempt d'indignations morales et de frontières très claires quant au juste et à l'injuste, notamment à propos de l'aide sociale que toucheraient selon elle les migrants, à la différence de son amie dans le besoin.

Cependant, tant Jean-Pierre que Marie Perrin ne mobilisent que très ponctuellement des lectures indiciaires de la politique au cours de l'entrevue qu'ils m'accordent. Jean-Pierre Perrin, qui s'auto-situe dans « *la classe moyenne* », répond à la demande d'entrevue en se positionnant sur des idées et des enjeux, comme l'y invite la stratégie de ma grille d'entretien. Pour Marie Perrin, sa moindre connaissance des enjeux débattus et du personnel politique (à propos de la nouvelle mairesse de leur village : « *C'est une mairesse maintenant ... Je la connais même pas (rires)* ») ne laisse que peu de place à la mobilisation d'indices personnels concernant des élu-e-s qu'elle ne connaît pas. Sa participation électorale est ainsi présentée comme un conformisme subi, une corvée vaguement stratégique (au cas où ?).

La recherche de sens, ici politique, dans l'opération voulant que « des traces parfois infinitésimales permettent d'appréhender une réalité plus profonde, qu'il serait impossible de saisir par d'autres moyens » se situe dans le cadre plus général du « paradigme de l'indice » (Ginzburg

1980, 9) et entre en résonnance avec des méthodologies propres à l'enquête, qu'on peut retrouver dans le domaine des sciences sociales ou encore dans le genre littéraire du roman policier (Boltanski 2012). Or, pour certain-e-s des participant-e-s à l'enquête, la non-mobilisation de telles traces peut aussi se lire comme un refus plus global de la part de ces campeurs et campeuses de mener une telle enquête sur le personnel politique.

Roger Claes a 79 ans au moment de l'enquête. Ayant commencé à travailler à 14 ans comme apprenti dans différents ateliers de la région, il obtient un CAP d'ajusteur-tourneur-fraiseur et travaille comme mécanicien, terminant sa carrière comme chef d'équipe. Comme André Dubois, il fait partie de ces enquêtés en France qui ont également été durablement marqué par leur participation à la guerre d'Algérie. Il a deux enfants d'une précédente union. Son aîné, âgé de 53 ans, est chauffeur-routier. Sa fille, âgée de 50 ans, travaille comme secrétaire dans une clinique vétérinaire. Sa compagne, Colette Meunier, a travaillé 34 ans comme employée à la Redoute, une grande entreprise nordiste de vente par correspondance issue du textile. Aujourd'hui à la retraite et installés l'été au *camping du Bois* depuis 25 ans, ils y occupent une position cependant assez isolée et exclue des sociabilités informelles, notamment des apéritifs du vendredi soir organisés entre les campeurs les plus âgés. Après avoir remis l'entrevue plusieurs fois, ils se placent très rapidement sur la réserve au moment de parler de sujets politiques (Roger : « *Tu vas pas me tenir au moins jusqu'à 8 heures du soir ?* », Colette : « *Déjà que je peux pas regarder mes jeux. D'habitude, je regarde mes jeux* »). Mais cette réserve, justifiée par leur désintérêt maintes fois mis de l'avant, s'accompagne aussi d'une mise à distance (Roger : « *La politique pour nous, c'est ... " Qu'on m'emmerde pas "* ») voire d'un rejet des catégories légitimes de l'appréhension du champ politique. Lorsque je demande à Roger ce que lui évoque le clivage gauche-droite, il me répond brutalement : « *Rien ! Rien !* ». Lorsque Colette évoque sa seule participation à une grève lors d'un mouvement social à la Redoute, elle ne se souvient que du coup de soleil qui avait justifié de son retour précipité chez elle : « *J'ai attrapé un coup de soleil. Du coup, j'ai retourné à la maison. J'ai retourné à ma maison et puis j'ai fait la grève à ma maison (rires)* ». Colette travaille à l'époque dans la manutention (« *tous les retours client* ») et se tient loin des syndicats tout au long de son activité professionnelle.

— : *Ok, d'accord. Et toi, est-ce qu'il y avait des syndicats au travail ?*

Colette Meunier : Il y avait des syndicats. Mais moi, j'étais pas syndiquée. C'était une grosse boîte donc il devait y avoir des syndicats.

— : *Et tu dis que t'étais pas syndiquée. C'est ...*

Colette Meunier : Bah ça m'intéressait pas.

Les syndicats, pour Roger comme pour Colette, sont à traités au même titre que les partis politiques, c'est-à-dire comme des organisations desquelles il faut rester distant (Roger Claes : « *J'ai jamais fait de syndicalisme ni de politique* »). En fait, Roger et Colette mettent en place des stratégies d'évitement de la politique, entendue dans son acception la plus institutionnelle (« *Je fais semblant de rien que j'écoute même pas* », « *Quand c'est la politique, je change de chaîne*⁷⁰ »). La crainte de Colette à l'idée qu'un sujet « politique » puisse être évoqué lors d'une rencontre de famille (« *Ah bah non ! Surtout pas !* ») s'accompagne de la mise en avant du clivage profane le plus opérationnel pour elle. À l'heure de parler de politique, il y a ceux « *qui sont pour la politique* » et les autres :

Colette Meunier : De toute façon, quand on entend à la télé, je change de chaîne. Quand c'est la politique, je change de chaîne.

_ : *Direct ! Si t'en vois un ...*

Colette Meunier : Oui !

_ : *Tu zappes. Donc, c'est vraiment épidermique. Tu veux pas ...*

Colette Meunier : C'est allergique ?

_ : *Oui voilà !*

Roger Claes : Allez hop, ils vont tous à la merde.

Colette Meunier : De toute façon, on regarde jamais. Quand c'est les élections, on regarde pas les résultats, rien du tout.

Roger Claes : Je m'intéresse le lendemain. " Tiens, qui est passé ? ".

Colette Meunier : Oui, ou à deux. Parce qu'on met toujours Télé Matin à deux. Et ils le disent, hein ! Mais ...

Roger Claes : Mais ça nous intéresse pas.

_ : *Vous êtes mis au courant presque malgré vous ?*

Colette Meunier : Oui, c'est ça.

Roger Claes : Et mes enfants s'en foutent royalement (*rires*).

_ : *Ok ! D'accord. Donc, vous en parlez jamais vraiment ? Avec tes enfants, c'est pas un sujet de conversation ou quoi ?*

Roger Claes : Jamais !

Colette Meunier : Moi, j'aime mieux les chansons, tout ça.

Roger Claes : On est invités à un anniversaire ...

Colette Meunier : Ah bah non ! Surtout pas !

Roger Claes : Jamais on ne va aborder le sujet.

Colette Meunier : Surtout quand on est invités comme ça, j'aime pas quand on parle de politique.

_ : *Parce que ça crée des engueulades ?*

Roger Claes : Non mais moi, je suis sûr ... (*inaudible*).

⁷⁰ Revendiquer de consciemment changer de programme télévisé rentre d'ailleurs en écho avec des propos Jannie Viau ou Fanny Chevrier au Québec. L'expression « *Je change de chaîne* » est d'ailleurs également relevé par Daniel Gaxie dans des entretiens en milieu populaire sur la politique. Il associe la mise en avant de cette pratique à un rapport de « distance soupçonneuse » (Gaxie 2011) qui n'est pas sans rappeler le rapport de distance à la politique que j'établis également en France et au Québec.

— : *T'es quoi ?*

Roger Claes : Je fais semblant de rien, que j'écoute même pas.

Colette Meunier : **Parce qu'il y en a toujours qui sont pour la politique**, qui en parlent. Hein ?
Quand on va chez Nathalie dès fois ...

À la différence de Jean-Pierre Perrin, la non-mobilisation de lectures indiciaires de la politique de la part de Roger Claes et de Colette Meunier s'interprète à la fois comme une volonté de mise à distance de la politique, entendue comme la logique de la compétition partisane et comme une enquête vaine à mener, source de divisions. Colette comme Roger ne votent à aucune élection. Les seules personnalités politiques qu'évoque spontanément Roger sont le Général de Gaulle et René Coty, dernier président de la 4^{ème} république. L'enquête minimale que requiert une lecture indiciaire de la politique nécessite des suspects identifiables. Or, pour Roger, les derniers suspects connus sont morts et tous les autres sont coupables (« *Ce sont tous des crapules* », « *Ils vont tous à la merde* »).

B. « Je regarde le bonhomme » : une tactique du redimensionnement à soi

A contrario, pour bon nombre des campeuses et campeurs rencontrés en France comme au Québec, l'appréhension de la politique partisane et de ses enjeux est en partie une affaire de traces et de signes produits par les professionnels de la politique (parfois malgré eux) et à interpréter.

Contrairement au cas de Jean-Pierre Perrin, ces répondant-e-s mobilisant des lectures indiciaires de la politique se démarquent par leur faible niveau d'information politique, une attention réduite quant au fonctionnement et aux enjeux du champ politique. Cependant, à rebours de Marie Perrin, ces participant-e-s *ont le goût de (me) parler de politique* et se prêtent bien davantage au jeu de l'entrevue. Ce sont parmi ces répondant-e-s que mes entrevues ont été les plus longues et les plus riches en données narratives. Leur capacité à mobiliser de tels rapports indiciaires permet la construction de raisonnements sur la politique cohérents et appuyés, tout en s'extirpant de la sophistication moindrement maîtrisée de discours politiques, fustigés comme du « *baratin* » (France) ou de la « *chicane* » (Québec). Ces rapports indiciaires sont également le produit de la mobilisation d'expériences sociales ordinaires dont ne peuvent pas (ou plus) se prévaloir Roger Claes et Colette Meunier (Gaxie 2002), que ce soit la mise à profit de réflexes acquis dans leurs univers professionnels ou encore leurs (relatives) proximités ou les contacts qu'ils ont pu entretenir avec des élu-e-s locaux. Ce détour par la mobilisation d'indices nous rappelle ainsi, par la bande, que c'est « presque toujours à partir de l'endroit

social où leurs existences prennent cadre et sens que les enquêtés cherchent à rendre compte de leurs représentations du monde et de la politique ». Une perspective non légitimiste du politique et du parler politique nécessite donc d'être attentif à la mobilisation de ces indices, que l'on peut aussi interpréter comme des opérations de « redimensionnement à soi du politique » (Aldrin et Lassalle 2016). Stéphane Thery, le fils de Martine Thery, a 43 ans. Il séjourne deux semaines par été dans le mobile-home de sa mère au *camping du Bois* en France avec ses deux filles. Après avoir travaillé plusieurs années comme chauffeur-livreur salarié, il occupe désormais un poste en CDI au sein d'une entreprise de nettoyage industriel et se charge du contrôle de la qualité du travail réalisé par les agents de maintenance. Au cours de l'entretien qu'il m'accorde⁷¹, il me fait part de ses « *tactiques* » professionnelles qu'il présente comme peu courantes au sein de sa profession. En effet, Stéphane s'astreint, après chaque contrôle, à prendre en photo de manière détaillée les espaces nettoyés avec son téléphone portable, puis envoie ses rapports illustrés aux clients comme aux agents concernés. Son zèle professionnel lui vaudrait même le surnom du « *cibleur* » parmi ses collègues et auprès de son patron. À la manière de ce que décrit Romain Pudal des lectures indiciaires parmi les pompiers qu'il étudie et faisant écho aux « compétences professionnelles spécifiques des pompiers : décrypter et interpréter, par-delà ou indépendamment des discours » (Pudal 2011, 934), Stéphane Thery me décrit son observation détaillée et attentive des débats télévisés précédant les scrutins électoraux tout en la rapprochant de sa pratique professionnelle (« *T'es obligé de les observer [le personnel politique]. Dans mon boulot, je suis habitué à observer les gens. Pourquoi ? Parce que c'est là que je sais comment ils sont, comment ils peuvent m'avoir* »).

Stéphane Thery : Putain, faut pas que j'ai les gosses dans les pattes. Faut que j'écoute beaucoup la télé. Faut que je lise entre les lignes. (...) Tu dois carrément lire entre les lignes, lire entre leurs mots, voir leurs réflexes, voir leurs comportements. Moi, je suis habitué à voir le comportement des gens. Si je vois encore la femme prendre un bon soupir, « pff », respirer un bon coup, réfléchir, je me dis : " Putain, elle te cache un truc ".

Les traces qu'il repère sont des attitudes, des mimiques des comportements et ici plus précisément encore la prosodie du personnel politique qui permettrait au-delà de ce que les professionnels disent de « *lire entre leurs mots* ». S'il est le participant pour lequel la métaphore

⁷¹ Stéphane Thery, précautionneux, accepte de m'accorder un entretien, que je prenne en note ses réponses mais refuse toutefois d'être enregistré. Je retranscris du mieux possible ses propos sur la base de notes détaillées prises pendant et immédiatement après l'entretien.

de l'enquête est la plus pertinente – Stéphane Thery présente cette opération comme organisée, méthodique et nécessitant une grande attention (« *faut pas que j'ai les enfants dans les pattes* ») – la mobilisation et la collecte d'indices est généralement présentée comme plus informelle. Ainsi, Gerry Legaré, 25 ans, employé dans un dépanneur et venu visiter sa mère en fin de semaine, m'accorde une entrevue au *camping des Palmiers* au Québec. Il me met cependant en garde : « *Je parle pas ben ben de politique. J'écoute pas la politique non plus. Je lis pas la politique non plus. Je trouve pas ça intéressant* ». Il n'a par ailleurs jamais voté. S'il est effectivement peu au fait des enjeux et des luttes de la compétition politique institutionnelle – il n'est pas au courant de la prochaine élection fédérale prévue dans quelques semaines par exemple – il décrit au cours de l'entrevue sa perception du « débat des chefs » lors de l'élection provinciale de 2014 :

Gerry Legaré : Non, j'étais crampé. Par leur manière de parler. Comme Marois, ciboire, je pense que son texte, elle l'avait appris par cœur. On aurait dit un robot qui parle, ça avait pas de bon sens. Ça sonnait qu'elle lit une ligne, elle lit une ligne. J'écoutais ça... Je trouvais que ça avait pas de bon sens. Elle est pas capable d'être naturelle. Elle est trop... Elle est trop dans son texte. Elle gardait ça. C'est ça qu'elle dit. Elle était pas vraiment dans le naturel. Les autres avaient moins de misère à parler naturellement. Mais elle, c'était vraiment son texte. C'était vraiment son texte qu'elle disait. Comme si elle avait un texte pour tout ce que les autres allaient dire.

_ : *Comme si elle récitait un peu ?*

Gerry Legaré : Bah en regardant la télé, ils ont quasiment écrit tout ce qu'elle a dit. Ils ont tout enregistré. Au début c'était quasiment ça. Je me disais : « Ça a pas de bon sens ».

_ : *Qu'est-ce qui te dérangeait dans le fait qu'elle récite ?*

Gerry Legaré : Bah c'est le fait que... N'importe qui peut lire, peut dire ce qu'elle dit. Tandis que si c'est vraiment ses idées à elle, ce qu'elle, elle veut faire. Bah au moins, tu vas le voir dans la manière qu'elle va le dire. C'est ça mon... Je me demande si elle croit vraiment à ce dont elle parlait. Mais c'est juste pas mal tout ce que je peux te dire sur sa politique.

La prononciation jugée peu naturelle de la cheffe du Parti québécois de l'époque, Pauline Marois est là encore l'élément principal qu'il retient de ce débat (« *c'est juste pas mal tout ce que je peux te dire sur sa politique* ») et moindrement les enjeux soulevés ou les prises de positions de la première ministre du Québec de l'époque. Le fait qu'elle « *lise des lignes* » est également l'élément justificateur de son moindre intérêt puisqu'il l'interprète à la fois comme une simulation (« *elle parle comme un robot* ») et une possible dissimulation (« *Si c'est vraiment ses idées à elle, ce qu'elle, elle veut faire, bah au moins, tu vas le voir dans la manière qu'elle va le dire* »).

Parmi les enquêté-e-s rencontré-e-s, la mobilisation de ces indices s'appuie le plus souvent sur l'attitude des candidat.es (« *candidate appearance* ») et non sur des raccourcis cognitifs faisant référence eux-mêmes au champ politique (comme par exemple l'affiliation partisane d'un candidat, l'approbation antérieure de décisions politiques, etc.). Ces heuristiques, utilisés par les agents les

moins compétents politiquement car les plus mobilisables dans d'autres aspects de nos vies sociales (Lau et Redlawsk 2001) sont également les moins informatifs quant à la nature des débats et des enjeux politiques. Ainsi, là où Gerry Légaré se rappelle principalement la prononciation jugée suspecte de Pauline Marois lors du débat des chefs (« *c'est juste pas mal tout ce que je peux te dire sur sa politique* »), Jean Côté, la trentaine et ouvrier dans la construction au *camping des Palmiers* au Québec, ne relève quant à lui ni les propositions, ni les enjeux, ni l'affiliation partisane de l'ancienne Première ministre du Québec et candidate à sa réélection en 2014 mais bien davantage sa seule « *attitude* », jugée déplaisante.

Jean Côté : Bah c'était ... Bah en tout cas, moi, personnellement, je ne l'aimais pas. Et puis, c'est tout.

__ : *Tu l'aimais pas ?*

Jean Côté : Parce qu'elle s'habillait pas bien (*rires*). C'est une question... Je sais pas, c'est tout.

__ : *C'était plus comme la personne ?*

Jean Côté : Oui, c'est ça. C'est ça. Je l'aimais vraiment pas. C'était son attitude. Dès fois, elle faisait des débats à la télévision. Et je trouvais que ce qu'elle disait, c'était poche. C'est tout.

__ : *Non non, je comprends. Mais mettons, dans son attitude, qu'est-ce qui te dérangeait par moment ?*

Jean Côté : C'est comme je te dis, elle s'habillait pas bien (*rires*).

Paul Aubin : Pauline, la mémé [*difficilement audible*]. Fait que... Demande moi pas pourquoi. La mémé.

Jean Côté : C'est ça. C'est une question d'attitude justement. Dès fois, elle faisait des interviews. Et tu sais, elle disait des choses comme mettons : « faire de la politique ». Tu dis pas ça !

Loin de servir la production d'opinions politiques à moindre coût ou de pallier un manque d'informations politiques, l'appréciation personnelle de la candidate Pauline Marois est un indice venant surtout conforter le rejet du personnel politique, voire de l'activité politique institutionnelle elle-même (« *Elle disait des choses comme mettons : " faire de la politique ". Tu dis pas ça* »).

De plus, ces appréciations personnelles des candidat-e-s sont elles-mêmes inscrites dans des représentations de classe et de genre et surtout des attentes d'une plus grande proximité des élu-e-s avec leurs représenté-e-s. À ce propos, dans étude récente, Nicholas Carnes et Noam Lupu, chercheurs en science politique, s'étonnent de l'absence d'influence négative de l'origine sociale populaire de candidat-e-s auprès de « citoyens typiques », quand bien même les classes populaires sont majoritairement exclues de la représentation politique (2016). Toutefois, ces résultats gagneraient à situer socialement non seulement l'offre politique mais également la demande, c'est-à-dire à étudier les disparités d'appréciation des candidats populaires selon l'appartenance sociale des répondant-e-es eux-mêmes. En effet, le classement social du personnel politique par les enquêté-e-s rencontré-e-s est loin d'être une variable neutre.

Bien au contraire, les appréciations du personnel politique en milieu populaire sont pour partie inscrites dans des représentations et des jeux d'oppositions symboliques de classe (haut/bas, intellectuel/manuel, arrogant/humble). Les enquêtes récentes portant sur les représentations de la politique des gilets jaunes en France soulignent par exemple que ceux-ci fustigent la représentation politique, non pas parce que les élu-e-s ne serait pas le produit d'une « représentation miroir » (Jacobs 2007) et le strict reflet de leurs propres conditions sociales, mais plutôt du fait d'un manque de « proximité statutaire » avec leurs représentant-e-s (Bedock et al. 2019). Autrement dit, le personnel politique et les citoyen-e-s peuvent bien être différents socialement tant que ces différences ne sont pas vécues sous la forme d'une hiérarchisation de statuts sociaux. De la même manière, sur nos deux terrains de recherche, si l'origine sociale ouvrière d'un élu peut être lue comme un gage positif de valeurs morales supposément partagées, c'est tout autant la capacité d'un personnel politique – jugé distant socialement – à « *paraître comme s'il était [...] normal, pas plus haut que toi* » (Jeanne Francoeur) qui participe de sa bonne évaluation indiciaire, à rebours de l'arrogance de candidats « *en costard* » (Sylvie Mercier : « *Ils prennent les gens de haut* »).

Luc Rousseau, 67 ans, est un ancien ouvrier papetier, rentré sans diplôme comme apprenti à 14 ans, qui fait partie de ces quelques campeurs qui vivent à l'année dans le *camping du Bois* en France. Aujourd'hui à la retraite, il y passe une partie de l'été avec Sylvie Duval, 61 ans, qui a occupé plusieurs postes d'employée de bureau (« *secrétaire* », « *standardiste* », « *c'était toujours du travail de bureau* ») dans le secteur bancaire puis dans une sucrerie après avoir entamé des études de « *sténodactylo* ». Veuve, elle touche une pension de réversion en attendant de faire valoir ses droits à la retraite. L'entrevue est en partie rendue possible par l'entremise de celle-ci. Luc ayant subi une ablation du larynx suite à un cancer, celle-ci me traduit en grande partie ce que je ne comprends pas des interventions de Luc. Au cours de l'entrevue réalisée dans son mobile-home, Luc m'explique « *qu'il s'en fout des partis* » politiques et qu'il « *regarde le bonhomme et ce qu'il fait* ». Déçu au moment de l'enquête d'avoir voté pour François Hollande lors de l'élection présidentielle de 2012, il convoque la figure de Georges Marchais, même si à l'époque « *[il] n'étai[t] pas d'accord avec lui* ».

Luc Rousseau : C'était ... Il était intelligent.

Sylvie Duval : Tout le monde se fichait de lui parce qu'il avait une façon de parler. Mais c'était quelqu'un d'extrêmement intelligent.

Luc Rousseau : C'était un ouvrier ! Il était sorti du lot ! C'était un mec de la métallurgie.

Sylvie Duval : Mais c'est vrai qu'il avait une façon de parler qui faisait marrer plein de monde mais c'était loin d'être un idiot.

Luc Rousseau : C'était un grand bonhomme.

_ : *Mais tu disais que t'étais pas toujours d'accord avec lui. Est-ce que ... ?*

Sylvie Duval : Bah, c'est-à-dire que c'était vraiment le communiste de base. Lui, c'était ...

Luc Rousseau : Le vrai !

Sylvie Duval : De la Russie et tout ce qui s'en suit. Lui, c'était ça.

Luc Rousseau : Surtout à l'époque.

Sylvie Duval : Donc là, toi, tu te dis qu'on va peut-être pas aller jusque-là. Mais lui, c'était ça.

Luc Rousseau : Le vrai !

_ : *Mais tu disais que c'était un... ancien ouvrier de la métallurgie. C'était important, ça ?*

Luc Rousseau : Très important ! Parce qu'il venait de la base. Il savait ce que c'était que le travail, l'expérience. C'est pas la même chose. Je suis content d'avoir fini ma carrière quand je vois ce qui arrive : des mecs, des jeunes loups. Ils savent pas ce que c'est que le travail en usine. Ils sont sortis des écoles et ils savent tout. Et ils vont t'apprendre à toi...

L'origine sociale de Georges Marchais (« *il venait de la base* ») et ce que Luc en retient, comme valorisation d'une expérience de travail subalterne et physiquement pénible partagée (« *Il savait ce que c'était le travail, l'expérience* »), tranche avec la figure repoussoir des « *jeunes loups* » (« *Ils savent pas ce que c'est le travail en usine. Ils sont sortis des écoles et ils savent tout* »). Luc revient par la suite longuement sur les conflits de travail au sein de la papeterie où il travaillait lors de ces dernières années d'activité professionnelle, et notamment sur l'arrivée des « *jeunes loups* » (Sylvie m'explique : « *des jeunes qui étaient arrivés, qui sortaient des écoles et qui ont commencé à vouloir lui apprendre ce que c'était le métier* »), le poussant à partir à la retraite plus tôt qu'il ne l'avait prévu. C'est par la suite au travers de la mobilisation de cette opposition profane entre « *bonhommes* » et « *jeunes loups* » – inspirée d'un conflit de classe au travail recoupant les évolutions de son secteur d'activité professionnelle et la faible valorisation de son expérience du métier comparée aux profits symboliques accordés aux détenteurs de diplômes – que Sylvie et Luc catégorisent les différentes personnalités politiques dont nous ferons mention au cours de l'entrevue (Sylvie réagissant aux propos de Luc : « *En comparaison, c'est ce qui arrive à la politique, les jeunes qui arrivent derrière, ils savent rien mais ils veulent tout faire. C'est le lien qu'il fait* »). L'isomorphisme entre les rapports de classe subis au travail par Luc et l'arrogance perçue de certaines figures publiques permet ainsi à Luc et Sylvie de classer parmi les jeunes loups Nicolas Sarkozy (« *une personne imbue de sa personne, qui n'a pas de respect pour les petites gens* ») et surtout Emmanuel Macron qui, au moment de l'enquête, n'est pas encore candidat à l'élection présidentielle de 2017. Les « *jeunes loups* » sont présentés comme n'ayant « *pas plus d'idées que les autres* », n'ayant pas de « *vécu* ». De telle sorte que cette opération de classement ordinaire des personnalités politiques rejoue la division classique entre le travail manuel et le travail intellectuel en milieu populaire (Willis 2011 [1977] ; Lomba et Mischi 2013) présentée comme

« inversion symbolique d'un mépris de classe qu'ils subissent au quotidien » (Dunk 1991 in Lomba et Mischi 2013). L'expérience des manuels y est opposée à « l'incompétence pratique » des intellectuels qui ne font que parler (Sylvie : « *Ils savent rien mais ils veulent tout faire* », « *Alors, si, les débats, moi, si c'est pour les voir s'engueuler, je coupe. En fait, t'as rien. T'as pas d'explication. Ils te proposent rien... C'est juste pour s'engueuler* ») et s'accompagne d'une prudence vis-à-vis d'une parole publique jugée artificielle, voire mensongère (Gerry Legaré : « *Je me demande si elle croit vraiment à ce dont elle parlait* »).

Les discours ouvriéristes de Luc (« *Ils savent pas ce que c'est le travail en usine* ») font montre d'une lecture politique de classe du monde social. Ils sont toutefois assez déconnectés d'un encadrement syndical au sein de l'imprimerie dans laquelle il travaille. Luc revient notamment sur un conflit l'ayant opposé à ses patrons.

_: *Et du coup, est-ce que toi, t'étais syndiquée ?*

Sylvie Duval : Non plus ! Non non, rien. Mon mari, oui. Mais pas moi. Et toi ?

_: *Et toi, est-ce qu'il y avait ...*

Luc Rousseau : Un an ! (*puis claque des mots pour signifier son départ et fait mine de déchirer sa carte*).

Sylvie Duval : (*rires*).

_: *Après, t'as déchiré ta carte ?*

Luc Rousseau : Je me suis défendu tout seul. La CFDT ...

_: *Et après, au bout d'un an, tu t'es rendu compte ... ?*

Luc Rousseau : On s'est rendu compte !

Sylvie Duval : C'était l'entreprise.

_: *Qu'est-ce qui s'est passé avec la CFDT avec cette année-là ?*

Luc Rousseau : Ils ont jamais rien fait.

_: *Ah ouais, ok !*

Sylvie Duval : En fait, vous aviez payé pour rien.

Luc Rousseau : « On va rien dire. On va faire ci, on va faire là ».

_: *Donc, vous vous défendiez vous-même ? Tu dis que vous vous êtes défendus vous même ! Qu'est-ce que vous avez fait ?*

Luc Rousseau : On est allés aux prud'hommes.

_: *Mais en groupe du coup ?*

Luc Rousseau : Sans les syndicats.

Sylvie Duval : Oui, l'entreprise.

_: *Toute l'entreprise ! Ok !*

Sylvie Duval : (*rires*). Il exagère. Vous avez gagné ?

Luc Rousseau : On a été reconnu.

Syndiqué pendant un an à la CFDT, Luc insiste sur le fait qu'il s'est « *défendu tout seul* » lorsqu'un conflit à l'imprimerie les opposent, lui et ses collègues, à la direction après que celle-ci décide sans concertation de retirer aux équipes leur prime de treizième mois. Alors qu'il se sent abandonné par sa structure syndicale, Luc évoque avec fierté une lutte portée jusqu'au conseil des

prud'hommes mais organisée entre salariés et sans l'aide d'un syndicat qu'il quitte d'ailleurs par la suite.

« *Regarder le bonhomme* » et l'évaluer par exemple sur la base de ses interactions avec « *les petites gens* », de ses paroles ordinaires et non de ses discours publics, permet aussi de produire une opinion politique en s'appuyant sur des critères d'appréciation – pas forcément idéels ou sophistiqués, au sens de la sophistication politique socialement construite – mais que l'on maîtrise. Sylvie Mercier, la cinquantaine, assistante à domicile fustige également à l'époque le ministre de l'économie français démissionnaire, en s'appuyant sur son commentaire vestimentaire à un chômeur venu l'interpeler à propos de la réforme du code du travail, lors d'une visite dans la ville de Lunel quelques mois auparavant.

Sylvie Mercier : C'est qui le mec qui ... Il est de gauche, lui ? Ou je sais pas. En tout cas, il est dans la politique depuis pas longtemps. Il a démissionné.

_ : *Emmanuel Macron ? Le ministre de l'économie qui a démissionné ?*

Sylvie Mercier : Macron là ! Je sais pas si t'as entendu le petit truc. Mais ça, c'est un truc qui m'a... Normalement, à la base, il est pour l'ouvrier. Enfin, il est pour les machins, les gens. Il y avait une manifestation. Il a été pris à partie par la foule pour le machin. Et quand ... En douce, les micros étaient branchés. Et quand il a dit au gars : « si tu veux un costume comme moi, t'as qu'à travailler pour te le payer » ... Euh, je suis désolée. Lui, sa politique, sa vie, elle est foutue. Enfin moi (*rires*).

Camille Berthiaume vient de devenir comptable agréé au moment de l'enquête et connaît un niveau de diplôme une trajectoire sociale ascendante au regard de la profession de ses parents. Sa mère est secrétaire comptable dans une clinique médicale de la région et son père travaille comme dessinateur industriel. Elle a voté lors des dernières élections provinciales pour Québec Solidaire en s'en remettant entièrement à l'opinion de son père, n'avait qu'un seul interdit/repoussoir au moment de se prononcer : le parti de la CAQ. Sans que son opinion soit forcément appuyée sur des enjeux relatifs à la sphère partisane (« *on dirait si tu veux que ces affaires de parti là, c'est vraiment superficiel. C'est à qui va avoir les plus belles pancartes* »), elle se refuse à voter pour ce parti après avoir parlé au candidat de sa circonscription, très « désagréable » au téléphone, des années auparavant dans un cadre professionnel.

Camille Berthiaume : Je faisais ses rapports d'impôts. Et puis... Mais ça avait rapport avec rien en politique. Parce que c'était peut-être trois ou quatre ans avant qu'il se présente en politique. Ça avait zéro rapport avec la politique. Mais c'est juste que... Il y a du monde qui marque. Et lui, il m'avait marqué et j'avais reconnu son nom sur la pancarte. Et puis là, non, c'était sûr que c'était pas lui [pour lequel j'allais voter].

Au contraire, les marques d'appréciation, de respect mutuel perçues dans ces interactions ordinaires filmées ou, plus rarement vécues, peuvent devenir des éléments de détermination et des éléments de justification *a posteriori* du vote. Ainsi, Luc Bellemare ne se souvient ni du nom du parti au pouvoir, ni de celui du premier ministre du Québec au moment de l'enquête. Il peine à se souvenir qu'il a voté pour la CAQ, même après que je lui ai rappelé les noms des principales formations politiques provinciales et ne saurait justifier son choix sur une base idéologique ou programmatique :

Luc Bellemare : Je m'en souviens plus vraiment. Ce n'est pas quelque chose qui me marque ben gros. Ben souvent, c'est pas des coups de tête mais... tu sais, on... Des fois, on sait même pas pourquoi qu'on vote. C'est pas qu'on vote pour eux autres...

Par contre, il se rappelle par la suite du nom de la députée de sa circonscription, pour qui il a voté (« *on la voyait souvent à Chavilles. Et les autres, on les voyait jamais. Fait que... On s'est dit, on va voter pour elle. C'est surtout pour ça* ») et notamment d'une visite où il l'avait rencontrée sur son lieu de travail, une décennie auparavant, et où il avait été touché qu'elle prenne le temps de saluer les ouvriers présents sur le site (« *Elle avait fait la visite de l'usine. Et puis, je pense qu'on était dans notre pause. Elle nous avait parlé un petit peu, donné la main à tout le monde. Elle avait l'air super sympathique* »). Il me raconte d'ailleurs la même scène à deux reprises.

Luc Bellemare : Elle venait faire un tour et puis serrer des mains. Et puis, je me souviens, à un moment donné, on travaillait à la fonderie à Chavilles. Et puis elle était venue nous voir à la fonderie, à nous parler. Personne d'autre n'était venu nous voir.

De la même manière, Jeanne Francoeur, qui après avoir multiplié les petits boulots et travaillé dans la même exploitation porcine que son mari, si elle se refuse à voter pour Québec Solidaire « *parce que ça parle de la séparation* » explique son soutien au Parti conservateur sur la scène fédérale sur un mode faiblement politique au sens le plus légitimiste : « *Bah moi, j'aime ben Harper. Il fait pas plus pire, il fait pas mieux qu'un autre* ». Cependant, elle insiste bien davantage sur la proximité qu'elle entretient avec son député conservateur fédéral, notamment du fait de son implication dans le cadre d'un festival de football qu'elle organisait avec son mari dans la région. Là encore, la capacité du député à « *ne pas se prendre pour un autre* », à ne pas être perçu comme « *plus haut* », est l'élément indiciaire le plus mis en avant dans son appréciation de l' élu.

Jeanne Francoeur : C'est beaucoup d'implication. Moi, le député, il vient m'inviter en mains propres chez nous. C'est parce que je le connais très bien.

_ : Tu le connais avec le festival ?

Jeanne Francoeur : Pas juste à cause du festival (...) C'est un monsieur qui reste à Saint Narcisse, lui. Je le connaissais à cause des fermes, il avait une ferme... J'ai été plusieurs années à le faire, le

festival. C'est moi qui l'ai inventé. Et puis, même il nous aidait tout le temps. Il venait. Il se déplace. Il y a quelqu'un, un attaché politique avec lui. Il vient nous rencontrer avec l'épicerie. " Hey, Salut ! ". Il paraît comme s'il était quelqu'un de normal. Pas plus haut que toi, tu sais (...)

_ : Qu'est-ce que tu veux dire par normal ?

Jeanne Francoeur : Égal à moi puis toi, à d'autres. Il est pas plus haut. Il se prend pas pour un autre. C'est peut-être pour ça que je suis sujette à voter pour eux autres.

Finalement, tout en touchant toujours à l'évaluation personnelle des propriétés des élu.es, la mobilisation de lectures indiciaires du politique et leur inscription dans les expériences sociales des participant-e-s se joue également dans un autre isomorphisme entre le public et le privé, « entre le bon ordre qui doit régner dans la maison du monarque et celui qui doit présider à son gouvernement public » (Foucault 1984b). Ainsi, le mari de Jeanne Francoeur, Marcel Boisvert, bientôt 60 ans, employé agricole dans un élevage porcin au Québec, tout en s'appuyant sur sa relative proximité avec son député provincial, mobilise des éléments concernant la gestion de la ferme de ce dernier pour s'étonner du fait que lui soit confié le contrôle des finances publiques.

_ : *Mais tu dis que t'as plus suivi cette fois-ci que les autres fois. Qu'est-ce ... ?*

Marcel Boisvert : Bah ça a été plus long un peu. Et puis, on connaît ... On a connu plus les chefs de partis. Parce que nous autres, par icitte, le député qui nous représente, je l'ai connu à l'école. Et puis, c'est pas ... Je sais pas ce qu'il fait là d'ailleurs. Son père avait une grosse ferme.

_ : *Tu veux dire ... Tu sais pas ce qu'il fait là. Qu'est-ce que tu veux dire par là ?*

Marcel Boisvert : Son père avait une grosse ferme. Et puis il s'est en allé député. Il est à la veille de tout perdre ce que son père avait. C'est lui qui va nous mener ? C'est lui qui va mener nos finances ? Il était pas capable de les mener chez eux ! C'est quoi, l'affaire, là ? Il a beau être instruit, être ci et ça, t'as pas été capable de mener chez vous, mène pas ailleurs ... Je sais pas, moi.

_ : *Toi, tu le connais de l'école ?*

Marcel Boisvert : Oui, je l'ai connu de d'là.

_ : *C'est un député de quoi ? C'est quoi son parti ?*

Marcel Boisvert : Ici, c'est conservateur. Chaudière Appalaches, c'est pour les conservateurs. On est les quelques conservateurs qui restent dans le coin. Et puis, je me dis qu'ici, tout le monde vote pour lui. Mais ils le connaissent pas.

_ : *Mais toi, tu trouves que c'est un bon député ou tu te dis que ... ?*

Marcel Boisvert : Il fait tout de même ben sa job. C'est en partant, lui, quand il s'est présenté aux élections... C'est le troisième terme je pense qu'il fait. Parce qu'il est beaucoup dans l'agriculture. C'est sûr qu'il était cultivateur. Il sait ce qu'il dit quand il va au parlement. Il sait c'est quoi les problèmes qu'il a. On s'entend là-dessus. Mais pour... je sais pas, pour gérer ailleurs quand tu gères pas chez vous, c'est fort ! Ça part pas ben. Mais il fait ça, il fait sa job. Fait qu'on le laisse aller.

La recherche des indices, compris ici comme des désajustements entre ce que dit ou fait l'élu dans le cadre de sa fonction publique et ce qu'il est ou donne l'impression d'être au privé est également mobilisé par Claudie Chevrier, la chargée de l'accueil au *camping des Palmiers*, qui s'étonne du surpoids du ministre de la santé libéral de l'époque, Gaétan Barrette :

Claudie Chevrier : Ça a tu de l'allure de faire travailler quelqu'un en santé en plus ... 20 heures. Ça se fait pas ! Et puis, en plus que ceux-là qui nous représentait en santé, il devait peser 400 livres ! C'est pas logique, là. C'est pas parce qu'il doit pas être bon. C'est que la façon de voir... Tu mets pas quelqu'un qui pèse 400 livres pour s'occuper de la santé. Ça va être quoi, la santé ? Il y en aura plus. On va manger du gras et puis des bonbons puis tout'.

Sans être mobilisées de manière exclusive et homogène par les classes populaires, les lectures indiciaires de la politique de certain-e-s des enquêté-e-s nous informent sur leurs rapports au vote et, plus largement, sur leurs représentations des personnels politiques et les opérations profanes de classement de la vie partisane. Les éléments empiriques ici analysés permettent de mieux distinguer les lectures indiciaires de la politique de la perspective défendue par les tenants des « *leader heuristics* » ou des *shortcuts*. En effet, si ces indices peuvent être mobilisés parfois par nos répondant-e-s pour se déterminer au moment du vote, ils ne sont ni pensés ni employés de manière instrumentale ou stratégique en vue du vote et s'inscrivent dans des représentations complexes et riches des divisions du monde social. D'ailleurs, plusieurs de nos répondants votent à rebours de ce que leurs indices sociaux pourraient laisser penser. À l'image de Marc Boisvert, votant pour le député conservateur de son comté bien qu'il doute de sa capacité à gérer les fonds publics. De plus, ces outils sont mobilisables à certaines conditions sociales seulement, par exemple la proximité ou des rencontres, même fortuites avec des élus. De la même façon que certains enquêtés se présentent comme incapables de traduire leur opinion politique personnelle sous forme de vote, d'autres refusent ou ne peuvent pas se prêter au jeu de l'enquête et de la recherche d'indices, parfois parce qu'ils sont trop éloignés des élus.

Par ailleurs, on l'a vu, les catégories opératoires mobilisées parfois centralement par plusieurs de mes répondant-e-s (« *les gens qui sont pour la politique* », les « *jeunes loups* ») recourent faiblement celles mobilisées routinièrement par les professionnels de la politique, du fait de l'inégale distribution de ces outils de compréhension du monde social mais aussi du fait que les clivages ordinaires de l'appréhension de la vie partisane mobilisés par ces campeurs et campeuses répondent à leurs propres interrogations. Ces résultats font donc écho à ceux autour de la notion de compétence politique (Blondiaux 2007). Là où une lecture cynique ou misérabiliste du fonctionnement de la citoyenneté électorale pourrait interpréter ces données comme la marque du manque, de l'incompétence, on peut aussi y voir le désir d'une scène politique plus ouverte ou, *a minima*, plus représentative – au sens d'une réduction des distances sociales entre représentants et représentés.

II. Les rumeurs comme modalité d'appréhension du politique

J'ai également recueilli de nombreux discours politiques soulignant que le gouvernement mentait – à propos des attentats terroristes ou de l'accueil des migrants par exemple –, ou plus spécifiquement encore que des projets de lois visaient à organiser discrètement l'obligation d'accueillir chez soi des migrants. Les enquêté-e-s évoquaient ces informations en les présentant souvent comme scandaleuses, parfois comme gardées secrètes, la plupart du temps avec des précautions et des doutes. En ce sens, ces discours sont énoncés selon la forme de la rumeur, comme une nouvelle à la véracité incertaine et au caractère « subversif ou scandaleux » (Aldrin 2010).

En interrogeant les significations que les enquêté-e-s rencontré-e-s accordent à ces rumeurs, cette sous-partie vise à comprendre ce que ces données nous apprennent quant à leur appréhension de la politique et interrogent à nouveau les approches les plus légitimistes en ce domaine (Aldrin 2003). Loin des débats et des enjeux des professionnels de la politique, l'attention portée aux rumeurs politiques au camping permet ainsi d'éclairer sous un autre jour des représentations politiques populaires ordinaires du jeu politique, voire plus largement de l'État, envisagé avec défiance par un certain nombre de mes enquêté-e-s. Elle contribue ainsi à nouveau frais aux travaux étudiant par le bas les rapports profanes au politique (Buton et al. 2016), inscrits dans les expériences ordinaires du monde social et parfois même, de manière plus minoritaire, marqués par l'évocation du spirituel ou du paranormal.

De plus, comme concernant la mobilisation des indices précédemment, je n'ai pas recueilli de tels matériaux auprès de l'ensemble de mes enquêté-e-s mais, ici surtout, parmi un échantillon limité de répondant-e-s. Ceux-ci, tout en partageant un faible niveau d'informations politiques sont parmi ceux qui présentent la plus grande propension à se saisir de mon offre de parole. Les entretiens réalisés avec ces enquêté-e-s sont d'ailleurs les plus longs de mon corpus. Ces rumeurs sont donc le produit d'investissements importants de la part de certains des enquêté-e-s rencontré-e-s, traduisant la recherche d'une mise en sens du jeu politique mais aussi de l'ordre social. Comme le souligne Gilles Malandain à propos des rumeurs politiques, qu'il étudie à l'époque de la Restauration en France, cette étude a donc pour ambition de :

« Ne pas s'en tenir aux formes de participation effective ou d'affiliation idéologique, mais à s'intéresser à la labilité comme à la diversité des rapports ordinaires à la politique, allant de l'indifférence toujours possible – voire fréquente, surtout dans une situation d'exclusion objective – à un niveau d'engagement “ profane ” fort et paradoxal, relativement

indépendant de la compétence, en passant par toutes sortes de “ bricolages ” cognitifs » (Malandain 2012, 161)

Les rumeurs, définies ici d’abord sous une forme énonciative, se font par moment le relais de théories « complotistes », entre autres lorsqu’elles pointent de possibles mensonges ou secrets d’État, qui seraient cachés au plus grand nombre. De plus, comme à propos de la mobilisation des indices, notons que l’expression de telles explications du monde social n’est pas l’apanage des classes populaires. Si, comme le relève la littérature sur le sujet, « il n’existe pas de profil sociologique spécifique des croyants au conspirationnisme » (Renard 2015, 112), on peut soulever que les thèses conspirationnistes sont également diffusées par et auprès des élites (Taïeb 2011), ou encore que « nous sommes tous enclins, à des degrés divers, à raisonner sur la base d’explications de type conspirationniste » (Nicolas 2016). Sur le mode du discrédit, c’est d’ailleurs le projet scientifique de dévoilement sociologique lui-même qui a pu être associé de longue date à une forme de complotisme (Boltanski 2012).

Encadré n°2. Sciences sociales et enjeux de définition du complot(isme).

Sans nécessairement rechercher « les “bonnes raisons” de croire des acteurs sociaux et qui donnent sens aux idées, même les plus étranges, auxquelles ils adhèrent » (Renard 2015, 108), un autre biais dominocentrique consiste – même en visant à réhabiliter les raisonnements ayant permis leur expression – à cataloguer comme étranges, farfelues car « complotistes » des opinions politiques qu’on pourrait tout aussi bien interpréter dans une perspective populiste comme la mise en lumière schématique de rapports de domination au sein du monde social ou dans une perspective misérabiliste comme la contestation réductrice et maladroite d’un ordre politique jugé injuste.

À titre d’illustration, un article récent sur les « causes de l’adhésion aux théories du complot » distingue comme conspirationnistes – à partir d’un sondage d’opinion – les énoncés suivants : « Des groupes secrets, comme les francs-maçons, manœuvrent en coulisse », « Certains groupes religieux manœuvrent en coulisse », « D’autres pays cherchent à nous dominer », « Les grandes chaînes de TV ou la presse écrite manœuvrent en coulisse » ou encore « La finance internationale mène le monde » (Renard, 2015). Or, parmi ces énoncés hétéroclites, une interprétation moins catégorique pourrait voir dans le fait que « d’autres pays cherchent à nous dominer » une présomption également défendue par le *courant réaliste* en relations internationales ou encore dans l’attention portée aux « coulisses » une inspiration toute goffmanienne des interactions sociales ou une conception de la domination ouverte aux travaux sur l’« infrapolitique » chère à James C. Scott. On reconnaîtra ainsi dans d’autres énoncés mobilisés par Joseph E. Uscinski et ses collègues pour estimer le niveau d’adhésion aux théories du complot des affirmations presque reprises mot pour mot par certains des enquêté-e-s rencontré-e-s, comme par exemple : « Le plus gros de nos vies est contrôlé par des intrigues tenues secrètes » ou encore « Même si nous vivons dans une démocratie, un petit groupe va toujours gérer les choses de toute façon » (Uscinski, Klofstad et Atkinson 2016, 61, ma traduction). Pourtant, des lectures plus ouvertes de ces énoncés pourraient aussi y retrouver, par exemple pour la deuxième proposition, une reformulation maladroite de la loi d’airain de l’oligarchie (Michels 1914) ou une critique de la division du travail politique dans ce qu’elle recèle de dépossession (Bourdieu 2001). Cataloguer strictement comme « complotistes » – sans interroger cette notion elle-même et ce qu’elle recèle d’anathème et de disqualification politique (Giry 2017) – des énoncés généraux qui peuvent aussi être interprétés comme la reconnaissance de rapports

proprement politiques de pouvoir et de domination, jette qu'on le veuille ou non le discrédit sur les représentations politiques des groupes sociaux ainsi étudiés. Elle peut aussi donner du crédit aux approches déniaut aux sciences sociales leur dimension critique.

En effet, ces caractérisations trop lâches et infâmantés du « complot » touchent aussi par la bande à des enjeux plus larges quant à la portée des sciences sociales. Depuis leur constitution même comme disciplines scientifiques, les ambitions analytiques des sciences sociales, notamment dans leur capacité critique de dévoilement des rapports de pouvoir, sont parfois dénoncées comme entretenant de supposées proximités avec le complotisme (Boltanski 2012). Ces critiques sont, dans le champ académique français, souvent le produit de mise en accusation des courants d'inspiration bourdieusienne (Ho et Sang Jin 2011), portées par des agent-e-s aux positions parfois périphériques au champ académique et le plus souvent à l'extérieur de ce champ – dans des essais ou dans la presse – loin des règles propres à la *disputatio* scientifique (Champagne et Maler 2012, Saint-Martin 2018). Ainsi, lorsque Nathalie Heinich fustige la sociologie critique comme la « sociologie du soupçon », car celle-ci ne prendrait pas pour argent comptant ce que disent les acteurs et actrices du monde social, elle souligne, selon elle, les similitudes de cette précaution analytique avec des raisonnements de nature complotiste (Heinich 2009, 32). Cette tendance complotiste serait même là un « danger sociologique » dont il faudrait se prémunir (Bronner et Géhin 2017).

Sans participer d'une reconstruction « folklorisante » d'une culture populaire homogène, mes extraits d'entrevues ou notes d'observations ethnographiques soulèvent cependant plusieurs questions quant à l'interprétation qu'on peut leur donner. Pour ce faire, je soutiens que comprendre la diffusion de ces rumeurs nécessite de se départir d'une conception de la croyance (par exemple aux complots) comme un ensemble de savoirs que l'on posséderait et auquel on adhérerait en bloc (ou encore comme les signes disqualifiant d'une paranoïa ou d'une incompétence). L'évocation de complots se comprend d'autant mieux comme une activité sociale, ajustable selon les contextes d'énonciation et souvent bien éloignée de la question de leur véracité.

Étudier les rumeurs nécessite en fait d'interroger de manière plus large la notion de croyances politiques. Pour reprendre la formule de l'historien de l'antiquité Paul Veyne, « les gens croient et ne croient pas à leurs mythes : ils y croient, mais ils s'en servent et ils cessent d'y croire là où ils n'y ont plus d'intérêt » (2003 [1983]). Je m'inscris ainsi dans la continuité d'un ensemble de travaux réflexifs sur les croyances en politique qui soulignent, à propos d'objets aussi divers que la rumeur (Aldrin 2005) ou l'analyse des politiques publiques locales (Desage et Godard 2005), la complexité et la pluralité des régimes de croyance. Celles-ci n'y sont pas appréhendées comme un stock réifié de schèmes de compréhension du monde, plus ou moins rationnels, auquel on croit mais plutôt comme un ensemble d'activités et de pratiques sociales (Polletta et Callahan 2017), de ressources discursives, de possibilités de « mise en récit » de soi et des autres qu'on ne peut comprendre qu'en contextualisant les usages et en interrogeant les formes d'adhésion.

A. La rumeur comme pratique sociale

En m'inspirant de ces approches, j'envisage la rumeur comme une pratique sociale ajustable selon les contextes d'interaction et j'en distingue trois usages principaux : la mobilisation de rumeurs permet d'abord de donner une explication à des phénomènes sociaux ou politiques qu'on comprend mal, notamment en situation d'entrevues ; cet usage peut également participer de la mise en lumière d'un même rapport défiant partagé à l'État, assurer la cohésion d'un groupe et faciliter les échanges à caractère politique ou, au contraire, faire l'objet de clivages et d'oppositions ; finalement, la mobilisation de rumeurs est également une ressource justificative à l'heure d'évoquer par exemple des pratiques répréhensibles, comme par exemple de petites résistances que mettent en place les agents en prise avec le contrôle de l'État social. En ce sens, l'étude des usages de rumeurs politiques incite à s'interroger sur les conditions d'accès au « texte caché » (Scott 2009 [1990]) politique en milieu populaire et sur son statut dans l'appréhension hétérodoxe du politique.

1. Mobiliser la rumeur comme registre explicatif de la politique.

Encadré n°3 : Qui gouverne ? : « Mais qui est plus haut ? »

Jeanne Francoeur Francoeur : (48 ans, Ouvrière agricole, Québec) : Non ! C'est pas eux autres qui tirent les ficelles. Les politiciens, ils en ont plus haut qu'eux autres qui tirent les ficelles. C'est le gouvernement qui tire les ficelles. Un politicien va faire un *speech* à la TV. C'est pas lui qui va l'avoir écrit. C'est plus haut.

Mathilde (sa mère, retraitée) : Ça va être le gouvernement.
Plus haut, c'est le gouvernement ?

Jeanne Francoeur Francoeur : Bah, je pense. **Je te dis ce que je pense. Ça veut pas dire que c'est la vérité. Mais dans ma tête, je pense que c'est ça. Je me trompe peut-être (...)** Mais qui est plus haut ? Je ne le sais pas. Je prétends que c'est le gouvernement. Mais le gouvernement, en même temps, il est là, lui tout. Alors c'est qui ? Je sais pas.

Christopher Biernat (29 ans, agent de maintenance contractuel dans un collège, France) : Quand tu vois que tout le monde qui se présente à des élections, qu'ils te promettent tant de choses. Et qu'à la finale, ils ont eu leur chance d'être président ou autre, qu'ils ont eu leur poste, bah en fait, tout ce qu'ils ont prévu, ils font rien. Donc ouais, je pense qu'ils nous prennent un peu pour des bleus. Après, reste à voir si vraiment nos votes que les citoyens font sont vraiment pris en compte. Ça, ça a toujours été un mystère pour moi. Je sais pas si vraiment les votes des citoyens a vraiment été pris en compte.
Tu veux dire quoi par-là ?

Christopher Biernat : Je pense qu'ils font croire que les citoyens ont un peu le droit de voter. Mais je sais pas si vraiment ... Comment je peux expliquer ça ? Je me dis qu'en fait, on est déjà gouvernés, d'accord. **Mais au-dessus du gouvernement, il y a encore quelque chose au-dessus, tu vois ?** Donc, après, je me dis que je pense pas que c'est notre simple vote qui fait que ça changerait les choses. Je pense que... Même si, je veux dire, allez, 90% de la population française, admettons, aurait voté, je vais dire une connerie, pour Hollande. Et que l'autre pourcentage a voté pour Sarkozy, ok, certes, pourquoi Sarkozy passe alors que t'as eu autant de pourcentages de l'autre côté, admettons ? Bah, moi, je me dis

que c'est principalement parce que je suis pas très sûr que nos votes soient vraiment, comment je vais te dire ça ... J'ai pas les mots, ça me saoule. Tu vois, pris en compte.

Mais tu veux dire, pas bien comptés ? Comme des fraudes électorales ? Ou ...

Christopher Biernat : Ouais, en fait, t'as beau voter, ton vote, il sert à rien, en fait (...) **Après, est-ce que c'est vrai ? Est-ce que je dis n'importe quoi ?** Je peux pas te le dire moi-même. Mais je reste sceptique sur ça. Parce qu'avec tout ce qu'on entend sur ce qui se passe, enfin, moi, **j'ai beaucoup entendu des trucs déjà, qu'on est gouvernés par d'autres personnes, autre que les présidents, les-ci, les-la.**

Dans ces deux extraits d'entrevue avec Jeanne Francoeur, ancienne ouvrière agricole aujourd'hui mère au foyer au *camping des Palmiers* au Québec déjà rencontrée précédemment, et des membres de sa famille venus la visiter, ainsi qu'avec Christopher Biernat, qui a longtemps travaillé comme ouvrier dans le bâtiment en France, une même thématique est mobilisée par ces enquêté-e-s portant sur « *ce qui est plus haut* » : un pouvoir opaque, difficilement tangible, au-dessus des pouvoirs institutionnels visibles (« *D'après moi, il y a toujours quelqu'un de plus haut* », « *Au-dessus du gouvernement, il y a quelque chose au-dessus* »). Pour Jeanne Francoeur comme pour Christopher Biernat, cette question du « *plus haut* » est mobilisée avec des « préventions énonciatives distinctives » (« *Je te dis ce que je pense. Ça veut pas dire que c'est la vérité* », « *Est-ce que je dis n'importe quoi ? Je peux pas te le dire moi-même* »).

Si sa véracité reste incertaine, cette hypothèse dite à demi-mot n'en comporte pas moins une dimension inédite et subversive quant au fonctionnement de la démocratie représentative (« *C'est pas eux autres qui tirent les ficelles* », « *Ton vote, il sert à rien* »). Que comprendre de cette figure d'un pouvoir au-dessus des pouvoirs ? Sans doute ma relance auprès de Jeanne Francoeur, lui demandant de spécifier si « *plus haut* » fait bien référence au gouvernement, a pu susciter en partie une forme d'artefact d'enquête, celle-ci étant contrainte d'élaborer une réponse portant sur des enjeux institutionnels qu'elle maîtrise mal. Pourtant, cet avis selon lequel d'autres personnes décident au-dessus du gouvernement, sans que ces dites personnes ne soient clairement identifiées, est un propos qu'elle tiendra à plusieurs reprises, notamment lors d'une soirée passée ensemble au camping et au cours de laquelle nous regardons ensemble le journal télévisé. Jeanne Francoeur évoque à nouveau le fait que « *c'est pas lui qui décide. C'est d'autres personnes*⁷² » tout

⁷² La thématique d'un groupe restreint d'individus occupant des positions de pouvoir cachés peut faire écho aux « puissants de l'ombre », à un imaginaire politique antisémite – le mythe du complot juif – dont on retrouve les déclinaisons au XIX^e siècle dans le succès de librairie de l'époque, *La France Juive* (1886) d'Édouard Drumont en France ou encore dans *Les Protocoles des sages de Sion* (1868) (Aldrin 2005, 234-237). Toutefois, Jeanne Francoeur ne fait jamais de descriptions culturelle ou religieuse de ces « autres personnes ». Cet « autre social », caché en haut,

en reconnaissant sa relative incompréhension du champ politique et de son fonctionnement (« *J'aimerais ça, comprendre les affaires de gouvernement à la TV. Mais je comprends rien* »). Si Christopher Biernat évoque un avis similaire, il est plus disert que Jeanne Francoeur sur la question du « *plus haut* » puisqu'il explique en entrevue que, selon lui, les élections sont truquées, arrangées à l'avance et que voter ne sert donc à rien. Il explique par ailleurs par la suite qu'il est abstentionniste depuis maintenant plusieurs élections. Ici, la rumeur d'un complot visant à truquer les résultats des élections permet à la fois de donner du sens à son comportement électoral abstentionniste, à ce qu'il considère comme une insuffisante prise en compte de la population par la classe politique (« *Ils font rien. Donc ouais, je pense qu'ils nous prennent un peu pour des bleus* »), et à un fonctionnement des institutions politiques desquelles il reste distant (« *comme je t'ai expliqué, moi et la politique, c'est deux choses différentes* »).

Ainsi, pour Jeanne Francoeur comme pour Christopher Biernat, la rumeur peut faire office de schèmes de compréhension du monde qui donnent du sens à une représentation floue des enjeux et des institutions politiques, notamment en situation d'entrevue. Jeanne Francoeur se sent à la fois faiblement autorisée à parler de politique et affiche une compréhension limitée des enjeux de l'actualité. Elle ne distingue pas les signes religieux (le turban traditionnel sikh, le hijab) et les associe au terrorisme. Lorsque je la relance sur cette association et sur sa justification de son opinion négative du Justin Trudeau, elle ferme définitivement la conversation au motif qu'il n'est qu'une « *façade* » et qu'il n'est pas décisionnaire.

Parallèlement, la mobilisation de rumeurs peut également servir de ressources, pas seulement pour donner du sens à une scène politique jugée complexe, mais bien pour justifier de parler de politique à l'abri de la sophistication des discours savants et en opposition aux schèmes légitimes d'appréhension de la politique.

Ainsi, Stéphane Thery, 43 ans, employé d'une compagnie de nettoyage industriel occupe le mobile-home de sa mère durant les deux semaines où celle-ci est partie dans un autre lieu de villégiature en Normandie avec son compagnon.

Stéphane Thery : Il y a pas de gauche comme de droite. **Il y a toujours des partis cachés.** On sait très bien qu'il y a des propositions qui sont dans la partie de gauche qui sont plus dans les partis de droite que dans les partis de gauche (...) T'as toujours des trucs à cacher. Tu sais très bien qu'ils

me semble donc bien davantage être dans ce cas l'illustration de sa grande distance à la politique institutionnelle et l'expression de son incompréhension assumée des ressorts du pouvoir, bien que cette formulation puisse rencontrer des affinités avec des discours de nature complotiste. Je traite par ailleurs de la question des rumeurs et des complots dans le chapitre suivant.

cachent toujours des choses. Ça cachera toujours des trucs comme ça. Tu vas voter, t'es pas confiant. C'est comme Louise Attaque. " J'ai accepté ton invitation par erreur ". " J'ai voté pour toi, par erreur ".

Lorsque je l'interroge sur sa perception du clivage gauche-droite, celui-ci parle plus explicitement encore de « *trucs cachés* », de « *partis cachés* » pour évoquer son rejet de ce clivage pourtant structurant dans les discours politiques les plus légitimes (« *Tu vas à droite ou à gauche, elle en est où ta vie ? Ta vie, elle est tout droit* »). Ici, rejoignant les analyses du chapitre précédent, Stéphane Thery écarte le clivage gauche-droite comme opposition pertinente pour donner du sens à la scène politique française, en raison d'éléments selon lui gardés cachés et inaccessibles⁷³. Laurent Barry, la cinquantaine, ouvrier extrudeur dans une usine de plastique en Belgique proche de la frontière, est plus réticent à me parler de politique (« *T'as pas de questions sur le camping ?* »). Il se dit même « *contre la politique* ».

— : *C'est clair. Dans un autre ... ordre d'idée, le ... premier ministre Manuel Valls ...*

Laurent Barry : T'as pas de questions sur le camping ?

— : *Bah ... (rires). Parce que dans le fond, ça te ... gave les questions sur l'actualité politique ?*

Laurent Barry : Bah je vais toujours te dire la même chose. Tu me poses la question. Je vote pas. J'en ai marre de la politique. Je veux pas être délégué. C'est sûr que ça m'intéresse pas. Bon, je m'occupe pas de mon pays. Mais bon, tant pis. C'est pas moi qui décide de toute façon. On a beau... Comme je dis, des brèves de comptoirs, on refait le monde au comptoir. Mais c'est pas nos votes...

Et qui c'est qui dit que nos votes sont bien validés ?

— : *Ah ouais ?*

Laurent Barry : Bah qui sait ? On saura jamais. Il y a pas longtemps - parce que j'écoute pas les infos - Mais il y a pas longtemps, il y a un pays, l'Autriche, je crois, ils refont les votes. Il y a un problème. C'est quand même fou. Tout le monde, il vote. C'est des boîtes. C'est fermé. C'est une cabine. Et il y a un tribunal qui dit qu'on va refaire les votes parce que c'est pas bon. Pourquoi ? (...) En France, c'est pareil. On a des élections serrées. Et c'est fermé dans des boîtes à cadenas avec des... des gens ... comment on appelle ça ? Des assermentés, donc, d'un seul coup, bah non, tu décides que non. Donc, quand ils décident qu'on passe pas au tribunal, qui est-ce qui décide que c'est pas triché ou quoi ? Tu vois, là encore, je suis complètement contre la politique. Mais moi, maintenant, je crois plus en rien. Et je peux rien faire.

Là encore présentée sur le mode de l'incertitude (« *on refait le monde* », « *qui c'est qui dit que* »), l'explication que Laurent Barry donne à son abstention, proche des propos recueillis auprès de Christopher Biernat, est confortée par la possibilité que les votes ne soient pas « *bien pas validés* ». Contrairement à Christopher, cette information, dont il retrouve des indices dans

⁷³ Bien que l'on puisse légitimement critiquer par exemple les travaux comparatistes en science politique positionnant sur un axe gauche-droite les partis politiques en se basant exclusivement sur leurs propositions de campagne du Comparative Manifesto Project (CMP).

l'actualité du moment, vient cependant plus largement justifier son refus de parler de politique, entendue comme la lutte partisane au sein du champ politique.

Cette première dimension de la rumeur comme schème (ou parfois comme contre-schème) profane de compréhension d'institutions politiques, certes réducteur, offre cependant des réponses dans un contexte d'entrevue, et d'injonctions à se prononcer sur des questions que l'on maîtrise mal. Elle s'accorde aussi avec les travaux en psychologie sociale portant sur l'adhésion aux discours complotistes. Ceux-ci soulignent la fonction heuristique du complot, permettant aux croyants d'expliquer à peu de frais un monde social incertain, jusqu'à l'inexplicable (Hofstadter 2012 [1971] ; Goertzel 1994). Cependant, ces études n'interrogent parfois qu'à la marge la question de la croyance dans des déclarations conspirationnistes, et présume donc un lien direct entre affirmation et croyance. A l'inverse, j'ai souvent observé des précautions rhétoriques qui encadrent l'énonciation de ces rumeurs, pour lesquelles on n'engage que prudemment sa propre foi (« *Qui sait ?* »). D'autre part, un détour par des rumeurs saisies sur le vif, dans le cadre notamment d'observations ethnographiques, permet de jeter un autre regard sur celles-ci, non seulement comme stock d'informations mais plus largement comme pratique sociale, à la valeur avant tout « cohésive » (Aldrin 2005 195), et permettant la mise en lumière d'un rapport de défiance partagé envers l'État, au-delà même de son propre contenu.

2. *La rumeur comme mise en lumière d'un rapport défiant partagé à la politique.*

Les rumeurs que j'ai pu recueillir auprès de mes répondant-e-s, soulignant parfois également l'importance de pouvoirs occultes ou encore de mensonges gouvernementaux mettent en effet l'accent sur une forme de défiance et de prudence à entretenir vis-à-vis du champ politique. Ainsi, Laurent Gabet, ancien ouvrier des travaux publics en France, en présence de sa compagne Monique Thery, commente l'attentat terroriste à Nice sur la promenade des anglais qui a eu lieu quelques semaines avant l'entretien qu'il m'accorde pendant le défilé du 14 juillet.

Monique (la soixantaine, retraitée, ancienne employée du CROUS⁷⁴ dans un RU) : Les policiers, ils en savent avec tout ce qui se passe en ce moment. Moi, de toute façon, là-dessus, quand il y a eu les attentats, heureusement qu'ils étaient là.

Laurent Gabet (58 ans, ancien ouvrier des travaux publics) : Mais on a pas tout su. Le renseignement français a pas tout dit (...)

Mais tu disais : « On nous a pas tout dit pendant les attentats ».

⁷⁴ Le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) est un établissement public à caractère administratif chargé de l'accueil et de la qualité de vie des étudiant-e-s. Ils gèrent notamment les restaurants universitaires (RU).

Laurent Gabet : Non, on nous a menti. Cazeneuve nous a menti. Certain. Il dit « non » mais si. Je suis sûr qu'ils le savaient tout ça. Même le dernier attentat qu'il y a eu.

Tu penses qu'il savait que ça allait avoir lieu ?

Laurent Gabet : Bah ouais. Faut pas mentir aux gens. Moi, j'ai la haine. Faut pas mentir aux gens. Tôt ou tard, on sait la vérité. Pas la peine de mentir. Il y a encore eu 85 morts, rien qu'à Nice. Cazeneuve, il dit « non », que le renseignement a tout dit.

Mais il aurait laissé faire l'attentat ?

Laurent Gabet : Bah regarde, je vais pas dire parce que la droite aussi, je suis pas pour la droite. Mais le président du conseil général, la droite, le maire, Etori⁷⁵ (*sic*), enfin ça finit par ça. Il a dit que c'est des mensonges. Bah il a raison. Il le savait tout ça.

Mais pourquoi laisser ça arriver ?

Laurent Gabet : Ça je sais pas. Tout d'un coup, le camion, il passe ... Je suis sûr qu'il y a magouille derrière. Tu vas pas me dire que Cazeneuve était pas au courant. Sarko aussi, il a menti. La droite, la gauche, faut arrêter de mentir aux gens.

Sur la base des critiques relayées par la presse du maire de Nice Christian Estrosi à propos du dispositif de sécurité de la police nationale suite à l'attentat terroriste, Laurent Gabet me fait part de sa conviction que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve, était au courant à l'avance de sa tenue (« *Je suis sûr qu'il y a magouille derrière* »). Cette hypothèse le scandalise fortement (« *J'ai la haine. Faut pas mentir aux gens* »).

Néanmoins, comprendre l'expression de telles rumeurs nécessite de se départir de la seule question de savoir si Laurent Gabet croit vraiment que le gouvernement a laissé se dérouler des attentats terroristes dont il était au courant. De tels registres de discours gagnent en fait à être étudiés au même titre que d'autres ragots ou, pour reprendre le terme de Norbert Elias, des « commérages ». Elias relève également la dimension « scandaleuse » et « outrageante » des commérages dans l'économie des échanges de communes industrielles au nord de Londres dans les années 1960 (Elias et Muel Dreyfus 1985, 26), que l'on peut ici rapprocher de l'aspect scandaleux de la rumeur. De plus, il souligne la fonction sociale intégratrice du commérage qui permet de maintenir et de renforcer les liens sociaux préexistants au sein du groupe.

De fait, dans le cadre de mes observations ethnographiques, notamment au camping français du bois, j'ai pu observer à plusieurs reprises le recours à la rumeur dans des conversations informelles, à la pause cigarette ou pendant une partie de pétanque, parfois sur le mode de

⁷⁵ Laurent Gabet parle ici de Christian Estrosi, personnalité politique appartenant au parti de droite Les Républicains (LR) et maire de la ville de Nice. Christian Estrosi a également été président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). Laurent Gabet l'associe à raison à la ville de Nice, à une fonction électorale dans une institution décentralisée (ici le département au lieu de la région) et le classe correctement à droite de l'échiquier politique, tout en écorchant son nom (« Etori »). Ces éléments illustrent à nouveau les (relatives) distances au champ politique de mes enquêtés.

l'implicite et du non-dit, notamment auprès d'un groupe d'amis campeurs que j'ai suivi plus longuement tout au long de la saison estivale. Danny Ferrand et Vanessa Tibot sont arrivés au milieu du mois d'août au terrain de *camping du Bois*. Originaires de Loire-Atlantique, Danny Ferrand, jeune trentenaire, travaille sur un chantier dans l'usine à proximité du camping et enchaîne actuellement les contrats courts en déplacement. Après avoir entamé des études en BEP plomberie, il travaille en accumulant des CDD dans la sécurité de chantier pendant une dizaine d'années. Il entame par la suite une formation auprès des compagnons du devoir dans le bâtiment, juste avant de rencontrer sa compagne Vanessa Tibot, et de renoncer à ce projet de formation professionnelle. Il travaille depuis sur des chantiers, en déplacement. N'ayant pas le permis de conduire, sa compagne s'occupe des courses et des déplacements, ainsi que de leur fille d'un an et demi lorsque Danny Ferrand est au travail. Vanessa, quant à elle, a enchaîné des contrats précaires en nettoyage industriel et en maraichage après avoir entamé un BEP menuiserie sans obtenir de diplôme. Elle n'a plus d'activité professionnelle depuis la naissance de leur premier enfant. Audrey et Christopher Biernat sont des campeurs saisonniers depuis deux ans au *camping du Bois*. Christopher Biernat a loué un emplacement et installé sa caravane sur les conseils de son frère, depuis expulsé du camping par les propriétaires. Il travaille comme agent de maintenance contractuel dans un collège. Mais sa mère est encore actuellement campeuse saisonnière, à quelques dizaines de mètres de son emplacement. Audrey s'occupe de leurs trois enfants à la maison.

Extraits de carnet de terrain.

Camping du Bois. Août 2016.

En marge de la soirée Moules-Frites organisée le samedi soir au camping sous le chapiteau en toile, je fume une cigarette avec Audrey, la compagne de Christopher Biernat. Elle me prend à partie avec Danny Ferrand, qui est aussi sorti à l'extérieur pour fumer : « *Le gouvernement, il nous cache des choses. Ils disent que c'est pour nous protéger mais c'est pas vrai. L'hiver dernier, je me suis fait vacciner. Et après, j'ai été malade tout le long... C'est super dangereux les vaccins. Il y a de l'aluminium dedans. J'ai vu une émission là-dessus à la télé. C'est comme pour les attentats, ils nous disent pas tout* ». Audrey et Christopher poursuivent leur conversation tandis que je rentre à nouveau sous le chapiteau.

Camping du Bois. Septembre 2016.

Je participe à une partie de pétanque en soirée avec Christopher, Audrey, Danny et Vanessa. Vanessa promène la petite en poussette. Les enfants de Christopher et Audrey jouent dans les jeux en bois, à côté du boulodrome. Nous allons chercher les boules de pétanque chez Christopher Biernat et nous nous installons sur le boulodrome du camping pour commencer la partie, bien que la nuit commence déjà à tomber. Christopher et Danny discutent ensemble un peu en avant. Tandis que je les rejoins, j'entends

Danny lancer à Christopher: « Bah de toute façon, c'est comme Coluche. Il est mort fauché par un camion ... ». Christopher lui répond, avec un air entendu, « C'est clair... ».

Ici, la seule évocation de la mort de Coluche parmi ces enquêté-e-s, dans le courant du mois d'août, sur un mode ironique et implicite, participe de la mise en lumière et de la confirmation d'un même rapport défiant aux institutions politiques et à la « vérité » qu'elles produisent (« *Le gouvernement nous cache des choses* »). Comme on le verra par la suite, l'approbation manifestée lors de l'évocation d'une telle rumeur sur une scène publique (le boulodrome, le chapiteau) permet par la suite, sur les terrains privés au cours du mois de septembre, de parler plus librement de thématiques politiques ou sociales difficiles à aborder ou pouvant être jugées incongrues. La rumeur opère ici comme une pratique sociale, permettant d'éprouver/tester les sensibilités politiques des autres campeurs, notamment ici des couples rencontrés récemment, et ce qu'il est permis de partager par la suite ou non – avec eux comme avec moi – de son propre rapport défiant à l'État. Ainsi, Danny Ferrand me reparle la semaine suivante, assez longuement, de l'interaction que nous avons eue ensemble avec Audrey, la conversation ayant par ailleurs débouché sur l'évocation de son sentiment de solitude dans l'éducation de ses trois jeunes enfants. Il commente ce qu'il a perçu comme mon inconfort lors de cette conversation en me lançant : « *Je t'ai vu tiquer* ». Là encore, la question est moins celle de l'adhésion sans faille au contenu des rumeurs colporté, que celle de l'usage social cohésif (Aldrin 2005 195) qui en découle. Comme relevé à propos des commérages en milieu rural, « l'objet du commérage importe moins que le commérage lui-même et la cohésion et l'identification des habitants qu'il permet » (Le Caisne 2016). Par la suite, le partage de telles rumeurs participe du renforcement des liens entre ce groupe de campeurs et campeuses. Nous passons d'ailleurs les dernières fins de semaine de la saison à partager la plupart des soirées autour de barbecue ou d'apéritifs à discuter de choses et d'autres, y compris de politique.

De plus, comme les indices analysés plus haut, la rumeur, par son aspect narratif, dans ce qu'elle autorise comme réappropriations, est également une forme d'appréhension politique plus ouverte à la mobilisation d'expériences personnelles. Ne touchant plus directement le seul jeu politique ou les seules sphères partisans, la rumeur autorise plus largement à faire référence au travail, à l'immigration ou encore à ses relations aux institutions de l'État social. Aussi, son usage permet-il, sous certaines conditions, de faire coïncider des représentations politiques avec ses

propres pratiques (par exemple de débrouillardise aux guichets de l'État social), qu'elles viennent justifier en retour.

3. *La rumeur comme ressource de justifications de pratiques.*

Lors de l'entretien⁷⁶ que je réalise avec Guy Massicotte à son domicile à Lévis, à proximité du chantier naval où il travaille depuis le début de sa carrière professionnelle, celui-ci exprime sa colère de voir les réfugiés syriens accueillis par le gouvernement Trudeau (« *les importés* ») qui bénéficieraient selon lui de davantage d'aides sociales que les Québécois.

Guy Massicotte (la cinquantaine, ouvrier dans un chantier naval) : (à propos de l'accueil des réfugiés syriens au Canada) Oh, je pense que ça s'est déjà dit à la TV. Je pense qu'à un moment donné, ça s'est déjà dit ou ça s'est parlé. Il me semble qu'ils en ont peut-être parlé à la TV de ça. **Ils en parlent pas longtemps. Ils le disent mais ... Si tu l'as pas pogné, ostie, tu l'as pas pogné.**

_ : *Comme, ils en parlent mais juste quelques secondes ?*

Guy Massicotte : Une couple de jours. Mais après ça ... Ou alors, il y a 10 000 importés⁷⁷ qui rentrent, à un moment, ils te disent ça. Et puis, oup ! Ça revient et peu et puis, oup !

_ : *C'est quoi ton impression par rapport à ces informations qui apparaîtraient un petit peu et après disparaissent ?*

Guy Massicotte : Oh, je le sais pas trop ! **On dirait qu'ils veulent le cacher. Et puis, quand même, le monde le sait. Ils le disent. Mais comment être sûr ?.. Ça avait l'air bizarre. On en sait pas trop, combien qu'ils ont ...**

Cet accueil de réfugiés serait réalisé dans une relative opacité (« *On dirait qu'ils veulent le cacher* »). Il est par ailleurs bien moins prolix que lors des conversations plus informelles que nous avons eu l'année précédente au terrain de *camping des Palmiers*.

Guy Massicotte : Mais là, comme ceux-là qu'on accueille, les réfugiés qu'on a eu, on en a accueilli 10 000 au Canada. T'as-tu vu ?

_ : *De Syrie ?*

Guy Massicotte : Bah ça, ça venait vraiment des importés. Parce qu'ils viennent icitte et le gouvernement, il leur donne de l'argent en partant⁷⁸. Et puis... ça aurait l'air que les autres qui sont arrivés icitte, ils ont plus de bien-être social que ... Le gars qui est sur le bien-être social icitte, il a deux cents piasses de moins que les importés.

_ : *Sérieux ?*

Guy Massicotte : En partant, je le sais pas. Ils leur donnent ça. Ils les habillent tout, avec des beaux manteaux d'hiver.

⁷⁶ Cet entretien complémentaire est réalisé en mai 2016, une année après notre premier entretien au camping des palmiers réalisé à l'été 2015 en présence de sa conjointe Céline Massicotte au camping des Palmiers dans leur tente-roulotte.

⁷⁷ « Importé » signifiant dans cet emploi au Québec « immigrant » dans une perspective souvent racialisée.

⁷⁸ Expression québécoise signifiant « pour commencer ».

De fait, une grande partie du matériel empirique recueilli relatif à la rumeur, en France comme au Québec, porte sur des enjeux liés à l'État social et aux questions de justice en matière de redistribution. Comme déjà évoqué, ces rumeurs font souvent écho aux « pathologies de la redistribution », présentant un État social partial et favorisant systématiquement les immigrés (ou celles et ceux présumés tels), les assistés sociaux, les « glandeurs » au détriment des « braves gens » (Pinto 2016).

Ainsi, pour Claudie Chevrier, la cinquantaine, employée à l'accueil du *camping des Palmiers* au Québec, il ne serait pas surprenant qu'un « importé » touche de l'État « *trois plus plus* » qu'un retraité au Québec, du moins l'aurait-elle lu sur des sites et forums qu'elle fréquente sur Internet. Cette thématique de « réfugiés » favorisés en secret par l'État est également reprise par Dylan Kadri, la trentaine, immigré d'Algérie jeune adulte, et travaillant comme vigile dans un centre commercial du Pas-de-Calais, et par sa compagne, sans emploi au moment de l'enquête, Céline Durand :

Dylan Kadri : En fait, en France maintenant... ce que je trouve pas logique, moi, comment à l'Étranger, un réfugié qui vient, qui arrive en France, il leur donne beaucoup plus qu'un Français ?

_ : *Qu'un réfugié qui arrive en France ?*

Dylan Kadri : Il a plus d'aides qu'un Français. Mais c'est ce que je vois moi ! Regarde, moi, avec ma femme, je connais des réfugiés, ils ont une vie bien. Parce qu'ils ont beaucoup plus d'aides de l'État, de l'État français par rapport aux Français. Tu trouves ça normal ? Il y a une politique derrière, mon pote. Il y a quelque chose derrière. Ils font pas ça comme ça gratuit.

Céline Durand : On ne sait pas tout... On sait pas tout. C'est vrai qu'il y a beaucoup de choses ...

Dylan Kadri : Ils font pas ça gratos. Il y a quelque chose derrière. Tu le vois pas, je le vois pas. Tu vois ce qu'il se passe dans le monde ...

_ : *Quand tu dis : " on sait pas tout " ?*

Céline Durand : Je pense qu'ils nous cachent beaucoup de choses.

Dylan Kadri : Bah ça, c'est clair. Sinon, il y aurait une guerre civile. Tu vois, le peuple, il va réagir.

Céline Durand : De toute façon, les attentats, ils le savaient déjà et ils nous l'ont pas dit.

La partialité supposée de l'État en matière de redistribution s'exprime au travers de la révélation paradoxale d'un secret au contenu bien gardé (« *Ils nous cachent beaucoup de choses* »), participant de l'apathie des masses et de leur domination (« *sinon, il y aurait une guerre civile* ») mais dont l'existence serait cependant accessible à ceux désirant résister (« *c'est ce que je vois, moi* »), « *le peuple, il va réagir* »).

Je discute également avec Danny et sa compagne Vanessa sur la terrasse de leur mobile-home à propos des liens qu'ils tissent entre immigration et redistribution sociale. Vanessa, après avoir fustigé le fait que les agents de Pole Emploi s'occupaient en priorité des personnes portant le

voile, entre dans le mobile-home pour s'occuper de leur enfant d'un an et demi qui s'est mis à pleurer. Seul, Danny Ferrand revient sur les propos de sa compagne auprès de moi : « *Parfois, Vanessa, elle commence... " Les voiles " tout ça. Moi, je rentre pas là-dedans. Ils peuvent tout donner aux étrangers s'ils veulent. Moi, je m'en fous. Je me démerde. Je rentre pas là-dedans* ».

La rumeur, partagée dans l'entre soi familial, est ici également objet de discorde, Danny Ferrand se distanciant auprès de moi des discours politiques tenus par sa compagne en notre présence (« *Moi, je rentre pas là-dedans* ») sans remettre en cause la justesse du constat décrit (« *Ils peuvent tout donner aux étrangers s'ils veulent* »). Ces discours s'inscrivent par ailleurs, là encore, dans des représentations d'un État injuste et peu protecteur, dont il faudrait se méfier ou se distancier. Par la suite, Vanessa m'explique que « *si [elle] y retourne, [elle va] mythoner* » auprès de sa conseillère Pôle Emploi en prétendant chercher du travail pour bénéficier de ses allocations chômage, tout en s'occupant principalement de son enfant à la maison. Le récit d'une supposée préférence au guichet accordée à une minorité religieuse appuie une représentation politique d'institutions étatiques considérées comme défailtantes. Elle permet également de justifier moralement de possibles pratiques frauduleuses, comme le fait de faire de fausses déclarations pour maximiser ses montants d'aides sociales ou ses allocations chômage.

De la même façon, Jérémy Declercq, ouvrier dans le bâtiment rencontré au *camping du Bois* en France, explique en entrevue sa crainte de devoir accueillir des migrants chez lui, suite à un projet de loi injuste qui contraindrait les célibataires à ouvrir leur porte aux réfugiés⁷⁹ (« *En gros, si la loi, elle passe, je vais devoir accueillir deux migrants chez moi.* »). Il en parle assez longuement, scandalisé (« *C'est quoi ce délire ?* »). La question de la véracité de cette information est ambivalente puisque Jérémy Declercq insiste pour souligner le crédit qu'il faut lui porter (« *Je te jure que c'est vrai* »), tout en soulignant ses aspects grotesques (« *C'est une blague ?* ») et en se

⁷⁹ Un article du site parodique *NordPresse* titre quelques mois auparavant : « Nouvelle loi: Les célibataires de plus de 30 ans devront accueillir un migrant ». Jérémy Declercq m'explique par ailleurs qu'il a appris la nouvelle via Facebook. On peut retenir ici les représentations de l'État social prédisposant Jérémy Declercq à mobiliser cette nouvelle parodique comme tangible auprès de moi. Cependant, cet élément interpelle quant à la question de la réception des contenus médiatiques et des oppositions ou fractures pouvant exister entre campeurs et campeuses quant à la véracité de rumeurs rapportées et leurs lectures (a)critiques des informations, notamment sur le net. À l'image de Claudie Chevrier, inquiète des nouveaux compteurs électriques que le gouvernement imposerait malgré leur supposée dangerosité sanitaire pour augmenter les tarifs. Celle-ci m'explique ses stratégies d'accès à l'information via les moteurs de recherche sur internet : « *C'est jamais pareil, la façon que j'y vais. Dès fois, ça peut être juste par rapport à une question que j'ai entendue. Donc, je vais taper la question et puis marquer " Daech, gouvernement ". Voir qui qui a parti ça.* »

montrant parfois plus prudent dans ces affirmations (« *Apparemment, il y a beaucoup de ministres et de maires qui sont pour. Je crois que même Martine Aubry, elle est dedans* »). Surtout, Jérémy insiste sur le fait que, face à cette mesure injuste, il serait prêt à « *s'arranger avec de la famille* » pour ne pas avoir à accueillir des réfugiés à son domicile.

Jérémy Declercq (33 ans, ouvrier dans le bâtiment) : C'est comme, je sais pas si tu as entendu cette connerie-là. Les célibataires qui seront en appartement, ils seront obligés ...

Nathalie Lannoy (la quarantaine, assistante maternelle) : D'héberger !

Jérémy Declercq : Ils seront obligés d'héberger des migrants. Mais c'est quoi ce délire ? C'est une blague ? Et en contrepartie, ils auront un peu d'argent en moins sur leur... Je te jure que c'est vrai. En gros, regarde, je vais dire une connerie. On est ensemble mais en même temps, on habite chacun dans notre coin. **En gros, si la loi, elle passe, je vais devoir accueillir deux migrants chez moi.** Parce que je vis tout seul dans mon appart.

Nathalie Lannoy : Moi aussi, je suis tout seule chez moi.

_ : *En France ?*

Jérémy Declercq : Ils ont dit qu'ils allaient tout faire pour la passer, cette loi. Je te jure, c'est vrai. J'ai vu ça, il y a peut-être dix jours, même pas.

Nathalie Lannoy : Comment t'as vu ça ? Sur Facebook ?

Jérémy Declercq : Ouais. Et ils disaient clairement que ... Ouais.

Nathalie Lannoy : T'héberges toute la famille et t'as plus de place.

Jérémy Declercq : Alors, je me suis dit, tant qu'à héberger des migrants, bah qu'ils me donnent deux femmes (*rires*). Tu lui diras tes besoins. Elle te fait à manger, elle te fait la vaisselle. Elle fait le ménage. Non, enfin, on rigole...

_ : *Mais ça, c'est le gouvernement qui veut passer ça ?*

Jérémy Declercq : Ouais, apparemment, il y a beaucoup de ministres et de maires qui sont pour. Je crois que même Martine Aubry, elle est dedans.

Nathalie Lannoy : Bah attends... Je préfère héberger de la famille qui est dans le besoin ...

Jérémy Declercq : Ah bah moi, je te le dis. La loi, elle passe, je m'arrange avec de la famille, avec des amis ou quoi. Je te jure. Mon appart, je le blinde. Je te jure.

Nathalie Lannoy : C'est ce que je te dis, de la famille.

Jérémy Declercq : Ou alors, je le rends. Carrément, je le rends. Comme ça, au moins, je suis sûr d'héberger personne. Non mais attends, ça va pas ? Ces gens-là, ils vont venir vivre chez toi ? C'est toi qui bosses, c'est toi qui payes.

Ici, la rumeur – l'État va imposer l'accueil de migrants ou les femmes voilées sont privilégiées par Pole Emploi – est parfois associée à l'aveu ou la justification d'un rapport parfois stratégique à l'État Social (« *Faut être malin* », « *Je vais mythoner* »). Elle s'apparente ainsi à une ressource pour justifier de pratiques frauduleuses, en soulignant l'absurdité ou l'iniquité de règles à contourner pour faire valoir ses droits. La mise en scène par Jérémy Declercq de son recours à des soutiens familiaux – sollicités afin d'avaliser ses déclarations erronées – est justifiée par le caractère disproportionné de la mesure mise en place. Cet extrait d'entrevue est sans doute par ailleurs également à lire à l'aune du fait que Jérémy Declercq a récemment été dénoncé par sa belle-famille auprès des Caisses d'Allocations Familiales (CAF).

Stéphane Thery, quant à lui, colporte le fait que d'après des « *copains avec qui [il] travaille* », les Roms migrants dans la région lilloise toucheraient une aide sociale de 70 euros par jour et par personne :

Stéphane Thery : Les sans-papiers, tu peux pas les aider à travailler. Parce qu'ils ont pas de papier. Essaie d'aider un sans-papier à avoir un travail et ça ne fonctionne pas. Mais pas les Roms. De ce que j'ai su par des copains avec qui je travaille, ils touchent 70 euros par tête et par jour. Alors, on calcule. 70 par trente, ça fait 2200 euros par tête de famille qu'ils touchent de l'État. On en sait pas plus. On a pas encore les preuves. Faut que j'éclaircisse ça.

Cette information, présentée là-aussi sous la forme d'une rumeur au contenu scandaleux et douteux (« *on n'en sait pas plus. On a pas encore les preuves* »), vient pourtant appuyer et justifier son récit d'une agression qu'il commet sur un marché⁸⁰.

Stéphane Thery : Qu'est-ce qu'on fait ? En fait, nous, on doit subir leur sale mentalité. Il a poussé ma fille. Il a fait exprès. Je suis pas le seul à qui ça arrive. Attention ! (...) Moi, je peux rien faire. Je prends une charge de 70 euros à ma charge. Pourquoi ? Je ferme ma gueule. Je me tais. Parce que je peux pas me retourner contre quelqu'un qui n'a pas d'argent (...) Donc, moi, je suis arrivé devant les flics. J'ai choppé le Rom et je lui ai mis mon poing dans la gueule. Devant deux flics.

J'ai cherché ici à distinguer trois modalités dans l'usage des rumeurs recueillies dans le cadre de ces terrains de recherche : 1/ La rumeur est un registre de discours explicatif parmi des enquêté-e-s disposé-e-s à (me) parler de politique mais faiblement informé-e-s des enjeux débattus dans le champ politique. 2/ Elle est également une pratique sociale permettant la mise en lumière d'un rapport défiant partagé vis-à-vis de la politique et plus largement des institutions étatiques. 3/ Elle peut être finalement une ressource afin de justifier certaines pratiques et notamment des comportements répréhensibles (faire valoir des droits auprès de l'État social sur la base de déclarations mensongères).

Ces récits politiques mettent surtout en lumière la densité des rapports politiques des classes populaires en France comme au Québec, à la condition d'ouvrir leur étude à des pratiques moins classiquement labellisées comme politiques. Sortis de l'interrogation scolaire, de la sophistication d'un langage politique technique et réprouvé ou de la réaction à des enjeux de débat public trop éloignés de leurs préoccupations, ces rapports politiques – ancrés dans des imaginaires riches et

⁸⁰ Il reste difficile à établir si les 70 euros sur lesquels insiste Stéphane Thery font référence au coût de la prise en charge médicale de sa fille ou à la supposée allocation que recevraient les Roms migrants de l'État.

des expériences sociales ordinaires complexes – se dévoilent dans leur densité, dans les oppositions qu’ils nourrissent entre ces enquêté-e-s et les ambivalences qu’ils suscitent. L’analyse de ces rumeurs révèle ainsi, en creux, tout ce qui peut facilement passer sous le radar de l’observation savante. Ne faudrait-il pas adjoindre au constat du cens caché – et de l’exclusion du jeu politique de ces groupes sociaux – la recherche du « texte caché », révélé pour partie en coulisses et souvent hors des protocoles les plus standardisés de recherche ? Finalement, cette attention à ce qui se dérobe au premier regard appelle à une certaine prudence interprétative face aux présentations de soi incompetentes ou aux non-réponses de la part de bon nombre des enquêté-e-s rencontré-e-s (cf. chapitre précédent).

B. Cens caché et « texte caché »

À la fin de la saison estivale du *camping du Bois*, je sympathise davantage avec Danny, Vanessa ainsi qu’avec Christopher et sa compagne Audrey. Ce lien est en partie lié à des raisons contingentes. Le fils du propriétaire et gérant du camping, Adrien, ayant sur-réservé dans un premier temps leur séjour, je les rencontre en nettoyant à la va-vite mon propre mobile-home que je leur cède, tandis que je m’installe quelques jours dans celui occupé au cours de la saison par Adrien et sa compagne. Cette proximité est sans doute aussi à rapprocher de leur propre position particulière au camping. Danny et Vanessa ne sont pas des campeurs saisonniers, puisque Danny est en déplacement sur un chantier. Ils ne sont donc pas initialement inscrits dans les réseaux amicaux et familiaux, que l’on retrouve dans les deux campings en France et au Québec. Mais contrairement aux autres travailleurs en déplacements, leur présence sur le camping s’inscrit dans le temps long, plus d’un mois, Danny revenant par ailleurs au camping à plusieurs reprises hors-saison. Cette position particulière a notamment facilité l’établissement d’un lien amical et prolongé dans le temps. Leur statut d’« informateurs privilégiés » (Combessie 2007) peut ainsi s’objectiver par exemple dans leur disposition particulière à se saisir de mon offre de parole. La première entrevue que je réalise avec eux dure ainsi plus de cinq heures, toute l’après-midi, et se poursuit dans une conversation plus informelle durant la soirée. Je participe par la suite à plusieurs reprises à des apéritifs avec eux, sur leur campement.

De plus en plus, nous parlons assez longuement de rumeurs et de croyances variées. Celles-ci mobilisent des thématiques récurrentes dans la culture de masse –s’appuyant parfois sur des documentaires visionnés sur Youtube, sur des films hollywoodiens post-apocalyptiques à gros

budgets ou sur des programmes de divertissement états-uniens –, par exemple la probable existence des extraterrestres qui serait cachée par le gouvernement, ou encore celle autour d'univers paranormal. Sans que ces conversations ne se soient tenues lors de nos premières interactions plus formelles. Ainsi, si la question du complot n'est pas apparue comme centrale lors de la première entrevue que nous réalisons au début de leur séjour au camping, ou si elle ne fait qu'affleurer lors de certaines interactions informelles par la suite, elle est bien plus centrale dans une conversation quelques jours avant leur départ du terrain de camping, à la fin du mois de septembre. Vanessa y évoque ses doutes quant à la mort accidentelle de Coluche mais également sur les discours médiatiques et politiques, qui cacheraient une réalité toute autre et difficilement accessible.

Vanessa Tibot : Les infos, ils disent ce qu'ils veulent. Les présidents, les machins, ils disent ce qu'ils veulent. Mais c'est jamais comme ça, les infos ! « Moi, je regarde les infos. Je suis au courant de ce qui se passe ». Mais comment ça, t'es au courant de ce qui se passe ?

__ : *Il y a des choses cachées ?*

Vanessa Tibot : Regarde, un truc tout con, la mort de Kennedy, la mort de Coluche. La mort de Diana. Une princesse qui veut devenir autonome avec l'esprit ouvert mais qui a beaucoup d'influence. Avec beaucoup d'influence mais elle veut partir de la famille royale... Coluche, il rigolait beaucoup mais il avait des convictions qui marquaient les gens. La preuve, Les restos du cœur qui se sont montés. Mais s'il était encore là. Bah justement, ça aurait fait peur. Il y a plein de trucs comme ça. Ok, on sait qu'il y a des trucs de terrorisme. Mais le vrai ?

__ : *Mais les trucs de terrorisme ... ?*

Vanessa Tibot : Ça, c'est pareil. Si ça se trouve, ça fait peut-être 10 ans que ça a lieu. Mais on n'en parle pas. Ou des trucs déjoués de justesse. Et il y a plein de trucs comme ça, plein plein plein de trucs qui se passent. Si ça se trouve, un député a été condamné pour viol et ça a pas été reconnu...⁸¹

1. La rumeur comme épreuve publique

Ce relatif décalage entre ce Danny et Vanessa me parlent au cours de notre entretien et la nature des conversations politiques observées quelques semaines plus tard souligne à la fois la pertinence d'enquêtes menées dans le temps⁸² mais aussi le fait que la rumeur peut aussi être un enjeu de dispute et de conflits, notamment quant à la respectabilité sociale que l'on projette de soi dans un contexte d'observation. Si l'on a pu présenter la rumeur comme une pratique sociale cohésive favorisant des rapports à la politique partagés, l'expression de tels discours politiques

⁸¹ J'ai retranscrit de la manière la plus fidèle possible cette conversation sur le moment sur mon téléphone puis en allant à plusieurs reprises aux toilettes pendant la soirée et finalement immédiatement à mon retour dans mon mobile-home. Là encore, la situation d'interaction est également à considérer. Danny et Vanessa sont parfaitement au courant de mon projet de recherche et du fait que mes relances sont en lien avec ma thèse. Mais le cadre n'est pas strictement celui d'une entrevue mais plutôt d'un moment de sociabilité informel.

⁸² Bien que la contrainte temporelle des saisons estivales au camping ait pu limiter cette ambition dans le cadre de mes terrains de recherche.

n'est pourtant pas exempte de coûts symboliques et peut même faire l'objet de conflits et d'oppositions parmi les enquêté-e-s que j'ai pu rencontrer.

D'une part, l'observateur que je suis est également très largement observé au cours du terrain de recherche (Mauger 1991) et je suis moi aussi soumis à des « épreuves publiques » de la rumeur, test de ce que l'on peut révéler ou de ce sur quoi on peut s'ouvrir en entrevues ou de manières plus informelles. D'autre part, certains enquêtés se distancient des propos tenus en leur présence, pour marquer leur désaccord ou par crainte d'être jugé négativement (par l'enquêteur). Si on a déjà pu faire ce constat lors d'une conversation informelle avec Danny et Vanessa à propos des femmes voilées au guichet, cette dimension est particulièrement sensible au cours de l'entrevue que je réalise avec Sylvie et Didier Mercier, à la fin de la saison au *camping du Bois*. Alors qu'elle parle du cancer de sa fille, Sylvie évoque ses doutes quant à la thèse officielle de l'État français quant aux impacts sanitaires en France de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.

Sylvie Mercier : Preuve à l'appui, moi. Moi, j'ai eu par rapport à Albane qui était malade, qui a eu son cancer. On va dire, officieusement... Officiellement, on n'a pas pu me le dire. Mais officieusement, les médecins m'ont dit que Tchernobyl a passé au-dessus. Donc, tout ce que l'État nous cache ... Ils nous ont dit que le nuage avait pas passé. Le nuage a passé.

Didier Mercier : Il a passé.

_ : *Et les médecins, ils t'en ont parlé ?*

Sylvie Mercier : Officiellement, ils peuvent pas. Mais officieusement, oui. (...) Depuis la nuit des temps, ils cachent. Moi, je crois qu'on est pas tout seul sur Terre. Pourquoi on est là et il y en aurait pas d'autres ailleurs ? Je veux dire ...

_ : *Par rapport aux extra-terrestres dans le fond ?*

Didier Mercier : Tu pars là-dessus ...

Sylvie Mercier : Quoi ? Bah ...

_ : *Non mais tu disais qu'on était pas seul sur Terre, tu faisais référence à ...*

Sylvie Mercier : Ah bah oui, moi, enfin, on y croit. Pourquoi il y a la Terre et pas autre chose ailleurs ? On est pas tout seul dans l'univers. Je veux dire, ils nous cachent. Ça, ils le savent !

_ : *Qu'il y aurait des formes de vie hors de la terre ?*

Sylvie Mercier : Oui, c'est sûr. Ils nous cachent plein de trucs.

Didier Mercier : Là, tu marques sur cette émission là qu'on est bourrés.

Sylvie Mercier : (*rires*) Mais non mais d'une question, on parle à une autre. Pourquoi ?

Didier Mercier : De la pollution, on arrive sur les martiens ... (*rires*).

Sylvie Mercier : Mais non mais c'est lui avec sa façon de poser ses questions. Il ferait un bon intervieweur. La preuve ! D'un truc qu'on parle... " Bah oui mais tu ... Mais pourquoi tu ? ". " Bah non mais c'est vrai ".

Didier Mercier : Il teste. Il teste.

Sylvie Mercier : On a toujours pensé qu'on n'était pas tout seul, avec toi ou pas. Là-dessus, on est d'accord.

_ : *Mais c'est très possible que ...*

Sylvie Mercier : (*s'adresse maintenant à Didier*) Que ce soit toi ou moi, on a toujours dit : " Pourquoi on est là, nous ? ".

Didier Mercier : Non non, c'est sûr qu'il y a d'autres vies. C'est sûr.

_ : L'univers est infini. C'est bien possible.

Sylvie Mercier : D'autres formes de vie, d'intelligence aussi.

_ : *Mais ... dans le fond, si le gouvernement savait, qu'il y a des extra-terrestres.*

Didier Mercier : *(rises)*

_ : *Tu vois ce que je veux dire ? Il nous cacherait ça. C'est ...*

Didier Mercier : Ils les ont déjà trouvés. Pourquoi on est là et pourquoi il y en aurait pas d'autres ?

Sylvie Mercier : Les américains, ils les ont. Avec tous les témoignages qu'il y a eu. C'est obligé.

Didier Mercier : Bah oui !

La réaction de Didier à l'évocation par Sylvie des extra-terrestres est d'abord marquée par les multiplications d' « échanges réparateurs » (Goffman 1973) à mon égard, d'abord d'excuses (« *Tu marques sur cette émission là qu'on est bourrés* ») puis de justifications par la suite (« *Antoine, c'est un espion de l'État qui vient nous espionner pour savoir si les français sont pas fous ou quoi* »). Relancé, non plus par moi mais par sa compagne, Didier avalise pourtant finalement une croyance partagée avec son épouse (« *Ils les ont déjà trouvés. Pourquoi on est là et pourquoi il y en aurait pas d'autres ?* ») mais dont il ne m'aurait sans doute pas parlé en premier lieu. La rumeur souligne donc ici l'enjeu méthodologique d'une temporalité longue dans l'observation ethnographique et de son incidence sur les données qui sont finalement recueillies et analysées.

2. Un accès partiel aux coulisses de l'appréhension de la politique

Au Québec au *camping des Palmiers*, je rencontre Will, entre autres à la piscine car j'y surveille régulièrement les enfants la fin de semaine. Menuisier-charpentier, Will est aussi un membre actif du Club social du camping depuis cette année et s'implique dans l'organisation des activités festives des campeurs. Avec son chapeau de cow-boy toujours vissé sur la tête et son tatouage d'amérindien sur toute la longueur d'un de ses bras, il est surnommé au camping « *Cow-boy* ». Nous sympathisons lors des soirées Bingo où nous jouons à la même table ou lors des soirées dansantes du samedi soir, pendant lesquelles ils nous arrivent souvent de discuter hors de la salle, à l'occasion d'une cigarette. Son ouverture – nous parlons assez longuement de son passé délinquant dans son adolescence – m'amène à lui proposer à deux reprises de réaliser une entrevue. Will est donc au courant de mon projet de recherche. Mais il refuse, arguant du fait qu'il n'a pas assez de temps pour voir ses enfants et insistant également sur le fait qu'il n'a pas complété son secondaire 5 (et qu'il ne se sent pas compétent de ce fait).

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. Juillet 2015.

Après une soirée sur le terrain des Côté lors de laquelle Diane, la compagne de Will, met fin brutalement à une conversation sur les élections fédérales à venir au motif que les sujets politiques créent trop de « chicanes », tout le monde part finalement se coucher. Je reste cependant avec Will et nous allons au coin du feu, proche de la tente où dorment ses enfants sur son propre terrain. Une longue conversation sur la politique s'entame. Je lui reparle de l'opposition dont Diane a parlé à propos de la souveraineté du Québec. « *Oui, moi, je pense qu'on devrait faire un pays. On a toute icitte, des ressources, de l'électricité, de la terre. Mais ça arrive pas.* » Nous parlons pendant près d'une heure, abordant finalement une grande partie des thématiques de ma grille d'entrevue. Il insiste finalement sur une anecdote significative selon lui. Il a travaillé dans le passé dans une usine de construction de gaines plastiques pour des véhicules électriques. « *Les brevets étaient prêts il y a 20 ans. Je le sais, j'y ai travaillé* ». Mais selon lui, les voitures électriques n'ont jamais été commercialisées car les compagnies pétrolières ont racheté les brevets pour casser la possible concurrence. « *On se fait crosser [avoir]* ».

Ici, la rumeur – celle reprise par Will en fin de soirée après m'avoir finalement parlé longuement de politique – rejoint une interrogation plus large, celle du texte caché, selon l'auteur américain James Scott : « l'ensemble des discours et des pratiques qui prennent place en deçà de l'observation directe des dominants, et qui souvent contredisent ce qui apparaît dans le texte public » (Scott 2009 [1990]). L'exemple des réticences de Didier Mercier souligne bien les enjeux de respectabilité sociale et de domination inhérente à toute co-construction d'un discours sur la politique, notamment au moment d'évoquer des opinions ou des croyances éloignées des canons explicatifs dominants ou légitimes du monde social. Mon rôle social au camping, parfois ambigu puisque j'y mène un terrain de recherche en science politique mais aussi que j'y travaille comme surveillant de baignade ou comme stagiaire, peut dès lors être en partie une ressource. Ma position de travail, à surveiller la piscine ou à m'assurer de la propreté des sanitaires, m'assigne à une position subalterne par rapport aux campeurs et aux campeuses dont je suis, dans le cadre de ces activités, au service. Cette position apparemment dominée, et peut-être moins intimidante au moment d'échanger de manière plus large, ne fait toutefois pas toujours illusion auprès de plusieurs campeurs et campeuses quant à ma position dominante, notamment en termes de distribution des capitaux culturels (Mazot-Oudin 2019).

Si les refus de répondre ou de participer à une enquête en sciences sociales peuvent être interprétés comme un désintérêt ou une forme d'incompétence politique, ils sont aussi classiquement le produit d'une absence de sentiment d'autorisation à parler de la « politique », du jeu politicien que l'on maîtrise imparfaitement. Si le « cens caché » (Gaxie 1978) peut prendre la

forme d'une difficulté à jouer le jeu d'un texte public sur la politique, il peut aussi dissimuler l'existence d'un « texte caché » à l'exposition risquée, appréhensions profanes de la politique confinées à la sphère privée.

Will, comme de nombreux campeurs, refuse à plusieurs reprises de parler de politique avec moi en situation d'entrevue et me propose à cette occasion une façade, un « texte public » marqué par l'incompétence et le désintérêt. Il se révèle pourtant particulièrement prolix à la fin de la saison estivale et prend le temps de discuter de politique, jusque tard dans la nuit, dévoilant progressivement son « texte [politique] caché ». Ce dernier comporte des rumeurs ou encore des opinions assez radicales, comme par exemple le souhait d'organiser des communautés politiques « *comme au camping* » sans avoir « *besoin de gouvernement* » après avoir fait sauter les barrages hydro-électriques du Québec.

Cette même situation de dévoilement de soi est encore plus exacerbée un samedi soir du mois d'août 2015 lorsque Jacques Pouliot, 57 ans, le co-gérant du *camping des Palmiers*, à qui j'ai proposé le principe d'une entrevue qu'il a refusé au début de l'été, me parle longuement de ses opinions politiques sur une table de pique-nique, en marge de la soirée dansante. Je ne conserve pas d'archives de cette conversation. Je n'ai pas de carnet de notes ni de stylo sur le moment. Il fait nuit noire. Je crains, en partant aux toilettes, qui sont assez éloignées, pour noter des bribes de conversation sur mon téléphone, de mettre fin à l'interaction. Je ne me souviens avec précision de la réaction de Jacques lorsque je lui indique qu'il me serait aussi utile de pouvoir reprendre cette conversation avec lui à un autre moment : « *Je suis quelqu'un de ben simple. J'aime pas m'exposer au public. Ce que j'ai à te dire, je te l'ai dit ce soir* ».

L'attention au « texte caché » ne signifie pas que j'y ai soudainement accès où que l'ensemble des enquêté-e-s, de par ma seule présence, se livrent soudainement sans réserve. Au contraire, au cours de mes observations et par la suite de mon analyse, j'ai tenté de rester attentif également à ce qui m'était resté dissimulé, à ce qui se disait à demi-mots en ma présence et finalement de garder en tête que ce que j'ai pu recueillir ici n'est que la partie émergée de l'iceberg. À l'image de Daniel Morel qui, au cours d'un échange sous le chapiteau avec d'autres campeurs et campeuses lors de la kermesse du *camping du Bois*, cherche à couper court à une conversation à propos des musulmans.

Extraits de carnet de terrain.

Camping du Bois. 13 août.

C'est la kermesse au camping. Adrien Dubois a loué pour l'occasion des jeux gonflables et des jeux d'estaminets flamands traditionnels installés le long du chapiteau. Au moment du dessert, Laurent Dubois prépare et sert des crêpes. Mais les enfants de Stéphanie Hachim, la fille de Roger Catteau, demandent si c'est bien halal. La question a l'air d'agacer Laurent Dubois. D'évidence, les crêpes sont halal. Mais comment en être sûr ? On s'active sous le chapiteau pour trouver rapidement Roger, qui reste introuvable, afin qu'il confirme que les enfants peuvent bien prendre du dessert. Par la suite, les adultes commentent la scène depuis leur table tandis que je suis un peu éloigné, au bar, pour assurer le service.

La compagne de Roger se justifie : « Bah, Roger, il dit que les enfants, ils le font vraiment avec leur père mais ils sont plus souples avec leur mère ». André Dubois se rappelle ses souvenirs de la guerre d'Algérie et raconte une anecdote dont il m'avait d'ailleurs fait part au cours de notre entretien : « De toute façon, c'est toujours comme ça. A l'armée, il y en avait un qui venait et il nous disait : "T'as pas un ptit ricard" qu'il buvait en douce ». La conversation se poursuit sur le fait que beaucoup de musulmans ne seraient pas aussi pratiquants qu'ils le disent. Pendant tous ces échanges, Daniel Morel me regarde à plusieurs reprises, à la dérobée, l'air un peu inquiet (que j'entende leur conversation ou qu'elle dérape ?). André continue et évoque un acte raciste commis dans la région quelques jours plus tôt : « Et puis t'as vu à Béthune dans le journal ? La tête de cochon. Bah oui, je l'ai vu. Bah ils en avaient marre avec toutes les mosquées⁸³ ... ». Daniel tente de couper court à la conversation : « Oui, ce sont beaucoup d'imams en plus qui viennent du Qatar et qui ne parlent même pas français ».

Ces données d'enquête soulignent là encore l'intérêt d'analyser la diffusion de rumeurs comme pratique sociale ajustable selon les contextes d'interaction. Si entre campeurs et campeuses l'évocation de rumeurs peut permettre, entre groupes de pairs, de tâter le terrain miné de la conversation politique, celle-ci peut parfois également être lue comme un effet d'interaction avec le chercheur et comme une opportunité. Les précautions rhétoriques de la rumeur permettent ainsi à des publics distants du champ politique de (me) parler de politique tout en cherchant à se prémunir des jugements que je pourrais porter quant à leurs croyances. Pour filer la métaphore théâtrale goffmanienne, malgré ma présence sur le terrain d'assez longue durée, l'ambivalence de ma propre position – sociale et de recherche – ne me permet pas de passer totalement en coulisses et d'accéder totalement au texte caché. Toutefois, l'attention aux rumeurs au camping permet de lever en partie le voile sur quelques-uns des discours politiques jugés plus inavouables et pourtant particulièrement pertinents dans l'étude des rapports politiques de mes enquêté-e-s.

⁸³ Une tête de porc avait été laissée sur le chantier d'une mosquée en construction à Béthunes, accompagnée du message : « Dehors, les arabes ». L'affaire avait faite les manchettes de la presse locale. Voir notamment l'article dans le journal local : « Une tête de porc déposée sur la mosquée de Béthune : la communauté musulmane le redoutait. », *La Voix du Nord*, 27 juillet 2016. <https://www.lavoixdunord.fr/27782/article/2016-07-27/une-tete-de-porc-deposee-sur-la-mosquee-de-bethune-la-communaute-musulmane-le>

3. Le « pouvoir de » contre le « pouvoir sur » : Une lecture politique du paranormal ?

Ce texte caché s'illustre également, auprès d'un petit nombre de mes répondant-e-s, à travers leurs croyances dans le « paranormal ». Si le lien entre rumeur, complots et paranormal ne va pas de soi – le complot étant difficile à appréhender non pas car il relèverait d'une activité paranormale mais davantage en raison d'un secret trop bien gardé –, le groupe de campeurs avec lequel j'ai le plus parlé de rumeurs politiques étaient également intéressés, voire passionnés pour deux d'entre eux, par le paranormal. Là encore, l'extrait d'entrevue avec Sylvie et Didier Mercier est un bon exemple du fait que la rumeur est parfois directement associée à des thématiques paranormales, lorsqu'elle combine secret d'État et existence des extra-terrestres, croyance dont Christopher fait part également en entrevue, ou à propos de laquelle je discute de manière informelle avec Danny et Vanessa.

Extrait de carnet de terrain.

Camping du Bois. Septembre 2016.

Les nuits commencent déjà à être plus fraîches et la saison estivale touchant à sa fin, les propriétaires du camping ne proposent déjà plus d'activités sous le chapiteau en fin de semaine. Nous nous retrouvons donc sur le patio accoté au mobile-home de Danny et Vanessa avec Christopher, Audrey et ma compagne Marilou venue me rendre visite au camping. Il est minuit passé et les enfants dorment à l'intérieur du mobile-home. Nous buvons quelques bières. Sur la table en plastique de jardin blanche, Danny dispose six bougies. Cinq pour former un pentagramme et une dernière qui servira de « catalyseur ». Il nous propose de participer à une séance de spiritisme qu'il souhaite enregistrer afin d'invoquer les esprits. Il en a parlé déjà avec Audrey qui a « *de fortes attentes* », elle souhaite notamment pouvoir entrer en communication avec son frère décédé. Christopher est d'accord. Il nous explique qu'il a déjà participé à des séances de spiritisme dans le passé. Je suis au courant depuis plusieurs semaines que Danny est intéressé par le paranormal. Il participe notamment à des enquêtes sur le paranormal dans des lieux abandonnés avec des ami-e-s et se passionne pour les émissions américaines de chasseurs de fantômes comme par exemple *Ghost Adventures*. Après avoir recueilli notre accord, Danny allume les bougies et son enregistreur. Nous nous prenons les mains et fermons les yeux pendant qu'il commence à appeler les esprits.

Mes données empiriques sont ici concordantes avec ce que souligne la littérature scientifique, notamment aux États-Unis, à propos de corrélations entre des croyances dans des phénomènes paranormaux et l'adhésion à des discours à caractère complotiste (Darwin, Neave et Holmes 2014). Ces affinités électives entre paranormal et rumeurs politiques font écho à la première dimension de la rumeur, comme schème de compréhension opératoire d'un monde social et politique complexe ainsi que le soulignaient déjà Guy Michelat et Daniel Boy dans leur étude canonique sur les croyances paranormales en France (1993).

Si moins d'éléments empiriques appuient cette analyse, la question de la croyance dans des phénomènes paranormaux est également centrale dans le cas de Vanessa et de Danny. Ceux-ci ne m'en parlent qu'après m'avoir fait passer un interrogatoire serré, au détour d'un apéritif. Ils me demandent notamment si j'ai pu vivre moi-même des expériences paranormales et s'assurent en amont du fait que je sois suffisamment « ouvert d'esprit ». Leurs discours à ce sujet sont cependant également chargés de sens, quant à leur appréhension du politique. Lorsque je demande à Vanessa, un soir, de m'expliquer davantage ce qu'elle entend par paranormal, celle-ci m'explique : « *C'est comme dans le film Matrix : pilule bleu ou pilule rouge. On n'est pas libres. On dit qu'on a le choix, mais c'est une illusion parce que les deux choix, ils nous vont pas* ». Elle distingue alors auprès de moi des personnes « *formatées* », dont elle associe les trajectoires de vie à des formes de reproduction sociale subies (« *la famille de flics de pères en fils* ») et des personnes « *ouvertes* », capables de rompre avec leur « *destinée* », comme son conjoint Danny. Elle illustre le lien avec le paranormal au travers de l'exemple du « *déjà-vu* ». L'impression de déjà-vu est une possibilité ouverte selon elle aux personnes sensibles au paranormal, qui permettrait de « *changer des trucs* ». Si ces propos ne sont pas sans lien avec les propres ambitions sociales ascendantes du couple – Danny m'a parlé de sa volonté de reprendre ses études et de monter par la suite sa propre entreprise – ils peuvent peut-être aussi être interprétés – pour reprendre la typologie des pouvoirs développés par les approches féministes de l'*empowerment* – comme la revendication d'un « pouvoir de », une emprise sur sa propre trajectoire sociale opposée à un « pouvoir sur », celui de l'État, des élites, des « *présidents et des machins* » qui par leurs secrets, chercheraient à maintenir leur domination sur « le petit-peuple ».

En étudiant la rumeur comme outil d'appréhension de la politique, mon analyse a été finalement confrontée plus largement au statut et aux rôles des croyances politiques en milieu populaire. A rebours d'interprétations de l'évocation de rumeurs ou de complots comme la seule marque du discrédit et de l'incompétence politique des moins informés – jouant le thème des classes populaires comme « problème à résoudre », à défaut d'être encore une cause à défendre (Collovald 2004) – ne peut-on pas plutôt y lire aussi une forme « d'aristocratie de paria » (Bourdieu 1983) de la politique ? Elle rejoint ici un des rôles centraux qu'Elias associe au commérage. La rumeur peut aussi s'interpréter comme « le moyen d'une réassurance permanente de sa propre supériorité » (Elias et Muel Dreyfus 1985, 24). À rebours de la position profane de subordination politique ou d'incompétence, la rumeur, par son caractère incertain et plastique,

devient un espace discursif de permission, propice à l'expression de toutes les contestations sociales, même les plus farfelues, parmi certains campeurs et campeuses. Ceux-ci revendiquent aussi par ce biais une petite supériorité critique. Colporter une théorie du complot, parce qu'incertaine et donc coûteuse à appréhender, peut aussi se comprendre comme une présentation de soi flatteuse (« *ceux à qui on ne la fait pas* »), comme une recherche de distinction « dominée » : faire partie de ceux capable de mettre en mots et de cerner, certes imparfaitement, une domination d'autant plus insaisissable que tenue secrète, à la manière du personnage du film 2012 dont parle Vanessa (« *Dans le film, il y a qu'un illuminé que personne ne voulait croire ! Et les autres, ils ont fini crevés dans des trous* »).

Tandis que le mouvement ouvrier a pu lutter historiquement en construisant un clivage de classe et une opposition d'intérêts entre ouvriers et patrons subjectivés, notons finalement que c'est surtout vers l'État et sa compromission avec des pouvoirs « *plus haut* » que se tournent en partie ce sous-groupe d'enquêté-e-s des classes populaires pour parler de domination. Cette mise en sens (a)critique de la domination (Christopher Biernat : « *le gouvernement d'au-dessus, ils nous prennent pour des pions* ») a donc bien des effets paradoxaux. La mise en scène de sa résistance, parfois matérialisée dans ses petites combines avec l'État social, s'accompagne de sa confrontation à un ennemi protéiforme et parfois de sa propre recherche de fantômes.

Conclusion

Face au désarroi que peuvent rencontrer les individus « ordinaires » dans leur compréhension du monde et de leur propre situation personnelle, le sociologue Charles Wright Mills en appelait à l'« imagination sociologique », « une qualité d'esprit qui leur permette de tirer parti de l'information et d'exploiter la raison, afin qu'ils puissent, en toute lucidité, dresser le bilan de ce qui se passe dans le monde, et aussi de ce qui peut se passer au fond d'eux-mêmes » (Mills 1959). Ce questionnement ancien rejoint plus spécifiquement les débats de la littérature scientifique sur la production des opinions politiques. Comment donner sens à ce que l'on vit et ce sens est-il forcément politique ? À ce propos, une perspective des rapports à la politique centrée principalement sur le comportement électoral des individus se confronte au fait que l'acte de voter (ou de s'abstenir), notamment parmi les classes populaires, est souvent une opération faiblement cognitive. De nombreux travaux en sociologie politique insistent ainsi d'ailleurs sur le fait que le

vote est souvent marqué par la remise de soi, l'indifférentisme. Plus troublant encore, il n'est que rarement justifié par les enquêté-e-s rencontré-e-s selon les catégorisations les plus légitimes mobilisées par la discipline scientifique.

Dans ce chapitre, j'ai cherché à montrer comment un ensemble hétéroclite de matériaux empiriques, faits d'indices, de rumeurs, de secrets et de complots, nous renseignent sur des représentations politiques plus larges, notamment du champ politique mais pas seulement, chez mes enquêté.es. Si la plupart des personnes rencontrées sur mes deux terrains de campings n'ont pas mobilisé explicitement ces rumeurs, si certaines se sont refusés à mobiliser des indices, ces matériaux nous informent cependant sur des manières profanes de rendre compte du champ politique et de ses expériences sociales : manières hétérodoxes, parfois gardées secrètes et protégées du regard de l'observateur et, surtout, très éloignées des modèles canoniques d'explication de la formation des opinions politiques adoptées par bon nombres d'études en comportement électoral.

En ce sens, la découverte empirique et l'analyse de ces outils profanes, plus ouverts à la mobilisation d'expériences sociales ordinaires et vécues, invite à saisir les rapports politiques des classes populaires dans une acception plus large. La poursuite de ce travail s'inscrit dès lors dans le prolongement des questionnements portés par Annie Collovald et Frédéric Sawicki quand ils écrivent : « peut-être faut-il alors commencer par changer le vocabulaire lui-même et réhabiliter le politique aux dépens de la politique ? » (1991, 11). À suivre ces auteurs, l'étude des rapports politiques des classes populaires ne se comprendrait pleinement que dans une double dimension. Si, comme on a pu l'illustrer dans le chapitre 3, ces rapports renvoient seulement pour partie à la politique entendue comme activité socialement construite de « spécialistes dotés de compétences rares » (1991, 11), l'analyse gagnerait à les saisir de manière plus ouverte, dans la diversité des appréhensions du monde social que mobilisent les agent-e-s sociaux. Dans cette perspective, comprendre les rapports au politique nécessite de ne pas négliger « leurs attitudes à l'égard d'autres formes officielles de pouvoir (école, syndicat, usine, bureau d'aide sociale) » (1991, 10).

Ces rapports à la politique parmi mes enquêté-e-s en France et au Québec sont majoritairement marqués par des formes de distance soupçonneuse (Gaxie 2011) vis-à-vis du champ politique. Toutefois, ces résultats d'enquête sont aussi le produit d'une configuration historique et sociale particulière. De nombreux travaux sociologiques et historiques ont pu

souligner la capacité (et la volonté politique) d'organisations politiques et syndicales à mobiliser et à politiser des groupes sociaux populaires. C'est notamment le cas du Parti communiste en France jusqu'au début des années 1980 qui développe dès sa fondation des réseaux d'écoles de formation communiste assurant des socialisations politiques approfondies auprès de ses militant-e-s (Ethuïn 2006). La mise en avant de figures ouvrières comme représentants politiques communistes sur la scène politique nationale par le parti communiste (Pudal 2009) connaît des échos d'ailleurs encore palpables au *camping du Bois*, par exemple dans les propos émus de Luc Rousseau à propos de Georges Marchais. C'est surtout localement que l'encadrement partisan des sociabilités populaires produit ses effets et ses formes d'appropriation populaire du communisme (Mischi 2003). On peut penser notamment à la monographie de Jean-Noël Retière sur l'enracinement communiste local dans la commune de Lancaster à partir de l'immédiat après-guerre (Retière 1994). De la même façon, la victoire surprise du Parti Québécois lors de l'élection provinciale de 1976 s'inscrit dans un contexte de tensions au sein de cet organe partisan quant à l'orientation politique à suivre et les bases électorales auxquelles s'adresser. Travaillé par un courant socialiste important, le PQ cherche encore au début des années 1970 à rallier la classe ouvrière québécoise au projet d'indépendance et à tisser des allégeances avec le mouvement syndical (Jourdain 1997). Ces détours historiques invitent donc à ne pas considérer un lien mécanique et anhistorique entre position sociale dominée et rapport de distance à la politique. Mon enquête indique davantage des effets de contextes historiques de moindre mobilisation politique des classes populaires par les organisations politiques et syndicales traditionnelles et des effets de lieux liés à la situation géographique des deux campings étudiés.

Parmi mes enquêté-e-s, nul n'est actuellement membre d'un parti politique. Ceux qui l'ont été le furent dans un passé parfois lointain et en s'impliquant sur des scènes municipales moins politisées. Rares sont les enquêté-e-s, comme Hugues Lemelin, employé dans une grande chaîne de pharmacie, qui se sont investis au sein de partis politiques sur les scènes nationales. Celui-ci devient membre du Parti conservateur du Canada quelques mois, le temps d'aider au début des années 1990 un ami à créer une section locale en banlieue de Montréal.

_ : Mais quand t'as été au parti conservateur dans les années ...

Hugues Lemelin : Mais je connaissais pas ben ben ça. J'avais embarqué là-dedans avec un de mes amis. Et puis, je veux dire, les premiers mois, façon de dire, c'était plus pour les partys ! Mais quand c'est devenu ... pour le sérieux de l'affaire, je connaissais moins ça. Et puis après ça, quand j'ai appris

que certains bénévoles étaient payés et que d'autres étaient pas payés ... C'était ... C'était les bénévoles pas payés qui faisaient les sales besognes. Tsé, te dire que ... Comme replacer les chaises et nettoyer.

— : *Ça, ça t'a ... comme déçu ?*

Hugues Lemelin : Oui, vraiment vraiment déçu.

Son expérience politique tourne d'ailleurs court. Initialement intéressé par les rétributions militantes (Gaxie 2005) qu'il espérait de son engagement partisan (« *C'était plus pour les partys* »), il quitte rapidement le parti sans que cette période l'ait marqué quant à ses attitudes politiques et sans y avoir conservé de relations de sociabilités avec des militants par la suite.

De la même façon, un certain nombre des enquêté-e-s que j'ai rencontré-e-s se tiennent autant à distance des syndicats que des partis politiques et les présentent parfois sur un mode parallèle. À l'image de Jeanne Francoeur au Québec, qui a travaillé quelques années comme préposée aux bénéficiaires dans un contexte de travail syndiqué avant de cesser son activité professionnelle.

Jeanne Francoeur : Mais j'ai jamais eu à faire à eux. Quand il y avait des réunions syndicales, j'y allais même pas. C'est pour ça que je l'ai oublié parce que ... Ça m'attirait pas. Tout ce qui est ... c'est ça, les affaires du gouvernement, je deviens assez choquée.

Celle-ci évoque indistinctement « *les affaires du gouvernement* » et « *les réunions syndicales* ». Toutefois, ces rapports aux syndicats sont très variables selon les statuts et surtout les secteurs d'activité d'emploi. Par exemple, sans que cela soit très surprenant, parmi les enquêtés travaillant dans des domaines au fort encadrement syndical de l'activité professionnelle, les discours sur les syndicats sont plus nourris et positifs, comme par exemple parmi la plupart des enquêtés travaillant dans le domaine de la construction au Québec.

En France, certains enquêté-e-s comme Luc Rousseau, Martine Thery, ancienne employée dans un Restaurant Universitaire, ou Monique Caron, ancienne ouvrière dans une usine textile de la région, se plaisent à rappeler leur capacité à avoir créé un rapport de force avec leur patron sans le recours des syndicats (« *Je préfère pas d'intermédiaire. Tu comprends ? Je préfère y aller directement...* »). Là encore, rares sont les enquêté-e-s, comme Danny Ferrand, à s'être investis et avoir été socialisés politiquement au sein d'une organisation syndicale. Danny Ferrand me parle assez longuement au cours de notre entrevue de son passé de délégué du personnel CGT au sein de son ancienne entreprise. Il mobilise d'ailleurs un discours politisé sur l'univers syndical au cours de notre entrevue lors de ce récit (« *Parce que la CFDT était pro-patron à ce moment-là. Donc forcément, il y a eu une concurrence avec la CGT* »).

Ces éléments sur les rapports au syndicat, s'ils ne sont pas centraux dans ce travail de recherche, gagneraient à être analysés davantage et complétés dans de prochains développements de cette enquête.

Dans le prochain et dernier chapitre, j'entends ouvrir l'analyse à ce que ces rapports obliques à la politique des classes populaires nous ne disent pas de leurs représentations plus larges de l'espace social et de la place qu'on y occupe, de l'État social ou encore de l'imaginaire social national. Si ces rapports au politique sont bien faiblement ancrés dans le champ partisan, ils y trouvent cependant parfois des échos, certains enjeux ou discours issus du débat politique ayant percolé jusqu'aux campings. Surtout, par l'analyse de représentations sociales ancrées dans les expériences sociales des agent-e-s, je montre comment cette nouvelle focale, en soulignant la variété de rapports au politique prenant ou non à partie l'État, met bien davantage la lumière sur les différences entre les différentes franges des classes populaires rencontrées, mais aussi entre les enquêté-e-s en France et au Québec.

Chapitre 5 –Entre ressentiment et résignation, des rapports au politique mâtinés par le contexte national.

Dans les précédents chapitres, j'ai cherché à mettre en lumière un même rapport majoritairement partagé à la politique parmi les classes populaires rencontrées en France et au Québec. Si j'ai pu insister jusqu'à présent sur les ressemblances de part et d'autre de l'Atlantique, je souhaite désormais explorer les rapports plus larges au politique, dans ce qu'ils recèlent également parfois de divergences. Je chercherai au cours de l'analyse à souligner ce qui distingue certaines franges des enquêté-e-s rencontré-e-s mais aussi entre mes deux cas nationaux.

Ces différences sont peu visibles si l'on s'arrête au constat d'un même éloignement vis-à-vis de la politique institutionnelle de groupes aux propriétés sociales semblables. Les voir et les expliquer nécessite d'étendre la définition de ce que l'on entend par politique tout en adoptant des protocoles méthodologiques permettant de saisir de manière riche et contextualisée les visions du monde mobilisées par les enquêté-e-s rencontré-e-s. Ce chapitre s'attache donc à souligner tout l'intérêt d'une démarche comparative et à la fois qualitative et ethnographique. Les méthodes ethnographiques ont pu historiquement se construire pour partie contre les ambitions comparatistes des « sciences dures », des quantitativistes ou encore associées à la *grand theory* (Fox et Gingrich 2002). Or, je cherche ici à montrer plus spécifiquement l'intérêt d'une « comparaison contextualisée » (Trémon 2019). Le travail comparatif a pu mettre en lumière dans les chapitres précédents de mêmes effets de positions sociales en soulignant la faible influence des contextes nationaux dans les rapports à la politique des classes populaires rencontrées. Loin d'affaiblir la robustesse de la comparaison, l'approfondissement et la contextualisation de ces deux seuls cas permet au contraire d'en saisir plus finement les nuances et les effets de lieu.

Introduction

La surdité du ou de la politiste n'est qu'un des écueils possibles à l'heure d'étudier les rapports à la politique des classes populaires. Pour les tenants de ce que Mills appelait « l'empirisme abstrait » (1959), certaines études quantitatives du comportement électoral à l'épistémologie (post-)positiviste, la mobilisation de techniques d'enquêtes statistiques, couplée parfois à l'usage peu réflexif de catégories d'analyse faiblement interrogées, peut au contraire avoir pour effet d'inciter à écouter sans entendre. Comme j'ai tenté de l'illustrer dans le chapitre 3 par

exemple à propos du clivage gauche-droite, les classes populaires, davantage parlées qu'elles ne parlent (Bourdieu 1977), sont ainsi davantage classées - comme « droitisées » ou moins « compétentes » - qu'elles ne classent elles-mêmes les scènes partisans en s'appuyant sur ces schèmes de compréhension du jeu politique. De plus, comme j'ai pu le souligner dans le chapitre 4, chercher à ne pas se rendre sourd n'équivaut pas à parler le même langage, ni à être considéré comme le bon interlocuteur pour s'ouvrir de ces questions. Ainsi, l'emploi de méthodes d'enquêtes ethnographiques en immersion pour collecter les données d'enquête, ou les efforts interprétatifs de se tenir sur la ligne de crête entre misérabilisme et populisme (Passeron et Grigon 1989) au moment de les analyser, sont davantage des garde-fous que des solutions définitives à la distance sociale nous séparant de notre objet. Cette problématique de l'accès pour le chercheur aux rapports qu'entretiennent les classes populaires au politique – notamment dans une perspective comparée - renvoie à la question de la définition de ce qui est politique et des méthodes d'enquête employées pour y accéder.

Si j'ai pu jusqu'à présent mettre en lumière les distances à la politique majoritairement entretenues par bon nombre des enquêté-e-s rencontré-e-s, mon analyse s'est en partie focalisée jusqu'ici sur une définition de la politique comprise principalement comme la politique institutionnelle. Pour discuter les perspectives par trop électoralistes, et parfois domino-centrées, de certains travaux en la matière, j'ai cherché à analyser des rapports plus informels, plus ordinaires à la politique et à les situer et ancrer socialement dans deux espaces nationaux distincts et dans des contextes populaires. Cependant, j'ai mobilisé principalement des données renvoyant en grande partie au seul pôle électoral de l'action politique (Dufour 2020), ou des discours à propos des activités relativement clôturées du champ politique.

Or, si on ouvre les « frontières du politique », en s'intéressant non seulement à la politique mais plus largement à la construction sociale du politique, c'est-à-dire « aux situations, activités, objets ou acteurs sociaux qui sont l'objet de discussions quant à leur caractère politique ou non, et qui ne sont *pas nécessairement*⁸⁴ liés aux activités de gestion des affaires communes » (Arnaud et Guillonnet 2005, 8), l'image des rapports au politique des classes populaires se transforme et prend une tout autre profondeur de champ.

⁸⁴ Nous soulignons.

Par exemple, dans une enquête récente, la politiste Katherine J. Cramer part d'un puzzle de recherche semblable au mien en étudiant les populations pauvres des zones rurales du Wisconsin et se demande comment expliquer leur soutien pour des politiques conservatrices de retrait de l'État en faveur des plus riches. Cramer relève que les personnes qu'elle observe ne raisonnent pas politiquement sur la base de principes politiques au sens partisan ou institutionnel du terme. Si ce constat peut alimenter le dénigrement d'électorales et d'électeurs fustigés comme ignorants ou incompetents en matière politique, celle-ci met en lumière sur la base de ces observations participantes dans des cafés et des lieux publics de la région que bon nombre des personnes qu'elle a rencontrées raisonnent cependant politiquement de manière riche et cohérente, non pas en réaction au jeu politique institutionnel, mais en se basant sur des frontières sociales et identitaires plus larges opposant le rural à l'urbain, ou encore sur un sentiment d'abandon de l'État ancré dans des expériences sociales personnelles. Cramer défend l'idée que cette « politique du ressentiment », si elle peut sous certaines conditions se traduire par le soutien électoral au gouverneur conservateur de cet État, est une réponse plus riche à l'apparent paradoxe de personnes votant contre leurs intérêts du point de vue d'un observateur extérieur. On peut aussi la comprendre comme la remise sur le métier d'un programme de recherche plus ouvert quant à l'appréhension, non pas seulement de la politique mais bien du politique. Comme elle l'explique :

« Voici comment la politique du ressentiment fonctionne, au travers de divisions apparemment simple entre « nous » versus « eux ». Mais ces divisions sont puissantes car elles recèlent une multitude de schèmes de compréhensions fondamentales : qui a le pouvoir, qui tient à quelles valeurs et quelles sont les bonnes valeurs, qui obtient quoi, et plus largement des sens élémentaires du juste et de l'injuste » (2016, 87, ma traduction).

Ce changement de perspective autour de l'ouverture de la définition du politique, au-delà de la seule acception balisée renvoyant plus généralement au jeu politique institutionnel lui-même, confronte toutefois au risque des « étirements conceptuels » (Sartori 1970). Les définitions du politique en science politique sont d'ailleurs généralement plus floues, se limitant à des « grilles de repérages » aux mailles plus lâches, voire ne reprennent pas le terme lui-même (Hamidi 2006). La notion de politisation, en vogue ces dernières années, a ainsi pu être qualifiée d'un « écheveau conceptuel » (Deloye et Haegel 2019) ou encore d'un « concept-éponge » (Aït-Aoudia, Bennani-Chraïbi et Contamin 2010). Autrement dit, à élargir le spectre de l'observable, où commence et où s'arrête l'étude des rapports au politique ? Comment ne pas céder au risque de la surinterprétation, notamment celui des « décalages non contrôlés entre chercheurs et enquêtés » (Lahire 1996) ?

J'ai pu revenir dans les chapitres précédents sur le biais intellectualiste présentant des concepts savants comme universels quand bien même ceux-ci sont pourtant inégalement répartis et utilisés socialement. Toutefois, le même biais opposé consisterait cette fois à déclarer comme éminemment politique des activités, des conversations ou des discours, vécus pourtant par les enquêté-e-s rencontré-e-s sur un mode privé, badin voire purement phatique. Camille Hamidi (2020) souligne les risques de reproduire d'autres formes d'invisibilisation plus insidieuses en proposant une définition élargie du politique. Face aux contours stricts de l'activité politique institutionnelle et partisane, les études du politique s'appuient souvent sur des critères de montée en généralité (Boltanski 1990) et de conflictualisation. Toutefois, en s'appuyant sur cette définition elle-même située nationalement et surtout socialement – celle que ne renieraient pas des gens « à gauche » investis dans la protestation politique et enclins à dénaturiser le monde social et à produire des discours abstraits – ne reproduit-on pas d'autres formes de mise au ban du politique de groupes sociaux ? Ne se rend-t-on pas aveugle d'une autre manière à la diversité des modes d'appréhension du politique (Hamidi 2020) ?

Cette question de la définition du politique traverse par ailleurs la science politique elle-même, jusque dans sa constitution comme champ disciplinaire (Fabre 1980). Loin d'être propre à l'analyse des rapports au politique des classes populaires, elle fait débat au sein d'autres sous-champs de la discipline⁸⁵. Annie Collovald et Frédéric Sawicki invitaient dès le début des années 1990 à s'intéresser plus largement à d'autres formes officielles de pouvoir et à étudier conjointement les rapports à la politique et à l'école, au travail, au syndicat (Collovald et Sawicki 1991). Ce sont parfois des frontières plus extensives encore qui sont mises de l'avant comme par exemple l'analyse des « visions du monde » (Beaumont, Challier et Lejeune 2018), regroupant de manière plus ample l'ensemble des représentations du monde social.

Loin de s'inquiéter de l'apparente impossibilité d'une ethnographie de la citoyenneté (Mariot 2010), d'autres auteurs soulignent parallèlement l'importance de mener à bien des ethnographies du politique et de s'inspirer de la « grounded theory » afin de bénéficier de la richesse de la contextualisation qu'offrent des enquêtes de terrain (Benzecry et Baiocchi 2017). Par

⁸⁵ L'étude des mouvements sociaux et notamment la critique des approches du processus politique (Tarrow 1994, Tilly 1978) défendent par exemple l'idée d'approches alternatives attentives à la multiplicité des sources du pouvoir et l'usage d'un cadre d'analyse multi-institutionnel du politique (Armstrong et Bernstein 2008). Ces débats se rapprochent de ceux à propos de l'étude des rapports à la politique des classes populaires et des prises de position invitant à ouvrir cette étude à d'autres espaces sociaux de pouvoir.

exemple, des analyses récentes à propos du mouvement des gilets jaunes en France⁸⁶ (Hayat 2018) ont pu mettre en avant la pertinence de la notion d'économie morale (Thompson 1963) qui suscitent un intérêt renouvelé et controversé en science politique (Fassin 2009 ; Siméant 2010). Ces recherches insistent sur la nécessité d'ancrer l'étude des mobilisations populaires dans l'analyse des sociabilités et des cultures populaires (Bantigny et Hayat 2019).

Dans le cadre de notre comparaison, loin d'établir un rapport à la politique majoritairement marqué par des formes de distance et de rejet du jeu politique, comparable en France comme au Québec, ce changement de focale sur les rapports au politique dépeint un tableau plus riche mais aussi plus divers, tant parmi cette grande catégorie conceptuelle des « classes populaires » qu'au sein des deux espaces nationaux étudiés. Dans ce chapitre, je présente deux rapports au politique, l'un majoritaire de « ressentiment », l'autre moins répandu de « résignation » qui distinguent en France comme au Québec deux sous-groupes de mes enquêté-e-s. Ces rapports au politique sont dans une plus grande mesure directement encastrés dans des expériences sociales ordinaires vécues par les enquêté-e-s dans leurs relations à l'État social (nationalement situé) et dans leurs perceptions de leur propre position sociale. De plus, ils font également écho à des représentations plus larges du monde social, à des ethos de classe, que j'ai pu déjà esquisser dans le chapitre 2 portant sur les activités de loisir au camping, comme par exemple la valorisation du travail comme critère d'évaluation morale ou encore la stricte exigence d'égalité entre pairs en milieu populaire. Ainsi, l'analyse des rapports au politique peut également parfois se nourrir de l'observation des activités quotidiennes et ordinaires et de ce qu'elles charrient de principes pratiques, de critères généraux du juste et de l'injuste, du bon et du mauvais, du louable et du condamnable.

I. « C'est pas logique ». Des rapports au politique majoritairement marqués par le ressentiment.

Afin de construire mon analyse des rapports plus larges au politique en milieu populaire, je m'appuie sur deux dimensions principales entremêlées. L'une renvoie à une analyse relationnelle du rapport qu'entretiennent les enquêté-e-s rencontré-e-s à l'État. L'un de ses points d'observation, inspiré des travaux portant sur la *street-level bureaucracy* (Lipsky 1980), peut consister à étudier

⁸⁶ Mouvement social qui a pu surprendre tant les analystes politiques qu'au sein du champ académique par son recrutement social populaire et pour une large part composé de primo-participants à de telles actions collectives (Bedock, Bendali et al. 2019).

les relations entre administré-e-s et administration au guichet (Dubois 1999). Ces rapports peuvent également être étudiés dans ce que rapportent les membres des classes populaires de leurs interactions directes avec les administrations (Siblot 2005). Je cherche ici à étudier plus largement des « représentations symboliques et des logiques pratiques qui découlent de la confrontation (conflictuelle ou non) avec une institution étatique » (Spire 2016, 152), en soulignant comment celles-ci peuvent distinguer les enquêté-e-s des classes populaires rencontrées en France comme au Québec. Cette dimension touche à la fois aux perceptions des logiques que l'on prête aux institutions de l'État, notamment celles de l'État social, mais aussi aux attentes que l'on entretient à leur égard. L'autre entrée fait référence aux formes d'auto-positionnement social de ces enquêté-e-s. En éclairant la manière dont les membres des classes populaires s'assignent à des places et les schèmes de division profanes mobilisés pour les décrire, cette deuxième dimension nous informe également des représentations ordinaires de l'espace social.

Ces deux dimensions du politique que je privilégie – rapport à l'État et représentations de l'espace social – s'inscrivent par ailleurs pleinement dans la littérature scientifique à propos des rapports au politique des classes populaires. La question des représentations contemporaines de l'espace social en milieu populaire, notamment, est souvent présentée au regard de l'opposition inspirée des travaux de Richard Hoggart entre un « nous » et un « eux ».

Pour Hoggart, cette opposition en tant que telle n'était pas propre aux classes populaires. De fait, « la plupart des groupes sociaux doivent l'essentiel de leur cohésion à leur pouvoir d'exclusion, c'est-à-dire au sentiment de différence attaché à ceux qui ne sont pas “ nous ” » (1970, 117). Par ailleurs, l'opposition identitaire permettant à la fois la définition d'un groupe commun d'appartenance et sa composante antagoniste est plus largement présentée comme l'une des composantes principales de l'action collective (Gamson 1992, 7), et même parfois comme la définition du politique (Schmitt 2009 [1927]). La dimension populaire de cette opposition se devait donc d'être analysée, non pas dans le fait de tracer des frontières, mais plutôt dans les contours sociaux que ses frontières prenaient et dans leur niveau de porosité. Ainsi, face à l'entre-soi populaire structuré autour du groupe de voisinage et de l'importance du foyer, Richard Hoggart soulignait d'une part l'importance de l'opposition au monde des « autres », « d'abord celui des patrons » (Hoggart 1970, 117) mais aussi celui de tous ceux qui font partie « du haut du panier » (Hoggart 1970, 118), des fonctionnaires de première ligne aux élites politiques en passant par

d'autres figures d'autorité notables comme le médecin ou le juge. D'autre part, cette frontière était faiblement poreuse et traçaient une ligne de séparation nette et tranchée entre ces espaces sociaux. Cependant, les classes populaires contemporaines ont connu d'importantes recompositions objectives et subjectives depuis l'élaboration de cette dichotomie.

Inspirée par cette lecture, de nombreuses analyses revisitent, notamment en France, les contours changeants de cette opposition hoggartienne entre le « nous » et le « eux ». Pour Olivier Schwartz et Paul Pasquali, cette opposition nécessite d'être actualisée, voire revisitée (2016). En effet la fermeture culturelle des classes populaires n'est plus comparable à celle que décrit Richard Hoggart et se fait de plus en plus poreuse, du fait entre autres de la tertiarisation des économies ou encore des politiques de démocratisation scolaire en France (Beaud 2003) comme au Québec (Kamanzi 2018). Certaines franges qualifiées des classes populaires accédant à la propriété pavillonnaire en France se satisfont de leur proximité nouvelle avec d'autres groupes sociaux plus aisés (Cartier et al. 2008 ; Girard 2017). Dans ce contexte, plusieurs travaux soulignent qu'une « conscience sociale triangulaire » (Schwartz et Collovald 2006) ou « ternaire » se serait substituée à l'opposition dichotomique entre le « nous » et le « eux ». Les classes populaires, notamment les franges stables de celles-ci, se sentiraient classiquement soumises à des pressions venant du haut, des classes moyennes et supérieures, des élites, mais également à des pressions venant du bas, des fractions plus précarisées des classes populaires, des immigrés, des bénéficiaires de l'aide sociale, etc. Cette tension double, écartelée entre un pôle dominant et un pôle plus précarisé que soi et dont on souhaiterait également se distinguer pourrait ainsi se résumer davantage par un triangle « Eux/nous/ils » (Lechien et Siblot 2019). Si les classes populaires ont pu être traversées par des tensions internes dans d'autres configurations historiques, notamment entre Français et immigrés de la classe ouvrière depuis la fin du XIX^{ème} siècle (Noiriel 2010 ; Chamayou 2010), l'affaiblissement de l'attrait de l'identification à la classe ouvrière lui donnerait un sens inédit depuis les années 1980 (Lechien et Siblot 2019, 10). Le « nous » centripète hoggartien, homogène et extensif, se réduirait dans sa traduction contemporaine à un « déjà nous » (Coquard 2018), un sentiment d'appartenance sélectif à un même monde populaire réduit au seul groupe des proches et aux réseaux restreints de la famille et des amis.

Ces débats autour de l'affaiblissement ou de la nécessaire recomposition de l'opposition « eux/nous » hoggartien en milieu populaire sont moins centraux dans l'étude des représentations

sociales au Québec. Cependant, les introduire dans ce cadre comparatif prend d'autant plus de sens que le cas québécois se distingue du cas français par une relativement plus grande labilité des mobilisations et des usages de lectures classistes du monde social. De fait, sans cibler nécessairement explicitement l'étude des classes populaires, cette référence peut par ailleurs être mobilisée au Québec par exemple pour évoquer récemment les formes d'oppositions symboliques de pêcheurs « petits blancs » vis-à-vis de pêcheurs autochtones (Capitaine 2019, 84).

Je défends ici l'idée que ces oppositions identitaires et sociales mobilisées en milieu populaire pour se positionner socialement ne prennent pleinement leur sens qu'à la condition de les rattacher aux trajectoires et positions sociales ainsi qu'aux perceptions des logiques institutionnelles et étatiques des agent-e-s. La pleine mobilisation d'une conscience sociale triangulaire en France comme au Québec est davantage le produit des franges intermédiaires des classes populaires rencontrées. Ce constat est congruent avec le portrait social des machinistes et chauffeurs de bus de la RATP qu'Olivier Schwartz étudie (2009), à la relative stabilité professionnelle mais aux conditions de travail difficile. Le sentiment d'être pris en tenaille entre des groupes sociaux plus bas que soi et une élite politique que l'on rejette s'accompagne de plus d'une indignation morale face à la perception de logiques institutionnelles, notamment redistributives, jugées injustes et auxquelles on s'oppose.

Dans *Talking Politics*, William Gamson souligne l'usage de formes de « sagesse populaire » dans l'appréhension ordinaire des enjeux politiques qu'il soumet à ses enquêté-e-s dans le cadre de *focus groups*. L'usage de proverbes ou d'expressions populaires permet de condenser un savoir, des règles générales (« *rules of thumb* ») (Gamson 1992, 124) que l'on suppose communément partagées au sein d'une même sous-culture, et ce sans nécessairement avoir besoin de les expliciter. Celles-ci s'accompagnent parfois d'analogies avec des situations de la vie courante mobilisant des « savoirs expérientiels » (1992, 122), des anecdotes ou des expériences vécues par soi ou par des proches et venant les illustrer. Si l'on retrouve dans ce portrait des manières ordinaires de « parler de politique » des éléments que j'ai pu analyser dans les précédents chapitres, William Gamson souligne en creux l'importance de ne pas mésestimer ces maximes, apparemment anodines, et pourtant révélatrices de sens politiques parfois plus larges. Par exemple, l'expression « *Tu peux te faire tuer en traversant la rue* » illustrant non sans fatalité la fragilité face aux aléas de la vie peut également être mobilisée par certains de ses enquêté-e-s afin de soutenir

une prise de position politique à propos de l'enjeu du nucléaire (1992, 122). Si Richard Hoggart relève lui aussi l'usage des proverbes dans les représentations politiques en milieu populaire (1970, 150) et en propose parfois des analyses, il met toutefois en garde vis-à-vis du double risque de prendre ces formules pour des expressions creuses et vides de sens, ou au contraire, de les prendre pour argent comptant et de risquer de les surinterpréter (1970, 59).

Au cours de mon terrain de recherche en France, je me suis surpris à plusieurs reprises à entendre au *Camping du Bois* une même expression que je retrouvais parallèlement dans certaines retranscriptions d'entrevues que j'avais réalisées l'été précédent au Québec au *Camping des Palmiers* : « *C'est pas logique !* ». L'emploi de cette formule renvoyait dans les deux espaces nationaux étudiés à une indignation comparable face à la perception que se faisaient ces enquêté-e-s des « logiques » de fonctionnement de l'État⁸⁷. Le risque de l'illusion terminologique qui me verrait rapprocher une expression apparemment identique mais aux sens contradictoires ou trop divergents du fait de contextes nationaux distincts est donc pour partie circonscrit. Toutefois, je ne cherche pas ici à faire découler de l'emploi d'une même expression un même rapport au politique partagé par ces différents enquêté-e-s. J'ai davantage utilisé l'emploi de cette formule comme un premier indice afin de construire par la suite un rapport au politique plus large parmi un sous-groupe de mes enquêté-e-s tout en m'appuyant sur la littérature scientifique mobilisée plus haut.

Ce rapport au politique est à saisir au regard des positions sociales qu'occupent ces enquêté-e-s. Ils et elles se positionnent socialement de façon intermédiaire parmi l'ensemble des campeurs et campeuses que j'ai rencontré-e-s. Comme je chercherai à le souligner en présentant des éléments de leurs trajectoires sociales et professionnelles, ces enquêté-e-s ou leurs conjoint-e-s sont plus souvent propriétaires de leurs domiciles que locataires, ont connu des trajectoires professionnelles souvent plus stables, des niveaux de revenus qui sans les mettre toujours à l'abri du besoin leur offrent une relative aisance financière. Toutefois, leurs conditions de travail difficiles et subordonnées, la relative petitesse de leur statut professionnel, leur faible niveau d'éducation, leurs référents culturels les inscrivent bien parmi les classes populaires. Sans doute peut-on y voir par ailleurs un biais de sélection lié au recrutement de mon enquête réalisée auprès de campeuses et de campeurs saisonniers. Le coût de la location à l'année d'un terrain et l'entretien

⁸⁷ Ce qui fait d'ailleurs écho à certains des développements concernant l'usage de la rumeur du chapitre précédent.

d'une tente-roulotte ou d'un mobile-home sont en soi les marques d'une petite aisance financière, d'une petite capacité au superflu.

En ce sens, on retrouve ici l'intérêt d'une étude portant sur les classes populaires dans ce que cette notion permet de comprendre de certaines situations sociales, « de milieux populaires qui parviennent à une relative sécurité économique, des familles populaires qui s'en sortent, même si pour elles la vulnérabilité n'est jamais très loin » (Schwartz et Collovald 2006, 51). Là où au Québec notamment la question des inégalités sociales, parallèlement à des mots d'ordres de l'action publique, a pu être traitée principalement au travers du prisme de (la lutte contre) la pauvreté (Lefèvre, Boismenu et Dufour 2011), bon nombre de ces enquêté-e-s vivent au moment de l'enquête pourtant au-dessus du seuil de la pauvreté, certains présentant même des niveaux de revenus parfois relativement importants. Toutefois, la maladie ou le décès d'un proche, la perte quelques mois d'un emploi ou plus trivialement une erreur dans une déclaration auprès des institutions étatiques peuvent brutalement rappeler le caractère fragile et vulnérable de leurs positions sociales. Tout en se distinguant des campeurs et campeuses les plus précaires, ils et elles connaissent également des proximités sociales, professionnelles et culturelles moins établies avec les classes moyennes que d'autres enquêté-e-s rencontré-e-s au cours de mes terrains de recherche.

A. Les « trous-de-cul » du haut et les « trous-de-cul » du bas, des pressions sociales opposées mais convergentes.

La situation sociale de Claudie Chevrier, employée à l'accueil du *camping des Palmiers* et de son conjoint illustre assez bien cet « entre-deux » décrit plus haut. Fille du couple de propriétaires de l'épicerie de Chavilles dans les années 1970, Claudie Chevrier a hérité de plusieurs terres à bois dans la région. Elle a installé sur l'une d'elle sa tente-roulotte comme d'autres membres de sa famille dans une sorte de petit camping privé. Propriétaire de son logement avec son époux à Chavilles, à quelques minutes du camping, elle a occupé divers emplois dans la restauration étant plus jeune, dans des entreprises de ménage par la suite et a aussi travaillé ponctuellement comme couturière à domicile pendant une décennie. Son mari a travaillé quant à lui à temps plein pendant 32 ans à la fonderie d'aluminium Alu-Chavilles⁸⁸. Comme bon nombre

⁸⁸ Une fonderie d'aluminium située à quelques kilomètres du camping où avait travaillé également Luc Bellemare, un autre enquêté québécois quelques années auparavant et qui souligne par ailleurs l'aspect rural mais aussi industriel de la région.

de ménages populaires rencontrés dans les deux campings étudiés, la division des rôles au sein du couple repose sur une organisation de la vie professionnelle et domestique plutôt traditionnelle (Le Pape 2006), plus proche du « *male bread-winner model* » (Lewis 2001). S'ils sont à l'époque à l'aise financièrement (« *il avait de très bons salaires avant, pis toute* »), le ménage est cependant très dépendant des revenus d'emploi de son seul conjoint. À la fermeture de l'usine au début des années 2010, son mari commence une formation en assurances mais fait quelques mois plus tard une crise cardiaque. Parallèlement, Claudie est également atteinte du cancer et doit s'arrêter de travailler pendant plusieurs années (« *Fait qu'on s'est retrouvés au salaire minimum tous les deux (rires). Ça, on l'a trouvé hot par exemple* »). Leur situation ne se rétablit pleinement qu'après que son mari retrouve un emploi mieux rémunéré dans une importante usine de découpe de métal de la région. Claudie quant à elle, reprend une activité professionnelle depuis peu au moment de l'enquête.

Chargée notamment de l'accueil des campeurs à « *la gate* », elle m'accorde un entretien dans la guérite à l'entrée du camping un soir de passage plus tranquille. J'ai pu analyser précédemment comment mes différentes questions sur les enjeux de débats publics concernant les accommodements raisonnables ou encore le projet de loi concernant la charte des valeurs au Québec n'avaient pas suscité d'autres réactions qu'une indifférence initiale de sa part. Après plusieurs relances et tentatives de reformulations sur ce sujet, alors que je commençais à considérer que mon insistance n'était vouée qu'à recueillir son désintérêt, Claudie Chevrier « *s'énerve en maudit* » à l'évocation des « *signes religieux* ».

__ : *C'était pas mal autour de la question du port des signes religieux dans la fonction publique.*

Claudie Chevrier : Oh, ça, ça m'énerve en maudit. Là, je vais être encore radicale. Tu veux pas agir comme on agit au Québec ? Crisse ton camp chez vous (*rires*). C'est méchant, hein ? Mais moi, j'ai pour mon dire qu'on accueille ce monde-là. Chez eux, j'ai rien contre ça qu'ils fassent leurs religions chez eux et tout ça. Mais tu sais, le fait qu'ils aient enlevé nos signes religieux à nous autres à cause du voile puis tout ça, moi, ça me met en crise. Tu peux pas savoir comment. Il y a pas à dire. Moi, je suis catholique. Mais je suis pas pratiquante. Le crucifix, depuis qu'on est au monde, depuis des millénaires que ça existe dans nos écoles et tout ça. Et à cause d'un petit crisse de voile, le kirpan ... Le kirpan, c'est la pire des affaires ... Là, ça, ça m'a insulté. Ils ont le droit de trainer le kirpan sur eux autres. Mais c'est une arme, ça. C'est un couteau, le kirpan.

__ : *Tu dis : « Ça m'a insulté ».*

Claudie Chevrier : Ce qui arrive, c'est que ça a été accepté ... Ils ont le droit de trainer le kirpan sur eux autres. Mais le kirpan, c'est un couteau. C'est une arme blanche. On a pas le droit de trainer ça sur nous autres. **Mais eux autres, ils ont le droit parce que ça a été accepté par nos trous-de-cul en haut.** C'est pour ça que je te dis, les petits crisses de trous-de-culs en haut, ils pensent rien qu'à leurs proches. Ils ne raisonnent pas. Ils ne pensent pas tout ce que ça peut apporter. Comme là, le voile, qu'ils mettent leurs voiles chez eux, je suis d'accord. Mais parce que dès fois, sur internet, j'en

vois tellement des bonnes. À un moment donné, tu vois deux trois sacs à poubelles. Et tu vois la bonne femme avec son voile, elle ressemble carrément à un sac à poubelle. Tu sais ? T'as juste à mettre un voile, tu vas aller faire un vol. T'as le droit d'avoir ton voile ! **C'est quoi la logique ?**

__ : *Mais tu disais " insultée ". Mais qu'est-ce qui t'avait insulté ?*

Claudie Chevrier : C'est qu'ils enlèvent nos crucifix dans les écoles, dans les hôpitaux puis tout ça et ils acceptent qu'il ait un couteau sur lui ? Bah moi, je lui trancherai le coup avec son ostie de couteau ... Ah non, je te le dis, moi, ça m'insulte ! Ça m'insulte ! **Et ils rabaissent notre religion à nous autres pour monter ses trous-de-culs là !** Excuse, je suis vraiment vulgaire dans mon langage, là. Mais ça m'a tellement choqué, là ! Et dire que c'est nos innocents à nous autres qui font ça, là. C'est notre gouvernement à nous autres.

__ : *Mais tu dis parfois « C'est pas logique ». Mais c'est quoi leur logique à eux de faire ça ?*

Claudie Chevrier : Bah, comment je te dirais ça ? Si je te disais : « T'as pas le droit de te promener avec un couteau sur toi. C'est illégal ». Bah eux autres, ils ont le droit. C'est quoi la logique ? Parce que ça va être un kirpan, je vais me trainer un kirpan sous moi, je vais avoir le droit. Sauf que si j'ai un couteau, j'aurais pas le droit. **C'est pas logique.** Tu sais.

__ : *Mais qu'est-ce qui est si important dans le crucifix à l'Assemblée Nationale par exemple ?*

Claudie Chevrier : Bah c'est parce que j'ai pour mon dire ... Depuis ... Nous autres, au Québec, la religion, c'est la religion catholique. Bah j'ai pour mon dire, pourquoi que ça resterait pas de même ? T'as le droit de faire ta religion chez vous. J'ai absolument rien contre. C'est comme les gays, j'ai absolument rien contre ça. Mais fais-le chez vous. Nous autres, depuis qu'on est au Québec, c'est la religion catholique. Pourquoi ne pas la laisser là ? Depuis que le monde est monde, c'est de même ! C'est ... Je sais pas. C'est de vouloir accepter un peu n'importe quoi n'importe comment. Tu sais, avant d'enlever notre crucifix et de dire à l'autre qu'il a le droit de trainer son couteau, laisse-moi mon crucifix si tu veux lui laisser son couteau. Ou bien plante lui dans le dos. Je sais pas si tu comprends un peu ... C'est qu'ils enlèvent à la religion catholique mais ils donnent à des religions qui ne sont pas de notre pays. Tu sais, ça, j'ai bien de la misère. On regardait souvent ... On voit ça souvent sur internet. Quand on tombe à notre retraite, notre retraite, c'est sûr que t'as un chèque du gouvernement pour vivre. Mais si tu es un importé, tu as trois fois plus que celui-là ...

__ : *Ah bon ?*

Claudie Chevrier : **Un importé, il va avoir son aide sociale full pleine. Il va avoir le droit d'être soigné sans que ça lui coûte rien. En comparable, quand tu tombes à ta retraite, tu devrais être importé, ça serait plus payant pour toi. C'est pas logique. C'est ça. Bah c'est ça notre gouvernement. C'est plein de petites choses de même qui titillent. Tu te dis, bah ostie, je vais dire que je suis migrante, d'abord.**

__ : *Mais c'est bizarre quand même, cette histoire-là, que ... qu'ils aient trois fois plus ?*

Claudie Chevrier : Bah là, j'exagère peut-être en disant trois fois plus.

__ : *Mais ils ont un fort montant ?*

Claudie Chevrier : Même s'ils auraient la même chose que nous autres ... Ok. Moi qui a payé pour mon pays, pour mon gouvernement, toute ma vie, c'est pas normal que je retire le même montant que l'autre qui vient de mettre les pieds, là. Tu sais, je suis d'accord qu'il peut avoir des aides puis toute ça. Mais tabarouette, pas calés sur ceux-là qui ont payé toute leur vie. En tout cas, c'est comme dur à expliquer, là. Mais je suis pas d'accord pour l'égalité dans ces cas-là. Parce que moi, j'ai pour mon dire ... Ok, si je paye 50 ans, j'ai travaillé 50 ans, c'est-tu normal que l'autre qui a pas cotisé, il ait le même montant ? **Pas logique.**

L'évocation des « *signes religieux* » est un moment de bascule de l'entretien, le surgissement d'une « parole d'une énergie parfois torrentielle, où les sujets s'impliquaient intensément » (Schwartz 2012 [1990], 54). Je suis d'autant plus surpris par la virulence de ces propos que Claudie Chevrier s'était alors montrée peu intéressée par les thématiques politiques

abordées par ma grille d'entretien. Celle-ci lie dès lors deux débats parallèles concernant cette thématique au Québec. Tout d'abord, en réagissant à un terme plus évocateur pour elle, Claudie Chevrier se prononce finalement assez directement sur des débats de société très proches de mes questions initiales portant sur le projet de Charte des valeurs québécoises ou à propos des accommodements raisonnables. Le premier fait écho à différentes décisions de justice rendues au Québec et au Canada au cours des années 2000 concernant le droit de porter un poignard traditionnel de la religion sikhe en milieu scolaire⁸⁹. Le second fait écho aux débats concernant l'opportunité de maintenir la présence d'un crucifix au sein de l'Assemblée Nationale du Québec⁹⁰.

De plus, en se prononçant sur ces deux controverses, Claudie Chevrier développe non sans emphase (« *Là, je vais être radicale* ») une conscience sociale triangulaire assez nette. Elle s'oppose socialement à un « ils » qui regroupe à la fois les immigrés et les bénéficiaires de l'aide sociale (« *Un importé, il va avoir son aide sociale full pleine* ») mais qu'elle définit aussi, en réaction à mes relances, à l'appartenance religieuse. Cette pression venant « *du bas* » s'accompagne également d'une autre pression d'un « eux », venant de « *nos trous-de-cul en haut* », qui fait principalement référence à la puissance publique (« *le gouvernement* ») et à la classe politique présentée de façon homogène (« *nos innocents à nous autres* »). Toutefois, ce long extrait d'entretien permet de mettre en lumière comment Claudie Chevrier imbrique et entremêle ces deux pressions sociales opposées. Ces deux groupes sont alternativement nommés par le même terme dépréciatif de « *trous-de-cul* ». Et Claudie Chevrier présente ces deux pressions sociales, du haut et du bas, comme un même mouvement de tenaille (« *Mais eux autres, ils ont le droit parce que ça a été accepté par nos trous-de-cul en haut.* » ; « *Et ils rabaissent notre religion à nous autres pour monter ses trous-de-culs là !* »).

⁸⁹ La Cour Suprême du Canada, dans sa décision *Multani c. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys* avait finalement confirmé ce droit en 2006 jugeant qu'interdire le port de ce signe religieux serait attentatoire à la liberté de religion garantie par la Charte canadienne des droits et libertés.

⁹⁰ Installé au sein de l'Assemblée Nationale en 1936 à l'arrivée au pouvoir du parti de l'Union Nationale de Maurice Duplessis, la mise en scène de ce symbole religieux s'inscrivait dans une volonté de promouvoir une conception catholique de la nation canadienne-française (Rocheffort 2008). Parfois conservé au motif d'une patrimonialisation de la religion catholique au Québec (Zubrzycki 2016), le rapport de la commission Bouchard-Taylor préconisait toutefois en 2008 de le retirer au nom du principe de séparation des églises et de l'État (Bouchard et Taylor 2008). Ce retrait n'était pas prévu par le projet de loi de Charte des valeurs québécoises du Parti québécois en 2014. Ce crucifix a finalement été « mis en valeur dans l'enceinte du parlement » suite à une décision unanime de l'Assemblée Nationale en 2019. Voir notamment : « Crucifix ». *Encyclopédie du parlementarisme québécois*. Québec : Assemblée nationale du Québec, 10 octobre 2019. <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/lexique/crucifix-de-l-assemblee-nationale-du-quebec.html>

Loin de passer apparemment du coq à l'âne - du port du kirpan à ses inquiétudes concernant les montants de pension de retraite - Claudie Chevrier illustre ici une même idée résumée par une expression qu'elle emploie par ailleurs à d'autres moments de l'entrevue : « *C'est pas logique* », comme ici par exemple pour évoquer les conditions de travail difficiles de son fils, actuellement préposé au bénéficiaire et qui souhaite par la suite devenir infirmier.

Claudie Chevrier : Tu vois Jimmy, mon gars, lui, il va être infirmier auxiliaire. Présentement, il est préposé au bénéficiaire. Si eux autres, ils arrivent et qu'ils disent : « tu fais 12 heures ». Il a pas le choix. Il faut qu'il fasse. C'est ça. (...) Parce que nous autres, icitte, il y en a qui font des 20 heures obligatoires, là. Tsé, 20 heures de temps ! Si t'es avec des patients pendant 20 heures, tu penses-tu que t'es capable de donner la même rendement que quand que ça fait huit heures ? Pas sûr ?

_ : 20 heures en continue ?

Claudie Chevrier : Oui oui ! Oui oui ! Je trouve tellement que **c'est pas logique** mais c'est notre gouvernement. On y peut rien.

Un peu à la manière des « *rules of thumb* » pointée par Gamson, cette formule vient condenser une indignation qui, tombant sous le sens, n'a pas à s'expliquer ou s'explique mal (« *en tout cas, c'est comme dur à expliquer, là* »). La conscience sociale triangulaire que mobilise Claudie Chevrier afin de se situer entre ceux du haut et ceux du bas s'accompagne en fait d'une opposition morale à ce qu'elle perçoit des logiques de fonctionnement étatiques jugées injustes. Ainsi, lorsque Claudie Chevrier fustige « *nos innocents à nous autres* » – la classe politique du haut – c'est au regard des avantages indus qu'ils tirent selon elle de leurs positions de pouvoir (« *Bah au gouvernement, ils se payent tout le temps des augmentations ou bien des repas à 100 piasses du couvert, tout ça.* »), inacceptables au vu du traitement imposé à ses proches.

Claudie Chevrier : S'ils s'en mettaient moins dans les poches, la première des choses. Tu sais, comme on disait, à un moment donné, voyons ... La Marois, elle avait fait refaire sa salle de bains. Et juste la toilette avait coûté mille piasses. **Elle est où la logique ?** Excuse-moi mais tu vas aller chier pareil dans une toilette à cent piasses ou à mille piasses (*rires*). Excuse mes langages, là. Mais ... je me dis, tabarouette, c'est nous autres qui paye sa toilette. Je suis sûre que ça l'aurait ... Moi, je serais pour que si on pouvait avoir des gros montants de même, qu'au moins, quand qu'ils arrivent pour le repas, comme tout, à peu près tout au gouvernement, ils ont fait payer leurs voyages de famille, ils ont fait payer leurs repas au restaurant, tu sais (...). **C'est pas logique**. Si moi, je veux y aller au restaurant, je vais payer de mes poches.

Cette dénonciation s'émaille aussi d'une offuscation face à des pratiques de consommation des élites jugées superflues, luxueuses. Les dépenses du personnel politique sont dès lors doublement scandaleuses : parce qu'elles recourent la thématique de la gabegie mais surtout parce qu'elles illustrent une opposition de styles de vie. Par exemple, le montant de la rénovation du

logement de la première ministre suite à la prise de fonction de Pauline Marois en 2012⁹¹ rentre très directement en conflit avec le « choix du nécessaire » (Bourdieu 1979), un système de goûts populaires marqué par le refus des folies et la soumission à la nécessité. Il n'est d'ailleurs pas anodin que Claudie Chevrier mentionne notamment à ce propos ce qu'elle a retenu du coût des rénovation des toilettes (« *Excuse-moi mais tu vas aller chier pareil dans une toilette à 100 piasses ou à mille piasses (rires).* »).

Catherine Bérubé, 36 ans au moment de l'enquête, est venue rendre visite deux semaines à des amies qui sont saisonnières au *Camping des Palmiers* au Québec. Sa mère était « *femme au foyer* » et son père travaillait comme « *chauffeur de truck* », occupation professionnelle qu'occupent aujourd'hui ses deux frères. Elle a arrêté ses études après son secondaire 5. Depuis l'âge de 18 ans, elle participe à des compétitions de dressage de chiens et a créé il y a quelques années un site d'élevage canin en banlieue de Québec qu'elle exploite comme travailleuse autonome⁹². Abstentionniste intermittente, elle se souvient avoir voté trois fois dans sa vie, « *toujours libéral* » par crainte de l'indépendance du Québec, bien qu'elle ait apprécié le clip de campagne des conservateurs de l'élection fédérale de 2015, en cours au moment de l'enquête. Elle fait montre d'une certaine assise professionnelle, n'a jamais connu de période d'inactivité ni « *manqué d'ouvrage* » depuis qu'elle s'est lancée dans l'élevage canin. Participant à des concours canins, elle a pu par ailleurs s'impliquer au sein de la Société Canine de Québec qui en organise, ce qui l'amène parfois aussi à voyager à l'étranger. Toutefois, elle évoque une situation financière parfois « *compliquée* » qui ne lui permet pas de s'établir pour le moment comme entreprise enregistrée.

Catherine Bérubé : [*les politiciens*] C'est ... un peu comme tout le monde. Si t'avais la chance de faire autant d'argent sans rien faire, probablement que tu le ferais aussi. C'est plus dans ce sens-là, je pense, que ce sont des crosseurs. Ils vont se payer un voyage, mettons, en France. Et ils vont mettre ça sur leur compte de dépense. Et ils vont se payer les meilleurs restaurants, les meilleurs hôtels, les meilleures affaires, t'sais.

_ : *Ils se gâtent un peu ?*

Catherine Bérubé : Oh oui, et c'est nous autres qui payons ! Donc, c'est un peu dans ce sens-là que ... les gens disent ça.

_ : *Tu dis : « Ils font rien ».*

⁹¹ Certains de ses montants, sans qu'il ne soit possible de retrouver le montant précis des rénovations des toilettes, avaient notamment fait l'objet d'articles dans la presse au courant de l'année 2013, comme par exemple dans *Le Journal de Québec*, par ailleurs seul journal mis à la disposition de la clientèle du camping à la buvette. Voir par exemple : « Où vont vos impôts? Une installation de 400 000 \$ », *Le Journal de Québec*, 11 août 2013. <https://www.journaldequebec.com/2013/08/11/une-installation-de-400-000>

⁹² Catherine Bérubé occupe donc un statut similaire à celui d'auto-entrepreneur en France.

Catherine Bérubé : Ils font pas leur job ! On a de moins en moins d'hôpitaux. T'as de la misère à te faire soigner. Fait qu'ils font-tu leurs jobs ? Non, je pense pas. Ils construisent des ... supers beaux centres sportifs. Ok ! Mais où c'est qu'on se fait soigner ? Si t'es malade, **faut que tu passes un dix heures à l'urgence avant de réussir à voir un médecin. Fait que non, je trouve que ça a pas de logique.**

[...]

Catherine Bérubé : [*à propos des « importés »*] J'ai aucun problème. Si vous venez, tu veux venir vivre ici, c'est parfait. Je suis ouverte. Mais viens pas nous changer. Habitue-toi à nous.

_ : *Ça serait quoi les trucs qu'il faudrait pas changer par exemple ?*

Catherine Bérubé : Les trucs qu'il faudrait pas changer ... Comme le droit d'avoir un couteau à l'école. Tu sais, il y avait le couteau dans le turban. Mais pourquoi avoir un couteau dans une école ? **Ça a pas de logique.**

De manière comparable à Claudie Chevrier, bien que de façon plus décousue au fil de l'entretien, Catherine Bérubé développe une même conscience sociale triangulaire opposant ceux du haut, notamment les « *politiciens* » et ceux du bas, là-encore regroupant à la fois les « *importés* » et les « mauvais » pauvres, les « *profiteurs* ». De manière frappante, Catherine Bérubé illustre de façon très similaire ces représentations du monde social en mobilisant un même univers symbolique que Claudie Chevrier. À propos de ceux du haut, elle met par exemple en lumière un même décalage entre leurs dépenses professionnelles excessives, leur goût superflu condamnable (« *les meilleurs restaurants, les meilleurs hôtels* ») et le temps subi par les gens ordinaires en prise avec la « main gauche » de l'État (Bourdieu et al. 1993). À la différence que ce ne sont plus les professionnels de première ligne mais cette-fois ci les usagers qui en pâtissent dans son exemple. À propos du ceux du bas, elle revient sur le même exemple du « *couteau dans le turban* » en référence aux décisions de justice à propos du port du kirpan. Ces oppositions sociales sont là-aussi ponctuées de la même expression : « *Ça a pas de logique* ». Ce parallélisme souligne un même sentiment d'injustice, un même conflit de valeurs suscitant son indignation.

_ : *Depuis peu, il y a eu une réforme de l'assurance emploi. Et les gens qui refusent plus de trois offres d'emplois considérées comme convenables, ils peuvent perdre leurs allocations chômage.*

Catherine Bérubé : Moi, je trouve ça bien. Si t'es apte à travailler, regarde ... Vas-y ! Pourquoi on paierait pour toi ? Fait n'importe quoi ! Sois pompiste, invente-toi une job ! N'importe quoi mais travaille. Non ? (*rires*).

_ : *Mais parce que, mettons, tu penses qu'il y a de l'abus de la part de certains ?*

Catherine Bérubé : Oh oui ! Oui ! **Autant on disait tantôt les politiciens, des crosseurs. Mais il y en a autant dans le système ... Même chose ! Il y a de l'abus dans le système.** C'est aussi tôt qu'il y a ... On dirait qu'il y a du monde qui pensent comme juste à ça. Il y a une petite faille et ils vont chercher la petite faille. Il y a du monde qui sont là juste pour creuser une petite faille. Mettons que si tu sais que tu travailles pas pendant deux ans et que t'aimes ça à être chez vous à te pogner le cul et à avoir ton argent qui rentre tout seul, bah **ils vont tout trouver les petits défauts pour être capables de se faire payer ça tout le temps. Comme les politiciens qui se font payer les gros hôtels.**

— : *Tu mets ça un peu sur le même plan ?*

Catherine Bérubé : Oui ! C'est la même affaire ! C'est ... ce que tu peux avoir, tu en profites.

— : *Parce que dans les deux cas, ils vont un peu chercher les failles. Et ils profitent un peu ?*

Catherine Bérubé : C'est ça. Ils profitent. Ouais !

— : *Et qu'est-ce qui te dérange ... Qu'est-ce qui fait que ça marche pas ?*

Catherine Bérubé : Qu'est-ce qui fait que j'aime pas les profiteurs ? (*rires*). Le monde qui en ont vraiment besoin. **Toi après, si t'en as vraiment besoin, si t'es vraiment dans la merde, il y a tellement de monde qui en ont profité que là, toi, t'as de la misère à l'avoir.** C'est toi qui passes pour le méchant pour une fois que t'en as besoin. C'est ça que je trouve.

— : *Je comprends. C'est comme si ... ça venait ...*

Catherine Bérubé : Ça vient tout défaire. Pourquoi nos urgences sont si contingentées ? On a quoi ? La gang de petits vieux qui vont voir trois quatre médecins pour être sûrs d'avoir le bon diagnostic ... Va en voir un. T'as un diagnostic. Essaie-le. Si ça marche pas, on le change. Mais là, t'sais, j'ai une amie, elle, CSST⁹³. À la moindre petite affaire, CSST. Tout de suite, elle va profiter du système. Mais toi, quand t'arrives mettons, que tu te fais vraiment mal et que tu veux la CSST, t'as de la misère à en avoir. A cause de ceux-là qui ont ambitionné. Ambitionné ! (*rires*).

— : *Ils ont ambitionné ?*

Catherine Bérubé : Ambitionné ! À avoir trop, à se faire payer trop d'affaires. Fait que le système se renforce, comme tout.

Là encore, ces deux oppositions sociales, bien que visant des groupes sociaux très différents, sont présentées par Catherine Bérubé comme relevant d'un même phénomène social comparable (« *Ils vont tout trouver les petits défauts pour être capables de se faire payer ça tout le temps. Comme les politiciens qui se font payer les gros hôtels* »). Plus haut comme plus bas, les politiciens comme les prestataires de l'assurance-emploi profitent démesurément du « système » d'une manière indue. Dans les deux cas, ces comportements choquent notamment car ils contreviennent à une certaine éthique du travail populaire fustigeant la paresse (« *Si t'avais la chance de faire autant d'argent sans rien faire, probablement que tu le ferais aussi* » ; « *t'aimes ça à être chez vous à te pogner le cul et à avoir ton argent qui rentre tout seul* »), doublée ici dans le cas de Catherine Bérubé, travailleuse autonome, d'une éthique entrepreneuriale (« *invente-toi une job* »). Surtout, ils sont d'autant plus intolérables qu'un peu à la façon de la fable du berger mauvais plaisant, la somme de ces abus a pour conséquence directe un accès trop restreint aux ressources de l'État Social ou aux services publics pour celles et ceux qui en auraient « *vraiment besoin* » (« *Toi après, si t'en as vraiment besoin, si t'es vraiment dans la merde, il y a tellement de monde qui en ont profité que là, toi, t'as de la misère à l'avoir* »). Catherine Bérubé revient notamment à

⁹³ La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) était un organisme gouvernemental québécois chargé notamment de veiller à l'application des règlements de santé et de sécurité sur les lieux de travail ainsi que de l'indemnisation liés aux accidents de travail ou aux maladies professionnelles. Elle a été remplacée en 2016 par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

ce propos à plusieurs reprises sur l'encombrement des hôpitaux au Québec. Sans qu'elle ne le lie directement à sa propre trajectoire personnelle, elle évoque toutefois la genèse de son activité professionnelle comme travailleuse autonome suite à une longue période dans l'incapacité de travailler après un grave accident de voiture.

Sans nécessairement s'appuyer sur les mêmes objets de rancœurs ou d'indignation, sur des univers symboliques tout à fait identiques, ce même lien entre deux pressions sociales opposées que l'on subit, orchestrées ou facilitées par l'entremise de règles iniques de l'État, se retrouve également dans plusieurs entretiens réalisés au *camping du Bois*, en France.

B. « Les deux France »

Au *Camping du Bois*, en France, le même usage de l'expression « *c'est pas logique* » condense auprès de certains enquêté-e-s des représentations politiques et du monde social pour partie similaires, notamment une incompréhension mêlée de ressentiment face aux logiques perçues du fonctionnement des institutions étatiques. À l'exemple de Monique Caron, campeuse saisonnière de 79 ans, qui a travaillé comme ouvrière textile toute sa carrière dans deux usines de la région à Roubaix. Elle y a rencontré son conjoint, décédé peu avant l'enquête au camping, qui y travaillait comme mécanicien avant de prendre sa retraite. Elle a un fils qui a après avoir quitté l'école à 16 ans a trouvé un emploi en Belgique pour mieux gagner sa vie, lui aussi dans « *une usine de tissus* ». Au cours de notre entretien, elle évoque notamment la question des disparités de régime de retraite entre le secteur privé et le secteur public.

Monique Caron : La sécurité sociale ! Les impôts ! C'est comme ça. C'est ... sûr ! Non non, je trouve qu'il y a trop de personnel. Et puis quand on leur téléphone, il faut attendre un quart d'heure, vingt minutes avant de les avoir au téléphone. Ah oui, c'est ... Et puis, faut pas appeler à ... S'ils mettent en route à 9 heures, il faut pas appeler à 9 heures pile. Oh non ! Faut appeler à 9h05, 9h10. Parce qu'à 9 heures, ils sont pas encore installés. Enfin, mon point de vue à moi (*rires*).

_ : *Mais disons, dans ta confrontation aux impôts ou à la CAF, etc., t'as eu l'impression que ...*

Monique Caron : Moi, je trouve qu'ils ont belle vie. Je trouve qu'ils ont belle vie. Et puis, c'est des vacances de ceci. C'est des repos de cela. Non non, moi je trouve qu'ils ont belle vie. Pour moi ...

_ : *Tu dis « belle vie ». Parce qu'ils ont plus de droits ... ?*

Monique Caron : Déjà, les fonctionnaires, question de retraite, c'est 75% de leur dernier six mois qu'ils touchent en retraite. Nous, en privé, c'est 56 ... C'est 60% puisque je viens d'avoir celle de mon mari. C'est 60% de notre retraite qu'on touche. **C'est pas logique ! On a travaillé comme eux. On a payé des impôts comme eux.** Et au moment de la retraite, c'est nos 25 meilleures années. Et eux, c'est leur dernier six mois.

_ : *Et tu dis que c'est pas logique.*

Monique Caron : C'est pas logique ! C'est pas logique. Il y a deux France. Il y a deux sortes de Français. Ils sont ... Parce qu'ils sont fonctionnaires, ils touchent 70% ou ... 70 ou 75 % ? Je ne sais plus.

_ : *Je pense que c'est 75.*

Monique Caron : Donc, ils touchent 75% de leur retraite !

_ : *En fait, c'est injuste ?*

Monique Caron : C'est ça ! C'est injuste ! C'est injuste ! C'est pas normal. Non non, c'est pas ...

Monique Caron répète cette même formule pour souligner la disparité de traitement entre « deux sortes de Français », les fonctionnaires qui « *ont belle vie* » et les autres. L'opposition à ce que Monique Caron considère comme du personnel du secteur public⁹⁴ se joue également dans leur propension, selon elle, à rechigner à la tâche et à l'effort. Cette paresse, qui rend d'autant plus scandaleuse leurs avantages sociaux, est toutefois circonscrite à des employé-e-s occupant des tâches administratives, peut-être moins immédiatement perçues comme productives et faisant écho à la fois aux discours publics fustigeant la gabegie administrative de l'État et à ses propres expériences personnelles⁹⁵. Elle relie en effet la dénonciation de ce qu'elle considère comme une injustice – des régimes de retraite et des conditions de travail plus favorables dans le secteur public que dans le secteur privé – (« *On a travaillé comme eux. On a payé des impôts comme eux* ») à ses propres difficultés d'accès aux services de l'État (« *Et puis quand on leur téléphone, il faut attendre un quart d'heure, vingt minutes avant de les avoir au téléphone* »). Ce lien avec ses propres expérience personnelle est d'autant plus visible lorsque Monique Caron s'indigne par exemple du versement des allocations familiales aux mères célibataires ayant plusieurs enfants.

Monique Caron : Non, c'est pas normal. **Parce que dans tout ça, c'est nous qu'on paye.** Il y a pas ... C'est ... Moi, j'admets une mère célibataire ... J'admets. C'est normal qu'elle ... Mais maintenant, je dis, moi maintenant, une femme qui a un enfant, c'est parce qu'elle veut bien. Parce que maintenant, si tu veux pas d'enfants, t'en as pas. Surtout deux ou trois. Parce que là ... c'est pas la Vierge ! C'est pas venu par le Saint Esprit. **Donc, c'est pas logique.** Je trouve pas ça normal que t'es célibataire avec trois gosses. C'est pas vrai. Que ton mari t'ait laissé tomber et que tu te retrouves toute seule avec trois gosses, là, c'est pas pareil. Mais ...

_ : *Dans le fond, ce que je comprends, c'est qu'une partie de ses femmes là se déclareraient célibataires pour avoir plein d'aides ?*

Monique Caron : Bah oui. Elles ont des aides tout partout. Elles ont ... La mère célibataire, elle touche. Parent isolé, elle touche. Faut pas rigoler. **Non, moi, je trouve pas ça normal. Mais c'est la loi.** Moi, j'ai eu un enfant. J'ai rien eu. J'ai même pas eu de prime à la naissance parce que j'avais plus de 25 ans et trois ans de mariage. J'ai eu que dalle ! Rien ! Pas un centime. J'ai même dit que c'est

⁹⁴ En notant par ailleurs que ces agents, pensés comme relevant du giron de l'État, ne sont pas toujours fonctionnaires. Si les agent-e-s administratifs des finances publiques sont bien des fonctionnaires de catégorie C, les employé-e-s de pôle-emploi ou bien des caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM) relèvent du droit privé.

⁹⁵ Ces petits-enfants travaillent par ailleurs dans le domaine de la santé. Sa petite fille est infirmière. Son petit fils est aide-soignant.

malheureux que mon fils, il pisse. Autrement, je l'aurais mis sous globe. Bah ... Pas un centime. Parce qu'il est venu au monde après trois ans de mariage ... Et j'avais passé 25 ans.

Mêlée à des considérations morales et à l'adhésion à des modèles familiaux plus traditionnels, Monique Caron cherche à se distinguer socialement à la fois des mères célibataires ayant plusieurs enfants mais aussi aux critères de versements des allocations familiales. A mots couverts, elle semble surtout fustiger le caractère immoral des politiques natalistes qui inciteraient des femmes à multiplier les grossesses pour vivre des prestations sociales. Car sa condamnation morale vise principalement les femmes ayant choisi (« *C'est parce qu'elle veut bien* » ; « *Que ton mari t'ait laissé tomber et que tu te retrouves toute seule avec trois gosses, là, c'est pas pareil* ») au regard de son propre sentiment de ne pas avoir été assez soutenue par l'État à la naissance de son seul enfant⁹⁶ (« *J'ai eu que dalle ! Rien !* » ; « *Parce que dans tout ça, c'est nous qu'on paye* »).

Roger Catteau, l'un des plus anciens campeurs saisonniers du *Camping du Bois*, qui avait rencontré des difficultés à obtenir ses droits à la retraite à la fin de sa carrière comme ouvrier chaudronnier, mobilise-lui aussi cette formule. Au cours de l'entretien, suivant l'une des questions de ma grille, je l'interroge sur ce que lui évoque le terme de « *classe moyenne* ».

_ : *Parfois, à la télé ou dans les journaux, on parle de « classe moyenne ».*

Roger Catteau : Bah c'est ça la classe moyenne. C'est les petits ouvriers. Ah oui ! Moi, j'étais pas classe moyenne. J'étais la classe haute. Classe moyenne, c'est les malheureux. Ils gagnent 1200 par mois. C'est ça, la classe moyenne.

_ : *Toi, tu te dirais pas de la classe moyenne mais plus ... ?*

Roger Catteau : Non, j'étais plus haut. Je peux pas dire classe moyenne. Le salaire était assez haut. C'est ça ... T'as la classe moyenne. T'as la haute, ça, c'est les riches. La moyenne, non, moi, j'étais dans la moyenne. Et puis t'as la petite. C'était dans la moyenne que j'étais. T'as au-dessus chez les riches. Moi, je suis pas dans les riches (*rires*). Je suis dans la moyenne.

Tout en faisant parfois référence à une opposition de classe entre ouvriers et patrons, comme par exemple lorsqu'il évoque l'*Extase*, le club privé échangiste à toute proximité du *camping du Bois*, il se situe socialement cependant – sans nécessairement initialement reprendre le terme de classe moyenne sur lequel je le questionne – parmi la « *classe haute* » pour se distancier des « *petits ouvriers* ». Propriétaire de son logement, il a travaillé de 16 ans jusqu'à sa retraite dans la même usine (« *j'ai fait deux boites. Étant jeune, jusqu'à 16 ans. Et après chaudronnerie, carrément. J'ai*

⁹⁶ Les allocations familiales en France sont versées aux parents à partir de deux enfants à leur charge.

fini ma vie là-dedans »). L'entretien, alors centré sur ses perceptions du personnel politique, bascule rapidement sur son ressentiment fiscal.

__ : *Tu dis que tu les mets tous [les politiciens] dans le même sac. Est-ce qu'il y a une personnalité ou quelqu'un que tu sauves du lot ? Ou tous, ils sont dans le même sac ?*

Roger Catteau : Non, plus maintenant. Tout le monde, ils sont exactement pareils.

__ : *" Plus maintenant ". Mais est-ce qu'avant ?*

Roger Catteau : Avant, oui. Quand il y avait De Gaulle et tout ça ! Là, il y avait ... Hop ! Plus maintenant. Maintenant, c'est ... Comme je dis toujours, c'est « tous dans le même sac ». Ça serait l'un ou un autre, tu le verras quand ça va être les élections. Il va passer. Il va promettre ça. Tout ça. Ça sera pareil. Tu payeras encore plus. Ah oui ! **Et les fainéants, ils vont remettre les vignettes aux voitures !** Ils vont les remettre. Ils les ont remises au camion. Tu vas voir que sur les voitures, on va les ravoir. C'est certain. Ils en ont parlé de les remettre. Ils vont y être. Comme là, ils ont même dit qu'ils vont mettre la taxe sur les plaques de voiture. T'auras la plaque à vie. Et ça, ils vont le faire. Tous les ans, tu vas devoir payer. Ma fille, elle paye en Belgique.

__ : *Au Québec, c'est pareil*

Roger Catteau : Mais ils vont le mettre. Ils en ont parlé il y a 5 ans et ils vont la faire. Ton numéro, il va rester à toi. Et puis, terminé ! Des taxes, des taxes. Trouver les sous ! Ils ont pas de sous, ils vont trouver les sous partout. Pour ça ... J'y pense, dans le temps, on payait pas d'impôts. Mes parents, ils payaient pas d'impôts, rien. Et là, c'est immense.

__ : *On paye de plus en plus d'impôts ?*

Roger Catteau : T'as déjà les impôts, ça, ça allait. T'as les impôts. Nous, on est propriétaire. Après, t'as les fonciers ! Pour le garage et tout ... Dès que t'as un garage, tu payes des impôts. C'est énorme. Comme pour moi, plus t'as d'enfants qui travaillent chez toi, bah ils te doublent les impôts. Moi, je paye trois fois les impôts.

__ : *Pourquoi ?*

Roger Catteau : Bah mes enfants, ils vivent chez moi. Ils ont un salaire. Ils payent des impôts. Ils ont passé par trois. Ils ont un salaire, ils payent pas de loyers. Mais comme on a les impôts ... Leur nom est dessus. Trois fois, les impôts ! Il y a de l'abus. C'est pour ça que je le dis. Moi, je donne plus rien à l'État. Pourtant, la maison, elle est à moi. Et c'est eux qui vivent dans la maison. **C'est pas logique !** (...) si tu payes pas de loyer, tu devrais pas payer d'impôts. Pourquoi mes impôts à moi, ils augmentent ? C'est à moi qu'ils augmentent mes impôts. Bon, je sais bien qu'eux, ils me donnent ... On partage à trois. Mais c'est ça qui est pas logique. Bah ouais ! T'achètes une maison. Ça fait 35 ans que j'ai ma maison. Et maintenant que eux travaillent les deux, on a des impôts. C'est pas normal. On leur donne pas ... Je leur fais pas payer de loyers. **C'est pas logique.**

Là encore, l'expression « *c'est pas logique* » vient mettre en lumière le sentiment d'injustice face à un mode de calcul d'une fiscalité locale jugée déraisonnable (« *C'est pas normal. On leur donne pas ... Je leur fais pas payer de loyers* »). Ces enfants étant hébergés chez lui, même à titre gracieux, leurs revenus sont comptabilisés par l'administration fiscale, comme par exemple dans le calcul de possibles dégrèvements ou d'abattements concernant sa taxe d'habitation, auquel Roger Catteau n'aura plus droit⁹⁷.

⁹⁷ Comme à propos de ses droits à la retraite, l'analyse de l'entretien de Roger Catteau me confronte à ma propre capacité à comprendre sa situation administrative.

Alexis Spire souligne notamment en France la place particulière de la fiscalité locale dans le ressentiment populaire vis-à-vis de l'impôt. Par exemple, les mesures mises en place pour faciliter l'accès à la propriété immobilière, notamment au cours des années 2000, ont pu voir bon nombre de ménages des classes populaires nouvellement propriétaires se confronter - en réalisant leur rêve d'accession à la propriété - à une taxe foncière au mode de calcul indépendant du revenu et au coût financier auquel ils n'étaient pas nécessairement préparés. L'impôt, loin d'être perçu comme un possible outil étatique de redistribution sociale, est dès lors vécu davantage comme une spoliation injuste, enrichissant ceux du haut et rentrant en conflit avec la valorisation du travail (Spire 2018).

Une fois encore, l'incompréhension de Roger Catteau vis-à-vis du mode de calcul de l'impôt n'est pas sans visage et s'accompagne ici d'une opposition socialement située. S'il dénonce une parole politique à laquelle on ne pourrait se fier (« *Il va promettre ça. Tout ça. Ça sera pareil. Tu payeras encore plus* »), Roger Catteau fustige également la paresse du personnel politique (« *les fainéants* »), amalgamé par la suite à l'administration fiscale au moment d'expliquer sa propre situation personnelle (« *C'est à moi qu'ils augmentent mes impôts* »). Néanmoins, sur ma suggestion, un candidat à la primaire de la droite échappe finalement pour partie à ce jugement dépréciatif homogène.

__ : *Et ... un candidat à la primaire à droite, Bruno Le Maire ...*

Roger Catteau : Ah oui, lui, je l'ai entendu.

__ : *Il voulait pouvoir contrôler les comptes bancaires des gens au RSA pour éviter la fraude.*

Roger Catteau : Il y en a beaucoup qui font la fraude. Là-dessus, je suis d'accord avec lui. Là-dessus, oui. Parce qu'il y en a qui profitent. C'est même dégueulasse, même. C'est des spécialistes du chômage, même (*rires*).

__ : *Eux, du coup, ils cherchent rien ?*

Roger Catteau : Bah non, ils ont jamais travaillé. J'en connais. Ils ont jamais travaillé et ils vont être en retraite.

__ : *T'en connais ... de voisinage ?*

Roger Catteau : Oui oui. Ils vont être en retraite. Certains que je connais, ils ont jamais travaillé et ils vont être en retraite. Ils vont toucher la retraite.

__ : *Pas une grosse retraite alors ?*

Roger Catteau : Si. Parce que de temps en temps, ils faisaient des coups. Ils allaient en prison. Et la retraite, quand tu t'en vas en prison, elle paye !

__ : *Quand tu vas en prison, ta retraite augmente ?*

Roger Catteau : Oui ! C'est un truc qui est dégueulasse. Parce qu'en prison, tu travailles. T'as un salaire. Tu sors de prison, t'as des sous ! Ah oui, t'es payé quand t'es en prison.

__ : *Du coup, l'exemple que tu prenais, lui va avoir une retraite correcte ?*

Roger Catteau : Ouais, il va avoir quoi, 1200 ? Un truc comme ça.

__ : *Et il aura pas travaillé. Mais ces années de prison vont lui augmenter sa retraite ?*

Roger Catteau : Parce qu'il travaille pour l'État. C'est un truc qui est pas normal. Il y en a beaucoup qui font ça. Il y en a qui ont même pas de logements. Ils font un petit coup, par-ci, par-là. Hop, ils partent l'hiver en prison. Ils travaillent pas l'hiver et ils sont au chaud.

__ : *Ils font un délit exprès pour aller en prison ?*

Roger Catteau : Exprès pour aller en prison. Ouais, y'en a que je connais, ils le font exprès. L'été, ils sont dehors. L'hiver, ils sont en prison. Il y en a beaucoup comme ça. Et en prison, ils ont tout, la télévision et tout. Ils vont faire un magasin, ils se font arrêter. Ou attaquer une vieille personne ... Ils se trouvent en prison. Ils font ça. S'ils ressortent un mois après, ils refont pareil.

__ : *Ils y ont pas été assez longtemps dans le fond ...*

Roger Catteau : Bah voilà ! Mais eux, là-bas, quand ils sont en prison, ils travaillent.

__ : *C'est un peu ... Ok.*

Roger Catteau : C'est un truc d'État. C'est un truc qui est pas normal. C'est comme ceux qui font les attentats, tout le bazar, qu'ils relâchent après, c'est pas normal !

L'indignation de Roger Catteau suscitée par ce qu'il perçoit du fonctionnement étatique (« *L'État, qu'est-ce qu'ils font, ils ont pas de sens* ») s'inscrit dans une conscience sociale triangulaire qui condamne à la fois la paresse de ceux du haut comme de ceux du bas (« *les spécialistes du chômage* »), oisiveté moralement condamnable et permise, si ce n'est organisée, par la puissance publique (« *C'est un truc d'État. C'est un truc qui est pas normal* »). Toutefois, si l'anecdote que mobilise Roger Catteau à propos des anciens détenus à la retraite est tout aussi douteuse⁹⁸ qu'apparemment scandaleuse, on peut sans doute mieux la comprendre au miroir de ses propres difficultés à faire valoir ses droits à la retraite, premier sujet qu'il aborde dès que l'entretien s'écarte du récit de vie pour interroger davantage ses rapports à la politique. De la même façon que Monique Caron se scandalisait principalement des mères célibataires touchant des allocations familiales pour évoquer directement son désarroi de ne pas avoir été soutenue financièrement tandis qu'elle élevait son fils unique, on peut donc s'interroger quant au sens à porter à la colère de Roger Catteau face à ce « *truc dégueulasse* » et s'il doit seulement s'interpréter comme un ressentiment univoque envers les personnes ayant été incarcérées. Les visions du monde qu'il mobilise, tout en s'appuyant sur des représentations dépréciatives de détenus présentés comme incarcérés volontaires, sont davantage à comprendre comme le produit d'une somme d'expériences pratiques et personnelles que de conceptions théoriques et sont sans doute ici principalement nourries de ses propres confrontations infructueuses auprès de sa caisse de retraite.

La dénonciation d'un fonctionnement étatique injuste au service des puissants et de plus bas que soi – encapsulée par la formule « *c'est pas logique* » – est par ailleurs mise de l'avant par

⁹⁸ Le salaire minimum des détenus en France étant fixé à 1,60 euros par heure en 2020. Le SMIC habituel ni le code du travail ne s'appliquent en prison. Voir à ce propos la note « Travail en prison » disponible sur le site gouvernemental service-public.fr : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14153>

des enquêté-e-s en France (comme au Québec) plus largement et sans nécessairement employer cette expression. Martine Thery, ancienne employée d'un Restaurant Universitaire (RU) dans la métropole lilloise aujourd'hui à la retraite passe l'été au *camping du Bois* avec Laurent Gabet, son conjoint, qui a travaillé une grande partie de sa carrière comme ouvrier dans les travaux publics avant de travailler « *dans le nettoyage* » pour bénéficier de conditions de travail moins pénibles. Bien qu'ils aient voté tous les deux pour François Hollande, alors président de la république en exercice, aux élections présidentielles de 2012, ils ont cependant quelque chose à lui reprocher.

Martine Thery : Moi, il y a qu'une chose que je reproche en lui [*à François Hollande*]. Tu vas me dire ... Je suis pas contre ceux qui travaillent pas. Là-dessus, j'ai ... Mais t'en as qui veulent pas travailler. T'en as qui cherchent mais t'en as qui cherchent pas, vraiment, qui ne cherchent pas. Moi, je le sais. Je les ai vu. Je sais ce que c'est. Quand tu vois ça, hein ? T'as beau sortir le soir, tu sors jusqu'à des deux heures du matin. Et puis après, t'arrêtes. Et le lendemain, tu dois aller voir une place. « Oh bah j'ai pas su me lever ». J'en connais.

Ce sentiment d'une forme de laxisme de l'État, incarné ici par le président de la république, vis-à-vis de mauvais pauvres « *qui cherchent pas* » s'ancre également dans une mauvaise expérience personnelle. Martine est propriétaire d'un petit logement en banlieue de Lille qu'elle a loué à un jeune couple.

Laurent Gabet : Un appartement de cas soc'.

Martine Thery : Et ils avaient tout défait. Et la tapisserie. Et quand ils sont partis ... Plus de tapisserie, plus rien. Et le plafond, jaune de chez jaune. Et quand c'est comme ça, tu peux pas réclamer parce qu'ils travaillent pas. Ils sont au RSA.

Laurent Gabet : « RSA, on touche pas ». On peut pas toucher aux RSA.

Martine Thery : Tu peux pas toucher aux RSA quand ils travaillent pas. Quand ils rendent abimés, tu peux pas toucher. Tu rends pas la caution ...

_ : *Tu gardes la caution mais tu peux pas la toucher ?*

Martine Thery : Tu gardes la caution. Mais tu peux pas réclamer d'argent.

_ : *Tu gardes que la caution parce qu'ils sont au RSA.*

Martine Thery : T'as pas le droit. Elle est bête, la loi, hein ?

Laurent Gabet : C'est simple. « RSA, on touche pas ». C'est leur loi. Il y a pas qu'Hollande, il y a aussi Sarko.

Ce couple remet l'appartement dans un état que Martine Thery juge particulièrement déplorable. Qualifiés de « *cas soc'* » par Laurent Gabet, Martine et lui insistent particulièrement sur le fait que les locataires étaient au RSA au moment de quitter le logement. Si l'incapacité à maintenir le logement propre fait écho à une inaptitude – et une faute morale – plus large à maintenir un soi « discipliné » face aux rigueurs du travail (« *c'est des gens qui vont se coucher à*

des deux heures du matin. Et ça picole »), le fait qu'ils bénéficient de l'aide sociale prend une toute autre importance quand un agent du CCAS⁹⁹ les reçoit à leur demande et leur explique les conditions de possibles dédommagements futurs (« *On va dire : " Mais si, ils vont rembourser 20 euros par mois ". Bah tiens ... J'attends les loyers depuis le mois de mars »*). La paresse des mauvais locataires est dès lors perçue comme récompensée par une « *loi bête* » de laquelle on se distingue (« *C'est leur loi* »). L'expression « *RSA, on touche pas* », que répète à plusieurs reprises Laurent Gabet, vient souligner un traitement différencié jugé injuste du monde d'en bas par le monde d'en haut, incarné cette fois indistinctement par le président en exercice tout comme par son prédécesseur (« *C'est leur loi. Il y a pas qu'Hollande, il y a aussi Sarko* »).

Ce rapport au politique, dans d'autres circonstances personnelles, est également particulièrement structurant pour Danny Ferrand et Vanessa Tibot. Danny gagne au moment de l'enquête un revenu mensuel au-dessus du salaire moyen¹⁰⁰ (« *Là, c'est pas le meilleur des jobs. Mais bon, je pars du principe qu'à rien foutre pendant huit heures et être payé 3000 euros ...* »). Cependant, loin de sa présentation un peu bravache, c'est au prix d'un déplacement professionnel pesant et dans le cadre d'une supervision ponctuelle d'un chantier. Au cours de leur séjour au camping – et de plusieurs soirées et après-midi à discuter avec eux – je suis le témoin à de nombreuses reprises d'échanges à propos de leur ressentiment vis-à-vis de plusieurs institutions gouvernementales, notamment les Caisses d'Allocations Familiales (CAF). Si le ménage connaît au moment de l'enquête une relative aisance financière, ils ont connu une période particulièrement difficile l'année précédente à la suite du décès accidentel de leur premier enfant en bas âge.

Une conscience sociale triangulaire nourrie des difficultés d'accès aux prestations de l'État social.

Extraits de carnet de terrain.

Camping du Bois. 14 août.

En fin d'après-midi, Danny vient fumer une clope sur notre campement. Nous engageons une conversation qui se poursuit sur le patio de son mobile-home, rejoint plus tard par sa compagne Vanessa. Il me raconte notamment qu'il a participé à l'émission de télévision *Tous ensemble*¹⁰¹. Ayant des

⁹⁹ En France, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est un organisme public chargé localement de venir en aide aux personnes les plus fragiles. Il est notamment responsable de l'aide sociale, notamment du RSA pour les bénéficiaires considérés comme les plus éloigné-e-s d'un retour rapide à l'emploi.

¹⁰⁰ Le salaire moyen net en équivalent temps plein est de 2250 euros par mois en 2015, soit au moment de l'enquête. La comparaison avec son salaire est rendue plus incertaine car je ne pense pas à lui faire préciser s'il parle de son salaire brut ou net.

¹⁰¹ Adaptation française de l'émission de télévision étatsunienne *Extreme Makeover: Home Edition*, également diffusée en France sous le nom *Les maçons du cœur*.

compétences dans le bâtiment, il avait été sollicité dans le cadre de cette émission pour aider à rénover la maison d'une famille méritante mais dans le besoin. Il insiste sur le fait que le programme était fortement scénarisé. Comble de l'ironie, la famille aidée avait finalement revendu la maison une fois rénovée pour déménager dans le Sud. « *Quand tu vois que quand toi tu demandes, t'as rien* ». Je lui demande de préciser. « *Et même à la CAF ! C'est pas qu'on court après la CAF* ». Il m'explique qu'après le décès de leur enfant en bas âge, Vanessa n'a subitement plus touché son congé maternité, ce qui a ajouté à leur détresse morale une situation financière précaire. « *On a tout perdu d'un coup* ». La CAF leur a refusé leur demande d'accommodements financiers tandis que le couple peinait à faire face aux frais funéraires de plusieurs milliers d'euros. « *Quand on voit ce qu'ils donnent aux étrangers ... Et je suis pas raciste. Je travaille avec toutes les nationalités. Mais quand on allait à la CAF, ils faisaient la queue pour toucher les alloc* ».

Camping du Bois. 31 août.

Danny qui me voit passer en voiture à mon arrivée au camping me propose de passer prendre un verre sur sa terrasse par SMS. Il me raconte la fin de semaine à laquelle je n'ai pas assisté : le dernier repas de la saison sous le chapiteau, l'énervement de Luc Rousseau, vexé de ne pas avoir été convié personnellement par la famille Dubois ou encore l'arrivée inattendue d'un groupe de pêcheurs particulièrement « *lourds avec les filles* ». Puis, au détour de ces commérages sur le camping, Danny et Vanessa me racontent les difficultés qu'ils ont éprouvées à la suite du décès de leur fils notamment avec des institutions publiques, la CAF mais aussi l'Assurance Maladie afin d'obtenir la CMU-C¹⁰². Une interaction avec une agente les a particulièrement marqués. Vanessa plante le décor : « *Dès que je l'ai vu, j'ai dit à Danny que c'était une sale conne, que ça allait mal se passer* ». Vanessa la connaît car elle est la mère d'une amie d'enfance. Danny décrit l'interaction : « *Elle nous a jeté à la gueule nos papiers un par un. " Ça, c'est pas rempli. Il manque tel formulaire "* ». Vanessa se justifie : « *Au final, il manquait une fiche de paye, la pauvre fiche de paye. Parce que je faisais des ménages. Donc certains moins, j'avais quatre employeurs différents même si c'est la même boîte d'intérim* ». Danny demande à parler à son supérieur « *Nous, on vient de perdre un enfant. On est perdus* ». Il s'énervait, finit par insulter la guichetière. Les deux repartent sans avoir complété ni transmis leur dossier à leur caisse d'assurance-maladie. Vanessa de commenter : « *Quand on voit qu'en fait, pour avoir de l'aide, faut être voilée ou étranger. Et on a eu des preuves de ça. Le couple qui arrive, la femme voilée, le mari qui dit au guichet : "Toi donner mon chèque". Et la fille au guichet, elle savait pas quoi faire. Sa collègue lui a dit de laisser faire et d'accepter leur dossier. Alors que nous, on arrive et pour une pauvre fiche de paye ...* ». Au-delà même de leur démarche infructueuse, Vanessa est surtout meurtrie par l'attitude « *Pète plus haut que son cul* » de l'agente. Elle « *se prend pour du monde parce qu'elle a un bon travail. Parce que, eux, ils sont pas inquiets. Ils ont leur salaire qui rentrent à la fin du mois quoi qu'il arrive, c'est des situations bien confortables* ». « *Sa fille, elle se prenait pour une grosse bourge* ». Je lui demande de préciser. Vanessa m'explique : « *Bah à l'époque [du lycée], tout ça parce qu'elle partait en bac général ... Mais même avec Bac+3, c'est pas sûr qu'elle ait trouvé du travail ...* ». Danny de conclure : « *Nous, on a réussi à se démerder pour s'en sortir sans rien demander à personne* ». Cependant, leur récit souligne plutôt qu'ils ont réussi à s'en sortir, bien que personne n'ait pris au sérieux l'urgence de leur demande.

Camping du Bois. 2 septembre.

Nous partageons avec Marilou un barbecue sur le patio de Danny et de Vanessa. Christopher et sa compagne Audrey nous ont rejoints avec leurs trois enfants. Danny s'amuse d'une conversation professionnelle : « *J'ai eu l'air con avec ma chargée d'affaire tout à l'heure. Elle me parlait de Pokémon Go. Et je lui demande ce que c'est ...* ». Quelques minutes plus tard, toujours à propos de cette

¹⁰² La CMU-C (Couverture Maladie Universelle) –aujourd'hui nommée Complémentaire Santé Solidaire – assure une prise en charge intégrale des frais de santé couverts par la Sécurité Sociale à la condition d'être au RSA (Revenu de Solidarité Actif) ou d'avoir de très faibles revenus.

application, Danny s'adresse à Christopher, sur un ton entendu : « *Ils devraient faire un Pokémon Go pour les chômeurs, pour qu'ils cherchent du travail* ». Christopher rit et surenchérit :
_ *C'est clair. Après, il y a trop d'aides dans ce pays. C'est ça le problème. Mais il y a pas de travail non plus*
_ *Bah regarde, moi, j'ai pas fait ma déclaration trimestrielle pour mes déplacements. Bah ils m'ont sucré la CAF.*
Ils cherchent pas à comprendre ».

Ces extraits de carnet de terrain soulignent tout particulièrement comment le rapport aux administrations en milieu populaire est d'abord ancré dans des expériences concrètes (Siblot 2005). Les récits de Danny et Vanessa de leurs interactions aux guichets sont marqués par des indignations comparables. Le monde du haut, ici incarné par l'agente qui les reçoit à la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) (« *Elle se prend pour du monde parce qu'elle a un bon travail* » ; « *pète plus haut que son cul* ») répartie une aide publique en privilégiant le monde du bas (« *Quand on voit qu'en fait, pour avoir de l'aide, faut être voilée ou étranger* »), au détriment des « bons » pauvres, ceux sur laquelle la fatalité s'abat (« *Nous, on vient de perdre un enfant. On est perdus* ») de manière injuste et arbitraire (« *Ils cherchent pas à comprendre* »). À cette forme de solidarité publique dévoyée, Danny et Vanessa préfèrent souligner et valoriser, au cours de ces soirées pendant lesquelles nous discutons, des formes de soutiens privés, basés sur les réseaux d'interconnaissance et de proximité : le « *patron* » accommodant qui verse une avance de salaire pour les dépanner lorsque Danny n'arrive pas à obtenir son congé paternité, un ami qui leur dépose un chèque dans leur boîte aux lettres après avoir entendu parler de leurs difficultés financières – montant que Danny s'empresse de rembourser dès qu'il le peut. Face à la complexité de règles d'attribution de droits sociaux que l'on connaît mal, le rejet de formes étatisées et publiques de solidarité s'accompagne de la valorisation de « *l'entraide* » entre pairs, celle réciproque sur laquelle on peut compter (Vanessa Tibot : « *On a tous connu la misère. On sait que ce qui reste c'est l'entraide* ») et sur laquelle on a prise.

Aussi n'est-il pas anodin que Danny fasse par exemple le lien entre sa participation à l'émission *Tous ensemble* et les Caisses d'Allocations Familiales. En effet, ce programme consiste à surprendre une famille méritante mais malgré tout plongée dans une situation de grande précarité en lui construisant une maison neuve ou en rénovant son domicile grâce à la mobilisation de solidarités locales. Cette mise en scène télévisuelle d'une solidarité ample, permise par l'action conjuguée de bénévoles, ancrée localement et conditionnée au mérite s'oppose par plusieurs

aspects à la perception d'une protection sociale anonyme, soumise à des critères de répartition complexes et jugés injustes et déconnectés des efforts personnels. Danny Ferrand revient également au cours de l'entretien qu'il m'accorde sur le soutien du *Secours Populaire* dont ils bénéficient pendant une courte période.

Danny Ferrand : Nous, quand on s'est retrouvé dans la merde pendant un mois, on a bénéficié du Secours Populaire. Il a fallu quand même que je lutte. Et tout le monde m'a dit : « T'es complètement con ». Parce que moi, dans ma tête, c'était ... bénéficiaire du Secours Populaire, c'est la honte. Enfin, pas la honte mais ...

Vanessa Tibot : C'est moi qui y allais. C'est moi qui allais chercher la nourriture.

Danny Ferrand : Pour moi, c'était tout ce que mes ancêtres ont fait ... Enfin, ils se sont toujours battus. Enfin, comme j'ai dit au père, « putain, tu t'es battu par toi-même en travaillant pour avoir ta maison ». Et il me dit : « mais mon pauvre vieux, la vie des années 80 et la vie d'aujourd'hui, c'est pas pareil ». Du coup, je suis reparti en déplacement. Je suis revenu. Le premier truc que j'ai fait, je leur ai donné 100 euros. Ils m'ont tous regardé, ils m'ont dit : « T'es complètement con ». Bah je dis : « Non. Parce que tu vois, maintenant, vous m'avez aidé. Vous avez aidé ma femme et ma petite. Et maintenant, si les 100 euros peuvent bénéficier à une famille ... ».

La « *lutte* » pour bénéficier de ce soutien ne fait pas ici référence à des difficultés d'accès mais bien au sentiment de « *honte* » sociale que Danny peut toutefois conjurer et sur lequel il garde une certaine emprise. En effet, dès son retour de son premier déplacement professionnel, dès la première paye touchée, Danny s'empresse d'aller y faire un (contre-)don financier d'une centaine d'euros et peut ainsi se racheter symboliquement.

Dans cette sous-partie, j'ai cherché à montrer comment un certain nombre de mes enquêtés en France et au Québec mobilisaient des formes pour partie comparables de conscience sociale triangulaire tout en dénonçant de manière similaire des logiques de fonctionnement de l'État jugées iniques ou rompant avec le sens commun. Conscience sociale triangulaire, rapport défiant à l'État, politique du ressentiment ; la mise en lumière de ces formes de rapport au politique, même dans une perspective comparée, n'est pas nouvelle en soi. Toutefois, j'ai cherché à montrer comment pression sociale du haut, du bas et sentiment d'injustice face aux logiques de fonctionnement perçues de l'État pouvaient s'entremêler et s'exprimer au travers d'univers symboliques complexes, souvent ancrées dans des expériences personnelles ou celles de proches. Ce même sentiment d'injustice se comprend également mieux une fois réinscrit dans les positions sociales intermédiaires occupées parmi les classes populaires rencontrées, revendiquant avec fierté la capacité de « *se démerder pour s'en sortir* » tout en n'étant pas à l'abri d'avoir besoin d'être aidé.

II. Des rapports au politique équivoques et divers

Ce ressentiment vis-à-vis de l'État recoupe dans les deux espaces nationaux à la fois des thématiques de redistribution et des enjeux liés à la diversité culturelle et parfois des formes d'oppositions à des groupes racisés ou à des expressions publiques de la différence religieuse. Toutefois, son interprétation tout comme sa signification politique sont plus équivoques. D'une part, ces « autres sociaux » sont suffisamment variables et plastiques pour interroger le sens à porter à ces indignations. D'autre part, ce rapport au politique, bien que majoritaire parmi les enquêté-e-s ici présenté-e-s, n'est pas homogène parmi l'ensemble des campeurs et campeuses rencontré-e-s. Ces divergences sont à réinscrire pour une part dans les contextes nationaux de ces terrains de recherche. Elles font écho également aux trajectoires sociales des enquêté-e-s, notamment à leur proximité ou non avec des proches eux-mêmes bénéficiaires de l'aide sociale ou bénéficiant d'allocations chômage, et pouvant être plus facilement renvoyés pour partie au monde « du bas ».

A. Contextualiser socialement et nationalement le rapport au politique

Les éléments politiques présentés jusqu'ici touchent à la fois aux rapports à l'État, notamment à la protection sociale mais aussi à la perception de la diversité culturelle. Ils sont d'ailleurs régulièrement mis en avant ces dernières années par certains travaux scientifiques, notamment des travaux comparatistes mobilisant des données de sondage, pour expliquer la montée des partis dits « populistes », et notamment leurs succès auprès des franges de la population moins éduquées et moins aisées à travers le globe. La notion de chauvinisme social (*welfare chauvinism*) c'est-à-dire une préférence nationale à accorder dans l'attribution de prestations sociales au détriment des populations immigrées, se situe par exemple précisément à l'intersection de ces deux enjeux.

Ainsi, à titre d'illustration, sur la base de traitements de base de données statistiques, comme par exemple l'*European Social Survey* (ESS), ces partis sont parfois présentés comme davantage à même de séduire les perdants de la mondialisation, les électeurs de la classe ouvrière, en mobilisant des programmes politiques défendant des politiques de *welfare chauvinism* (Mewes et Mau 2013). Ces affinités électorales s'expliqueraient à la fois en raison de considérations d'ordre socio-économique. Les étrangers seraient perçus par ces groupes sociaux les plus précaires comme une menace à leurs propres accès à l'État social. Mais ceux-ci se tourneraient également vers ces

partis pour des raisons davantage culturelles, notamment leur propension à l'autoritarisme dans la lignée des travaux de Lipset (1959). Parallèlement, d'autres recherches soulignent que les succès électoraux de leaders catalogués comme populistes – tels que Donald Trump aux États-Unis ou Nigel Farage au Royaume-Uni – seraient liés à leur capacité à rallier en Amérique du Nord comme en Europe les votes des *economic have-nots*, notamment en flattant leurs valeurs plus conservatrices et leur crainte du changement provoqué par l'immigration¹⁰³ (Inglehart et Norris 2016).

1. Des oppositions à des « autres sociaux » parfois équivoques

Or, le tableau du rapport au politique de ressentiment que j'ai présenté plus haut me semble plus nuancé et bien plus équivoque pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les oppositions sociales que mobilisent ces enquêté-e-s sont parfois ambivalentes. Par exemple, si Claudie Chevrier au *camping des Palmiers* se dit « *insultée* » et se distancie bien des « *importés* » ou des bénéficiaires de l'aide sociale non sans une grande violence, elle le fait principalement au regard de ce qu'elle juge être un traitement différencié de l'État en faveur de ces groupes sociaux. Cette distanciation équivoque se dénote d'ailleurs dans un rejet paradoxal, parfois accompagné de projections de soi accomplissant un *reverse passing*, un déclassement volontaire à la fois social et racial (Pagis et Yon 2019) pour enfin elle-aussi bénéficier des faveurs et de la considération de l'État (« *Tu te dis, bah ostie, je vais dire que je suis migrante, d'abord* »). Cette présentation de soi n'est pas sans rappeler celle de Sylvie Mercier au *camping du Bois* en France qui, mobilisant une conscience sociale triangulaire comparable, s'imaginait porter une djellaba puisqu'« *ils font plus rien pour nous* », au désarroi de son époux (Sylvie Mercier : « *Si on rame pas, on mange pas. Alors que t'as les migrants qui passent. Dès fois, tu te dis : « Je vais me mettre un machin, une djellaba »*).

En fait, ce rapport au politique ressemble davantage par de nombreux aspects à ce qu'analyse Katherine J. Cramer à propos de la politique du ressentiment parmi ces enquêté-e-s en milieu rural au Wisconsin. En soulignant les frontières sociales et raciales que mobilisent ces

¹⁰³ Ces perspectives mobilisant un facteur « culturel » et des oppositions identitaires peuvent faire penser à des analyses plus circonscrites à nos deux cas nationaux. Par exemple, Laurent Bouvet en France ou Matthieu Bock-Côté au Québec ont pu se faire les critiques d'une gauche présentée comme multiculturaliste qui aurait abandonné, qui les « catégories populaires » (2015, 138), qui les « populations régionales ou rurales » (2010, 239), au profit de revendications identitaires minoritaires. Ce constat parallèle, au vu des différences de gestion de la diversité culturelle en France et au Québec, peut à juste titre paraître surprenant.

propres enquêté-e-s pour se situer socialement et produire des discours politiques, Cramer souligne que si celles-ci sont bien nourries par moment par des représentations racistes ou xénophobes, elles ne s'expliquent pleinement et sont très directement imbriquées « au sentiment de ne pas recevoir sa juste part » (Cramer 2016, 87, ma traduction), c'est-à-dire à des formes bien plus larges de contestation du rôle et du fonctionnement de l'État.

De plus, contrairement aux travaux présentés plus haut, il est difficile d'établir des liens clairs ou causaux entre ce rapport au politique et des préférences partisans ou des votes. Tout d'abord, bon nombre des campeurs et campeuses développant un tel rapport au politique n'ont pas voté pour des partis catalogués comme « populistes » sur les scènes partisans. Mais surtout, ce rapport au politique semble pour partie déconnecté des enjeux du champ politique lui-même et davantage inscrit dans des représentations politiques et sociales bien plus vastes. Si Claudie Chevrier vote pour le Parti conservateur, elle accompagne toutefois ses discours critiques autour du kirpan d'une dénonciation assez homogène du personnel politique et ne justifie pas sa pratique de vote sur cette base. Catherine Bérubé, tout en mobilisant un univers symbolique très semblable à Claudie Chevrier sur des thématiques similaires, ne vote plus et déclare avoir voté quant à elle pour le Parti libéral les rares fois où elle s'est exprimée lors de scrutins. De la même façon, en France, si Laurent Gabet et Martine Théry lient bien leur critique du laxisme de l'État vis-à-vis des « *cas soc'* » à François Hollande, le président en exercice au moment de l'enquête, on peut le comprendre davantage comme une personnalisation de la puissance publique puisqu'ils l'associent par la suite également à son candidat rival au second tour de la présidentielle de 2012 et ancien président, Nicolas Sarkozy. De la même façon, Roger Catteau est critique du fonctionnement de l'État, incarné par le président en exercice au moment de l'enquête, François Hollande, quand bien même ses propres difficultés à partir à la retraite à 60 ans sont liées à des réformes des régimes de retraite mises en place par le parti de Nicolas Sarkozy pour qui il avait voté dans le passé.

2. *Des affinités électives entretenues avec un certain ethos populaire*

Ce qui frappe, ce sont bien davantage les échos de ce rapport au politique avec un certain ethos populaire tel qu'il a pu être décrit par exemple en milieu ouvrier en France et qui apparaît de manière comparable sur le terrain québécois. En France comme au Québec, ce qui n'est « *pas logique* » pour ces enquêté-e-s renvoie principalement à une rupture avec l'exigence de stricte égalité entre pairs qu'analyse par exemple Florence Weber (2009) et que j'avais illustré dans le

chapitre 2 par exemple au travers des pratiques de loisir privilégiant les jeux de hasard ou d'habileté dans les deux campings étudiés. Il fait également écho à la valorisation du travail comme démonstration de sa valeur morale (Schwartz 2012 [1990] ; Lamont 2002) que j'avais analysé également en soulignant comment le camping était un espace de loisir actif, voire un lieu de – ou associé au – travail pour bon nombre des campeurs et de campeuses y séjournant. Le camping, notamment au *camping des Palmiers*, est parfois le terrain des premières socialisations au travail pour les jeunes adolescent-e-s de plusieurs des familles y résidant et mis à contribution au cours de la saison par la direction du camping pour l'entretien de ses espaces verts. Tandis qu'en France, le *camping du Bois*, également un espace de loisir actif, est tout à la fois un espace directement associé au travail pour bon nombre de résidents. Un certain nombre d'entre eux occupent un mobile-home dans le cadre de déplacements professionnels sur des chantiers de la région.

Cette valorisation du travail est par ailleurs mise de l'avant assez centralement par plusieurs des enquêté-e-s développant ce rapport au politique de ressentiment dans les entrevues qu'il m'accorde, à l'image de Claudie Chevrier qui insiste sur l'importance de la valeur du travail, notamment dans l'éducation de ses enfants.

Claudie Chevrier : Moi, je suis radicale de même. Je suis quelqu'un de très sévère. Oui, les enfants ont été élevés sévèrement sur mon bord. Parce que mon mari, c'était oui à tout. Mais moi, je suis assez sévère. Mais je me disais que quelque part, **il faut pas que tu attendes ton chèque. Il faut que tu aies le gout de te lever le matin pour dire : « Bon bah regarde ! »**. Même si c'est une journée par semaine qu'ils travaillent, les obliger au moins à une journée, quelque chose comme ça, les valoriser si tu veux. Parce qu'il y a rien de valorisant à être assis et à attendre un chèque au début du mois. En tout cas, moi, je trouverais pas ça valorisant.

La valeur du travail y est présentée par Claudie comme directement liée à la crainte de voir ses enfants devoir vivre du bien-être social dans le futur (« *Il y a rien de valorisant à être assis et à attendre un chèque au début du mois* »). Mais loin d'être seulement perçue sous un jour éducatif et instrumental, elle est aussi une valeur morale solidement ancrée. On l'a vu déjà, cette même dimension morale est particulièrement structurante du rapport au monde de bon nombre des enquêté-e-s, notamment en ce qu'elle permet de reconnaissance sociale. On pourrait multiplier les exemples le soulignant. Marcel Boisvert, le conjoint de Jeanne Francoeur, la cinquantaine, ouvrier agricole dans la région, porte constamment avec lui au *camping des Palmiers* son « *Paget* », son téléavertisseur. Malade du cœur, il multiplie toutefois les démarches pour pouvoir continuer de travailler, jusqu'à faire fermer son dossier auprès de la CSST (« *soignez moi ou donnez-moi une job que je suis capable de faire* »).

Extrait de carnet de terrain : Le travail et la santé.

Camping des Palmiers. 21 mai 2016.

De retour un an après mon terrain de recherche au *camping des Palmiers*, je suis hébergé par Jeanne Francoeur et Marcel Boisvert dans leur tente-roulotte. Le matin, Marcel prend de nombreux médicaments au déjeuner. La veille, il m'avait prévenu qu'il prenait un « *bol de cornflakes* » de pilules chaque matin. « *Tout ça pour son coeur* », souligne Jeanne, inquiète. Il m'explique qu'il a été arrêté pendant 9 semaines après une opération du cœur mais que c'était une « *opération de jour* », que les médecins lui avaient juste rentré une sonde dans l'artère pour l'opérer et qu'il avait insisté pour retourner travailler le lundi matin. Un accord avait été pris avec les médecins et son patron. Il a d'ailleurs également insisté par la suite pour clore son dossier auprès de la CSST. Il pourrait être arrêté et indemnisé jusqu'à sa retraite mais il préfère travailler en négociant auprès de son patron pour ne pas réaliser des tâches trop lourdes. Au cours de l'entretien qu'il m'avait accordé quelques mois plus tôt, celui-ci avait insisté sur le fait que « *ne pas aller travailler, pour moi, c'est pas normal, premièrement* ».

Luc Rousseau, 67 ans, ancien ouvrier-papetier à la retraite, souriant, rigolard, parfois colérique sous le chapiteau sans qu'on ne sache toujours s'il est sérieux ou pas, devient grave et – sans que je ne m'y attende ni que je sois capable de réagir adéquatement – ne peut retenir ses larmes après avoir évoqué ses années d'apprentissage avec des maîtres imprimeurs durant son adolescence au cours de l'entretien qu'il m'accorde avec sa compagne dans son mobile-home.

Ce rapport au politique, dans ce qu'il comporte parfois d'oppositions à des groupes sociaux pensés plus bas que soi, renvoie par ailleurs également à des formes de catégorisation sociale ordinaire mobilisée dans les deux campings eux-mêmes entre campeurs et campeuses. J'ai pu revenir dans le chapitre 2 sur les oppositions/mises à distance opérées entre campeurs et campeuses eux-mêmes (entre ceux du haut et ceux du bas au Québec ; en opposition aux « *cas soc'* » en France) et sur les formes de hiérarchisations sociales à l'œuvre, qui font écho par certains aspects aux formes d'opposition à un « *ils* », un « *autre social* » plus bas que soi.

De plus, loin de permettre une lecture univoque et transférable aisément sur les scènes partisans, ces données d'enquêtes nécessitent d'être réinscrites dans les contextes nationaux dans lesquels elles se situent, ce qui manque souvent dans les grandes comparaisons internationales.

3. Un rapport au politique à réinscrire dans les contextes nationaux

Parmi les enquêté-e-s que rencontre Katherine J. Cramer, le ressentiment vis-à-vis de l'État et de réglementations jugées ridicules est souvent appuyée sur la base d'exemples mettant en scène le département des ressources naturelles (DNR). Partie émergée de l'iceberg étatique, ce département occupe une place centrale dans les représentations de l'action étatique, notamment

dans des zones rurales où bon nombre des personnes rencontrées travaillent dans des activités impliquant l'exploitation des ressources naturelles et occupent leur temps libre en pêchant ou en chassant (Cramer 2016, 155). Et c'est donc aussi (et peut-être surtout) à ce titre qu'il faut analyser le soutien de ces individus pour un État moins interventionniste. Travaillant sur les rapports à l'impôt en France, Alexis Spire parle quant à lui du « clair-obscur » de l'État social et invite à analyser les rapports à l'impôt à l'aune de la perception/visibilité et des niveaux de connaissance de l'action publique que mobilisent les contribuables (Spire 2017). De fait, les zones de clarté de l'État et de ses interventions ne sont pas identiques en France et au Québec. Elles renvoient également à des manières de se représenter l'espace social qui sont mûries par les contextes et les histoires sociales nationales. Les données me manquent pour proposer une telle analyse systématique. Je relève toutefois ici quelques éléments épars à titre d'hypothèses pour éclairer cette comparaison en soulignant comment cette même exigence d'égalité en France et au Québec prend des formes variables, marquées par des structurations différentes des systèmes de protection sociale et des imaginaires sociaux nationaux. Des analyses complémentaires seraient nécessaires pour préciser si – et en quoi – les différences de structuration plus objectives des États sociaux – distinguant par exemple un État social canadien libéral et un État social français au modèle davantage corporatiste conservateur (Esping-Andersen 1999 [1990]) – ont des impacts ou non sur le rapport au politique. Je m'astreins ici à étayer mon analyse en me basant sur ce qui ressort de mes données empiriques d'entretien et d'observation¹⁰⁴.

Au *camping du Bois*, la centralité des Caisses d'Allocations Familiales (CAF) dans l'expression du ressentiment envers l'État peut se comprendre à l'aune des tensions générées par la fracture numérique et le moindre accompagnement des usagers dont me font part certains campeurs (Brygo 2019). Mais surtout, chargées à la fois de verser les allocations familiales, les aides au logement mais aussi des prestations liées aux politiques d'insertion ou du filet social, les Caisses d'Allocations Familiales remplissent à la fois des objectifs pour partie assistanciers et pour partie davantage universalistes de la protection sociale et sont encore des lieux de passage et parfois de confrontation d'usagers aux profils sociaux variés (Dubois 1999). De fait, certains campeurs, comme Danny Ferrand et Vanessa Tibot ou encore Jérémy Declercq, illustrent souvent des formes

¹⁰⁴ Ma grille d'entretien a été initialement orientée autour des débats politiques animant le champ politique plus que sur les rapports à l'État *stricto sensu* et mes observations se sont limitées aux espaces de loisirs et n'ont pas été étendues aux interactions aux guichets ou dans le suivi des démarches d'accès à la protection sociale des enquêté-e-s rencontrés.

de conscience sociale triangulaire au travers d'anecdotes personnelles ou rapportées ayant eu lieu à la CAF ou la concernant (Danny Ferrand : « *Je travaille avec toutes les nationalités. Mais quand on allait à la CAF, ils faisaient la queue pour toucher les alloc* »). C'est aussi la crainte d'un contrôle de la CAF qui alimente parfois les discussions au camping et souligne des rapports de ressentiments mêlés de défiance vis-à-vis d'un État jugé insuffisamment protecteur et intrusif. Toutefois, du fait d'un système de protection sociale plus fragmenté et organisé à la fois au palier fédéral, provincial et municipal, un tel équivalent fonctionnel des Caisses d'Allocations Familiales est difficile à trouver au Québec¹⁰⁵.

De la même façon que l'appréhension savante ou compétente de la politique au Québec nécessite de pouvoir se repérer centralement entre différents paliers de gouvernement, structurés par des scènes partisans distinctes, animés par des débats et des thématiques pour parties différentes également, la compréhension du système de protection sociale au Québec est parfois difficilement lisible pour certain-e-s enquêté-e-s au *camping des Palmiers* en raison de la division – et parfois du partage – des compétences entre le Canada et le Québec en la matière. À l'image de Janie Viau, 31 ans, qui a cessé de travailler comme employée dans la restauration rapide pour s'occuper de ses enfants dont l'un d'entre eux a reçu un diagnostic de Troubles de déficit d'attention (TDA). Celle-ci se refuse à faire la demande d'une aide du gouvernement dont lui ont parlé ses proches et qu'elle a retrouvé par la suite sur internet.

_____ : La demande, tu dois la faire ou si tu devais la faire, si t'avais voulu la faire ?

Janie Viau : C'est sur internet que j'ai vu ça. Mais je sais pas c'est à quel gouvernement qu'il faut ... Je sais pas si c'est au fédéral ou au provincial qu'il faut faire la demande. Mais j'ai vu ça sur internet. Tu fais remplir ça par ton médecin, le psychiatre qui te ... te donne la médication.

Les raisons de son non-recours sont multiples (Warin 2016). Si elles rejoignent des considérations morales que j'analyserai par la suite, elles sont également le produit d'une difficulté de compréhension et d'accès au programme lui-même (« *je sais pas c'est à quel gouvernement* ») »

Si au *camping des Palmiers*, certains répondants mobilisent des discours semblables dénonçant une protection sociale trop généreuse pour ceux plus bas que soi, ceux-ci visent moins souvent une organisation gouvernementale précise et ont davantage tendance à s'illustrer dans des

¹⁰⁵ Si les Caisses d'Allocations Familiales relèvent bien d'une compétence départementale d'action sociale en France – et peuvent parfois verser des prestations aux mêmes titres que les CCAS au niveau municipal - cette dimension décentralisée n'est pas prégnante dans la perception qu'en ont les enquêté-e-s en France et n'est pas comparable à la situation distinguant provinces et état fédéral dans l'organisation de la protection sociale au Canada.

portraits sociaux de connaissances ou d'archétypes sociaux dont on fustige la lâcheté. Effet sans doute moins national que lié au recrutement générationnel plus jeune des campeurs et des campeuses rencontré-e-s au Québec, c'est toutefois bien davantage la Direction de la Protection de la Jeunesse (DPJ) – une autre institution étatique qui comme la CAF en France est au contact à la fois de ces campeurs et du « monde d'en bas » - qui alimente les blagues (« *T'appelleras la DPJ. Ils vont venir te chercher* » pour rétablir auprès de son enfant son autorité parentale) les ragots et les conversations de plusieurs ménages québécois rencontrés. Comme par exemple Céline Massicotte qui me raconte l'intervention de la DPJ chez sa voisine au cours de notre entretien.

Céline Massicotte : Et elle, elle était dans la cour avec mon chum. La DPJ, elle est arrivée. Tu sais, c'est quoi la DPJ ? Fait que la DPJ, elle est arrivée. Là, Guy dit : « Ça va pas bien. C'est la DPJ. Je suis sûr ». Fait qu'elle, elle s'est en allée. Elle est allée les voir. « Vous cherchez quelqu'un ? Oui, c'est bien moi ». « On part avec les enfants ». Elle a dit [L'agente de la DPJ] : « On a eu des plaintes, plusieurs plaintes de quoi que votre mari maltraitait les enfants. On part les enfants. Si vous voulez vous en venir, vous venez tout de suite. Mais les enfants restent plus avec lui ». Fait qu'elle est partie avec eux autres. Lui, il est revenu de travailler. Il était parti travailler. Quand il est revenu de travailler, je lui ai annoncé l'heureuse nouvelle que la DPJ était partie avec sa femme et ses enfants. Il a pris l'avion et il est reparti en France.

Sans doute en partie parce que la respectabilité sociale au *camping du Bois* comme au *camping des Palmiers* pour les jeunes ménages se jouent dans leur capacité à faire montre de leurs dispositions éducatives et de leurs bons soins envers leurs enfants.

Extraits de carnet de terrain.

Camping des Palmiers. 10 juillet.

La soirée Bingo du vendredi soir s'est prolongée autour du rond de feu de Marianne Blanchet. J'y participe avec une demi-douzaine d'autres campeurs et campeuses. Au cours de la soirée, Marianne évoque le fait qu'elle est choquée qu'une « *dame sur le BS* » ait laissé sa fille en maillot de bain circuler dans la salle des fêtes pendant le bingo. La nuit était en train de tomber et il faisait froid (« *Tu peux pas rhabiller ta fille !* »). Je lui demande de préciser. « *Tu connais pas, c'est le bien-être social* ». Elle m'explique qu'elle ne sait pas si cette personne vit sur l'aide sociale mais qu'elle en avait le look « *grosse* », les cheveux rasés poivre et sel. Elle m'explique que ces comportements là l'enragent « *Parce que c'est nous qui payons pour eux autres* ». Je souligne qu'enrager est un verbe fort. Elle précise. « *Ca me fâche* ». Venir au camping, payer la saison, pour Marianne et son conjoint, « *c'est un luxe* ». Est-ce normal que des gens qui ne travaillent pas puissent se le payer aussi ? Selon elle, beaucoup des bénéficiaires de l'aide sociale travaillent mais sans déclarer leurs revenus. Certains ménages feraient beaucoup d'enfants pour toucher d'importants montants d'allocations familiales sans s'en occuper. Philippe me parle d'un « *ami à Montréal* » qui aurait 13 enfants et toucherait près de 6000 dollars pour s'en occuper (« *Il faut les nourrir avec ça, c'est vrai* »). Philippe relève que « *des noirs, des chinois, quand ils arrivent ici, ils font des métiers plates mais, eux, ils trouvent du travail* ». Ce qui montre bien que « *les gens sur le BS veulent des grosses jobs alors qu'ils ont pas de diplômes* » et qu'ils sont « *lâches* ». Les douanes auraient même arrêté des gens sur le BS qui partaient en vacances à l'aéroport. Marianne, quant à elle, connaissait à Québec un couple proche de chez eux qui avaient de nombreux enfants dont ils ne s'occupaient pas. Ils s'achetaient par contre beaucoup de caisses de bière. Un des

enfants, affamé, était allé frapper chez la voisine. « *C'est pour ça que la politique ... ça ne m'intéresse pas* ». Tout le groupe approuve. Je lui demande de préciser. Pour Marianne, il y aurait beaucoup de choses à régler, de choses « qui ne tournent pas rond ». Elle a vu sur internet que des pédophiles ayant abusé des dizaines d'enfants ne sont condamnés qu'à 6 mois de prisons tandis qu'un vol de bière dans un dépanneur est plus lourdement sanctionné pénalement. Elle est surtout outrée que la DPJ ne fasse pas son travail et laisse faire.

Ici, la mobilisation de frontières sociales et symboliques permettant de se hiérarchiser entre campeurs débouche sur une conversation plus large sur les représentations de l'espace social dans son ensemble, distinguant notamment les « *BS* », doublement condamnables car fainéants et ne s'occupant pas de leurs enfants. Le laxisme, voire la complaisance de l'État, illustré ici par l'inaction de la DPJ vis-à-vis de ces groupes sociaux, alimente en retour un rejet de la politique partisane et de ses représentants du monde d'en haut.

Ainsi donc, en France comme au Québec, si je retrouve parmi plusieurs enquêté-e-s des formes comparables de conscience sociale triangulaire prenant à partie le fonctionnement de l'État et les critères de justice qu'on en perçoit, ce ne sont pas nécessairement des institutions étatiques aux fonctions comparables qui sont principalement pointées du doigt. Toutefois, les institutions de l'État social ou chargées de mission de service public les plus conspuées sont celles que partagent les enquêté-e-s avec les groupes sociaux qui sont plus bas qu'eux et dont ils cherchent à se distancier. De telles différences nationales se nichent également dans les discours sur les pressions sociales perçues comme venant du bas.

Ces éléments de divergences sont également notables par exemple dans les discours politiques concernant les ports de signes religieux en France et au Québec. Au *camping des Palmiers* au Québec, les représentations de l'espace social que j'ai pu analyser plus en détail de Catherine Bérubé et de Claudie Chevrier sont elles aussi couplées à des formes de ressentiment vis-à-vis des principes de justice qu'elles perçoivent du fonctionnement étatique. Elles ciblent notamment elles-aussi des programmes assistanciers trop généreux ou aux conditions d'accès trop larges, notamment le programme d'aide sociale appelé familièrement « *bien-être social* ». Cependant, sans être le décalque de débats politiques partisans, leurs réactions présentent également des porosités avec des controverses publiques concernant les critiques du modèle

interculturel québécois¹⁰⁶ (Bouchard 2011). Dans un article récent, une équipe de politistes cherchent à expliquer la plus forte désapprobation au Québec des politiques d'accommodements raisonnables en comparaison des autres provinces canadiennes. Écartant l'hypothèse d'une société québécoise plus raciste que le reste du Canada, cette étude met de l'avant un plus fort sentiment anti-religieux au Québec, legs de la révolution tranquille, qui expliquerait la plus grande opposition au Québec vis-à-vis de tels accommodements sur une base religieuse (Dufresne et al. 2019).

Or, au *camping des Palmiers*, bon nombre des enquêté-e-s, sans d'ailleurs nécessairement réagir aux débats autour du projet de loi de charte des valeurs québécoises, mettent en avant une identité sociale d'abord nationale et majoritairement pensée comme francophone et catholique. L'opposition eux-nous s'organise principalement autour d'un « nous-catholique » opposé à un eux « non-catholique », voire à un « ils non-catholiques » : un monde du bas autorisé à l'ostentation publique de ports de signes religieux, comme le kirpan, et un monde du haut restreignant la place des signes religieux catholique de la majorité. En effet, loin de se démarquer par des vifs sentiments anti-religieux, ils et elles s'indignent surtout des retraits des symboles catholiques dans l'espace public, par exemple le crucifix à l'Assemblée Nationale ou dans les écoles. À l'image de Céline Massicotte, 43 ans au moment de l'enquête, qui a travaillé plusieurs années comme préposée aux bénéficiaires avant de s'occuper à temps plein de ses deux jeunes filles et qui m'accorde un entretien dans sa tente-roulotte pendant le goûter de ses enfants en la présence de son conjoint, Guy.

Céline Massicotte : Bah je te dirais que ça fait à peu près ... quoi, deux trois ans, Guy ? Qu'ils ont commencé ces histoires des turbans avec le Allah.

Guy Massicotte : Oh ... Ça fait ...

Céline Massicotte : Mais le gros du boom, c'est v'là deux trois ans maximum, tu sais. Parce qu'avant ça, oui, on les voyait. Oui, on en entendait parler. **Mais ils ne nous infligeaient pas leurs décisions, de nous obliger à enlever la croix à la salle là-bas¹⁰⁷. Tu sais, on était pas obligés. On les laissait faire ce qu'ils avaient à faire. Mais laissez-nous faire ce qu'on a à faire.** Ils sont à veille de nous demander d'enlever les statuettes de Jésus au-dessus des écoles (...) Moi, tu vois, je suis pas raciste, pantoute. Les petites filles qui restent à côté de chez nous, justement, elles viennent d'où, Céleste ?

Sa fille : Isra ... En arabe.

Céline Massicotte : Oui, c'est des arabes. Mais ... En tout cas, je suis pas raciste pantoute. La madame, elle est voilée mais pas le visage. Mais elle m'a expliqué c'était pour quoi. Et j'ai compris. Je respecte

¹⁰⁶ Déclinaison provinciale du multiculturalisme canadien, l'interculturalisme est lui aussi un modèle libéral de gestion de la diversité ethno-culturelle au Québec. Il s'en distingue dans la prise en compte du fait que la majorité québécoise francophone est toutefois minoritaire à l'échelle du continent.

¹⁰⁷ Il n'est pas clair dans cet extrait d'entretien si « *la salle là-bas* » fait référence à l'Assemblée Nationale ; ce qui, si c'était le cas, viendrait souligner à nouveau la distance qu'entretient Céline Massicotte avec le champ politique et ces lieux de pouvoir.

ça. Ils viennent de faire leur Carême, leur espèce de Carême, l'Armada. Et puis c'est correct. J'ai respecté ça avec eux autres. Et puis je leur ai demandé de m'expliquer c'était quoi. C'est quoi ce que les enfants ont le droit de manger, de ne pas manger, qui a le droit et qui n'a pas le droit. Je respecte ça. Mais respecte mon chez nous. Mon chez nous, il y a des signes de Jésus chez nous. Je prie pas tous les soirs. Je me mets pas à genoux à côté de mon lit à dire : " Seigneur Jésus ". Ça se passe en dedans.

Les « *histoires de turbans* » que relève Céline Massicotte la font principalement réagir au regard des débats concernant la présence de signes religieux catholiques dans l'espace public auxquels elle s'identifie. Ce qui choque Céline Massicotte n'est peut-être pas tant le port de signes religieux par des minorités culturelles mais bien davantage la rupture avec l'attente d'une stricte égalité en la matière.

Céline Massicotte : Eux autres, ils ont le droit de se promener avec des couteaux. Nos lois, ça a toujours été que personne avait le droit de se promener avec un couteau sur la rue. Mais eux autres, à cause de leurs religions, les jeunes à 10 ans, ils ont le droit. Mais là, ça marche pas. Mais ils veulent nous obliger à tolérer leurs lois. Mais ils tolèrent-ils les nôtres ?

L'identification sociale à un groupe national marqué par ses liens passés communs avec le catholicisme¹⁰⁸ fait écho plus largement à la construction nationale franco-canadienne et à l'emprise de l'église catholique dans le cadrage du mythe national au Québec de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle jusqu'à la révolution tranquille (Rousseau 2005). Or, loin d'être le produit d'une adhésion à une laïcité antireligieuse (Baubérot 2015), c'est au contraire dans la négociation avec une subjectivation nationale encore marquée par une histoire commune pensée comme religieuse que se positionnent la plupart des campeurs et campeuses au *camping des Palmiers*.

Mais par exemple, est-ce que t'avais entendu parler un peu de la charte des valeurs québécoises l'an passé, toi ?

Hugues Lemelin : Non ...

: Le débat autour de la charte des valeurs ...

Hugues Lemelin : Ah, ça, j'ai trouvé ça ... Pas correct. Parce qu'ils mettaient les minorités et puis faire payer la majorité. Ils jugeaient une minorité, mettons des voilées et ci et ça. Et là : « Pas de signes religieux, et patati, et patata ». C'est ça, là ...

Ainsi, pour Hugues Lemelin, 61 ans, commis dans un magasin d'une grande chaîne de pharmacie au Québec, les débats sur la charte des valeurs et la promotion d'une laïcité plus stricte et se rapprochant du modèle français dans son interdiction du port des signes religieux pour les fonctionnaires, ne sont « *pas corrects* ». Puisque qu'ils auraient pour conséquence de « *faire payer*

¹⁰⁸ La plupart de ces enquêtés-e-s insistent par ailleurs sur le fait qu'ils et elles ne sont pas pratiquant-e-s

la majorité » catholique en questionnant la place des signes religieux patrimoniaux dans l'espace public. Comme le souligne la sociologue Geneviève Zubrzycki :

Le Québec a beau s'être sécularisé en profondeur, la religion y survit en établissant un « nous » constitué d'ex-catholiques ou de catholiques culturels qui s'oppose à un « eux » non catholique, voire un « nous » non religieux qui s'oppose à un « eux » religieux. (...) Ainsi, des débats qui semblent centrés sur une laïcité menacée par l'altérité religieuse des immigrants portent aussi – voire avant tout – sur le passé religieux des Québécois et sur leur rupture radicale, mais incomplète, avec celui-ci pendant la Révolution tranquille. Les religions qui semblent en faire l'objet (l'islam, le judaïsme orthodoxe et le sikhisme) sont les mêmes qu'en Europe occidentale, mais, au Québec, c'est le catholicisme, à la fois au cœur et en marge de ces débats, qui en détermine vraiment le fond. (Zubrzycki 2020, 186-187)

Au *camping du Bois*, en France, la conscience sociale triangulaire de certains des enquêté-e-s mobilise bien un « ils » parfois représenté comme divers culturellement ou religieusement. On retrouve par exemple ces éléments dans l'opposition de Vanessa Tibot aux « voilées » dont les dossiers seraient traités en priorité par la CAF ou à la proposition bravache de Sylvie Mercier de s'habiller en djellaba pour enfin obtenir des prestations sociales. Toutefois, ces oppositions sociales – à l'exception de certains enquêté-e-s pratiquants comme Marie-Hélène Dubois, la mère du propriétaire du camping – sont moins vécues autour d'un « nous-catholique ». Lorsque ces enquêté-e-s prennent position par exemple sur la question du port des signes religieux dans l'espace public, l'exigence d'une stricte égalité entre pairs ne porte pas sur le maintien de signes religieux catholiques patrimoniaux dans un espace public républicain. Elle se joue bien davantage dans des exemples de la vie quotidienne et les propres contraintes vestimentaires ou sociales qu'ils et elles peuvent également subir. L'intransigeance face au port d'un niqab s'accompagne de désintérêt envers le port d'un foulard islamique davantage comparé à une casquette ou un chapeau, et même de sa défense.

_ : *Un autre truc qui est un peu passé ... Je sais pas si vous avez suivi ce truc-là. Mais le premier ministre, Manuel Valls ...*

Danny Ferrand : Je vois où tu veux en venir. Mais vas-y, vas-y, je te laisse finir.

_ : *Ah bon ? (rires). Il a déclaré il y a quelques mois que ... selon lui, il faudrait interdire le voile à l'université. C'est déjà interdit à l'école, là. Mais dans le fond, ça l'est pas à l'Université.*

Vanessa Tibot : Partout ...

Danny Ferrand : Bah je vais te répondre ...

Vanessa Tibot : Tu veux te voiler, tu restes chez toi !

Danny Ferrand : Bah ça se défend. Parce qu'on prétend être un pays en démocratie. Donc ... Les valeurs de la France, c'est Liberté, Égalité, Fraternité. Après, c'est pas que je suis contre. Le voile, oui ... Mais pas les trucs de Belphegor comme je les appelle. **Parce que toi, on va te casser les couilles sur ta bagnole comme quoi faut pas que t'aies les vitres teintées.** On va te casser les couilles parce que c'est ... Après, il l'a dit très méchamment, ce connard, d'ailleurs.

_ : *T'as trouvé que ... ?*

Danny Ferrand : Il a pas vraiment mis du tact dans ce qu'il a dit. En gros, il faisait comprendre qu'il était hors de question ... Comme la polémique qu'il y avait eu à la même époque pour le judo. Les championnats olympiques, tu représentes je sais plus quoi ... Elle représente son pays. J'estime qu'elle a le droit de ... **Pourquoi nous on a le droit de s'habiller tout en blanc le jour des Jeux Olympiques. Et elle, elle a pas le droit de s'habiller pour représenter son pays avec son turban sur la tête.** Enfin, avec son voile, pardon.

Vanessa Tibot : Ça oui. Mais moi, c'est la djellaba. Ça non.

Danny Ferrand : Oui, la tenue de Belphégor.

Lorsque j'interroge Danny et Vanessa sur une proposition du premier ministre de l'époque, Manuel Valls, d'interdire le port du voile à l'université sur le modèle des interdictions de ports de signes religieux en milieu scolaire en France, Vanessa est de prime abord vindicative (« *Tu veux te voiler, tu restes chez toi* »). Toutefois, sa réaction est surtout liée à l'indétermination du terme « *voile* ». Son conjoint Danny précise sa pensée. Il trouve scandaleux le port d'un voile couvrant le visage (« *la tenue de Belphégor* »), notamment au regard d'autres contraintes à rester identifiable dans l'espace public auquel il est lui-même soumis (« *Parce que toi, on va te casser les couilles sur ta bagnole comme quoi faut pas que t'aies les vitres teintées* »). Mais cette exigence d'égalité, à rebours, s'applique également au port du seul voile islamique qu'il compare à une perruque ou à une casquette. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il défend tout aussi vigoureusement le droit à porter un voile durant par exemple des compétitions sportives. Laurent Barry, ouvrier dans une usine proche de la frontière belge, défend un argument tout à fait semblable et propose un même distinguo.

Laurent Barry : Je suis pas raciste, hein. Mais je vois pas pourquoi on peut pas aller en bikini là-bas. Et eux, ils arrivent ici avec la djerba et tout le reste en mode inconnu. **Tu peux pas rentrer à la banque avec ton casque de motard. Moi, j'ai un blouson qui se ferme complètement. Avis de tempête. Je peux pas me promener en ville avec ça. Je ferais peur à tout le monde. Alors pourquoi, eux, ils peuvent ?**

_ : *Tu trouves que c'est injuste dans le fond ?*

Laurent Barry : Ah oui, c'est ça. Ils ont une religion. On la respecte. Tu veux aller dans une mosquée. T'enlèves tes chaussures. Tu fais ce que tu veux. T'enlèves tes chaussures, tu rentres. Comme eux, quand ils doivent rentrer dans une église ... chrétienne, il y a des trucs à faire et ils les font.

_ : *Mais si je me fais l'avocat du diable, on pourrait dire qu'un voile, ça cache pas le visage. Donc, on pourrait reconnaître la personne.*

Laurent Barry : Avec que les yeux ?

_ : *Non mais mettons, juste un voile. Pas mettons une burka où on voit pas ...*

Laurent Barry : Ouais. Je parlais plus de la burka. Je sais pas trop les termes. Mais je parlais plus de la burka. **Bah un voile, non. Une voile, c'est comme si tu mettais un chapeau. C'est pas un problème, ça.** Non, je parlais de la burka mais je savais pas le nom. Je parlais de ça. En mode inconnu, quoi. Non, ça me dérangerait pas ! Il y a des femmes qui mettent des chapeaux, des foulards. Nous, on met des casquettes. Non, ça je m'en fous. Non, c'est le mode grillage.

Là encore, l'opposition entre un voile couvrant le visage inacceptable et la banalité d'un foulard comparé à une casquette s'appuie sur un principe de justice d'égalité de traitement (« *Tu peux pas rentrer à la banque avec ton casque de motard* »).

Cet effort comparatif visant à contextualiser nationalement la perception du port des signes religieux et ses liens avec les consciences sociales triangulaires que peuvent développer les enquêté-e-s rencontré-e-s en France comme au Québec n'équivaut pas à tracer des lignes de démarcation étanches et rigides entre les deux pays sur cet enjeu. L'opposition aux ports de signes religieux au Québec peut également s'appuyer par moment sur des considérations d'ordre vestimentaire, et ne pas faire écho à certaines représentations de l'identité nationale québécoise¹⁰⁹. De la même façon, certains enquêtés en France peuvent également s'opposer viscéralement au port d'un voile ne couvrant pas le visage, notamment les enquêtés les plus âgés ayant participé dans leur jeunesse aux guerres coloniales menées par la France en Algérie, ou encore par exemple Patrick Leduc, qui tout en se montrant sur la réserve au cours de notre entretien, insiste sur le fait qu'il a « *toujours eu un problème avec ... certains ... européens ... d'Afrique du Nord* ». Toutefois, ces éléments invitent à considérer avec prudence les analyses présentant de façon homogène et univoque des classes populaires portant leur vote vers des partis dits « populistes » car tourmentées par une « insécurité culturelle » (Bouvet 2015).

Ces éléments de comparaison soulignent également que ces rapports au politique sont loin d'être homogènes. Aussi, leur étude nécessite également de prêter attention aux cas déviants. Si le rapport au politique de ressentiment que j'ai pu présenter est majoritairement partagé, j'ai également pu constater des variations parmi certains des enquêté-e-s rencontré-e-s, en France comme au Québec. Cette question des rapports au politique nécessite donc de ne pas présupposer d'une homogénéité politique des classes populaires (Peugny 2015) et de les saisir en étant attentif aux possibles différences entre franges des classes populaires rencontrées.

¹⁰⁹ Notamment en réaction à des enjeux politiques débattus au Canada. Quelques semaines après mon enquête au *camping des Palmiers*, et en réaction à des débats politiques à propos du port du « voile intégral » au Canada et de l'autorisation du vote à visage couvert, plusieurs articles de presse se font l'écho d'électeurs au Québec venus voter avec un sac de carton sur la tête lors des élections fédérales pour illustrer leur désapprobation. Voir par exemple : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/743532/voter-sac-patates-elections-federales>

B. Des modes d'appréhension pluriels du politique

Le rapport au politique de ressentiment que j'ai pu analyser jusqu'ici s'appuie notamment sur une conscience sociale triangulaire arrimée à une contestation des principes de justice de l'État. Toutefois, ce rapport au politique, s'il n'est par ailleurs pas nécessairement propre aux milieux populaires, n'est pas partagée de manière homogène et univoque parmi les enquêté-e-s rencontrés.

Au contraire, comme le soulignent d'autres enquêtes sur le sujet, parmi les enquêté-e-s les plus précaires, ou celles et ceux les plus établies, parmi les « mieux lotis » (Misset et Siblot 2019) ce que l'on comprend du fonctionnement de l'État, notamment social, ne fait pas nécessairement l'objet de telles indignations. Partagé-e-s entre distance et/ou résignation face au fonctionnement ordinaire de l'État, ces enquêté-e-s peuvent ponctuellement mobiliser eux aussi une conscience sociale triangulaire mais de façon davantage latente. Autrement dit, la conscience sociale triangulaire des classes populaires est une manifestation importante d'un certain rapport au politique mais qui ne se comprend pleinement qu'à l'aune des propres positions sociales des agents qui la mobilise et de leurs propres rapports à l'État. Une meilleure connaissance des fonctionnements administratifs de l'État, de plus grandes proximités sociales avec des proches bénéficiant de l'aide sociale ou encore des positions sociales aux marges du groupe social des campeurs et campeuses ici étudié sont autant de facteurs qui contribuent à développer des rapports au politique plus nuancés ou distincts.

Sylvie Duval, la compagne de Luc Rousseau, au *camping du Bois*, parle très longuement au cours de l'entrevue qu'elle nous accorde dans le mobile-home de son conjoint de « *trucs aberrants* ». Propriétaire de son logement à Calais, celle-ci met en avant les différences sociales séparant sa famille de celle de son conjoint, ancien ouvrier papetier ayant du commencé à travailler dès l'âge de 14 ans et qui lui réside toute l'année au camping dans un mobile-home depuis la séparation avec son ex-compagne. Contrairement à Luc Rousseau, Sylvie Duval n'est pas issue du monde ouvrier – son père travaillait comme représentant de commerce (« *il était VRP ... Il vendait des grues, des échafaudages, des ... bulldozers, tout ça* »). Elle compare l'entrée précoce de son conjoint sur le marché du travail à son propre parcours. En effet, Sylvie a pu entamer des études techniques commerciales (« *tout ce qui était comptabilité, sténo, dactylo. Tu vois ? Tout ce qui était vraiment très féminin* »). Par la suite, elle quitte cette formation et occupe comme employée

différents postes de secrétariat dans le secteur bancaire, immobilier puis finalement dans une sucrerie de la région.

Sylvie Duval : J'ai commencé à travailler, j'avais 19 ans. J'ai ... Mais c'était pas la même façon chez moi. On faisait des études et puis ...

_ : *Qu'est-ce que tu veux dire par " chez moi, c'était pas de la même façon " ?*

Sylvie Duval : Bah parce que, Luc, il s'est retrouvé au travail par nécessité. Alors, envers tes parents que t'étais avec ta famille. Que ta mère, elle t'a dit : « Tu vas au travail ». Tandis que sans être ... trop fière, j'avais une famille aisée. Donc, on allait pas au travail.

_ : *Donc, t'as pu poursuivre tes études plus longtemps.*

Sylvie Duval : Voilà. C'est ça. Plus longtemps. J'avais la possibilité. Voilà.

Assez longuement, Sylvie Duval commente les logiques de fonctionnement qu'elle perçoit de l'État. C'est là encore notamment l'absence de progressivité dans l'accès à des prestations sociales ou dans la fiscalité qui l'interpelle grandement et nourrit un vif sentiment d'injustice.

_ : *Parfois, on entend parler de la " classe moyenne " à la télé ou quoi ...*

Sylvie Duval : J'ai jamais compris ce que ça voulait dire, la classe moyenne. Qu'est-ce que c'est que la classe moyenne ? Qu'est-ce qu'ils entendent par la classe moyenne ? C'est-à-dire que la classe moyenne, c'est ceux qui sont toujours taxés et qui payent pour tout le monde. Pour moi, c'est ça. Maintenant, après, qu'est-ce que c'est, la classe en-dessous de la classe moyenne ? Ça représente qui et quoi ?

Luc Rousseau : Le petit peuple.

Sylvie Duval : Le petit peuple ? Bah ouais mais c'est quoi, le petit peuple ? C'est nous ? Alors, ceux en dessous de nous, c'est quoi ?

Luc Rousseau : Je sais pas.

Sylvie Duval : Moi non plus, je sais pas. Quand tu vois qu'il y a des retraités qui ont plus rien, qui ont 500 euros par mois, c'est inadmissible. Ils ont quand même travaillé toute leur vie, il y en a. **Je te parle pas des gens qui ont rien foutu et qui arrivent avec le minimum vieillesse ou le RSA.** Je te parle des gens qui ont eu de petits travaux, qui n'ont jamais eu de gros salaires et qui se retrouvent ...

Luc Rousseau : J'ai perdu 300 euros du moment où j'ai arrêté de travailler.

Sylvie Duval : Ah bah oui ! Mais t'as travaillé 44 ans. Et t'arrives à la retraite, on te supprime ! Parce qu'on pense que t'as moins de moyens ? Moins de besoins ? Mais ton loyer, c'est toujours le même. Quand t'arrives à la retraite, ton électricité, c'est toujours la même. Ton eau, tout. T'as rien qui baisse. Mais ta retraite, elle descend. En vertu de quoi ? Alors, je te le dis ... (...) Quand t'as le loyer, tout ça, les charges, les enfants - faut pas croire, ça coûte énormément. **T'as beau avoir les allocations, encore, faut déjà en avoir deux pour avoir les allocations familiales. Quand t'en as qu'un, t'as rien. Parce que celui-là, il a pas le droit de manger. T'as un enfant, tu touches rien.** T'as deux enfants, je sais pas, tu connais peut-être pas ...

_ : *J'ai une petite sœur. Donc mes parents ...*

Sylvie Duval : Ils ont connu. C'est-à-dire que toi, quand tu as eu 16 ans, si vous étiez deux, les allocations familiales, elles tombent pour les deux. **C'est-à-dire que le deuxième, il mange plus non plus. C'est débile !** Moi, j'ai toujours trouvé ça ... Ma fille, elle a eu 16 ans. Ils ont quatre ans de différence. Mon gamin, il avait 12 ans. Du jour au lendemain, tu touches ni pour l'un, ni pour l'autre. Alors je dis : « Bon bah le deuxième, il mange plus ».

_ : *Est-ce que c'est un peu la même histoire que ... Soudain, on passe à la retraite et on perd ...*

Sylvie Duval : Voilà, c'est exactement la même chose. C'est exactement ça. Tu touches ... On fait pas non plus des enfants pour les allocations. Sinon, j'en aurais eu quatre. C'est ça, faut pas rêver. Mais je dis que c'est quand même incroyable. Par contre, ceux qui en ont trois, je sais pas ...

_ : *Il y a des trucs, tu disais, pour les allocations, c'est un peu débile ?*

Sylvie Duval : Bah il y a plein de choses qui me semblent bizarres, moi, dans tout. Je sais pas, moi, qu'est-ce qui me viendrait à l'idée ? Des choses aberrantes ! Des aberrations totales ... Tiens, un exemple qui me vient comme ça, on parle de charges et tout ça. T'as des gens, par exemple, t'as une maison. T'as une toute petite retraite. **Donc, tu payes pas d'allocations logements, non, comment ça s'appelle ? Aide moi. Comment ça s'appelle ? De taxe ... immobilière. Tu payes pas de taxes immobilières. Parce que t'as un petit revenu. Par contre, comme t'es propriétaire, tu payes la taxe foncière quand même. Et on te dit : « Vous êtes propriétaire ».** À la limite, tu dois revendre ta maison ? Tu dois te payer un loyer, faut-ci, faut-là. Le résultat est le même. C'est même pire ! T'as encore moins les moyens. Par exemple, les gens qui ont des retraites ... Un exemple, qui est le mien, tu ... Tu es mariée. Tu deviens veuve. Moi, j'ai pas l'âge de la retraite, donc, je l'ai pas. Et je touche que la réversion de mon mari. Et bah, tu dois quand même payer toutes tes charges. Ils s'en foutent, que t'aies pas les mêmes moyens qu'avant. Ça, ils s'en fichent carrément. Bien sûr, tu payes plus ... Mais la taxe foncière, en plus, ça dépend où t'habites, et bah tu vas ... Ils te disent : « Ah bah non, vous êtes propriétaires, vous payez ». Donc, à la limite, ils te disent : « Si vous pouvez pas, vendez ».

_ : *Parce que, toi, du coup, tu dis : « T'y vas ». Toi, est-ce que tu es allée ?*

Sylvie Duval : J'y suis allée aux impôts. J'ai dit : « Est-ce qu'on peut pas avoir une baisse en tant que veuve ». J'avais l'impression de demander la lune. « Ah bah non, vous êtes propriétaire. Vous payez la taxe foncière ». Ou alors, pour pas la payer, faut avoir ... 75 ans. C'est ça que j'avais regardé sur internet, 75 ans. Pour te dire que ... Si on y va, c'est déjà pas mal. Mais tu vois, c'est ça, les aberrations du truc. **Je dis pas qu'on doit tout nous donner. Mais tu peux peut-être avoir un abattement, avoir des trucs ... Mais ça existe pas, ça.**

Ce long extrait d'entretien permet de souligner comment ces thématiques sont partagées parmi plusieurs enquêté-e-s rencontré-e-s au *camping du Bois*. La non-progressivité de la taxe foncière, la perte brutale de revenus suite au passage à la retraite, l'absence – ou la perte – d'allocations familiales à l'arrivée – ou au départ – d'un enfant sont autant d'exemples de politiques sociales jugées brutales et arbitraires, surtout quand l'équilibre financier du ménage en dépend directement. Les exemples que prend Sylvie Duval pour mettre de l'avant « *ces aberrations totales* » sont souvent en lien direct avec des expériences personnelles qu'elle ou ses proches ont vécues. Notre entretien s'ouvre d'ailleurs spécifiquement sur l'explication de Sylvie concernant le choix de Luc d'acheter un mobile-home et de louer à l'année un emplacement au camping pour ne plus avoir à payer de taxe foncière¹¹⁰. Ces exemples sont par ailleurs moins directement ancrés dans les débats publics qui animent la sphère partisane, ou encore dans les propres positionnements électoraux de Sylvie et Luc qui ont tous deux voté François Hollande lors de l'élection présidentielle de 2012.

Toutefois, ces représentations du monde social sont plus nuancées et compréhensives, notamment vis-à-vis des bénéficiaires de l'aide sociale. À rebours d'autres enquêté-e-s, la

¹¹⁰ Quand bien même ce choix est aussi le produit de la contrainte et un pis-aller qui recoupe d'ailleurs certaines trajectoires locatives de mal-logement rencontrées dans d'autres enquêtes (Lion 2016).

dénonciation des injustices de l'État s'accompagne de la part de Sylvie Duval de discours bienveillants vis-à-vis de celles et ceux qui les subissent.

Sylvie Duval : Quand t'as pas payé ton assurance-voiture, quand t'as payé ça ... Le RSA, après ça, il te reste pas grand-chose. Et puis après, t'as les gens honnêtes, qui vivent en couple et qui déclarent le salaire de la copine. « Ah, elle touche trop. On est plus au RSA ». Et du jour au lendemain, tu te retrouves avec zéro centime sur le compte en banque.

_ : *Parce que ...*

Sylvie Duval : T'as déclaré les revenus de la copine. Même si t'es pas marié ou même pas en concubinage, ça marche. T'es en couple. Elle touche tant. Toi, t'as le droit à rien. Alors ? [Mon fils], il dit : « Alors, on vit sur le compte de la copine ? ». Alors il dit : « Tu vois, maman, t'as pas envie d'être honnête ».

_ : *Ça ne récompense pas les gens honnêtes ?*

Sylvie Duval : Du tout. Voilà ! Tu peux ... T'es marié. Ça peut se comprendre. Tu peux être pacsé, ça peut se comprendre. Mais là ... Après, il dit : « T'as des gens qui trichent. Et puis c'est bon ... ». C'est tout ...

Si Sylvie Duval suspend ses propos à l'exclusion des « *profiteurs* » qui « *vivent qu'avec les aides de l'État* », l'iniquité des critères étatique en viendrait presque à justifier de blancs mensonges auprès de l'administration, un peu comme le faisait Jérémy Declercq en mobilisant des rumeurs à propos de l'obligation d'accueillir des migrants chez soi. Ici, c'est même précisément l'opposition vis-à-vis des principes de justice perçues du fonctionnement de l'aide sociale qui suscite de l'empathie pour la situation des plus précaires que soi, des « *gens honnêtes* » dont on comprendrait la tentation de mentir. Ce regard compréhensif, qui tranche avec certains propos des enquêté-e-s précédents, s'appuie sur la proximité de bénéficiaires de l'aide sociale dans son entourage familial, notamment sur des anecdotes rapportées par son fils, titulaire d'un Bac Pro commerce, lui-même actuellement au RSA après une longue recherche d'emploi sans succès dans le domaine de la vente. Tout en partageant un même ressentiment vis-à-vis des critères de justice de l'État, Sylvie Duval se distingue des enquêté-e-s présenté-e-s dans la première partie en développant une conscience sociale triangulaire plus nuancée vis-à-vis de groupes sociaux plus précaires.

Cette hétérogénéité des rapports au politique est plus frappante encore lors de l'entrevue que m'accorde Janie Viau au *camping des Palmiers*. Celle-ci développe un rapport au monde très distinct de celui majoritaire que j'ai pu exposer dans la première partie. Âgée de 31 ans, elle a travaillé dans différentes enseignes de restauration rapide de la région et s'occupe à temps plein de ses trois enfants depuis quelques années. Son conjoint, mécanicien de formation de véhicule lourds, est employé dans une entreprise de livraison de meubles. Toutefois, il a lancé parallèlement son entreprise de services de réparation sur route depuis un an et demi et projette de s'y consacrer

prochainement à temps plein. Ils sont propriétaires de leur domicile suite à un héritage de son conjoint. Tout en s'auto-situant plutôt en bas de l'échelle sociale, leur statut résidentiel leur offre une relative aisance financière (« *On est comme pauvres par rapport au gouvernement. Mais on est pas pauvres parce qu'eux autres, ils savent pas qu'on a pas d'hypothèques* »).

Janie Viau : Mais t'sais, on a plus d'argent à cause de d'ça. Et c'est correct aussi. On a le droit à qu'on ce qu'on gagne moins un peu. On a le droit à un plus de subventions pour les enfants. **J'abuse pas non plus.** Comme mon plus vieux est TDAH, je pourrais demander une subvention pour ça. Et tu sais, j'ai même pas fait la demande de ... Il y en a qui m'ont dit : « Fais la, la demande de ... T'as le droit vu qu'il est médicamenté et tout ». Et puis non, j'ai pas fait la demande. Il y en a qui ont plus de besoins. Je trouve que c'est abusé. Il y en a qui sont handicapés, plus que ... Moi, quelqu'un qui le sait pas, Matthew, ça paraît pas. Il y en a qui disent que c'est comme un handicap. Non, moi, je suis capable de le gérer (...).

__ : Mais là, tu disais que tu pouvais avoir une subvention ?

Janie Viau : Pour ça vu qu'il tombe ... Il y en a qui m'ont dit qu'il était comme déclaré handicapé. Mais moi, je le trouve pas ... J'aime autant laisser ... à du monde plus handicapé qui sont capables ... Moi, je suis pas obligée de manquer de travail à cause de d'ça. Ils disent qu'ils donnent cet argent-là pour combler, soit des rendez-vous chez le médecin, ou si tu es obligée de manquer du travail pour des réunions à l'école pour l'aider ... T'sais, moi, j'ai diminué de travailler pour ça, pour lui donner ... l'aider pour faire les devoirs en arrivant d'école, pour qu'il se lève plus tard le matin. Mais t'sais, c'est ça, nous autres, on est capable d'y arriver quand même sans avoir l'aide. Fait que je la laisse à quelqu'un d'autre. Je me dis, pour, qu'il en aura plus de besoin qu'à moi.

Surtout, Janie ne se sent pas lésée de sa juste part et oppose à la solidarité publique sa propre modération (« *J'abuse pas non plus* »). Celle-ci préfère ne pas recourir à ses droits à une allocation pour son fils atteint d'un trouble d'attention. Ce non-recours s'ancre pour partie dans les difficultés qu'éprouve Janie Viau à s'orienter au sein des différentes administrations (« *Je sais pas si c'est au fédéral ou au provincial qu'il faut faire la demande* »). Il pourrait également s'interpréter comme une façon de distancier son fils d'un diagnostic de handicap vécu sur le mode du stigmaté (« *Il y en a qui m'ont dit qu'il était comme déclaré handicapé. Mais moi, je le trouve pas* »). Néanmoins, contrairement à bon nombre d'autres discours récoltés dans les deux campings étudiés, Janie Viau n'accompagne pas sa revendication d'être « *capable d'y arriver quand même sans avoir l'aide* » d'oppositions sociales à des groupes considérés comme indument privilégiés. De la même façon, celle-ci ne s'oppose pas à une pression sociale du monde d'en haut.

Janie Viau : Dans l'fond, [les politiciens] font leur job. Eux autres, ils ont de l'argent à gérer. Et puis il faut qu'ils la gèrent et qu'ils la divisent un peu partout. Et ça, nous, là-dessus, moi, c'est correct. Il fait sa job comme un autre. Dès fois, ils ont des partis pris plus pour d'autres ou que ... Mais t'sais, ça, c'est normal. C'est comme pour n'importe qui. Dès fois, on a plus des partis que y'en a qui vont, les politiciens, ils vont aimer mieux mettre plus d'argent pour les personnes âgées ou pour d'autres pour la santé, d'autres pour les enfants. Chaque personne a son ... son intérêt de ... de vie aussi, veux, veux pas.

Au contraire, elle décrit l'activité du personnel politique comme un travail « *comme un autre* » (« *C'est comme pour n'importe qui* ») et présente avec une certaine distance les choix redistributifs de la puissance publique.

Au *camping des Palmiers*, Camille Berthiaume, qui vient de devenir comptable agréé au moment de l'enquête, présente une trajectoire sociale ascendante qui tranche avec le niveau de diplôme de la majorité des campeurs et campeuses rencontrées. Son conjoint, quant à lui, travaille comme ouvrier dans une usine de porte fenêtre, une industrie importante de la région et au rythme saisonnier. Lorsque je l'interroge sur les réformes de l'assurance-emploi et ses politiques d'activation du marché du travail, Camille se dit à plusieurs reprises « *partagée* ».

_ : *Depuis peu, les chômeurs qui refusent trois offres d'emplois considérées comme « convenables », on peut leur couper leurs allocations chômage.*

Camille Berthiaume : Ah, ça, je savais pas que ça ...

_ : *C'est comme passé avec la réforme de l'assurance emploi.*

Camille Berthiaume : Ah bah j'ai vu plein de pancartes justement avec : « On tient à notre assurance emploi. Non aux coupures ». Mais je savais pas ce qu'il y avait eu.

_ : *C'est un peu en lien ... les pancartes, je pense qu'elles sont en lien avec cette réforme. Mais toi, qu'est-ce que tu en penses, de cette affaire-là ?*

Camille Berthiaume : Des chômeurs en général ? S'ils refusent des offres d'emploi et tout ça ? Bah t'sais, on dirait que je suis comme partagée. Moi, justement, mon chum, il en fait, du chômage, à chaque année. Mais t'sais, lui, il s'est jamais fait achalé par le chômage. Parce qu'il tombe sur le chômage en décembre jusqu'en mars. Parce lui, justement, il travaille dans les portes fenêtres. Fait que de décembre à Mars, il y a rien. Donc t'sais, toi, tu dis que c'est s'ils ont des offres d'emploi convenables, trois offres et qu'ils les refusent toutes, ils coupent. Mais t'sais, là, mettons, je me mets à la place à mon chum. Lui, il en cherche pas, de travail durant cette période-là. Parce qu'il le sait, à chaque année, qu'il va rentrer en mars et que ça va faire ça de même. Fait que t'sais, je me dis que s'il décide de faire ça ... Déjà là, les lois du chômage, faut que t'en cherche des emplois. Et tout ça, pour être admissible. Mais tous les chômeurs saisonniers, ils en cherchent pas. Alors, je pense que s'ils poussent encore plus ça, bah ça va ... Non, je suis pas pour ça (...). **Mais t'sais, c'est l'industrie qui est faite comme ça.** Et puis, il y en a plein, des ...

_ : *Mais tu disais que tu étais partagée ?*

Camille Berthiaume : Bah tsé, dans un sens, dans un sens, je me dis : « Crisse, à toutes les années, il travaille pas pendant quatre mois ». Mais il y en a plein de travail qui sont ... sur le chômage saisonnier. Et c'est pas tout le monde qui peut être à l'année. D'un côté, je me dis que quand le chômage arrive, ça me fais-tu chier ? **Parce que moi, je me dis que je m'en vais travailler. C'est moi qui paye pour que tu restes à la maison dans le fond. C'est toute la communauté qui travaille. Mais dans un sens, l'économie est faite comme ça** et ... c'est pas tout le monde qui peut travailler à l'année. C'est pour ça que je suis comme partagée. Mais je suis beaucoup plus du côté d'être pour le fait qu'il y ait des allocations de chômage puis tout ça, justement.

Celle-ci se démarque de plusieurs commentaires entendus au camping soulignant la paresse et le manque d'entrain de travailleurs saisonniers présentés comme « *lâches* » ou rechignant à la tâche (Marcel Boisvert, la cinquantaine, ouvrier agricole : « *Ça fait deux jours qu'ils travaillent. Et puis ils commencent déjà à parler d'avoir leur chômage* »). Camille ne fait qu'évoquer la valeur

du travail comme enjeu de respectabilité sociale (« *Crise, à toutes les années, il travaille pas pendant quatre mois* ») et insiste bien davantage sur une situation particulière d'emploi qu'elle connaît personnellement sur la base de l'expérience professionnelle de son conjoint. En toile de fond, Camille Berthiaume répète à plusieurs reprises que « *l'industrie* », « *l'économie* » sont « *faite[s] comme ça* ». Loin de s'offusquer de « *lois du chômage* » trop permissives, Camille Berthiaume opine sur la base du constat tranquille d'un état de fait. Elle mobilise un même rapport de résignation lorsque je l'interroge sur sa déclaration d'impôt.

Camille Berthiaume : là, ça va être la première grosse année où je vais pas mal payer d'impôts. Aller jusqu'à l'année passée, j'ai toujours retiré beaucoup d'impôts qu'ils m'avaient retenu à cause de mes crédits de scolarité, vu que j'étais aux études. T'as tes crédits de solid... voyons, de scolarité. Par rapport à tes frais de scolarité de payé, tout ça. Fait que ça, c'était avantageux. Je retirais tout le temps beaucoup d'impôts à cause de ça. Mais là, cette année, j'ai pas été à l'école de l'année. Fait que là, ça va être la première fois que j'ai pas envie de faire ma déclaration. Parce que d'habitude, j'avais tout le temps des bons remboursements. Et là, j'en aurais pas. Peut-être que je vais en avoir à payer de plus, tout dépendant (...).

_ : *Et puis, est-ce que tu trouves ... Mettons, tu disais ... « J'ai pas trop envie de faire ma déclaration ... ». Est-ce que t'estimerais payer trop d'impôts ?*

Camille Berthiaume : Bah ... Tsé, c'est parce que **je me dis que c'est les lois. C'est fait de même.**

Tsé, oui, c'est pas le fun à payer, tout ça. Mais je me dis que, quand bien même je m'enragerais : « Oui, j'en paye ben de trop, nana ». C'est comme un combat qu'il vaut pas la peine de livrer selon moi. Parce que t'sais, les taux d'impôts sont les mêmes pour tout le monde. C'est fait de même. C'est calculé de même. Fait que tsé, quand même, oui, j'aime pas ça d'en payer et tout ça. Oui, ça me fait chier. Mais je me bats pas avec ça parce que je me dis que quand même je chialerais, ça changera quoi ? C'est établi de même. Et puis, ça ... Même si ... Même si je dirai non, je paye pas, ça marche pas de même. C'est le gouvernement. Fait que ...

_ : *Oui, il va être capable de te retrouver pour que tu payes tes trucs ?*

Camille Berthiaume : C'est ça. Fait que c'est pour ça que... C'est pas que j'y pense pas. Mais je me dis bon ... C'est un mal obligé quand tu travailles et tout ça. Fait que ... Ça n'a pas le choix. C'est sûr que si j'ai un montant d'impôt à payer à la fin de l'année, c'est sûr que je vais être enragée. **En train de faire ma déclaration d'impôts, je vais être en train de lancer des couples de sacres. Mais pas plus que ça. Il faut que je le paye, faut que je le paye.**

Du fait de son domaine d'étude et de son travail, Camille se démarque de bon nombre des campeurs et campeuses rencontrées par sa connaissance pointue des règles de fonctionnement de l'administration fiscale et des modes de calcul de l'impôt. Sans s'en réjouir pour autant, elle anticipe une nette augmentation de son impôt sur le revenu notamment car elle ne pourra plus déduire ses frais de scolarité universitaire et semble s'y résigner (« *C'est les lois. C'est fait de même* »). Contrairement à Marianne Blanchet qui « *enrage* » à l'idée de contribuer au financement de l'aide sociale, à Claudie Chevrier qui « *se met en crise* » à l'idée qu'on autorise le port d'un couteau à une minorité culturelle en milieu scolaire, Camille Berthiaume se dit que « *quand bien*

même je m'enragerais (...), c'est comme un combat qu'il vaut pas la peine de livrer ». Cette attitude relativement placide face au traitement que lui réserve l'administration fiscale n'est pas sans rappeler les analyses de Daniel Gaxie à propos des critiques profanes de la politique. Les rapports au monde et à la politique se comprennent selon les situations et les positions personnelles de chacun. L'amélioration de son sort, une trajectoire sociale ascendante, la satisfaction face à sa propre situation sociale sont autant de contextes sociaux propices à développer des rapports au politique davantage acritiques (Gaxie 2011).

Finalement, cette perspective davantage acritique sur le monde social, d'acceptation tacite d'un ordre des choses que l'on ne pourra pas changer, se retrouve également parmi quelques enquêté-e-s les plus précarisés au camping. Stéphanie Hachim, la fille de Roger Catteau, 29 ans au moment de l'enquête, n'a jamais exercé d'activité professionnelle du fait qu'elle a pris à sa charge une grande part du travail domestique et s'est impliquée à temps plein dans l'éducation de ses quatre enfants. Lorsque je la rencontre, son époux Noham Hachim, est au chômage après s'être fait licencié de l'entreprise de nettoyage dans laquelle il travaillait. Tout en fustigeant parfois ceux qui « *profitent* » du système de protection sociale, tout en regrettant que Pôle Emploi n'aide pas assez les chômeurs, celle-ci me fait le récit distant et résigné de son passage aux Caisses d'Allocations Familiales pour faire une demande infructueuse de RSA.

Stéphanie Hachim : Oui. J'ai été et j'ai pas le droit. Parce que j'ai jamais travaillé. Je touche rien. J'ai pas de ... J'ai jamais travaillé. Après, c'est normal qu'ils font des contrôles. Il y en a qui profitent.

_ : *Même avec 4 enfants, ça marchait pas ?*

Stéphanie Hachim : Non non. Bah non parce que quand j'ai eu lui, je suis retourné. Et ils m'ont dit : « Non, dépassé ». Parce qu'ils comptent les enfants, l'APL. On a 600 d'APL (...).

_ : *Comment ça se passe, mettons, quand tu vas à la CAF ?*

Stéphanie Hachim : Maintenant, ça a changé. C'est compliqué. Avant, il y avait des personnes. On était avec un ticket. Et maintenant, ils ont fait des ordinateurs. Ils se cassent plus la tête. Ils ont mis des ordinateurs. Et quand tu vas, tu vas à l'ordinateur. Les dames, elles te disent : « Bah allez, voir à l'ordinateur ». Donc autant rester chez toi.

Loin des récits indignés de Danny Ferrand et de sa conjointe Vanessa, loin des déboires administratifs que son père, Roger Catteau, présentait comme un scandale l'ayant décidé à ne plus jamais participer aux scrutins électoraux, le refus de cette prestation s'accompagne pour Stéphanie Hachim d'un constat fataliste (« *On doit suivre, c'est tout* »).

De façon parallèle, Gerry Legaré, 25 ans, employé dans un dépanneur de la région proche du *camping des Palmiers* au Québec, se démarque de bon nombre d'enquêté-e-s rencontré-e-s par

son apparent détachement vis-à-vis des affaires publiques et de la manière dont elles sont gérées par le personnel politique.

Gerry Legaré : Oui. Quand il y a quelque chose qui se passe à la politique, moi, je suis au public¹¹¹. Donc, les clients, souvent, ils parlent mal des choix politiques. Mais je peux pas leur répondre. J'écoute pas ça et je m'en fous. « De la marde », ils en disent, c'est sûr. Mais bon ... Je vis ma vie et la politique, je fais avec. C'est loin.

_ : *Mettons, tu dis c'est loin mais ... Est-ce que quand il y a des élections, tu t'intéresses un peu ?*

Gerry Legaré : Non. Je participe pas. Je vais même pas voter. Comme ça, j'annule pas le vote à quelqu'un (*rires*).

Loin de s'accorder avec les clients qu'il rencontre au dépanneur sur le constat d'une classe politique qui ferait « *de la marde* », Gerry fait partie des enquêtés si éloignés du jeu politique que même la dénonciation de ses élus ne l'affecte guère (« *La politique, je fais avec. C'est loin* »). Ce constat, doublé d'une forme d'impuissance politique résignée (« *En politique, il y a pas grand-chose qui me concerne* ») s'accompagne d'une relative indifférence vis-à-vis de la pluralité religieuse.

Il y a eu tout un débat sur la charte des valeurs québécoises et tout. Le PQ, il avait mis en avant le fait qu'il fallait faire une charte des valeurs. Je sais pas si tu as suivi ça un petit peu ?

Gerry Legaré : Ah oui ? Non.

_ : *En gros, c'était une charte autour de la laïcité, de la séparation des religions et de l'État. Et aussi l'interdiction du port de signes religieux dans la fonction publique.*

Gerry Legaré : Oui, je crois que j'en ai entendu parler. Moi ... C'est sûr qu'il y a des religions ... Si t'as un couteau, des affaires qui peuvent servir comme arme blanche, pour ça, je suis pas d'accord. Mais sinon, pour le reste, mettons le Kijab (sic), ces affaires-là, ça me dérange pas. Moi, personnellement « *vivre et laisser vivre* ». À part ça, j'ai pas vraiment d'opinions là-dessus. Parce que la religion, je suis pas plus croyant qu'il faut, pas ben ben pratiquant. Même ça me concernait pas pantoute. Quoi qu'en politique, il y a pas grand-chose qui me concerne.

S'il mentionne bien les controverses autour du port du kirpan (« *si t'as un couteau* »), c'est davantage au titre d'un vague rappel à la sécurité publique. Mais celui-ci mobilise une conscience sociale très faiblement triangularisée. Gerry ne s'oppose ni avec le monde du haut, ni avec celui du bas (« *Ces affaires-là, ça me dérange pas* »).

Toujours au *camping des Palmiers*, Fanny Chevrier, a travaillé quelques années comme préposée aux bénéficiaires. Elle décrit sa situation financière actuelle comme « *borderline* ». Son conjoint, ouvrier agricole, alterne période de chômage et d'activité selon les besoins des fermes de la région. Elle me fait part au cours de l'entretien comment Hydro-Québec les a retrouvés pour des

¹¹¹ Il faut ici comprendre que Gerry occupe un emploi de service au contact avec des clients.

factures impayées. À propos du personnel politique, elle s'interroge quant à elle, sans amertume, sur la fonction sociale du personnel politique.

Fanny Chevrier : Dès fois, je me demande qu'est-ce qu'ils font seulement, t'sais. Ils sont sûrement là pour défendre nos droits ou quelque chose comme ça, en tout cas. Je ne suis pas vraiment sûre (...). Je me demande vraiment c'est quoi qu'ils apportent, qu'est-ce qu'ils apportent, qu'est-ce qu'ils veulent comme changer, c'est ça.

Les campeurs et les campeuses qui occupent des positions en marge parmi l'ensemble des enquêté-e-s rencontrés, les plus précaires ou les plus établis, sont moins amenés à exprimer des critiques profanes aussi nettes du fonctionnement de l'État, que ce soit parce qu'ils ressentent de manière (un peu) moins pressante le besoin d'être soutenu par l'État ou bien parce qu'ils considèrent n'y a de toute façon plus rien à attendre de l'État. Ces rapports au politique sont marqués davantage par la distance et/ou la résignation que par le ressentiment et s'accompagnent d'expressions plus latentes de consciences sociales triangulaires.

Conclusion

Les campeuses et campeurs que j'ai rencontrés sont pour la plupart faiblement politisés. Majoritairement distants d'un champ politique jugé lointain et difficilement appréhensible, ils n'en sont pas moins des êtres foncièrement politiques. Au sens où elles et ils sont pour la plupart animés, tourmentés, parfois enragés par des questionnements qui touchent au rôle de l'État, à leur place dans la société dans son ensemble, aux critères de justice qui s'appliquent et surtout devraient s'appliquer.

Dans ce chapitre, j'ai montré comment en France comme au Québec, bon nombre des enquêté-e-s rencontré-e-s développent un rapport au politique de ressentiment marqué par des formes de conscience sociale triangulaire et d'oppositions aux logiques perçues du fonctionnement de l'État. Ce rapport au politique se comprend à l'aune des positions sociales intermédiaires de ces enquêté-e-s mais aussi dans les contextes nationaux dans lesquels il s'inscrit. J'ai également cherché à montrer en quoi ce rapport au politique n'était pas homogène parmi l'ensemble des campeurs et campeuses que j'ai pu rencontrer et comment son interprétation était également équivoque et sujette à précaution, notamment quant aux interprétations les plus hâtives l'interprétant à la va-vite ou lui conférant un sens immédiatement transférable sur les scènes partisanes. Au-delà de ces éléments, cette étude du rapport au politique me semble apporter deux enseignements principaux.

D'une part, si les deux dimensions de l'analyse du politique que j'ai employées ici – manière de se positionner socialement et rapport à l'État - sont d'abord le produit de mon enquête de terrain et n'étaient pas des hypothèses élaborées dans le cadre de mon travail de problématisation, elles font toutefois écho aux critères de définition du politique de « montée en généralité » et de conflictualité évoqués plus haut. L'opposition ou non aux logiques pratiques que l'on perçoit de l'État social, les frontières symboliques dressées entre groupes sociaux présentés de manière antagonistes ou non, sont autant de manières de dresser des critères du juste et de l'injuste, d'opiner au-delà de son seul cas personnel. J'ai pu illustrer à plusieurs reprises, en suivant entre autres les analyses de Daniel Gaxie, comment les discours politiques récoltés en milieu populaire étaient souvent basés sur la mobilisation d'expériences personnelles ou concrètes (2002). Cependant, ces anecdotes sont également des matériaux mobilisés par mes enquêté-e-s pour raisonner de manière parfois abstraite et parler de manière plus générale d'enjeux publics.

En ce sens, les formes de montée en généralité ou les capacités de production de discours abstraits sur le monde social sont là encore bien davantage diverses socialement que le seul apanage des classes supérieures ou des groupes sociaux les plus intéressés au jeu politique. Lorsque Nicolas Mariot s'étonne des scrupules de certains politistes à « admettre que la politique puisse être, à l'égal (au hasard) du golf, une "pratique culturelle" » (Mariot 2010), il évoque un rapport presque esthète à la politique, un vif intérêt pour le jeu politique partisan qu'on pourrait à raison comparer à une pratique culturelle de niche et dont j'ai pu montrer qu'il était effectivement peu répandu parmi les enquêté-e-s des classes populaires que j'ai rencontré. Mais contrairement au programme de recherche esquissé par Camille Hamidi (2020), je ne crois pas que l'on puisse étendre de la même façon cette mise en garde d'ethnocentrisme culturel aux approches réalistes de la politisation. Les classes populaires rencontrées en France comme au Québec ne sont pas exemptes de telles manières de penser et de s'exprimer sur le monde social. Toutefois, celles-ci ne rejoignent pas nécessairement ses formes savantes ou politiques au sens strict du terme. Constaté que les classes populaires ne montent pas en généralité ou n'expriment pas la conflictualité *comme on s'y attendrait* n'équivaut pas à douter de leur capacité à le faire, selon leurs propres termes.

D'autre part, mon analyse rejoint pour partie le constat de Katherine J. Cramer à propos des personnes qu'elle rencontre dans les territoires ruraux du Wisconsin. Je reprends d'ailleurs dans ce chapitre le titre de son ouvrage pour établir un rapport au politique de ressentiment qui me semble

similaire dans ce qu'il questionne des perceptions des logiques de fonctionnement de l'État. Mais néanmoins, celle-ci mobilise ce rapport au politique afin de répondre aux débats concernant des votes mal informés ou allant à l'encontre des intérêts d'électeurs au bas de l'échelle sociale et votant paradoxalement pour des partis conservateurs aux politiques favorables aux dominants.

« Vous en conviendrez, les personnes que j'observe ne raisonnent pas à propos de la politique sur la base de principes politiques. On ne s'attend pas des gens qu'ils raisonnent sur la base d'idéologies cohérentes, et on dénigre souvent l'électeur américain moyen d'être ignorant et incompetent en matière de politique. Mais qu'est-ce que le soutien pour un gouvernement réduit si ce n'est une question de principe ? Suggérer que les gens sont dupés ne concorde pas avec ce que je vous ai présenté. Les gens ont des raisons de ne pas vouloir plus de programmes gouvernementaux, même si un observateur extérieur peut conclure que cette prise de position n'est pas cohérente avec leurs intérêts. » (Cramer 2016, 167, ma traduction)

Le rapport de ressentiment que j'analyse peut certes rencontrer des affinités électives avec des programmes de chauvinisme social défendus par exemple par le Front National en France. Il peut d'ailleurs parfois s'accompagner de votes à droite ou à l'extrême-droite parmi certains des enquêtés rencontrés. Mais dans la plupart des cas, il n'est connecté que de manière lâche aux scènes partisans françaises et québécoises et fait bien davantage écho à des sommes d'expériences personnelles, à des formes de sagesse populaire qui ne sont qu'en partie pertinentes pour comprendre les sens et les déterminations du vote.

Si le rapport de ressentiment que j'analyse peut à juste titre interroger quant aux conditions du soutien à des formes de solidarité publique et collective, on peut aussi le comprendre comme une demande accrue de protection sociale de la part de bon nombre des personnes rencontrées, comme l'exigence d'une justice sociale plus lisible, moins arbitraire. La défiance et les discours critiques envers l'État peuvent aussi dès lors s'interpréter également comme un ensemble de représentations sociales et politiques assez extensibles et équivoques pouvant tout à la fois, en fonction des contextes, expliquer pour partie des succès électoraux de formation dites populistes et tout autant donner du sens à des participations populaires à des mouvements sociaux inattendus comme en France celui récent des gilets jaunes.

Conclusion

Après la fin de mon contrat comme surveillant de baignade au *camping des Palmiers*, je retourne à plusieurs reprises rendre visite aux enquêté-e-s dont je suis resté le plus proche, dans leurs résidences principales, mais aussi sur leurs terrains au camping. J'en profite pour saluer Luigi et Maryse, les propriétaires (« *Tu seras toujours le bienvenu* »), Claudie, toujours employée à la « *gate* ». Profitant de ma participation à un congrès de sociologie dans la région Haut-de-France pendant l'été 2017, je retourne au *camping du Bois* dormir une nuit en mobile-home, accueilli par Adrien Dubois dont je prends des nouvelles. Qu'en est-il de la yourte qu'il voulait faire construire sur l'un des terrains ? Toutefois, il faut bien l'avouer, lors de ces derniers passages, le fait que je n'ai toujours pas terminé ma thèse, des années après notre première rencontre, commençait à devenir suspect.

Je souhaite donc ici conclure ce travail de recherche en soulignant comment les trois dimensions de mon cadre théorique – structurelle, culturelle et interactionniste – permettent de proposer une lecture relationnelle des rapports au politique qui éclaire de manière originale la question initiale de ma recherche à propos des recompositions des comportements électoraux des classes populaires, tout en soulevant plusieurs pistes d'approfondissement futurs.

Une approche relationnelle de l'étude du politique

Dans le cadre de ce travail de recherche, j'ai proposé une analyse comparée des rapports à la politique et au politique des classes populaires en France comme au Québec. J'ai d'abord montré comment d'importantes recompositions des scènes partisanes en France comme au Québec interrogent quant aux évolutions des comportements électoraux, notamment de groupes sociaux en bas de l'échelle sociale (chapitre 1). Par une observation ethnographique dans deux campings populaires en milieu rural, j'ai cherché à souligner la pertinence de l'emploi de la notion de classes populaires au Québec, par exemple dans l'analyse des pratiques culturelles et de sociabilités qui s'y jouaient (Chapitre 2). Par là même, j'ai cherché à ancrer mon étude empiriquement en contextualisant un même rapport de distance soupçonneuse au jeu politique (Gaxie 2011) parmi des groupes d'enquêté-e-s français et québécois aux propriétés sociales comparables. Je montre comment les rapports à la politique des classes populaires sont pour partie désinscrits des débats et enjeux qui animent des sphères partisanes distinctes (Chapitre 3). Les porosités que les campeuses

et campeurs que j'ai rencontrés entretiennent avec le jeu politique institutionnel sont entre autres le produit d'outils profanes d'appréhension du politique – les indices, la rumeur – qui ne prennent pleinement leur sens qu'à la condition de les observer *in situ*, dans les échanges que leur mobilisation permet et suscite (Chapitre 4). En fait, la compréhension des attitudes politiques des classes populaires se joue tout autant dans des données d'enquête qui ne renvoient pas directement à la politique (*politics*) mais bien davantage à des expériences personnelles ordinaires, des récits de confrontations aux services de l'État, des représentations plus larges de l'espace social et de la manière dont on s'y place (Chapitre 5). Ce travail défend donc l'idée d'une approche relationnelle et comparée des rapports à et au politique.

Les appréhensions de la politique sont plurielles et diverses socialement et ne recourent pas nécessairement celles pensées en amont par les professionnels de la politique ou par les études du comportement électoral et certains de leurs protocoles savants. Ainsi, mon travail met en évidence l'importance de considérer la dimension culturelle de l'approche des comportements politiques. L'analyse des attitudes politiques gagne à y associer une observation par le bas des visions du monde social qui les accompagnent. À ce titre, étudier les rapports politiques ordinaires des classes populaires, non par la seule loupe de ce qui se joue dans l'isolement, mais aussi dans ce qui se dit et se vit dans un espace de loisir comme le camping, permet de mettre en lumière ce que certaines perspectives par trop électoralistes, aux protocoles d'enquêtes trop fermés, ne peuvent pleinement saisir.

Si j'ai pu insister sur la moindre mobilisation au Québec de lectures de classes, et ici du concept de classes populaires, dans l'étude des comportements politiques, ce travail défend également l'importance de davantage situer socialement de tels projets d'analyse et de les réinscrire dans des structures sociales attentives aux rapports de domination. Sans avoir moi-même trouvé de réponses définitives au « mystère Québec » et de sa région votant davantage à droite que le reste de la province, cette perspective théorique est l'une des pistes futures afin d'enrichir et d'affiner les analyses du comportement électoral des Québécois-e-s. En soulignant dans les deux espaces nationaux de mêmes effets de position sociale quant aux différents rapports au politique mobilisés entre les différentes franges des classes populaires rencontrées, mon travail contribue également aux travaux en France qui insistent sur l'importance de ne pas considérer ce groupe social comme homogène politiquement et invitent à rester attentifs à la diversité de ses comportements électoraux

(Peugny 2015) et plus largement dans ses manières de se représenter et de penser le monde social. Si c'est le prisme de la classe sociale que j'ai principalement mis en avant comme facteur explicatif des rapports au politique, la dimension genrée apparaît centrale dans bon nombre des analyses de mes données, notamment dans les rapports à la politique et dans le sentiment d'autorisation à parler de politique. Cette dimension de genre gagnerait à être étudiée plus avant également, peut-être dans de futurs articles.

Par la confrontation des méthodes d'enquêtes, de données d'entretiens et d'observations ethnographiques, ce travail met également en lumière les effets de lieux propres à l'expression des opinions politiques, les décalages pouvant parfois exister entre ce qui se dit dans le cadre artificiel d'une entrevue et l'observation plus spontanée de conversations non-initiées par le ou la politiste entre campeurs et campeuses. Par l'attention portée aux contextes et aux registres d'énonciation, cette dimension davantage interactionniste du travail interroge aussi le statut de la croyance politique. Les opinions politiques ne sont pas qu'un stock d'informations que l'on possède et auxquelles on adhère. Les données d'enquête posent des problèmes, tant de recueil que d'interprétation, qui nécessitent d'ancrer l'analyse dans une compréhension plus large des schèmes d'intelligibilité que mobilisent les enquêté-e-s étudié-e-s pour appréhender le jeu politique et le monde social. Loin d'être des énoncés transparents et univoques, ces attitudes politiques doivent aussi se comprendre dans ce qu'elles impliquent comme pratiques sociales, comme par exemple dans l'échange de rumeurs comme moyen de renforcement de la cohésion d'un sous-groupe de campeurs.

Ces éléments invitent finalement à la prudence quant à l'interprétation à donner à l'objectivation statistique des comportements électoraux des classes populaires. La mise en lumière d'un sur-vote pour le Rassemblement National parmi les participants des classes populaires aux scrutins électoraux (ou d'un sur-vote à droite dans la région de Québec) ne permet pas de conclure que ces groupes sociaux se droitiseraient. De la même façon que leur plus grande abstention n'est pas la marque incontestable de leur apathie politique.

Ce travail de recherche s'adresse aussi à la riche littérature qui tente de comprendre autrement les soutiens électoraux pour des formations politiques parfois labélisées comme « populistes » de groupes sociaux dominés socialement. Comme j'ai pu le présenter dans les chapitres empiriques, plusieurs dimensions trouvées dans le cadre de ma thèse concordent avec des

travaux déjà existant sur le sujet, notamment la recherche qualitative menée par Katherine J. Cramer aux États-Unis. Je construis d'ailleurs le rapport au politique majoritaire parmi les enquêtés que j'ai rencontré en France comme au Québec en m'inspirant de sa politique du ressentiment. Comme les populations rurales que Cramer étudie dans le Wisconsin, bon nombre des campeurs et campeuses que j'ai rencontrés considèrent être lésés par ce qu'ils perçoivent du fonctionnement étatique et antagonisent des autres sociaux qui toucheraient davantage que leur juste part. Toutefois, mon travail n'est pas aussi catégorique quant aux effets que peut avoir ce ressentiment sur les comportements électoraux. Si plusieurs de ces enquêtés votent bien à droite, voire en France à l'extrême-droite, ils partagent bien un même rapport au politique de ressentiment avec d'autres campeurs et campeuses qui peuvent voter à gauche, pour le Parti socialiste en France par exemple, et surtout ne pas participer aux scrutins. Même dans la perspective de Katherine J. Cramer d'une forme de réhabilitation de la capacité politique de ses enquêtés à se positionner électoralement rationnellement sans être dupés par des leaders politiques populistes, cette question des liens à établir entre rapport au politique et rapport à la politique n'a rien d'évident, ni de mécanique. Mon enquête souligne à la fois des enquêtés de milieux populaires pouvant, à l'occasion, voter pour le Rassemblement National en France ou pour le Parti conservateur au Canada. Elle met également tout autant en lumière des formes de rapports obliques à la politique qui révèlent en creux les inégalités sociales dans la capacité à traduire électoralement ses convictions politiques. Ce dernier enjeu pourrait d'ailleurs être une piste de recherche future particulièrement pertinente.

Pistes pour un futur agenda de recherche

Toute approche, tout terrain n'éclaire qu'en partie son objet de recherche. Parce que le monde social est complexe et qu'il faut accepter sa part de contingence (Scott 2013). Mais aussi parce que les choix épistémologiques et méthodologiques qui nous permettent de dire quelque chose sur le monde social sont les mêmes qui nous contraignent. Si j'ai pu présenter tout l'intérêt d'étudier des groupes sociaux populaires dans des espaces de loisir, je souhaite ici soulever quelques pistes d'approfondissements futurs à propos de mon objet de recherche et de mon terrain.

Ordinaire ou populaire ?

Si j'ai pu insister sur les rapports ordinaires ou profanes à la politique des classes populaires, j'ai cherché également à rappeler que le profane ou l'ordinaire dans l'appréhension du politique ne

sont pas exclusif ou équivalent au populaire. Si l'usage scientifique du terme « ordinaire » peut renvoyer à toute une littérature nord-américaine employant le terme d'*ordinary citizen*, le citoyen ordinaire, comme ces traductions communes (« *le monde ordinaire* » au Québec), est une fiction politique plus qu'une catégorie scientifique. Sa plasticité est d'ailleurs comparable à certains égards à celle du peuple, pouvant renvoyer à des groupes sociaux aux propriétés sociales très variables au sein de la littérature sur le populisme (Mazot-Oudin 2017). Ainsi, cette dénomination ne renvoie pas à un groupe social mais bien davantage à un usage, qu'il s'agit de contextualiser. De la même façon, l'opposition savant/profane, renvoie d'abord à une histoire intellectuelle suivant une métaphore religieuse qui oppose – et étudie – le profane par rapport au sacré¹¹² (Durkheim 2014 [1912]). Hors des rares professionnels de la politique, des personnes pleinement impliquées dans ce champ, tous les agents sociaux sont profanes. Le terme profane renvoie donc là encore davantage à un processus de division du travail politique, à un rôle social de subordination politique, plutôt qu'à un groupe social des profanes bien trop disparate (Blondiaux 2008).

Pour circonscrire des rapports ordinaires et populaires au politique, j'ai cherché à saisir en quoi ceux-ci pouvaient renvoyer aux ethos de classe, aux styles de vie, aux conditions d'existence de mes enquêté-e-s. Je me suis aussi rattaché à la littérature scientifique sur les classes populaires, notamment en France. Mais qu'en est-il des rapports ordinaires à la politique d'autres groupes sociaux ? Les travaux d'Eric Agrikoliansky s'intéressent notamment aux rapports ordinaires à la politique des classes supérieures tout en soulignant que celles-ci sont rarement étudiées sous cet angle¹¹³ (Agrikoliansky 2014). Et tout en développant des manières tout aussi ordinaires d'opiner politiquement, celles-ci se démarquent – pour ce qu'on en connaît – de ce que j'ai pu présenter à propos des campeuses et campeurs que j'ai rencontré-e-s au camping.

À titre d'exemple, Nina Eliasoph relève à propos des enquêté-e-s qu'elle rencontre dans des clubs de country une forme de cynisme chic¹¹⁴ au moment d'évoquer des enjeux plus politiques. Ce cynisme renvoie à la capacité de ces enquêté-e-s particulièrement informés de rire de problèmes politiques pour montrer qu'ils les connaissent tout en mettant en scène que ces enjeux ne les

¹¹² Étymologiquement, les profanes sont les personnes gardées devant (*pro*) – et non dans – le lieu sacré (le *fanum*, le temple gallo-romain).

¹¹³ Ce qui interroge par ailleurs là encore le prisme de la compétence politique et invite à ne pas prendre pour acquis un rapport compétent ou savant des classes supérieures à la politique.

¹¹⁴ « *cynical chic* » en anglais (Eliasoph 1990, 154).

affectent pas (Eliasoph 1998, 161). De la même façon, Eric Agrikoliansky relève à propos des « bourgeois » des beaux quartiers parisiens un même « cynisme chic » que ces enquêtés développent en parlant de la politique, « un traitement irrévérencieux du politique et de ses acteurs [qui] s'appuie sur la dénonciation de la facticité des jeux électoraux, et médiatiques, auquel l'interviewé affirme ni adhérer, ni croire » (2016, 31). Mais là encore, ce cynisme est une « manière de montrer la hauteur qui les tient à distance de la politique » (2016, 32).

Aux campings, si irrévérence il y a, si l'on a beau jeu de s'interroger sur la sincérité des scrutins, ces discours renvoient bien davantage à des formes de « je-m'en-fichisme » (Hoggart 1970), de mise à distance d'un monde que l'on cherche, parfois péniblement, à comprendre et/ou dont on se protège. Loin d'être un rapport aérien et de prise de hauteur vis-à-vis du jeu politique, ce rapport populaire à la politique est bien davantage dominé, marqué par des précautions rhétoriques, des mises en garde de son sentiment d'incompétence. Toutefois, par construction, ma focale sur les classes populaires ne me permet que difficilement de mettre en lumière de tels contrastes sociaux dans l'étude des rapports ordinaires à la politique. Toutefois, pour qui s'intéresse – non pas à l'étude des classes populaires mais bien aux rapports ordinaires à la politique – des pistes de recherche futures gagneraient à tourner le regard vers d'autres groupes sociaux. L'étude des classes supérieures, en France mais aussi au Québec, dans leur rapport ordinaire au politique serait à ce titre particulièrement pertinente.

L'État et le monde d'en haut.

Ce qui frappe dans les deux rapports au politique, de ressentiment comme de résignation, que j'ai cherché à distinguer, c'est bien la centralité de la place de l'État. En effet, le mouvement social, notamment ouvrier, s'est construit pendant une grande partie du XXème siècle autour de la désignation d'adversaires de classe, « le patron », ou dans une perspective plus large « la bourgeoisie » (Prost 2006). Le monde d'en haut que décrit Hoggart à propos de la classe ouvrière anglaise du milieu du XXème siècle est « d'abord celui des patrons » (Hoggart 1970, 117). Or, en France comme au Québec, les rapports au politique et du monde d'en haut que je distingue ciblent bien davantage le personnel politique et le rôle de l'État.

Les patrons n'ont pourtant pas disparu. Certains enquêtés, comme Jérémie Declercq, ouvrier dans le bâtiment, s'en plaignent (« *Après, il y a des autres patrons qui payent mieux. Mais mon patron, il me paye mal. Il me paye très mal* »). D'autres s'en satisfont comme Danny Ferrand,

chargé de sécurité sur des chantiers en France, qui évoque plusieurs fois comment son « *boss* » l'a dépanné financièrement, ou Marcel Boisvert au Québec, qui apprécie le bon contact auprès de son employeur et se garde loin de la « *chicane* » des syndicats. Ces données d'enquête gagneraient à être analysées (et complétées) dans de futurs développements à donner à ce travail. La construction même de ma grille d'entretien, privilégiant de faire réagir les enquêté-e-s à des enjeux politiques larges, a sans doute également contribué à ne pas mettre centralement en lumière les oppositions sociales et les mises en cause du patronat. Cependant, en l'état actuel de mes données d'enquête, cette figure du patron, souvent en toile de fond, n'est pas aussi centralement mobilisée par l'ensemble de mes enquêté-e-s que celle de l'État pour donner du sens de manière plus large au monde qui les entoure.

Cette dimension a pu être également relevée, notamment en France lors de la mobilisation des gilets jaunes à la fin de l'année 2018. A rebours des représentations classiques d'un mouvement social encadré par des organisations politiques, des structures syndicales, caractérisé par des registres d'action collective comme la grève, situé sur le lieu de travail, les commentateurs de la vie politique se sont trouvés démunis à expliquer ces occupations de rond-point, ces symboles nouveaux, ces primo-participant-e-s manifestant la fin de semaine en arpentant de nouveaux parcours urbains. Comme le relève Gérard Noiriel :

« Le mouvement des Gilets jaunes apparaît à bien des égards comme la « *revanche* » des indépendants face aux salariés. Le rond-point a remplacé l'usine comme lieu d'occupation, le jaune a remplacé le rouge comme symbole, la Marseillaise s'est imposée face à l'Internationale, la suppression des « *taxes* » a supplanté les revendications salariales, la dénonciation des hauts fonctionnaires et des élus (au premier chef le président de la République) a marginalisé les mises en cause du patronat ». (Noiriel et Truong 2019, 25-26).

Aussi, ces rapports au politique doivent-ils aussi se lire à l'aune des transformations du monde du travail, notamment parmi les classes populaires. Les tendances de fond des métamorphoses de la question sociale qu'analysait Robert Castel (1995) s'accompagnent de l'effritement des collectifs de travail, de la flexibilisation des marchés du travail et du progressif effacement du salariat comme forme d'emploi majoritaire associée à des protections sociales. Ces phénomènes connaissent des temporalités différentes en France et au Québec. La résurgence des travailleurs et travailleuses autonomes au Québec au détour des années 1980 (Beaucage, Laplante et Légaré 2004) s'est accompagnée de droits sociaux de plus en plus variables selon le statut d'emploi (Lefèvre, Boismenu et Dufour 2011). Le marché de l'emploi très dualisé en France a vu

quant à lui l'explosion de formes de travail comparables avec la progressive mise en place de statut d'auto-entrepreneur au cours des années 2000 (Abdelnour 2017). C'est là également une piste d'approfondissement de ce travail de recherche. En choisissant un lieu d'observation de loisir et de villégiature, j'ai pris le parti d'étudier les rapports au politique hors-travail. Mais la multiplication des lieux d'observation, incluant des espaces de travail, permettrait d'adjoindre des données complémentaires qui éclaireraient encore davantage les éléments d'analyse que j'ai pu présenter. De même, si les syndicats sont majoritairement présentés au même titre que les partis politiques par la plupart des enquêté-e-s que j'ai rencontré comme des organisations lointaines, un certain nombre d'enquêté-e-s, notamment au Québec, sont toutefois syndiqués¹¹⁵. Et décentrer la focale d'observation et de collecte de données permettrait là encore d'affiner davantage mon analyse.

À ce titre, la centralité de l'État est également surprenante dans ce qu'elle révèle de partagé entre mes enquêté-e-s en France et au Québec quant à leurs perceptions de ses logiques de fonctionnement, et ce malgré la disparité des structurations des États sociaux au Québec et au Canada en comparaison de la France. Si le modèle de protection sociale au Québec est souvent présenté comme hybride (Lefèvre, Boismenu et Dufour 2011, 36) en raison de l'intervention notable du gouvernement provincial et de politiques volontaristes en la matière depuis les années 1960 (Vaillancourt 2011 ; Noël 2004), il n'en est pas moins inscrit dans une configuration canadienne libérale, comparé à un modèle de protection social français plus souvent associé au modèle continental ou corporatiste-conservateur.

Dans la typologie de Gosta Esping-Andersen, ces régimes de protection sociale, caractérisés selon leur degré de démarchandisation, charrient en creux des représentations de l'ordre social, des rapports de classe, des critères du juste et de l'injuste, dont on pourrait faire l'hypothèse qu'ils percolent jusqu'aux rapports au politique des citoyen-ne-s. Aux régimes libéraux modestes dans leur prétention redistributrice, laissant davantage libre cours au marché, serait associée la promotion d'une éthique du travail traditionnelle et la stigmatisation des non-méritants (Esping-

¹¹⁵ Les taux de syndicalisation au Québec sont les plus haut en Amérique du Nord avec un taux de présence syndicale de 38,8% en 2018 (Institut de la Statistique du Québec 2019). Les taux de syndicalisation en France sont stables depuis les années 1990 avec un taux de syndicalisation de 11% des salariés et de très fortes disparités entre secteur privé et secteur public (DARES 2016). La comparaison de ces taux est toutefois bien davantage le produit de structurations historiques distinctes des champs syndicaux français et québécois aux logiques d'adhésion différentes. Le champ syndical québécois s'est davantage construit au regard de ses pendants britanniques et états-uniens selon la formule du « *closed shop* », l'adhésion au syndicat conditionnant dans plusieurs secteurs d'activités professionnelles l'accès à l'emploi (Giraud, Yon et Bérout 2018).

Andersen 1999 [1990], 41). Tandis que les régimes corporatistes seraient tributaires de représentations plus conservatrices et étatistes du monde social (1999 [1990], 80). C'est d'ailleurs sur la base de cette prémices d'États sociaux porteurs per se de valeurs politiques que certains auteurs, en mobilisant notamment les données de sondages de l'ESS, cherchent à établir des différences dans les attitudes politiques des citoyens à propos de la redistribution (Svallfors 1997). Ces éléments sont à nuancer au regard des déclinaisons nationales de l'activation des politiques sociales en Europe (Dubois 2007) comme au Canada (Campeau 2001).

Toutefois, de la même façon que les rapports à la politique des classes populaires sont pour partie seulement inscrits dans les structurations des scènes partisanes, les rapports au monde social des classes populaires sont pour partie seulement dépendants des différences de régimes nationaux de protection sociale. Ils relèvent de modes de détermination plus larges et sont bien davantage liés à des positions sociales dominées partagées par les enquêté-e-s que j'ai rencontrés. De plus, les différences objectives distinguant les régimes de protection sociale n'ont pas mécaniquement d'effets sur les attitudes politiques des administré-e-s. Ce sont bien davantage les perceptions ordinaires qu'ont les classes populaires de la place et du fonctionnement de l'État qui gagneraient à être étudiées plus finement afin de pouvoir établir de manière plus rigoureuse l'ampleur de tels effets institutionnels.

Une question reste en suspens, à laquelle je n'ai pas la prétention de répondre. C'est pourtant peut-être la question la plus importante. Car elle touche le plus au cœur du sujet de ma recherche et au fonctionnement démocratique même de nos sociétés, en France comme au Québec. Dans un entretien accordé à la revue *Vacarme*, Olivier Schwartz s'interrogeait avec Annie Collovald :

« Comment concevoir, comment construire un discours politique de gauche dans ces conditions ? Comment s'adresser à des milieux populaires plus ou moins porteurs de cette conscience-là ? (...) C'est toute la question. Et il est d'autant plus important d'y réfléchir que c'est maintenant, c'est aujourd'hui qu'elle se pose » (Schwartz et Collovald 2006, 55).

C'était il y a bientôt quinze ans. Force est de constater que la question se pose encore, et avec bien plus d'acuité qu'hier.

Références bibliographiques

- Abdelnour, Sarah. 2017. *Moi, petite entreprise. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Adorno, Theodor W. 2008 [1950]. *Études sur la personnalité autoritaire*
- Agrikoliansky, Éric. 2014. « La politisation *ordinaire* d'une population *extra-ordinaire* : les électeurs des " beaux quartiers " en campagne électorale (2006-2008). » *Politix* 106 (2) : 135-157.
- . 2016. « Logiques de l'oblique. Les rapports ordinaires au politique des « bourgeois » des beaux quartiers parisiens » Dans *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*. Sous la direction de François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier, 29-46. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.
- Aït-Aoudia Myriam, Mounia Bennani-Chraïbi et Jean-Gabriel Contamin. 2010. « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation » *Critique internationale* 48 : 207-220.
- Aldrin, Philippe et Marine de Lassalle. 2016. « Ce que faire parler de politique veut dire : Remarques sur la relation d'entretien et le parler politique à partir d'une enquête sur le rapport ordinaire à l'Europe » Dans *L'ordinaire du politique. Enquête sur les rapports profanes au politique*. Sous la direction de François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier, 299-321. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.
- Aldrin, Philippe. 2003. « S'accommoder du politique. Économie et pratique de l'information politique. » *Politix* 64 : 177-203.
- . 2005. *Sociologie politique des rumeurs*. Paris : Presses Universitaires de France.
- . 2010. « L'impensé social des rumeurs politiques: Sur l'approche dominocentrique du phénomène et son dépassement. » *Mots. Les langages du politique*, 92 (1) : 23-40.
- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault. 2019. *Les origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*. Paris : Seuil.
- Allen, Catherine, 2007. « Faire son camping ? Espace, temps et sociabilité chez les campeurs saisonniers du Québec ». Mémoire de maîtrise en Anthropologie. Université de Laval. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/19700?locale=fr>
- Althus, Scott L. 1998. « Information effects in collective preferences. » *American Political Science Review* 92 : 545-558.
- Amadiou, Thomas et Nicolas Framont. 2015. *Les citoyens ont de bonnes raisons de ne pas voter*. Lormont : Le Bord de l'eau.
- Andersen, Jørgen Goul Tor Bjørklund. 1990. « Structural Changes and New Cleavages: The Progress Parties in Denmark and Norway. » *Acta Sociologica* 33 (3) : 195-217.
- Armstrong, Elizabeth A., et Mary Bernstein. 2008. « Culture, Power, and Institutions: A Multi-Institutional Politics Approach to Social Movements. » *Sociological Theory* 26 (1) : 74-99.

- Arnaud, Lionel et Christine Guillonnet, dir. 2005. *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Avril, Christelle. 2014. *Les aides à domicile. Un autre monde populaire*. Paris : La Dispute.
- Bantigny, Ludivine et Samuel Hayat. 2019. « Les Gilets jaunes une histoire de classe ? propos recueillis par Jean-Paul Gaudillière » *Mouvements* 100 (4) : 12-23.
- Baptiste Giraud, Karel Yon et Sophie Bérout. 2018. *Sociologie politique du syndicalisme*. Paris : Armand Colin.
- Bartels, Larry. 1996. « Uninformed Votes: Information Effects in Presidential Elections. » *American Journal of Political Science* 40 : 194–230.
- . 2005. « Homer Gets a Tax Cut: Inequality and Public Policy in the America. » *Perspectives on Politics* 3 (1) : 15-31.
- . 2006 « What's the Matter with What's the Matter with Kansas? » *Quarterly Journal of Political Science* 1(2) : 201-226.
- . 2008. *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*. Princeton : Princeton University Press.
- Bartle, John. 2005. « Homogeneous models and heterogeneous voters. » *Political Studies*, 53 : 653-675
- Bastien, Frédérick, Éric Bélanger et François Gélinau, dir. 2014. *Les Québécois face aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- . 2014. « Une élection extraordinaire ? » Dans *Les Québécois face aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Sous la direction de Frédérick Bastien, Éric Bélanger et François Gélinau, 9-20. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Beaucage, André, Normand Laplante et Renée Légaré. 2004. « Le passage au travail autonome : choix imposé ou choix qui s'impose ? » *Relations industrielles* 59 (2) : 345–378.
- Beaud, Stéphane et Michel Pialoux. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris : Fayard.
- . 2015. « Pourquoi la gauche a-t-elle perdu les classes populaires ? » *Savoir/Agir* 34 (4) : 63-70.
- Beaud, Stéphane. 2003. *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris : La Découverte.
- Beaud, Stéphane. 2018. *La France des Belhoumi. Portraits de famille*. Paris : La Découverte.
- Beaumont, Amélie, Raphaël Challier, et Guillaume Lejeune. 2018. « En bas à droite. Travail, visions du monde et prises de position politiques dans le quart en bas à droite de l'espace social. », *Politix* 122 (2) : 9-31.
- Camille Bedock, Zakaria Bendali et al. « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes. » *Revue française de science politique* 69 (5) : 869-892.

- Bedock, Camille, Tinette Schnatterer, Loïc Bonin et Pauline Liochon. 2019. « Au-delà de la démocratie représentative ? Visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes » Dans *ST 12 Au-delà des partis et des élections ? Confronter théorie politique et perceptions des acteurs. 15^{ème} congrès de l'Association Française de Science Politique*. (2 au 4 juillet 2019). Bordeaux : Association Française de Science Politique. https://www.afsp.info/pdf.php?id=6222&_wpnonce=47ba02c60e
- Bélanger, Éric et Richard Nadeau. 2009. *Le comportement électoral des Québécois*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- . 2014. « Un modèle général d'explication du vote des Québécois. » Dans *Les Québécois face aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Sous la direction de Frédérick Bastien, Éric Bélanger et François Gélinau, 191-207. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Belluci, Paolo et Christophe Roux. 2011. « Italie : la droitisation ouvrière au prisme des partis » Dans *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* Sous la direction de Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira, 173-197. Paris : Éditions Economica.
- Belot, Céline, Bruno Cautrès et Sylvie Strudel. 2013. « L'Europe comme enjeu clivant. » *Revue française de science politique* 63 (6) : 1081-1112.
- Benford, Robert D. et David A. Snow. 2012. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan » *Politix* 99 (3) : 217-255.
- Benzecry, Claudio E. et Gianpaolo Baiocchi. 2017. « What is political about political ethnography ? On the context of discovery and the normalization of an emergent subfield. » *Theory and Society* 46 (3) : 229-247.
- Berinsky, Adam J. 2017. « Rumors and Health Care Reform: Experiments in Political Misinformation. » *British Journal of Political Science* 47 (2) : 241-262.
- Bernatchez, Jean. 2019. « Les élections de 2018 au Québec : un « moment populiste » ? » *IdeAs* 14. <https://doi.org/10.4000/ideas.6096>
- Bernier Arcand, Philippe. 2013. *La dérive populiste*. Montréal : Les éditions poètes de brousse.
- . 2018. « Bleu, histoire d'une couleur politique. » *Histoire Québec* 23 (4) : 15-17.
- Bertrand, Michelle. 1978. « La France sous la tente. » *Economie et statistique* 101 : 27-32.
- Blais, André. 2000. *To Vote or Not to Vote : The Merits and Limits of Rational Choice Theory*. Pittsburg : University of Pittsburg Press.
- Blondiaux, Loïc. 2007. « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique. » *Revue française de science politique* 57 (6) : 759-774.
- . 2008. « Le profane comme concept et comme fiction politique. Du vocabulaire des sciences sociales aux dispositifs participatifs contemporains : les avatars d'une notion » Dans *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*. Sous la direction de Thomas Fromentin et WOJCIK Stéphanie Wojcik, 37-51. Paris : L'Harmattan.

- Bock-Côté, Matthieu. 2010. « La tolérance multiculturelle ou le nouvel art de la censure. » *Recherches sociographiques* 51 (1-2) : 205–210.
- Boily Frédéric, 2008. *Mario Dumont et l'Action démocratique du Québec, entre populisme et démocratie*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- . 2010. *Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- . 2018. *La Coalition Avenir Québec. Une idéologie à la recherche du pouvoir*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Boltanski Luc et Laurent Thévenot. 1983. « Finding One's Way In Social Space : A Study Based On Games. » *Social Science Information*, 22 (4,5) : 631-679.
- Boltanski, Luc. 1990. *L'amour et la justice comme compétence*. Paris : Métailié.
- . 2012. *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*. Paris : Gallimard.
- Borges Pereira, Virgílio, et Yasmine Siblot. 2017. « Comparer les classes populaires en France et au Portugal. Différences structurelles et histoires intellectuelles. » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 219 (4) : 56-79.
- Bouchard, Gérard. 2005. « L'imaginaire de la grande noirceur et de la révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec. » *Recherches sociographiques*, 46 (3) : 411-436.
- . 2011. « L'interculturalisme québécois. Esquisse d'un modèle. » Dans *L'interculturalisme. Dialogue Québec-Europe. Actes du Symposium international sur l'interculturalisme*. Sous la direction de Gérard Bouchard, Gabriella Battaini-Dragoni, Céline Saint-Pierre, Geneviève Nootens et François Fournier, Montréal : L'Interculturalisme, 2011. http://classiques.uqac.ca/contemporains/bouchard_gerard/interculturalisme_qc_modele/interculturalisme_qc_modele.html
- Bouchard, Gérard et Charles Taylor. 2008. *Fonder l'avenir. Le Temps de la Conciliation*. Rapport, Québec : Gouvernement du Québec.
- Bourdieu, Pierre. 1973. « L'opinion publique n'existe pas. » *Les Temps modernes*, 318 : 1292-1309.
- . 1977. « Une classe objet. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 17-18 : 2-5.
- . 1983. « Vous avez dit populaire ? » *Actes de la recherche en sciences sociales* 46 : 98-105.
- . 1986. « L'illusion biographique » *Actes de la recherche en sciences sociales* 62-63 : 69-72.
- . dir. 1993. *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- . 1997. *Méditations pascaliennes*. Paris : Seuil.
- . 2001. « Le mystère du ministère. Des volontés particulières à la "volonté générale" » *Actes de la recherche en sciences sociales* 140 : 7-11.
- . 2016 [1979]. *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris : Les Éditions de Minuit.

- Bouvet, Laurent. 2015. *L'insécurité culturelle*. Paris : Fayard.
- Boy, Daniel et Guy Michelat. 1993. « Premiers résultats de l'enquête sur les croyances aux parasciences » Dans *La pensée scientifique et les parasciences*, 209-215. Paris, Éditions Albin Michel.
- Bozon Michel et Jean-Claude Chamboredon. 1980. « L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique ? » *Ethnologie française* 1 : 65-88.
- Braconnier, Céline et Jean-Yves Dormagen. 2007. *La démocratie de l'abstention*. Paris : Gallimard.
- Braconnier, Céline. 2012. « À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs in situ peuvent apporter à la sociologie des votes. » *Revue française de sociologie* 53 (1) : 61-93.
- Bréchon, Pierre. 2011. « Les ouvriers sont-ils plus autoritaires et plus xénophobes que les autres groupes sociaux ? » Dans *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* Sous la direction de Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira, 41-68. Paris : Éditions Economica.
- . 2014. « Les valeurs des Européens et leur degré de polarisation politique. » *Politique européenne* 45 (3) : 26-59.
- Brodie, Janine et Jane Jenson. 1988. *Crisis, Challenge and Change. Party and Class in Canada Revisited*, Ottawa : Carleton University Press.
- Bronner Gérald et Étienne Géhin. 2017. *Le danger sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Brosius, Alain. 2013. « Offres d'hébergements des nouvelles générations de campings : Comment répondre aux besoins contemporains des parcs sans compromettre leur mandat ? » Mémoire de maîtrise en développement du tourisme. Université du Québec à Montréal. <https://archipel.uqam.ca/9252/1/M13204.pdf>
- Brygo, Julien. 2019. « Peut-on encore vivre sans Internet ? », *Le Monde diplomatique*, 785 (8) : 18-18.
- Buton, François, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier, dir. 2016. *L'ordinaire du politique. Enquêtes sur les rapports profanes au politique*. Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.
- Campbell, Angus, Philipp E. Converse, Warren E. Miller et Donald E. Stokes. 1980 [1960]. *The American Voter. Unabridged Edition*. Chicago : University of Chicago Press.
- Campeau, Georges. 2001. *De l'assurance-chômage à l'assurance-emploi. L'histoire du régime canadien et de son détournement*. Montréal : Boréal.
- Camping Sauvage*. 2004. Réalisé par André Ducharme, Guy A. Lepage et Sylvain Roy. Universal City, CA : Universal Studio, 2005, DVD.
- Camping*. 2006. Réalisé par Fabien Onteniente. Paris : Pathé, 2011, Blu-ray.
- Capdevielle Jacques et René Mouriaux. 1983. « L'ouvrier conservateur » *Cahiers du LERSCO* 6.
- Capitaine, Brieg. 2019. « Expressions ordinaires et politiques du racisme anti-autochtone au Québec. » *Sociologie et sociétés* 50 (2) : 77-99.

- Cartier Marie, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Yasmine Siblot. 2008. *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire. Paris : Éditions La Découverte.
- Castel, Robert. 1995. *Les Métamorphoses de la question sociale: Une chronique du salariat*. Paris : Fayard.
- Cayouette-Remblière, Joanie. 2015. « De l'hétérogénéité des classes populaires (et de ce que l'on peut en faire). » *Sociologie* 4 (6) : 377-400.
- Chaire de tourisme Transat ESG UQAM. 2013. *La pratique du Québec en 2012*. Camping Québec. https://www.campingquebec.com/~media/Documentation/Etudes%20et%20statistiques/Pratique_camping_Quebec_2012_complet.pdf?la=fr
- Chamayou, Grégoire. 2010. *Les chasses à l'homme*. Paris : Éditions La Fabrique.
- Champagne, Patrick et Henri Maler, 2012. « Usages médiatiques d'une critique "savante" de "la théorie du complot" » *Revue Agone* 47 : 167-178.
- Chauvel, Louis. 2001. « Le retour des classes sociales ? » *Revue de l'OFCE* 79 (4) : 315- 359.
- Chauvin, Sébastien et Nicolas Jounin. 2012. « L'observation directe » Dans *L'enquête sociologique*. Sous la direction de Serge Paugam, 143-165. Paris : Presses Universitaires de France.
- Clark, Terry Nichols, Seymour Lipset et Michaël Rempel. 1993. « The Declining Political Significance of Social Class. » *International Sociology* 8 (3) : 293-316.
- Clarke, Harold D., David Sander, Marianne C. Stewart et Paul Whiteley. 2013. « Leader heuristics, political knowledge and voting in Britain's AV referendum. » *Electoral Studies* 32 (2) : 224-235.
- Collovald, Annie. 2004. *Le « populisme » du FN, un dangereux contre-sens*. Broissieux : Editions du Croquant.
- Collovald, Annie et Frédéric Sawicki. 1991. « Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction. » *Politix* 13 (4) : 7-20.
- Collovald, Annie et Olivier Schwartz. 2006. « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire: Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz. » *Vacarme* 37 (4) : 50-55.
- Combessie, Jean-Claude. 2007. *La méthode en sociologie*, Paris : La Découverte
- Conover, Pamela. 1981. « Political cues and the perception of candidates » *American Politics Quarterly* 9 (4) : 427-448.
1964. Converse, Philip E. « The Nature of Mass Beliefs in Mass Publics » Dans *Ideology and Discontent*. Sous la direction de David E. Apter, 206-261. New York : The Free Press.
- Coquard Benoît. 2018. « « Déjà nous ». Un sentiment d'appartenance sélectif en milieu populaire » *Politix* 122 (2) : 57-78.
- Coulangeon, Philippe. 2011. *Les métamorphoses de la distinction. Inégalités culturelles dans la France d'aujourd'hui*. Paris : Grasset.

- Cramer, Katherine J. 2016. *The Politics of Resentment, Rural Consciousness in Wisconsin and the Rise of Scott Walker*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Crapez, Marc. 1998. « De quand date le clivage gauche/droite en France ? » *Revue française de science politique* 48 (1) : 42-75.
- Cutts, David et Ed Fieldhouse. 2009. « What Small Spatial Scales Are Relevant for Individual Voters? The Importance of Household on Turnout at the 2001 General Election. » *American Journal of Political Science* 53 : 726-739.
- Daoust, Jean-François. 2017. « Le mystère de Québec. » *Politique et Sociétés* 36 (2) : 143-158.
- Darras, Éric. 2012. « Un lieu de mémoire ouvrière : le tuning. » *Sociologie de l'Art* 21 (3) : 85-109.
- Darwin, Hannah, Nick Neave et Joni Holmes. 2011. « Belief in conspiracy theories. The role of paranormal belief, paranoid ideation and schizotypy. » *Personality and Individual Differences* 50 : 1289-1293.
- De Waele Jean-Michel et Mathieu Vieira, dir. 2011. *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* Paris : Éditions Economica.
- Deauvieu, Jérôme, Étienne Penissat et Cécile Brousse et Cyril Jayet. 2014. « Les catégorisations ordinaires de l'espace social français. » *Revue française de sociologie* 55 (3) : 411-457
- Delli Carpini, Mickael X. et Scott Keeter. 1997. *What Americans Know about Politics and Why It Matters*. Yale : Yale University Press.
- Déloye, Yves, et Florence Haegel. 2019. « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel » *Politix* 27 (3) : pp. 59-83.
- Denayrolles Émilie et Marie Guilain. 2015. « Retraite anticipée pour carrière longue : 10 années d'évolutions réglementaires. » *Retraite et société* 70 (1) : 151-166.
- Desage, Fabien et Jérôme Godard. 2005. « Désenchantement idéologique et réenchancement mythique des politiques locales » *Revue française de science politique* 55 (4) : 633-661.
- Dézé, Alexandre. 2015. « La "dédiabolisation". Une nouvelle stratégie ? » Dans *Les faux-semblants du Front national* Sous la direction de Sylvain Crépon, 25-50. Paris : Les Presses de Sciences Po.
- Dietrich-Ragon, Pascale et Xavier Leloup. 2015. « Présentation : les catégories populaires face aux nouvelles inégalités. » *Lien social et Politiques* 74 : 3-15.
- Dogan, Mattei. 2004. « From Social Class and Religious Identity to Status Incongruence in Post-Industrial Societies. » *Comparative Sociology* 3 (2) : 163-197.
- Dolez, Bernard, et Annie Laurent. 2018. « Des voix aux sièges. Les élections législatives de 2017. » *Revue française de science politique* 68 (5) : 803-819.
- Dorna, Antoine. 1999. *Le populisme*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory Of Democracy*. New-York : Harper.

- Drouilly, Pierre. 2003. « Qui a voté quoi, où et pourquoi. » Dans *Annuaire du Québec*. Sous la direction de Michel Venne, 598-618. Montréal : Fides.
- Dubar, Claude. 2007. « Les sociologues face au langage et à l'individu » *Langage et société* 121-122 (3) : 29-43.
- Dubet, François. 2003. « Que faire des classes sociales ? » *Lien social et politiques* 49 : 71-80.
- Dubois Vincent, 1999. *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Paris : Economica.
- . 2007. « État social actif et contrôle des chômeurs : un tournant rigoriste entre tendances européennes et logiques nationales. » *Politique européenne* 21 (1) : 73-95.
- Dubois Vincent, Jean-Mathieu Méon et Emmanuel Pierru. 2009. *Les mondes de l'harmonie. Enquête sur une pratique musicale amateur*. Paris : La Dispute.
- Dufour, Pascale et Christophe Traisnel. 2009. « Aux frontières mouvantes des mouvements sociaux, ou quand les partis politiques s'en mêlent. Le cas du souverainisme au Québec. » *Politique et Sociétés* 28 (1) : 37-62.
- Dufour, Pascale. 2020. « Comparing collective actions beyond national contexts: 'local spaces of protest' and the added value of critical geography » *Social Movement Studies*. <https://doi.org/10.1080/14742837.2020.1732199>
- Dufresne, Yannick et Anja Kilibarda, André Blais et Alexis Bibeau. 2019. « Religiosity or racism? The bases of opposition to religious accommodation in Quebec. » *Nations and Nationalism* 25 (2) : 673-696.
- Dumazedier, Joffre. 1962. *Vers une civilisation du loisir ?* Paris : Seuil.
- Dunk, Thomas W. 1991. *It's a Working Man's Town: Male Working-Class Culture in Northwestern Ontario*. Montréal : McGill-Queen's University Press.
- Dupoirier, Élisabeth. 2001. « Vote ». Sous la direction de Pascal Perrineau et Dominique Reynié. *Dictionnaire du vote*. Paris : Presses Universitaires de France
- Durand, Claire et André Blais. 2020. « Quebec 2018: A Failure of the Polls? » *Canadian Journal of Political Science* 53 (1) : 133-150.
- Durkheim, Émile. 2014 [1912]. *Les Formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*. Paris : CNRS »
- Elias, Norbert et Francine Muel-Dreyfus. 1985. « Remarques sur le commérage » *Actes de la recherche en sciences sociales*. 60 : 23-29.
- Eliasoph, Nina. 1998. *Avoiding politics. How Americans Produce Apathy in Every Day Life*. Cambridge : Cambridge University Press.
- . 2010 [1998]. *L'évitement du politique. comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*. Paris : Economica.

- Eribon, Didier. 2009. *Retour à Reims, une théorie du sujet*. Paris : Fayard.
- Esping-Andersen, Gøsta. 1999 [1990]. *Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Ethuin, Nathalie. 2006. « Formation des militants et identité communiste » *Nouvelles Fondations* 2 (2) : 49-57.
- Evans, Geoffrey, dir. 1999. *The End of Class Politics ? Class Voting in Comparative Context*. Oxford : Oxford University Press.
- Fabre, Pierre. 1980. « La question de l'objet de la science politique a-t-elle un sens ? » Dans *Mélanges dédiés à Robert Pelloux*, Lyon : Hermès. p. 124-141.
- Fassin, Didier. 2009. « Les économies morales revisitées » *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 64 (6) : 1237-1266.
- Fassin, Éric. 2017. « La gauche et la stratégie populiste » *Après-demain* 43 (3) : 12-13.
- Fishkin, James. 2009. *When the People Speak. Deliberative Democracy and Public Consultation*. Oxford : Oxford University Press.
- Forest, Benjamin. 2014. « La géographie de l'élection de 2012 au Québec. » Dans *Les Québécois face aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Sous la direction de Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélineau, 251-270. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Forsé Michel, Simon LangLois et Maxime Parodi. 2016. « Des sentiments de justice sociale divergents en France et au Québec. » Dans *La France des inégalités. Réalités et perceptions*. Sous la direction d'Olivier Galland, 139-156. Paris : Presses universitaires de Paris-Sorbonne.
- Foucault, Michel. 1984a. « Des espaces autres (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967) » *Architecture, Mouvement, Continuité* 5 : 46-49.
- . 1984b. *Histoire de la sexualité II. L'usage des plaisirs*. Paris : Gallimard.
- Fourquet, Jérôme. 2017. « Radiographie des votes ouvriers. » *Fondation Jean Jaurès* <https://jean-jaures.org/nos-productions/radiographie-des-votes-ouvriers>
- . 2019. *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*. Paris : Seuil.
- Frank, Thomas. 2008 [2004]. *Pourquoi les pauvres votent à droite*. Marseille : Agone.
- Franklin, Mark N. 2016. « Vote sur clivage et vote sur enjeu » Dans *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche ...* Sous la direction d'Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi et Vincent Tiberj, 119-140. Paris : Les Presses de Science Po.
- Gagné, Gilles et Simon Langlois. 2002. *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Gagnon, Gabriel. 1976. « Populisme et progrès : les créditistes québécois. » *Recherches sociographiques* 17 (1) : 23-34.

- Gagné Carl et Florence Goffette-Nagot. 2008. « Localisation rurale des activités industrielles. Que nous enseigne l'économie géographique ? » *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, 87 (2) : 101-130.
- Gamson William A. 1992. *Talking Politics*. New York : Cambridge University Press.
- Garrigou, Alain. 1988. « Le secret de l'isoloir. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 71-72 (1) : 22-45.
- Gauthier, Serge. 2002. « “ Le ciel est bleu, l'enfer est rouge ”. Le procès de l'influence induite de 1876. » *Encyclobec*. Chaire Fernand-Dumont sur la culture - INRS.
http://encyclobec.ca/region_projet.php?projetid=255.
- Gaxie, Daniel. 1978. *Le cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris : Seuil.
- . 2002. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales. » *Revue française de science politique* 52 (2-3) : 145-178.
- . 2005. « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. » *Revue suisse de science politique* 11 (1) : 157-188.
- . 2011. « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements » Dans *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Sous la direction de Philippe Garraud et Jean-Louis Briquet, 217-240. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- . 2012. « Droite ou gauche ? Usages et non-usages d'instruments courants d'orientation politique. » Dans *Gauche, Droite, Genèse d'un clivage politique*. Sous la direction de Jacques Le Bohec et Christophe Le Digol, 449-475. Paris : Presses Universitaires de France.
- . 2017. « Front National : Les contradictions d'une résistible ascension » Dans *Les classes populaires et le FN. Explications de votes*. Sous la direction de Gérard Mauger et Willy Pelletier, 43-66. Vulaines sur Seine : Éditions du Croquant.
- Geisser Vincent, 2008. « L'autoritarisme des “dominés” : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique ? » Dans *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIème siècle*. Sous la direction de Gilles Massardier, Olivier Dabène et Vincent Geisser, 181-212. Paris : La Découverte.
- Gélineau, François et Alexandre Morin-Chassé. 2009. « Les motifs de la participation électorale au Québec : Élection de 2008 » *Cahiers de recherche électorale et parlementaire* 1.
<https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6434.pdf>
- Genestier, Philippe. 2010. « La mixité : mot d'ordre, vœu pieux ou simple argument ? » *Espaces et sociétés* 140-141 (1) : 21-35.
- Geoffroy, Martin et Jean-Guy Vaillancourt. 1998. « Les bérêts blancs à la croisée des chemins » Dans *Croyances et Sociétés*. Sous la direction de Bertrand Ouellet et Richard Bergeron, 173-185. Montréal : Les éditions Fides.
- Gingrich, Andre et Richard G. Fox, dir. 2002. *Anthropology, by comparison*. London : Routledge.

- Gintrac, Cécile et Sarah Mekdjian. 2014. « Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires. » *Espaces et sociétés* 156-157 (1) : 233-239.
- Ginzburg, Carlo. 1980. « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice. » *Le Débat*, 6 (6) : 3-44.
- Girard, Violaine. 2012. « Les votes à droite en périurbain : "frustrations sociales" des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ? » *Métropolitiques*, 30 avril 2012. <http://www.metropolitiques.eu/Les-votes-a-droite-en-periurbain.html>
- . 2013. « Sur la politisation des classes populaires périurbaines » *Politix* 101 (1) : 183-215.
- . 2017. *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant
- Giry, Julien. 2017. « Étudier les théories du complot en sciences sociales : enjeux et usages. » *Quaderni* 94 (3) : 5-11.
- Goertzel, Ted. 1994. « Belief in conspiracy theories. » *Political Psychology* 15 (4) : 731-742.
- Goffman, Erving. 1961. *Encounters: Two Studies in the Sociology of Interaction*. Indianapolis : Bobbs-Merrill.
- . 1973. *La mise en scène de la vie quotidienne. La présentation de soi*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- . 1975. *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Gougou, Florent. 2007. « Les mutations du vote ouvrier sous la Ve république. » *Nouvelles Fondations* 5 (1) : 15-20.
- . 2015. « Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réalignement électoral. » Dans *Les faux-semblants du Front national*. Sous la direction de Sylvain Crépon, 323-344. Paris : Presses de Sciences Po.
- Grignon, Claude. 1991. « Un savant et le populaire. Entretien avec Claude Grignon » (avec Annie Collovald, Bernard Pudal, Frédéric Sawicki, *Politix*, 13 (4) : 35-42.
- Grignon, Claude et Jean-Claude Passeron. 1989. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Paris : Seuil.
- Guilluy, Christophe. 2010. *Fractures Françaises*. Paris : Francis Bourin.
- . 2011. « Les métropoles et la France périphérique. Une nouvelle géographie sociale et politique. » *Le Débat* 166 (4) : 42-52.
- Hall, Stuart. 2008. *Le populisme autoritaire, puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thatchérisme et du blairisme*. Paris : Éditions d'Amsterdam.

- Hamidi, Camille. 2006. « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration » *Revue française de science politique* 56 (1) : 5-25.
- . 2010. « Catégorisations ethniques ordinaires et rapport au politique. Éléments sur le rapport au politique des jeunes des quartiers populaires. » *Revue française de science politique* 60 (4) : 719-743.
- . 2020. « Extension du domaine de la politisation. Penser les rapports ordinaires au politique » Dans *Colloque Quietly standing out: Understanding alternative forms of political engagement* (18 Mars 2020). Montréal : CAPED.
- Hayat, Samuel. 2018. « Les gilets jaunes et la question démocratique. » *Lundi Matin* 171 <https://lundi.am/Les-Gilets-jaunes-et-la-question-democratique-Samuel-Hayat>
- Heinich, Nathalie. 2009. *Le bêtisier du sociologue*. Paris : Klincksieck.
- Hillygus, D. Sunshine et Todd G. Shields. 2005. « Moral Issues and Voter Decision Making in the 2004 Presidential Election. » *Political Science and Politics* 38 (2) : 201-209.
- Ho, Park Jung, et Chun Sang Jin. 2011. « La théorie du complot comme un simulacre de sciences sociales ? » *Sociétés* 112 (2) : 147-161.
- Hochschild, Arlie Russel. 2016. *Strangers in Their Own Land*. New York : The New Press.
- Hofstadter, Richard. 2012 [1971]. *Le style paranoïaque, théories du complot et droite radicale en Amérique*. Paris : François Bourin Éditeur.
- Hoggart, Richard. 1970. *La culture du pauvre*. Paris : Les éditions de minuit.
- Houtman, Dick et Peter Achterberg. 2010. « Deux gauches, deux droites. Vote de classe et vote culturel aux Pays-Bas, 2002 » *Sociologie* 1 (1). <http://journals.openedition.org/sociologie/179>
- Hubé, Nicolas et Naomi Truan. 2016. « The Reluctance to Use the Word Populism as a Concept », Dans *Populist Political Communication in Europe*. Sous la direction de Carsten Reinemann, Frank Esser, Claes H. de Vreese, Toril Aalberg, Jesper Strömbäck, 181-194. New York : Routledge.
- Hudon, Raymond. 1976. « Les études électorales au Québec: principales orientations et quelques débats. » *Recherches sociographiques* 17 : 283-322.
- Inglehard, Ronald et Pippa Norris. 2016. « Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash. » Communication présenté au congrès annuel de l'American Political Science Association, Philadelphie, 2 septembre 2016. <https://www.hks.harvard.edu/publications/trump-brexit-and-rise-populism-economic-have-nots-and-cultural-backlash>
- INSEE. 2017. « Les campings : un confort accru, une fréquentation en hausse » *Insee Première* 1649. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2852693>
- Ipsos. 2019. « Européennes 2019 : sociologie des électors ». Ipsos. <https://www.ipsos.com/fr-fr/europeennes-2019-sociologie-des-electors>

- Jacobs, Dirk. 2007. « Le défi de la représentation des minorités ». *ENARgy* 19 : 4-5.
- Johsua, Florence. 2013. « Repenser la production sociale de la révolte. » *Revue française de science politique* 63 (5) : 841-864.
- Jourdain, Jacques. 1997. « À propos de Pierre Vallières : la gauche et la question nationale (1962-1974). » *Bulletin d'histoire politique* 6 (1) : 88-95.
- Kamanzi, Pierre C. 2018. « L'évolution récente de la démocratisation de l'éducation et le marché scolaire au Québec : quand l'inclusion fait place à la stratification » *Cahiers de recherche sociologique* 64 : 203-225.
- Karpowitz Christopher F., J. Quin Monson, Kelly D. Patterson et Jeremy C. Pope. 2011. « Tea Time in America? The Impact of the Tea Party Movement on the 2010 Midterm Elections. » *PS: Political Science & Politics* 44 (2) : 303-309.
- Katz, Elihu et Paul Lazarsfeld. *Personal Influence*. New York : The Free Press.
- Kazin, Michael. 2016. « Trump and American Populism: Old Whine, New Bottles » *Foreign Affairs* 95 (6) : 17-24.
- Kelly, Nathan J. et Peter K. Enns. 2010. « Inequality and the Dynamics of Public Opinion: The Self-Reinforcing Link between Economic Inequality and Mass Preferences ». *American Journal of Political Science* 54 (4) : 855-70.
- Keskinen, Suvi, Ov Christian Norocel et Martin Bak Jørgensen, 2016. « The politics and policies of welfare chauvinism under the economic crisis. » *Critical Social Policy* 36 (3) : 321-329.
- Keyes, Ralph. 2004. *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*. New York : St. Martin's Press.
- Kuklinski, James H. et Buddy Peyton, 2007. « Belief Systems and Political Decision Making. » Sous la direction de Russell J. Dalton et Hans-Dieter Klingemann. *The Oxford Handbook of Political Behavior*. Oxford : Oxford University Press.
- Kymlicka, Will. 2017. *La Citoyenneté multiculturelle. Une théorie libérale du droit des minorités*. Montréal : Boréal.
- Lahire, Bernard. 1996. « Risquer l'interprétation. » *Enquête* 3 : 61-87.
- Lahire, Bernard. 1998. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris : Nathan.
- Lambert, Anne. 2016. « Échapper à l'enfermement domestique. Travail des femmes et luttes de classement en lotissement pavillonnaire. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 215 (5) : 56-71.
- Lamont, Michèle. 2002. *La dignité des travailleurs. Exclusion, race, classe et immigration en France et aux États-Unis*. Paris : Presses de Sciences po.
- Langlois, Simon. 2016. *Le Québec change. Chroniques sociologiques*. Montréal : Del Busso Éditeur.
- Langlois, Simon. 2003. « Quatre décennies d'études sur la stratification sociale au Québec et au Canada : tendances et illustrations. » *Liens social et politiques* 49 : 45-70.

- Lau, Richard R. et David P. Redlawsk. 2001. « Advantages and Disadvantages of Cognitive Heuristics in Political Decision Making » *American Journal of Political Science* 45 (4) : 951-971
- Lawlor Andrea et Bélanger Éric. 2013. « The blue electorate in Quebec and the support for the ADQ and the CPC. » Dans *Conservatism in Canada*. Sous la direction de James Farney et David Rayside, 293-316. Toronto : University of Toronto Press.
- Lazarsfeld, Paul, Bernard Berelson et Hazel Gaudet. 1944. *The people's choice: How the voter makes up his mind in a presidential campaign*. New York: Duell, Sloan, and Pearce.
- Le Digol, Christophe. 2012. « Comment penser le clivage gauche-droite ? » Dans *Gauche, Droite, Genèse d'un clivage politique*. Sous la direction de Jacques Le Bohec et Christophe Le Digol, 1-16. Paris : Presses Universitaires de France.
- . 2018. *Gauche-droite : la fin d'un clivage ? Sociologie d'une révolution symbolique*. Lormont : Le Bord de l'eau.
- Le Gall, Laurent, Michel Offerlé et François Ploux, dir. 2012. *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Le Pape, Marie-Clémence. 2006. « Les ambivalences d'une double appartenance : hommes et femmes en milieux populaires » *Sociétés contemporaines* 62 (2) : 5-26.
- Lechien, Marie-Hélène et Yasmine Siblot. 2019. « « Eux/nous/ils » ? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire », *Sociologie* 10 (1) : 1-15.
- Lecomte, Catherine. 2003. « Le XIX^e siècle à la recherche d'un citoyen éclairé. » Dans *Sujet et citoyen. Actes du Colloque de Lyon (Septembre 2003)*. Sous la direction de Michel Ganzin, 363-374. Aix-en-Provence : Presses Universitaires d'Aix-Marseille.
- Lefebvre Rémi et Frédéric Sawicki. 2007. « Pourquoi le PS ne parle-t-il plus aux catégories populaires ? » *Mouvements* 50 (2) : 24-32.
- Lefèvre, Sylvain, Gérard Boismenu et Pascale Dufour. 2011. *La pauvreté, quatre modèles sociaux en perspective*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Lehingue, Patrick. 2003. « L'objectivation statistique des électorats. Que savons-nous des électeurs du Front National ? » Dans *La politisation*. Sous la direction de Jacques Lagroye, 247-278. Paris : Belin.
- . 2011. *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*. Paris : La découverte.
- Lévy Jacques, 2003. « Périurbain : le choix n'est pas neutre. » *Pouvoirs Locaux* 56 : 35-42.
- Lewis, Jane. 2001. « The decline of the male breadwinner model: The implications for work and care. » *Social Politics* 8 (2) : 152-170.
- Lion, Gaspard, 2016. *Incertaines demeures, Enquête sur l'habitat précaire*. Paris : Bayard.

- Lipset, Seymour M., 1959. « Democracy and working class authoritarianism. » *American Sociological Review* 24 : 482-502.
- Lipset, Seymour M. et Stein Rokkan, 1967. « Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments. » Dans *Party Systems and Voter Alignments*. Sous la direction de Seymour Lipset et Stein Rokkan, 1-64. New-York : The Free Press.
- Lipset, Seymour M. 1959. « Democracy and Working-Class Authoritarianism. » *American Sociological Review* 24 (4) : 482-501
- Lipsky, Michael. 1980. *Street-Level Bureaucracy: Dilemmas of the Individual in Public Services*. New York: Russell Sage Foundation.
- Logier, Raphael. 2013. *Ce populisme qui vient, conversations pour demain*. Paris : Textuel.
- Lomba, Cédric et Julian Mischi. 2013. « Ouvriers et intellectuels face à l'ordre usinier. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 196-197 (1) : 4-19.
- Lukàcs, Georg. 1960 [1923]. *Histoire et conscience de classe, Essai de dialectique marxiste*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Lupia, Arthur. 1994. « Shortcuts Versus Encyclopedias: Information and Voting Behavior in California Insurance Reform Election » *The American Political Science Review* 88 (1) : 63-76.
- . 2016. *Uninformed. Why people know so little about politics and what we can do about it*. New-York : Oxford University Press.
- Mahéo, Valérie-Anne et Éric Bélanger. 2018. « Is the Parti québécois Bound to Disappear? A Study of the Current Generational Dynamics of Electoral Behaviour in Quebec. » *Revue canadienne de science politique*, 51 (2) : 335-356.
- Malandain, Gilles. 2012. « rumeurs et bavardages, indices d'une appropriation ordinaire du politique dans la France censitaire » Dans *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*. Sous la direction de Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François Ploux, 149-162. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Marchand-Lagier, Christèle. 2015. « Les ressorts privés du vote front national. Une approche longitudinale. » Dans *Les faux-semblants du Front national*. Sous la direction de Sylvain Crépon, 345-374. Paris: Presses de Sciences Po.
- Marcoux, Jean-Michel et Jean-François Tremblay. 2005. « Le néopopulisme de CHOI-FM : De l'expansion de la logique consumériste. Profil socioéconomique et sociopolitique des auditeurs mobilisés. » Rapport de recherche effectué pour le Centre d'étude sur les médias. Québec : Centre d'étude sur les médias. (Non-publié).
- Marietta Morgan. 2012. *A Citizen's Guide to American Ideology*. New York : Routledge.
- Martin, Claude. 2004. « Retour des classes sociales ou amnésie sociologique ? » Dans *Que reste-t-il des classes sociales ?* Sous la direction de Jean-Noël Chopart et Claude Martin, 9-19. Rennes : Éditions ENSP.

- Mariot, Nicolas. 2010. « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté. » *Politix* 92 (4) : 165-194.
- Mauger, Gérard. 1991. « Enquêter en milieu populaire. » *Genèses*, 6 : 125-143.
- . 2013. « De “ l'homme de marbre ” au “ beauf ”. Les sociologues et “ la cause des classes populaires ”. » *Savoir/Agir* 26 (4) : 11-16.
- . 2014. « Vous avez dit socialistes ? » *Savoir/Agir* 30 (4) : 97-104.
- . 2017a. « Un champ politique illisible » *Savoir/Agir* 39 (1) : 102-108.
- . 2017b. « Vote FN et “ souci de respectabilité ” » Dans *Les classes populaires et le FN. Explications de vote*. Sous la direction de Gérard Mauger et Willy Pelletier, 171-181. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- . 2018. *Repères (II) pour résister à l'idéologie dominante*. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- Mauger, Gérard et Willy Pelletier. 2017. « Le populaire et le FN. » Dans *Les classes populaires et le FN. Explications de vote*. Sous la direction de Gérard Mauger et Willy Pelletier, 9-15. Vulaines-sur-Seine : Éditions du Croquant.
- Mayer, Nonna. 1999. *Ces français qui votent FN*. Paris : Flammarion.
- . 2011. « Comment aborder les métamorphoses du vote ouvrier en Europe ? » Dans *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?* Sous la direction de Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira, 27-40. Paris : Éditions Economica.
- Mayer, Nonna et Daniel Boy. 1997. « Les « variables lourdes » en sociologie électorale » *Enquête* 5 : 109-122.
- Mazot-Oudin, Antoine. 2017. « « Au nom du peuple » ? Circulations du « populisme » et représentations du populaire au Québec. » *Politix* 120 (4) : 37-60.
- . 2019. « Le politiste et le maître-nageur. Les enjeux de la présentation de soi dans un terrain de camping en milieu populaire au Québec », *Interrogations ?* 29. <https://www.revue-interrogations.org/Le-politiste-et-le-maitre-nageur>
- Mény, Yves et Yves Surel. 2000. *Par le peuple, pour le peuple, Les populismes et les démocraties*, Paris : Fayard.
- Mewes, Jan et Steffen Mau. 2013. « Globalization, socio-economic status and welfare chauvinism: European perspectives on attitudes toward the exclusion of immigrants. » *International Journal of Comparative Sociology* 54 (3) : 228–245
- Michelat Guy et Michel Simon. 1977. *Classe, religion et comportement politique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- . 2004. « Présentation » Dans *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements* Sous la direction de Michel Simon et Guy Michelat, 15-24. Paris : Presses de Sciences Po.

- Michelat, Guy et Vincent Tiberj. 2007. « Gauche, centre, droite et vote. Permanence et mutation d'une opposition. » *Revue française de science politique* 57 (3) : 371-392.
- Michels, Robert. 2009 [1911]. *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Miller, Joanne M., Kyle L. Saunder et Christina E. Farhart. 2016. « Conspiracy Endorsement as Motivated Reasoning: The Moderating Roles of Political Knowledge and Trust. » *American Journal of Political Science* 60 (4) : 824-844.
- Mills, Charles W. 1959. *The Sociological Imagination*. Oxford : Oxford University Press.
- Mischi, Julian. 2003. « Travail partisan et sociabilités populaires. Observations localisées de la politisation communiste. » *Politix* 63 (16) : 91-119.
- Misset, Séverine et Yasmine Siblot. 2019. « « Donner de son temps » pour ne pas être des « assistés ». Bénévolat associatif et rapports à la politique au sein de ménages stables des classes populaires. » *Sociologie* 10 (1) : 73-89.
- Mondak, Jeffery J. 1993. « Source Cues and Policy Approval : The Cognitive Dynamics of Public Support for the Reagan Agenda. » *American Journal of Political Science* 37 (1) : 186-212.
- Moualek, Jérémie. 2017. « Des voix (vraiment) pas comme les autres : Les usages pluriels du vote blanc et nul. » *Revue française de science politique* 67 (6) : 1153-1166.
- Mutz, Diana. 2000. « The Consequences of Cross-Cutting Networks for Political Participation. » *American Journal of Political Science* 46 : 838-855.
- Muxel, Anne. 2007. « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? » *Pouvoirs* 120 (1) : 43-55.
- Nicolas, Loïc. 2016. « Les théories du complot comme miroir du siècle. Entre rhétorique, sociologie et histoire des idées. » *Questions de communication* 29 (1) : 307-325.
- Noël, Alain et Jean-Philippe Therien. 2010. *La gauche et la droite, un débat sans frontières*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Noël, Alain. 2004. *Priorité au soutien du revenu : La mise en oeuvre de la Loi québécoise visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, Canadian Policy Research Networks.
- Noël, Alain. 2014. « Élections 2014 : la force des grands clivages idéologiques. » *Bulletin d'histoire politique* 23 (1) : 202-207.
- Noiriel, Gérard. 2010. *Le massacre des Italiens, Aigues-Mortes, 17 août 1893*. Paris : Fayard.
- Noiriel, Gérard et Nicolas Truong. 2019. *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire*. Paris : L'aube.
- Offerlé, Michel et Pierre Favre. 2002. « Connaissances politiques, compétence politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français. » *Revue française de science politique* 52 (2-3) : 201-232.

- Pagis, Julie et Karel Yon. 2019. « Se faire ouvrier·e. L'établissement, un cas de reverse passing ? » *Genèses* 114 (1) : 53-74.
- Parent, Frédéric. 2015. *Un Québec invisible. Enquête ethnographique dans un village de la grande région de Québec*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Pasquali, Paul et Olivier Schwartz. 2016. « La culture du pauvre : un classique revisité. Hoggart, les classes populaires et la mobilité sociale. » *Politix* 114 (2) : 21-45.
- Pelletier, Réjean. 2014. « L'élection du 7 avril et les partis politiques. » *Bulletin d'histoire politique* 23 (1) : 194-201
- Penissat, Étienne, et Yasmine Siblot. 2017. « Des classes sociales européennes ? » *Actes de la recherche en sciences sociales* 219 (4) : 4-11.
- Perrineau, Pascal. 1995. « La dynamique du vote le Pen le poids du « gauchisme-lepénisme. » Dans *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*. Sous la direction de Pascal Perrineau, 243-261. Paris : Presses de Science Po.
- . 2002. « La montée des droites extrêmes en Europe. » *Études* 397 (12) : 605-613.
- . 2013. *La France au Front*. Paris : Fayard.
- Perrineau, Pascal. 2017. *Cette France de gauche qui vote FN*. Paris : Seuil.
- Peugny, Camille. 2009. *Le déclassé*. Paris : Grasset.
- Peugny, Camille. 2015. « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés. » *Revue française de science politique* 65 (5) : 735-759.
- Pierru, Emmanuel. 2005. *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*. Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Pierru Emmanuel et Alexis Spire. 2008. « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles. » *Revue française de science politique* 58 (3) : 457-481.
- Pierru, Emmanuel et Sébastien Vignon. 2008. « L'inconnue de l'équation FN : ruralité et vote d'extrême droite. Quelques éléments à propos de la Somme. » Dans *Sociabilités et politique en milieu rural*. Sous la direction d'Annie Antoine et de Julian Mischi, 407-419. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Pinard, Maurice. 1971. *Rise of a Third Party : a Study in Crisis Politics*. Toronto : Prentice Hall.
- Pinard, Maurice et Pat Rafail. 2007. « L'énigme des succès de la droite à Québec », Dans *Droite et démocratie au Québec : enjeux et paradoxes*. Sous la direction de Nelson Michaud, 121-138. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Pinto, Louis. 2016. « Le nouvel ordre moral. » *Savoir/Agir* 35 (1) : 119-123.
- Piotte, Jean Marc. dir. 2003. *A droite toute ! Le programme de l'ADQ expliqué*. Montréal : Les éditions Hurtubise.

- Piotte, Jean Marc et Jean-Pierre Couture. 2012. *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*. Montréal. Éditions Québec Amérique.
- Polletta, Francesca et Callahan, Jessica. 2017. « Deep stories, nostalgia narratives, and fake news: Storytelling in the Trump era », *American Journal of Cultural Sociology* 3 (5) : 392-408.
- Popkins, Samuel L. 1991. *The Reasoning Voter*. Chicago : The University of Chicago Press
- Poupeau, Franck. 2012. *Les mésaventures de la critique*. Paris : Raisons d'Agir.
- Prost, Antoine. 2006. *Autour du Front Populaire. Aspects du mouvement social au XXe siècle*. Paris : Seuil.
- Pudal, Bernard. 2009. *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*. Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Pudal, Romain. 2011. « La politique à la caserne: Approche ethnographique des rapports à la politique en milieu pompier. » *Revue française de science politique* 61(5) : 917-944.
- Raveneau, Gilles, et Olivier Sirost. 2001. « Le camping ou la meilleure des républiques. Enquête ethnographique dans l'île de Noirmoutier. » *Ethnologie française* 31 (4) : 669-680.
- Renahy, Nicolas. 2005. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. Paris : La Découverte.
- . 2010. « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion. » *Regards Sociologiques* 40 : 9-26.
- Renard, Jean-Bruno. 2015. « Les causes de l'adhésion aux théories du complot. » *Diogène* 249-250 (1) : 107-119.
- Retière, Jean-Noël. 1994. *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*. Paris : L'Harmattan.
- . 2003. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. » *Politix* 63 (3) : 121-143.
- Ripoll, Fabrice et Jean Rivière. 2010. « Il y a campagne et campagne. Approche statistique des élections municipales 2008 dans des communes périurbaines » Dans *Battre la campagne. Le pouvoir municipal en milieu rural*. Sous la direction d'Aurélia Troupet et de Sylvain Barone, 47-74. Paris : L'Harmattan.
- Rivest, Youri. 2018. « L'élection de la CAQ, la victoire du Québec moyen. » *Le Devoir*, 5 octobre 2018. <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/538450/l-election-de-la-caq-la-victoire-du-quebec-moyen>
- Rocheffort, Martin. 2008. « L'introduction de la prière et du crucifix de l'Assemblée nationale du Québec. » *Bulletin de la bibliothèque de l'Assemblée nationale* 37, 2 : 18-23.
- Rocher, François. 2019. « The Life and Death of an Issue: Canadian Political Science and Quebec Politics. » *Canadian Journal of Political Science* 52 (4) : 631-655.

- Rougier, Cyrille. 2016. « Le sport à côté. Les logiques sociales de la permanence d'un investissement associatif en milieu populaire. » *Sciences sociales et sport* 9 (1) : 17-46.
- Rousseau, Louis. 2005. « La construction religieuse de la nation. » *Recherches sociographiques* 46 (3) : 437-452.
- Roussel, Violaine. 2003. « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national. » Dans *Le mythe de l'allergie française au fascisme*. Sous la direction de Michel Dobry, 237-278. Paris : Albin Michel.
- Saint-Martin, Arnaud. 2018. « Le danger sociologique ? Un feu de paille. », *Zilsel* 3 (1) : 411-442.
- Sansot, Pierre. 2009 [1991]. *Les gens de peu*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Sartori, Giovanni. 1970. « Concept Misformation in Comparative Politics. » *American Political Science Review*, 64 (4) : 1033-1053.
- Schmitt, Carl. 2009 [1927]. *La notion de politique. Théorie du partisan*. Paris : Flammarion.
- Schultheis, Franz. 1989. « Comme par raison, comparaison n'est pas toujours raison-Pour une critique sociologique de l'usage social de la comparaison interculturelle » *Droit et société* 11/12 : 219-244.
- Schwartz, Olivier. 1991. « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires. » *Politix* 13 (1) : 79-86.
- . 2009. « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La vie des idées*, 22 septembre 2009.
https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20090922_schwartz.pdf
- . 2011. « Peut-on parler des classes populaires ? » *La Vie des idées*, 13 septembre 2011.
<http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>
- . 2012 [1990]. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Scott, James C. 2009 [1990]. *La domination et les arts de la résistance, fragments du discours subalterne*, Paris : Éditions Amsterdam.
- . 2013. *Petit éloge de l'anarchisme*. Montréal : Lux Éditeur.
- Siblot, Yasmine, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Nicolas Renahy. 2015. *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Paris : Armand Colin.
- Siblot, Yasmine. 2005. « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public. » *Sociétés contemporaines* 58 (2) : 85-103.
- . 2006. *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Siegfried, André. 1913. *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*. Paris : Armand Colin.

- Siméant, Johanna. 2010. « 'Économie morale' et protestation ? Détours africains. » *Genèses* 81 (4) : 142-160.
- Sionneau, Bernard. 2012. *La construction du conservatisme moderne aux États-Unis*. Paris : L'Harmattan.
- Sirost, Olivier et Gilles Raveneau. 2000. « Le double sens du camping. » *Cultures en mouvement* 29 : 55-57.
- Sirost, Olivier. 2011. « Du campement au camping, une précarité désirée. » *Techniques & Culture* 56 (1) : 98-113.
- Skeggs, Beverley. 2015 [1997]. *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*. Marseille : Agone.
- Spire, Alexis. 2016. « État des lieux. Les policy feedbacks et le rapport ordinaire à l'État. » *Gouvernement et action publique* 5 (4) : 141-156.
- . 2017. *Résistances à l'impôt, attachement à l'état, enquête sur les contribuables français*. Paris : Seuil.
- Sternhell, Zeev. 1978. *La droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme*. Paris : Seuil.
- Surel, Yves. 2003. « Berlusconi, leader populiste ? » Dans *La tentation populiste au cœur de l'Europe*. Sous la direction de Janine Chêne, Olivier Ihl, Éric Vial et Ghislain Waterlot, 111-129. Paris : La Découverte.
- Svallfors, Stephan. 1997. « Worlds of welfare and attitudes to redistribution: A comparison of eight western nations. » *European Sociological Review* 13 (3) : 283-304.
- Taguieff, Pierre-André. 1986. « La doctrine du national-populisme en France » *Études* 1 : 27-46.
- . 2007 [2002]. *L'illusion populiste, Essai sur les démocraties de l'âge démocratique*. Paris : Flammarion.
- Taïeb, Emmanuel. 2006. « La "rumeur" des journalistes. » *Diogène* 213 : 133-152.
- . 2010. « Logiques politiques du conspirationnisme. » *Sociologie et sociétés* 42 (2) : 265-289.
- Tarrow, Sidney. 1994. *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Terra Nova. 2011. « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? » Terra Nova. <http://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012>
- Terray, Emmanuel. 2012. *Penser à droite*. Paris : Galilée.
- Theodor W. Adorno, *Études sur la personnalité autoritaire*. Paris : Allia.
- Therriault, Andrew, Joshua Aaron Tucker et Ted Brader. 2011. « Cross-Pressures and Political Participation » Paper 23. http://opensiuc.lib.siu.edu/pnconfs_2011/23
- Thibault, Martin. 2013. *Ouvriers malgré tout. Enquête sur les ateliers de maintenance des trains de la Régie autonome des transports parisiens*. Paris : Raison d'Agir.

- Thompson, Edward Palmer. 2017 [1963]. *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris : Seuil.
- Tiberj, Vincent. 2017a. « Faire de deux faces une même pièce. Sociologie du vote et psychologie du choix électoral » Dans *Sociologie plurielle des comportements politiques*. Sous la direction d'Olivier Fillieule, Florence Haegel, Camille Hamidi et Vincent Tiberj, 93-118. Paris : Presses de Sciences Po.
- . 2017b. « *Running to stand still*. Le clivage gauche/droite en 2017 » *Revue française de science politique* 67 (6) : 1089-1112.
- Tilly, Charles. 1978. *From Mobilization to Revolution*. Reading, MA : Addison-Wesley.
- Tobacyk, Jerome J. 2004. « A revised paranormal belief scale », *International Journal of Transpersonal Studies*, 23 (1) : 94-98.
- Tocqueville, Alexis de. 1981 [1840] *De la démocratie en Amérique*. Paris : Flammarion.
- Trémon, Anne-Christine. 2019. « Comparaisons contextualisées. » *L'Homme* 229 (1) : 135-158.
- Uscinski Joseph E., Casey Klofstad et Matthew D. Atkinson. 2016. « What Drives Conspiratorial Beliefs? The Role of Informational Cues and Predispositions » *Political Research Quarterly* 69 (1) : 57-71
- Vaillancourt, Yves. 2011. « Le modèle québécois de politique sociale, hier et aujourd'hui » *Cahiers du LAREPPS* 11 (9). http://www.larepps.uqam.ca/Page/Document/pdf_transversal/Cahier_11-09.pdf
- Verret, Michel. 1995. *Chevilles ouvrières*. Paris : Les Éditions de l'Atelier.
- Veyne, Paul. 2003 [1983]. *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*. Paris : Seuil.
- Vignon, Sébastien. 2005. « La dynamique des marchés électoraux périphériques. Le cas des communes rurales. » Dans *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*. Sous la direction de Jacques Lagroye, Patrick Lehingue et Frédéric Sawicki, 145-167. Paris : Presses Universitaires de France/CURAPP.
- Villeneuve, Paul, Yvon Jodoin et Marius Thériault. 2007. « L'énigme de Québec... ou de ses banlieues. Une analyse de géographie électorale. » *Cahiers de géographie du Québec* 51 : 375-397.
- Warin, Philippe. 2016. *Le non-recours aux politiques sociales*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Weber, Florence. 2009 [1989]. *Le travail à côté, une ethnographie des perceptions*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Weisbein, Julien. 2017. « Vers un agenda de recherche sur les politisations ordinaires au sein de la sociologie politique française ? À propos de *L'ordinaire du politique : enquêtes sur les rapports profanes au politique*, dirigé par François Buton, Patrick Lehingue, Nicolas Mariot et Sabine Rozier », *Politix* 119 (3) : 147-160.
- Weller, Jean-Marc. 1994. « Le mensonge d'Ernest Cigare : Problèmes épistémologiques et méthodologiques à propos de l'identité. » *Sociologie du travail* 36 (1) : 25-42.

- Willis, Paul. 2011. [1977]. *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*. Marseille : Agone.
- Zubrzycki, Geneviève. 2016. « Laïcité et patrimonialisation du religieux au Québec. » *Recherches sociographiques* 57 (2-3) : 311–332.
- . 2020. *Jean-Baptiste décapité. Nationalisme, religion et sécularisme au Québec*. Montréal : Boréal.

Annexes 1. Liste des enquêté-e-s principaux

Camping des Palmiers (Québec)

Luc Bellemare, 42 ans au moment de l'enquête, travaille comme ouvrier agricole dans une exploitation agricole d'élevage porcins depuis six ans. Après avoir complété son secondaire 5, il tente de rentrer au CEGEP pour suivre des études en techniques policières mais est découragé par sa première année et quitte cette formation. Il travaille par la suite comme ouvrier plus d'une décennie dans une fonderie d'aluminium de la région. Son père a travaillé toute sa carrière comme magasinier dans une entreprise de production de sirop d'érable. Sa mère n'avait pas d'activité professionnelle. Sa conjointe est salariée d'une entreprise de couture et assure les livraisons. Le couple a deux enfants âgés de 12 et 15 ans.

Claudie Chevrier, la cinquantaine, est la mère de Fanny Chevrier. Elle travaille comme employée du camping et se charge notamment de l'accueil des client-e-s à l'entrée. Fille du couple de propriétaires de l'épicerie de Chavilles dans les années 1970, Claudie Chevrier a hérité de plusieurs terres à bois dans la région. Propriétaire de son logement avec son époux à Chavilles, à quelques minutes du camping, elle a occupé divers emplois dans la restauration étant plus jeune après avoir complété son secondaire, dans des entreprises de ménage par la suite et a aussi travaillé ponctuellement comme couturière à domicile pendant une décennie. Son mari a travaillé quant à lui à temps plein pendant 32 ans à la fonderie d'aluminium Alu-Chavilles. À la fermeture de l'usine au début des années 2010, son mari commence une formation en assurances mais fait quelques mois plus tard une crise cardiaque. Parallèlement, Claudie est également atteinte du cancer et doit s'arrêter de travailler pendant plusieurs années. Leur situation ne se rétablit pleinement qu'après que son mari retrouve un emploi mieux rémunéré dans une importante usine de découpe de métal de la région.

Fanny Chevrier, la fille de Claudie Chevrier, est dans la trentaine. Elle ne termine pas son secondaire 5. Elle suit par la suite des études pour obtenir un Diplôme d'études professionnelles (DEP) en comptabilité et finalement une formation pour devenir préposée aux bénéficiaires. Elle a d'ailleurs travaillé par la suite comme préposée aux bénéficiaires pendant quelques années et a récemment cessé son activité professionnelle pour s'occuper de ses enfants. Son conjoint, Jérôme Carpentier, est ouvrier agricole dans la région. Elle est la mère de trois enfants de 8 à 1 ans. Ils sont locataire d'une maison à Chavilles.

Paul Berthiaume, la cinquantaine, travaille depuis 26 ans comme dessinateur industriel pour une entreprise de toiture de la région. Il a complété des études au CEGEP. Par la suite, il travaille pendant trois ans comme ouvrier dans le même entrepôt ou travaille son père. Il quitte cet emploi pénible pour ne plus devoir travailler de nuit et apprend sur le tas le dessin industriel en entrant dans l'entreprise pour laquelle il travaille actuellement. Très actif au sein du club social du camping, il anime chaque vendredi le Bingo. Il est le mari de Christine Berthiaume et le père de Camille Berthiaume.

Christine Berthiaume, la cinquantaine, est active au sein du club social au camping des Palmiers. Après avoir complété son secondaire, elle entame des études au CEGEP mais quitte cette formation

pour commencer à travailler comme secrétaire comptable dans une entreprise de construction où elle apprend son métier sur le tas. Par la suite, elle change d'employeur et travaille désormais comme secrétaire comptable dans une clinique médicale de la région depuis plus d'une décennie. Son père était chauffeur routier. Sa mère travaillait comme cuisinière dans un centre d'hébergement. Elle et son mari sont propriétaires d'une maison dans un village proche du camping.

Camille Berthiaume est la fille de Paul et Christine Berthiaume au *camping des Palmiers*. Camille, la seule enquêtée à m'avoir proposé de son propre chef – par l'entremise de sa mère – de participer à cette enquête, est la plus diplômée de sa famille. Elle connaît une importante ascension sociale en comparaison des positions occupées par son entourage familial, que ce soient ses parents ou son conjoint. Sa mère est secrétaire comptable dans une clinique tandis que son compagnon, après avoir quitté l'école au secondaire 3, est ouvrier saisonnier dans les usines de construction de portes et fenêtres de la région. Diplômée d'un DESS, comptable agréée depuis peu, Camille est en passe d'acquérir une maison à proximité de celle de ses parents, à une dizaine de kilomètres du camping.

Jeanne Francoeur approche la cinquantaine au moment de l'enquête. Adolescente, elle entame un DEP en secrétariat sans avoir toutefois terminé ses études secondaires. Elle enchaîne par la suite différentes activités professionnelles, la plupart salariée, notamment celles offertes par le bassin d'emploi dans la région, sans lien avec cette formation. Elle travaille dans le domaine de la restauration, comme préposée aux bénéficiaires, comme travailleuse saisonnière dans une usine de porte et fenêtres, comme ouvrière agricole dans l'élevage porcin. Elle ouvre et gère pendant cinq ans une pizzeria qu'elle se résout à vendre face à la charge de travail trop importante. Elle est l'épouse de Marcel Boisvert qui travaille comme ouvrier agricole dans l'élevage porcin. Elle a deux enfants d'un précédent mariage qui travaillent comme techniciens pour l'entreprise de télécommunication Telus. Au moment de l'enquête, son troisième enfant termine son secondaire.

Marcel Boisvert approche de la soixante. Il est l'époux de Jeanne Francoeur. Il commence à travailler à l'âge de 14 ans, sans avoir complété son secondaire, pour contribuer aux dépenses familiales. Son père était ouvrier dans une aciérie de la région. Sa mère était femme au foyer. Après avoir travaillé plusieurs années comme ouvrier dans une usine de portes et fenêtres, il entame une carrière comme ouvrier agricole dans l'élevage porcin qu'il a poursuivi jusqu'à ce jour de manière continue. Chasseur, il s'est notamment investi plus jeune dans une association de chasse de la région. Il est propriétaire d'une maison centenaire qu'il cherche à vendre au moment de l'enquête.

Josiane Déry a 66 ans. Elle a arrêté son secondaire pour commencer à travailler comme cuisinière dans différents employeurs de la région, notamment un hôpital et une maison de retraite. Elle s'arrête de travailler à 50 ans en raison de problèmes de santé et touche désormais sa retraite après avoir été plusieurs années indemnisée par la CSST. Issue d'une fratrie de huit enfants, son père était mécanicien et sa mère cuisinière. Elle a une fille qui, entrée comme guichetière dans une banque québécoise, a connu différentes promotions internes.

Céline Massicotte vient d'une famille de dix enfants. Son père travaillait comme ouvrier au chantier naval Davie et sa mère était mère au foyer. Elle vient d'entrer dans la quarantaine au moment de l'enquête. Elle a complété son secondaire et a repris ses études à la fin de sa vingtaine pour obtenir un DEP dans son domaine d'activité. Elle a exercé plusieurs années le métier de préposée aux bénéficiaires et a depuis cessé son activité professionnelle pour s'occuper de ces deux filles âgées au moment de l'enquête de 10 et 8 ans. Elle est la compagne de **Guy Massicotte**, la

cinquantaine, qui travaille comme ouvrier sur le chantier naval Davie (journalier, manutentionnaire, peintre). Ils sont locataires d'une maison à Lévis proche du chantier.

Janie Viau est âgée de 31 ans au moment de l'enquête. Elle cesse ses études au cours de son secondaire pour participer à un programme d'intégration socio-professionnelle (ISP). Par la suite, elle a travaillé dans différentes enseignes de restauration rapide de la région. Mère de trois jeunes enfants, elle s'en occupe à temps plein depuis quelques années. Son conjoint, mécanicien de formation de véhicule lourds, est employé dans une entreprise de livraison de meubles. Toutefois, il a lancé parallèlement son entreprise de services de réparation sur route depuis un an et demi et projette de s'y consacrer prochainement à temps plein. Ils sont propriétaires de leur domicile à la suite d'un héritage de son conjoint. Son père a travaillé toute sa vie comme ouvrier dans une usine de porte et fenêtres. Sa mère a ouvert une garderie familiale à son domicile.

Paul Aubin a la quarantaine. Il a complété son secondaire cinq. Son père travaillait comme ouvrier emballer dans une usine de papier toilettes de la région. Sa mère était secrétaire municipale. Dès l'âge de 14 ans ponctuellement puis à temps plein, il a travaillé jusqu'à l'âge de 28 ans comme livreur salarié de meubles et de matériel agricole. Écœuré par ce travail, il suit l'exemple de son frère et prend des cours du soir pour obtenir ses cartes, la certification professionnelle lui permettant d'exercer la profession de charpentier menuisier. Sa conjointe, Danièle Côté, est éducatrice spécialisée et travaille en garderie auprès d'enfants autistes. Elle se démarque de la plupart des autres campeurs et campeuses rencontrées « sur les terrains du haut » puisqu'elle est titulaire d'une technique en éducation spécialisée qu'elle a obtenu dans un CEGEP de la région. Ils sont les parents de deux jeunes enfants.

Jean Côté, approchant la quarantaine, a quitté l'école au secondaire 3. Après avoir multiplié les formations professionnelles, notamment aux États-Unis dans le secteur de la construction, il revient au Québec, obtient ses cartes de monteur d'acier de structure et travaille depuis lors dans ce domaine d'activité. Il fait partie des franges les plus établies des classes populaires rencontrées. Bilingue, il dispose d'une relative aisance financière et d'un accès privilégié à l'emploi. Il est le père de deux enfants. Sa conjointe vient de compléter une formation de massothérapeute.

Hugues Lemelin a 61 ans. Il a arrêté l'école assez tôt après deux années au secondaire. Il a d'abord travaillé pendant cinq années comme serveur dans le secteur de la restauration. Sur un piston familial, il rentre comme ouvrier dans une usine de préparation de mélange à gâteau. Il y travaille jusqu'à la fermeture de l'usine en 2008. Depuis, il travaille comme employé dans une grande chaîne de pharmacie du Québec, ce qui lui a occasionné une importante perte de revenus. Il est en couple et a une fille d'une trentaine d'années d'un précédent mariage, qui a connu une importante ascension sociale. Après avoir complété son CEGEP et suivi des études à l'Université de Sherbrooke, celle-ci travaille désormais dans un cabinet de notaire. Il est locataire à Montréal mais s'apprête au moment de l'enquête à déménager à proximité du camping.

Annick Gignac, âgée de 58 ans, a commencé à travailler à 16 ans comme employée dans une buanderie durant cinq ans. Par la suite, elle et son conjoint de l'époque, ouvrier dans la construction, déménagent en Ontario. Elle y élève durant une dizaine d'années leurs enfants. Revenue au Québec, elle y occupe par la suite différents emplois de service (ménage, employée dans garderie). Aujourd'hui mariée avec Guislain Gignac, elle a cessé de travailler.

Guislain Gignac a 64 ans. Il est l'époux d'Annick Gignac. Ancien boxeur amateur, il a fait toute sa carrière dans la construction comme « *boilermaker* » (chaudronnier). À la suite d'un lourd

accident du travail, il a dû cesser de travailler sur recommandation de la médecine du travail il y a quelques années et touche depuis une indemnité de remplacement de revenu (IRR) après avoir été déclaré incapable d'occuper à nouveau un emploi.

Catherine Bérubé, 36 ans au moment de l'enquête, est venue rendre visite deux semaines à des amies qui sont saisonnières au *Camping des Palmiers* au Québec. Elle participe depuis l'âge de 18 ans à des compétitions de dressage de chiens et a créé il y a quelques années son entreprise d'élevage canin en banlieue de Québec. Sa mère était « *femme au foyer* » et son père travaillait comme « *chauffeur de truck* ». Elle a arrêté ses études après son secondaire 5.

Gerry Legaré, 25 ans, a connu un parcours scolaire en dents de scie. Il n'a pas complété son secondaire, malgré sa tentative de reprendre ses études au début de sa vingtaine. Il travaille comme employé dans un dépanneur proche du *Camping des Palmiers*. S'il n'est pas un saisonnier, il vient régulièrement visiter sa mère qui s'implique activement au sein du club social. Son père travaille « dans une chope de métal » et sa mère est femme de ménage à son compte.

Frédéric Garon est âgé de 65 ans. Il se distingue nettement des autres campeurs par son importante ascension sociale. Issu d'une famille ouvrière de la région, entré à l'usine à 14 ans, sorti du système scolaire sans diplôme du secondaire, il est au moment de l'enquête à la retraite après avoir été gérant de différentes entreprises. Il est le conjoint de Sylviane, qui est serveuse à la buvette du camping. Il a un fils qui travaille comme ouvrier dans une usine de découpe à bois.

Camping du Bois (France)

Laurent Barry a la cinquantaine. Originaire du coin, il a connu le *Camping du Bois* avant même sa fondation quand s'y tenait une boîte de nuit dans les années 1980. Il travaille comme ouvrier extrudeur dans une usine de plastique en Belgique proche de la frontière et réside proche de son lieu de travail. Il est également propriétaire d'un petit appartement à proximité du camping qu'il rénove actuellement.

Luc Rousseau est âgé de 67 ans, est un ancien ouvrier papetier, rentré sans diplôme comme apprenti à 14 ans, qui fait partie de ses quelques campeurs qui vivent à l'année dans le *camping du Bois* en France. Il a travaillé presque toute sa carrière dans la même imprimerie. Aujourd'hui à la retraite, il y passe une partie de l'été avec sa conjointe, Sylvie Duval. Il fait partie des rares résidents saisonniers à l'année au *camping du Bois*, suite à son divorce avec son ex-conjointe.

Sylvie Duval a 61 ans. Son père travaillait comme représentant de commerce dans la région dans la machinerie de chantier. Sylvie a fait des études techniques commerciales. Elle a occupé plusieurs postes d'employé de bureau (« secrétaire », « standardiste », « c'était toujours du travail de bureau ») dans le secteur bancaire puis dans une sucrerie après avoir obtenu un diplôme de « sténodactylo ». Elle a un fils, titulaire d'un Bac Pro commerce, actuellement au RSA après une longue recherche d'emploi sans succès dans le domaine de la vente. Propriétaire de son logement, elle ne travaille plus et vit de la pension de réversion de son mari décédé en attendant de pouvoir faire valoir ses droits à la retraite.

André Dubois est le père de Laurent Dubois, le propriétaire du camping, et le mari de Marie-Hélène Dubois. Il a 78 ans au moment de l'enquête. Issu d'une famille ouvrière de la région, après avoir arrêté l'école à 14 ans, il entre d'abord comme apprenti mécanicien dans une filature de la région puis, après son service militaire, prend des cours du soir pour obtenir un CAP de tourneur.

Promu au sein de l'usine de machinerie où il travaille tout le reste de sa carrière professionnelle, il y termine sa carrière comme contremaître, quelques années avant la fermeture définitive de l'usine. Délégué du personnel CFDT pendant une décennie, il est aussi membre pendant plusieurs années du parti Centre démocrate (CD) et membre du Conseil municipal de sa commune. Il s'inscrit ainsi dans un héritage familial politique – son père, travailleur social à la filature, étant lui-même membre du CD et ancien conseiller municipal de la commune. **Marie-Hélène Dubois**, quant à elle, a travaillé de 14 à 21 ans comme ouvrière dans la même filature que celle où travaillait son père et son futur époux, André. Après son mariage, elle cesse son activité professionnelle à l'usine, s'occupe plus centralement de l'éducation de ses trois enfants et s'implique bénévolement au sein du Secours Catholique. Son père travaillait lui aussi comme ouvrier dans le textile. Sa mère était « employée de maison » plus jeune avant de le rencontrer.

Roger Claes a 79 ans au moment de l'enquête, est le compagnon de Colette Meunier. Son père était « cultivateur ». Sa mère est issue d'une famille ouvrière (usine textile) de la région. Ayant commencé à travailler à 14 ans comme apprenti dans différents ateliers, il obtient un CAP d'ajusteur-tourneur-fraiseur en suivant les cours du soir et travaille comme mécanicien, terminant sa carrière comme chef d'équipe. Il a été durablement marqué par sa participation à la guerre d'Algérie. Il a deux enfants d'une précédente union. Son aîné, âgé de 53 ans, est chauffeur-routier. Sa fille, âgée de 50 ans, travaille comme secrétaire dans une clinique vétérinaire. Il est installé au *camping du Bois* depuis 25 ans. **Colette Meunier**, sa conjointe, a travaillé 34 ans comme employée à la Redoute, une grande entreprise nordiste de vente par correspondance issue du textile, dans le « retour clients ».

Dylan Kadri, la trentaine, a immigré d'Algérie lorsqu'il était jeune adulte pour s'installer en France. Il a d'abord travaillé comme ouvrier dans le bâtiment. Il travaille comme vigile dans un centre commercial du Pas-de-Calais. Sa compagne, **Céline Durand**, est sans emploi au moment de l'enquête. Elle est la mère d'un petit garçon de quatre ans. Titulaire d'un BEP restauration, elle a travaillé comme serveuse dans ce secteur quelques années avant de faire une formation professionnelle d'un an pour devenir aide-soignante. Son père, ouvrier syndicaliste et très engagé à gauche est devenu conseiller prud'hommes¹¹⁶.

Laurent Gabet, touche une pension d'invalidité. Il a 58 ans. Il a travaillé une longue partie de sa carrière comme ouvrier dans les travaux publics dans la région. Il a par la suite travaillé « dans le nettoyage » comme employé pour bénéficier de conditions de travail moins pénibles. Son père était facteur. Il est le compagnon de **Martine Thery**. Celle-ci a travaillé à partir de 16 ans comme « empileuse » dans une usine textile puis a été employée de 20 ans à 60 ans, jusqu'à sa retraite, dans un Restaurant Universitaire (RU) du CROUS de la métropole lilloise. Elle est alors « assimilée fonctionnaire ». Elle est aujourd'hui à la retraite. Son père était cheminot. Elle possède un logement en banlieue de Lille qu'elle loue. Martine est la mère de trois enfants. Son benjamin est fonctionnaire dans une mairie. Sa fille cadette ne travaille pas. Son aîné, **Stéphane Thery**, est âgé de 43 ans. Il séjourne deux semaines par été dans le mobile-home de sa mère au *camping du Bois* en France avec ses deux filles. Après avoir travaillé plusieurs années comme chauffeur-livreur salarié, il occupe désormais un poste en CDI au sein d'une entreprise de nettoyage industriel et se charge du contrôle de la qualité du travail réalisé par les agents de maintenance.

¹¹⁶ Juridiction en France chargée des litiges liés au droit du travail. Elle est composée de façon paritaire par des représentants des salariés et du patronat.

Danny Ferrand est le conjoint de Vanessa Tibot. Originaire de Loire-Atlantique, il est jeune trentenaire et travaille en déplacement sur un chantier dans l'usine à proximité du camping. Son père travaillait comme soudeur-monteur mais a dû cesser de travailler pour des raisons de santé. Il enchaîne actuellement les contrats courts en déplacement de ce type. Après avoir poursuivi des études en BEP en plomberie, il travaille en accumulant des CDD dans la sécurité de chantier pendant une dizaine d'années. Il entame par la suite une formation auprès des compagnons du devoir dans le bâtiment juste avant de rencontrer sa compagne et de renoncer à ce projet de formation professionnelle. Il travaille depuis sur des chantiers en déplacement. N'ayant pas le permis, sa compagne l'accompagne et s'occupe des courses et des déplacements ainsi que de leur jeune fille d'un an et demi lorsque Danny Ferrand est au travail.

Vanessa Tibot a 28 ans au moment de l'enquête. Son père travaillait comme maître-chien. Sa mère, après avoir enchaîné les contrats courts à l'usine et comme auxiliaire de vie en maison de retraite. Après avoir entamé un BEP menuiserie sans obtenir son diplôme, Vanessa a enchaîné des contrats précaires en nettoyage industriel et en maraichage. Elle a cessé de travailler depuis sa première grossesse. Elle et Danny Ferrand sont locataires de leur domicile.

Nathalie Lannoy a la quarantaine. Elle est la fille de Claude Lannoy, aujourd'hui à la retraite, qui a longtemps exercé comme menuisier ébéniste. Après avoir quitté le lycée sans obtenir de diplôme, elle a travaillé pendant deux décennies comme caissière dans deux grandes enseignes de supermarché. Elle a démissionné à la fin des années 2000 et a suivi une formation pour devenir assistante maternelle. Elle travaille maintenant à domicile après avoir ouvert une garderie en milieu familial. Elle est locataire.

Jérémy Declercq, ouvrier dans la construction, est âgé de 33 ans. Son père était ouvrier dans le bâtiment et a aidé Jérémy à trouver ses premiers contrats à l'âge de 17 ans. Sa mère était « mère au foyer ». Il a obtenu un CAP en peinture et un CAP de solier-moquettiste. Il est le compagnon de Nathalie Lannoy. Il a un enfant de 7 ans d'une précédente union. Il rêve de monter son propre restaurant dans le futur. Il est locataire.

Patrick Leduc est plombier chauffagiste de formation. Suite à un grave accident de moto en 1981, il est en convalescence pendant trois ans. Il commence alors une formation professionnelle pour devenir ambulancier. Il est employé par le régime spécial des mines et bénéficie de droits sociaux avantageux qui lui permet de partir relativement tôt à la retraite. Sa femme travaille comme auxiliaire de vie. Il a une fille qui travaille comme assistante sociale. Comme Luc Rousseau, il vit au camping à l'année dans un mobile-home dont il est propriétaire.

Roger Catteau a 62 ans au moment de l'enquête. Issu d'une famille ouvrière, il est l'un des plus anciens campeurs saisonniers au *camping du Bois*. Il a commencé à travailler à l'âge de 14 ans. Il a poursuivi toute sa carrière professionnelle comme chaudronnier dans deux usines de la région. Il a deux enfants, Fred, 37 ans, peintre en carrosserie en banlieue lilloise et **Stéphanie Hachim**. Celle-ci a obtenu un CAP en maintenance d'entretien et un BEP en Bioservices¹¹⁷. Après ses études, elle rencontre son époux, Noham Hachim, et s'installe avec lui en banlieue parisienne. Ils sont parents de quatre enfants, dont le dernier de quelques mois. Sans formation, Noham est actuellement au chômage après s'être fait licencié de l'entreprise de nettoyage dans laquelle il avait gravi les

¹¹⁷ Le CAP Bioservice est une formation technique préparant à des métiers de préparation et de distribution des aliments, que ce soit dans des grandes surfaces, des usines agro-alimentaires ou des services de restauration collectifs

échelons et était devenu contremaitre. Stéphanie, quant à elle, n'exerce pas d'activité professionnelle et prend à sa charge une part importante du travail domestique.

Christopher Biernat est surnommé Chris au *camping du Bois*. Il a installé sa caravane sur un terrain proche du cours d'eau pour rejoindre sa famille, sa mère et son frère, qui y étaient saisonniers avant lui. Cependant, son frère a été depuis expulsé par le propriétaire en raison de conflits de voisinage. Son père, aujourd'hui à la retraite, a travaillé comme salarié dans une entreprise de nettoyage industriel de la région. Sa mère était à la maison. Âgé de 29 ans, il est en couple avec Audrey Flamant. Il est le père de trois enfants de 5 à 11 ans. Il a longtemps travaillé comme ouvrier dans le bâtiment. Il enchaîne d'ailleurs les chantiers non déclarés pendant l'été pour réussir à maintenir son équilibre financier précaire. Au moment de l'enquête, il travaille comme agent de maintenance contractuel mais souhaite devenir agent d'entretien titulaire pour une municipalité ou au sein d'un collège et a déjà passé des campagnes de recrutement.

Audrey Flament est la compagne de Christopher Biernat. Son père travaillait comme électricien salarié dans une entreprise mais est actuellement en formation professionnelle après un long congé maladie. Audrey a poursuivi des études de CAP Vente dans un lycée professionnel. Elle a cessé ses études sans obtenir ce diplôme après sa première grossesse. Elle n'a pas d'activité professionnelle et s'occupe davantage des trois enfants du couple.

Monique Caron, campeuse saisonnière au *camping du Bois* depuis 1991, est âgée au moment de l'enquête de 79 ans. Son père était chauffeur routier. Elle a travaillé comme ouvrière textile toute sa carrière dans deux usines de la région à Roubaix. Elle y a rencontré son conjoint, décédé peu avant l'enquête au camping, qui y travaillait comme mécanicien avant de prendre sa retraite. Elle a un fils qui a après avoir quitté l'école à 16 ans a trouvé un emploi en Belgique pour mieux gagner sa vie, lui aussi dans « une usine de tissus ».

Didier Mercier et Sylvie Mercier ont autour de la cinquantaine. Didier, l'époux de Sylvie Mercier, a longtemps tenu un petit garage en parallèle de son activité professionnelle principale. Il travaille sur des chantiers de construction, notamment de tirage de câbles comme salarié d'une entreprise dans laquelle il a gravi les échelons jusqu'à devenir chef d'équipe. Son père était chauffeur routier. **Sylvie Mercier**, sa conjointe, exerce le métier d'aide à domicile après avoir été ouvrière textile dans une usine de confection de jean de la région au début de sa carrière professionnelle. Les deux ont appris leurs métiers sur le tas et n'ont pas de diplômes professionnels. Ils ont deux enfants, une fille d'une vingtaine d'année et un fils plus jeune.

Jean-Pierre et Marie Perrin ont la soixantaine. Fils d'un couple d'agriculteurs de la région, il a travaillé une trentaine d'années comme chaudronnier dans l'industrie sidérurgique après avoir obtenu son CAP à l'âge de 17 ans. Au moment de l'enquête, il est arrêté depuis neuf ans, atteint d'une maladie professionnelle liée à l'exposition à l'amiante. Le couple, résidant près de la ville portuaire de Dunkerque, est installé au *Camping du Bois* depuis le début de la saison. **Marie Perrin**, quant à elle, a travaillé quelques mois comme femme de ménage puis dans un abattoir de poulets avant de rencontrer son époux, Jean-Pierre Perrin et de « soigner [ses] gosses ».

Annexes 2. Grilles d'entretien

Cette grille d'entretien a été élaborée dans une démarche semi-directive. Elle proposait un déroulé logique, cohérent et traduit le plus possible en des termes non-académiques des questionnements de recherche aux es enquêté-e-s rencontré-e-s. Toutefois, elle n'a pas été suivie systématiquement de façon linéaire afin de laisser une marge de liberté à l'informateur et de manœuvre au chercheur dans la conduite de l'entretien. Elle a également été amendée suite à plusieurs premiers entretiens au Québec qui m'ont amené à reformuler certaines questions, par exemple mobilisant des termes idoines en usage au camping. Ces reformulations et adjonctions apparaissent en italique. Je proposais une durée d'entretien d'une heure aux enquêté-e-s, avec la possibilité de la prolonger s'ils en avaient le temps et l'envie. J'ai réalisé une cinquantaine d'entretiens, dont 52 ont été intégralement retranscrits. Ils durent d'une trentaine de minutes pour le plus court jusqu'à cinq heures pour le plus long.

L'objectif de l'entretien, complémentaire de l'approche ethnographique visait à :

- Mieux cerner les positionnements politiques des personnes ayant accepté le principe de l'entretien en s'appuyant de façon compréhensive sur les schèmes de compréhension et d'intelligibilité qu'ils mobilisent.
- Réinscrire leurs attitudes et opinions politiques dans les trajectoires sociales et professionnelles qu'ils et elles ont vécues et dans leurs rapports ordinaires et quotidiens à la politique.

Pour ce faire, l'entretien a été présenté aux enquêté-e-s et s'est déroulé en deux temps :

- En tout premier lieu, la démarche de recherche portant sur les rapports populaires au politique, l'entretien et sa durée ont été présentés en amont aux répondant-e-s. Le formulaire de consentement leur a été présenté et expliqué, ainsi que leurs droits afférents.
- Dans un premier temps, l'entretien a pris la forme d'un récit de vie ouvert et centré sur les trajectoires sociales et professionnelles des enquêté-e-s. Cette première partie visait à recueillir de nombreux éléments structurels permettant de situer socialement plus finement nos répondants.
- Ensuite, l'entretien se centrait plus directement sur des thématiques politiques sélectionnées dans l'actualité et selon des enjeux de débats traités par la discipline scientifique. Cette seconde partie visait à restituer les sens sociaux et les schèmes d'intelligibilité mobilisés par nos informateurs lors de l'expression d'opinions politiques. Pour ce faire, ceux-ci étaient invités à discuter librement de thématiques concernant des enjeux politiques et politisés.

Partie commune aux deux terrains de recherche

Thématiques	Questions et relances
<i>Trajectoire personnelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Que faites-vous dans la vie ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Comment avez-vous commencé cette activité ? ○ Autres occupations professionnelles précédemment ? • Quel genre de formation avez-vous suivi à l'école ? • Êtes-vous en couple ? Avez-vous des enfants ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Que font-ils actuellement dans la vie ? • Que faisaient vos parents dans la vie ? • Avez-vous déjà été au chômage ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Combien de temps ? ○ Comment avez-vous retrouvé un emploi ? • Êtes-vous propriétaires ou locataires ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Si locataire, avez-vous eu le projet de devenir propriétaire ? • Que pensez-vous de l'expression « classe moyenne » ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Considérez-vous en faire partie ? ○ Si non, vous reconnaissez-vous dans une autre expression ? • Que pensez-vous faire durant votre retraite ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Où avez-vous cotisé ? / Comment l'avez-vous financé ? • Depuis combien de temps venez-vous au camping ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Que faisiez-vous de vos vacances avant ? ○ Que représente le camping pour vous ?

Camping des Palmiers (Québec)

Thématiques	Questions et relances
<i>Politique institutionnelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Appartenez-vous à un parti politique ? Un syndicat ? Un comité, un club social, un groupe communautaire ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Si oui, depuis combien de temps ? ○ Quelles fonctions avez-vous occupées ? ○ Comment trouvez-vous cela ? • Vous arrive-t-il de voter aux élections ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Si oui, lesquelles ?

<p><i>Immigration et pluralisme culturel</i></p> <p><i>Question Nationale</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Québec a reconnu l'aide médicale à mourir en 2014. Qu'en pensez-vous ? • Le Québec a voté une loi pour la reconnaissance de l'équité salariale dans les années 2000. Un rapport récent a montré que les femmes et les hommes n'étaient pas rémunérés également pour des tâches équivalentes dans la plupart des secteurs d'activité. Qu'en pensez-vous ? • <i>Le maire Jean Tremblay de la ville de Saguenay, s'est fait connaître partout au Québec parce qu'il défendait le fait de réciter la prière pendant le conseil municipal. En avez-vous entendu parler ?</i> • Que pensez-vous des débats qui ont eu lieu autour de la « charte des valeurs québécoises » ? <i>Autour des « accommodements raisonnables » ?</i> • <i>J'ai appris l'expression « les importés » pour parler de l'immigration. La connaissez-vous ?</i> • Le leader péquiste Pierre Karl Péladeau a demandé récemment lors d'un concert qu'un groupe chante « en Français ». Qu'en pensez-vous ? • Le gouvernement Harper a reconnu le Québec comme « nation au sein d'un Canada uni » en 2006. Qu'en pensez-vous ? • Pensez-vous à des choses non abordées dont vous voudriez parler ?
---	--

Camping du Bois (France)

Thématiques	Questions et relances
<p><i>Politique institutionnelle</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Appartenez-vous à un parti politique ? Un syndicat ? Une association ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Si oui, depuis combien de temps ? ○ Quelles fonctions avez-vous occupées ? ○ Comment trouvez-vous cela ? • Vous arrive-t-il de voter aux élections ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Si oui, lesquelles ? ○ Le taux d'abstention s'est élevé à 58% aux dernières élections européennes. Qu'en pensez-vous ?

***État social et
Impôts***

- Une formation politique attire-t-elle davantage votre attention ? Votre adhésion ?
- Avez-vous une idée de pour qui vous pourriez voter aux prochaines élections présidentielles de 2017 ?
- Est-ce qu'il y a des débats/des enjeux qui vous ont marqués/intéressés dernièrement ?
- Parlez-vous politique en famille ? Au travail ? Avec vos amis ?
 - Quels thèmes abordés ? Y-a-t-il des sujets d'accords ou de désaccords ?
- On oppose souvent la gauche et la droite. Qu'est-ce que cela vous évoque ?
 - Est-ce que vous vous sentez de gauche ? de droite ?
- Vous est-il déjà arrivé de manifester ? de signer une pétition ?
 - Si oui, pour quelles causes ?
- Avez-vous entendu parler des manifestations contre la « Loi Travail » ? Qu'en avez-vous pensé ?
- Avez-vous entendu parler de « Nuit Debout » ? Qu'en avez-vous pensé ?
- On dit parfois à propos des politiques : « Tous pourris ». Qu'en pensez-vous ?
- L'ancien président de la République Nicolas Sarkozy préconisait de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux à la retraite. Qu'en pensez-vous ?
- Depuis le début de l'année, le contrôle des demandeurs d'emploi a été « renforcé » en France afin de s'assurer qu'ils étaient bien en « recherche active d'emploi ». En avez-vous entendu parler ?
- Le candidat à la primaire de la droite, Bruno Lemaire, propose de contrôler les comptes bancaires des personnes qui touchent le RSA pour éviter toute fraude. En avez-vous entendu parler ?
- Avez-vous l'impression de payer trop/assez/pas assez d'impôts ?
 - Que ressentez-vous lors de votre déclaration d'impôts ?
 - À quoi servent/devraient servir les impôts ?

<p><i>Valeurs morales</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2013, le mariage est ouvert aux couples de même sexe. Qu'en pensez-vous ?
<p><i>Immigration et pluralisme culturel</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le parlement a adopté une loi qui permet de plonger dans une sédation profonde et continue des patients en phase terminale sans autoriser l'euthanasie ou le suicide assisté. En avez-vous entendu parler ? • En 2012, les sanctions ont été renforcées pour les entreprises qui ne respectent pas l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Mais pourtant, les différences de salaire à travail égal existent toujours. Qu'en pensez-vous ? • Le premier ministre, Manuel Valls, a déclaré qu'il faudrait interdire le voile à l'Université. Qu'en pensez-vous ? • À Calais, une partie de la « jungle » a été « démantelée ». Qu'en pensez-vous ? <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Avez-vous entendu parler du camp de Norrent-Fontes proche du camping ?</i>
<p><i>Question Nationale Souveraineté</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • On entend parfois dire que « c'est à Bruxelles que tout se décide ». Qu'en pensez-vous ? • Avez-vous suivi le référendum concernant le Brexit au Royaume-Uni ? • Certaines personnalités politiques en France préconisent la sortie de l'euro. Qu'en pensez-vous ?
<p><i>Sécurité</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Avez-vous entendu parler de l'attentat sur la promenade des anglais à Nice ?</i> • Manifestation de policiers contre « la haine anti-flics » • La braderie de Lille a été annulée par la mairesse Martine Aubry. En avez-vous entendu parler ?
<p><i>Environnement</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • La COP21 concernant le changement climatique s'est tenue dernièrement à Paris. En avez-vous entendu parler ? • Pensez-vous à des choses non abordées dont vous voudriez parler ?